

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°12 • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Affaire «Wickreng-Léiweng»: l'enquête rendue publique



À l'occasion de sa dernière réunion avant les vacances d'été, la Conférence des Présidents de la Chambre a décidé le 24 juillet de rendre publique l'enquête préliminaire menée par la police judiciaire dans le cadre de l'affaire «Wickreng-Léiweng».

Depuis que le Procureur général a déposé le dossier à la Chambre, les membres de la Conférence des Prési-

dents - M. Laurent Mosar, Président de la Chambre; Mme Martine Mergen remplaçant M. Marc Spautz, Président du groupe CSV; M. Lucien Lux, Président du groupe LSAP; M. Claude Meisch, Président du groupe DP et M. François Bausch, Président du groupe déi gréng - se sont prononcés pour sa publication reprenant toutes les auditions des personnes interrogées et tous les rapports confec-

tionnés dans le cadre de ladite affaire.

Tout citoyen, désireux de s'informer et d'en savoir plus sur l'enquête préliminaire ordonnée par le Parquet, peut consulter toutes les pièces y relatives sur le site Internet de la Chambre www.chd.lu, dans la rubrique «Actualité», sous «Livange-Wickreng: l'enquête rendue publique».

La BEI se dit prête à changer de dimension

«Nous sommes au Luxembourg depuis 54 ans. Peu de gens savent vraiment ce que nous faisons, alors que notre volume de prêts consentis en tant que banque d'investissement des 27 pays membres de l'Union européenne (UE) équivaut au double de celui de la Banque mondiale qui, il est vrai, est une banque de développement.»

Avec les décisions prises lors du dernier Conseil européen des 28 et 29 juin, nous allons sortir de l'ombre et nous trouver sous les feux des projecteurs. Avec 10 milliards d'euros de capital en plus injectés par nos actionnaires, nous serons à même d'accroître notre activité et grâce à l'effet de levier, généré avec le secteur privé, de mobiliser 150 à 180 milliards d'euros de prêts au service de la croissance et de l'emploi en Europe.

Cependant, il nous faudra du temps pour mettre tout cela en œuvre sachant que la BEI ne pourra pas solutionner, du jour au lende-

main, tous les problèmes structurels et de croissance en Europe.»

C'est en ces termes que M. Werner Hoyer a présenté la Banque européenne d'investissement (BEI), qu'il préside depuis le 1^{er} janvier 2012, aux députés des Commissions des Finances et du Contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre. Premier Président de la BEI à se rendre au parlement luxembourgeois, il a tenu à signifier aux élus que la BEI n'acceptera jamais de financer de mauvais projets sous pression politique. Et de préciser que sa banque, au service du citoyen européen pour améliorer son quotidien, ne raisonne pas par pays - en d'autres termes selon le principe du juste retour en fonction de la contribution financière de ses actionnaires - mais par projets, sélectionnés sur la base de calculs de rentabilité solides.

D'ailleurs, il ne pourrait en être autrement, étant donné que la BEI est une banque qui se finance sur les marchés auprès d'investisseurs privés

et que son objectif consiste à conserver sa notation AAA afin d'emprunter à des taux bas pour ensuite prêter à des taux attractifs.

Contrairement à l'idée répandue que la BEI finance peu ou pas assez de projets au Grand-Duché, M. Hoyer a relevé que depuis 2009, 1 milliard d'euros fut investi dans le secteur privé (développement des institutions européennes telles que la Cour de justice de l'UE, l'École européenne, le nouveau bâtiment du Parlement européen), le secteur des entreprises (SES Astra, Cargolux, CFL) ainsi que dans le secteur des PME (à travers certaines banques de la place).

Pour conclure son intervention, le Président Hoyer a encore spécifié le rôle futur que la BEI jouera dans l'émission privée d'emprunts obligataires destinés au financement de projets d'infrastructure (project bonds) liés au transport, à l'énergie et aux technologies de l'information dans l'UE.



M. Werner Hoyer entouré des membres des Commissions des Finances et du Contrôle de l'exécution budgétaire.

35^e séance mercredi 27 juin 2012
36^e séance mardi 3 juillet 2012

Dernier hommage rendu à M. John Castegnaro

À l'occasion de sa dernière séance publique avant le congé estival, la Chambre des Députés a observé une minute de silence à la mémoire de M. John Castegnaro, décédé le 16 juillet à la suite d'une longue maladie à l'âge de 67 ans.

Avant de ce faire, le Président de la Chambre avait passé en revue la vie et le parcours effectué par le défunt, un parcours essentiellement syndical avant de devenir politique en 2004 avec l'élection à la Chambre de l'ancien président de l'OGB-L comme député du LSAP.

Il a en outre souligné l'engagement inlassable de M. Castegnaro au niveau du réseau Objectif Plein Emploi et de la Fondation Elysis.



Lancement d'une app «Chambre des Députés»



L'actualité de la Chambre des Députés peut désormais être consultée via les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Dans un souci d'améliorer l'information des citoyennes et citoyens sur les travaux législatifs, la Chambre des Députés vient de mettre en place une application qui peut être utilisée sur tous les smartphones - iPhone et Android - ainsi que sur les tablets iPad.

Le nouveau service mobile permet de suivre l'actualité de la Chambre des Députés. Il donne accès au calendrier et à l'ordre du jour des réunions de commission et des séances publiques et permet aussi de voir les

documents en discussion sous forme de pdf.

L'application permet encore de consulter l'agenda du Président et les dernières nouvelles concernant le Parlement du Grand-Duché de Luxembourg.

Le service mobile est entièrement gratuit et est mis à disposition par la Chambre des Députés du Luxembourg. Pour plus d'informations sur la Chambre des Députés, consultez aussi le site www.chd.lu.

DANS CE NUMÉRO

Conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin	
- déclaration du Premier Ministre	p. 476
- débat	p. 479
Stratégie nationale d'aide aux sans-abri	p. 462
Marchés de l'électricité et du gaz naturel	p. 485
Sommaire des séances publiques nos 35 et 36	p. 492
Sommaire des questions parlementaires	p. Q139



M. Lucien Marie Noël Bembamba a rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

Le Ministre de l'Économie burkinabé en visite à la Chambre

Le rôle que le Burkina Faso joue dans la pacification des turbulences qui secouent actuellement l'Afrique de l'Ouest a constitué le principal sujet abordé le 11 juillet lors d'une réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. Les députés ont reçu le Ministre de l'Économie et des Finances du Burkina Faso, M. Lucien Marie Noël Bembamba.

Le ministre a rappelé que son pays est régulièrement confronté à des crises alimentaires et a remercié le Luxembourg pour le soutien qu'il assure dans un contexte mouvementé.

D'une superficie de 274.200 km², le Burkina Faso compte quelque 17 millions d'habitants. Actuellement, il doit faire face à l'afflux de quelque 65.000 réfugiés maliens et de leur cheptel.

Le Ministre Bembamba a expliqué que le Gouvernement dont il fait partie a mis sur le dialogue pour apaiser des conflits, gérer des crises (comme le chômage des jeunes) ou expliquer des réformes (imposées par le FMI).

L'entretien avec les députés a eu lieu à l'occasion de la sixième commission de partenariat entre le Luxembourg et le Burkina Faso qui a eu lieu le 12 juillet.

Elle a permis de faire le point sur les relations de coopération entre le Luxembourg et le Burkina Faso.

Les représentants des deux gouvernements ont signé à cette occasion trois protocoles d'accord relatifs à des appuis dans le domaine de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle, dans le secteur forestier et dans le secteur de la santé.

M. Paul Helminger quitte la Chambre avant la fin de la législature

Ayant décidé d'abandonner son mandat pour se consacrer corps et âme à un nouveau défi dans le secteur privé - dorénavant M. Helminger présidera aux destinées de la compagnie d'aviation nationale Luxair - l'élu a reçu le 11 juillet 2012 la reconnaissance de ses pairs.

Né en 1940, M. Paul Helminger est juriste de formation. Il a intégré la Chambre pour un 1^{er} mandat en 1984, après avoir été Secrétaire d'État de 1979 à 1984 (compétent

pour la Justice, l'Économie, les Affaires étrangères, le Commerce extérieur et les Classes moyennes).

Ayant été réélu en 1994, M. Paul Helminger a ensuite été confirmé à chaque suffrage. Parallèlement, il a effectué une carrière politique au niveau communal, en étant, à partir de 1988, d'abord conseiller communal, puis échevin. De 1999 à 2011, il a officié en tant que bourgmestre de la ville de Luxembourg.



Assermentation d'une nouvelle fonctionnaire de la Chambre des Députés

C'est en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État» et en promettant de remplir ses fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité que conformément à l'article 3 du statut des fonctionnaires de la Chambre des Députés, une nouvelle fonctionnaire de l'administration parlementaire fut assermentée le 13 juillet 2012 par le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen.

L'assermentation de Mme Anne Tescher, nommée aux fonctions d'attachée, a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter et Mme Isabelle Barra,

du responsable du Service des commissions, M. Martin Bisenius et de M. Jean-Paul Ternès, chargé des Ressources humaines.

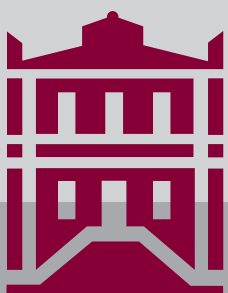
Mme Tescher est affectée au Service des commissions parlementaires où elle s'occupera notamment des dossiers concernant les médias et les communications, les classes moyennes et les pétitions.

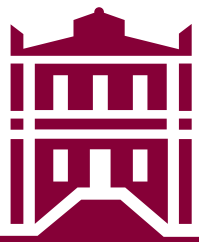
(de gauche à droite) M. Benoît Reiter, M. Claude Frieseisen, Mme Anne Tescher, Mme Isabelle Barra, M. Martin Bisenius, M. Jean-Paul Ternès.



- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





Procédures de retrait et de rachat obligatoires de titres

5978 - Projet de loi relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

1. L'objet du projet de loi

Dans sa version initiale déposée le 9 janvier 2009, le projet de loi n°5978 comportait deux articles prévoyant d'un côté la procédure de retrait obligatoire («squeeze-out») et de l'autre côté la procédure de rachat obligatoire («reverse squeeze-out» ou «sell-out»).

Le retrait obligatoire confère à l'actionnaire majoritaire d'une société donnée le droit d'exiger des actionnaires minoritaires de cette société qu'ils lui vendent leurs titres à un prix approprié.

Le rachat obligatoire, quant à lui, donne à tout actionnaire minoritaire le droit de contraindre l'actionnaire majoritaire à lui racheter sa participation à un prix approprié.

Ces deux procédures ne sont pas inconnues en droit luxembourgeois. En effet, la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition¹ (ci-après «la loi OPA» et la «directive 2004/25/CE») prévoit les procédures de retrait et de rachat obligatoires en ses articles 15 (retrait obligatoire) et 16 (rachat obligatoire).

On peut alors se demander pourquoi le projet de loi sous rapport prévoit une nouvelle fois ces deux procédures?

Les deux articles du projet de loi initial sont introduits par les termes «[S]ans préjudice de l'article 15» respectivement «[S]ans préjudice de l'article 16» de la loi OPA et prévoient ainsi un régime spécifique de retrait et de rachat obligatoires. La version finale du projet de loi maintient ce régime spécifique, délimité de la loi OPA. Pour les auteurs du projet de loi initial ce régime spécifique est justifié par le fait que le champ d'application de la loi OPA est limité aux seules offres publiques d'acquisition de titres d'une société dont les titres sont totalement ou partiellement admis à la négociation sur un marché réglementé. Le projet de loi sous rapport, quant à lui, vise les titres des sociétés qui sont ou qui ont été admis sur un marché réglementé sans avoir nécessairement fait l'objet d'une offre publique d'acquisition (OPA).

La prise de conscience de la nécessité de donner un cadre juridique aux procédures de retrait et de rachat obligatoires hors OPA a fait un long cheminement avant de se concrétiser sous forme du présent projet de loi.

Le 19 août 2002, M. Ben Fayot a déposé une proposition de loi, limitée au contexte des OPA et partant du constat que «[L]e Luxembourg ne dispose, à l'heure actuelle, d'aucune législation ou réglementation en matière d'offres publiques d'acquisitions. Il s'agit là, à notre sens, d'une lacune»². L'auteur de la proposition justifie son initiative notamment par l'«[I]nsuffisance du cadre législatif existant pour la protection des actionnaires minoritaires [...]»³. À l'époque cette initiative n'était pas suivie d'effet du fait de l'élaboration de la directive OPA⁴.

En 2003, le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg devait trancher dans l'affaire Audiolux SA⁵ si, en l'absence d'une règle expresse de droit positif, il existe un principe général de droit portant traitement égalitaire entre actionnaires (et non pas seulement de la société vis-à-vis de ses actionnaires) qui comporterait l'obligation pour l'actionnaire majoritaire dont la participation atteint un certain seuil de racheter les actions des minoritaires⁶.

Dans cette affaire était en cause une opération de cession hors bourse, une opération intervenue aux termes d'un *memorandum of understanding* conclu entre Bertelsmann et la société Groupe Bruxelles Lambert SA (GBL). Les actionnaires minoritaires, Audiolux SA et d'autres sociétés impliquées, ont attaqué cette opération en arguant notamment que le principe général d'égalité de traitement des actionnaires aurait été violé.

Or, le Tribunal constate que les dispositions légales existantes protégeant les intérêts des actionnaires minoritaires n'obligent pas Bertelsmann à faire une OPA ou une offre publique d'échange (OPE) ou de proposer aux actionnaires minoritaires des conditions identiques à celles accordées auparavant à la société GBL qui avait cédé des parts à Bertelsmann aux termes du *memorandum of understanding* précité.

Le Tribunal se réfère par ailleurs à une réponse donnée par le Ministre des Finances à deux questions parlementaires: «Le droit des sociétés luxembourgeois ne prévoit pas de dispositions particulières concernant les actionnaires minoritaires. Ce choix a été défendu longtemps par les milieux politiques et économiques pour donner au droit des sociétés luxembourgeois un caractère libéral et inciter ainsi des sociétés internationales à s'établir à Luxembourg. Au cours des dernières années, le souci de protéger les actionnaires minoritaires a pris plus d'importance en Europe et au Luxembourg. Le Gouvernement tâchera de trouver un équilibre entre les intérêts des groupes industriels et financiers internationaux et ceux des actionnaires minoritaires»⁷.

Le Tribunal en déduit qu'«[I]l en découle que l'absence d'une disposition de droit positif luxembourgeois n'est pas l'expression d'une conception qui estimerait qu'une telle règle serait superflue puisque déjà contenue dans un principe général du droit, mais le fruit d'un choix politique clairement exprimé de donner au droit des sociétés luxembourgeois un caractère libéral».

Cette décision a été confirmée en appel⁸ et un pourvoi en cassation a amené par la suite la Cour de cassation luxembourgeoise à poser dans cette affaire une question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne⁹. On reviendra par la suite à l'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne.

Il est d'ores et déjà à noter que dans l'affaire Audiolux portée devant la Cour de justice de l'Union européenne, l'avocat général Trstenjak avait souligné «[...] qu'il n'existait ni avant ni après l'entrée en vigueur de la directive 2004/25 de principe général d'égalité des actionnaires se suffisant à lui-même d'un point de vue juridique»¹⁰.

L'affaire Audiolux SA est dès lors à considérer non pas comme la seule, mais comme une des principales motivations qui ont mené *in fine* à l'élaboration du présent projet de loi et ce à cause des jurisprudences nationales et communautaires rendues en la matière et qui font appel, en l'absence d'un principe autosuffisant d'égalité de traitement des actionnaires, à l'intervention du législateur pour régler la protection des actionnaires minoritaires.

Il importe enfin de souligner que le projet de loi se situe dans la suite d'une motion du 4 mai 2006¹¹ dans laquelle la Chambre des Députés invite le Gouvernement à inclure dans un nouveau dispositif de protection des actionnaires minoritaires la faculté, pour les actionnaires minoritaires, de sortir du capital d'une société qu'ils ne peuvent plus contribuer à contrôler, moyennant rachat de leurs titres par le ou les actionnaires majoritaires à un prix équitable.

2. Un choix législatif encadré par des garanties fondamentales

«Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste indemnité» énonce l'article 545 du Code civil qui n'est que le corollaire du prin-

cipe général énoncé à l'article 16 de la Constitution libellé comme suit: «Art. 16. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi.»

Un actionnaire a lui aussi le droit fondamental de rester actionnaire¹². L'article 1 du Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales prévoit à son tour que «[T]oute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international».

Les procédures de rachat et de retrait obligatoires paraissent, à première vue, contredire ces garanties fondamentales.

Toujours est-il que c'est précisément au sujet de telles procédures que la Commission européenne des droits de l'Homme, prédécesseur de la Cour européenne des droits de l'Homme, a été amenée à apprécier si une législation suédoise qui a pour effet de permettre à toute société détenant plus de 90 pour cent des actions et des droits de vote dans une autre société, d'obliger la minorité restante des actionnaires à lui vendre ses actions, est contraire à l'article 1^{er} du Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme et des libertés fondamentales protégeant le droit de propriété¹³.

La Commission a dans ce contexte jugé que «[...] l'obligation faite dans certaines circonstances aux actionnaires minoritaires de céder leurs actions à l'actionnaire majoritaire découle d'une législation sur les sociétés, réglant les rapports des actionnaires entre eux. Dans tous les États parties à la Convention, les lois régissant les rapports de droit privé entre particuliers, y compris les personnes morales, contiennent des dispositions qui déterminent, quant aux biens, les effets de ces rapports juridiques et, dans certains cas, obligent une personne à céder à une autre un bien dont elle était propriétaire [...]». La Commission en déduit que «[D]e telles réglementations, indispensables à toute vie en société sous un régime libéral, ne sauraient en principe être considérées comme contraires à l'article 1 du Protocole additionnel».

La Commission estime dès lors que «[...] la loi suédoise qui, dans certaines circonstances, impose aux actionnaires minoritaires de vendre leurs actions à un prix qui sera fixé par des arbitres, tout en leur reconnaissant le droit de les faire racheter aux mêmes conditions s'ils le désirent, ne crée nullement à leur détriment un déséquilibre excessif au point de constituer une violation du droit au respect des biens».

Cette jurisprudence donne dès lors les conditions pour qu'une telle opération soit conforme à la Convention des droits de l'Homme et des libertés fondamentales: le prix doit être équitable et les actionnaires minoritaires doivent bénéficier d'un droit équivalent au droit de retrait, le droit de rachat.

C'est dans cette lignée que s'inscrivent et la directive OPA (y compris la loi OPA) et le présent projet de loi. La directive OPA prévoit en son article 5 que lorsqu'une personne physique ou morale détient le contrôle d'une société à la suite d'une acquisition de titres lui conférant un certain pourcentage de droits de vote, «[...] les États membres veillent à ce que cette personne soit obligée de faire une offre en vue de protéger les actionnaires minoritaires de cette société». Le même article précise que cette offre doit être faite à un «prix équitable» et les articles 15 et 16

de la directive OPA prévoient les procédures de retrait et de rachat obligatoires.

Comme indiqué ci-avant, l'arrêt Audiolux¹⁴ a été rendu par la Cour de justice de l'Union européenne suite à une question préjudicielle posée par la Cour de cassation luxembourgeoise.

La question principale posée par la Cour de cassation consistait à savoir si les références en droit communautaire à l'égalité des actionnaires et plus spécifiquement à la protection des minoritaires procèdent d'un principe général de droit communautaire.

La Cour de justice de l'Union européenne répond par la négative à cette question en estimant qu'un principe général d'égalité de traitement tel que revendiqué par Audiolux «[...] présuppose des choix d'ordre législatif, reposant sur une pondération des intérêts en jeu et la fixation d'avance de règles précises et détaillées [...]»¹⁵.

Pour la Cour ce principe «[...] est caractérisé par un degré de détail nécessitant une élaboration législative qui se fait, au niveau communautaire, par un acte de droit communautaire dérivé. Dès lors, le principe préconisé par Audiolux ne saurait être regardé comme un principe général autonome du droit communautaire [...]»¹⁶. La Cour conclut que «[L]e droit communautaire ne contient pas de principe général de droit selon lequel les actionnaires minoritaires sont protégés par l'obligation de l'actionnaire dominant acquiesçant ou exerçant le contrôle d'une société d'offrir à ceux-ci de racheter leurs actions aux mêmes conditions que celles convenues lors de l'acquisition d'une participation conférant ou renforçant le contrôle de l'actionnaire dominant»¹⁷.

Tout comme souligné ci-avant dans l'affaire *Bramelid et Malmström c/Suède*, obliger un actionnaire minoritaire de vendre ses parts à l'actionnaire majoritaire et, à l'inverse, obliger l'actionnaire majoritaire de racheter les parts des actionnaires minoritaires relève d'un choix législatif national ou communautaire concret¹⁸.

Les auteurs du projet de loi ont dès lors fait le choix législatif de créer et de préciser un cadre législatif pour les opérations de rachat et de retrait obligatoire de titres de sociétés. Dans ce contexte et comme le souligne la journaliste Véronique Poujol dans son article «Le juste prix» paru dans l'hebdomadaire *d'Land* en date du 23 octobre 2009, «[L]a question centrale dans le cadre d'un retrait obligatoire (et d'un rachat obligatoire) est celle du prix payé en contrepartie de l'obligation (ou du droit) de céder ses titres»¹⁹. À cela doivent bien évidemment s'ajouter des règles précises encadrant la détermination de ce prix et le déroulement de toute la procédure.

C'est dans ce cadre, autour de ces objectifs et garanties, que se sont organisés les travaux parlementaires et ce à partir du premier avis du Conseil d'État du 6 octobre 2009.

¹⁴ Idem.

¹⁵ Idem.

¹⁶ Idem.

¹⁷ Audiolux SA e.a. contre Groupe Lambert SA (GBL) e.a. et Bertelsmann AG e.a., Affaire C-101/08, 15 octobre 2009 (ci-après «arrêt»)

¹⁸ Ce qui a d'ailleurs amené l'avocat général Verica TRSTENJAK à conclure que «[...] La nécessité qu'il y avait à faire intervenir le législateur communautaire en la matière afin de fixer des obligations précises devant être respectées par les opérateurs et de définir les modalités selon lesquelles le traitement égal des actionnaires devait être réalisé montre qu'il n'existait ni avant ni après l'entrée en vigueur de la directive 2004/25 de principe général d'égalité des actionnaires se suffisant à lui-même d'un point de vue juridique»; Conclusions présentées le 30 juin 2009, Affaire Audiolux SA e.a., C-101/08, paragraphe 102.

¹⁹ La journaliste cite une analyse opérée par le cabinet Deminor.

¹ Memorial A, n°86, 22 mai 2006, page 1509.

² Proposition de loi relative à la protection des actionnaires minoritaires et à l'obligation de lancer une offre publique d'acquisition, déposée par M. Ben Fayot, le 19 août 2002, exposé des motifs (doc. parl. 5013⁰⁰).

³ Idem.

⁴ Voir prise de position du gouvernement au sujet de la proposition de loi relative à la protection des actionnaires minoritaires et à l'obligation de lancer une offre publique d'acquisition, 30 décembre 2002 (doc. parl. 5013⁰¹).

⁵ Affaire Audiolux e.a. c. Groupe Bruxelles Lambert, Bertelsmann et RTL Group, Trib. Arr. Luxembourg, 8 juillet 2003, n° 70846 et 79679 du rôle.

⁶ Trib. Arr. Luxembourg, 8 juillet 2003, n° 70846 et 79679 du rôle.

⁷ Réponse de M. Jean-Claude Juncker du 7 février 2002 aux questions parlementaires n°1477 du 11 janvier 2002 de M. Ben Fayot et n°1508 du 29 janvier 2002 de M. Laurent Mosar.

⁸ Cour d'appel, 12 juillet 2006.

⁹ Audiolux SA e.a. contre Groupe Bruxelles Lambert SA (GBL) e.a. et Bertelsmann AG e.a., Affaire C-101/08, 15 octobre 2009 (ci-après «l'arrêt»).

¹⁰ Conclusions de l'avocat général Verica TRSTENJAK, présentées le 30 juin 2009, Affaire Audiolux SA e.a., C-101/08, paragraphe 102.

¹¹ Motion de M. Laurent Mosar: Mise en œuvre d'une étude sur les instruments juridiques efficaces pour éviter des OPA répétées sur les entreprises et la conception de dispositifs de protection des actionnaires minoritaires.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 09.01.2009

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

- 17.03.2010 Désignation d'un rapporteur
- 19.05.2010 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
- 02.06.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 09.06.2010 Approbation des propositions d'amendements
- 28.03.2012 Examen du 2^e avis complémentaire du Conseil d'État
- 19.04.2012 Adoption de propositions d'amendements



20.06.2012 Examen de l'avis de la Chambre de Commerce
Examen du 3^e avis complémentaire du Conseil d'État
27.06.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2012
Loi du 21 juillet 2012
Mémorial A, n°152, p. 1860

Carte d'identité pour le Corps diplomatique

6313 - Projet de loi relatif à la carte d'identité pour les membres des Corps diplomatique et consulaire résident et les agents de l'Union européenne et des organisations internationales ayant leur siège au Luxembourg

Le modèle de carte actuellement utilisé est celui défini par l'arrêté grand-ducal du 13 mars 1954 relatif à la carte d'identité pour les membres du Corps diplomatique. Or, il se trouve que le papier cartonné sur lequel ces cartes sont imprimées ne correspond plus aux normes de sécurité actuelles.

Ainsi, les diplomates et fonctionnaires internationaux de pays non-UE accrédités au Luxembourg rencontrent régulièrement des problèmes lors de leur passage aux frontières extérieures de l'Espace Schengen, où la police des frontières va jusqu'à refuser de reconnaître la validité de ces cartes luxembourgeoises dispen-

sant de l'obligation du visa Schengen si celui-ci est requis.

L'objectif du projet de loi sous rubrique est donc d'adopter, à l'instar de nos partenaires européens, un type de carte diplomatique et de carte de légitimation répondant aux exigences de sécurité en vigueur. Ces nouvelles cartes devraient ressembler à nos futures cartes d'identité nationales. Remplaçant l'arrêté grand-ducal du 13 mars 1954, le présent projet de loi est appelé à constituer la base juridique de ces cartes. Par ailleurs, il élargit le champ d'application aux fonctionnaires internationaux, régleme la situation des membres de famille des titulaires et définit les critères d'attribution et la durée de validité des cartes.

Le présent projet prévoit également l'introduction de cartes d'identification pour les consuls honoraires au Luxembourg. Si celles-ci ne confèrent aucun privilège particulier, elles permettront cependant aux consuls honoraires de s'identifier et de faciliter leur travail consulaire en relation avec les autorités luxembourgeoises.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 08.08.2011
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

07.11.2011 Désignation d'un rapporteur
30.04.2012 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'amendements parlementaires
02.07.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2012

Marché de l'électricité

6316 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue de la transposition de la directive 2009/72/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 2003/54/CE.

Les points saillants de la loi en projet sont le renforcement des droits des consommateurs, l'introduction d'un système de comptage intelligent, l'accès garanti aux réseaux pour les énergies basées sur des sources d'énergie renouvelables, le renforcement de l'indépendance du régulateur et la redéfinition des ses missions et compétences, des mesures incitatives pour encourager les gestionnaires de réseau d'améliorer la qualité et l'efficacité économique de leurs services ainsi que la création d'une base légale pour la mise en œuvre de la mobilité électrique.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 10.08.2011
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

08.02.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
08.03.2012 Examen de l'avis du Conseil d'État
15.03.2012 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
22.03.2012 idem
29.03.2012 Échange de vues avec une délégation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR)
Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
19.04.2012 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
29.06.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2012

Marché du gaz naturel

6317 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Ce projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisa-

tion du marché du gaz naturel en vue de la transposition de la directive 2009/73/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la directive 2003/55/CE. Les modifications projetées correspondent à celles du projet de loi n°6316 concernant le marché de l'électricité.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 10.08.2011

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

08.02.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
08.03.2012 Examen de l'avis du Conseil d'État
26.04.2012 Examen conjoint du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
29.06.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2012

Formation professionnelle continue

6341 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant

1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et

2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue.

Les modifications préconisées poursuivent essentiellement trois objectifs:

- Le premier but est de donner une assise légale à l'Observatoire national de la formation au sein de l'Institut national pour le dévelop-

pement de la formation professionnelle continue (ci-après: INFPC) et de l'habiliter à constituer et à rémunérer un conseil scientifique. Cet Observatoire a pour objectif de fournir des éclairages utiles aux politiques publiques et aux stratégies privées dans le domaine de la formation.

- Par ailleurs, suite à la fusion de la Chambre de Travail avec la Chambre des Employés privés en une seule institution, à savoir la Chambre des Salariés, la composition du conseil d'administration de l'INFPC doit être adaptée en conséquence.

- Finalement, le présent projet de loi vise à donner une base légale à la mission de rapporteur-secrétaire exercée par l'INFPC. En effet, une des missions de l'INFPC consiste à instruire, pour le compte du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, les demandes de cofinancement introduites par les entreprises luxembourgeoises afin de bénéficier d'une aide financière de l'État pour leurs investissements en matière de formation professionnelle continue.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 11.10.2011

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

01.12.2011 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
12.01.2012 Examen de l'avis du Conseil d'État
02.02.2012 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
21.06.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2012

«Sportlycée»

6365 - Projet de loi portant création du Sportlycée

Le projet de loi sous rubrique a pour objectif de créer une structure «Sports-Études» qui permettra d'optimiser la promotion des jeunes talents sportifs et de répondre ainsi aux attentes du Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois (COSL) et des fédérations sportives.

Dès 1989, les jeunes sportifs avaient la possibilité de s'entraîner deux à trois après-midi par semaine au sein de centres de formation gérés par l'École nationale de l'Éducation physique et des Sports (ENEPS) et par les fédérations sportives. Actuellement, 13 fédérations gèrent un centre de formation pour quelque 550 sportifs.

En 2001/2002, des classes sportives ont été intégrées au Lycée Aline Mayrisch. Les élèves de ces classes pouvaient bénéficier d'une séance d'entraînement matinale spécifique et d'une séance de préparation physique intégrée dans l'horaire scolaire. Depuis 2007/2008, le projet «Sports-Études» fonctionne sur le site de l'Institut national des Sports (INS) comme annexe du Lycée Aline Mayrisch. Cette formule a connu un franc succès, et le nombre d'élèves inscrits est passé de 73 en 2007 à 305 à la rentrée 2011/2012. Or, les moyens existants pour accueillir ces classes sportives ont atteint leurs limites, si bien qu'une structure autonome, dotée des infrastructures et des ressources nécessaires pourra mieux rencontrer les demandes et attentes du mouvement sportif luxembourgeois et des élèves sportifs.

Ainsi, sous la dénomination de «Sportlycée», la cellule de coordination des centres de forma-

tion fédéraux, jusqu'à présent intégrée au Département ministériel des Sports, et le projet «Sports-Études» seront regroupés et offriront aux jeunes sportifs des conditions privilégiées pour réaliser des performances de haut niveau tout en gardant intactes les chances de réussite pour leur formation scolaire et professionnelle. Un retour à une scolarité traditionnelle à n'importe quel moment du cursus est garanti.

Au niveau opérationnel, le Sportlycée comprend deux volets principaux, à savoir le volet pédagogique (enseignement, tutorat, administration, hébergement-internat, etc.) et le volet sportif (programme sportif, suivi médical, paramédical et diététique, etc.). Ce dernier est organisé en collaboration avec le Département ministériel des Sports et le mouvement sportif. Sur le plan stratégique, le comité de coordination est responsable de l'orientation à moyen terme de la structure et complète ainsi les organes du Sportlycée.

Le directeur du Sportlycée est en charge de la coordination des deux volets et sera secondé dans sa tâche par un ou plusieurs directeurs adjoints en charge du volet enseignement et du volet sport.

Les services du Sportlycée incluent un internat et un restaurant scolaire.

Tout compte fait, la structure «Sports-Études» vise trois objectifs majeurs:

- La réussite scolaire

L'offre scolaire du Sportlycée comporte le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, ainsi que la division inférieure et la division supérieure de l'enseignement secondaire.



Le Sportlycée envisage un ajustement de la grille horaire de 10%, afin de libérer des plages horaires pour les séances d'entraînement. Puisque ces aménagements n'auront pas de répercussions sur les branches de promotion ou fondamentales, le Sportlycée peut garantir une préparation optimale à l'examen de fin d'études secondaires. Pour les sportifs à très forte charge d'entraînement ou ceux présentant des faiblesses scolaires, des mesures d'accompagnement individualisées sont proposées pour garantir la réussite scolaire.

- La réussite sportive

L'organisation scolaire est adaptée au rythme de l'élève-sportif. Des plages horaires sont libérées, afin de donner aux élèves la possibilité de s'entraîner selon les principes d'un entraînement de haut niveau. Une étroite coopération avec les fédérations sportives vise le respect des principes du «Long Term Athlete Development» (LTAD) pour préparer au mieux les jeunes sportifs aux exigences du sport de haut niveau et garantir une formation sportive adaptée à chacun.

- L'intégration sociale et l'éducation aux valeurs

Le Sportlycée essaie de coordonner le «projet de vie» du jeune élève-sportif sur les plans scolaire, professionnel, sportif et personnel. Tout en visant la réussite du double défi sport et études, l'établissement cherche à promouvoir des valeurs telles que le respect d'autrui, l'esprit critique, le goût de la performance, la discipline, la solidarité, l'esprit d'équipe, de même que l'épanouissement personnel.

Pour être admissible au Sportlycée, l'élève doit respecter les critères d'admission tels qu'ils sont définis par la législation en vigueur pour les lycées et lycées techniques. Par ailleurs, il doit remplir des critères d'admission supplémentaires relatifs à son potentiel et ses performances sportives. Ces critères sont déterminés par règlement grand-ducal. Les inscriptions se font sur base de propositions des fédérations sportives. Elles sont acceptées par le comité de coordination qui peut, en outre et à leur demande, procéder à l'inscription de candidats individuels non proposés par une fédération, sur base des mêmes critères sportifs.

compétentes pour l'exécution du règlement européen, à préciser les organes chargés de la recherche et de la constatation des infractions

aux dispositions dudit règlement ainsi que leurs pouvoirs et prérogatives de contrôle, et à fixer les sanctions pénales y relatives.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 13.03.2012

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

20.03.2012 Désignation d'un rapporteur

21.05.2012 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

06.06.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.06.2012

Loi du 21 juillet 2012

Mémorial A, n°155, p. 1880

Accord de partenariat et de coopération avec l'Indonésie

6433 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Jakarta (Indonésie) le 9 novembre 2009

En novembre 2004, le Conseil de l'Union européenne a autorisé la Commission européenne à négocier un nouvel accord-cadre de partenariat et de coopération avec la République d'Indonésie (ci-après dénommée „Indonésie“). Les négociations en vue de cet accord-cadre ont été ouvertes en 2005 et conclues avec succès en juin 2007. L'Indonésie a paraphé l'accord en juillet 2009, deux ans plus tard que la Commission européenne et après la levée partielle par l'UE de l'interdiction de vol imposée aux transporteurs aériens indonésiens. L'accord-cadre a été signé à Jakarta le 9 novembre 2009 en marge d'une réunion ministérielle entre l'Indonésie et l'UE.

L'Indonésie est considérée une priorité par l'UE, entre autres par sa taille (242 millions d'habi-

tants en 2011, 4^e pays le plus peuplé au monde), son importance géopolitique et ses potentialités économiques. En effet, elle est le 4^e partenaire commercial de l'UE dans la région de l'ANASE. Au cours des dernières années, l'UE et l'Indonésie ont aussi intensifié leur dialogue politique à travers les réunions ministérielles régulières UE-ANASE. L'Indonésie est un des cinq membres fondateurs de l'ANASE et elle en est la plus grande force économique représentant la moitié de son PIB et de sa population.

D'une perspective luxembourgeoise, notons que l'Indonésie est un partenaire économique important de notre pays en Asie du Sud-Est. Les importations du Luxembourg en provenance de l'Indonésie ont représenté 9,6 millions d'euros en 2010, les exportations vers l'Indonésie 3,9 millions d'euros. Avec un commerce total de 13,5 millions EUR, l'Indonésie est le 4^e partenaire commercial du Luxembourg au sein de l'ANASE. Les relations bilatérales entre le Luxembourg et l'Indonésie ont été renforcées par la coaccréditation d'un ambassadeur luxembourgeois non résident, depuis 1997, auprès de l'Indonésie et, depuis 2009, auprès du Secrétariat général de l'ANASE, basé à Jakarta.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 10.05.2012

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

02.07.2012 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2012

Code du Travail

6442 - Projet de loi portant modification

1. du Code du Travail;

2. des articles 1^{er} et 2 de la loi du 3 août 2010 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; 2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail; 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant:

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;

3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 18.06.2012

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):

05.07.2012 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2012

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail

Le projet de loi vise d'abord à proroger, jusqu'au 31 décembre 2013, différentes dispositions légales dont la validité est actuellement limitée jusqu'au mois d'août 2012, respectivement jusqu'au mois de décembre 2012.

Par ailleurs, le projet entend apporter quelques modifications ponctuelles aux dispositions régissant le chômage partiel de source structurelle.

Le projet propose également d'abroger le point 1 de l'article L. 131-3(1) du Code du Travail aux termes duquel l'exercice de l'activité d'entrepreneur de travail intérimaire ne peut être autorisé par le ministre qu'à la condition qu'il le soit à titre exclusif.

Finalement, le projet vise à modifier l'article L. 523-1(2) afin de créer la possibilité de prolonger les périodes d'occupation temporaire indemnisées des chômeurs de plus de 50 ans.

Fermeture des magasins

6403 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat

Le projet de loi 6403 a pour objet de modifier la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat.

Le projet de loi prévoit de procéder à une adaptation ponctuelle de la loi réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat. Le texte prévoit de reculer l'heure de fermeture légale des magasins le samedi et les veilles de jours fériés légaux de 18h00 à 19h00.

Il est toutefois prévu que cette heure de fermeture peut être portée à 20h00 si les partenaires sociaux concluent un accord dans le cadre

d'une convention collective. À noter cependant que dans ces cas, les clauses contractuelles obligeant les locataires de surfaces commerciales situées dans un centre commercial à aligner les heures d'ouverture de leurs enseignes sur celles du centre commercial en question, ne trouveront pas application pour la plage horaire de 19h00 à 20h00.

Par ailleurs, il sera dorénavant permis à chaque magasin de programmer une «nocturne» ou une action commerciale spécifique une fois par an, les dérogations au régime des heures de fermeture étant jusque-là collectives et ne s'appliquant pas, en conséquence, aux cas particuliers. Il est dès lors prévu de permettre à chaque magasin de demander une dérogation afin d'ouvrir ses portes pendant une durée maximale de 24 heures consécutives, le régime de droit commun en matière d'heures de fermeture continuant à s'appliquer avant et après cette période d'ouverture maximale de 24 heures.

Dépôt par Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 29.02.2012

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme (Président: M. Lucien Clement):

27.06.2012 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

05.07.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2012

Loi du 21 juillet 2012

Mémorial A, n°156, p. 1886

Importation de bois

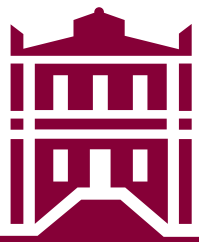
6412 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne

Le projet de loi a pour objet d'assurer l'exécution du règlement (CE) n°2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne.

Ce règlement européen poursuit le plan d'action de l'Union européenne relatif à l'application de réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT).

En outre, afin de lutter contre le problème urgent de l'exploitation illégale des forêts et du commerce qui y est associé, les mesures prévues par le règlement (CE) n°2173/2005 sont destinées à mettre en œuvre un régime d'autorisation exigeant que les importations de bois et produits dérivés sur le territoire de l'Union européenne soient soumises à un système de vérifications et de contrôles destinés à garantir la légalité des produits en question.

Le projet de loi vise à identifier les autorités



Sommaire

1. Heure d'actualité du groupe LSAP sur les négociations en vue d'un Traité sur le commerce des armes
 - Exposé: M. Ben Fayot
 - Débat: M. Félix Eischen, M. Paul Helminger, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser
 - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères
2. Motion de M. Félix Braz relative à la condamnation de la répression incessante menée par les autorités chinoises au Tibet
 - Exposé: M. Félix Braz
 - Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Ben Fayot, M. Fernand Kartheiser
 - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères
 - Vote sur la motion modifiée (adoptée)
3. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la réforme du droit d'auteur dans l'époque digitale (suite)
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)
4. Question élargie n°27 de M. Claude Meisch sur les éventuels abus dans le cadre du système des chèques-services
 - M. Claude Meisch
 - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration (M. Claude Meisch pose une question)
5. Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur la stratégie nationale d'aide aux sans-abri
 - Exposé: M. Fernand Kartheiser
 - Débat: M. Jean-Paul Schaaf, M. Xavier Bettel (Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, M. Jean-Paul Schaaf interviennent), Mme Vera Spautz, M. Mme Viviane Loschetter
 - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration (M. Fernand Kartheiser intervient)
6. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le projet de réforme de l'espace Schengen
 - Exposé: M. Félix Braz (dépose la motion 1)
 - Débat: M. Félix Eischen, M. Paul Helminger, M. Ben Fayot, M. Fernand Kartheiser
 - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Jean-Marie Halsdorf et Nicolas Schmit, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Fir haut de Mëtteg huet d'LSAP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Verhandlung vum Traité iwwert de Waffenhhandel ugefrot. D'Riedezäit ass nom Artikel 84 zweeten Alinéa vum Chambersreglement festgehale an gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jee weils fénnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Eischen, den Här Helminger, den Här Braz an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo den honorebelen Här Ben Fayot als Verrieder vun der LSAP-Fraktioun. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

1. Heure d'actualité du groupe LSAP sur les négociations en vue d'un Traité sur le commerce des armes

Exposé

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, nächste Méindeg, den 2. Juli - dat ass elo ganz an der Aktualitéit -,...

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Ech géif lech bieden, dem Här Fayot ganz opmierksam nozelauschteren!

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- ...fänken zu New York am Kader vun der UNO d'Verhandlungen iwwer en Traité iwwert de Waffenhhandel un, och op Franséisch „Traité sur le commerce des armes“, op Englesch „Arms Trade Treaty“. Ech wëll soen, dass dëst e wichtige Moment an der internationaler Aktualitéit ass, well et jorelaang Preparatiounen gebraucht huet, fir zu dese Verhandlungen ze kommen, déi wäerte véier Wochen daueren an um Enn vun deenen een hofentlech esou en Traité erauskritt.

Ech wëll och soen, dass vill ONGen intensiv Campagnen an der ganzer Welt gemaach hunn, och zu Lëtzebuerg. Amnesty huet ënner anerem och eng Petitioun de Moien un de Chamberspresident iwwerrecht, wou 1.430 Lëtzebuurger Biergerinnen a Bierger, oder Biergerinnen a Bierger vu Lëtzebuerg, sech fir esou en Traité ausgeschwat hunn. Et ass also e wichtige Moment. An ech mengen, et ass och e favorable Moment, fir esou Négociatiounen unzefänken.

Mat deser Heure d'actualité wëlle mer der Regierung ons Ënnerstëtzung an onsen Encouragement fir déi Négociatiounen mat op de Wee ginn.

An deemselwechte Kontext wëll ech rappeléieren, dass d'Europaparlament a senger leschter Juni-Sitzungswoch zu Stroossbuerg eng ausféierlech Resolution mat grousser Majoritéit ugeholl huet, déi e strengen an ëmfaassenden Traité iwwert de Waffenhhandel verlaangt.

Här President, d'Virgeschicht bis zu deem 2. Juli 2012 ass laang a komplex. ONGen hunn erkannt, wéi de Misär, dee se all Dag bekämpfen um Terrain uechtert d'ganz Welt, duerch ëmmer méi an nei Waffe vergréssert gëtt. Politiker an der ganzer Welt och hunn erkannt, wéi d'Konflikter sech duerch de Waffenhhandel verschäerfen. Dofir huet de 6. Dezember 2006 d'UNO-Vollversammlung mat 153 Stëmme eng Resolutioun ugeholl, fir Verhandlungen fir en „Traité sur le commerce des armes“ unzefänken.

De 14. Juni 2010 huet de Conseil vun der Europäescher Unioun sech fir esou en Traité ausgeschwat. D'Europäesch Unioun huet selwer an de leschte Jore vill Effortë gemaach, fir bei sech de Waffenhhandel iwwert de Wee vu Lizenzen ze organiséieren a méi transparent ze maachen. Mir hunn dofir hei den 13. Juni 2012, also net ze laang hier, an der Chamber d'Direktiv 2009/43 am Projet 6292 transposéiert.

De Waffenhhandel ass insgesamt näischt Flottes, an d'Welt wär besser, wann et en net géif. Mä et gëtt en nun eemol an e wäert soubal net verschwannen. Dofir muss en esou geregelt an iwwerwaacht ginn, dass e Konflikter net verschäerft, de Misär op der Welt net nach méi

grouss mécht a skrupellosen Händler erlaabt, hire Profit op dem Bockel vu ganze Populatiounen ze maachen.

Et gëtt en Handel vu Waffenen zwëschen Länner, déi responsabel a friddlech sinn, déi Waffe kafe fir hir eegen Défense, fir hir Arméien, an dogéint ass natierlech näischt ze hunn. Et gëtt awer och en Handel, dee sech iwwer all Regelele a Responsabilitéiten ewechsetzt. Sou huet d'ONG Oxfam ausgerechent, dass zwëschen 2000 an 2010 fir iwwer zwou Milliarden Dollar Waffenen a Länner wéi Myanmar, Iran oder de Kongo geliwwert gi sinn, an déi et duerch international Embargoe verbuede war, Waffenen ze liwweren.

Doriwwer eraus si jorzéngtelaang Diktaturen op der ganzer Welt, déi jo ganz besonnesch Freed u schéinen, deieren a grausame Waffenen hunn an och haten, domat aus- an oppgerüst ginn an doduerch gestärkt ginn an hirer Diktatur. Libyen ass esou e Land, wou den Diktator seng eege Populatioun mat den deieren Jeten ugegraff huet, déi en a ganz éierbare Länner an der Europäescher Unioun an an den USA kaaft huet.

Am Mëttleren Orient an an Nordafrika si Waffeliwwerungen aus Länner vun der Europäescher Unioun, den USA a Russland ouni weider Consideratioun vu Violatioun vun de Mënscherechter oder vu politischer Instabilitéit geschitt. Am Sudan, eent vun deenen äermste Länner vun der Welt, wou d'Mënscherechter bafouéiert ginn, geet de Waffenhhandel trotz aller Aarmut monter weider.

Géint Syrien huet d'Europäesch Unioun den 9. Mee 2011 e Waffenembargo ausgeschwat. Russland, dat 10% vu senger Waffenen a Syrien exportéiert, honoréiert nach ëmmer seng Kontrakter mat deem Land, trotz den Atrocitéiten, déi do dagdeeglech geschéien.

Här President, de Waffenhhandel oder den Transfert vu Waffe muss vun der internationaler Gemeinschaft an allen Aspekter gekuckt ginn. Zum Beispill: Wat kann a schonns destabiliséierte Regiounen duerch weider Waffeliwwerunge verschäerft ginn? Wéi ass et méiglech, dass Länner, déi hoffnungslos verschëllt sinn, nach monter weider Waffe kafen?

D'Fuerderung ass dofir no engem juristeschem verbindlechen Instrument, wat déi striktméiglechste international Norme fir den Handel mat klassesche Waffe festleed soll. Et gëtt also net eng vu Absichtserklärung gefrot, mä e staarke Vertrag.

Déi grouss Fuerderunge vun Amnesty an aneren internationalen ONGe si folgend - a mir begrëssen déi a mir deelen déi Fuerderungen:

Éischtens, et muss eng gëlle Regel an den „Traité sur le commerce des armes“: Bei all Waffenhhandel muss d'Exportland eng Evaluatioun iwwert de Risiko maachen, ob déi Waffe fir grave Violatiounen vum internationale Recht a vun de Mënscherechter gebraucht kënnen ginn. Dat heescht also, dass déi Länner, déi Waffe kafen, op hire Respekt vun de Mënscherechter, mä och op hir friddlech Astellung gepréift musse ginn, éier se iwwerhaupt Zougang zu Waffe kréien.

Et muss eng méiglechste erschöpfend Definitioun vun dem Waffematerial ginn. De bestehenden UNO-Wafferegëster féiert siwe Kategorië vu konventionelle Waffenen op, wat awer eng ganz Partie vu Waffenen ausschléisst. Bekanntlech ass d'Kreativitéit op deem Gebitt staark dévelloppéiert, well et jo en extrem lukratiiv Geschäft ass a Länner, déi staark ënnert der Kris leiden, do am leschte spuere wëllen.

D'Diskussion ass och, ob kleng a liicht Waffenen an och Munitionen derbäikomme sollen, eng net onwesentlech Fro, wann ee gesäit, wéi och an demokratesche Länner d'Gewaltpotenzial duerch de Besëtz vu Revolveren a Gewierer sech entwéckelt.

Drëtters, et muss eng streng Regelung vun den Autorisatiounen fir Waffekeef a -verkeef mat prezise Prozeduren, Kontrollen a Sanktiounen vu Waffegeschäfte agefouert ginn.

Véiertens, et muss eng Obligatioun vu Regëstren agefouert ginn, déi an all Land d'Transferte vu Waffenen opféieren, déi do erlaabt goufen, Regëstren, déi 20 Joer versuergt solle ginn.

An et muss öffentlech Transparenz iwwer järelech Berichter vun all Stat geschaf ginn.

Här President, eng vun de groussen Erausforderunge fir en „Traité sur le commerce des armes“ wäert sinn, dass déi grouss Waffeproduzenten an Exportateure wéi Russland, China oder och verschidde westlech Länner sech do-

zou duerchréngen, fir d'Mënscherechter als e Kritär fir den Export vu Waffenen ze akzeptéieren. Do gëtt et sécher eng Partie positiv Signaler, souwuel vun den USA wéi och vu China, och vun anere Länner, déi sech dozou wëlle bekenne. Et gëtt awer aner, déi sech méi schwéier domat dinn. Mä op jidde Fall, déi wäerten eng wichteg Roll bei deenen Négociatiounen spillen.

Et wär e grouse Schrëtt zu enger méi friddlecher Welt, wann déi grouss Acteuren hir Responsabilitéit dobäi géifen huelen. Ech wollt dofir d'Regierung froen, wéi se sech fir d'Verhandlungen zu New York am Juli positionéiere wëllt, wéi wäit se goe wëllt an de Fuerderungen, déi vun der Zivilgesellschaft gestallt ginn, a virun allem och, wat praktesch op Lëtzebuerg duerkennt, wann dann e Vertrag ofgeschloss gëtt.

Well wann de Vertrag ausgehandelt gëtt, ënnerzeechent a ratifizéiert ass, muss en an d'Realitéit ëmgesat ginn. E muss mat Liewe geféelt ginn, fir seng Wierkung international ze kréien. Mir gesinn dat bei ähnelche Verträge, déi an de leschte Jore agesat goufen, wéi zum Beispill dee vun de Streebommen. Do gëtt et e strenge Monitoring vun den ONGen an alle Länner, déi deem Vertrag bäigetragt sinn.

Lëtzebuerg als grouss Finanzplaz kënn net derlaanscht, sech ethesch nokontrolléierbar Regelele ze ginn. De Fonds de compensation, ech erënneren dorun, huet sech bei senger Placementer berode gelooss, fir déi Firmen ze éviéieren, déi zum Beispill an der Fabrikatioun an dem Handel mat Streebommen implizéiert kënnen ginn. Onsen Ausseminister huet an deem Zesammenhang vun engem Ethikrot geschwat, an deem öffentlech Institutionen a finanziell Organisatiounen vertrat wäeren, fir iwwert d'Problemer vu Finanzement an Transaktiounen ze beroden, déi e Konflikt mat internationale Verträge, déi mer ënnerschriwwen hunn, duerstelen.

Dofir wollt ech och den Ausseminister froen, ob en op deem Plang schonn Initiativë geholl huet, well Lëtzebuerg - duerch den Ausseminister an duerch déi Aktioun vun der Lëtzebuurger Aussepolitik - huet ee ganz gudde Ruff an deenen internationale Milieuen, déi sech asetze fir Verträge géint déidlech, schlëmm Waffenen an och fir eng méi friddlech Welt.

Här President, ech wollt op jidde Fall soen, dass et fir d'Lëtzebuurger Chamber wichteg ass, haut, also e puer Deeg virun dem Ufank vun deenen Négociatiounen, iwwert deen Traité ze schwätzen. An ech hoffen och, dass d'Biergerinnen an d'Bierger dobaussen déi Négociatiounen verfollegen. Et geet och ëm de Fridde vun der Welt.

Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot. Als éischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Félix Eischen (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, wa mir eis haut mam Traité iwwert de Waffenhhandel beschäftegen, ass dëst sécherlech en extrem delikaten Dossier, well mir all Dag mat arméierte Konflikter konfrontéiert sinn.

Mir hunn hei an eise Breedegraden déi grouse Chance, zënter ville Jore net méi direkt mussen ënnert dem Misär ze leiden, dee Waffe kënnen verursaachen, mä mir kréien all Dag Biller, esou vill wéi mer der gären hätten, iwwert dat onmoosseg Leed, wat weltwäit duerch Waffe verursaacht gëtt. D'Waffenen an d'Fro vun de Waffeliwwerunge stinn an deene Konflikter ëmmer erëm am Fokus.

Op där enger Säit stinn d'Waffenen deemno fir Misär, Aarmut a Krich, an op där anerer Säit besteet awer och international Eenegkeet dorriwwer, dass d'Länner e Recht op Selbstverteidigung hunn. Duerch dëst Recht, mä och duerch hir Verflichtung bei Friddensmissiounen ass et de Länner gestatt, Waffenen hierzustellen, ze importéieren an och ze exportéieren.

Wa mir vu Waffenhhandel schwätzen, geet Rieds vun engem Commerce, dee weltwäit ongeféier 1.400 Milliarden Dollar, dat heescht knappes iwwer 1.000 Milliarden Euro pro Joer ausmécht.

An Europa hu mir an deem Beräich verbindlech Regeln, wat den Transfert vu Produkt fir d'Défense ubelaangt. D'Kompetenzverdeelung tëschent den Export- an Importlänner geet aus enger europäescher Richtlinn vun 2009 ervir. Et ginn och Recommendationen vun der Kommission, wat d'Zertifizierung vun Entrepreneuren ugeet, déi am Beräich vun der Défense aktiv sinn.

Eng Direktiv vum 18. Juni 1991 regelt des Weideren och d'Kontroll iwwert d'Acquisitioun an d'Détention vu Waffen.

Firwat also elo den Traité?

Den 2. Dezember 2009 huet d'Haaptversammlung vun der UNO eng Resolution 64/48 adoptéiert mam Titel: „Traité sur le commerce des armes“, an dëst mam Zil, am Kader vun enger UNO-Konferenz an international verbindlech Gesetzestext - an deem Fall also net nëmmen op europäeschem Niveau - auszeschaffen. Den Akzent muss hei däitlech op „international“ leien, well des Normen nëmmen eng Daseinsberechtigung hunn, wann déi gréisste Waffenexportnationen och bereet sinn, sech dese Regeln ze beugen.

Laut Zuele vun Amnesty gi 74% vun de Waffenexportationen op d'Kap vun de Vereenegte State vun Amerika, Russland, Däitschland, dem Vereenegte Kinnekräich, China a Frankräich. Fir des Länner ass den Export dann och e wichtegen ekonomesche Pilier, op dee se dann net ouni Weideres esou einfach gär wéilt verzichten.

Et bleift awer ofzawaarden, ob den Text, wéi en elo vum President vum Preparatiounskomité zu dëser Konferenz virbereet ginn ass, och esou uegheoll gëtt, ob dësen Traité net awer gréisstendeels entschärft gëtt, nottammend wat de Geltungsberäich ubelaangt, oder souguer verworf gëtt a sech da beschtefalls nëmmen op e Code de conduite géeneegt gëtt.

De Projet, wéi en am Moment um Dësch läit, ziilt dorop of, de legalen Handel mat konventionelle Waffen ze reguléieren an den illegalen Handel an de Grëff ze kréien.

Wat versteet een elo ënner konventionellen oder och nach „klassesch“ genannte Waffen? Dës si weder biologesch, chemesch, nukleare oder radioaktiver Natur. Dem Rapport vum virgenannte Preparatiounskomité no si klassesch Waffe Panzeren, militäresch Ween, Artilleriesystemer, Fliegeren, Helikopteren, Schëffer, Rakéiten, Rakéitesystemer, kleng Waffen, liicht Waffen, mä och Munitioun an esou weider. Mä fir verschidde Länner geet dës Definitioun awer schonn erëm vill ze vill wäit.

Wat géif dësen Traité elo fir Lëtzebuerg bedeiten?

Mir wëssen allegueren, mir si keng Militärmuecht, wäerten och ni eng ginn, a mir stelle weder Kampfjeten nach Panzeren hier. An trotzdeem gesäit den aktuelle Projet eng Rei verpflichtend Regele vir, déi och fir eise Grand-Duché eng Erausforderung duerstelle kéinten.

All Land - all Land! -, dat dës Konventioun ënnerschreift a ratifizéiert, verpflichtet sech nämlech dozou, e Waffentransfer iwwer säi Gebitt ze refuséieren a ganz ënnerschiddleche Situatiounen. Sou muss zum Beispill en Transfer refuséiert ginn, wann dësen eng Décisioun vum UNO-Sécherheetsrot oder eng aner international Verpflichtung am Kontext vun der Kontroll a Regulierung vun dese Waffe géif violéieren.

Dëst schéngt alichtend ze sinn a misst och esou kënnen ënnerschriwwen ginn, wa mir net laut Traité gehale wieren, eis bei de jeeweilige Länner ze erëkenne respektiv ze kontrolléieren, wat dann eran- a wat och erausgeet. D'Sektioun VI.A. vun deem Projet de traité betreffend d'Autorisatiounen gesäit dat nämlech däitlech vir. Mä gi mir dat dann iwwerhaupt gewuer? A wann net, wéi solle mir dann eise Verpflichtungen nokommen, wa mir net informéiert ginn? Misste mer net drop pochen, dass, wann e Land eppes iwwer eise Gebitt wéilt schleisen, dat Land sech am Viraus muss mellen?

Erschweierend kënn derbäi, dass den Traité e Land dozou verpflichtet, en Transfer ze refuséieren, wann e substanzial Risiko besteet, dass esou en Transfer eeschthaft de Fridden an d'Sécherheet menacéiert oder eng Instabilitéit géif provozéieren. Wéi eng Moosnamen ergräife mir, fir esou e Risiko identifizéieren ze kënnen?

Et wier deemno wichteg, ze wëssen, wéi mir do an Zukunft eise Verpflichtungen nokomme kënnen. Wéi vill Zousatzkäschte bedeit dat? Wéi eng Administratiounen oder wéi ee Service ass dat? A wie gëtt mat dëser Kontroll da befaasst?

Wien ass dat? Hunn eis Gesellschafte wéi d'Car-golux oder aner Entrepreneuren, déi am Logistikberäich tätég sinn, eng Deklaratiounspflicht, wat hir Liwwerungen ugeet?

Hei stinn eng Rei Froen am Raum, déi gëllt et ze beäntweren, eier mer mir näischt dir näischt dësen Traité dann ënnerschreien. Et ass net auszuschléissen, dass, wa mir eng zréckhalend Haltung adoptéieren, mer vun der Öffentlechkeet mat Kritik iwwerheeft ginn. Mä gëllt et net am Viraus ze präzisieren, ob mir d'Moyenen hunn, fir eis do ze engagéieren, an ob den Traité net op verschidde Punkte misst nogebessert ginn?

Ofschléissend bleift dann och ofzawaarden, wéi sech déi grouss Militärmuechten zu dësem Traité wäerten äusseren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Félix Eischen. Als nächste Riedner ass den Här Paul Helminger agedroen. Här Helminger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Paul Helminger (DP).** - Här President, säit dem Ufank vun den 90er Jore versicht déi international Communautéit, Prinzipien auszeschaffen, déi den illegale Waffenhandel ënnerbanne kéinten. Den Ausléiser fir déi Beméiung ware sécherlech ënner anerem déi bluddeg Biergerkriecher um afrikanesche Kontinent, déi deelweis mat illegal importéierte Waffe gefouert goufen.

Do sinn da Codes de conduite, Verhalenskodex festgehalte ginn, Waffenembargo sinn ausgeschwat ginn. Domat sollt verhënnert ginn, dat Länner, an deenen d'Mënscherechter net respektéiert ginn a wou brutal Autoritéite probéieren, sech un der Muecht ze halen an d'Bevölkerung ze ënnerdrécken, Zougang zum Handel sollte kréien.

Wat hunn déi Ofkommessen elo bruecht?

Ofgesinn emol vun Efforten, déi um nationalen oder um regionale Plang gemaach gi sinn, déi jo och onverkenntlech sinn, bleiwe mer awer bei engem Mosaik, bei engem Patchwork, deen einfach ze vill Lacunen opweist, déi ganz vill Infractiounen nach duerchgoe loosse.

Wat also misst agefouert ginn, ass wierklech e robusten internationalen Traité fir de Waffenhandel, deen déi aktuell dach dramatesch Situatioun an deem Domän och richteg a konsequent kéint regelen.

Wann ee bedenkt, dat 2010 fir eng geschaten Zomm vu ronn 35 Milliarden Dollar an Entwécklungslänner Waffe geliwwert goufen - an dann a politesch instabil Géigenden -, déi gewéinlech an déi falsch Hänn geroden, wou se da fir Terrorismus oder organiséiert Kriminalitéit gebraucht ginn an d'Haaptursach sinn och vun de Mënscherechtsverbrächen! Net ze schwätze vun deenen autoritäre Länner, wou gewaltsam Statschefen un der Muecht bleiwen a fir hiert militärescht Oprüste wäitass méi Suen ausgi wéi fir de sozialen a wirtschaftlechen Opbau vun hire Länner.

D'Embargoen hunn och net alles bruecht. Si si wuel par rapport zu verschidde Länner ausgeschwat ginn, mä si gi ganz oft einfach ignoriert an duerchbrach, an déi Länner kënnen nach ëmmer onbestrooft sech mat Waffen aller Aart andecken.

Zum Beispill huet de Kongo tëschent 2000 an 2002 fir 124 Milliounen Dollar Waffen importéiert. Och Myanmar, dat ënner Waffenembargo steet, huet vun 2000 bis 2010 fir iwwer 600 Milliounen Waffe kaaft. An ech schwätzen elo emol nach net vun deene Waffen, déi a Libyen, Syrien oder Ägypten agesat goufen, fir d'Bevölkerung ze ënnerdrécken an déi zum Deel ganz legal akaaft gi sinn, mä awer da fir illegal Zwecker agesat goufen.

Dovunner ofgesinn, dat Waffenexportlänner direkten Handel mat Länner bedriewen, déi eigentlech ënner Embargo stinn - och dat gëtt et! -, kënnen Livraisons natierlech fir de Schwaarzmarkt détournéiert ginn. Well déi Waffeliwwerunge geschéie jo ganz selte vum Exportland direkt an d'Importland. Et geet oft iwwer e ganze Koup aner Länner, wou se dann op deene Plaze riskéieren, an déi falsch Hänn ze geroden. Abuse sinn och duerchaus ënnert der Form vu Reexport, vun Ausléien oder souguer vu Verschenke vu Waffelivraisoune méiglech.

An deem Sënn misst dann och am Traité, fir dat et soll wierksam sinn, all Transfert an Transaktioun vu Waffen ofgedeckt ginn, wa mer wierklech wéilt en kohärent Approche hei maachen.

Dann de Problem vun den Armes conventionnelles, déi am Traité sollen encadréiert ginn. Do fällt dann ongeféier alles dran, wat net Atomwaffe sinn, chemesch oder biologesch Waffen; also Fliegeren, Véhicules blindés oder U-Booter a

Missilen. Mä déi Waffen, déi besonnesch an de Biergerkriecher déi meeschten Doudesaffer verursachen, dat heescht, déi kleng an déi mëttel Waffen a ganz besonnesch och d'Munitioun, déi solle jo anscheinend an deen Traité net drakommen oder wäerte wahrscheinlech an den Traité net drakommen, well eng Rei Exportlänner sech do vehement géifen dergéint wieren.

Hiert Argument ass, dat déi Waffen esou zahlreich sinn, dat eng Kontroll praktesch onméiglech wär. An et ass scho richteg, de Business mat deem Typ vu Waffen ass effektiv och risegrouss. Do gëtt et anscheinend iwwer dausend Fabrécken an honnert Länner, déi do agebonne sinn. An a ronn 30 Länner gëtt et grouss Hersteller vun esou Waffen. An de Joresëmsaz vun deene Waffe soll net wäit ewech vun aacht Milliarden Dollar do leien. Wann ee bedenkt, dat elo 60% vun den Doudesaffer an de Konflikter eben d'Victimé si vun esou klengen a lichte Waffen, da versteet een, dat et absolut noutwendig wär, fir och déi Waffen an esou engem Traité anzebannen.

Den 13. Juli, et ass scho gesot ginn, huet d'Europaparlament eng Resolution gestëmmt, an där et d'Memberlänner opfuerdert, sech fir e robusten Traité anzusetzen. Mir hätten elo ze vill laang nogekuckt, wéi mat illegale Waffen a Munitioun onschëlleg Leit, dorënner ëmmer vill Kanner, ëm d'Liewe komm wäeren. An de Waffenhandel ronderëm d'Welt, dee bräicht eng strikt Législatioun, fir Liewen ze schützen.

Et kéint ee sech virstellen, dat an deem Traité, fir der Politik ze hëllefen, och d'Importlänner sech géifen engagéieren, fir d'Waffen och nëmme fir sech ze verteidegen anzusetzen, an dat an deem Moment, wou se se géifen asetze fir intranational Konflikter, also Konflikter am eegene Land, also géint hir eege Bevökerung, den UN-Sécherheetsrot praktesch automatesch habilitéiert wär, fir e Mandat d'intervention auszustellen.

Mä de Gros vun der Responsabilitéit läit natierlech bei den Exportlänner. Déi mussen onbedéngt an hirem Handel hei responsabiliséiert ginn. Nun ass et natierlech relativ utopesch, fir ze denken, dat dat vun haut op muer kéint gestoppt ginn. Deen Traité muss jo emol nach fir d'Eischt négociéiert ginn. E muss da sécherstellen ginn. Mä, wéi gesot, ech hu scho gesot, dat do leider d'Chancen - mä den Ausseminister seet eis vläicht eppes anescht - relativ kleng sinn, dat grad just déi Kleng- a Lichtwaffen an d'Munitiounen do mat ageschloss wäeren.

Da mussen déi verschidde Länner deen Traité nach ratifizéieren, sou dat mer eis hei näischt solle virmaachen, dat et muer op deem do Gebitt anescht gëtt. Mä, wéi gesot, et ass emol wéinstens e eischte Schratt. Et kéint eventuell souguer nach en décisiv Schratt an déi richteg Richtung ginn.

Et gëtt sech effektiv elo seriö um internationale Plang dëser Saach uegheoll. Déi Verhandlungschänge jo ganz seriö ze verlafen. An ech hoffen, dat Lëtzebuerg, wat schonn des Öftere bewisen huet, dat mer mat enger exemplarescher Positioun an internationalen Verhandlungen eraginn, dann och des Käier sech fir, d'äerf ech soen, e „Bulletproof“-Traité wäert asetzen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Helminger. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Wa Lëtzebuerg international attackéiert gëtt wéinst senger Finanzplaz, dann ass oft och e moralescht Element an där Kritik mat dran. An dorop äntwert Lëtzebuerg nawell gären.

Mä mir hunn awer dofir keng Waffenindustrie, contrairement zu ville vun eise Kritiker. Woubäi ech net sécher sinn, ob mer kënnen honnertprozenteg behaupten, dass zu Lëtzebuerg kee Betrib iergendwou an der Kette vun den Zouliwwer awer mat dran ass, wa Waffe produzéiert ginn - fir nëmmen ee Beräich ze nennen, de Stolberäich oder de Stolveraarbechtungsberäich -, sou dass mer och do dat awer sollten zumindest bedenken.

Och an der Finanzéierung iwwer Lëtzebuerg vun de Waffegeschäfter, wat haut net méi erlaabt ass, muss ee rappeléieren, dass dat net ëmmer de Fall war. An ech ka mech nach erënnere un eng Proposition de loi vum heitege gréng Fraktiounspräsident, dem François Bausch, dee viru laange Jore mat enger Proposition de loi déi Diskussioun iwwert de Finanzement iwwert d'Lëtzebuurger Bankeplaz och ugestouss huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Här Asselborn, Dir sidd bestëmmt frou iwwert déi Initiativ vun Äre Kollege vun der LSAP - mir Gréng och! -, dass mer haut heiriwwer kënnen diskutéieren, well et effektiv ëm e ganz wichtegen Traité

geet. An et ass natierlech gutt, wann déi, déi un deenen Diskussiounen wäerten deelhuefen, och e kloert Mandat vun doheem aus, vun hirem Parlament hunn, fir an eng bestëmmte Richtung ze verhandelen.

Deen irresponsabele Waffenhandel, dee kascht ganz vill Mënscheliwwen, provozéiert onendleche Misär, mécht Friddensléisungen oft immens schwéier, fir net ze soen onméiglech an, an och dat muss ee soen, ass ganz oft en Element vun externer Aflossnahme vu Länner mat zumindest regionalpolitischen Ambitiounen oder souguer geopolitischen Ambitiounen. Och dat ass en Hannergrond oft vun irresponsablem oder, wann een haut jo esou dierf soen, illegalem Waffenhandel.

Dësen Traité huet eng laang Virgeschicht. De Ben Fayot huet och dat erwähnt a senger Ried, déi par ailleurs ganz komplett war an net vill Spillraum gelooss huet, fir elo keng Rediten ze maachen. Mä en huet eng laang Virgeschicht, op déi awer relativ vill Länner, iwwer honnert Länner positiv reagéiert hunn, wou d'UNO den Opruff gemaach huet am Joer 2006 an och deen Expertegrupp agesat huet. Do gesäit een awer, dass et genuch Länner gëtt, déi wëllen, dass un dëser Matière reglementéiert gëtt. Mä dat sinn net ëmmer déi, déi d'Waffe produzéieren an exportéieren. An dat ass eng vun de Komplikatiounen an deem heiten Dossier.

Elo geet an enger Woch déi decisiv Phas zu New York un. Véier Wochen, fir en Traité hinzekriegen iwwer Waffenhandel oder, wéi an der Fachsprooch dat och oft mat engem Euphemismus ausgedréckt gëtt, fir den „Transfer“ dann erëm ze reglementéieren. Véier Wochen, déi an eisen Aen nëmmen e Sënn hunn, wann och wierklech en Traité dobäi erauskënn, dee juristesch verbindlech ass, deen Ziler huet, déi selbstverständlech mussen contraignant sinn.

Mir mengen awer och, dass e muss Kontrolle virgesinn, Kontrollen, deene sech dann all d'Länner och mussen ënnerwerfen. Dat kënnen net eleng national Kontrolle sinn. Do mussen och transparent Kontrolle méiglech si vun deenen Transaktiounen.

A mir mengen och, an dat muss een awer och dierfe soen, dass et och d'Zil vun esou engem Traité muss sinn, dass mer manner Waffen um Planéit à terme errechen. Hei geet et net nëmmen drëms, d'Waff als en normalen Handelsgéigendstand ze betruechten, wou mer elo einfach just besser, méi transparent Spillregele géifen opstellen a wou dann all d'Länner fräi sinn, wéi bei iergendengem anere Produkt och, mat dynameschem Marketing derfir ze sueren, dass se méiglechst vill hire Produkt lassginn. Dat kann et och net sinn! Och dat dote muss adresséiert gi bei deenen dote Verhandlungen. D'Zil muss et och sinn, dass een d'Ziel vu Waffen um Planéit probeiert méi kleng ze kréien an Zukunft, an dass net just mat méi Transparenz der herno méi doräusser resultéieren!

Mir wëllen och net defätistescht sinn, och wann ee mat Verweis op rezent UNO-Embargoen natierlech net ganz optimistescht ass, well ee gesäit, wéi oft a wéi liicht déi kënnen ëmkrürt ginn. Mir wëllen dofir och bei dësem Traité net defätistescht sinn, am Géigendeel. En ass onbedéngt noutwendig. Mä mir sinn eis bewosst, dass dat net wäert einfach ginn. Och well d'Regel déi wäert si vum Konsens. Dat heescht, de facto huet all Land, och déi, déi Waffen exportéieren, och déi, déi vill Waffen exportéieren, e Vetorecht beim Zustandekommen oder fir d'Verhënnere vun dësem Traité, wat d'Saach natierlech net méi einfach mécht.

A vläicht gëtt et och schlussendlech Enn Juli nach ëmmer keen Accord op engem Text. Dat kéint geschéien. Dat ass vläicht eng Optioun. Oder op kengem ganz gudden Text. Dann hoffe mer zumindest - zumindest! -, dass et den Ufank vun engem Prozess ass, deen dann awer an engem vernünftigen Délai vläicht zu engem Ofschluss wäert kommen.

Wat mer op kee Fall wëllen erliewen, ass, wann déi Verhandlungen elo zu New York e kompletten Échec wäeren an dass mer no véier Wochen ouni Resultat géifen dosto. Dat wär allerdéngs e ganz, ganz negativen Ofschluss vun deene Gespréicher.

Här Asselborn, ech hoffen och - Dir féiert jo elo ganz vill Gespréicher och am Kontext vum permanente Sëtz fir Lëtzebuerg, pardon, fir den net permanente Sëtz zu Lëtzebuerg am UNO-Sécherheetsrot -, ech hoffen och mat menger Fraktioun, dass Dir, wann Der déi Gespréicher féiert, dat heiten Thema vun de Waffenexporter, vun de Waffenimporter und uschwätzt bei deene Gespréicher, wann Der fir d'Zoustëmmung fir Lëtzebuerg lech staarkmacht.

Dat do ass en Thema, wat Lëtzebuerg onbedéngt soll usprechen. Wa mer an den UNO-Sécherheetsrot wëlle kommen, dann ass et och vläicht, fir eng eegen, mat Momenter eegestänneg Positioun kënnen anzehuelen. Bei der



Fro vun de Waffenexporter an -importer stéing dat, menge mir, der Lëtzebuerg Diplomatie gutt zu Gesiicht, fir och grad bei deene Gesprächer esou Theme wéi dat heiten och kënnen unzeschwätzen.

Ech hat am Ufank - an da kommen ech zum Schluss, Här President, dat ass mäi leschte Saz - kuerz d'Stéchwuert vun der Moral erwähnt. Ech wëll zwee Beispiller awer och elo nach eng Kéier zum Schluss ervirsträchen, déi vläicht awer och e bësse mat Moral ze dinn hunn. Wa mer vu Waffenexporter an -importer schwätzen - vläicht ass et nëmme Moral, vläicht ass et och e bëssen Naivitéit, dass ech et opwerfen -, mä am Kontext vu Griichenland, Här Ausseminister, firwat hunn d'Gräiche bei all deenen Efforten, déi se mussen maachen, kloer gesot kritt, dass se bei den Dépense fir Rüstung net dierfen zréckschrauwen? Firwat ass dat esou? Firwat muss een dat normal fannen?

Lescht Stéchwuert: den Hunger an der Welt. Een infimé Prozentsaz vun de Rüstungsdépense vun all de Länner géif duergoen, fir den Hunger an der Welt ze stëllen! Och dat dierf vläicht erwähnt ginn an deem Kontext, wann Der zu New York sidd. Och dat si Froen, wéi gesot, vläicht ass et Moral, vläicht ass et och just Naivitéit.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. Als leschte Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Dir President. Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR ënnerstëtzt selbsterständlech och dee Vertrag, dee mer hei amgang sinn ze négociéieren, a wënscht och eiser Regierung eng glécklech Hand fir déi Lëtzebuerg Positiounen do gutt ze verrieden. Mir hu jo als Lëtzebuerg e relativ, souguer ganz gudder Bilan, wat déi Waffesachen am Allgemengen ueget. Vun Antipersounen, Streebommen, Précourseure vu chemeschen a biologesche Waffen an op vilen anere Plazen och hu mer do zimlech gutt international Resultater kënnen errechen.

An deser Verhandlung elo, mengen ech, muss een awer op zwou Saache speziell agoen, wat d'Lëtzebuerg Interessen ueget. Dat Eent ass, dass mer effektiv d'Méiglechkeete vun der Kontroll hunn, wat d'Douane an den Office des licences ueget. Ech mengen, dat ass eng relativ komplex Matière. Et geet jo och zum Deel ëm Composanten, déi heiansdo schwéier ze identifizéieren sinn. An et muss esou sinn, dass mir den Abléck, wa mir iwwer Transferten oder logistesche Froe schwätzen, och wierklech d'Méiglechkeete vun der Kontroll hunn.

D'Regierung soll also mat drun denken, fir der Douane an dem Office des licences déi néideg Méttelen dann ze ginn, fir dat wierklech ze kontrolléieren, och oppassen, wat d'Notificatiounen ueget. Mir sinn natierlech e Land, wat an der Logistik eng grouss Roll spillt, a mir dierfen elo net an e administrativen Opwand do eralafen, dee wierklech eis géif behënnern. Dat heescht: Effikasitéit jo, iwwerméisseg Bürokratie neen!

Dann hu mer nach eng Rei Interessen, déi ech awer d'Regierung bidden, mat ze berücksichtigen, wann et hei ëm d'Transferte vu Waffesystemer an esou weider geet. Mir hunn Alliéiert, déi hei am Land Waffen och kënnen stockéieren respektiv déstockéieren. Mir kënnen natierlech elo net higoen an de strategeschen Interesse vun der Allianz schueden, respektiv vun eisen Alliéierten. Ech mengen, och do géllt et opzepasst, wéi eng Engagementer mir national huelen.

Datselwech géllt fir d'NAMSA, wat d'Reparatur an esou weider vu Waffesystemer ueget, déi aus verschiddeenen Destinatiounen kommen. Ech géif der Regierung un d'Häerz leeën, ier se hir definitiv Verhandlungspositionen formuléiert, och nach eng Kéier mat deene Betraffenen, wéi zum Beispill der NAMSA, wéi der Cargolux, wéi den Alliéierten an esou weider sech ze konsultéieren, ier se dat da finaliséieren.

Dat gesot, huet se natierlech eis voll Ënnerstëtzung, fir am Handele géint en illegalen Handel bei klasesche Waffesystemer virunzekommen.

Villmools Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt elo den Här Ausseminister Jean Asselborn.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'Éischt der Chamber Merci soen a speziell dem Här Fayot, dee jo och President ass vun der Kommissioun vun den Affaires étrangères. Mir hunn och an der Kommissioun schonn heiriwwer geschwat gehat, dass mer de Méttég déi Debatt hei kënnen féieren.

Ech wëll ufänken, dass all Joer jo ronderëm d'Welt Dausenden Zivilisten hiert Liewe verléieren,

ëmbruecht ginn duerch Waffen, déi skrupellose Regimer gehéieren a vun deenen och verkat ginn heiansdo, oder fir duerch „Waffen-Brokers“ u Krimineller an illegal Milizen transferéiert ze ginn. Mir erënnere eis zum Beispill un déi rezent Massakere vun Hula a Syrien, wou iwwer honnert Zivilisten, a virun allem jo Fraen a Kanner vun Assad sengen Truppen duerch Artillerie- a Panzerbeschoss massakréiert gi sinn. Trotz der Brutalitéit vun Assad sengem Regime während deem Konflikt, dee jo schonn iwwer 15 Méint elo dauert a wou 15.000 Syrer schonn ëmbruecht gi sinn, ginn nach ëmmer Waffen op Damaskus geliwwert.

Dee leschte Méindeg waren d'Ausseministeren hei zu Lëtzebuerg zesummen a mir hu selbsterständlech iwwer Syrien geschwat. Mä mir hunn awer och iwwer de Mali an iwwer den Niger geschwat, zwee Länner, déi mer zu Lëtzebuerg gutt kennen, well se zënter Jorzéngten Deel si vun eiser Kooperatioun. An och do wësse mer, dass d'Leit immens vill leiden an deenen zwee Länner, well Waffen aus dem Libyen-Konflikt eraus an den Norde vun deene Länner erakomm sinn, an eigentlech hätt dat Ganz misse gestoppt ginn. Mä dat ass eng Konsequenz vum Libyen-Konflikt.

Am Géigesaz zu den Transferte vun de chemeschen, vun de biologeschen an den nukleare Waffen, déi jo duerch international Konventionen reguléiert sinn, gétt et bis haut nach keng international unerkannte Regeln, fir de Staaten hir Entscheedungen iwwer d'Transferte vu konventionelle Waffen ze orientéieren. D'Proliferatioun vu besonnesch de Klengkaliberwaffen awer bréngt aldeeglecht Leed a ville Regione vun der Welt an alimentéiert, wéi mer wëssen, Konflikter. An och déi legal international Transferte vu konventionelle Waffe sinn trotz der Krisis an de leschte Joren an d'Luucht gaangen.

Amerika, Russland bleiwen déi gréisste Produzenten vu Waffen. Mä duerno kommen direkt d'Europäer, nämlech Däitschland, Frankräich a Groussbritannien. D'State si sech iwwer d'Joren hirer Responsabilitéit, fir international Transferte vu konventionelle Waffen ze reglementéieren, bewusst ginn. Sou gouf eigentlech den Ufank gemaach 2006 op der Generalversammlung vun der UNO, do ass eng Resolutioun adoptéiert ginn, déi vu Lëtzebuerg mat gesponsert war an där Zäit an déi d'Memberstate gefrot huet, hir Sichen (veuillez lire: Siichten) iwwer d'Faisabilitéit vun der Portée vun engem zukünftege Waffentraité ze kommuniquéieren.

Dësen Traité, den „Arms Trade Treaty“, wéi et schonn hei gesot ginn ass, soll universell a juristesche bindend sinn, Här Braz, an déi héchstméiglech Normen am Beräich vum Import, Export a vum Transit vu konventionelle Waffen opstellen. Doduerch ass elo eng Dynamik entstanden um UNO-Niveau, déi duerch e Comité préparatoire, deem zu New York regelméisseg d'UN-Memberstate versammelt huet, zum Ausdruck komm ass.

An 2009 dunn huet d'Generalversammlung eng Resolutioun gestëmmt, fir 2012 eng diplomatesch Konferenz vu véier Wochen anzeberufen, déi dësen Traité ausschaffe soll. Dës Konferenz fënnt, wéi Der gesot hutt, schonn am Juli elo statt, uganks Juli, an esou wéi an de Sessioune vum Comité préparatoire ass Lëtzebuerg och bei deene Verhandlungen vertruuden.

Här President, loosst mech vläicht, fir kloer ze sinn, e puer Wieder iwwer d'Objektiver, iwwer de Mechanismus an d'Elementer vum zukünftegen Traité, deem hoffentlech en Traité gétt, soen.

D'Objektiver solle sinn, éischtens emol, dass d'Waffeliwwerungen oder d'Liwwerunge vu Waffen a vu Munitionen an onstabel Regione limitéiert ginn; dass d'Mënscherechter besser respektéiert ginn; dass de Fridden, d'Sécherheet an déi regional Stabilitéit préservéiert ginn an dass d'Détournement vum Waffe verhënnert ginn; dass d'Gestioun vun de Waffestocken och verbessert gétt, fir fir méi Transparenz an de Waffentransferten och ze suergen a fir d'Adoptioun vun nationale Kontrollsystemer fir den Export vu Waffen ze erlaben. Dës Systemer sollten de besteenden internationalen Normen entspriechen an d'Ëmsetzung vu Mesurë vum Sécherheitsrot vun der UNO och erméiglechen.

Wann ee vum Objektiv vum Traité schwätzt, ass et wichteg ze ënnersträchen, dass sech net all Staaten - leider! - eens sinn, ob den Traité soll de legalen oder den illegale Waffenhandel couvréieren. Déi meescht Staaten, dorënner d'Europäesch Unioun an d'Amerikaner, déi gesinn den Traité als Régulateur vun legale Waffenhandel, an aner Länner, wéi den arabesche Grupp, wéi Kuba, wéi Nicaragua zum Beispill, hätt gären, dass den Haaptobjektiv vum Traité d'Verhënnern vum illegale Waffentransfer un net staatlech Acteure soll sinn. A Russland schéngt sech éischerter op deser zweeter Positioun ze artikuléieren.

Fir eis Lëtzebuerg ass et kloer, dass déi zwee Objektiv komplementar sinn. Wann deen Traité effikass ass, fir de legale Waffenhandel ze reguléieren, da wäert dat och derzou féieren, fir den illegalen a fir den irresponsabele Waffenhandel anzuschranken oder souguer ze verhënnern.

Wat de Mechanismus vum zukünftegen Traité ubelaangt, esou wäert all Land d'Soen iwwer seng Arrangementer a Saachen Exportkontroll behalen. Mä et wär juristesche gezwongen, fir eng Evaluatioun vun de Risiken ze maachen, ier et ka Lizenze fir den Export vu konventionelle Waffen ausstellen.

Den „risk assessment“, wéi ee seet, soll unhand vu Kritäre gemaach ginn, déi op besteenden internationalen Obligatiounen an Norme baséiert sinn, zum Beispill der Charta vun de Vereenten Natiounen, internationalem humanitärem Völkerrecht an de Mënscherechter.

An anere Wieder misst den ATT kënnen garantéieren, dass keen Transfert erlaabt ass, wann ee Risque besteet, dass d'Waffe vum Keefer oder vum Utilisateur final benotzt ginn, fir schlëmm Mënscherechtsverhandlungen (veuillez lire: Mënscherechtsverletzungen) ze begoen.

Während de fënnf Sessioune vum Comité préparatoire, déi tëscht 2010 an 2012 stattfont hunn an déi vum argentineschen Ambassadeur Roberto Moritán presidéiert gi sinn, sinn déi verschidde Elementer diskutéiert ginn, déi an den zukünftegen Traité sollen erakommen.

Dës gouf op der Basis vun engem Aarbechtsdokument gemaach, wat de President Moritán a sengem perséinlechen Numm - a sengem perséinlechen Numm, ech ënnersträchen dat - presentéiert huet. Dës Dokument proposéiert eng Struktur, déi am zukünftegen Traité erëmgeholl soll ginn. Et ass wichteg ze ënnersträchen, dass den „draft paper“ vum President, deem an Zwëschenzäit och veröffentlecht ass an um Internetseite vum ATT ze fannen ass, keen Text ass, deem an engem juristesche Langage geschriwwen ass an och net onbedéngt d'Struktur vum spéideren Traité soll sinn.

Déi dräi wichtegst Elementer vum Traité, déi zu New York diskutéiert ginn, wäerte folgend sinn: éischtens emol d'Portée vum zukünftegen Traité, wat d'Waffen ueget, déi sollen ënner d'Dispositioun vum Traité falen, dann zweetens d'Kritären, déi zréckbehale ginn, fir gewëssen Transferte vu konventionelle Waffen ze verbidden, an drëtts dann d'Ëmsetze vum zukünftegen Traité, virun allem wat de Rapport vun de Vertragsstaten iwwer hire Waffenhandel ubelaangt, wat a mengen Aen dat Wichtigst ass.

Dës dräi Elementer sinn unenaner geknappt. Wat d'Portée vum Traité méi grouss wäert sinn - dat muss mer wëssen -, wat seng Ëmsetzung méi komplex wäert ginn. A wat d'Kritäre méi komplex sinn, wat d'Ëmsetzung och erëm méi schwéier gétt. Doriwwer eraus dierfen mer net vergiessen, dass den Traité muss - muss! - leider mat Konsens uegeholl ginn. Dat heescht, ee Land kann „blockéieren“, op Lëtzebuergesch gesot.

Duerfir ass et wichteg, een ausgeglacht Resultat unzestriewe vu viwech, dat berücksichtig, dass net all Länner déiselwech administrativ Capacitéiten hunn - och dat muss ee soen -, dass ganz verschidde Ausgangspositiounen an eenzelne Länner sinn, an och, wat hir wirtschaftlech Basis, hire legale Kader an och d'Exportkontrollmechanismen an alles ubelaangt.

Ech wëll hei vläicht och soen, wat den Traité net wäert couvréieren, fir dass mer eis do kloer sinn: Et wäert keen Entwaffnungstraité sinn, mä een Traité, deem - wéi ech gesot hunn - de legale Waffenhandel wäert reguléieren. Et wäerten och keng Dispositiounen an deem Traité sinn iwwer déi national Législatiounen a Saache Waffebesetz. Et wäert de Staaten hiert Recht op legitim Selbstverteidigung net affectéieren. Wichtig Notiouen aus Sicht vu ganz ville Länner, a wann een déi Doten ausklamert, huet ee keng Chance vu vireran, fir zu engem internationalen Traité ze kommen.

Et wäert och keng Auswierkungen op de Staaten hiert Recht hutt, fir op nationalem Niveau iwwer hir Exportkontrollmechanismen ze decidéieren. An, Här Fayot, den Traité ass och net geduecht, fir de Finanzement vun der Produktioun ze kontrolléieren.

Bei de Streebomme si mer jo dank der Lëtzebuerg Initiative an engem anere Film. Dir hutt mech gefrot. Mir ginn net midd, fir dass all déi Staaten - dat ass eis Obligatioun -, déi den Traité vun de Streebommen net ratifizéiert hunn, fir dat ze maachen a selbsterständlech jo och vill State mat der Zäit derbäizekriegen, déi wéi mir och déi finanziell Aspekter dra verankert hunn.

Här President, ech sinn der Opfaassung, dass sech gemeinsam Regeln am Beräich vum Waf-

fenhandel als kruzialen Enjeu fir d'Sécherheet vun all de Länner imposéieren. Den ATT ass fir eis vu grousser Wichtigkeet. Duerfir ware mir och bei de Sessioune vum Comité préparatoire derbäi. 2010, wéi d'Diskussioun nach net wäit fortgeschritt war, do huet Lëtzebuerg e Symposium iwwer den ATT op der Boston University finanzéiert, wou Regierungs- an Zivilgesellschaftsvertrieder d'Méiglechkeet haten, sech iwwer hir Vuë vum ATT auszetauschen.

Den Ausseministère hëlt och am Conseil zu Bréssel um Aarbechtsgrupp deel, dee speziell geschaf ginn ass, fir der EU hir gemeinsam Positioun iwwer den zukünftegen Traité auszeschaffen en vue vun der Konferenz, déi den nächste Méindeg ufänkt.

Wat déi verschidde Elementer ubelaangt, esou hätt mir gären, dass éischtens emol dem Traité seng Dispositioun fir all - all! - konventionell Waffe géllt, dat heescht, och fir Klengkaliberwaffen an och fir d'Munitionen. Mir sinn also fir déi sougenannten „7+1+1-Formel“, déi fir déi siwe Kategorie vun den haapt konventionelle Waffe steet, déi am Moment am „UN Register of Conventional Arms“ stinn an déi d'State kënnen op fräiwëlleger Basis notifizéieren, plus da Klengkaliberwaffe plus Munitionen.

Den Traité soll och staark Kritäre virgesinn, déi d'State mussen a Betruecht zéien, ier een Export vu Waffen erlaabt ka ginn. Nieft dem Respekt vun de Waffenembargoen an den internationalen Engagementen soll den ATT prezis Dispositiounen hunn iwwer de Respekt vum internationalen Recht virun allem am Beräich vun de Mënscherechter an och vum dem Völkerrecht.

Mir wëllen des Weideren, dass den Traité all Typé vun Transaktiounen viséiert, an ech mengen, do - wat de Kolleg vun der CSV gesot huet - ass et kloer, dass net nëmme d'Importer - Félix -, dass net nëmme d'Importer an d'Exporter, mä och d'Transiten an den „transshipment“, d'Verléinen, d'Loune vu Waffen an och den „brokering“ viséiert sinn. A Lëtzebuerg mat all senge Kompanien ass natierlech domadder implizéiert a gehalen, dat, wat erauskënnt am Traité, och ze respektéieren.

Här President, wéi mer heibannen alleguete wëssen, ass Lëtzebuerg kee Waffeproduzent. Dat ass jo scho gesot ginn. Hei stelle sech also net déi Froen, déi aner Länner, aner Memberstate wéi Däitschland, Frankräich, Groussbritannien, mä natierlech och Schweden, Italien an d'Belsch och - eis Noperen - stelle mussen, wann et drëm geet, de Waffenhandel international ze reglementéieren.

An eise Nopeschland Frankräich zum Beispill geet et ëm e Wirtschaftssektor, wou 165.000 Aarbechtsplaze sinn an deem 2010 iwwer fënnf Milliarden Euro schwéier war. Zu Lëtzebuerg gi just...

(Brouhaha)

Also, wann Der wëllt... Et ass immens schwéier!

► **M. le Président.** - Ech bidden lech wierklech, dem Ausseminister nozelauschten.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.** - Also, et ass net wéinst menger, mä et ass esou schwéier. Et héiert een dat, et ass en décken Écho heibannen.

Bon, ech wollt soen, zu Lëtzebuerg gi just vun Zäit zu Zäit all Joer al Waffen, déi vun der Arméi ersat ginn, an Drëttlänner exportéiert. Déi sougenannten „biens à double usage“, déi also fir zivil a fir militäresch Zwecker benotzt kënnen ginn a vun deenen eng Rei hei zu Lëtzebuerg produzéiert gi selbsterständlech - wéi an all Land -, falen net ënner d'Dispositiounen vum Traité.

Déi Kritären, déi d'Aarbechtsdokument vum President Moritán virgesäit an déi erfëllt mussen ginn, fir dass ee Waffenhandel ka stattfannen, gi vu Lëtzebuerg schonn ugewannt. An der Europäescher Unioun hu mer nämlech schonn ee legale Kader fir d'Kontroll vun den Exportatiounen vu Militärequipementen an -technologien.

D'Position commune, déi 2008 an deem Beräich adoptéiert ginn ass a juristesche bindend ass, fixéiert eigentlech aacht Kritären, déi fir den Export vu konventionelle Waffe mussen erfëllt sinn. D'Kritären aus dem „Draft-Pabeier“ an déi aus der Position commune vun der Europäescher Unioun iwwerschneide sech zu engem ganz groussen Deel. An des Weideren etabléiert d'Position commune och een Informatiounsmechanismus fir d'Refusen, fir Lizenzen auszustellen, an eng Transparenzprozedur.

Et gétt also schonn en Acquis am Domän vum Waffenhandel, deem d'EU-Memberstaten, also



och Lëtzebuerg selbstverständlech, ëmsetzen, déi duerfir schonn eng gewëssen Experienz an der Kontroll vun de Waffenexporter errongen hunn.

Wat en vue vun der spéiderer Ëmsetzung vum Traité fir Lëtzebuerg méi e wichtege Punkt ass, ass selbstverständlech - et ass hei ugeschnidde ginn - den Transit vu konventionelle Waffen, deen och misst vum zukünftigen ATT couvréiert ginn. Dat fuerdere mir jo och! Och hei schreift d'Position commune vun 2008 scho vir, dass Lizenze fir den Transit mussen ausgestellt ginn.

Den aktuelle Langage, esou wéi en elo am „Draft-Pabeier“ steet, gesäit vir, dass d'Lizenzen, déi vum Exportland ausgestellt gi sinn, op Demande beim Transit mussen virgewise ginn. Mä wéi scho gesot ass den „Draft-Pabeier“ just eng Propos vum President, eng perséinlech Propos vum President vum Comité préparatoire. Déi Dispositiounen, déi e virgesäit, ginn net onbedéngt an där Form duerno am Traité och bäibehalen. Mir mussen elo d'Enn vun der diplomatescher Konferenz ofwaarden, fir genau ze wëssen, wat dann elo a Saachen nationaler Ëmsetzung draesteet.

Fir ofzeschleissen, Här President, géif ech mengen, dass, fir wierksam ze sinn, den ATT esou universell wéi méiglech muss sinn, an déi grouss Produzenten a Keefer mussen e selbstverständlech ratifizéieren, fir dass et e Sënn huet.

Mir verlaangen als Lëtzebuerg e staarken Traité, mä en Traité, deen ausgeglach genuch ass, fir dass e ka vun enger gréisstméiglecher Unzuel vu Länner adoptéiert ginn.

D'Rüstungskontroll ass wesentlech fir den internationale Friden an déi international Sécherheet. Mir hoffen, dass d'Konferenz am Juli en Traité adoptéiere wäert, deen eis deenen Objektiver e Stéck méi no bréngt.

Perséinlech sinn ech de Méindeg zu New York, fir bei där éischter Sitzung da vun deene véier Wochen och d'Wuert ze ergräifen an d'Position vu Lëtzebuerg zu New York ze explizéieren. Ech sinn natierlech bereet, um Enn vun där Konferenz no véier Wochen an d'Chamber zrëckzekommen, entweder an de Plenum oder an d'Kommissioun, fir mat lech dann de Bilan ze maachen.

Ech soen lech Merci, Här President.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Domadder wär dese Punkt ofgeschloss. Mir kéimen dann elo zu der Motioun vum Här Félix Braz iwwert d'Repressioun an Tibet duerch déi chineesch Autoritéiten. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Fayot an den Här Kartheiser.

Den Här Braz kritte elo d'Wuert als Auteur vun der Motioun. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

2. Motion de M. Félix Braz relative à la condamnation de la répression incessante menée par les autorités chinoises au Tibet

Exposé

► M. Félix Braz (déi gréng), auteur.- Merci, Här President. Virgèschter, de Méindeg, ass am Conseil vun den Ausseministere de sougenannten „Paquet Droits de l'Homme“ ugeholl ginn. Dee beinhalt e strategesche Kader, en Aktiounsplang an och d'Ukënnegung, dass sech d'EU wëllt e Représentant spécial gi fir d'Menscherechter. Ze hoffen ass, dass dann an Zukunft hoffentlech just nach mat enger eenzeger an och dofir méi kloerer Stëmm an Europa iwwert d'Menscherechter geschwat gëtt! Allerdéngs, dat géllt nëmme fir d'Relatioun mat den Drëttlänner. De Représentant spécial wäert keng Kompetenzen hu bannent der Europäescher Unioun, mä nëmme - dat ass awer och scho vill Aarbecht - an de Relatioun mat de Pays tiers.

Dat, wat an Tibet geschitt zënter 20 Joer a besonnesch och an deene leschte puer Joer, wäert an deem dote Kontext hoffentlech eng grouss Opmierksamkeit kréie vsäite vum Représentant spécial. Mir wënschen eis och dofir, dass deem seng Nominatioun relativ séier wäert kenne vollzu ginn.

China ass e ganz wichtege Handelspartner fir Lëtzebuerg, e Grond, fir China mat Intérêt ze kucken, awer och, fir China méi genee ze kucken. Lëtzebuerg ass politesch méi kleng. China ass politesch grouss, ganz grouss a souguer ëmmer méi grouss. E Grond, fir China mat Res-

pekt ze kucken, awer och, fir China mat eisen Iwwerzeugungen ze begéinen.

Tibet erlieft zurzäit op eng drastesch, op eng dramatesch Aart a Weis, wéi déi chineesch Autoritéite ganz streng Sécherheetsmesuren imposéieren, déi déi individuell Fräiheete vun den Tibeter vun all hirer Substanz vidéieren. Am Besonnesche geet et hei ëm d'Fräiheet, seng Meenung ze soen, an awer och ëm déi reliéis Fräiheet.

Déi chineesch Autoritéite praktikéieren an Tibet eng kontinuéierlech a steigend Repressioun mat arbiträre Verhaftungen, expéditive a brutale Razzien op der Strooss, an den Tempelen, awer och doheem. Déi si geriicht géint d'Populatioun am Allgemengen a géint d'Mönchen a géint d'Nonnen am Speziellen.

Zënter 2009, also déi lescht dräi Joer, hu sech 42 Mënschen immoléiert aus Protest géint d'Repressioun a virun allem, fir déi international Opmierksamkeit op d'Situatioun an Tibet ze lenken. Mir sollten och dofir net ewechkucken.

D'Violatiounen vun den universelle Mënscherechter si keng intern Fro. Mir dierfen a sollen alleguerten, och Lëtzebuerg, eis Meenung dozou soen. Mir wäeren dann och net déi Eenzeg, déi hir Meenung soen. Eng Rei vu Länner vun der Europäescher Unioun, d'Europaparlament selwer, fir nëmme déi ze nennen, hunn an deene leschte Wochen a Méint kloer Stellung bezunn zu deem, wat an Tibet geschitt.

Wann iwwert Tibet geschwat gëtt, erwähne Verschiddener och gären dat féodaalt Tibet, fir ze soen: „Verteidegt déi net ze vill, well esou wéi déi bei sech organiséiert sinn, ass et och fir eis kee Virbild.“ Doriwwer kann een diskutéieren, dat dierf een esou gesinn. An et muss een och net d'Zoustëmmung zu allem ginn - loin de là! -, wat Tibet duerstellt, mä et gëtt och an all deenen doten Argumenter an eisen Aen als gréng Fraktioun kee Grond, fir Violatiounen vun de Mënscherechter ze toleréieren. Dat kann an dierf een net opweien, déi doten zwou Diskussiounen. Et gëtt hei kontinuéierlech a grave Violatiounen vu fundamentale Mënscherechter, déi iwwerens och an der chineescher Verfassung zum Deel verankert sinn, an dat muss een net toleréieren, och net am Émgang mat engem grouss Land wéi China.

Mir hunn an der Kommissioun déi Motioun, déi déi gréng Fraktioun hei déposéiert huet, diskutéiert. Mir hu se och amendéiert a mir bréngen se haut an enger Versioun an d'Plénière, déi de Konsens duerstellt tëschent all de Fraktiounen. Dat freet eis - wa mer kéinten haut hei en eestëmmege Signal an eis Regierung ginn, wat d'Regierung da soll un déi chineesch Autoritéite weiderreechen.

Mir fuerderen eis Regierung an där Motioun op, de chineesch Autoritéiten eis Préoccupatioun auszedrücken iwwert dat, wat a China a speziell an Tibet vu Repressioun geschitt. Mir wëllen, dass eis Regierung deene chineesch Autoritéite rappeléiert, wéi enk verbonne Lëtzebuerg mat de Mënscherechter a mat hirer Verdeenegung ass.

Mir erwaarde vun eiser Regierung, dass si déi chineesch Autoritéite freet, geméiss deenen dote Prinzipien vun de Mënscherechter och ze handeln, andeems se eng ganz Rei Restriktiounen, déi am Moment op den tibetesche Mönche leien, ophiewen.

Mir fuerderen eis Regierung op, sech bannent der Europäescher Unioun derfir anzusetzen, dass et zu enger gemeinsamer Deklaratioun, zu enger gemeinsamer Sprooch, zu enger gemeinsamer Stellungnahm kënnt, wat den Netrespekt vun de Mënscherechter an Tibet betrëfft. Mir froen d'Regierung, d'chineesch Autoritéiten ze bidden, fir dass den europäesche Représentant fir d'Mënscherechter am Land senger Missioun och kann nogoen, dass et keng Behënnungen derbäi gëtt, wann den europäesche Représentant fir d'Mënscherechter sech fir d'Situatioun an Tibet interesséiert.

Mir fuerderen och d'Regierung op, d'chineesch Autoritéiten doranner ze encouragéieren, dass se den Dialog mat de Vertrieeder vum tibetesche Vollek am Ausland nees sollen ophuelen, en Dialog, deen zu enger Verbesserung vun der Situatioun soll féieren.

Am leschte Punkt, Här President, hätt mer och gären, dass d'Lëtzebuerg Regierung déi heite Position, déi Lëtzebuerg Position, déi jo kee Broch duerstellt mat der Vergaangenheit, mä e Rappel, e Weiderféiere vun der Lëtzebuerg Position, dass se déi ëmmer nees dann oprechterhält, wa mer multilateral Relatioun mat China hunn, awer och a ganz speziell, wa mer bilateral Relatioun mat China hunn, och wann et ëm déi wirtschaftlech Relatioun geet. Do gëtt et fir eis keng Mauer, déi déi schützt virun engem kritischem Dialog iwwert d'Mënscherechter a China am Allgemengen an an Tibet am ganz Speziellen.

Ech soen lech Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- vu la position constante du Gouvernement luxembourgeois, soucieux du respect de l'intégrité territoriale de la République populaire de Chine mais aussi de la défense du respect des droits de l'Homme, soulignée par le Ministre des Affaires étrangères le 5 mars 2012 devant la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration;

- hautement préoccupée par l'auto-immolation fin mars à Delhi, en face de l'ambassade de Chine, de Jamphel Yeshe, Tibétain de 27 ans, qui a tenu, selon ses propres dires, à protester contre la répression chinoise au Tibet et tenté par là d'attirer l'attention du monde sur la situation au Tibet après quarante-et-une immolations en deux ans dans l'indifférence générale;

- rappelant qu'il y a eu au Tibet une immolation en 2009, douze en 2011 et déjà vingt-neuf en 2012, et qu'il s'agit d'hommes et femmes de tous âges, aussi bien moines et nonnes que laïcs;

- considérant que ces actes extrêmes ont pour but d'alerter l'opinion publique mondiale contre la répression continue et même croissante (détentions arbitraires, rafles expéditives et brutales) dirigée par les autorités chinoises contre la population tibétaine en général et les moines et monastères tibétains en particulier;

- considérant que les autorités chinoises imposent des mesures de sécurité qui violent de toute substance les libertés individuelles des Tibétains, notamment la liberté d'expression et la liberté de religion, alors même que la Constitution de la République populaire de Chine, en son article 36, garantit le droit à la liberté de religion à ses citoyens;

- considérant que l'accès au Tibet est interdit à tout visiteur étranger pour une durée indéterminée, empêchant l'envoi sur place d'observateurs indépendants;

- considérant que cet état de choses est largement contraire aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'Homme;

- considérant qu'elle ne veut pas rester indifférente à cette situation;

invite le Gouvernement

- à faire part aux autorités chinoises de la préoccupation profonde de la Chambre des Députés face à la répression menée au Tibet;

- à rappeler aux autorités chinoises l'attachement du Luxembourg à la sauvegarde des droits de l'Homme, dont la liberté religieuse, ainsi qu'à la protection de la culture tibétaine, dans le cadre de l'intégrité territoriale de la République populaire de Chine;

- à demander aux autorités chinoises d'agir conformément aux principes ci-dessus en levant, notamment, les restrictions imposées aux monastères tibétains et en arrêtant la sédentarisation forcée des nomades;

- à s'engager, au sein de l'Union européenne, pour une prise de position commune visant à établir le respect des droits de l'Homme au Tibet;

- à demander aux autorités chinoises que le représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme, une fois nommé, puisse faire état de la situation des droits de l'Homme en Chine, y compris au Tibet;

- à encourager la reprise par les autorités chinoises du dialogue avec les représentants du peuple tibétain, notamment le gouvernement tibétain en exil;

- à rappeler la position luxembourgeoise lors des rencontres bilatérales ou multilatérales, par exemple dans le cadre du dialogue UE-Chine sur les droits de l'Homme ou lors des rencontres de haut niveau, telles que les Sommets UE-Chine.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox.

► M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► Mme Martine Mergen (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir als CSV-Fraktioun sinn och der Meenung, dass et wichtet ass, d'Situatioun an Tibet am A ze halen. D'Parallèle zu onsem kleng Land, dat jo och heiansdo méi hefteg huet misse fir seng Ofhängegkeet (veuillez lire: Onofhängegkeet) a seng national, kulturell Integritéit kämpfen, läit op der Hand. Déi dramatesch Zeenen, déi sech an Tibet, awer och op anere Plazen am Zesummenhang mat Tibet zoudroen, sinn en Ausdruck vun déiwer Verzweiflung vsäite vum tibetesche Vollek.

Mir wäerten deemno deser Motioun, sou wéi den Här Braz se elo no där Diskussioun an der

aussepolitescher Kommissioun hannerluecht huet, zoustëmmen. D'CSV-Fraktioun ass awer och der Meenung, dass et net duergeet, hei an der Chamber Motiounen ze stëmmen, fir onst Gewëssen ze berouegen.

Virun dräi Wochen hu mer hei de President vun der chineescher Volleksversammlung empfaangen. D'Weltausstellung war zu Shanghai, de Lëtzebuerg Pavillon e grouse Succès, a vill Lëtzebuerg waren zu deser Geleeënheet a China gereest. China ass e Ris mat senger ville verschiddene Völker, senger ville Mënschen a senger Wirtschaft.

Et ass onser Meenung no also wichtet, e stännege Austausch mat de chineeschen Autoritéiten ze hunn an och ze sichen. Mir, Europa an déi westlech Welt, déi China a seng Ekonomie ëmmer méi oft och op anere Kontinenter ze treffe kréien, mussen verstärkt iwwert de Wee vum Dialog probéieren, zu enger Entschäerfung vun der Situatioun ze kommen.

Eng Léisung op diplomateschem Wee schéngt an der Situatioun, esou verfuere wéi se ass, an am Intérêt vun der ënnerdrécker tibetescher Populatioun deen eenzege sënnevolle Moyer ze sinn.

Ech soen lech Merci.

► M. le Président.- Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen.

► M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, mir hunn et hei mat enger Motioun ze dinn. Eng Motioun, dat ass en Text, dee sech un d'Regierung wendt an d'Regierung freet, fir eng Partie Positionen anzehuelen. Ech wëll soen, an profit vun der Lëtzebuerg Regierung, dass se an där Fro vu China, an onse Relatioun mat China ëmmer eng kloer Sprooch geschwat huet, och wat d'Menscherechter ugeet.

Dofir hu mer och an der Kommissioun, wéi mer déi Motioun, deen Text hei gekuckt hunn, do-rober higewisen, dass onsen Ausseminister an de Relatioun mat de Chinesen ëmmer och op de Respekt vun de Mënscherechter, besonnesch an Tibet, higewisen huet. Dat ass dat éischt.

Dat Zweet: Mir hu jo als Lëtzebuerg déi Position, dass mer déi territorial Integritéit vu China respektéieren. Dat ass jo eng konstant Position. Dat heescht, dass mer net d'Indépendance fir Tibet froen, mä mir froen eng Position vun de chineeschen Autoritéite vis-à-vis vun Tibet, déi respectueuse ass fir d'Particularitéite kultureller, linguistescher Natur vun där Region, an net, wéi gesot, eng politesch Onofhängegkeet.

Mir sinn och eigentlech erstaunt, dass d'Chinesen an deene leschte Joren ofgewach si vun där Position, déi si eng Zäit laang haten, fir awer mam Dalai-Lama en vue vun enger gewëssener Autonomie Négociatiounen ze féieren. Et ass schued, dass dat eriwuer ass, an dat bedréckt ons am Fong geholl, dass esou eng Kultur wéi déi vun Tibet elo soll gläichgeschalt gi vun de chineeschen Autoritéiten. Dofir droe mir des Motioun mat.

Et gëtt selbstverständlech vun den Tibeter am Exil eng Campagne gemaach, och eng tragesch Campagne mat Immolatiounen, iwwert déi een net einfach esou kann ewechkucken. Dofir menge mer, dass och d'chineescher Regierung, d'chineescher Autoritéiten eng humanitär Responsabilitéit hunn, fir mat där Region vun Tibet anescht emzegen an hir Particularitéiten ze respektéieren.

An deem Sënn ware mir och bereet, fir d'Motioun vun deene Gréngen, vum Här Braz unzehuelen, ënnert dem Benefiss vun enger Partie Modifikatiounen, wou ech hinnen och Merci soe fir d'Entgéintkommen.

Merci!

► Plusieurs voix.- Très bien!

► M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► M. Fernand Kartheiser (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir ënnerstëtze selbstverständlech och deen Text, deen eis haut virgeluecht ginn ass. Ech wëll awer dräi Bemierkungen maachen dozou.

Déi éischt ass allgemeng zu de Mënscherechter a China. Et ass richtig, dass mer eis aetze fir d'Mënscherechter an Tibet, selbstverständlech. Et ass awer och wichtet, dass mer net vergiesen, dass am Rescht vu China, am Kärland och ëmmer erëm Mënscherechter verletz ginn. An ech wëll hei awer kloer soen, dass d'ADR eng Partei ass, déi sech net hanner europäesche Sommerte verstoppt, mä direkt ëmmer intervenéiert, och hei bei der chineescher Ambassade, wa Leit verfollegt sinn.

Mir hunn dat gemaach am Oktober 2010 ënner anerem fir de Liu Xiaobo, am Januar 2012 fir den Chen Wei an ëmmer erëm, wa Leit

a China verfollegt ginn, an Tibet oder soss anzousch.

Eng zweet Bemierkung ass: Et ass richtig a gudd, dass mer eis hei fir d'Fräiheet an Tibet, fir d'Mënscherechter an Tibet asetzen. Et ass awer bedauerlech, dass d'Regierung 2005 als eent vun deene ganz sielene Länner den Dalai-Lama net empfaangen huet, wou en hei zu Lëtzebuerg war.

Ëmmer dat soll een an Erënnerung ruffen, well et wor keng Stärstonn vun der Lëtzebuurger Diplomatie, wann ee gesäit, mat wéi enger Regelméissegheet a mat wéi engen Eieren den Dalai-Lama an anere Länner och op Regierungsniveau empfaange gëtt, an dass dat hei zu Lëtzebuerg eis Regierung, déi déiselwecht ass an der Kompositioun wéi haut, net färdig bruecht huet.

An en drëtten Kommentar: Et ass alt erëm eng Käier richtig, dass mer eis fir d'reliéis Fräiheet an Tibet asetzen. Mir sollten eis fir d'reliéis Fräiheet iwwerall op der Welt asetzen. Dowéinst bedauere mir et, mir haten dat schonn e puermol hei ugeschwat, dass eisen Här Ausseminister sech net wëllt asetzen, op jidde Fall net bis elo an net konsequent, fir d'Fräiheet vun där reliéis Communautéit, déi am Abléck numeresch am meeschte verfollegt ass op der Welt, an dat sinn d'Chrëschten, Här Minister. An do hutt Der répitiv bis elo lech net engagéiert.

A mir ruffen lech op, lech net nëmmen anzesetzen, wat mer voll ënnerstëtzen, fir d'Fräiheet vun den Tibetaner, d'reliéis Fräiheet, mä och fir déi vun de Chrëschten, notament an de muslesche Länner.

Villmools Merci.

M. le Président. - Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères. - Also vläicht op déi lescht Fro do. Ech fänken och un, al ze ginn, mä ech ka mech awer erënneren, virun e puer Méint war eng Debat am Conseil zu Bréssel, an do hunn ech mech kloer agesat och fir d'Rechter vun all Länner, wou d'Chrëschten an der Minoritéit sinn. An dat ass och generell apprécieiert ginn, et ass souguer e Rapport doriwwer geschriwwen ginn, an ech wäert dann dem Här Kartheiser deen och zoukomme looschen.

Une voix. - Très bien!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères. - Wat elo d'Motioun vun Här Braz ugeet, ech géif mengen, dass d'Chamber vollkommen an hirem Recht ass, fir d'Regierung opzefuerderen, ab deem Punkt hei Stellung ze bezéien. All dat, wat Der eis sot, dat huele mer eis zu Häerz, an ech meng e virun allem den Ausseminister.

Duerfir géif ech och mengen, dass Der scho recht hutt: D'Situatioun an Tibet ass keng gudd Situatioun. A souguer wann een och mat de Kollegen an der Europäescher Unioun schwätzt, ass et immens schwéier, fir richtig ze verstoen, wat sech ofspillt do.

Wat mer wëssen, dass d'Zuel vun Immolatiounen dramatesch zouhëlt an dass dat eng Ausdrockweis ass vu Mënschen, déi komplett verzwéifelt sinn. Ech hu vill Respekt fir déi ONG hei am Land, déi sech bekëmmert ëm Tibet. Ech hunn och Kontakt gehat mat deene Leit, an et war wierklech ergräifend, wéi se mer erzielt hunn, ënner wat fir Ëmstänn dass Familjen hir Kanner, wa se bis 14, 15 Joer al sinn, iwwert déi héich Bierger schécken, fir an Indien ze landen.

Dir wësst, an Indien - d'Madame Jacobs sëtzt hei - finanziéiert mer jo och Schoule fir déi Kanner, déi aus Tibet kommen, fir déi ze éduquéieren, ze hëllef ze éduquéieren. An ënner wat fir Konditiounen dass dat geschitt, an och ëmmer ënner Liewensgefor, wou dat stattfënt! An et muss ee sech och Eltere virstellen, déi hir Kanner iwwert d'Bierger schécken, se vläicht ni méi erëmgesinn, fir dass si méi a Fräiheet lieue wéi d'Eltere selwer.

Duerfir, et ass schonn eppes, wat un ee geet, wann een dat gesäit a wann een et liest. Mir mussen also och op allen Niveauen - als Europäesch Unioun, als Lëtzebuerg - bei de chineeschen Autoritéiten doriwwer intervenéieren.

Den Här Braz huet gesot, dat fält jo elo gudd, e Méindeg hu mer endlech dee Paquet Mënscherechter an der Europäescher Unioun bei den Ausseministeren ugeholl. Wann ech richtig am Bild sinn, war gëschter den Test, fir dee Beschten erauszesechen, deen da wäert de Vertrieder gi fir d'Mënscherechter vun der Europäescher Unioun. Dat ass ee Gebitt, wou e muss operéieren.

Dir hutt gesot, leider net am Innern. Ech hoffen, dass mer am Innern vun der Europäescher Unioun net brauchen och nach e Beoptragten ze hu fir d'Mënscherechter, op jidde Fall keen, deen Ungaresch muss schwätzen oder eng aner

Sprooch. Duerfir géif ech mengen, dass hei elo deen eng grouss Verantwortung huet, fir och den Dialog ze féiere mat de chineeschen Autoritéiten, wat Tibet ugeet.

Mir wäerten dat och an alle Kontakter maachen. An ech wëll och soen, dass an deene Kontakter, déi mer hunn an de Mënscherechtsfro mat China als Europäesch Unioun, dat selbstverständlech ëmmer eng Thematik ass, ëmmer am Kader och vun der „one-China policy“.

Merci!

M. le Président. - Merci dem Här Ausseminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kéimen zur Ofstëmmung.

Vote sur la motion modifiée

Ech mengen, mir kënnen déi Motioun à main levée ofstëmmen.

(Interruptions diverses)

De Vote électronique gëtt gefrot?

Une voix. - Jo.

M. le Président. - Da fänkt d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par Mme Martine Mergen), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes (par Mme Christine Doerner), MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Félix Eischen), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter;*

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), M. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

3. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la réforme du droit d'auteur dans l'époque digitale (suite)

Am Kader vun den Diskussiounen, déi mer gëschter gefouert hunn zur Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Reform vun Droit d'auteur am digitalen Zäitalter gouf eng Motioun déposéiert. Et handelt sech hei ëm d'Motioun vun Här Claude Adam iwwert d'Adaptatioun vun den Droits d'auteur un den digitalen Zäitalter.

Gëschter hat jiddwereen dozou Stellung geholl. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

(Négation)

Soss géif ech proposéieren, dass mer doriwwer géifen ofstëmmen. Den elektronesch Vote ass ugefrot.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 39 Nee-Stëmmen, géint 16 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiuonen.

Ont voté oui: *MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;*

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ont voté non: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Félix Eischen), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul*

Schaaf, Mme Tessa Scholtes (par Mme Christine Doerner), MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Michel Wolter), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes (par Mme Martine Mergen) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry).

Se sont abstenus: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Domat ass dëse Punkt och ofgeschloss, a mir kommen dann elo zur Question élargie N°27 vum Här Claude Meisch iwwer e méigleche Mëssbrauch vu Chèque-service. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousatzfro virzedoen, der Regierung stinn am Ganzen zéng Minutten zou.

Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

4. Question élargie n°27 de M. Claude Meisch sur les éventuels abus dans le cadre du système des chèques-services

M. Claude Meisch (DP). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass keen neie Constat, dass zënter der Aféierung vum Chèque-service d'Käschten, déi deeselwechte verursacht huet, explodéiert sinn. Louche mer nach virun der Aféierung vum Chèque-service bei ronn 65 Milliounen Euro, déi iwwert de Statsbudget fir Kannerbetreierung finanziéiert gi sinn, sou si mer elo bei deem Dräifachen ukomm, bei 200 Milliounen Euro, an Tendenz staark steigend.

Ronn 80% vun de Kanner, déi kënnen an de Genoss vun engem Chèque-service kommen, profitéieren och dovunner, dat heescht, bal 78.000 Kanner. 2010 sinn insgesamt iwwert de Chèque-service 29 Millioune Stonne facturéiert ginn, 28% méi wéi nach dat Joer virdrun.

Des Weidere kënnen mer dovunner ausgoen, dass déi Tendenz do wäert unhalen, well mer wëssen, dass d'Kannerbetreierung generell wäert ausgebaut ginn, dass se jo gläichzäiteg och nach méi staark wäert am Beräich vun Sport a vun dem Museksunterrecht kënnen genotzt ginn, sou dass déi budgetär Belaaschtung och nach déi nächst Joren éischer eropgeet wéi dass se da géif erfroen oder géif stagnéieren.

D'Regierung huet dann als Reaktioun dorobber och beschloss, am Kontext vun deene gesamte Spuermoosnamen d'Participatioun vun den Elteren am Barème vun dem Chèque-service deelweis och punktuell unzehiewen. Scho bei der Diskussioun zum Statsbudget 2012 hate mer hei eng Diskussioun doriwwer, ob et net Abus-Méiglechkeete géif ginn an deem dote System vun Chèque-service, déi dozou géife féieren, dass d'Dépenses och géifen onnëtzerweis an d'Luucht goen.

D'Madame Familljeministesche huet deemools gesot, dass dat net esou wier. Nun, eiser Meinung no gëtt et awer eng Rei vu Problemer an deem dote System, dee komplizéiert ass, deen opwendeg ass an deen awer d'Dier opmécht fir deen een oder deen aneren Abus.

Mir meng e fir d'Alleréischt, dass de Ministère sech keng Méiglechkeete ginn huet, fir déi Stonnen ze kontrolléieren, déi facturéiert ginn, fir ze kucken, ob déi och wierklech prestéiert goufen. De System ass esou opgebaut, dass eigentlech d'Elteren eleng dat dote kënnen kontrolléieren.

Nun, zënter Kuerzem huet de Ministère domadder ugefaangen ze kontrolléieren, mä wann een awer weess, dass mer ronn 1.000 konventionéiert Strukturen hunn, da kënnen mer eis virstellen, dass dee Contrôle do vun enger anerer Qualitéit misst sinn, wann en effikass soll gemaach ginn, aneschtens wéi en haut gemaach gëtt.

De System vum Chèque-service, dee baséiert da jo och op engem Modell vu Stonnen, déi prestéiert gi sinn. Allerdéngs ass d'Realitéit an den Haiser, an de Maisons relais, an de Crèchen, den öffentlechen, awer och de private Crèchè ganz oft eng aner. Do geet et mat Modulen, mat Plagë vun zwou Stonnen, vu véier Stonnen, vu sechs Stonnen, heiansdo awer och emol vu Plein-temps a vu Mi-temps, wou do d'Kanner dann ageschriwwen sinn, an déi dann awer och verrechent ginn, egal ob d'Kanner präsent ware während deene Plagen, während deene Modulen, oder net präsent waren.

Doduerch kennt et dann och enger gewësener Intransparenz fir d'Elteren, a gläichzäiteg awer och zu enger Intransparenz fir d'öffent-

lech Hand, déi net weess, ob déi vill Stonnen, déi hei ëmmer facturéiert gi sinn, dann och wierklech prestéiert ginn. An eigentlech besteet och keng richtig Handhab, well de Règlement grand-ducal iwwert de Chèque-service hei näischt virgesäit, wéi et do mam Ofreche vun de Stonne soll gehandhabt ginn.

Ech wëll vläicht kuerz do och derbäisoen, dass een zum Deel Versteedsdemech och huet fir eng Rei vu Prestataire, dass dat net ëmmer mat der Stoppauer kann ofgezielt ginn a just dat dierf facturéiert ginn, wat och dann am Minutten-Takt prestéiert ginn ass, well et muss ee schonn dee richtege Kompromëss fannen tëschent der Flexibilitéit an de Stonnen a gläichzäiteg awer och der Qualitéit vun der Kannerbetreierung.

Duerfir meng e mer schonn, dass eng ugebrachte Stonn duerchaus och soll facturéiert ginn. Mir mengen awer, dass et besser wier, mir hätten hei e kloer reglementaresche Kader, dass et net, wéi et bis ewell de Fall ass, de Prestataire selwer iwwerloos ass, wéi se dat doten dann ofrechnen, wat fir eng Plagen dass se offréieren a wéi se déi Plagen dann och herno facturéieren. Well hei riskéiere mer awer, dass de Statsbudget lues a lues zu engem Self-service verkennt, wann déi Prestataire sech do dierfen zerwéiere wéi si et dann nun eben emol just fir richtig fannen.

Da schéngt et hei am Land awer och nach eng Art Tourismus ze ginn. Et stellt ee fest, dass ganz vill Leit hir Kanner probéieren a Strukturen, a Betreierungsstrukturen ze kréien an där enger oder an där anerer Gemeng, well se dann och grad gären hätten, dass mat deem doten Argument d'Gemeng iwwerzeegt gëtt, fir d'Kanner do kënnen an d'Schoul ze huelen. Dat schéngt ëmmer méi Zoulaaf ze kréien. Och an deenen neien, déi jo ganz vill entstane sinn doruechter, deenen neie private Crèchè schéngt ganz vill Kanner esou ënnerdaach komm ze si mat deem Argument, fir dann d'Dier opzemaachen, fir se an där entsprecherender Gemeng och kënnen an d'Schoul ze kréien.

D'Stad Lëtzebuerg, zum Beispill, do gëtt gesot, dass dat oft scho Pratiqes courante do wier an, souwäit mir wëssen, ass et och schonn en éischte Fall gi vun enger Crèche, déi do hir Konventioun entzu kritt huet.

Duerfir, Här President, meng Froen un d'Madame Minister, ob si Kenntnis dovunner huet, vun deenen doten Informatiounen. Huet de Ministère awer eng eng Iddi vun der Gréisstenueerdnung, ëm déi et hei geet? Wéi vill Stonnen also hei facturéiert konnte ginn, déi net prestéiert goufen? Wéi e finanziellen Impakt huet dat doten op de System vun Chèque-service a wéi eng Aspueerpotenzialer géif et dann och do ginn, wa mer géifen eriwuerwiesselen an en aneren, méi kloer geregelt System? An och, wéi wëllt de Ministère dës Problemer an de Grëff kréien?

Wann de Ministère do keng Chifferen huet, ob de Ministère da wëllt op de Wee goe vun engem Audit, fir sech där doter Saach eng Käier konkret unzehuelen an dat ze analyséieren a gegebenenfalls dann duerno eng grondleend Reform vum System vum Chèque-service an d'Weeër ze leeden.

Merci!

M. le Président. - Merci dem Här Meisch. D'Wuert kritt elo d'Madame Familljeministesche Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt soen, dass mer gesinn, an den Här Meisch huet dat gesot, dass esougutt d'Chèque-servicé wéi iwwerhaupt d'Demande no Structure-d'accueilen an deene leschte Joren enorm an d'Luucht gaange sinn. Et ass wierklech wahrscheinlech méi séier an d'Luucht gaangen do derduerch, dass et Chèque-servicé goufen.

Mä oui déi géife mer awer feststellen, dass ëmmer méi eng grouss Demande do wier, wat och net verwonnerlech ass, vu dass mer wëssen, dass awer haut ëmmer méi Leit zu zwee wëlle schaffe goen, zu zwee mussen schaffe goen och Alleinerzieher sinn, also och drop ugewise sinn, dass Structure-d'accueilen do sinn.

Ech denken op där anerer Säit, dass mer alleguerten all Interessé dorun hunn, dass dat och op öffentlecher Säit, esou wäit wéi et nëmme geet, gemaach gëtt. Dofir wier ech och frou, wa mer och méi Crèchen nach géife kréien, déi iwwert de Gemengenniveau gemaach géifen, an net alles dem Privatsecteur an dem kommerzielle Secteur do iwwerloossen, well mer dann domadder och eng gesond Konkurrenz géife

kréien tëschent deenen engen an deenen aneren, wat dann och zu engem Deel géif dozou féieren - fir op déi Punkten, op déi den Här Meisch opmierksam gemaach huet, ze kommen -, fir deenen emol kënnen besser ze begéinnen.

Mir hu gesinn, dass et mat dem Finanzement... Mir hunn eng ganz Partie vu Leit, net eng ganz Partie, mä et gëtt gesot, dass an deene leschte Jorenen och déi meescht vun deene Crèché sechs Euro d'Stonn gefrot hätten. Mir wëssen, dass déi kommerziell Crèchen net eng Convention collective hunn - déi brauche sech also net dorun ze halen, déi ass net d'obligation générale -, domat also hiert Personal net mussen d'selwecht bezuelen, wéi dat bei de Gemeenge respektiv an dem konventionéierte Secteur de Fall ass. Dofir hu mer och fonnt, dass mer kéinten do déi op sechs Euro d'Stonn festschreiwelen.

Ech hoffen elo just, dass se net dann d'Elteren doen dee Präis bezuelen, well een awer weess, dass déi vill Strukturen net entstanen sinn nëmme just, fir engem Freed ze maachen, mä well awer do Leit domat rechnen, dass se wierkelech och vill Sue kënnen drop verdéngen.

Mä de Problem, deen ass, dat ass, dass eng ganz Partie vun deene Strukturen - dat, wat Dir och gesot hutt - mat Forfait schaffen. An do sinn natierlech eng Partie vu Forfaiten, déi bestinn, mengewege wou d'Leit forcéiert sinn, e Forfait ze ënnerschreiwe fir sechs Stonnen. Wa se awer nëmme véier Stonnen do sinn, da bezuele si zu engem Deel déi sechs Stonnen, mä mir bezuele se selbstverständlech och mat.

An dofir hu mer an deene Reglementer an an deene Gesetzer, déi mer déposéiert hunn iwwer alles, wat mat der Garde ze dinn huet, eng Partie vu Changementen, déi doranner virgesi sinn. Mir wäerten déi och an der nächster oder an der iwwernächster Woch an der Familljekommissioun virstellen, fir eben domadder ze verhënneren, dass awer do Abusé gemaach ginn an, wéi gesot, d'Leit heiandsdo dann..., dass déi Plaze jo net nëmme eng kéier, mä och nach heiandsdo zweemol an dräimol vu Kanner besatz ginn, wat jo definitiv awer net ka wouer sinn!

Dofir, also mir sinn eis däers bewosst a mir wëllen dat eben iwwert de Wee vun de Reglementer mat neie Moosnamen, déi mer doranner festgeschriwwen hunn, regelen. Zum Beispill, dass mer soen, si mussen de Stonnepräis soen a si mussen och den Elteren dee soen, an dat muss an dee Kontrakt, deen d'Eltere mat de Prestatairé maachen, drastoe kommen, wéi vill dass de Stonnepräis kascht, amplaz dass et nëmme de Forfait ass, deen do berechent gëtt.

Och wann een an enger Struktur fortgeet, war et bis elo esou, dass een do emol keng festgeluechten Zuel hat vun Zäit, wéi laang dass et misst demissionéieren am Virus, wat dann dozou gefouert huet, dass heiandsdo d'Leit mussen zwee Méint bezuelen a mir déi aner Halschent dovu bezuelen, oder deen Deel, deen eis eben opposabel war. Och dass wëlle mer reduzéieren, dass dat nach héchstens op ee Mount kéint. Ech kéint mer och, wann dat d'Meenung vun der Chamber oder vun de Kolleegen an de Kommissiounen ass, duerchaus virstellen, dass ee seet, mä et gëtt iwwerhaupt näischt méi do. Also, wéi gesot, do rennt Der bei mir oppen Dieren an.

Dat Eenzegt, wat een natierlech muss wëssen, an Dir hutt dat och ugedeit, dass ass, dass et heiandsdo schwierig ass. D'Personal muss do sinn. Et muss Personal do sinn, och wann dann nëmme zwee oder dräi Kanner do sinn. Wa mer natierlech elo soen, et daërf nëmme méi an där Stonn sinn, da riskéiert Der natierlech, eng ganz Partie Leit dohinner ze kréien, dass se awer mussen ophalen, well se dann net méi ënner dem Stréch erakommen. Si mussen eng Pai bezuelen an et si keng Kanner do.

An dat, wat mech och e bësselche beonrouegt, dass ass, dass mer net op eemol erëm an déi Situatioun kommen, wou d'Leit soen, dass doten, dass kascht eis elo ze deier, da gi mer d'Kanner léiwéier net dohinner, mä mer kucken, ob mer net iergendwou an anere Wee fannen, wou et méi bëlle gëtt, mä awer mam Risiko, dass mer dann awer och déi Qualitéit - wou mer awer eigentlech, mengen ech, alleguerten heibanen enger Meenung sinn, dass mer drop halen, dass déi muss garantéiert sinn -, dass mer déi dann erëm géifen op d'Spill setzen.

Also nach eng kéier, Här Meisch, déi Saachen, déi Der opgeworf hutt, däers si mer eis bewosst, a mir wëllen deem och iwwert déi Reglementer an déi Gesetzer, déi ewell déposéiert sinn, Rechnung droen.

Merci.

M. Claude Meisch (DP).- Här President!

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch.

Ganz kuerz, Här Meisch, well Dir hutt eigentlech Är Zäit scho bis op déi lescht Sekonn benotzt. Da stellt nach eng Zousazfro.

M. Claude Meisch (DP).- Ech wäert mer Méi ginn. Ech wäilt nach eng kéier op eng Fro zréckkommen: ob d'Madame Minister en Iwwerbléck huet, wat dat doten dann awer kascht hätt, déi Weeër vun Abus, déi awer ofensichtlech hei geschitt sinn an déi Realitéit sinn, wat dat de Stat kascht huet, a wat och vläicht d'Aspueerpotenzial wär, wann een elo de System géif änneren.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministère de la Famille et de l'Intégration.- Vu dass ech elo net genau wouss, wat Der mech géift froen, hunn ech déi dote Fro net meng Servicer gestallt. Ech kann dat awer gären nofroen a kucken, wa mer, wéi gesot, an d'Kommissioun kommen, wa mer dann doriwwer Zuelen hunn, dass mer lech déi dann och do soen.

Merci.

M. Claude Meisch (DP).- An der Rei, Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch. Domadder wäre mer och um Enn vun der Diskussioun iwwert dese Punkt, an da kéime mer elo zu der Interpellatioun um Här Fernand Kartheiser iwwert déi national Héilfstrategie fir Leit ouni Ennerdaach. Hei ass d'Riedezeit nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Schaaf, Bettel, d'Madame Spautz an d'Madame Loschetter.

D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

5. Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur la stratégie nationale d'aide aux sans-abri

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur.- Villmools Merci, Här President. Dir Damen an Dir Hären, mat deser Interpellatioun wëlle mir d'Opmierksamkeit op e soziale Problem lenken, un deen ee sech nimools daërf gewinnen, och wann een aldeeglech mat him konfrontéiert gëtt.

Op ville Plazen am Land ass de Problem vun deene sougenannten „Strummerten“ - dat ass leider ee péjoratiivt Wuert - net ze iwwersinn. Där Leit ouni feste Wunnsätz gëtt et der geschat eng 250 hei am Land. Si komme meeschtens an engem Nuetsfoyer, wéi zum Beispill dem Foyer Ulysse an der Stad oder dem Abrisud zu Esch, ennerdaach. Doriwwer eraus gëtt et awer ongeféier nach eng 4.000 Leit hei am Land, déi potenziell vun enger Obdachlosegkeit menacéiert ginn. Et gëtt och Leit, déi kee richtige Wunnsätz hunn, mä déi op d'mannst fir eng Zäit kënnen bei Famill oder Frënn ennerdaach kommen.

Ursache fir esou eng Situatioun kënnen et der vill ginn: Drogeproblemer oder Alkoholismus, Iwwerscheldung, perséinlech Schicksalschlié am Beräich vun der Gesondheet oder der Familljesituatioun, Spillsucht, Auswierkung vun engem psychiatresche Problem, Nowierkung vu Problemer mat der Justiz, defizitär Sozialiséierung an aneres méi.

D'ADR ass wuelverstanen net der Meenung, dass de Stat sech kann oder soll der perséinlecher Verantwortung vu jiddweringem fir säin eegent Liewe substituieren, mä et gëtt awer fir de Stat an d'Gemengen op d'mannst zwee gutt Grënn, fir sech intensiv mat deser Situatioun ze beschäftegen. Éischtens daërf de Stat net muttwëlle gëtt duerch seng Gesetzer oder Handlungen nach Noutsituatiounen verschäerfen oder Leit eréischt an esou eng Situatioun erandriewen. Dat ass dat preventiivt Argument. An zweetens huet de Stat en Interessé drun, fir déi Leit opzefänken an ze resozialisieren, fir dee Problem esou kleng wéi méiglech ze halen an de Leit ze hëllefen, nees eng eegestänneg Existenz ouni öffentlech Assistenz opzebauen. Dat ass dat kuratiivt Argument.

Haut ass d'Situatioun esou, dass vill Leit, dacks Bénévolan an Associatiounen, sech ëm déi Leit bekëmmern. All deenen, déi sech als Streetworker an de Foyeren, op de Sozialämter oder op anere Plazen dagdeeglech fir déi be-traffe Leit asetzen, soe mir vun hei aus en häerzleche Merci!

A senger Erklärung zur Lag vun der Natioun am Joer 2011 hat de Premier ugekënnegt, dass mir eng national Strategie géint d'Obdachlosegkeit brächten. An huet gesot, d'lescht Joer wäre 36 Leit an der Strooss gestuerwen, an en huet gesot, dass mir Wunnoffer brächten, déi

fir déi verschidden Typen vun Obdachlosegkeit adaptéiert wären. An en huet an Erënnerung geruff, dass och déi Leit op der Strooss hir Mënscherechter hunn. Dat gesi mir och esou. Just stelle mir fest, dass mir elo, e gutt Joer méi spéit, nach ëmmer keng esou eng Strategie géint d'Obdachlosegkeit hunn!

Et ass dowéinst sënnavoll, emol ze kucken, wéi wäit d'Regierung mat där Strategie ass, wéi eng Problemer si wëllt upaken an op wéi eng Manéier si dat wëllt maachen an ob si och déi sellegen Zesammenhäng do gesäit.

A well Dir, Madame Minister, lech jo ganz militant, besonnesch fir eis weiblech Matbierger asetzt, wëll ech och hei am Ufank gläich eng Bemierkung zu deem Sujet maachen: Déi meeschte Leit, déi hei am Land an den Asylerlanden, si Männer. Dat heescht net onbedéngt, dass et géif manner sozial Problemer bei de Frae ginn, mä d'Fraen hu méi a besser Strukturen, fir si an Noutsituatiounen opzefänke wéi d'Männer.

D'ADR verlaangt do jo säit Laangem, dass esou Wunstrukturen och fir Männer an Nout solle geschaf ginn, och fir Männer, déi Affer vu Gewalt sinn, an och fir Männer, déi misste mat hire Kanner iergendwou ennerkommen, well am Abléck ass dat net méiglech. Kanner kënnen zum Beispill net mat an de Foyer Ulysse, a Männer, déi an esou enger Situatioun sinn, déi kréien d'Kanner dann normalerweis ewechgeholl an d'Kanner gi placéiert.

Am Ausland si Männerhaiser schonns eng Selbstverständlechkeit, just hei am Land ass et komescherweis oder interessanterweis nach net de Fall an et gëllt een nach ëmmer als frae-feindlech, wann ee sech derfir asetzt, dass och d'Männer mat hire Problemer eescht geholl ginn an dass hir Problemer op eng gerecht Manéier thematiséiert ginn.

Betoune wëll ech awer och, dass mir eis derfir asetzen, dass all déi Leit, déi op der Strooss sinn, mat Respekt a Mënschlechkeit behandelt ginn. Vill Leit schéngen ze vergiessen, dass et net einfach ass, fir sech am Liewen eropzeschaffen, mä dass et ka ganz séier goen a ganz liicht goen, fir d'sozial Leeder erofzefale bis ganz ënnen hin, a wou een dann ugewisen ass op d'Mënschlechkeit an d'Hëllef vun de Matbierger.

Här President, haut kënnen mir eng Rei vu Froen identiféieren a Piste verfollegen, déi zu enger globaler Approche am Problem vun der Obdachlosegkeit féieren. Vlächent sollte mir ons als Alleréisch bewosst ginn, dass d'Kärfro bei diesem Sujet déi vun de bezuelbare Wunnengen, also och déi vum soziale Wunnengsbau ass.

D'ADR hat zum Beispill an hirem Wahlprogramm gefuerdert, dass eng speziell Agence, jiddefalls emol eng Kontaktstell fir Leit soll geschaf ginn, déi ouni eege Schuld hire Loyer oder Kredit op eemol net méi kënnen weiderbezuelen oder duerch Aarbechtslosegkeit oder Krankheet an esou eng Situatioun geroden. Esou Leit a besonnesch esou Familljen daërfen net op d'Strooss gesat ginn, mä si mussen ënerstëtzt ginn, wou si sinn. Jiddefalls mussen Iwwergangsléisungen ofréiert ginn, déi all dramatesch Entwécklung verhënneren, bis esou Familljen nees kënnen op eegene Féiss stoen.

Wien elo seet, dass dat do deier ass, deen huet net ganz onrecht, mä mir mussen eis bewosst sinn, dass eng temporär Ennerstëtzung vu Leit an esou Noutsituatiounen d'Gesellschaft ënner dem Stréch vill méi bëlle gëtt wéi d'Obdachlosegkeit, Foyeren a vlächent och nach de Placement vu Kanner. Nout verhënneren huet sécher e Präis, mä Nout schafen ass souwuel morallesch net ze verriede wéi och gesellschaftlech schlussendlech vill méi deier!

Déi, déi un éischer Plaz un d'Finanzen denken, sollte wann ech gelift dann och d'Gesamtkäsche fir d'Gesellschaft gesinn, déi kënnen noutspezifesch generéiert ginn: Urgenzen an de Spideeler, psychiatresch an aner medezinesch Therapien, Ofrutschen an en Drogen- oder Prostitutiounsmilieu, polizeilech Interventiounen, juristesche schlussendlech och pénitentiaire Moosnamen.

Am Abléck gi Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, an engem sougenannten „Trape-system“ opgefaangen. Fir d'Éischt kéint e Foyer, Atelieren, betreit Wunnen, a wann dann alles gutt geet, um Enn och nach en eegestänneg Wunnen. Dat klängt gutt - oder begleet Wunnen -, dat klängt gutt, mä et funktionéiert net ëmmer esou gutt, wéi et geduecht ass. Dacks geréit een an en Däiwelskrees, wann ee bis an der Foyerswelt gelant ass, a vill Leit kréie sech dann net méi aus eegener Kraaft do erausgezunn.

Dowéinst soe mir, dass et sécher gutt ass, dass et där Foyere gëtt, mä si géieren de Problem éischer, als dass si e kéinte léisen.

D'Léisung läit mat grousser Wahrscheinlechkeit an engem anere Konzept, deem vum „housing

first“, wéi dat an Amerika genannt gouf. Dat Konzept ass zu New York getest ginn, oft mat ganz schwéiere Fall, an huet zu iwwerzeegende Resultater gefouert.

Mir brauchen dezentraliséiert Wunnengen a grousser Zuel, fir Leit an Noutsituatiounen ennerdaach ze bréngen amplaz op d'Strooss. Dobäi muss net nëmme de Stat hëllefen, mä och d'Gemengen. D'öffentlech Hand muss fir sech Wunnengen halen, fir Leit kënnen ze logéieren, an zwar méi wéi dat haut scho gemaach gëtt.

Vill Modeller si méiglech: Eegebesetz vun der Gemeng oder regional Agence immobilière sociale oder Offices sociaux, déi als verantwortleche Locataire géigeniwwer engem Propriétaire agéieren an de Wunnraum dann anere Leit zur Verfügung stellen.

Bei all Modell muss awer och ëmmer un d'Héicht vum Loyer geduecht ginn. Et kann net sinn, dass de Loyer doduerch da klëmmt, well d'öffentlech Hand als Locataire opréit, well dee Loyer gëtt jo normalerweis da viruginn un déi Leit, déi et benotzen, an en Zëmmer ouni Buedzëmmer an Toilette, dat kascht haut schonns dacks iwwer 500 Euro, wat och fir vill Leit ze deier ass.

Här President, mir stinn hei virun engem Effort am Wunnengsbau, dee mir einfach musse maachen. An zumools a Krisenzäite geet et drëm, Leit opzefänken, ier si a richtig Nout geroden, an doduerch fir si a fir eis all méi Schlëmme ze verhënneren.

Wa mir esou Méiglechkeete schafen - an dat muss mir -, da gëllt et selbstverständlech och, de Mëssbrauch ze verhënneren, souwäit wéi dat méiglech ass. Ech krut nach d'lescht Woch op engem Office social erzielt, dass heiandsdo hei Leit aus anere Länner ukommen, déi soss näischt bei sech hu wéi d'Adress vun Office social. Dat kann et natierlech net sinn.

Mir mussen och kucken, dass Bierger, déi elo net Lëtzeburger sinn a keng Openthaltserealaabnis hunn, enner Konditiounen hei kënnen dann zréckgeféiert ginn, déi human a mënschlech sinn. Am Abléck ass et jo esou, dass se den RMG, dann, wa se en hunn, gestrach kréie fir eng gewëssen Zäit, bis den Dossier traitéert ass. Dat heescht awer, dass Leit a Familljen dacks méintelaang iwwerhaapt guer keng Resourcen hunn, ier se dann an d'Ausland ginn, an dat sinn och ganz schwéier Situatiounen. Also, mir musse kucken, dass esou Situatiounen an enger Form geregelt ginn, déi natierlech konform ass zum Recht. Wie keng Openthaltserealaabnis huet, dee kann net heibleiwen, dat ass kloer; mä dass dat awer Situatiounen sinn, déi déi Leit net materiell an eng onméiglech Situatioun bréngen.

Zu där Problematik gehéieren och déi fiktiv oder ultrakuerz Aarbechtskontrakter, déi ewell dacks vergi ginn an déi anscheinend jo och, zum Deel weinstens, derzou dengen, fir sozial Systemer ze exploitieren oder iwwerméisseg ze belastschten. An ech mengen, dass ass jo kloer, dass mer esou Situatiounen musse mat aller Déterminatioun bekämpfen.

Mä déi reell sozial Nout hei am Land, där mussen mer entgéintrieden, an do mussen eben déi kommunal oder regional Sozialämter eng ganz wichteg Roll spillen. Si kënnen d'Leit nämlech an hire Gemeng an beschten a si kënnen vlächent intervenéieren, preventiv Leit beroden, ier si wierkelech definitiv an eng Noutsituatioun erofrutschen. Dat heescht awer och, dass mer de Sozialämter mussen déi néideg Personal-moyené ginn, fir dat kënnen ze maachen.

Mir brauch Leit, virun allem eben Assistants sociaux a Educateurs, déi disponibel sinn, och fir d'Leit am betreite Wunnen an esou weider ze begleeden, fir dohinnerzefueren, fir dass se hiert Liewen esou eegestänneg wéi méiglech kënnen organisieren, fir ze kucken, ob se Medikamenter huelen, fir ze kucken, ob et opgeraumt ass, all déi Saachen, déi Dir aus Arer Praxis jo och wahrscheinlich kennt, Madame Minister.

Mir mussen awer och soen, dass an deene Beräicher, wou Dir Konventiounen hutt, wéi zum Beispill mam Foyer Ulysse, dass mer lech gären ennerstëtzen, fir zum Beispill am Foyer Ulysse oder an der Téistuff e puer Leit bäizesetzen, wann Der an der Regierung géift derfir plädieren, well Dir wësst, dass et do och ganz knapp ass mam Personal. Mir géifen lech och bieden, do eppes ze maachen, fir dass dee Foyer personalméisseg besser dosteet wéi bis elo.

Bei den Infrastrukture misste mer och kucken, dass et weinstens Schief gëtt, wou déi Leit kënnen hir Saachen spären, déi do be-treff sinn. Dass ass och e Problem, dass se gehollef kréie bei de Pabeieren, well et ass näischt méi traureg, wéi ze gesinn, dass Leit, déi näischt hunn, anere Leit, déi och näischt hunn, nach Saache klauen, oder dass et eng Onsécherheet a Klengkriminalitéit nach an där do Welt gëtt, déi ee vlächent awer duerch e puer Moosnamen am Beräich vun der Infrastruktur weinstens kéint limitéieren.

Mir wëllen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass déi Zuel vun de Leit ouni Daach iwwert dem Kapp daitlech reduzéiert gëtt. Mir kréien de Problem vläicht ni ganz an de Grëff, awer mir mussen hei eng Rei vu Pisten diskutéieren oder Méiglechkeeten diskutéieren, déi kéinten derzou féieren, dass mer déi Zuel vun de Betroffene kéinte reduzéieren. Dat sinn administrativ Froen, wou vläicht kéinte Saache gemaach ginn, oder och - an do kommen ech drop - bei spezifische Kategorië vu Leit, hir Besoinë verstoën an dann agéieren.

Am administrative Beräich wëll ech hei just emol eng Praxis uschwätzen: Dat ass déi vum „rayé d'office“ vun de Leit an de Gemengen. Do gëtt et Diskussiounen jo och hei am Kader vu Gesetz an der Chamber, déi elo an d'Laboratioun sinn. Mä mir hätte gär, dass deen „rayé d'office“ verschwënnt, a mir froen eis, ob mer déi Leit, déi an enger Noutsituatioun sinn, net sollten éischter d'office bei de Sozialämter umellen, wann et keng aner Méiglechkeet gëtt. Quitte dass da misst gekuckt ginn, bei verschidene Courrieren, déi vun de Gerichter kommen, oder bei de Recommandéen, wou dann d'Verantwortung fir déi Courriere schlussendlech läit.

Mä déi Praxis, fir och Leit da vläicht um Leschte Steiwer unzemellen - dat gëtt jo och dacks gemaach -, déi ass awer relativ ineffikass an huet och deen Nodeel, dass natierlech iwwerall bekannt ass, dass een, deen um Leschte Steiwer ugemellt ass, eben an esou enger Situatioun ass. Dofir wär et och vläicht besser, op de System vun Iwwergangswunnengen oder op aner Adressen iwwerzegoen.

Leit, déi aus dem Prisong entlooss ginn an déi eng Openthaltslerlaabnis hei am Land hunn, déi missten natierlech eng provisoresch Wunneng kënnen kréien, wat hinnen och méi liicht géif erlaben, e Patron ze fannen, eng Aarbecht ze fannen, wéi dass mer se dann an eng Situatioun kréien, déi awer - soe mer emol - net preventiv staark genuch ass, fir ze verhënnere, dass se vläicht zréck an eng Kriminalitéit falen. Mir mussen kucken, dass se kënnen op den Aarbechtsmaart kommen, a wéi gesot, d'Umellung ass keen onwiesentleche Facteur derbäi, well et fänkt schon dacks mat der Adress oder mat de Wunnkonditiounen un, déi e Patron influencéieren, ob en eventuell eng Aarbechtsméiglechkeet fir eng Persoun gesäit oder net.

Fir déi Leit, déi keng Openthaltslerlaabnis hunn, och do mussen ech kucken, dass ee vläicht mat verschidene Länner schwätzt, fir eng Resozialiséierung ze ënnerstëtze vun deene Leit, zumols an den Nopeschlänner. Et sinn der ganz vill beträff, déi just aus den Nopeschregionen kommen an e puer anere Länner, ob mer dann duerno mat deene kéinte schwätzen, fir eng Resozialiséierung zesummen an deenen Nopeschregionen ze organiséieren, wou d'Leit hierkommen.

Da brauche mer emol eng Koordinatioun, oder eng besser Koordinatioun tëschent den Institutiounen am pénitentiaire Beräich an de Foyeren, well mir brauchen e Suivi vun deene Leit gradesou wéi vun deenen, déi am Drogemilieu sinn. Heiansdo verléiere mer se einfach aus den Aen, well se aus engem Foyer erausginn oder guer net eran dierfe wéint engem Alkohol- oder Drogemilieu, an anere Foyeren net opdauen, wat da schlussendlech kann zu Situatiounen féieren, wou se op sech gestallt iergendwou an der Strooss sinn an am Wanter eventuell souguer stierwen.

Also, déi Koordinatioun tëschent de Foyeren, och doriwwer sollte mer eng Kéier schwätzen, fir einfach ze erméiglechen, fir de Suivi do ze verbessere an d'Leit net esou séier aus den Aen ze verléieren.

Dann, wat d'Wunnen ueegt: Och do hu mir als öffentlech Hand e gewëssen Afluss. Mir si jo amgaang, iwwer e Gesetzesprojet 6252 hei ze diskutéieren iwwer eng Allocation de logement an eng Allocation de loyer. Dat ass wichteg, mä mir wëssen all, dass dat keng einfach Matière ass. Dat Gesetz gouf jo schon 2011 deponéiert. Den Avis vum Statsrot war jo bekanntermoosse méi wéi kritischesch.

D'ADR hätt nawell gär, dass mer vläicht do och virukomme mat deem Gesetz, egal a wéi enger Form elo déi Allocation de logement oder déi Allocation de loyer schliesslech bezuelt gëtt, ob dat an der Aide sociale dran ass oder an enger aner Form. Mä mir mussen eis froen, ob et richtig ass, fir déi an der Zäit direkt esou ze begrenzen, ob eng automatesch zäitlech Begrenzung richtig ass, well vill vun deene Leit, wa mer elo soen zielef Méint oder wat och ëmmer, déi si jo och nach no deenen zielef Méint an esou enger Situatioun. An et geet jo eigentlech drëm, de Leit ze hëllefen, bis se erëm op eegene Féiss kënnen stoen, an net onbedéngt an eng Logik eranzefalen, wou mer de Misär just em puer Méint no hanne réckelen. Also, do muss schon och dorunner geduecht ginn.

Dann ass nach eng Fro, well de Premier hat schon elo an där leschter Deklaratioun iwwert d'LAG vun der Nation un och e Mietzouschoss geduecht, deen allerdéngs un de Konditiounen vun der Zënssubventioun sech géif orientéieren, an da misste mer och kucken, wéi déi zwou Saachen eventuell am Aklang stinn, ob dat e Problem ass oder net.

Da mussen mer och kucken, déi Leit, déi aus der psychiatrescher Behandlung kommen an enger Situatioun vu betreitem Wunne sinn - „Liewen dobaussen“, oder aner Modeller -, do mussen mer och froen, ob do wierklech dat dee richtige Wee ass oder ob mer net awer misste méi stationär Better hunn. Well et schéngt esou ze sinn - ech kann dat selwer net beuerteelen, mä et gëtt emol gesot -, dass vläicht Leit ambulanz behandelt ginn oder entlooss ginn, déi awer vläicht nach net autonom genuch kënnen sinn, fir dat kënnen ze maachen.

D'Fro stellt sech och, wann Hëllefsgesichter do sinn, déi kucken, dass si hir Medikamenter huelen, an déi Leit wëllen dat net, da si mer och an enger Situatioun, wou se jo awer relativ kuerzfristeg erëm an eng Obdachlosegkeet eventuell riskéieren ze falen, well se keng Therapie méi deen Abléck hunn.

Do misste mer also och kucken, wat dann domadder geschitt, och mat deene Kritiken, déi heiansdo gesot ginn. Dir wësst dat vläicht, Madame Minister, ob dat esou ass, dass verschidde psychiatresch Kliniken Leit net méi ophuelen, déi en aggressivt Verhale géife weisen. Dat mussen mer och kucken, ob dat esou ass, well mir kënnen déi Leit jo net einfach dann op der Strooss loossen, wa se awer medezinesch Hëllef bräichten.

Ech wollt lech soen, Här President, ech huele vläicht e puer Minute vun där Zäit, déi der ADR nach zur Verfügung steet, sou dass ech, mengen ech, elo keen Zäitproblem hunn, fir mäin Text hei fäerdeg ze maachen.

Eng drëtt Kategorie vu Propositionen an Iwwerleeunge betrëfft déi Zuel vun auslännesche Leit ouni Daach iwwert dem Kapp hei am Land. Do gëtt et jo Diskussiounen op europäeschem Niveau, well mir si jo net dat eenzeg Land, wat mat där Situatioun konfrontéiert ass, wou mer da missten eng Léisung fannen, fir deene Leit ze hëllefen, fir eventuell kënnen zréck an hiert eegent Land ze kommen. Et sinn der jo och hei, déi aus deene verschiddenste Grënn hei gestrant sinn, fir et emol esou ze soen, an déi einfach net iwwert déi materiell Méiglechkeete verfügen, fir zréckzekommen.

Et gëtt do verschidde Diskussiounen, zum Beispill d'Käschte fir EU-Ausländer mat Pabeieren an Openthaltsrecht hei am Land, do kéint ee jo drun denken, dass déi respektiv Ursprongslänner déi Käschten iwwerhuelen. Fir déi Leit ouni Pabeieren oder Leit aus Drëttstaten, do gëtt jo un en europäesche Fong geduecht, deen dann au prorata vun deenen eenzelne Staaten nom EU-Schlüssel soll finanzéiert ginn. An da sollt och probéiert ginn, fir Leit ouni Openthaltslerlaabnis hei am Land ze rapatriéieren, souwäit d'Nationalitéit bekannt ass, mat finanzieller Hëllef vun hirer Famill am Ursprungsland oder vun deem Stat. Dat maache mir jo och als Lëtzebuerg, wa mir esou Situatiounen hu mat Lëtzebuerg am Ausland, da maache mir dat jo am Prinzip och.

A wéi gesot, wa Leit sinn, déi mat Sécherheet net méi wëllen zréckkommen an d'Land, mä an esou enger Situatioun sinn an net kënnen vun anere gehollef kréien, do kéint een dann drun denken, dass mir se rapatriéieren.

Da betrëfft eng aner Kategorie vun Iwwerleeunge preventiv Moosnamen, déi mer kënnen huelen. Do mussen mer fir d'Éischt emol kucken, ob d'Gesetz iwwert d'Aide sociale komplett emgesat ginn ass. An da mussen mer iwwert d'Gesetz iwwert d'Faillite personnelle och weider nodenken. Ech mengen, dass ass jo och elo an der Aarbecht, de Surendettement. Dass mer och domadder virukommen, ass e ganz wichteg Bausteen an där heiter Diskussioun.

Da mussen mer kucken, dass mer d'Kontakter tëschent de Foyeren an den Drogestruktur verbessere. Dat hat ech schon ugeschwat, well mer eventuell, an dat ass haut de Fall, Leit herno op der Strooss hunn, déi néierens méi suivéiert ginn.

A mir mussen un den Ausbau och weider vun de Sozialbutteker denken. Dat ass eng ganz gutt Initiativ. Do gouf et jo eng Rei Gemengen, déi schon op dee Wee gaange sinn. Et gëtt anerer, déi dat ugekënnegt hunn. Do sollte mer kucken, dass mer am ganze Land, weinstens op e puer Plazen am ganze Land, esou Struktur kéinten hunn.

Mir sollten och doriwwer nodenken, ob mer net, fir Leit eng kleng Aarbecht ze ginn, mat deene Sozialbutteker och Aarbechtsméiglechkeeten ubidden, déi awer dann net a Konkurrenz zu private Firms sinn. Mä et gëtt jo esou e

Modell am Beräich vun der Wäscherei zum Beispill, wou mer Leit da kéinten - och am Zesummespill -, wou d'Sozialbutteker och kéinte kleng Aarbechte ginn, wat hinnen hëllef, dann och eng nei Existenz opzebauen.

Dann en anere Sujet, deen eis och préoccupéiert, dat ass de Placement vun de Kanner. Dat ass eng ganz problematesch Saach. Et huet dee Virdeel, dass mer hei zu Lëtzebuerg am Prinzip keng Kanner op der Strooss hunn. Mir soen och all deene Fleegefamillje Merci a mir hoffen, dass et der nach méi ginn, déi bereet sinn, esou Kanner opzuehuelen, sech em si ze këmmere an hinnen eng Chance am Liewen ze ginn.

Awer mir dierfen och net aus den Ae verléieren, wéi et dann deene richtige biologeschen Eltere geet am Verhältnis mat deene Kanner. Et ass net, well se placéiert ginn, dass si noutgedrungen do schlecht Elteren hätten, an et ass wichteg, wa Kanner placéiert ginn, fir den Elteren awer dann och kloer ze soen, ënner wéi enge Konditiounen si hir Kanner kënnen zréckkréien, wéi de Kontakt mat hire Kanner geregelt ass, also den Droit de visite, a wéi eng Rechter si nach hunn.

Et ass eng ONG hei am Land, déi beschriwwen huet, dass déi biologesche Elteren, mengen ech, wollten, dass d'Kand eng Kommunikatioun mécht - ech mengen, dat wor d'Beispill, ech si mer elo net méi ganz sécher, mä et war an déi Richtung -, an d'Fleegefamill wollt dat net, oder esou, an do ass et dann zu engem Konflikt komm. An ech mengen, et ass awer wichteg, dass et net aus Aarmut eraus ass - wann dat d'Ursach ass -, dass d'Leit dann hir Rechter fir d'Éducatioun vun hire Kanner ofgesprach kréien.

Also, do ass eng Zon, wou mer mussen awer kucken, dass déi biologesche Elteren, déi aarm sinn oder an enger Noutsituatioun sinn, awer net doduerch all Rechter op d'Éducatioun vun hire Kanner da verléieren. Et muss och fir si méiglech sinn, déi Kanner dann ënner kloer Konditiounen zréckzekréien. Dat fällt och an d'Äre Beräich, d'Gesetz iwwert d'Protection de la jeunesse. Ech mengen, och do muss een da kucken, wéi dat da geregelt ass.

An da mussen mer iwwer eng Partie nei Approchen nodenken. Et gouf jo, dass wësst Dir ganz gutt, Madame Minister - dat wor nach an enger Zäit, wou Dir lech och em déi Saache gekëmmert hat - de SAMU social. Dat ass e Modell, deen a Frankräich fonctionnéiert, deen och hei mam Roude Kräiz an engem Pilotprojet dann experimentéiert gouf an deen och ganz interessant ass, quitte dass mir elo numeresch net esou grous sinn, wéi dat a Frankräich oder esou ass, mä de SAMU social huet eng ganz Partie Méiglechkeeten a Virdeeler. E ka Leit selbstverständlech a materieller Nout beroden, e kann och intervenéieren an anere Situatiounen, bei der Preventioun vun de Suiciden, an e kann - an dat soen ech ausdrécklech hei - vläicht méi rasonéiert intervenéieren a Situatiounen vu Gewalt doheem, wéi dat noutwendegerweis eventuell duerch d'Police gemaach gëtt.

Also, dee SAMU social, deen ass polyvalent. Dat si Leit mat enger Expérience, mat enger sozialpädagogescher Expérience, déi an enger ganzer Rei vu sozialen Noutsituatiounen - wéi gesot, Suicide, Gewalt, awer eben och materiell Nout - kënnen intervenéieren an d'Leit beroden. An et wär interessant, mengen ech, dass mer net ëmmer an eng Logik erafale vum „tout pénal“ an „tout judiciaire“, mä wierklech och emol probéieren, op déi soft Manier do mat Spezialisten ze intervenéieren an ze kucken, ob mer net awer dat Experiment vum SAMU social hei zu Lëtzebuerg erëm sollte valoriséieren.

D'Saisië sinn en anere wichteg Beräich. Vill Leit, déi schaffe ginn - mir haten och gëschter eng Diskussioun, wou schon doriwwer geschwat ginn ass -, déi schaffe ginn, déi also net den RMG kréien, mä zum Beispill e Mindestloun oder e klengt Akkomme, déi falen an eng Noutsituatioun duerch Saisien, déi den RMG net kënnen betreffen, an och do mussen mer wierklech eng Reflexioun maachen. Dat ass och gëschter hei vum Minister Biltgen, mengen ech, ugedeit ginn, dass et sech muss lounen, fir schaffen ze goen, an dass mer do einfach mussen Plancheren anzéien, ënner déi d'Leit net kënnen falen. Och deen, dee schaffe geet, muss nach en Avantage hu par rapport zu deem, deen den RMG kritt.

Jiddefalls ass et esou, dass mir bei deene Kategorie vun Akkomme d'Leit net dierfen an de Misär stierzen. Dat hat ech scho ganz zum Ufank gesot, dass et net un eis als öffentlech Hand ass, fir Gesetzter ze maachen, vun deene mer schon am Virus wëssen, dass d'Resultat ass, dass d'Leit einfach sech näischt anescht méi kënnen leeschten, wéi an e Foyer ze goen. An do mussen mer dann eben och emol eng Kéier eng Reflexioun iwwert d'Saisië féieren.

Ech sinn awer gär d'accord - ech hu mer dat och extra hei notéiert -, dass, wa mer iwwer RMG an esou weider schwätzen, dass gëllt jo och fir aner Beräicher vun eise soziale Sécherungssystemer, dass mer de Mëssbrauch, deen et och an deem Beräich gëtt, selbstverständlech muss bekämpfen.

Eng drëtt Pist, déi mer awer och sollten évoquéieren - och dass ass eng ganz kriddlech Diskussioun, mä mir sollten hir awer net aus dem Wee goen -, dat ass d'Situatioun vun deene jonke Leit tëschent 18 a 25 Joer. Déi hu jo keen RMG. Do sinn der awer och derbäi, déi extrem fragiliséiert sinn, déi och keng Famill hunn, déi si kéint ënnerstëtzen, an déi eigentlech dann och an eng Welt erafalen, well se keng aner Méiglechkeet hunn, fir sech opgefaangen ze kréien. Do mussen mer doriwwer nodenken.

Et gëtt jo eng Diskussioun, déi och am Beräich vun der Europäescher Sozialcharta an esou weider gefouert gëtt. Kee vun eis heibannen oder bal keen, huelen ech un, wëllt eng Gesellschaft, wou ee vun 18 bis zum Liewensend automatesch vum Stat ënnerstëtzt gëtt. Dat ass net eis Iddi. Mir betoune jo och ëmmer déi individuell Verantwortung vu jiddwengem fir säi Liewen, awer mir mussen awer och kucken, dass mer verschidde Kategorië vu Leit, déi wierklech extrem fragiliséiert sinn, vläicht kënnen opfänken, alt erëm eng Kéier, well mer als Gesellschaft en Interessi drun hunn, fir déi Leit net ganz déif falen ze loossen an hinnen ze erméiglechen - an et si jo jonk Leit -, fir nach en eegent Liewen opzebauen.

Wann een déi Leit materiell ënnerstëtzt, sief et duerch eng Extenssioun vum RMG oder duerch aner Leeschtungen, wéi Dir der och zum Deel am Familljeministère offeréiert, da muss awer de Begrëff vun der Géigeleschtung op jidde Fall ëmmer do sinn. Mä ech mengen - fir enger Situatioun ze bleiwen, wéi mer se elo hunn -, dass déi Leit vun 18 bis 25 Joer kaum Méiglechkeeten hunn, nach een ze hunn, dee se opfänkt, dass ass och keng gutt Situatioun, well mer awer domat vill Problemer kréien.

Dann nach d'Wegweisungsgesetz, do wëll ech och doriwwer schwätzen an deem Zesummenhang, well mir mussen och wëssen, dass vill vun deene Leit, déi vun doheem erausgeholl gi wéinst Gewalt, keng aner Méiglechkeet hunn, wéi an e Foyer ze goen, an dass och heiansdo domadder de Verloscht vun der Aarbechtsplaz da verbonnen ass.

Dat ass jo awer net de Sënn vun der Saach. Mir sinn eis jo all eens, dass mer wëllen Afferschutz bedreiwen, dass den Afferschutz soll garantéiert ginn a Situatiounen vu Gewalt. Mä wann dann déi Leit, déi erausgeholl gi wéinst Gewalt, well se présuméiert Täter sinn, nach ouni Gerichtsuerteel, wann déi dann an e Foyer ginn a se verléieren och nach doduerch hir Aarbechtsplaz, dann ass och Misär geschaf ginn. An och do stellt sech eng Fro vun der Verantwortung vum Stat am Émgang mat deene Leit.

Ech wëll déi awer och hei gestallt hunn, well ech sinn, wéi ech dat hei virbereet hunn, och e puermol a Foyere gaangen an ech sinn do Leit begéint, déi an där Situatioun waren, dass se net nëmme vun doheem erauskomm sinn a wahrscheinlech hire Stot definitiv futti ass, mä dass eben och de Verloscht vun der Aarbechtsplaz domat verbonnen ass.

Mir hätte gär, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an ech mengen, ech kann hei mat Sécherheit behaupten, dass mer wahrscheinlech vun alle Parteien de gudde Wëllen hunn an deem ganz komplizéierten, awer wichtege Dossier, dass mer Initiativen huelen am administrativen, am legislative Beräich, déi de Problem vun der Obdachlosegkeet hei am Land esou kleng wéi méiglech halen. Mir kréien e wahrscheinlech ni ganz ewech, awer ech mengen, mir hunn eng kollektiv moralesch Verantwortung an e gesellschaftlechen Interessi, fir do ze hëllefen, a mir sollten eis besonnesch a Krisenzäiten deem heite Sujet wierklech net entzéien.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Als éischte Riedner ass den Här Jean-Paul Schaaf ageschriwwen. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).**- Här President, Madame Minister, léif Kolleegen, dem Här Kartheiser seng Interpellatioun un d'Regierung, déi werft, an en huet et selwer gesot, e Sujet op, deen net ganz dacks am Méttelpunkt steet. Beschtefalls da kënn d'Thema vun der

Obdachlosegkeet e wéineg an d'Press an domadder jo eigentlech an d'Öffentlechkeet, wann d'Regierung zesumme mat de sozialen Träger d'Wanteraaktioun virstellt oder bilanzéiert, déi et zënter, wa meng Erënnerung gutt ass, zéng Joer gëtt an déi doranner besteet, dass eben de Leit iwwert de Wanter en Daach iwwert dem Kapp versécheret gëtt. Wa se an enger Noutsituatioun wieren, kréie se also eng Iwwernuechtungsméiglechkeet garantéiert.

En anere Moment, wou mer alleguerten nach eng Kéier d'Obdachlosegkeet virun Ae gefouert kréien, ass ëmmer dann, wann en Doudesfall op der Strooss antrëtt, wann eng Persoun stierft a mir eigentlech zur Kenntnis mussen huelen, dass den net op enger anerer Plaz wéi einfach dobausse säi Liebensinn huet missen erdroen. Da fille mer eis muechtlos, mir hunn e Stéck vu Responsabilitéitsgefill a mir froen eis, ob dat hätt kënne verhënnert ginn an ob et iwwerhaapt ze verhënnern ass.

Wann een d'Statistike kuckt, déi am Aktivitéitsrapport vum Familljeministère vum 2011 nozeliere sinn, da stellt een en Uwuesse fest vun der Zuel vun de Mënschen, déi op Nuetsfouere vun der Caritas, Abrisud a CNDS zrëckgräife mussen. Ech wëll just eemol drun erënneren, dass déi Noutstrukturen am leschte Wanter - oder an deem Wanter, deen dokumentéiert ass, fir et richtig ze soen - vu 422 verschiddene Leit opgesicht gi sinn. Wann een awer mat de Leit um Terrain schwätzt, da gesäit een, dass dës Joer déi Zuel - also an deem Wanter, deen elo eriwuer ass - schonn op 499 verschidde Persounen geklommen ass. Dat ass also eng Steigerung vun iwwer 20% an engem Joer!

Déi Erhéijung erkläert sech, zu engem Deel awer nëmme, och duerch déi vill auslännesch Bierger - den Här Kartheiser ass och op déi Problematik agangenen -, also Leit, déi, gejet e bësse vun der europäescher an internationaler Wirtschaftskris, dann och eng Kéier zu Lëtzebuerg landen an dann eben och hei an den Nuetsfoueren optauchen. Dat mierkt een eben einfach, dass déi Leit um Wee duerch Europa sinn, gewéinlech nom Motto, hiert Gléck ze versichen op anere Plazen.

Wann dës Phenomeen och d'Zouhuele vun den Zuelen an den Urgencëfall zu engem groussen Deel erkläert, dann ass et awer e Phenomeen, deen trotzdeem eng Realitéit duerstellt, där ee sech als Politik an och als sozial Infrastrukturen a Strukture muss stellen.

Déi lescht Wantere konnt allerding, an dat, mengen ech, muss een och hei dierfe soen, alle Mënschen, déi un der Dier ugeklappt hunn, en Ennerdaach gebuede ginn. Ech wëll duerfir och hei mech deem Merci unschléissen, deen elo just genannt ginn ass, un eis Familljeministeschen an awer och un déi sozial Träger fir dee Wanterprogramm, dee se maachen an deen eigentlech zënter dann, wéi gesot, zéng Joer wierklech op deem Plang ee ganz grouesse Succès ass.

Et ass och en Aarbechtsgrupp entstanen, fir déi concernéiert Acteuren zesummen ze setzen a fir do och concertéiert Aktiounen an d'Weeër ze leeden.

Wa mer dat esou héieren, dann ass dat jo e Stéck berouegend fir eis, dass déi Noutléisungen effikass funktionéieren, mä dat ass awer net Grond genuch, fir sech elo zrëckzeleeën an ze soen: „Et ass alles an der Rei an et muss näischt méi ennerholl ginn am Thema vun der Aarbechtslosegkeet.“

Den Här Kartheiser huet e Pabeier eraginn, do huet en zéng Froen opgeléicht, déi dee ganzen Tableau ronderëm d'Logementsproblematik am Land beschreiwen, vun den Offices sociaux iwwert de Fonds du Logement, vum „rayé d'office“ iwwer spezialiséiert Strukturen, vun Dezentraliséierung bis Aariichtunge fir Leit mat psychiatreschen oder Suchtproblemer, vun Expri-sionéier bis hin zu noutwendege Fouere fir Männer an Nout.

Wéi kann een awer elo dee Problem do richtig ëmschreiwen, ouni elo all eenzelne Punkt in extenso ze diskutéieren, a wéi kann een do e bëssen zu enger méi globaler Analys vun der Situatioun kommen, war déi Fro, déi ech mer hei bei der Preparatioun gestallt hunn, an ech wëll probéieren, dat esou ze maachen an och vläicht dann e puer Iddië fir déi national Strategie ze formuléieren.

Allgemeng ass et jo esou, dass de Stat seng sozial Aufgab fir déi Matmënschen, déi ënnert dem Risiko leiden, un de Rand vun der Gesellschaft ze kommen oder ausgegrenzt ze ginn, dass en déi Aufgab doduerjer erfëllt, dass déi sozial Institutiounen, déi dem Privatrecht ënnerleien, Mëttel zur Verfügung gestallt kréien,

fir och dës sozial Integreatioun sécherstellen. Déi sozial Träger, an et gëtt der vill, déi iwwerhuele mat extrem vill Fachkompetenz an Engagement a ganz dacks a besonnesch an de Verwaltungsréit, mä awer och doriwwer eraus, ganz vill Aarbechten am bénévolé Beräich, deen een och hei eng Kéier dierf an de Vierdergrond stellen.

Si hunn eigentlech eng Roll vun nationaler Wichtigkeet. Si entwéckelen zesumme mat de Ministère vu Famille, Santé, Logement nottamment Konzepter a Projeten, déi ëmmer eng adequat Äntwert bidden op ee spezifesch Problem, dee sech bei hinne bemierkbar mécht. Duerch eng Konventioun mam Stat gëtt festgehale, enner wéi enge Konditiounen, mat wéi enge Moyene wéi eng Ziler ze erreche sinn. An dës Ziler sinn ëmmer dem allgemengen Interessi ennergeuerdnet.

D'Institutioun iwwerhëlt eigentlech eng staatlech oder eng kommunal Aufgab vu Sozialaarbecht, Sozialhëllef an och Integreatioun vu Matbierger, déi zu engem Moment op Ennerstëtzung ugewise sinn. Ech soen dat hei, well ech wëll ennersträchen, wéi wichtig déi Aufgab vun de sozialen Institutiounen op där enger an déi vun der Regierung op där anerer Säit ass. An nëmme zesumme kënnen déi richtig Léisungen ugeduecht a realiséiert ginn.

An de leschte Jorzéngten huet sech dës soziale Secteur zu Lëtzebuerg staark entwéckelt, souwuel quantitativ wéi qualitativ ass e gewuess no bannen an och no bausen a senger Offer. Wa mer awer iwwert d'Thema vun haut - d'Obdachlosegkeet am engere Sënn - respektiv iwwert d'Noutwendegkeet vu Wunnraum fir Mënschen, déi der Ausgrenzung ausgesat ginn, nodenken, da muss mer eppes maachen, nämlech mir mussen de Froen, déi sech an deem Kontext haut stellen, net eleng mat den Äntwerte vu gëschter begéien.

Wat sinn awer elo déi Äntwerte vu gëschter, déi och haut nach zum Droe kommen, a wat sinn déi Froen, déi sech haut stellen?

Déi Äntwerte vu gëschter, dat si méi sektoriell Gedanken. Dat heescht, dass adequat Léisungen op spierbar, siichtbar an och dréngend Problemer gesicht gi sinn. Et sinn déi sozial Services, déi um Terrain am Alldag an enger Problematik ze dinn hunn an déi dann och fir dës Problematik Léisungsansätze formuléieren, Konzepter ausschaffen, se mam Ministère diskutéieren an déi se dann och mat staatlecher Hëllef ëmsetzen.

Am Wunnungsberäich sinn doduerjer och an deene leschte Jorzéngte ganz spezialiséiert Offeren entstanen fir Jugendlecher, jonk Erwuesener, Fraen, Leit mat psychiatreschem Hannergrond, fir Suchtkranke, sougenannt Logements encadrés, Logements à milieu ouvert, 256 sinn der opgeléicht am Rapport bei deene Leschtgenannten. Derniewent natierlech all d'Foueren an deene verschiddene Beräicher, wéi beispillsweis, et ass zitéiert ginn, „Liewen dobaussen“ fir Leit mat deelweis gëschterger Behënnerung oder psychiatrescher Vergaangenheet, oder och Nuetsfouere vu Caritas, Abrisud, CNDS, Immo-Stëmm, Wunnungshëllef, Agence Immobilière Sociale an esou weider.

Dat sinn alles spezifesch Hëllef an déi Lëscht ass jo bäi Wäitem net vollstänneg. Déi erfëllen och op eng ganz effikass Manéier hiren Optrag a si sinn och weder haut nach muer ewechzedanken.

Wann ech soen, dat sinn Äntwerte vun haut, dann ass dat wierklech e positive Bilan, well se onendlech ville Leit wierklech déi Hëllef ginn, déi se brauchen. Awer bei wuessenden Zuele vu Mënschen op den enneschten Träppleke vun der sozialer Leeder muss d'Fro erlaabt sinn, ob dës Trapesystem - ech soen och e Wuert dozou - eleng richtig ass.

Fakt ass, dass haut vill Leit am aktuelle System dréien - dat huet den Här Kartheiser och gesot, dat ass richtig -, dass se sech an den eenzelne Strukture vun deem sozialen Opfangnetz erëmfannen a si begéien ëmmer nei Sozialaarbechter. Si sinn no Joren nach vill ze dacks net onofhängeg respektiv net à même, ouni Ennerstëtzung um früie Wunnungsmaart Fouss ze faassen.

Dat ass deen aktuellen Trapesystem, dee vun Nuetsfouere erop iwwer Etappe bis zum autonome Wunnen, wat awer dacks och nëmme betreit Wunnen ass, geet. Ganz vill Leit hale sech laang doranner op, ouni bis op déi iewescht Spross ze kommen. D'Fro, déi sech also stellt, ass déi, ob et net en alternative Modell gëtt, deen zumindest eng Iwwerleeung wäert wier.

Wann et en alternative Modell soll ginn, da muss en dat och sinn, eng Alternativ, an net eng zousätzlech Offer, eng zousätzlech Spross op där Leeder, déi eigentlech ausser zousätzliche Käschten, zousätzlechen Etappen elo näischt bréngt. Da misst et wierklech eng Alternativ sinn. An d'Fro ass jo och berechtigt an

deenen Zäiten, an deene mer liewen, d'Fro ze stellen, wéi mer déi Moyenen, déi mer hunn, am effikasste kënnen asetzen. Och dat misst eng Grondlag si vun enger Analys vun esou enger Iddi.

Aus engem Gespréich, wat ech emol hat mam Verantwortleche vun der Caritas fir den Domän Accueil et solidarité, dem Här René Kneip, ass mer ee Saz am Kapp hänke bliwwen, ech wollt deen hei zitieren vun engem Mann, deen et jo wierklech muss wëssen, dee gesot huet: „Ech hunn nach kee begéint, dee gären op der Strooss leeft.“

Dorausser kann een eigentlech eppes ofleeden, wat ech och aus menger Praxis als Sozialaarbechter genauesou erlieft hunn. Et ass d'Wunneng, sech iergendwou doheem fillen, ze soen: „Do ass mäint, do ginn ech wunnen“, et ass dat, wat wesentlech zur Identitéit an zum Selbstwäertgefill vum Einzelne gehéiert a wat eigentlech duerch näischt wierklech ze ersetzen ass.

Et gëtt Initiativen aus de leschte Joren, déi eis e Wee weisen, wéi mer zu Lëtzebuerg de Sujet vun der Obdachlosegkeet oder der Wunnengsnout duerch nei Äntwerten op déi Froen, déi sech haut stellen, kënnen ugoen. Ech wëll an deem Kontext net am Detail op déi exzellente Initiativ vun der AIS - Agence Immobilière Sociale - agoen, e Modell, deen, wéi ech fannen, wierklech exzellente ass.

Ech wëll eppes ganz anescht an e puer Sätz erklären, well ech dat och besser kennen a menger Gemeng. Ech wëll déi elo net hei als - wéi soll ech soen? - déi ideal Gemeng do virstellen, mä et ass eben einfach eppes, wat ech kennen, an duerfir kann ech et erklären. A menger Gemeng hu mer viru Joren en ale Bistro kaf, en ale Café, deen et war, an en ass mat finanzieller Ennerstëtzung vum Familljeministère renovéiert ginn, ëmgebaut ginn an transforméiert ginn an aacht Studioen. E läit matzen am Zentrum a bitt haut an deenen aacht Studioen dann eben och Leit eng Wunnungsméiglechkeet.

Fir awer dozou ze kommen, dass dorausser net eng Laangzäitbewunnung géif ginn an domadder eigentlech deen Noutstrukturcharakter, deen et sollt hunn, sollt ganz verluer goen, hu mer Folgendes gemaach: Déi Leit, déi am Noutfall an och viraussichtlech temporär op esou eng Wunnung mussen zrëckgräifen, déi maachen eng Demande beim Office social - dat war bei deem viregten Office social esou an ass elo bei deem regionalen Office social esou - a kréien dann e Programm vun Zesummenaarbecht gebueden.

Bei dës Zesummenaarbecht, déi mat engem Sozialaarbechter ausgeschafft gëtt, gehéiert dann d'Zurverfügungstelle vun enger Wunnung während der Phas, wou gemeinsam un engem Reintegrationsprojet geschafft gëtt. Jee no Situatioun ass déi Ennerstëtzungsaarbecht ausgeluecht a si kann all Beräicher vun Liewen a vun de Relatiounen vun de Leit: mat Gesondheet, mat Geld, mat Aarbecht, mat soziale Kontakte, mat Scholden an esou weider betreffen.

Interessant ass de Modell eigentlech aus e puer Grënn: Éischtens emol ass et dat, wat mer eigentlech brauchen, eng dezentral Offer op Gemengebasis realiséiert, déi awer doriwwer eraus och Leit aus der Regioun, selbstverständlech an der Rumm vun de Méiglechkeeten, ophëlt. Et ass e Stéck vun deem Trape-modell, deen ech virdrun ernimmt hunn, awer eent mam Zil, ganz séier nees op eng definitiv Wunnsituatioun ze kommen, wéi och ëmmer d'Ursach ass, fir dohinzekommen. Et ass ëmmer de Projet, fir an eng aner Wunnsituatioun ze kommen.

An et ass e Modell vum Contrat d'hébergement, an net vum Contrat de bail, also eng wierklech Mataarbecht an Zesummenaarbecht am Kader vun enger berufflecher Vertrauensrelatioun, déi de Client stäipt an déi eben dann och als Modell kann dänge fir Leit, déi et net ganz autonom herno iwwer eng länger Zäit packen, déi dann och an enger Vertrauensrelatioun gesinn, wat dat hinne ka bréngen, an déi mat esou engem Modell kënnen weiderkommen. Dat kënnen natierlech Nofolgeservicer och leeschten.

Zënter dem 1. Januar 2011 hu mer am Land 30 Offices sociaux, kommunaler a regionaler. Déi hunn an dem Artikel 7 vum Gesetz eng Missioun kritt - ech zitieren e Stéck vun engem Saz draus: «Il...», also den Office social, «...pourvoit à la mise à disposition d'un hébergement d'urgence.»

Ech denken, dass eng nei Äntwert, déi mer mussen ginn, och déi ass, dass dezentral am Land verankert an oder mat den Offices sociaux Strukturen entstinn, déi Mënschen a Wunnengsnout an där Regioun, déi se kennen, kompetent opfänken. Den Haaptakzent ass fir mech dee wierklech vun der dezentraler Offer fir Noutsituatiounen.

Duerch d'Gesetz vun den Offices sociaux sinn och nei Moyenen an déi sozial Services am Land komm, wa mer eis erënneren un d'Diskusiounen, déi mer hate bei dem Aide-sociales-Gesetz, wiere mer, am Fong geholl, wann ee bei dem Status quo vun der Personaldecke bliwwen wier, déi an der éischter Linn déi Leit soll opfänken, déi wierklech orientéierungslos sinn an déi a ville Froen am Liewen, déi sech hinne stellen, eng professionell Äntwert brauchen, wiere mer beim Status quo bliwwen mat engem Schlëssel vun engem Assistant social op 10.000 Awunner. D'Gesetz huet een op 6.000 Awunner fixéiert. Dat ass also schonn eng wesentlech Verbesserung.

Ech denken och, dass no 18 Méint Funktionéieren een net kann en definitive Bilan iwwert d'Offices sociaux zéien, mä dass awer déi Offices sociaux duerch hir Professionaliséierung haut, mengen ech, amstand sinn, fir déi Besoinen, deene si am Alldag begéien, kënnen konkret ze formuléieren, fir do kënnen Nimm drop ze nennen a fir dann awer och deen aneren Aspekt ze maachen, nämlech strukturell Projete bei sech, an där Regioun, fir déi se zoustänneg sinn, unzedenken an déi och ëmzesetzen.

Zum Beispill hu mer am Office social Nordstad elo ugefaangen, dann eben och no engem Joer Erfahrung, fir ze soen, dass een elo eng Analys mécht vun den Demanden, déi d'Leit hu fir Sozialwunnungen, net nëmme fir ze wëssen, wéi vill et der sinn, mä och fir ze wëssen, wou se solle sinn a wat fir eng Gréissten dass se eigentlech sollen hunn, well och dat net evident ass. Och e Fonds du Logement huet net Wunnenge fir grouss Famillje beispillsweis. Et ass ëmmer och dat dacks schwierig.

Dat ass eng Analys, déi elo gemaach gëtt. Dorausser wëlle mer Konklusiounen zéien, fir dass een dann och ebe kuckt, wéi mer zu zousätzleche Sozialwunnungen an deenen néng Gemengen, déi dat do concernéiert, kënnen kommen.

Et muss een an deem Kontext ëmmer erëm drop hiweisen, dass de Wunnungsbauminister generéis d'Gemengen ennerstëtzt, wa se Wunnungen, Sozialwunnunge kafen, bauen, renovéieren, mat 75% vun den Investissementskäschten. Da bleift jo nach ee kleng Loyer, deen een anzitt, deen net onbedéngt duergeet, mä awer quasi duergeet, fir déi aner Käschten, mindestens déi lafend Käschten, ofzedecken. Et ass also fir d'Gemenge kee substanzialen Invest.

Wa mer et also géife fäerdgebréngen, fir d'Noutsituatiounen dezentral opzefänken, eng Projetsaarbecht mat de Leit ze maachen a se domadder an hirer Démarche ze ennerstëtzen an ze begleeden, wa mer dernieft regional méi Sozialwunnunge géife schafen, dann hätte mer e Stéck vun der Aarbecht gemaach.

Een anere positiven Nieweneffekt dovunner wier eben dee vun enger Désinstitutionaliséierung, dass also deen negativen Image vun dem groussen Opfanghaus, dem Foyer Ulysse, wéi en ëmmer genannt gëtt, dass deen negativen Image och kéint relativéiert ginn.

Et wäert dem Familljeminister seng Aufgab sinn, dat schéngt mer kloer, hei Weeër opzeweisen, fir dës - wéi ech et nennen - nei Äntwerten ze formuléieren an och Konzepter ze fannen.

Den Interpellant fret och, ob net genuch gemaach gëtt fir de soziale Wunnungsbau. Ech wëll do just verweisen drop, dass, wann een de Paquet Logement vum Wunnungsbauminister Marco Schank liest, da muss een awer soen, dass do en ambitiöse Programm ugeduecht ass. Ech denken, wann dee seng Friichte bis dréit, da wäerte mer dat och am Alldag ganz konkret mierken.

Et bleift eng aner Fro. Et bleift déi e bësselche vum Paradigmewissel, d'Fro vun der neier Äntwert op déi generell Problematik vun de Mënschen an Nout. Wa mer haut net méi a Fro stellen, dass mer d'Nuetsfoueren hunn, dass déi wichtig sinn, da muss mer awer zouginn, dass do Mënsche sinn, déi et net wierklech packen, aus dës Situation erauszekommen. Et ass fir eng Rei Leit esou, dass se aus eegener Kraaft eben de Sprong op e Wunnungsmaart net fäerdgebréngen, se beim Fonds du Logement héchstens op der Waardelëscht stinn an duerch déi vill Openthaler an Institutiounen, medezinescher a sozialer, net méi wierklech Demandeur sinn, no enger weiderer Therapeutiséierung.

D'Alternativ kéint sinn, dann ebe mat der Wunnung unzefänken an et net an deem Trape-modell ze probéieren, an eben och net als Fernzil just d'Wunnung dohinnerzestellen, mä d'Wunnung als Éischt - dat ass eben dat Konzept vun deem berühmten „housing first“, d'Wunnung als Éischt -, an ze soen, dat awer kombinéiert mat enger gudder an enker sozialer Betreuung.



Op Franséisch gëtt et ëmschriwwen mat „chez soi d'abord“. Et funktionéiert och elo, wann ech dat richteg konnt liesen - ech weess net méi wou -, a Frankräich versuchsweis, wou se dat elo an enger Rëtsch vu Gemenge wëllen no deem kanadesche Modell maachen a wou eigentlech d'Iddi déi ass, dass een aus där Dréidierproblematik erauskënnt, also eng Dréidiergeschichte, déi mer souwuel bei der Wunnungsproblematik wéi awer och an der Psychiatrie kennen.

Dem Obdachlose gëtt dann, wann him eng Wunneng gebuede gëtt, och direkt eng aner Situatioun gebuede. Dat ass jo den Hannergrond vun deem Konzept, eng Plaz, wou e sech doheem ka spieren, eng Plaz, wou e eigentlech ka soen, do kann ech mech elo entwëckelen, an et bréngt och, esou soen d'Er-fahrungen, eigentlech eng nei Bereitschaft zur Zesummenaarbecht mat de Servicere an eng nei Motivatiounsarbecht, déi villes méiglech mécht, wat ee soss net erwaart hätt.

De Familljeministère ass amgaangen - dat ass gesot ginn -, eng national Strategie zum Thema auszuschaffen. Et ass jo en Aarbechtsgrupp, deen dorunner schafft, ënnert dem Thema - sou hunn ech et am Rapport gelies - «Élaboration d'une stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement». Iwwert d'Aarbechte vun deem Grupp an d'Konklusiounen, do gëtt et aner Leit, déi eis kënnen doriwwer informéieren, dat kann ech hei net.

Ech wëll just festhalen, dass et kloer ass bei esou enger nationaler Strategie, dass eben all d'Acteuren - an do zielen d'Offices sociaux, zielen déi regional Acteuren, zielt d'national Politik an zielen déi verschidde Ministère derzou - sech hanner e gemeinsamen Effort, e gemeinsam Zil musse stellen. Ech wënsche mer, dass dat Zil och ambitiéis formuléiert gëtt.

Et gëtt e puer Beräicher, iwwert déi ech nach wëll e Wuert soen, notament de Beräich vun der Psychiatrie, wou zousätzlech Méiglechkeete vu virun allem enger kohärenter Betreuung noutwendeg si fir Leit, déi déi psychiatresch Rehabilitatioun hanner sech hunn. De Moment sinn allze dacks déi Leit net méi genuch betreit, zu engem Deel, well se och - an dat ass dat, wat den Här Kartheiser och gesot huet -, déi Betreuung zu iergendengem Moment als net méi noutwendeg, net méi wünschenswäert emfannen a sech wëlle vun där lassléisen an déi och dann net méi wouerhuelen. An dann iergendwa kënn erëm eng Kéier e Verfallen an déi al Krankheetsbiller, an da geet et an deem Ëmfeld, an deem ee leeft, an der Noperschaft, déi een huet, net méi. Dat ass problematesch, duerfir brauch een eng extern Laangzäitbetréierung.

De Minister vun der Santé hat mer och emol eng Kéier gesot, si géifen dorunner schaffen. Ech weess net, wou dat drun ass. Ech kann lech op alle Fall als Buergermeeschter e Lidd dovunner sängen, zu wat et ka féieren, wann dat Glidd vun der Laangzäitbetréierung an där doter Kette feelt.

Eng aner Fro, op déi ech awer nach e Saz wëll soen, dat ass déi vum „rayé d'office“. Den Här Kartheiser huet hei gesot, dat soll een eliminéieren, den „rayé d'office“. Et muss ee soen - ech si jo da Buergermeeschter vun enger Gemeng -, da komme mer och dacks zu deene Situatiounen vum „rayé d'office“, notament dann, ech wëll e Beispill ginn, wann een neie Locataire sech umelle kënn an e kënn dann an de Populatiounsbüro an da kritt en do awer vum Beamten d'Antwort: „Ech kann lech net an där Wunneng umellen, well do wunnt nach een dran.“ An da muss een awer feststellen, dass do vläicht scho méi laang kee méi dra wunnt, mä dass dee Locataire virdru sech net ofgemellt huet an dass ee jo och keng Méiglechkeet huet ze wëssen, wou deen dann higaangen ass. An da gëtt deen „rayé d'office“, well e jo eigentlech net méi do ass. Ass en an d'Ausland? Ass e fort? Dat weess da keen. Mä et kann een d'Wunneng jo net blockéiere fir deen, deen als Successeur en droit ass, fir dohinner wunnen ze kommen. Dat ass e Problem, dat ass eent vun de Beispiller vum „rayé d'office“.

Déi Prozedur huet also och hir Berechtigung, an de kommunale Regëster soll jo och déi reell Situatioun erëmspigelen. Well awer elo mat där Umellung respektiv mat der Ofmellung mam „rayé d'office“ eben och sozial Rechter gekoppelt sinn - RMG, Kannergeld, Chèques-services, Zougang zum Office social an anerer -, ass deen administrative Geste schonn eng ganz problematesch Geschichte, an duerfir wäerte mer am Registre communal mussen där dote Fro wierklech nogoen, wéi een dat kann anescht léisen, wéi d'Leit um Parking virum Foyer Ulysse unzemellen.

Mir sinn eis bewosst op där anerer Säit, dass och d'Réinsertioun vun den Exdétenuen eng grouss Erausforderung ass - dat ass eng spezi-fesch, dat ass kloer -, déi faute de mieux kéin-

ten op al Mustere zréckgräifen, wa se an d'Gesellschaft zréckginn.

Et muss ee jo awer soen, dass eng rezent Initiativ vun der Regierung ervirgehiewen ass op deem Punkt, déi eben d'Aglidderung vum Dé-tenu a senger Prisongszäit an d'Gesellschaft-liewe verbessere soll mat engem Gesetzesentwurf, deen d'Ufank des Joers déposéiert gouf an deen e Contrat volontaire d'insertion virgesäit. Et ass ëmmer deeselwechte Prinzip: dee vun der Zesummenaarbecht, eppes, wat haut d'Agents de probation vum SCAS scho maachen, awer net kënnen an där Villfalt maachen an an där breeder Rumm maachen, wéi et noutwendeg ass. Mä dat soll jo iwwert dat dote Gesetz nei geléist ginn.

Dee leschte Punkt, op deen ech nach wëll kuerz agoen, dat ass déi Fro vum Foyer fir Männer an Nout, déi hei opgeworf ginn ass. D'Ministesch Françoise Hetto huet sech där Fro jo uegoll, huet och do hir Bereitschaft erkläert, ass am-gaangen, vill Démarchen dofir ze maachen. Mir haten och an der Kommissioun schonn driwwer Rieds a wëlle jo och dese Summer e Büro fir Männer an Noutsituatiounen schaffen, dee méig-lecherweis och duerno soll dezentral funktionéieren, deen och soll vernetzt gi mat anere Strukturen, déi do sinn, a wou eben och an enger zweeter Phas déi aner Froe beantwert ginn, déi hannendrukomen an déi richteger-weis esou sinn, dass dacks méi Männer betraff si wéi Fraen. Bei Schoulofbroch, beim Suchtverhal-en, och bei der Wegweisung, och bei engem Wunnverloscht no enger Trennung an esou weider sinn et ebe méi Männer, déi dorënner leiden, an duerfir erhofft d'Ministesch sech dann och vun deem Büro nei Erkenntnisser, wéi eng Äntwerten een dorobber muss ginn.

Voilà, ofschléissend, fir et awer an e puer Sätz ze resüméieren: Eischtens emol wéilt ech soen, dass de Sujet vun der Obdachlosegheet keen Tabuthema ass. D'Regierung huet dee Sujet op de Leescht geholl a schafft jo mat Fachleit un enger Strategie nationale. Och op EU-Niveau huet am Kader vu sozialer Inklusioun d'Aarm-bekämpfung en Thema fonnt.

Zu Lëtzebuerg hu mer villes gemaach am so-ziale Secteur. Et gëtt vu villen Acteuren och eng exzellent Aarbecht um Terrain gelescht. Déi Aarbecht kann, dat ass richteg, besser koordinéiert ginn, an eng gemeinsame Zilsetzung soll an deem Beräich formuléiert ginn. Mir brauchen dezentral Strukturen fir d'Noutsituatiounen am Wunnungsberäich. Dat ka respektiv soll mat den Offices sociaux realiséiert ginn. Ech hunn ee Modell zitéiert. Et ass sécher net „der Weisheit letzter Schluss“, mä et soll een awer do no Äntwerte sichen.

Mir brauchen do dernierft eng Laangzäitbetréierung fir Mënschen, déi eleng net an allem gutt zu Wee kommen. Dofir gëtt et Servicer, wéi de Service d'accompagnement social vun der Ligue oder Servicer, déi d'Offices sociaux kënnen och ubidden.

Da brauche mer spezialiséiert Strukturen fir Leit mat verschiddene Problematiken, wéi d'Suchtproblemer, Exprisonnéier, Leit aus der Psychiatrie och. Oder och fir eeler Leit mat psychiatreschem Hannergrond brauche mer sécher eng Kéier eng nei Struktur, eng Zort psychiatresch Altersheim.

Dat Konzept vum „housing first“ oder „Wunne fir d'Eischt“ soll een och zu Lëtzebuerg op seng Machbarkeet hi präiwen. Et verspricht menger Usiicht no e mënschlechen Usaz vun héijer Qualitéit, eng besser Integratioun an e besseren Asaz och vun de Geldmëttel wéi ebe justement eng Aweisung an en Heim respektiv e Réckgrëff op d'Nuetsfoyeren.

Souwäit zu deem, wat ech heizou wollt bäidroen, zu deem, wat ee kéint ënnert dem Kapitel „E puer Äntwertversich“ op déi dote Problematik ofschléissen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Schaaf. Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Madame Ministesch, léif Kolleginnen a Kol-leegen, de Sans-abrisme ass e vasté Sujet. D'Ur-saache vum Sans-abrisme - et gëtt keng richteg Definitioun, wéi een op eng Kéier e Sans-abri gëtt, ausser dass ee vun haut op muer keng fix Adress oder op jidde Fall kee fixen Ennerdaach méi huet. Et kann als Suite vun enger Scheedung kommen, et kann eng Depressioun sinn, et kann de Chômage sinn, et kann de Sur-endettement sinn - an dovunner gëtt net oft genuch geschwat -, et kënnen Droge sinn, et kënnen Problemer sinn, an et sinn einfach Leit, déi och einfach keng Struktur wëllen, dat soll een och wëssen: dass ee probéiert, deenen ze hëllefen an dass se a keng Struktur wëlle kom-men.

Zu Lëtzebuerg gëtt et Strategien, déi vun der Madame Ministesch dévoppéiert gi sinn. Den Thema bleift awer, ausser bei de concernéierten Associatiounen, largement an nach extra och viru Chrëschttag ganz oft, wou een dann den Noël fir de Sans-abri gesäit, e sensible Sujet, awer déi aner iwwer 300 Deeg am Joer e Sujet tabou, vun deem kee schwätzt. Dat soll een och soen! Well jiddweree seet dann: „Oh, déi di mer awer leed!“ viru Chrëschttag, mä vergësst se dann. Schon nom 1. Januar si se scho meeschtens vergiess. An déi Leit sinn net nëmme Sans-abri fir Chrëschttag, mä si meeschtens Sans-abri fir eng gewëssen Zäit.

(**M. Paul Helminger prend la présidence.**)

Dir hutt jonk Leit, Dir hutt Fraen, Dir hutt Män-ner, Dir hutt Lëtzebuerg, Dir hutt Netlëtze-buerger, Dir hutt vun allem. Dir hutt Leit, déi un der Nol hänken, Dir hutt Leit, déi um Alko-hol hänken, an Dir hutt Leit, déi weder nach, mä déi einfach a keng Struktur och wëllen. Dat heescht, et ass schwéier, elo de Profil vun der Persoun, déi keen Abri huet, ze maachen.

Wat ee ka maachen, do muss ech lech soen, Här President, dat ass emol e Foyer ze hunn, e Foyer, deen net ze contraignant ass, well wann en ze contraignant ass, geet eng Persoun net dohinner, e Foyer, wou e weess, dass e kann en Iwwerdaach fannen, wou e weess, dass en och eppes kann iessen. Mä ass dat d'Léisung vum Problem? Ass d'Léisung net, dass een e Suivi mécht?

Ech muss lech soen, dass do all déi Projeten, déi lafen, déi elo virdrun deen een oder deen anere schonn zitéiert huet, an déi d'Madame Loschetter doudsécher als nei Sozialschaffin vun der Stad och wäert zitéieren, fir de Leit e Suivi ze ginn, fir ze kucken, méi an d'Indépen-dance ze kommen, de But si vun enger Politik, déi an déi Richtung sollt goen.

Den Haaptproblem vum Sans-abrisme ass a bleift jo awer de Logement. Den Artikel 26 iwwert d'Aide sociale gesäit vir normalerweis, dass d'Gemenge missten den «...logement pour toutes les personnes qui ont leur domicile sur le territoire du Luxembourg» ginn, an dat iwwert den Office social. Als Gemeng, als Haaptstad hu mir selbstverständlech och eng sozial Roll. Mä ech wëll do wierklech nach eng Kéier en Appell maachen.

An dat mierkt ee jo meeschtens, Här President, dass, soubal e Centre culturel, eng Schwämm soll gebaut ginn, do iwwer 100 Gemengen de Fanger an d'Luucht strecken, mä wann et drëms geet, sozial Strukturen ze kréien, dann déi meescht sech verstoppen. Ech muss lech och soen, dass ech d'Fixerstuff - ech huelen e Beispill elo, et gëtt nëmme nach, et gëtt haut nach ëmmer eng Fixerstuff an dat ass déi, dat ass den Abrigado op der Gare, et gëtt soss keng aner -, ech ka mech erënneren, als jonken De-putéierte virun 13 Joer, wou ech gesot kritt hunn - ech weess, et ass net Ären Dossier, Ma-dame Jacobs, mä Dir gehéiert der Regierung un, dofir erlaabt mer, dass ech lech dat awer just soen -, dass...

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Selbstverständlech!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - ...dass da gesot ginn ass, et misst eng Dezentralisatioun vun de Strukturen gemaach ginn an och eng am Süde kommen, wou ech jo weess, dass d'Madame Spautz mat der Regierung - dat hu mer jo sui-veiert op der Télee - an Diskussiounen ass. Mä ech wier och frou, dass déi am Norde sech och bewosst sinn, dass et och do Toxicomané gëtt an dass net all Toxicomane vun Esch oder aus der Stad ass, mä dass et der och zu Ettelbréck, zu Dikrech oder am Norde gëtt.

Ech mengen, den Här Schaaf huet scho gesot, si bräichte keng, si hätte kee Problem domad-der. Ech muss lech just soen, Här President, ech soen et nach eng Kéier, dass et och Problemer, sozial Problemer gi beim Här Schaaf an der Ge-meng oder nach an aner Gemengen, dass een dat och net sollt vergiessen. Wann een...

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Dat huet Der vun engem Vertrieeder vum Ministère gesot kritt.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Jo, ech krut just matgedeelt, dass Dir gesot hutt, Dir bräicht keng. Ech hunn och, Här Schaaf, matgedeelt kritt iwwert d'Logements sociaux, wa gekuckt gëtt iwwert déi lescht Demande, déi gemaach ginn ass vum Ministère, wien nach Logements sociaux brauch. D'Gemeng Lëtzebuerg schreift, mir hätte 571 Logements locaux a mir hätten nach eng Rëtsch vun Demanden, déi non satis-faites wieren; Esch och, Schëffeng och, Hesper och, Péiteng och, Wolz och. An Ettelbréck: «cinquante logements locaux, a indiqué n'avoir pas besoin de plus»!

Also ech muss soen, d'Liewensqualitéit zu Ettel-bréck muss jo einfach fantastesch sinn, dass een emol keng Sozialwunneng méi brauch zu Ettelbréck! Do sinn d'Leit..., dat ass esou e bes-

sen e Monaco: Si hu keng Drogeproblemer, si hu keng Strummerten, si brauche keng Sozial-wunnengen!

(**Interruptions diverses**)

Ech wosst net, dass dat op jidde Fall de Cachet wier, deen den CSV-Député-Maire vun Ettel-bréck op jidde Fall senger Gemeng wëllt ginn. Ech insistéieren: Wëllt ginn! Well, gleeft mer et, sozial Problemer gëtt et och zu Ettelbréck!

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Kommt eng Kéier schwätzen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Et gëtt eng Rëtsch vu Strukturen, déi ee brauch - Dir hutt eng Kéier d'Célibataires, Dir hutt eng Kéier d'Fa-milljen, an déi eng an déi aner, déi vun haut op muer kënnen op der Strooss sinn -, fir si richteg kënnen ze empfänken. Mir hunn eng Rëtsch vu Leit, an déi sinn net ënnert dem Sans-abrisme, mä gleeft mer et, déi sinn ënnert dem „mal-logement“! Dat sinn d'Cafés-Zëmmeren, wou ech och ganz frou sinn, dass verschidde Ge-mengen eppes wëlle maachen. Well dat si meeschtens Leit, déi schonn net vill hunn an déi dann nach ganz vill bezuelen, fir op ganz weinege Meter-carrée schlecht logéiert ze ginn, ënner enger Trap, ouni Luucht, ouni Elektresch, a ganz geféierleche Situatiounen. An dowéinst ass et och ganz, ganz wichteg, dass een och déi Leit hält. Well meeschtens, als Gemeng, wann een do dann zoumécht, ass et schwéier an et weess een net, wou déi eng oder déi aner Leit hikommen. Mä dat dote si Leit, déi hunn awer en Iwwerdaach.

Komme mer elo zréck zu deene Leit, déi keen hunn, an ech fänke bei deene méi Jonken un. An net méi spéit wéi virun e puer Méint hunn d'Madame Ministesch, d'Madame Loschetter an ech selwer, ech wëll net soen „d'Chance“ gehat, well et ass leider keng Chance, e Foyer opzemaachen op der Gare, wou Mineuren, Mannerjähreger kënnen logéiert ginn. Et ass e Refuge pour jeunes: d'Pétrusshaus. An d'Police selwer seet eis, dass ongeféier 50 Mineuren den Dag - 50 Mineuren den Dag! - op der Strooss schlofen. Dat sinn déi Zuelen, déi se eis deemools gesot hunn: 50 Mineuren, déi, ech soen elo net bei enger Frëndin, bei enger Tatta, mä op der Strooss géife schlofen!

Et ass net, well ee se net gesäit, dass et se net gëtt. Well ganz oft gëtt beim Sans-abrisme ge-mengt, dass ee se muss gesinn. Neen! Et gëtt eng ganz Rëtsch vu Leit, déi ënner Brécke schlofen an op verschidde Plazen, wou kee se och gesäit. Dee Refuge ass leider eng Réalitéit a war och e Besoin. An dat ass e Beispill, wat mer aus Däitschland geholl hunn, fir an der Stad opzemaachen. An do si Kanner vun 12 bis 18 Joer, wou mer dann och kucken, Médiatioun ze maachen, fir d'Kanner op eng riicht Bunn ze kréien. Mä dat sinn där potenzieller Clienten, déi Der duerno an engem Foyer Ulysse kënn zréckgesinn.

De Sans-abrisme ass och e Cliché ganz oft fir verschidde Leit. D'Leit mengen, dass e Sans-abri muss mat enger Dräi-Liter-Fläsch op enger Bänk setzen, soss ass et kee Sans-abri. Dir hutt verschidde Leit, déi ganz diskret sinn, wou Der et net géift mierken, dass se souguer e Sans-abri sinn, dass se keen Doheem hunn an dass se dann no där enger oder no där aner Léisung kënnen kucken, fir en Iwwerdaach ze fannen.

Dir hutt awer verschidde Leit, déi profitéiere vun enger präkärer Situatioun och. An dat ass ganz oft. Mir kréien elo gesot, et sinn, op gutt Lëtzebuergesch gesot: Et sinn d'Strummerten, et sinn d'Clocharden. Et ass dee Cliché, et ass deen Numm, deen een da benotzt fir eng Per-soun, déi einfach keen Daach iwwert dem Kapp huet. Verschidde Leit si wierklech an enger präkärer Situatioun an do ass et och wichteg, dass en Office social virun allem se och emp-fänkt a kuckt och, an déi eng oder déi aner Richtung ze goen.

Andeems ech awer och soen a mer bewosst sinn, dass deen een oder deen anere sech net hëllefe léisst! Net hëllefe léisst, dat sollt een och wëssen! Et kann een net de Gemengen oder der Regierung d'Schold ginn, wa verschidde Leit net an eng Struktur ginn. Mir hu ver-schidde Leit, do kënn Der maachen, wat Der wëllt! Dir kënn se mat der Hand huelen, Dir kënn se an de Foyer huelen - déi wëllen am Wanter, wann et minus 20 ass, net an e Foyer schlofe goen! Dann droe mer deenen e Ruck-sack - e Schlofsak, pardon -, e Schlofsak an eng Decken an e waarme Kaffi, fir dass se net er-fréieren. Mä déi wëllen net an iergendeng Plaz.

(**Interruption**)

Mä dat gëtt et, Madame Loschetter, dat gëtt et.



► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Een!

► **M. Xavier Bettel** (*DP*).- Jo, mä mir haten déi Jore virdrun der och scho méi. Mir hate scho Leit, mä da mussen mer se siche goen an och sur place bréngen.

Da kritt Der da ganz oft vu Leit gesot: „Jo, mä dann heesche se och esou vill. Da si se op der Strooss a si heeschen, oder si si voll a si stéieren.“ Ech muss lech soen, dat mam Heeschen ass e Phenomeen, dee bestëmmt net agréabel ass, a verschidde Leit fille sech agresséiert, wa se do een hunn, um Maart zum Beispill, samschdes moies oder mëttwochs moies, wou Der dann op eng Kéier fénnen oder sechs Leit hutt. Mir sinn eis ganz bewusst: Een, deen an enger ganz prekärer Situatioun ass, ass eppes aneschters wéi eng kriminell Band, déi ganz oft aus dem Ausland kënn, fir hei ze heeschen, an da moies mam Zuch ukënn an owes nees zréckgeet.

Dat heescht, et steet kengem op der Stir, a wéi enger Situatioun dass en ass. Et steet kengem op der Stir! Dat heescht dowéinst, et soll ee wierklech de Leit, amplatz elo just en Euro ze ginn - oder verschidde Leit kafen eppes fir z'iesen, wat scho méi néideg ass wéi elo einfach Suen -, ass et vläicht gutt, de Leit ze erklären, an dowéinst och e waarmen Appell, amplatz de Leit Suen ze ginn, ass et vill besser, dass een de Leit seet: „Gitt an den Office social, kuckt, dass een lech hëllef“, fir ze évitéiere justement, dass mafios Banden iwwer esou Saache profitieren.

E Sans-abri huet dann, an dat sinn och Saachen, déi mussen ënnerstëtzt ginn, an d'Ministesch mécht dat och, mä dat muss och nach weider gemaach ginn: Dat sinn déi Vollekskichen. Ob dat elo eng Vollekskichen ass, ob dat en „Cent Buttek“ ass, ob dat eng Banque alimentaire ass, dat sinn alles Strukture fir eng Persoun. Dir hutt verschidde Leit, déi einfach aarm sinn, déi doheem sinn, mä déi awer muer potenziell Sans-abri kënnen ginn. Well et ass jo rar, kommt, mir sinn eis eens, dass een...

Mä dat gëtt et och: Et gëtt Leit, déi Suen haben, déi vun haut op muer op der Strooss waren. Et soll een net nëmme mengen, dass et eng Chute ass, déi esou geet. Et kann och ganz séier goen, a vun haut op muer, duerch en Divorce, duerch en Alkoholsproblem, duerch e Schock, duerch iergendepes, wou ee ganz séier erokënn. An dowéinst ass et och ganz wichteg, dass een op jidde Fall de Leit och déi néideg Hëllef gëtt, déi néideg Orientéierung an heiansdo einfach en oppent Ouer. Heiansdo einfach en oppent Ouer, fir och ze kucken, wéi se komme vun där enger oder aus där anerer Situatioun.

A selbstverständlech soll een och ophalen ze soen, do si verschidde Leit, déi mer soen: „Déi kréie jo den RMG alleguer.“ Dat kritt een da gesot. Dat heescht dann: Da solle se schaffen. Wa se den RMG kréien, solle se schaffen! Dir hutt verschidde Leit, a mir sinn eis eens, déi kréie mer net méi op den Aarbechtsmaart! Déi sinn ze wäit fort. Et muss ee se awer motivéieren. Et muss ee kucken, wéi een et lues a lues fäerdegréngt, déi Leit nees ze motivéieren, fir iwwerhaupt e Wäert ze hu vu sech selwer! Well messechten sinn déi Leit esou ënnen op enger Skala ukomm, dass se selwer un nääscht méi gleewen a selwer kee Respekt viru sech selwer méi hunn.

An dowéinst ass et immens wichteg, dass een do iwwer Mesuré vun, ech wëll elo net soe vu Réembauchen, mä vu Reintegratioun um Aarbechtsmaart fiert, wéi bei deene Jonke virun allem, do hu mir de Projet „Schlääfmillen“, mir hunn de „Vélo en ville“ an der Stad, wou mer och kucken, wéi mer fir jonk Leit kënnen évitéieren, dass se do op déi Pente kommen.

Fir eis ass et immens wichteg, dass déi Plattform, déi d'Regierung 2011 lancéiert huet, fonctionnéiert. An de Sans-abrisme ass kee Lëtzebuurger Fléau - dass mer eis eens sinn -, et ass e Fléau, deen et iwwerall gëtt. Do ass et immens wichteg, dass et koordinéiert gëtt. Et kann net sinn - an dat ass eng Viraarbecht, déi scho vun der Stad Lëtzebuerg virdru gemaach ginn ass, fir ze vernetzen -, et soll ee jo net e Sans-abri gesi wéi eng Persoun, wéi e Client, deen eleng ass. Et ass immens wichteg ze kucken, wéi een do eng Vernetzung vun der Aarbecht och ka maachen.

An déi Plattform, déi elo 2011 lancéiert ginn ass - mä déi mir an der Stad scho virdru gemaach haten -, mengen ech, war wichteg, fir dass déi verschidden Associatiounen, déi an deem Secteur schaffen, och koordinéiert sinn.

An dann nach, last but not least, Madame Ministesch, e waarmen Appell. Ech gesinn elo den Här Buergermeeschter vun Ettelbréck schon niert lech. Hie wäert elo froen, ob e vläicht kann e Foyer kréie fir Sans-abrien. Maacht him déi Freed, wann ech gelift, hie wäert doudsêcher dofir froen. Ech mengen, dass den Här Schaaf Demandeur ass.

(Hilarité)

Den Här Schaaf ass Demandeur, fir vläicht méi sozial Strukture ze kréien. Firwat ech lech dat soen, Madame Ministesch? Mir mussen déi Dezentralisatioun endlech kréien! Et kann net sinn, dass mer hei an der Stad ee Quartier hunn, wou et eng Zentralisatioun, eng Konzentration vu soziale Strukture gëtt. D'Leit..., op eng Kéier, d'Leit... Et gëtt eng gewësse Limite! An op eng Kéier riskéiert een, dass d'Leit op eng Kéier soen, hei, déi Limite ass elo iwwerschratt. An dat ass dat, wat mir net wëllen!

Mir mussen... dat si Strukture, déi mer zesumme mam Ministère maachen. Mä de But ass wierklech, fir... an ech mengen, déi Politik, déi mer virun 20 Joer haten, fir ze soen, mir maachen elo eng grouss Struktur, ass éischer elo eng, wou mer soen, kommt, mir maache déi kleng, dezentraliséiert Strukture, wéi eng grouss zesummen. Ech freeë mech op eng gutt Zesummenaarbecht. Hei soen ech, dat hei ass kee Sujet, wou ee sollt Politique politique maachen. Et soll eng sinn, wou een zesummeschafft. An dofir freeë ech mech op eng gutt Zesummenaarbecht mam Här Schaaf.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Applaudissements)

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bettel Merci. D'Wuert huet elo d'Madame Spautz.

► **Mme Vera Spautz** (*LSAP*).- Här President, Madame Ministesch, Kolleeginnen a Kolleegen, an der allgemenger Erklärung vun de Mënscherechter steet am Artikel 25: „Jeder hat das Recht auf einen Lebensstandard, der seine und seiner Familie Gesundheit und Wohl gewährleistet, einschliesslich Nahrung, Kleidung, Wohnung, ärztliche Versorgung und notwendige soziale Leistungen“ an esou weider. Dir verstitt, et geet mer haaptsächlech ëm d'Wunnen.

D'Thème vun der Obdachlosegkeet an domadder verbonnen d'Thematik iwwert de Logementproblem insgesamt hei zu Lëtzebuerg wéi och d'Bekämpfung vun der Aarmut stinn ëmmer erëm regelméisseg als Interpellatioun oder als Débat hei an der Chamber op der Dagesuerdung. An de Rieden vun État de la nation ass de Premier an deene vergaangene Joren och ëmmer ënnert deem engen oder anere Punkt op des divers Problematiken agaangen.

Esou huet hie fonnt 2011 a senger Ried, an ech zitieren hien: „Wann een eis kleng lëtzebuergesch Welt vu bausse kuckt, besonnesch wann ee se mat den Ae vun deenen anere kuckt, da schéngt bal alles an der Rei ze sinn. Mä wa mir eis selwer méi no op de Pelz réckelen, wa mer hannert déi schéi Fassad kucken, déi mir no bausse weisen, da gesi mir, dass hannert eisen Aussemaueren esou munches net an der Rei ass.“

An hien huet dunn ënnert dem Thema vun de soziale Sujete festgestallt: „Jonker lafe vun doheem fort, Jonker gi forcéiert, hir Famill ze verloossen, a mir wëssen net ëmmer, wouhinnet datt si lafen. Si geroden dacks op d'falsch Bunn, liewen an oder direkt niewent der Delinquenz, kommen eleng net méi op d'Been. Fir si mussen mir Strukture oprichten, wou si kuerzfristeg a fir kuerz Zäit kënnen ënnerkommen. Fir si brauche mir Strukture a mir brauche Leit, déi fir si do sinn.“

Hien zitéiert dann dat Beispill, wat hei scho genannt ginn ass: „D'lescht Joer si 36 Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp haben, an der Strooss, niewent der Strooss, dobaussen an eleng gestuerwen. 36 Leit! Mir brauchen eng national Strategie géint d'Obdachlosegkeet, variéiert Wunnofferen, déi typperecht sinn. D'Sans-abrien, d'Leit vun der Strooss fannen aus diverse Grënn och keng Plaz an de gängegen Alters- a Fleegestrukturen.“

Et war ënner anerem och ugekënnegt ginn, dass véier - wann ech mech richteg erënneren - nei Nuetsfoyeren hei zu Lëtzebuerg sollte fir d'Sans-abrié geschaf ginn. 2012 am État de la nation huet de Premier entdeckt, dass Lëtzebuerg vill Standuertvirdeeler fir Betriber huet, awer vill Standuertnodeeler fir d'Lëtzebuurger selwer hätt.

E relative Standuertnodeel fir déi Leit, déi hei am Land wunnen, ech zitieren: „(...) ass de Käschtpunkt, dee mam Wunnen zesummenhängt. Doriwwer hunn ech an deene leschte Joren an am leschte Joer vill geschwat.“ En huet och gemengt: „Ech fannen et net esou normal, dass esou vill Wunnen hei am Land eidel

stinn. Ech weess net, wéi vill datt et der sinn, mä wann ech duerch d'Land fueren, mir d'Stroossen an d'Haiser ukucken, stellen ech fest, dass vill eidel Haiser hei zu Lëtzebuerg sinn. Ech fannen deen Zoustand net normal.“

Hien huet op déi nei Steier higewisen, déi op onbebaute Wunnenraum (veuillez lire: onbebaute Wunnenraum) soll agefouert ginn. A vläicht als Antwort: Et si ronn 10.000 Haiser an Appartementen hei zu Lëtzebuerg, déi net bewunnt sinn, déi eidel stinn, scho jorelaang! Vläch als Antwort dorop a vläch als Ureegung un alleguerten déi aner Gemengen, déi sech op de Wee wëlle maachen, fir esou eng Steier an hirer Gemeng anzeféieren a vläch domat net mussen onbedéngt nei Wunnen- oder Bauprojeten ze plangen, déi jo och deier ginn.

Eng drëtt Suerg vun eisem Premier war d'Situatioun vun de Stéit mat de kleng Revenuen, déi en enorm groussen Effort misste leeschten, fir d'Logementskäschten ze decken. „D'Käschte vum Logement“, sot hien, „wüsse méi séier wéi d'Akomesse vun deene Stéit. An d'Zuel vun deene Ménagen, déi ënnert dem Niveau vum Aarmutrisiko liewen, mussen an der Moyenne 35% vun hirem Revenu opbréngen, fir um fräie Wunnensmaart eng Wunneng ze fannen.“

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll hei just op déi heroesch Diskussioun ronderëm de Pacte Logement opmierksam maachen, wou mer probéiert hunn, an et huet laang gedauert, an der Diskussioun ronderëm de Pacte Logement déi 10% soziale Wunnensbau ënnerzékriegen op engem Hektar bei neie Projeten. Déi Diskussiounen deemools ware keng Stärestronch fir eis gewiescht. An et ass och schon erëm eng Rei Joren hier.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt et grad emol 2% Sozialwunnen an mir sinn déi zweetescht op der Plaz an der EU an deem ganze Ranking ëm d'Sozialwunnen am Verglach zu aneren europäesche Länner, déi op e Prozentsaz vun 30% a méi Prozenter kommen. Deem géintwärt - déi 2% Sozialwunnen hei zu Lëtzebuerg -, deem géintwärt stinn awer bal 15% vu Leit, Familljen a Kanner, déi vun Aarmut be-traff si respektiv un der Grenz sinn, dat mécht ronn 70.000 Leit aus!

Dat Ganz ass opgedeel, d'Sozialwunnen hei am Land, op eng Rei Gemengen, wouvunner, wéi de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg gesot huet, de Xavier Bettel, d'Majoritéit an der Stad an zu Esch sinn: Fonds du Logement mat 1.730 Unitéiten, d'S.N.H.B.M. mat 167. Par rapport zu den Demanden, mengen ech, brauch ech dozou kee Kommentar ofzeginn. D'Agence Immobilière Sociale huet 567 net beäntwert Demanden. Si maachen eng absolut gutt Aarbecht. Ech denken awer och, et feelt hinnen och u Leit, déi eventuell - wou ee misst driwwer nodenken, fir se ze ënnerstëtzen -, u Leit, déi do sollen ageinstall ginn.

Och d'Wunnengehëllef gëtt et. Et ass schonn dovun geschwat ginn. Am neie Gesetz iwwert d'Aide sociale steet als Missioun fir den Office social, an ech mengen, et war hei genannt ginn, fir den Office social «il pourvoit à la mise à disposition d'un hébergement d'urgence». Wonnerbar! Och an deenen Diskussiounen ronderëm dat Gesetz hu mer drop opmierksam gemaach: Wat maache mer dann, wa mer näächt hunn?

Dëst ass schéin a gutt. Mir si mëttlerweil esou wäit - an do schwätzen ech vun der Escher Situatioun, mä ech denken, an der Stad wäert et genausou sinn an och op anere Plazen an, Här Schaaf, och zu Ettelbréck -, mir si mëttlerweil an der Situatioun, esou en Drock ze hunn, ech schwätze fir mech selwer, ech sinn elo zwielef Joer fir deen Dossier vun de Wunnen zoustänneg, ech hunn dat doten nach net erlieft! Ech hunn dat net erlieft an ech bewonneren a bedauern op där anerer Säit alleguerten déi Leit, déi um Terrain mussen mat de Leit schaffen, déi versiche mussen, deene Wunnen ze sichen, Plazen a Foyeren ze fannen, wéi se et maachen. Well et ass net méi nozevollzéien!

Mir si mat engem enormen Drock vun Déguerpissementer mëttlerweil geplot. Dir wësst, do gëtt net gefackelt. D'Gemeng Steesel huet dat matkritt ënner enger anerer Form, wat dat heescht, wann ee muss Leit op d'Strooss setzen a wann een da keng Plaz huet - eng Famill mat ville Kanner, do feelt et jo och un Offeren -, wann een da keng Plaz huet, fir Leit ënnerzékriegen.

Mir hu mat ganz kriddleche Situatiounen ze dinn. An et sinn net nëmmen déi, déi op der Rees duerch Europa sinn an hei kuerz en transit sinn, fir ze kucken, ob se hei nach dat eent oder dat anert kënnen ewechrafen. Et sinn enorm vill Lëtzebuurger, déi och dovunner be-traff sinn an déi an eise Foyere sinn. An do gëllt et, se och ze ënnerstëtzen.

Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesot, mir hu schonn enorm oft hei iwwert déi ganz Wun-nengs-, Sozial-, Aarmutproblematik - an et

kann een e ganze Koup an dat Ganzt apaken -, enorm oft driwwer geschwat. D'Europäesch Parlament huet eng Deklaratioun gemaach 2008, de Problem vun der Obdachlosegkeet an der Strooss bis 2015 wëllen ze beenden. 2015, dat ass muer!

Virun allem ass d'Problematik grouss bei Jonken, wou endlech, an dorop hu se opmierksam gemaach, misste Strategien entwéckelt ginn, genausou wéi natierlech bei den Immigranten: illegal Wunnsituatiounen, Campingen, Kellere, Garagen, Leit, déi a Wunnenge wunnen, déi absolut surpeupléiert sinn, eng Kummer mat ville Kanner, onméiglech Wunnsituatiounen.

Prekär Situatiounen fir Leit, déi aus de Prisongen oder Therapië kommen, sech un d'Gemenge wenden, un den Office social, wou näächt preparéiert ass am Virfeld, an no enger Wunneng sichen, mat an ouni Suchtproblematiken, Jonker, déi vun doheem fort mussen oder fortlafen, elengerzéierend Fraen, Famillje mat ville Kanner. Vill ass haut de Mëtteg schonn doriwwer geschwat ginn.

Ech denken, et ass genuch geschwat ginn an deene ganzen Dossieren an deene leschte Joren. Et gëtt Zäit ze handelen. Mat deene laangen Débaten, mat deene gutt gemengte a ville Rieden a bestëmmt dem gutt gemengte Wëlle vun enger ganzer Rei si mer amgaangen, de Fësch am Waasser ze ersaufen. Mir mussen ufänken ze handelen.

Vill Piste si virginn. An alleguerten déi Organisatiounen oder déi Gemengen, déi um Terrain schaffen, déi kennen de Problem vor Ort mat de Leit. Et brauch net der honnertster Statistik, ob mer Wunnenraum brauche fir grouss a kleng Familljen, fir een oder zwee, fir vill Kanner oder manner, Fransousen, Lëtzebuurger oder Engländer oder wien och ëmmer, et läit alles um Dësch! Et muss gehandelt ginn.

Dat Eenzege, wat passéiert bei eise weidere Statistiken, wéi gesot, mir ersaufen de Fësch am Waasser an et kommen ëmmer méi Leit bei déi, déi elo schonn do sinn, bäi, a mer wëssen net, wouhinnet mat hinnen.

Ech wëll awer zum Schluss nach op en aneren Aspekt dovunner agoen, wat och hei scho méi oft gesot ginn ass. Eigentlech si mer jo op ville Plazen amgaangen, eng Almosepolitik ze maachen. Wann ech schwätzen iwwert d'Épiceries sociales oder aner ënnerstëtzend Moosname fir Leit, deenen et net gutt geet, déi un dem ënneschten Niveau sinn. Firwat geet et deene Leit dann net gutt?

Wa mer kucken, dass d'Zuel vun de Mindestlounempfänger ëmmer méi wiisst hei am Land. Wa mer kucken, dass ëmmer méi Leit ëmmer manner verdéngen, e puer Jobe mussen matenee maachen, fir iwwerhaupt nach sech kënnen e Loyer ze leeschten oder de Prêt ofzebezuelen. A wéi vill Leit, déi e Prêt ofbezuelen an et net méi fäerdegréngen, sinn am Moment amgaangen, hir Haiser ze verkafen an hir Wunnen an sichen no engem Appartement fir ze lounen, well se et net méi packen, well se hannen a vir net méi erauskommen, well se an de Chômage komm sinn?

Wéi gesäit et aus, an dat ass och en anere Revers vun der Medail, och wann eng UEL hei zu Lëtzebuerg erkannt huet, dass mer e risegrouse Problem hunn um Wunnensmaart, sou muss een awer dann och soen: Mä Dir sidd mat verantwortlech fir déi Situatioun, déi mer hunn!

Wéi ass et zum Beispill mat de Paien a verschidene Betriber? Mat Kollektivverträge? Wat verdéngen d'Leit dann an de Beräicher Nettoyage, Konstruktions, Vente an esou weider? Wou soll een dann do nach kënnen sech eppes leeschten, eng Wunneng oder en Haus, wat e besselchen adequat ass fir déi eenzel Situatiounen? Do bréngt een et net méi fäerdege, senge Kanner en anstänneg Iwwerdaach, en Daach iwwert dem Kapp kënnen ze ginn.

Ech hunn zum Schluss eng Fro, Madame Ministesch. Et ass haut de Mëtten och schonn e puermol ugeschwat ginn: Lëtzebuerg sollt jo eng „Stratégie nationale“ entwéckelen „Exclusion sociale liée au logement et au sans-abrisme“. Do hu jo iwwer 20 Organisatiounen un deem virleeftege Pabeier matgeschafft. Eng Recommandatioun, déi jo och mat komm ass vun der FEANTSA a vum Europäesche Parlament. Et ass vill Aarbecht do geleescht ginn, awer zënter d'lescht Joer Oktober stocken do d'Aarbechten.

Meng Fro ass einfach déi: U wat läit dat? Wéi gi mer mat deenen Dokumenter ëm? Wat passéiert mat deene virleefende Texter, déi do komm sinn? Wéi ginn alleguerten déi Acteure mat de Gemengen, mat den aneren Ministère do agebonnen? Vläch kéint Der eis dorop äntwerten.

Ech soen e grouse Merci fir d'Noluschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!



► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Spautz Merci. D'Wuert huet elo d'Madame Loschetter.

► **M. Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho vill gesot ginn. Dofir erlaabt mer, e bësse méi kuerz ze bleiwen a just e puer prinzipiell Reflexiounen ze maachen.

Fir d'Éischt géif ech gär festsetzen, dass eigentlech d'Obdachlosegkeet, dass dat eigentlech kee Problem u sech ass, mä dass dat eng Konsequenz vu ville verschiddene Problemer ass. An déi Problemer, déi och kënnen zur Obdachlosegkeet féieren, si villschichteg. Si kënnen à court terme oder och à long terme sinn, an et wär falsch, einfach d'Obdachlosegkeet als solch ze katalogiséieren.

Wat déi Leit awer alleguere gemeinsam hunn, dass ass mat Sécherheet d'Aarmut, eng Gesellschaftsaarmut, well se meeschtens isoléiert sinn, ausgegrenzt sinn, stigmatiséiert sinn a well ganz off dee Problem, dee se hunn an dee se dohinner bruecht huet, dass heescht op d'Strooss, zum Deel tabuiséiert gëtt. Och wann et eng Scheedung ass, och wann et eng Faillite ass, dann ass et scho beim Noper en Tabuthema, fir doriwwer ze schwätzen. An dat ass e Problem.

Zu der Obdachlosegkeet, ech denken, do och muss een an der Strategie tëschent zwou Saachen ënnerscheeden. Dat eent, dass ass Logement en urgence: Dass geschitt net genuch an och net zentraliséiert genuch, mat Sécherheet, mä dass geschitt éischter a Strukturen, wat mir och Foyeren nennen. Awer dass ass wierklech eng Urgence fir ganz, ganz kuerz Zäit a wann eigentlech d'Leed scho geschitt ass.

Wou mer eis awer misste méi konzentréieren - ech mengen, den Här Kartheiser huet et och thematiséiert, an dat, mengen ech, ass och richtig -, dass ass de Logement encadré oder déi Notion vun „housing first“.

Dat heescht, dass mer iwwerhaupt emol net esou wäit kommen, dass déi Leit op der Strooss landen, oder wa se op der Strooss sinn, dass se dann an deem soi-disant „cercle infernal“ vum Foyersliwen a vun där Appartenance sinn, wou se sech dann natierlech erëmfannen, ënnert sech. Dass een einfach net bis dohinner kënn, mä dass ee wierklech, an den Numm seet et: „housing first“, fir d'Éischt emol en Daach iwwert dem Kapp kritt: meng Wunneng, an ech kréien och dobäi gehollef, ech ginn doran „encadréiert“. Pädagogesch en Adjektiv, dass vläicht heiansdo net deem Respekt entsprécht, deen all erwuesse Persoun soll hunn, mä ech mengen, et ass am positive Sënn vum Wuert ze verstoen.

An deem Kontext géif ech direkt gären och de Rôle vun der Agence Immobilière Sociale ënnersträchen, well ech denken, dass dat eng Notion ass, dass dat och e Schaffen ass, wat Zukunft huet an och misst hunn.

Ech ginn lech e Beispill - fir net anescht ze si wéi meng Virriedner a -riednerinnen - aus der Stad Lëtzebuerg, wou mer effektiv an enger Dräierkoalition - déi soll et dann och emol eng Kéier ginn - wëlle versichen, engersäits d'Associatiounen, déi um Terrain schaffen a sech mat de concernéierten Leit befaassen, egal vu wou se elo hierkommen: déi eng, déi en Drogeproblem hunn, déi aner, déi e Problem vu psychescher Onstabilitéit hunn, déi aner, déi e Problem hunn, well se Mineur sinn, jee, eng ganz Rëtsch vu verschiddeartenegste Problemer, déi och verschiddeartenegste Léisunge brauchen, mä awer alleguere brauche se eng Wunneng.

Dat heescht, engersäits d'Associatiounen, anersäits d'Agence Immobilière Sociale, déi jo d'Wunnengen erbäibréngt, an dann de Rôle vun der Gemeng, dass heescht, als Coordinateur d'Gemeng. An dann natierlech hannendrun deen, dee sponsert, an dat ass dann d'Regierung, well ech mengen, dass ass och hire Rôle als nationale Verantwortlechen.

Da wëll ech a menger zweeter Reflexioun iwwert de Rôle vun de Gemenge schwätzen. Och do denken ech, dass d'Gemenge virop e Rôle hunn an der Sozial- oder an der Gesellschaftspolitik, an der Politique sociétale, fir och do de Problem à la source ze ergräifen. Dass kann och erëm ganz villfälteg sinn. Dass fänkt un natierlech beim Wunnraum, mä dass geet och iwwert d'Maisons relais, dass geet iwwert d'Kultur, dass geet iwwert d'Cohésion sociale bei deene ville verschiddenen Nationalitéiten, dass fiert weider bei der Jugendpolitik. Dass ass u sech dat, wat mer misste vill méi intensiv maachen, fir de Mal herno, wann d'Leit eben... Den Échec vun der Sozialpolitik ass jo eigentlech, wann d'Leit op der Strooss sinn.

Wunnraum fir Logement encadré schafen, dass kënnen d'Gemenge maachen, Sozialwunnengen an de Park selwer géieren, well da kann een - selwer géieren, vläicht an Associatioun mat de Leit um Terrain -, mä da kann een och eng Sozialpolitik an eng Wunnpolitik aktiv an

enger Gemeng maachen, wann een och weess, wéi vill Wunnraum dass et gëtt, wéi vill Wunnraum dass een huet, wat meen een zesummeschafft a wéi een dat mécht.

Mä da gëtt et och nach aner Moosnamen, well och eng Gemeng, wéi zum Beispill och meng Gemeng, jo awer da Bautegenehmegungen ënnerschreift, awer dann och e PAG a Pape superviséiert. Och do gëtt et Méiglechkeeten, déi mer elo kritt hunn, via Paquet a Pacte Logement, fir zum Beispill 10% vun engem PAP, deen iwwer en Hektar huet, ze reservéieren fir erschwenglechen oder soziale Wunnengsbau. An och do kann et jo sinn, dass d'Gemeng selwer herno de Maître d'ouvrage ass oder d'Gemeng selwer déi Wunnenge baue léisst an herno och verwalt.

Also ech denken, nei zousätzleche Wunnengsraum schafen, an zwar net ëmmer an deene Quartieren, wou een d'Gewunnecht huet, dass soziale Wunnengsraum do ass, mä iwwerall, och do, och de soziale Wunnengsraum gehéiert dezentraliséiert. Seniorewunnengen a Studentewunnengen natierlech. An da virun allem: Och d'Gemengen droen eng Verantwortung, mä déi kënnen déi nëmme droen, wann och d'Regierung se dréit, dass heescht, wann d'Regierung d'Gemengen ënnerstëtzt, fir dem Risque de pauvreté entgéintzewierken.

D'Servicer matenee vernetzen, d'Schoul, d'Maisons relais matenee vernetzen, de Streetworking ënnerstëtzen, denken ech, ass eng ganz wichteg Moosnam, fir deene Leit ze hëllefen, déi riskéieren, op d'Strooss ze kommen, oder déi op der Strooss sinn.

Da wëll ech soen, dass mir wierklech an der Stad maassgeblech un der Wanteraktioun bedeelegt sinn. 80% vun de Leit, déi betraff waren oder déi konnte profitéieren vun der Wanteraktioun, hunn dëst an der Stad gemaach, well keng aner Gemeng rassembleiert awer wierklech d'ganz Palett vun de Leit, déi riskéieren, an d'Aarmut ze geroden oder op der Strooss ze landen. Dass ass normal als Hauptstadt, dass ass kloer, mä dofir muss een nawell nach méi vernetzen.

Ech denken, och do kann eng Gemeng eng Roll spillen, wa se eng Plattform organiséiert, dass heescht, wa si déi Initiativ ergräift, fir all déi Leit, déi an deem Milieu schaffen, déi op där Thematik schaffen, déi an där Politik schaffen, ronderëm en Dësch ze setzen, regelméisseg, fir eben d'Aktivitéiten, d'Aktiounen, d'Strategie matenee ze koordinéieren, fir dass effektiv keen - et ass en ellent Wuert - „Sozialtourismus“ kann entstoen, mä virun allem, fir dass méi effikass a méi effizient kann deene Leit gehollef ginn, do, wou se musse gehollef kréien, an dann am Virfeld, éier wierklech alle Risse gerissen haben (veuillez lire: alle Stricke gerissen sind).

Voilà, ech mengen, dass dat ganz wichteg ass. An dann den nächste Partner vun de Gemengen ass natierlech den Office social. Dass ass kloer. Den Office social huet eng ganz kloer Missioun. Déi ass definéiert, do gehéiert d'Aarmut och derzou, do gehéiert d'Wunne vun all Einzelnech och derzou. Den Office social huet u sech och de Lien ze kreieren tëschent de Gemengen, tëschent deene Leit, deenen Acteuren.

An ech denken och, wéi - mengen ech - den Här Schaaf et gesot huet, dass et e bësse fréi ass, fir e Bilan ze zéien. Dass mécht sech en marge an d'autant plus, dass mer och musse soen, dass, an dat mierke mer an de Gemengen, an deene gréissere Gemengen a bestëmmt an allen Office-socialen, mat där Kris, déi mer säit 2008 erliewen, mer wierklech net manner Aarbecht hunn, mä mir hu vill, vill méi Aarbecht. Déi Kanner, déi à risque de pauvreté sinn, notament an de Maisons relais, dass sinn der net manner, mä dass sinn der vill, vill méi. Dass soen net ech, dass soen d'Statistiken. An ech denken, dass do effektiv elo geschafft gëtt um Terrain.

D'Offices sociaux, zumindest deen an der Stad, ënnerschreift all Dag Suen, fir Facturen ze bezuelen, déi net méi kënnen bezuelt ginn, virop Facturë fir Energie a fir Doktersrechnungen. Ech mengen, dass gëtt engem och ze denken. Déi Saache solle mer alleguere sammelen an dann - ech kommen herno nach dorop zréck -, da misst ee sech och Gedanke maachen, ob een net vläicht eng national Strategie misst adaptéieren unhand vun dem Feedback, deen een da statistesch quantitativ, awer och qualitativ, notament vun den Offices sociaux, erëmkritt.

D'Cent Butteker respektiv d'Épicerie sociales an esou weider, dass ass och eppes, wat zouhëlt, an et ass, mengen ech, net nëmme an der Stad Lëtzebuerg, wou sech Gedanke gemaach gëtt, dass ee muss déi Offer vergréisseren, well se net méi duergeet. Och dass soll een ze bedenke maachen.

Ech wëll lech just nach eng Kéier soen, dass déi

Leit, déi an déi Épicerie sociales ginn, an déi Cent Butteker ginn, déi gesinn net aus wéi Leit, déi op der Strooss wunnen. Déi wunnen och net, oder vläicht „nach net“ op der Strooss, mä dass gehéiert zu engem Deel vun Alarmzeechen. Do muss mer oppassen, dass ass Risque de pauvreté. Op déi Leit ka vläicht nach méi en dramatescht Elend duerkommen, an dass soll ee berücksichtegen.

Et soll een och berücksichtegen, dass déi Leit mat ganz vill Eier mat deem Risque de pauvreté kämpfen, an dass een dat am Fong geholl och misst wierklech ganz sensibel ugoen, well déi wëllen net ausgegrenzt gi vun der Gesellschaft, an dofir versiche se, jo, esou éierbar wéi méiglech weiderzeliewen, hir Kanner ze ernieren an an den Cent Butteker zweemol d'Woch ze goen.

Mir kommen awer net derlaanscht, an dass wëll ech ofschléissend maachen, fir awer zwee Wierder ze verléieren, nieft der Verantwortung vun all Einzelnech, vun den Associatiounen, vun den Offices sociaux a vun de Gemengen, och d'Veantwortung vun der Regierung hei nach ze ernimmen, an do wollt ech am Fong haapt-sächlech dräi Punkten ernimmen.

Ech mengen, dass et extrem wichteg ass, eng kohärent Nationalpolitik ze féieren. Kohärent, dass heescht, dass d'Kompetenz um Terrain soll ënnerstëtzt ginn, awer och superviséiert ginn. D'Supervioun gehéiert menger Meenung no, onser Meenung no op de Regierungsniveau.

Zweetens, et soll een eng ganzheetlech an eng vernetzte Politik maachen. An domadder mengen ech, dass am Fong geholl d'Regelen an d'Kritären, fir Hëllefen ze kréien an all den eenzelne Gemengen zum Beispill, sollen deiselwech si fir all Gemeng! An dass et net ka sinn, dass deen ee vläicht e bëssen anescht oder deen anere sech... Dass ass extrem wichteg: Wa mer wëllen eng kohärent an eng gerecht, eng sozial gerecht Sozialpolitik bedriewen hei zu Lëtzebuerg, da mussen d'Regelen an d'Kritäre fir jiddwereen d'selwech sinn.

An drëtter Punkt, et ass wichteg, dass jiddweree sech senger Verantwortung bewusst ass, an et ass gradesou wichteg, dass och zum Beispill eng Regierung hir Verantwortung net weiderschiebt zum Beispill un aner Leit. Jiddweree soll sech senger Verantwortung a senger Missioun bewusst sinn.

Just eng Klammer op: Wann d'Missioun kloer ass, dann ass d'Veantwortung och kloer an da weess jiddwereen, wat en ze maachen huet.

Dofir mengen ech, dass et vläicht wichteg wier, eng Evaluatioun ze maache vun deene ville verschiddene Mesuren - an et sinn der vill -, déi d'Regierung anotament, mä net eleng, mä notament och de Familljeministère mécht an do och den allergréissten Deel vun hirem Budget dran investéiert. Et misst ee sech awer eng Kéier d'Fro stellen, ob déi Mesuren alleguere richtig ukommen, ob d'Zilgrupp domadder erreecht gëtt, ob dat Richteg gefördert gëtt par rapport zu deem, wat ee sech virgeholl hat, an ob et och effikass ass, ob mer déi richteg Partner, ob d'Regierung vläicht déi richteg Partner dobäi huet, fir dass ze erreechen, wat se sech virgeholl hat.

Wann ech lech dat soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Minister, dann ass et, well ech mech jo - wéi Dir och sécherlech - all Joers beschäftegt mat zum Beispill dem „Sozialalmanach“, deen erauskënn, an do sti ganz vill wichteg Informatiounen dran. Oder zum Beispill den CES, deen och elo erëm aktiv ginn ass, a wou ganz vill wichteg a menger Meenung no jo och richteg Informatiounen dra sinn. A last but not least och d'Statistiken, déi vläicht net ëmmer qualitativ dat soen, wat se misste soen - dass wier vläicht och eng Konklusioun vun enger Evaluatioun -, mä zumindest quantitativ soen déi eppes. An do kéint ee sech virstellen, dass ee vläicht muss e Bilan zéien a vläicht sech frësch, nei ausrichten zu där - wat ech géif soen -, där „Postkrisenzäit“, déi elo säit e puer Joer bei eis agekrat ass an op déi mer eis awer mussen astellen. Dass sinn alarmant Messagen.

An dann, lescht Reflexioun, déi ech och einfach esou wëll soen, ouni weider drop anzegoen, well ech genau déi Diskussioun elo hei net wëll féieren, mä d'Statistik notament seet och, dass d'Aarmut zu Lëtzebuerg oft, net ëmmer, mä oft, ganz oft an ëmmer méi eng net lëtzebuergesch Ugeleeenheet ass.

Dat provoziert an der Lescht - an dass ass hei am Land net anescht wéi am Ausland, dass ass ëmmer esou a Krisenzäiten -, dass provoziert heiansdo ganz ambigü Gefiller. An ech denken, mir sollen dorop oppassen, well dass Lëtzebuerg Land, dass leeft, an et leeft och gutt duerch eng Cohésion sociale, déi mer eis ëmmer gutt konnte leeschten, awer och - wéi soll ech dat soen? - protegéieren, well mer dass bis elo ëmmer konnten. D'Sue waren och do, vläicht war de Misär och net esou grouss, dofir war et och méi einfach. An dofir hu mer dee sozialen Zesammenhalt plus ou moins gemeeschtert kritt.

Mä elo gi jo anscheinend d'Sue knapp, d'Sozialpolitik gëtt méi schwéier ze meeschten an och ze féieren. Mir hu méi Aarmut, méi Aarmutsrisiko, mir hu méi Netlëtzebuerg Leit hei am Land, an och déi dovunner betraff sinn. An ech denken, do geet et och drëms, dass Wuert Solidaritéit kloer ze definéieren an deem Kontext vu Sozialpolitik, well Solidaritéit am Kontext vu Sozialpolitik ass genau dat, wat mer brauche fir d'Cohésion sociale weiderhin zesummenzehalen. An d'Cohésion sociale ass Liewensqualitéit fir jiddwereen: net nëmme fir déi, deenen et besser kéint goen, mä och fir déi, deenen et gutt geet.

An domadder soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci, Madame Loschetter. Et ass kee weidere Riedner ageschriwwen. Ech ginn dann der Regierung d'Wuert. Madame Jacobs, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif fir d'Éischt wëlle sougutt dem Interpellant wéi och all den Orateuren an Oratrice Merci soe fir wierklech, muss ech soen, eng Kéier - et ass jo net Usus - eigentlech deiselwech Vue, déi mer iwwert déi heite Froen hunn, an och fir dee sachlechen an onpolesteschen Toun, mat deem hei déi Interpellatioun gemaach ginn ass.

Ech ginn absolut dem Här Bettel recht: Déi Obdachlosegkeet, dass ass e wonnerbaren Thema esou ëm Chrëschttag! Duerno héiert een näscht méi dovun, duerno gesäit een näscht méi dovun. Dann op eemol, da gëtt eis Rührseligkeit eng Kéier e bësselchen do eppes an da si mer vläicht e bësselchen méi generéis, vläicht kritt dann nach een en Euro an der Strooss, dee soss kee kritt. Mä ech mengen, dass wier awer dass Besch, wat am grouse Ganze géif geschéien.

Dofir mengen ech, trotzdeem dass mer vill ewell doriwwer diskutéiert hunn hei an der Chamber, ass et ëmmer erëm wichteg, dass een dorobber ze schwätze kënn. Mir sollten de Mëtteg haupsächlech iwwert d'Obdachlosegkeet schwätzen, mä wann een dat a méi engem wäite Sënn kuckt, dann ass et selbstverständlech eng Fro vun Aarmut, vun deem, wat an der Preventioun vun der Aarmut ze maachen ass.

Bei enger ganzer Partie vun deene Saachen, déi haut de Mëtteg hei gesot si ginn, an ech hu mer der opgeschriwwen, ass am Fong keen, deen de Contraire seet vun deem aneren, sou dass mer eigentlech an der Situatioun sinn, fir ze soen, unanime gëtt dass vun der Chamber hei d'selwech gesinn. An ech denken och, dass dat eigentlech misst hëllefen, dass mer domadder de Problem méi einfach ze léise géife kréien.

Obdachloser gëtt et och zu Lëtzebuerg. Et ass näscht Neies. An ech denken och, dass een all Effortë muss maachen, fir dass esou kleng wéi méiglech ze halen. Mä och do sinn ech domat d'accord, fir ze soen, dass mer et wahrscheinlech ni ganz ausradéiert kréien. Mir wëssen, dass d'Wunnen zu Lëtzebuerg ëmmer méi deier gëtt. Den Observatoire de l'Habitat huet dass festgestallt. Dofir gëtt et selbstverständlech fir ëmmer méi Leit och méi schwéier, fir erschwengleche Wunnengsraum ze fannen. Dass betrafft natierlech un éischter Stell Leit mat manner héijem Akommes.

Och iwwert d'Dignitéit vun deene Leit ass geschwat ginn. Ech denken, dass ass eng vun deene wichtegste Saachen. Et ass eng Fro vun dem Émgang, dee mer och mat deene Leit hunn, deenen et manner gutt geet. An och dofir ass ze soen: Heiansdo sinn déi Leit méi dankbar, fir e gutt Wuert ze kréie wéi fir e Sou ze kréien oder e Frang ze kréien oder en Euro ze kréien. Mä awer wann ee bis an där Situatioun ass, da weess een awer och, dass et enorm schwéier ass, fir erauszekommen.

Ech sinn och domat d'accord, fir ze soen: Et ass keen, dee gären an absichtlech wëllt an d'Obdachlosegkeet kommen. Mä wann ee bis dran ass, dann ass et schwéier, fir erëm doraus erauszekommen.

Ech sinn och domat d'accord, fir ze soen, mir géifen ze vill an engem Trapesystem sinn, wou ee jo ëmmer erëm de Leit géif hëllefen, nach eng Stuf zum héich ze kommen, mä dass et awer dann zum Schluss net méi géif duergoen, fir dee leschte Schrack ze maachen.

Ufanks Mee waren 815 Familljen op der Waardelescht bei der Agence Immobilière an 2011 hu mir - wann ech „mir“ soen, dann ass dass de Familljeministère - an de konventionéierte

Strukturen 1.700 Leit logéiert. Do kommen nach eng Kéier 400 Fraen a 400 Kanner an de Fraestrukturen derbäi, nach eng Kéier 500 an der Wanteraktioun. Dat mécht am Ganze ronn 3.000 Leit.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

3.000 Leit, dat fannen ech eng enorm héich Zuel fir hei zu Lëtzebuerg! Dofir ass et also wichteg, datt mer kucken ier d'Kand am Pëtz läit, datt mer déi Obdachlosegkeet verhënnere.

Sécher sinn et d'Sozialämter, déi hei eng wichteg Roll ze spillen hunn. A mir hu schliesslech net fir näischt elo dat Gesetz geännert, fir eben domadder e bessert Instrument ze hunn.

Wann d'Familljen a Gefor sinn, hiert Doheem ze verléieren oder „rayé d'office“ ze ginn, da muss am Virfeld de Sozialbüro ageschalt ginn. Den Office social ka mat materiellen a finanziellen Hëllef Loyerer an Elektresch bezuelen. Wann et awer ze spët ass, da muss den Office social, an dat ass och hei gesot ginn, iwwert d'Sozialhëllef och en Noutlogement organiséieren.

Mir hunn an deene leschte Joren an Zesummenaarbecht mat de Gemengen an den ONGen eng ganz Rei vu Moosnamen ëmgesat a ganz konkret Aktiounen duerchgefouert. Ech ginn net méi op d'Beispill vun der Wanteraktioun an, de Jean-Paul Schaaf huet dat ausgiebig gemaach. Ech wëll vläicht och just do soen, do woren 91% Männer an 9% Fraen, déi net ënnerdaach woren. An och just, fir lech ze soen: 2002, wéi mer ugefaangen hunn, woren et 187 Leit an dëst Joer, dat heescht 2010-2011, 422 Leit, déi vun der Wanteraktioun profitéiert hunn. D'Wanteraktioun maache mer, fir datt kee muss op der Strooss schlofen, mä virun allem, fir ze verhënnere, datt een an der Keelt muss op der Strooss stierwen. Dat hu mer bis haut fäerdeg kritt.

Mir wëssen och, datt et Leit gëtt, déi net wëllen ënnerdaach kommen. An ech sinn och do der Police dankbar, déi deen, dee mer elo kennen an deen néierens wëllt higoen, dann och nach dräimol an der Nuecht erwache geet, fir datt en ebe just net soll erkalen. Mä ech mengen och, wat d'Leit d'Recht hunn, soss ze maachen, da muss se och d'Recht hunn, fir fir sech ze decidéieren, mam Risiko, datt se dann ebe stierwen. Dat kënne mer dann net méi verhënnere.

Mä wéi gesot: trotzdem déi Zuel vun deene 36, déi d'lescht Joer gestuerwe sinn! Wa mer héieren, datt der 36 duerch Autosaccidenter gestuerwe sinn, da wësse mer net, wat mer eis alles sollen afale loossen, fir aktiv ze ginn. An deem heite Fall ass et awer eppes, wat relativ wéineg Leit interesséiert.

Mir hunn eng Rei vu Projeten - well elo hei vill vu jonke Leit geschwat ginn ass -, wou mer an deene leschte Méint a Jore konnten zesummeschaffen. Ech denken do un d'Zesummenaarbecht mat der Gemeng Péiteng an der A.s.b.l. Main tendue, wou mer en neie pädagogesche Projet op d'Bee gesat hu fir jonk Leit tëschent 18 an 30 Joer, wou e Suivi gemaach gëtt, sougutt psychologesche wéi en éducativen a sozialen, a wou d'Gemeng Péiteng eben d'Logementer zur Verfügung stellt.

Och d'Gemeng Hesper huet betreit Wunne fir Jugendlecher. De Xavier Bettel huet op d'Péitrusshaus higewisen, wou mer e Projet hunn, wou wierklech elo an der Urgence och Jugendlecher kommen, och mannerjähreg Jugendlecher, wou et ganz schwierig ass, well mer och muss kucken: Wat ass mat der Autorité parentale? Wien ass responsabel fir dat eent?

Mä mir wëssen, wa mer e Jugendlechen dohinner wëlle komme loossen an och e jugendlecht Meedchen, an dann huet dat e Frënd, an deen een huet 18 Joer an dat anert huet der 16, da brauch ech jo net ze soen, datt dat net funktionéiert, well da kënnt deen een oder deen aneren net oder se kommen allen zwee net, dann hu mer also näischt erreecht.

Dofir, mengen ech, ass et och wichteg, datt mer do dee Comité d'accompagnement hunn, wou och d'Jugendgeriicht derbäi ass, wou d'Police derbäi ass, d'Gemeng derbäi ass, eng ganz Partie vun Acteuren derbäi sinn, wou ech och muss soen, wat bis elo gutt funktionéiert. Ech hu bis haut keng Klo kritt. Ech mengen, de Buergermeeschter och net. Dann ass dat also eppes, wat mer bis elo gutt gemaach hunn.

Och ëmmer méi esou Internats renforcés, wou mer gefrot ginn a wou mer gesinn, sougutt zu Wolz wéi och zu Ierpeldeng bei Ettelbréck, wou dat funktionéiert fir Jugendlecher, déi net méi kennen heemgoen, well eben hir Elteren dat net kennen oder net wëllen.

Dir gesitt also, datt viles amgang ass, do ze geschéien. Mä mir gesinn awer och, datt d'Demande vun Dag zu Dag och méi grousst gëtt.

Ech sinn och frou, zesumme mat der Madame Spautz, datt mer endlech deen neien Nuetsfoyer zu Esch wäerte kënnen opmaachen an domadder och eng definitiv Struktur do kréien, och en Aarbechtsgrupp, dee besteet mat deene verschiddene Leit, fir hir Propositionen auszeschaffen - an et ass hei driwwer geschwat ginn -, fir eben och der sozialer Inklusioun domadder kënne méi gerecht ze ginn.

Do sinn dann eng Partie vu Moosnamen, déi proposéiert goufen, wéi eben d'Aféierung vun deem allgemenge Mietzuschuss, deen och de Statsminister hei an dem État de la nation mentionnéiert hat. Mä eppes, wat ëmmer erëm gefrot gëtt, an do wier et vläicht och eng Kéier interessant, wa mer doriwwer kéinten an enger Kommissioun vläicht schwätzen, wat elo de Contrôle vun de Loyerpräisser ass. Och dat ass eppes, wou mer wëssen, datt dat net ganz einfach ass. Mä et wier der Méi wäert, mengen ech, datt mer eis doriwwer gemeinsam op enger Plaz eng Kéier géifen de Kapp zerbréchen.

Dann ass et kloer, datt d'Zuel vun de Soziallogementer drastesch muss erhéicht ginn. Och do waren Diskussiounen, ob ee misst Quoten aféieren oder ob een op esou e Wee misst goen, fir eben do zu méi séiere Resultater ze kommen.

Dann ass d'Fro gestallt gi vun der Stratégie nationale, un där nach ëmmer geschafft gëtt a wou ech hoffen, datt mer bis zum Enn vun Joer och kënnen dat an dem Regierungsrot respektiv hei an der Chamber eng Kéier virstellen. Do ass ee vun deene Punkten, dee mer ebe wëlle maachen, deen „housing first“. Ech hoffen, datt all déi Hoffnungen, déi jiddwereen doranner setzt, datt dat sech och realiséiert an datt dat net nëmme eppes ass, wat haut schéi kléngt, mä dann herno vläicht awer an der Realität net esou ass. Mä alles muss ee probéieren, fir eben och do zu eppes ze kommen.

All Moosnamen, déi mer muss maachen, déi mer solle maachen, kënne mer nëmme maachen, wann all Acteuren eis hëllef. A wann ech soen „all Acteuren eis hëllef“, da mengen ech dat: De Stat mat senger Responsabilitéiten, d'Gemengen, awer och d'Zivilgesellschaft, jiddweree muss seng Responsabilitéit huelen, well soss gëtt dat näischt. Da schwätze mer nach laang driwwer, an et ass awer net zu deem komm, wat mer eigentlech wëllen.

Zënter Joren ënnerstëtzt d'Regierung a bezuelt déi Servicer iwwer Konventiounen, déi sech ëm Obdachlosegkeet, mä awer och ëm Aarmut këmmere. Déi, déi sech derfir interesséieren, fannen dat och erëm am Rapport d'activité op Sait 101.

Ech géif wierklech och all deenen, sougutt den Träger wéi och all hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter bei dëser Geleeënheet, souwéi och deenen aus den Offices sociaux e grouse Merci soen. Et sinn heiansdo Aarbechten, déi net einfach sinn, mä déi mer awer brauchen, fir datt dat dote sech an engem uerdentleche Kader ofspillt.

Niewent deem Finanzielle probéiere mer natierlech och mat lech zesummen als Chamber Gesetzer ze maachen, wou mer des Situatiounen besser an de Grëff solle kréien. Besonnesch de Logementsminister, de Marco Schank, huet an deene leschte Méint eng ganz Partie vu Gesetzer a Reglementer virgestallt, fir eben nach méi preventiv kënnen ze handelen.

Eng vun de Froe vun Här Kartheiser war déi iwwert d'Sozialbüroen. Et ass effektiv e bësselche fréi, fir elo ze soen, wat d'Resultater dovu sinn. Mä mir gesinn awer, datt mer endlech iwwert d'Land - an dat ass elo grad och vun der Madame Loschetter gefrot ginn -, datt et eng eenheetlech Approche muss sinn. Mat deem neie Gesetz hu mer dat fäerdeg kritt. Mir hunn och neit Personal. Mir hunn am Ganzen 30 Sozialbüroen, dovu sinn eelef Gemengen, déi en eegene Büro hunn, déi aner 19, déi hu sech gruppéiert, wat och sënnavoll ass.

Et sinn am Ganzen an deene Büroen 8.469 Dossieren opgemaach ginn. 16 Milliounen huet et kascht an deem Joer, do si 50%, déi de Stat bezuelt, 50%, déi d'Gemengen droen, 2,2 Milliounen Direkthëllef fir d'Leit, an do ass et virun allem: 42% vun dësen Hëllef woren Ausgaben, déi mam Logement ze dinn hunn, entweder direkt fir d'Logement ze bezuele respektiv awer och fir d'Waasser oder d'Elektresch ze bezuelen oder och d'Heizen ze bezuelen. Mir hu 97,5 Posten, déi konventionéiert sinn, an dovunner och 65,48 Sozialposten an 32 administrativer.

D'Gemengen Déifferdeng, Esch an Ettelbréck hunn do Gebrauch gemaach, fir zousätzlech Personal ze kréien, fir eben déi Aufgabe besser fäerdeg ze kréien, a mir hunn deem och Rechnung gedroen, well mer gesinn hunn, datt op

deene Plaze sozial Brennpunkter sinn, wou dat also och néideg ass.

Eng aner Fro, déi den Här Kartheiser gestallt huet, war déi vun der Ënnerstëtzung vun den Associatiounen. Mir hunn dat selbstverständlech an deene leschte Jore gemaach a mir maachen dat och elo duerch zousätzlech Personalposten, déi mer deenen eenzelnen Associatiounen ginn. Ech denken och, datt dat wichteg ass. Dës Konventiounen, fir dëst Joer sinn déi am Budget ageschriwwen mat 6,7 Milliounen Euro, wou ebe Konventiounen doriwwer bezuelt ginn.

Am Abrëll/Mee woren de Logementsminister a mir mam Syvicol ënnerwee an de Gemengen, fir ebe just och d'Gemengen opzeklären iwwert déi Hëllef, déi se kënne kréien, wa se Gebaier fir sozial Zwecker zur Verfügung stellen. Et ass virun allem awer drëms gaangen, fir d'Leit ze sensibiliséieren a se ze froen, fir fir deen Zweck, wéi gesot, Haiser zur Verfügung ze stelle respektiv drun ze denken, fir et mat ze bauen.

Ech hunn an deem Moment och dru geduecht, un déi Diskussioun, déi mer dunn haten an déi och de Xavier Bettel de Mëtteg nach eng Kéier ernimmt hat, fir ze soen, mir brauchen eng Dezentraliséierung. Deemools wor et virun allem och de Ben Fayot, wou mer hei an der Chamber gesot hat: Et kann net sinn, datt all sozial Problemer an der Stad op der Gare sech erëmfannen; all déi aner mussen och hëllef, Hiert derzou bäidroen!

Ech géif gäre wëllen deen Appell vun deenen zwee Politiker ënnerstëtzen, fir ze soen: Et kann net sinn, datt zwou oder dräi Gemengen am Lëtzebuerg Land dat alles eleng muss maachen, mä et geet och nëmme, wa mer kucken, datt mer dat dezentraliséiert kréien. Da brauche mer och keng esou grousst Strukturen, dann ass et fir jiddweree méi einfach. D'Leit fanne sech an hirer Géigend erëm, do, wou se ëmmer woren. An do, mengen ech wierklech, géif ech nach eng Kéier e ganz waarmen Appell och un déi Leit maachen, déi um Gemengenniveau tätég sinn, fir eben och deem Rechnung ze droen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Iwwert d'Sozialbutteker ass vill geschwat ginn, an dofir mengen ech, géif ech mer dat elo e bësselchen erspüeren. Ech fannen et vun der Iddi hier... An ech kann och novollzéien, datt ee seet, datt ass eng Almosepolitik. Op där enger Sait soe mer dat, op där anerer Sait soe mer awer och, datt et heiansdo méi wichteg ass, datt ee Sachleistung gëtt, wéi datt een nëmme Suleistung gëtt.

Mä et ass och wichteg, datt déi lesswueren einfach net ewechgehait ginn. Och dat ass e Skandal, wann ee gesäit, wéi vill datt zu Lëtzebuerg vun lesswueren ewechgehait gëtt, an aner Leit leiden Hunger, vläicht souguer och hei, mä ganz sécher op anere Plazen! Dofir ass dat also och eppes, wat net nëmme wichteg ass fir deen, deen et ka kréien.

Mir hunn de Moment néng Sozialbutteker am Lëtzebuerg Land: zu Déifferdeng, zu Esch, zu Beetebuerg, zu Beggen, zu lechnach, zu Dikrech, zu Péiteng, zu Rolleng bei Miersch, zu Wëntger bei Wolz. An et sinn nach fënnf zousätzlecher an der Planung, soudatt Der gesitt, datt domadder awer een Netz iwwert d'Lëtzebuerg Land kann entstoen, wou och fir déi Leit, déi an d'Épicerie sociale ginn, ënner deemselwechte System dat eent an dat anert gehandhabt gëtt, fir eben ze verhënnere, datt een entweder muss op Ettelbréck fueren, fir méi ze kréien, oder op Miersch fueren, fir manner ze kréien oder deen ee Produkt méi bëlleg ze kréie wéi deen aneren.

Dofir, mengen ech, ass et ewell gutt, wann een dat also och kuckt, datt een dat am Grëff behält, ouni datt ech awer wëll soen, datt ëmmer alles iwwerall muss d'selwecht sinn.

Den Cent Buttek funktionéiert aneschtens. Och dat huet seng Méritten, an ech sinn eigentlech géint ëmmer nëmme „das Gleichmachen“. Dat ass eppes, wat och net...

(Interruption)

Neen, neen, ech weess dat, mä et ass einfach, heiansdo gëtt gesot, et muss iwwerall alles d'selwecht sinn. Ech sinn net onbedéngt där Meinung. Deemno wat datt et ass, ass et och wichteg, datt verschidde Modeller zum Droe kommen.

Dann ass d'Fro vun deem „rayé d'office“. Dat ass jo wierklech eng schwierig Affär! An dofir ass och de Gesetzesprojet 6330, deen do eng Rei vun neie Méiglecheete bitt, fir eben deem entgéintretieden, an deen et erméiglecht, datt Leit, déi keng Adress méi hunn, kënnen op den Offices sociaux ugemellt ginn. An do hu mer ewell eng ganz Rei vun Offices sociaux, déi dat och maachen, ouni datt et elo onbedéngt an deem Text do drasteet, well et wierklech wichteg ass.

Et gëtt och eng Kommissioun, déi sech dorëmmer këmmert, fir eben deene Leit d'Méiglecheet ze ginn, fir sech unzemellen. Fir deenen emol erëm endlech eng Méiglecheet ze ginn, datt se emol erëm eng Persoun ginn! Well wann s de bis „rayé d'office“ bass, dann huet ee kee Pass méi, et huet ee keng Carte d'identité méi, et kann ee sech net an de Chômage umellen, et kann ee sech net beim RMG melen, et kann een net an der Krankekeess sinn. Et sinn also wierklech déi wichtegst Viraussetzungen, datt een emol erëm eng Kéier iergendwou iwwerhaapt de Wee kann zrëckfannen.

An der Regel sinn dräi Méint virgesinn. Et kann och u Konditiounen gebonne sinn, datt een iwwerhaapt ageschriwwen gëtt. Mä wann een dann awer gesäit, datt dat net duergeet, dann ass et awer och méiglech, fir dat nach kënnen ze verlängere.

Ech wëll vläicht och do just e puer Zuele soen: 2006 woren et 79 Leit, déi eng Demande gemaach hunn, fir erëm ageschriwwen ze ginn; 2011 woren et der 289. Dat ass also 32% méi wéi dat viraus wor, wat och weist, datt awer d'Problemer an eiser Gesellschaft och net méi kleng goufen.

Mir hunn iwwert d'Efforten am Logement social héieren, datt mer ongeféier 950 sozial Logementer an de Gemengen hunn. Mir hate mam Logementsminister zesummen eng Circulaire erausgeschéckt, fir ze froen, wéi vill Logementer d'Gemengen hätten. Dat wor déi Antwort, déi mer kritt hunn. Iwwer Besoinë konnte se eis näischt soen, well déi meescht keng Waardelëscht hunn an dofir also och net wëssen, wéi vill, wat de Besoin op der Plaz ass.

Duerch de Pacte Logement hunn d'Gemenge sech engagéiert, 51.811 Logementer ze schafe fir eng Populatioun vu bal 200.000 Awunner. Wa mer dat, mengen ech, géife fäerdeg kréien, da wier eise gréisste Problem hei zu Lëtzebuerg definitiv geléist, wat alles mat der Aarmut ze dinn hätt.

Den Observatoire de l'Habitat schwätzt vun 13.700 Stéit mat niddregem Akommes. An déi Leit, déi hu keen Zougang bis elo zu dem Pacte locatif social, weder bei de Gemengen nach beim Fonds du Logement. Vun dohier ass et also wichteg, datt och am Paquet Logement virgesinn ass, méi ekologesch ze baue selbstverständlech, mä och méi eng grousst sozial Mixitéit ze kréien an dann och d'Offer fir méi präiswäert Logementer ze schafe fir Famillje mat méi Kanner, déi sech keen Eegenheim kënne leeschten, respektiv fir Famillje mat méi Kanner, fir Studenten, Persounen mat reduzéierter Mobilitéit an esou virun.

Ech denken, datt awer och ganz gutt Usätz do sinn - ech wëll dat och hei soen - vun de Gemenge vun Déifferdeng, vu Biekerech, vu Lëtzebuerg a vun Diddeleng, déi och wëllen op de Wee goen, éischer am Genre vun der Agence Immobilière Sociale eppes ze maachen. Do muss ee kucken, ob een dat d'selwecht muss maachen, wéi dat bis elo gehandhabt gouf, oder ob een op een anere Wee ka goen. Wéi gesot, mir sinn do zu allem offen.

Ech géif just wëlle soen, d'Agence Immobilière Sociale brauch net nach Sozialhëllef ze maachen. Mir hunn esou vill Organisatiounen zu Lëtzebuerg, déi Sozialhëllef maachen. Mä et ass éischer, datt si muss kënne kucken, méi Leit ze kréie fir déi Logementer, déi fräi sinn, déi kënnen zur Dispositioun gestallt ginn, datt déi méi séier un d'Leit komme wéi dat, wat mer de Moment fäerdeg kritt hunn.

Da gëtt et jo neierdengs och d'Société de développement urbain, déi d'Méiglecheet gëtt, iwwer wichteg technesch, administrativ, finanziell a kommerziell Moyenen dem Logementsminister en Outil zur Verfügung ze stellen, fir eben déi Logementer ze dynamiséieren.

Iwwert déi Leit aus der Psychiatrie ass geschwat ginn. An och do sinn de Moment 200 Better, déi mat der Krankekeess konventionéiert sinn. Eng Fro, déi natierlech bleift, ass, ob dat duergeet. An och do seet de Ministère an de Minister, datt mer och an deenen nächste Jore muss virufueren, fir nei zousätzlech Logementer och do ze schafen, déi dann och ugepasst sinn deene Besoinen, déi déi Leit eben hunn. Wat ee jo net hei mat engem Wuert och esou ka soen.

Och iwwert d'Expriounéier sinn ech gefrot ginn. Do sinn déi Leit mat enger elektronescher Fessel respektiv déi, déi vun enger Semi-liberté profitéieren, déi kënne jo och mëttlerweil den RMG froen, si kënnen hir Pensioune behalen. An och si kënne selbstverständlech vun deene Servicer, deenen normale Servicer profitéieren.

Mä et ass awer och do de Comité national de défense sociale, deen expressis verbis a senger Statute stoen huet, datt si sech besonnesch och këmmere ëm Leit, déi aus dem Prisong erauskommen. Am Prisong selwer an och zu Giwenech gëtt et awer och d'Méiglecheet, Kontakt am Virfeld opzehuelen, fir eben d'Reintegratioun vun engem Prisounéier, engem Expriounéier

néier ze plangen an him ze hëllefen, och e Logement ze fannen, wat sécher eng wichteg Vir-aussetzung ass, datt iwwerhaupt déi Reintegratioun erëm ka geschéien.

D'selwecht och bei de spezielle Logementer fir Drogenohängeger, wou e Guide erauskomm ass och vun dem Santéminister, dat geet vum Schafe vu Plazen a Strukture bis zur Betreuung a vu Preventioun bis Therapie. Et ass also alles do, wat dra virgesinn ass.

Den Här Kartheiser hat och gefrot, wéi et wier mat engem Haus extra fir d'Männer. Dir wësst, datt d'Madame Egalitéitsminister amgang ass, e Konsultationszentrum fir Jongen a Männer an Nout op d'Been ze setzen, wou se virun allem berode ginn, wou och gekuckt gëtt, Partner ze fannen, déi sech och méi spezifesch ëm d'Noutsituatioun vu Männer a Jonge këmmen an déi dann och do orientéieren, fir domadder och kënnen eng besser Aarbecht ze maachen a fir datt dat och méi eng grouss Kooperatioun gëtt, wéi dat bis elo de Fall ass.

Auslännesch an net auslännesch Leit, déi hei sinn, do hänkt et natierlech dovun of, ob déi Leit och legal um Territoire sinn. Da muss se natierlech behandelt gi wéi jiddwereen, deen hei ass. Wann et Leit sinn, déi illegal do sinn, da muss ee selbstverständlech kucken, wéi een domadder ëmgeet a wéi déi Leit - an do gëtt et och Méiglechkeeten -, wéi déi Leit dann och erëm zrëck an hir Heemecht geschéckt ginn. Mä et ass net evident, dat wësse mer. A mir wëssen och, datt d'Zäiten net gutt sinn. Dofir, mengen ech, muss een och do kucken, wéi wäit datt een och grenziwwerschreidend Moosname ka mat anere Partner do fannen.

Ech denken, datt aus deenen Diskussiounen vun de Mëtteg erausgangen ass ee Problem, dee mer hunn an op dee mer och nach keng Äntwert fonnt hunn. Do sinn ech och nach amgang, Kandidaten ze sichen, déi sech derfir interesséieren. Dat sinn déi eeler Obdachlos. Och vun deenen ass de Mëtteg geschwat ginn. Mir gesinn, datt et schwéier ass, fir och do déi Leit an en normale Centre intégré ze kréien, well se et vläicht och méi schwéier hunn, fir sech u Regeln ze halen, wéi anerer.

Dofir, wa mer do géifen eng Méiglechkeet fannen, wier ech selbstverständlech och ganz frou.

Et sinn och net nëmme d'Épicerie sociales, déi Saachen ausdeelen. Mir hunn hei hiere vun der Vollekskichen. Et gëtt eng ganz Partie och vun anereren Acteuren, déi op der Plaz hëllefen. Wéi gesot, jiddwereen, dee sech do engagiert, ass selbstverständlech e wichteg Stéck dovun.

Här President, ech gesinn, datt Der amgaange sidd, mir hei mat de Luuchten ze blénken. Dann halen ech léiwer op, net, datt Der mer d'Wuert ganz ewechhuel.

Ech géif, wéi gesot, nach eng Kéier jiddweringem wëlle Merci soen, an ech freee mech op eng gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht. Jiddwereen, dee wëllt eppes dozou bäidroen, ass bei eis häerzlech wëllkomm. An ech menge wierklech, datt och jiddweree seng Responsabilitéit muss huelen, fir datt mer dat geregelt kréien.

Merci villmoos!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Minister. Den Interpellant hat nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Dir hutt awer net méi ganz vill Zäit, Här Kartheiser. Haalt lech wann ech gelift kuerz!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), interpellateur.** - Ech berouegen lech direkt, Här President, ech wäert net laang schwätzen. Ech wollt eigentlech just d'Geleehheit huelen, fir jiddweringem Merci ze soen, och der Madame Minister, well ech mengen, mir hunn hei e grouss Konsensus haut gehat.

Mir hunn eng ganz Rei vu wichtige Pisten awer, mengen ech, vun alle Säite confirmiert kritt: den „housing first“, d'Noutwendegkeet vun dezentraliséierte Strukturen hei am Land. An ech géif mengen, et wär elo wichteg, datt mer dee Sujet net aus den Ae verléieren, mä datt d'Madame Minister an d'Familljekommission kennt, fir eis d'Strategie matzäiten ze presentéieren, déi d'Regierung amgaangen ass virzubereeden.

Ech géif vun dëser Plaz aus direkt och schonn de President vun der Familljekommission invitieren, fir d'Madame Minister matzäiten an ëmmer erëm ze invitieren, fir datt mer dee Projet net aus den Ae verléieren, déi Schwierigkeiten, de Sujet net aus den Ae verléieren an datt mer dat kënnen konsequent weiderverfollegen, fir deene betraffene Leit ze hëllefen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen zu eisem leschte Punkt vun haut de Mëtten.

D'Fraktioun vun deene Gréngen huet eng Aktualitéitsstoun iwwert de Reformprojet vum Schengener Raum ugefrot. Hei ass d'Riedezäit nom Artikel 84 zweeten Alinéa vum Chambersreglement festgehalten a gesäit Folgendes vir: där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstoun ugefrot huet, sinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jee weils fénnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech bis elo agedroen: déi Hären Eischen, Helminger, Fayot a Kartheiser. D'Wuert huet elo den honorablen Här Félix Braz als Verrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

6. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le projet de réforme de l'espace Schengen

Exposé

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. De 14. Juni 1985 hu fénnef Länner d'Accordé vu Schengen ënnerzeechent. Wat net heescht, dass se deen Dag drop schonn a Kraaft waren. Dat huet nach eng Rei Jore gedauert. Haut si 26 Länner an deem System dran, 22 Memberlänner vun der EU plus d'Schwäiz, Liechtenstein, Norwegen an Island.

D'Accordé vu Schengen an déi Fräizüegekeet, d'libre Circulatioun vun de Bierger huet net nëmme eng héich Symbolik vun Ufank u gehat, si huet och en héijen Notzen, en héijen Notzen am Alldag. Si huet och maassgeblech derfir gesuergt, dass d'Europäesch Union an der Perception an och am Vécu vun de Leit méi wéi nëmme e Bannemaart ass. Et ass en noutwendege Corollaire a Complément zum Bannemaart gewiescht, deen awer ganz séier seng eege Bedeutung a seng eege Symbolik an de Käpp an och an den Häerzer vun de Leit konnt gewinnen.

Am Fréijoer 2011 sinn déi Diskussiounen dunn op eemol och anescht gelaf. Et koun, ënner anerem wéinst engem, wéi dat elo genannt gëtt „héije migratoreschen Drock“ op Lampedusa zur Diskussioun, well d'Italiener invoquéiert hunn, si géifen net eens ginn eleng domat, a méi Solidaritéit gefrot hu vun den europäesche Länner ronderëm, wat net onbedéngt op Zoustëmmung getraff ass, well dee groussen Effort, deen d'Italiener gemengt hunn ze maachen, net onbedéngt och iwwerall als en eenzegaarteg groussen Effort ugesi gouf. Op anere Plazen an Europa waren och Efforten ze maachen, déi déi Länner och zum Deel eleng gestäipt hunn.

Fakt ass, dass d'italienesch Regierung enger ganzer Rei vu Leit en Titre de séjour, en italieneschen Titre de séjour accordéiert huet, deen hinnen et och erlaabt huet, ausserhalb vun Italien ze reesen. An domadder sinn déi Leit och iwwer Italien eraus an aner Länner vum Espace Schengen erakomm, wat vun enger Rei Leit als en Netrespekt vun den italienesche Verpflichtungen eben ugesi ginn ass. Anerer hunn doranner och eng Violatioun vum Esprit, net nëmme vun de Lettres, mä och vum Esprit vu Schengen gesinn.

Den deemolege franséische President, den Här Sarkozy, huet sech dunn un d'Kommission adresséiert an huet, mengen ech, net oui préélectoral Hannergedanken, op dësem Dossier wierklech e bëssen de Forcing gemaach an ass och esou wäit gaangen, dass e gedroht huet, aus Schengen erauszeklappen: de suspendre d'Accordé vu Schengen aus franséischer Vue, wat natierlech och électoral Grënn hat. Dat waren Discoursen, déi fir Leit, déi den Accordé vu Schengen en héije Wäert bäimoossen, nëmme schwéier nozelauschteren a schwéier ze erdroe waren. Dat war vun enger enormer Portioun Demagogie geprägt.

Fakt ass, dass deen Discours och zënter de franséische Presidentschaftswahle geännert huet. Wat awer näischt dru geännert huet, dass eng ganz Diskussioun lassgetréppelt gi war, déi och schlussendlech de 7. Juni bei engem Conseil vun den Innen- an Immigratiounsministern, wou de Minister Schmit an de Minister Halsdorf laut mengen Informatiounen Lëtzebuerg vertrueden hunn, wat also bei deem Conseil zu enger Rei Décisiounen gefouert huet. An dat sinn Décisiounen, déi duerno eng Lawin praktesch vu Protester, an der Haaptsaach am Europaparlament, awer net nëmme, ausgeléist hunn.

Déi Kritiken, déi op déi Accorden erogaange sinn, ware vun zwou verschiddenen Naturen. Eng Kéier an der Form: Do geet et ëm d'Base légale, op där den Evaluationsmechanismus vum Espace Schengen soll baséieren, ob dat den Artikel 70 oder den Artikel 77 soll si vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Union.

Dat huet scho seng Bedeitung, well an deem enge Fall huet d'Europaparlament e Matsproocherecht, an deem anere Fall gëtt d'Europaparlament nëmme consultéiert op enger, wann een esou wëllt, fräiwëlleger Basis, déi net emol an der Consultatioun obligatoresch war. An d'Europaparlament hat natierlech d'Gefill, d'urch de Choix vun der Base légale aus dem Evaluationsmechanismus ausgeboot ze ginn.

Dat Zweet ware Kritiken um Fong. Well déi Ännerungen, déi sollte gemaach ginn an deene Fäll, wou d'Grenzkontrollen temporairement kënnen gemaach ginn, déi Fäll sollten op Demande vu Frankräich erweidert ginn. Et sollt ee weidere Fall derbäikommen, nämlech dee vun engem net méi ze kontrolléierende migratoreschen Drock, wat an der Kuerzform d'„Clause migratoire“ genannt ginn ass, déi am Verständnis vun den éischte Reaktiounen sollt an deene Beschlëss dra sinn. Sollt! Ech soen dat bewosst am Conditionnel.

D'Reaktioun dorobber war vehement. Et ass souguer ugekënnegt ginn, eng Rei Négociatiounen mam Conseil, mat der Kommissioun ze blockéieren op fénnef verschiddenen Dossier. An et ass souguer mam Gang virun den Europäesche Gerichtshaff gedroht ginn.

Wann een awer elo mat e bësse Recul méi genee kuckt, da stellt een zumindest fest, dass aus där zweeter Drohung, dem Gang op d'Gericht, wéi et ausgesäit schlussendlech näischt wäert ginn. Dat huet och domat ze dinn, dass, no den ufänglech politesche Reaktiounen op déi Décisiounen, lues mä sécher och d'Juristen iwwerholl hunn, an déi Diskussioun ronderëm de Choix vun der Base légale haut net méi eleng eng politesch Diskussioun ass, mä och eng pointéiert juristesche Diskussioun ass. Et gëtt Juristen, déi invoquéieren, dass et keen anere Choix gouf, wéi déi dote Base légale ze huelen, wat awer och vun anere contestéiert gëtt.

Här Minister, déi gréng hunn déi Heure d'actualité vun haut, oder Dir Häre Ministeren, déi gréng hunn déi Heure d'actualité vun haut ugefrot, och fir eng Klärung an dëser Saach ze kréien oder fir méi Klärungen an dëser Saach ze kréien.

Éischtens wollt mer wëssen, wou mer da genee elo dru si mat deene Beschlëss. Wat ass d'Liesart vun der Lëtzebuurger Regierung vun deene Beschlëss, déi de 7. Juni geholl gi sinn, och op deene Punkten, déi kritiséiert gi sinn, wat ass do Är Liesart? Deelt Der déi Kritiken? Stëmmt Der deene Kritik vläicht zou? Oder sidd Der der Meinung, dass déi Kritik falsch sinn?

Wat ass d'Liesart vun der Lëtzebuurger Regierung op där juristescher Interpretatioun? Hunn déi recht, déi juristesche behaupten, déi richtig Base légale misst den Artikel 70 sinn, oder sidd Der der Meinung, dass dat net esou eendeiteg ass, wéi déi dat wëllen duerstellen?

Mir Gréng sinn op jiddwer Fall der Meinung, wéi d'Europaparlament, dass an dëser Matière e Matsproocherecht an e Matdécisionsrecht vum Europaparlament muss garantéiert sinn. Wat ass do d'Meenung vun der Regierung? Wéi kënnen mer an dëser Matière mat en Décisionsrecht vum Europaparlament assurieren? Ënnerstëtz d'Lëtzebuurger Regierung dat? Oder steet d'Lëtzebuurger Regierung wéi aner Regierungen där Saach do kritesch géigen-iwwer?

Aner Fro: De Sträit ass elo do, an och wann e vläicht elo op manner Terrainen ausgedroe gëtt, wéi nach an deenen éischte Reaktiounen, en ass nach net bäigeluecht tëschen dem Europaparlament, dem Conseil an der Kommissioun. Wéi kann an Ären Aen dëse Sträit geléist ginn?

An och eng Fro: Déi Clause migratoire, déi jo an deenen éischte Reaktiounen sollt an den Texter mat ageschriwwen sinn, ass déi an Ären Texter mat dran, oder ass déi Clause migratoire net dran, contrairement zu deem, wat am Ufank gesot ginn ass?

Et gëtt der och, déi soen, dass déi envisagéiert Modifikatioun vum Artikel 26 vum Code frontières Schengen, déi eng nei «procédure...», ech zitieren elo am franséischen Original, eng nei «procédure spécifique en cas de circonstances exceptionnelles mettant en péril le fonctionnement global de l'espace sans contrôle aux frontières intérieures» virgesäit, do soe Verschiedener, dat wier, oui dass se den Numm huet, awer déi verstoppte Clause migratoire, well déi „circonstances exceptionnelles“, déi do viséiert wieren, géifen dat anert, déi Clause migratoire, mat ofdecken. Liest Dir dat och esou? Oder sidd Der do kategoresch, dass dat net de Fall ass? Och do interesséiert eis d'Liesart vun der Lëtzebuurger Regierung.

Op all dëse Froen, Dir Häre Ministeren, wollt mer als gréng Fraktioun och wëssen, wat d'Lëtzebuurger Positioun am Conseil vum 7. Juni war. Dir hutt de kritiséierten Accord matgedroen, dee war jo eestëmme matgedroen. Fir

wat hutt Der dee matgedroen? An hat Der bei verschiddene Punkte Retenzen? Wa jo, bei wéi engen? Also déi prezis Lëtzebuurger Positioun.

Fir déi gréng ass Schengen déi fräi Zirkulatioun vun den europäesche Bierger. Et ass eng fundamental, identitéitsstëftend europäesch Errungenschaft. Et ass eng fundamental Fro, déi hei zur Diskussioun steet, net nëmme haut, mä och fir d'Zukunft. D'fräi Zirkulatioun vun de Bierger ass fir eis keng Fro, déi reng nationalen Iwwerleungen därerf ënnerworft ginn. Dat ass eng gemeinschaftlech Fro. An déi, déi fräi Zirkulatioun vun den Uniounsbierger, dierf net ënner dem Drock vu Rietspopulisten a Rietsdemagogen ageschränkt ginn. Dat ass fir eis e Wee, wou et keen Zrëck soll ginn, mä just nach een No-vir.

Mir mengen och, dass de Rôle vum Europaparlament an dëser Matière muss gestärkt ginn. Si sinn déi gewielte Verrieder, déi direkt gewielte Verrieder vun den europäesche Völker, vun de Leit vun der Europäescher Union. A mir mengen, dass an deenen nächsten Diskussiounen, déi wäerten um europäeschen Niveau gefouert ginn mam Conseil a mat der Kommissioun, onbedéngt eng Stärkung vum Rôle vum Europaparlament muss dobäi erauskommen.

Mir wëssen, dass déi Reform vum System Schengen och um Ordre du jour steet vum Conseil européen vum 28. an 29. Juni, also dëse Weekend. Mir hunn déi provisoeresch Konklusiounen, déi do sollen op der Fro vum Espace Schengen gezu ginn, scho kënnen liesen. Déi kënnen natierlech nach änneren an deenen nächsten Deeg. Mä dat, wat am Moment dra-steet, mécht relativ wéineg Hoffnung. Dat ass eng ganz sommaire Beschriewung, déi sennge-meiss seet: Mir halen dat an Zukunft weiderhin am A. Vill méi steet net dran. Dat kann zwar wuel nach änneren, mä et ass net dat, wat an eisen Aen dat Richtegt wier.

Mir hunn och, Här President, am Sënn vu mengen Erläuterungen eng Motioun als gréng Fraktioun preparéiert, déi notament d'Regierung opfuert, dass, wann déi envisagéiert Ofännerung vum Artikel 26 vum Code frontières Schengen stattfënnt, do op jiddwer Fall dat keng Fro ass, déi nëmme national soll tranchéiert ginn, mä déi onbedéngt ënner dem Contrôle vun der Kommissioun stattzefannen huet, an dass souwuel am nächste Conseil och déi Konklusioun vum Intérieurs- an Immigratiounsministerrot vum 7. Juni an där doter Perspektiv sollte réévaluéiert ginn.

A mir fuerderen och am leschten Tret, dass an Zukunft sech endlech seriö mat enger wierklecher europäescher Immigratiounspolitik beschäftegt gëtt. Soulaang déi net do ass, wäerte mer eis ëmmer nees op dëse Froen op peripheren Terrainen affrontéieren an der Politik, an dat ass fir eis keng Léisung.

Mir mussen ee fir alle Mol eis där Fro stellen. Mir hunn dat hei scho méi wéi eng Kéier erwähnt. Ech weess och, dass dat gedeelt gëtt opsäite vun der Regierung an och vun anere Bänken, an dofir hu mer dat och nach eng Kéier an dëser Motioun rappeliert.

An ech déposieren déi a soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant l'attachement du Grand-Duché de Luxembourg au principe de la libre circulation des personnes au sein de l'Union européenne et aux acquis de Schengen;*

- *considérant les décisions prises à l'unanimité par les Ministres de l'Intérieur et de l'Immigration de l'UE lors du Conseil du 7 juin;*

- *modifiant le mécanisme d'évaluation de Schengen (2010/0312 (COD)) en ce qui concerne les règles communes destinées à contrôler l'application de l'acquis de Schengen;*

- *adoptant comme base légale du système d'évaluation de Schengen une disposition qui prévoit une consultation du Parlement européen sur une base purement volontaire;*

- *modifiant les règles communes relatives à la réintroduction temporaire du contrôle aux frontières intérieures dans des circonstances exceptionnelles;*

- *considérant la forte opposition rencontrée par ces décisions devant toutes les grandes formations politiques du Parlement européen;*

- *considérant la forte adhésion des citoyens européens à cet acquis essentiel de la construction européenne qu'est l'espace de Schengen;*



- considérant le fait que la réforme du système de Schengen sera à l'ordre du jour du prochain Conseil européen des 28 et 29 juin 2012;

demande au Gouvernement

- d'œuvrer lors du Conseil européen des 28 et 29 juin en faveur d'une approche communautaire dans la gouvernance de l'espace de libre circulation Schengen;

- d'agir pour que l'article 26 du code frontières Schengen introduisant une «Procédure spécifique en cas de circonstances exceptionnelles mettant en péril le fonctionnement global de l'espace sans contrôle aux frontières intérieures» soit régi sous le contrôle de la Commission européenne;

- de veiller à ce que les décisions des Ministres de l'Intérieur du 7 juin soient réévaluées sous cet angle;

- d'œuvrer au niveau européen pour une véritable politique européenne d'immigration tenant compte des besoins démographiques de l'Union européenne et attachée aux valeurs de la convention européenne des droits de l'Homme et de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. Als eischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Félix Eischen** (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Schengener Accord geet op d'Joer 1985 zrëck, wou fënnf Länner, dat deemolegt Westdäitschland, Frankräich an déi dräi Benelux-Länner, sech op eng Suppressioun vun de systematesche banneschte Grenzkontrolle géeneegt hunn. Duerno huet sech dese Modell quasi op déi ganz EU ausgedehnt a souguer doriwwer eraus, fir nëmmen d'Beispill och vun der Schwäiz ze nennen.

D'Avantagë vum Schengener Accord sinn deemno ganz kloer: D'europäesch Bierger kënnen sech fräi am Schengen-Raum bewegen, ouni op de Grenze kontrolléiert ze ginn. Et wier nëmme schwéier virstellbar, wann haut sämtlech Länner hir Grenzposten erëm géifen opstellen. Wat dat fir Lëtzebuerg bedeite géif, wou all Dag iwwer 150.000 Leit eis Grenze passieren, fir an eist Land schaffen ze kommen, dovun emol guer net ze schwätzen.

Firwat gétt elo dee Schengener Accord awer a Fro gestallt? De Schengen-Raum berout um géigesäitege Vertraue vun all deene Länner, déi en Deel dovunner sinn. Déi eenzel Länner verzichten nämlech op hir Grenzkontrollen, well se dovunner ausginn, dass jiddweree senge Responsabilitäten nokënn.

An der Lescht ass dëst Vertrauen awer op de Präifstand gestallt ginn. Den Här Braz hat et ugeschwat, mir erënneren eis un d'Arabesch Fréijoer, wou Flüchtlingen op der Insel Lampedusa débarquéiert sinn a wou déi italiensches Regierung dese Leit eng Ophaltungsgenehmigung ausgestallt huet. Och wann dës Aktioun näischt direkt illegales hat - eng Harmonisatioun vun de Reglementatioun op europäeschem Niveau géllt nëmme fir d'Visae vu kuerzer Dauer -, hat dës Virgoensweis awer Répercussiounen op d'Nopeschlänner.

De Problem, mat deem Italien konfrontéiert war, ass deemno unilateral an aner Länner weidergereecht ginn. Et muss een nämlech constatieren, dass d'Leit, wéi d'Flüchtlinge vu Lampedusa, an deene meeschte Fäll net am Antrëtsland bleiwen, mä duerch Europa reesen. Et muss een och feststellen, dass dacks d'Leit ganz legal an Europa areesen, mä sech duerno illegal hei etabléieren.

Dës Leit soll een net stigmatiséieren, well se am Normalfall jo och keng Bedrohung duerstellen. D'Unzuel vun deenen, déi legal an Europa ageeest sinn an duerno illegal hei bleiwen, plus déi, déi vun Ofank u keng Ophaltungsgenehmigung hunn, dat kann awer zu Geforen um sozialen an um Sécherheetsplang féieren.

Laut Zuele vun Eurostat hunn an Europa am Joer 2011 301.000 Persounen eng Demande fir Asyl gemaach, wat eng Progressioun vu 16% zu 2010 duerstellt. Dës Zuele beinhalte sämtlech Persounen, ob se elo illegal oder legal an Europa ageeest sinn. Weider gouf festgestallt, dass vun Oktober bis Dezember 2011 ongeféier 75% vun den illegale Grenzpassagen am östleche Mëttelmier enregistriert goufen.

Fir dësen Entwécklungen entgéintzewirken, huet d'Europäesch Kommissioun am Optrag

vum Europäesche Conseil eng Proposition op den Dësch geluecht, fir d'Regele vun zäitlech begrenzte banneschte Grenzkontrollen nei ze definéieren. D'Proposition vun der Kommissioun gesäit vir, dass enner Ëmstänn Grenzkontrollen nees dierfen agefouert ginn a Fäll, wou uerg an heefeg Fuiten an der Kontroll vun de Baussegrenze géife festgestallt ginn.

Dës Neiregelung kann een also als eng direkt Äntwert op d'Migratiounswelle wäerten, déi am Arabesche Fréijoer iwwer Europa eragebrach sinn an och an Zukunft op eis duerkommen. D'Neesaféiere vu Kontrollen op de Bannegrenze kéint an de virgenannte Fäll bis zwee Joer laang andauern, an d'Kommissioun wier eenzeg an eleng befäigt, déi Décisioun respektiv Décisiounen ze huelen.

A senger Sëtzung vum 7. Juni 2012 huet de Conseil elo decidéiert, dës Entscheidungskompetenz op sech ze iwwerdroen. Dës Décisioun dierf ee ganz kloer hannerfroen. D'Kommissioun als Garant vun den Traitén an deemno och vun de Grondfräiheeten hätt vläicht mat méi enger grousser Onofhängegkeet gehandelt.

Et muss een awer och feststellen, dass, wann an deene Fäll de Conseil decidéiert, d'Grenzkontrollen anzeféieren, dës Décisioun eng Rei vun anere Mesurë virausginn. Et ass nämlech esou, dass all Land an engem 5-Jores-Rhythmus op de Leescht geholl gétt, fir ze kucken, ob d'Acquisé vu Schengen richteg ëmgesat ginn. Dës Evaluatiounen ginn dann an e Rapport aflësse gelooss, wou da festgehale gétt, ob eventuell Feelverhale bestinn oder net. Et kënnen dann och Recommandatiounen ausgesprach ginn.

Wann an deene Rapporté Mëssstänn opgedeckt ginn, an deene betroune Länner festgestallt ginn, hunn déi dann e puer Méint Zäit, en Aktiounsplang ëmzesetzen.

Am Fall vu Mëssstänn an der Kontroll vun de Baussegrenzen, déi also an dese Rapporté festgestallt ginn, kënnen ausnahmsweis, dat heescht, wann de globale Fonctionnement vum Schengen-Raum a Fro gestallt gétt an eng uerg Bedrohung zum Beispill fir déi öffentlech Uerdnung da géif bestoen, da kéinten, wéi gesot, dës Kontrollen erëm agefouert ginn.

Wourobber muss een awer do oppassen? Et muss ee ganz kloer betounen, dass déi nei Mesuren nëmmen an Ausnahmefäll zum Droen dierfe kommen.

Et muss een awer och derfir suergen, dass déi Länner, déi haaptsächlech an der Bréngschold sinn, wéi se an der Peripherie vun Europa ugesiedelt sinn, och an der Lag sinn, eventuell Recommandatiounen kënnen ëmzesetzen.

Mir als Lëtzebuerger, mir hu keng direkt Baussegrenzen, ausser elo de Findel, a mir wëssen net, wat et heescht, méi wéi 50.000 km vun dese Grenzen ze iwwerwaachen.

Et dierf natierlech och net vergiess ginn, dass déi betroune Länner net op sech selwer gestallt sinn. Et gétt eng ganz Rei vun europäesche Moosnamen an Hëllef, vun deenen dës Länner profitéieren kënnen. Esou zum Beispill d'Frontex, eng europäesch Agence, déi de Länner hëllef, d'Baussegrenze vun der EU besser ze kontrolléieren. Europäesch Fonge goufe kreéiert, fir deene Länner finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen. Fir nëmmen eng Zuel ze nennen: Zum Beispill am Joer 2012 kritt Griichenland 44,7 Milliounen Euro aus dem Baussegrenzefong fir d'Verbesserung vum Grenzmanagement.

Vläicht mussen déi Hëllefsmechanismen och iwwerschaft gi respektiv d'Prioritéiten an Zukunft nei definéiert ginn.

Et géllt op alle Fall, derfir ze suergen, dass d'Vertrauen tëscht de Länner erëm hiergestallt gétt, well nëmmen dëst Vertrauen derfir suerge kann, dass de Schengen-Raum och eng Zukunft huet an d'Grenzkontrollen an Europa, wéi an der Vergaangenheet, ganz seele virkommen.

De Schengen-Raum, an do si mer eis, mengen ech, eens, gehéiert zu deene wäertvollsten Erungenschaften vun der europäescher Integratioun, an dat soll och esou bleiwen!

Dann nach eppes zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Et ass vill an der leschter Zäit iwwer d'Aart a Weis diskutéiert ginn, wéi de Conseil probéiert huet, d'Europäesch Parlament ze ëmgoen. Dat dierf a soll ee kritesch an d'A faassen, a mir wiere frou, wa sech d'Vehältniss tëscht de betroune europäeschen Institutionen erëm géif normaliséieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Eischen. Als nächste Riedner ass den Här Paul Helminge agedroen. Här Helminge, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Paul Helminge** (DP). - Här President, ech hunn no de Virriedner net méi ganz vill zu

der Diskussioun bäiedroen. Ech wëll awer och mengersäits ënnersträchen, wéi eng Success Story am Fong deen Accord ginn ass, deen de 14. Juni '85 effektiv zu Schengen vun deene fënnf Länner - Belsch, Holland, Däitschland a Frankräich - ënnerschriwwen ginn ass. Wéi gesot, et ass scho relevéiert ginn, 25 Länner sinn hautdësdays Voll-Memberen, an et sinn nach eelef aner, déi zu engem Deel un den Accordé bedeelegt sinn.

An, wéi gesot, wann ee bedenkt, dass Europa grad just haut vill virgeworf kritt, dass et ze vill abstrakt wier, ze vill bürokratesch, ze vill ontransparent, da sinn et grad just d'Schengener Accorden, déi de Leit d'Méiglechkeet ginn hunn, fir sech fräi am Schengen-Raum an Europa ze bewegen. An et ass wuel kaum e Land a Leit, déi méi dovunner profitéieren, wéi grad just Lëtzebuerg, an och déi Länner, déi Leit aus den Nopeschregiounen, déi all Dag kënnen appréciiéieren, wat dat heescht, fir kënnen do ouni Komplikatoune vun engem Land an dat anert ze goen.

Da wëll och ech ënnersträchen, dass et jo awer vläicht net en Hasard ass, dass grad just a Wahlkampfzäiten déi Diskussiounen hei erëm opkommen, well geduecht gétt, dass een do vläicht kéint e puer Wieler an e puer Stëmme weider kréien.

Ech muss soen, wann een dat alles an deem Kontext gesäit, dann ass och fir eis dee Reformprojet, esou wéi en de 7. Juni am Kader vun engem Conseil vun de Justiz- an Innenministere vun der Europäescher Unioun festgehale ginn ass - sous réserve, wat elo déi zwee Ministeren oder ee vun hinnen op déi Froen äntwert, déi notament de Félix Braz opgeworf huet, eis eppes aneschts, eng aner Interpretatioun gétt -, ass deen Accord, esou wéi mir e lesen, fir d'Demokratesch Partei eigentlech inakzeptabel.

Elo solle jo d'Memberlänner d'Méiglechkeet kréien, fir bis zu zwee Joer d'Kontrollen op hire Grenzen erëm ze maachen, am Fall vu Circonstances exceptionnelles, wat ëmmer dat heescht. Dat schéngt eis en äusserst onprezisen an dehnbare Begrëff ze sinn, sou dass also d'Dier do géif opgemaach gi fir esou munche Mëssbrauch vun där Klausel.

Besonesch och d'Affär vun dem Ausschlësse vun dem Europaparlament: Mir si wierklech der Meenung, dass grad just an engem Domän wéi deem hei, wou et wierklech ëm eppes geet, wat d'Leit an hirem Alldag als Benefiss vun Europa kënnen gesinn, dass et do inakzeptabel ass, dass do déi gewielte Verrieder vun den europäesche Bierger géife vun deenen Diskussiounen ausgeschloss ginn an dass elo eleng do d'Kommissioun an de Conseil dierften decidéieren.

Wéi gesot, dee Versuch hei, fir Schengen praktesch ze renationaliséieren, wann een deen am Kontext gesäit vun all deene Schwieregkeeten, déi mer am Moment an Europa hunn, dann ass dat wierklech eng - dat kënnen mer och net anescht gesinn -, dat ass eng direkt weider Attack op d'Méthode communautaire, zu där mir dach als Lëtzebuerger awer ëmmer terribel staark gehalen hunn, well et ebe grad just déi ass, déi déi kleng Länner an deem groussen Europa do iergendwéi schützt an déi och e Kärstéck duerstellt vun der europäescher Integratioun, och fir eis nach haut ëmmer.

Et wier jo och e bësse verréckt, wann an deenen Diskussiounen ëm de Schengen-Raum a wéi dee gériert soll ginn, England zum Beispill, wat net Member ass vum Schengen-Raum, ëmmer mat kéint um Dësch setzen a matdiskutéieren, während d'Europaparlament als gewielte Verrieder vun den europäesche Bierger dovunner ausgeschloss wier.

Mir sinn och der Meenung, dass d'Europaparlament do sech net soll scheien, wéi de liberale Grupp et schonn do proposéiert huet, fir - le cas échéant - virun den Europäesche Gerichtshaff ze goen, fir dass d'Rechter vum Parlament an dëser Saach och weiderhi géife garantéiert bleiwen.

A finalement wëll ech just soen, dass an engem Moment, wou grad just déi Kris, déi eis esou staark beschäftegt, dann elo, ech géif soen „endlech“ schéngt eng Diskussioun erëm unzekuerbelen, wou erëm Rieds drëm geet, dass mer där Kris eigentlech nëmme richteg kënnen begéien, wann et méi eng staark politesch Unioun respektiv souguer eng gemeinsam Währungs-, Wirtschaftsregierung gétt, a wou doriwwer diskutéiert gétt, dass grad just an deem Kontext dann et awer kontradiktöresch ass, wann dann zur gläicher Zäit eppes, eng vun deene weinegen Errungenschaften, déi mer wierklech hunn am Integrationsprozess, erëm géif op de Wee vun der Renationaliséierung geschéckt ginn, do schéngt et eis eng grouss Kontradiktioun ze sinn, an ech géif och duerfir ganz gespaant elo drop waarden, wat d'Ministerei eis soen, fir dass mer eis definitiv kënnen do positionéieren.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Helminge. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot** (LSAP). - Här President, no dem sougenannten „Arabesche Fréijoer“ an Nordafrika an am Noen Osten hu verschidde Länner vun der Europäescher Unioun mat ganz laange Baussegrenze gefaart, vu Réfugiéen iwwerschwemmt ze ginn. An Dir erënnert lech, dass Italien een Abléck gesot huet, mat deenen 20.000 Flüchtlingen aus Nordafrika géif et net eens ginn, an dorobberhi seng Grenzen opgemaach huet oder Certificaten ausgestallt huet, fir dass déi Leit kéinten an de Schengen-Raum kommen. Déi sinn an der Haaptsaach a Frankräich komm. Dat war also en Zeeche vun Onsolidaritéit vun engem Land vis-à-vis vun deem aneren.

Duerfir ass de Schengen-Raum enner Drock geroden, an d'Politik huet natierlech probéiert, dorobber ze reagieren.

Ech mengen, dat huet alles esou e bëssen eng Phobie erginn, an duerfir ass et wichteg, och elo emol kloerheet iwwer d'Zuelen ze schafen. De Félix Eischen huet et schonn zum Deel gemaach.

Gétt et eng Schwemm vu Réfugiéen oder net? Si verschidde Länner vun illegaler Awanderung bedroht? Den drëtten Rapport iwwer Immigratioun an Asyl an der Europäescher Unioun am Joer 2011 seet ons, dass d'Europäesch Unioun mat enger Bevëlkerung vu 502 Milliounen Leit 20,2 Milliounen Leit aus Drëttlänner huet. Dat si 4%.

Et gouf 2011 an der Europäescher Unioun 302 (veullez lire: 302.000) Demandeurs d'asile. Et gétt och geschat, dass 4,5 Milliounen Leit aus Drëttlänner sech illegal an der Europäescher Unioun ophalen. Genee kann een déi jo selbstverständlech net feststellen.

Natierlech steet d'Fro och am Raum a ville Länner, ob bei engem Chômage vun an der Moyenne 10% nach legal Immigratioun iwwerhaupt akzeptabel ass. Dobäi muss ee wëssen, dass a villen héich entwéckelte Länner elo schonns Pénurie u qualifizéierte Leit besteet an dass Europa an der ganzer Welt och op der Sich no Talenter ass, grad wéi aner héich entwéckelt Länner.

Et gétt sécher e Problem vun illegaler Awanderung an Europa. Lëtzebuerg erlieft dat jo och, besonesch säit der Visa-Liberaliséierung mat verschiddene Balkanlänner, no där ons Zuele vun Demandeurs d'asile drastesch an d'Luucht gougeng, déi eigentlech keng Demandeurs d'asile sinn, mä Leit, déi aus wirtschaftlechen Ursache bei ons wëlle kommen.

An natierlech gétt a verschiddene Länner gäre mat der illegaler Immigratioun Politik gemaach. An en Haaptinstrument ass dann natierlech de Ruff nom Zoumaache vun de Grenzen, mat anere Wierder: d'Fréckelen um Schengen-Raum.

Här President, de fräie Verkéier an Europa ouni Grenzen ass en Härzstéck vun der europäescher Konstruktioen. E klengt Land wéi Lëtzebuerg huet doduerch vill gewonnen: e grouse Raum, regional an international, fir sech fräi ze bewegen, fir ze exportéieren, fir mat aneren zesummeschaffen, eng oppe Wirtschaft mat ville Leit, déi bei ons wunnen, schaffen, tanken, verbrauchen.

D'Grenze ware soss ëmmer d'Haaptursach vu Kricher. En Europa ouni Grenzen huet d'Länner méi no zesummebruecht, d'Resultat ass e frid-dlecht Mateneen, wat kee wëllt vermessen.

Nun huet de Conseil vun den Innenministere de 7. Juni 2012 anscheinend e Kompromiss fonnt zwëschent deenen, déi d'Grenze wëllen zoumaachen, an deenen, déi dat net wëllen. E Kompromiss ass jo ëmmer eppes Schwiereges. Ech ginn dovunner aus, dass d'Lëtzebuerger Regierung eischter zu deene gehéiert, déi d'Grenzen net wëllen zoumaachen, an och dee Populismus vun dem Aschränke vun dem Schengen-Raum net wëllt matmaachen.

Dese Kompromiss huet natierlech weder d'Kommissioun - dat huet ee gehéiert vun der Kommissärin, der Madame Malmström - nach d'Europaparlament zefriddegestallt, well et ass, fannen ech, politesch relativ onklug vum Conseil, fir d'Europaparlament wëllen auszeschlësse vun där Beschloufaassung, egal wéi d'juristesche Lag elo ass. D'Europaparlament huet jo anscheinend gedroht, bei d'Cour de justice ze goen, mécht dat awer net, well et och gesot krut vun hirem Jurisconsulte, dass et do net vill Chancen hätt. Mä politesch, op jidde Fall, ass et e bësse fragwürdeg, fir d'Europaparlament dobäi auszeschlëssen.

Natierlech geet et am Detail ëm d'Evaluatioun vun der Kontroll vun de Bannegrenzen an ëm e Mechanismus, fir d'Bannegrenzen am Ausnahmefall erëm hierzustellen. Do geet et ëm d'Evaluatioun fir d'Eischt, an duerno ka jo dann e Land autoriséiert ginn, seng Grenze fir maximal zwee Joer zoumaachen.



Sécher muss d'Kontroll vun de Bausegrenze besser ginn, besonnesch zwéischent der Türkei a Griichenland. A sécher muss d'illegal Immigration un der Wuerzel och ugepaakt ginn, an der Zesummenarbecht och mat de Länner, aus deenen d'illegal Awanderer kommen. Mä et ass eng Illusion ze mengen, d'Zoumaache vu Grenzen an der Europäescher Union wär d'Allheilmittel. Groussbritannien ass net am Schengen-Raum, huet also nach national Grenzen, ass eng Insel an huet trotzdeem 26 (veuillez lire: 26.000) Demandeurs d'asile pro Joer bei sech.

Et geet, Här President, fir d'LSAP hei em d'Erhale vun enger vun de wesentlechen Errungenschaften vun der Europäescher Union. Wat haut besteet - dat wëll ech awer och nach soen -, wat haut besteet, appréciéiert jo eigentlech kee méi esou richtig, well et eppes ass, un dat mer gewinnt sinn a wat mer als selbstverständlich unhuelen. A vill Leit, och vill Politiker - dat wëll ech soen -, déi haut um Pouvoir sinn, hunn eigentlech jo keng Ahnung méi, wat en Europa zerstückelt vu Grenzen u Käschten, un Ofschottung, u Mësstrauen, un Ufeindungen, un nationalistesche Geforen duerstellt! D'Grenze waren a sinn d'Ursach fir Kricher, d'Ofschafe war an ass de Fridden.

An duerfir, mengen ech, muss een ons Regierung encouragéieren, fir am Conseil alles ze maachen, fir dee Schengen-Raum ze erhalen, fir net op dee Wee ze goen, fir de Schengen-Raum a Fro ze stellen, well et gétt genuch Leit an Europa, déi net déi europäesch Integratioun, déi net dee fräien, grenzlose Raum wellen, an ech sinn iwwerzeugt, dass ons Regierung wäert och am Conseil dorobber hiwierken, fir dass dat net geschitt.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot. Als nächsten a leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Och d'ADR bekennt sech selbstverständlich zum Prinzip vum fräie Verkeier vun de Persounen tëschent de Länner. Ech wëllt awer e puer méi grundsätzlech Bemierkunge maachen.

Déi éischt ass: Ech wiere mech géint déi Iddi, dass alles, wat elo géint Schengen wär, ënner de Begrëff Populismus soll falen. Ech weess, de Minister Asselborn huet dem Här Sarkozy hei dat reprochéiert. Ech hunn hei och, fir déi Leit mat kuerzem Gedächtnis, déi néideg Presscopurë bruecht. An do huet en och gesot, den Här Minister Asselborn, wann de François Hollande géif gewielt ginn, dann hofft en, dass den Débat «sur Schengen va se terminer rapidement». Dat schéngt och de Fall ze sinn, allerdings wahrscheinlech anescht, wéi den Här Minister Asselborn dat envisagéiert hat.

(**Interruption**)

Ma, da muss en dat erklären.

Op jidde Fall ass et fir eis elo keng Debatt, déi ee soll an Termé vu Populismus oder Netpopulismus féieren, mä et muss een déi reell Besoinen an Europa kucken, well dorobber kënt et jo schlussendlech un an eng verantwortungsvoll Politik, déi gétt net mat Schlagwierder gemaach, méi déi geet op déi reell Besoinen.

An de reelle Besoin, dee schéngt jo ze bestoen, fir déi Grenzkontrollen erëm anzeféieren, well wuel kaum een heibannen éierlech kéint bestreiden, dass et Fäll vu Mëssbrauch gétt an dass et Insuffizienz an der Kontroll vun den Aussegrenzen ebe gétt an dass op esou objektiv a reell existéierend Eraufuerderunge verantwortungsbewusst Staten och musse kënne reagéieren.

Mir hunn als ADR ëmmer erëm gesot, dass mer musse bei aller Fräizügigkeit ëmmer mat Mooss a Verantwortung gefill handeln, och bei der Visapolitik. Et kann een net einfach fir all Länner déi Visaobligatioun ofschafen, ouni gläichzäiteg Sécherheitsgelänneren anzeféieren, „sécher Drëttstaten“-Konzepter, Réadmissionkonzepter.

Mir kréien elo eng Debatt iwwert d'Tierkei, Här Minister. Wat maache mer, wann elo zum Beispiel kurdesch Réfugiéien heihinnerkommen, déi hu jo ganz sécher e Recht hei op Asyl? Also, och déi tierkesch Debatt musse mer mat enger grousser Virsiicht gesinn.

An ech mengen, Dir sidd lech bewosst - Dir laacht elo, mä ech mengen, wann Der lech net bewosst sidd, da gitt Der lech geschwé bewosst -, wou d'Problemer mat der Tierkei leien!

D'grenzwwerscheidend Kriminalitéit ass en anert Wuert; mä ech wëll hei, well mer nëmmen zwou Minuten hunn, eppes ganz kloer soen: Fir d'ADR bleift d'Recht vun de Sta-

ten ëmmer en nationaal Recht, fir d'Grenzkontrollen kënne duerchféieren. Dat ass an eisen Aen eng Fro vun der nationaler Souveränitéit, vun der nationaler Kompetenz, fir selbstverständlich mat den Noperstaten an engem europäesche Kader esou Arrangementer kënnen ze fannen.

Dat heescht net, wéi Verschiddener soen, dass mer ewell d'Frontaliere wëlle kontrolléieren, mä all Stat soll d'Recht hunn, fir seng Grenze kënne punktuell an esou ze kontrolléieren, fir seng eege Bierger ze schützen an all deenen éierleche Leit awer gläichzäiteg d'Reesfräiheet ze erhalen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt elo den Här Immigrationsminister Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Här President, ech mengen, mir sinn natierlech besonnesch attachedéiert um Schengen-Raum, aus deem éischte Grond, well effektiv fir Lëtzebuerg dat vital ass. Natierlech och e bëssen aus Stolz, well schlussendlech dee Prozess, deen déi normal Dimensionen vun Europa begrënt huet, an zwar déi, dass et all europäesche Bierger misst erlaabt sinn, fräi an deem Europa ze zirkuléieren, ausgaangen ass ebe vun enger Uertschaft hei zu Lëtzebuerg.

Ech fannen, et ass eng gutt Iddi gewiescht, fir deen Débat hei ze organiséieren, well et effektiv e wesentleche Punkt ass a well et och wichtig ass, eng Rei Malentenduen aus der Welt ze schafen.

Éischters wollt ech emol rappéléieren, dass och elo - och elo! - et absolut méiglech ass, ënner deenen aktuellen Texter, d'Grenzkontrollen erëm anzeféieren. Et soll een also net maachen, wéi wann elo eppes géif nei erfondt ginn, wéi wann dat net existéiert hätt an elo op eemol gesot gi wier: „Ah, elo musse mer awer e System erfannen, fir Grenzkontrollen kënne anzeféieren.“

Mir hunn och elo d'Méiglechkeet ënner dem Code frontières, Grenzkontrollen anzeféieren ënner gewëssenen Émstänn, ënner gewëssene Konditiounen, fir eng gewëssene Dauer. Bon, déi Dauer läit ënner deem Niveau, deen an enger Dispositioun virgesinn ass, déi elo nei proposéiert ass. Ech mengen, et ass awer wichtig, dass einfach emol ze rappéléieren, well wann ech esou nogelauschert hunn, hat een d'Gefill, wéi wann elo op eemol eppes komplett Neies hei agefouert géif ginn, wat virdrun net bestanen hätt.

Dee politesche Kontext, firwat et eng Diskussion ginn ass, fir dee System vun de Grenzkontrollen ze erweideren, deen hutt Der, mengen ech, amplemment kommentéiert. Ech kommen net méi dorobber zrëck. Dir wësst alleguer, dass déi an engem ganz spezielle politesche Kontext stattfonnt huet, an dat ebe mat där Iddi, d'Grenzkontrollen - déi ech och elo héieren hunn -, dat heescht Sécherheet, wat u sech absolut e Leurre ass. Grenzkontroll heescht net automatesch méi Sécherheet! Et gétt eng ganz Rei aner Mesuren, déi ee ka maachen an déi ee muss maachen, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze assuréieren, an déi vill méi effikass sinn, wéi ganz einfach en Douanier op eng Grenz ze setzen an all Auto unzehalen.

Ech mengen, et ass e Leurre, de Leit dobausse wëlle virzemaachen, dass wier dee beschte Moyen, fir d'Sécherheet vun de Bierger anzeféieren. Dat ass vläicht ganz visibel, mä déi Leit, déi dann natierlech d'Victime vun deene Kontrolle ginn, dat heescht, déi vill éierlech oder déi absolut Majoritéit vun éierleche Bierger, déi wäerte ganz schnell merken, wat dat fir eng Tracasserie ass. An et ass eng Tracasserie, déi eigentlech weineg Effekt huet.

Dee Punkt, deen an der Debatt war an deen natierlech extrem kontrovers gefouert ginn ass, dass ass déi Clause migratoire. Dat war effektiv den Ulass vun der Demande vun net nëmmen enger Regierung, mä et ass e Brëif och duerno gi vun zwee Ministeren, engem franséischen an engem däitschen, fir déi Grenzkontrollen do an déi Richtung ze drécken, fir eigentlech an deen Dispositif, dee mer elo hunn, e weideren Dispositif ze setzen, dee geheescht hätt: Wann eng Pression migratoire iergendwou entsteet, wann dat Land also där Pression migratoire net ka resistéieren, net kann dee Problem léisen, da kënne déi aner Länner, wa se d'Impressioun hunn, dass si eigentlech d'Konsequenze matdroe vun där Pression migratoire un enger Bausegrenz, da kann en anert Land erëm Kontrollen op deene banneschte Grenzen aféieren.

Bon, mir haten d'Beispill. Italien hat eng Pressioun op Lampedusa, d'Fransousen hu gesot: „Eigentlech wëlle mer elo erëm Grenzkontrollen op der franséisch-italienescher Grenz aféieren.“ An dat ass dee groussen Débat gewiescht:

Solle mer eng Clause migratoire aféieren, déi eigentlech de Länner, sou wéi se initialement konzipéiert war, eng ganz grousse Latitide ginn hätt, fir ze soen, majo, iergendwou ass eng Pression migratoire, elo féiere mer emol Bausegrenze géigeniwwer vun deem oder deem Land fir eng Zäit an?

Ass dat elo de Fall? Dat ass déi wesentlech Fro. Mir hunn ons ëmmer ganz kategoresch géint esou eng simplistesche - ech soen, géint esou eng simplistesche - Approche gewiert, déi effektiv net a priori praktesch Motivatiounen hat, mä haaptsächlech politescher, fir net aner Wieder ze gebrauchen. Mir hunn eis géint esou eng Approche gewiert!

Gläichzäiteg ass awer och eng Diskussioun gefouert ginn, déi ech awer och net komplett wëll op d'Säit drécken, fir ze soen, mir mussen e Schengen-Raum hunn, dee gutt funktionéiert. Mir brauche Bausegrenzen, effektiv, déi korrekt kontrolléiert ginn, well all Stat mécht deem anere Stat, deen un der Bausegrenz Kontrollen effectuéiert, Vertrauen eigentlech, dass en dat no beschte Capacitéit mécht. Dat Vertrauen, dat muss natierlech och baséieren op prezisen a konkrete Kritären. An dat ass de Punkt vun der Evaluatioun.

D'Evaluatioun heescht, all Land muss sech evaluéiere loossen, fir ze beweisen, dass déi Kritären, déi an den Texter, am Code frontières festgeluecht sinn, dass dat Land déi Kritären erfüllt, dass effektiv all déi Moyenen, déi erfuerderlech sinn, employéiert ginn, dass eng gewësse Rigueur besteet, wat déi Kontrollen un de Grenzen ubelaangt.

Dat ass d'Evaluationsdimension, fir déi mir sinn, déi ech absolut net a Fro stellen, déi mer brauchen, wa mer wellen en Espace ouvert hunn a wa mer awer och wellen no baussen e gewësse Contrôle ausüben, fir eben net gewësse Fluxen ze hunn. Dat kënne net nëmme Flux migratoires sinn, mir sinn och konfrontéiert - de Minister vun Intérieur ass hei - mat Sécuritétsfroen, Terrorismusmenacen, aneren Grande-criminalité-Menacen. All déi Saachen, déi kommen derbäi. Also sinn d'Länner obligéiert, do Garantien ze ginn, dass d'Grenzen no baussen uerdentlech kontrolléiert ginn.

Dee Mécanisme d'évaluation, dee soll gestärkt ginn. An ech mengen, et ass och net negativ, dass dee Mécanisme d'évaluation gestärkt gétt. De Punkt ass: Wéi soll e gestärkt ginn? Sollen d'Staten dat eleng maachen oder soll d'Kommissioun an deem Mécanisme d'évaluation méi e grousse Impakt hunn?

Mir waren derfir, dass d'Kommissioun do eng „leading“ Roll soll hunn, de principal Moteur vun där Evaluatioun soll sinn. Dat, wat elo um Dësch läit als Kompromëss, gétt der Kommissioun zwar méi Influenz, méi Impakt, wéi dat elo momentan ass, well elo si mer an engem System, dee reng vun de State kontrolléiert gétt. Mir hunn et also an deem Sënn fäerdeg bruecht, fir de Rôle vun der Kommissioun an deem Evaluationsmechanismus ze stäerken. Mir hätte gemengt, dass dee Rôle nach méi staark kéint sinn. Dat ass e Kompromëss, ass awer u sech net negativ.

Elo e Wuert zum Europaparlament. D'Europaparlament huet u sech net fundamental géint déi Iddi vun Evaluationsmechanismus eppes gehat. Si hunn e kritesche Regard gehat, wat gewësse Capacitéiten ubelaangt, fir erëm Grenzkontrollen un de Bausegrenzen anzeféieren. Mä hire wesentleche Punkt ass d'Base juridique, well bei där enger Base juridique gesäit den Artikel 70 vir, dass d'Staten de Mécanisme d'évaluation selwer decidéieren, an zwar andeems se d'Kommissioun eigentlech associéieren an d'Europaparlament informéieren, während den Artikel 77, dee vun der Kommissioun proposéiert war an hirer Proposition, virgesäit, dass mer an engem normale Mechanismus si vu Codécisioun, wou näischt kéint géint d'Europaparlament decidéiert ginn.

Dat ass ganz kloer: D'Europaparlament gesäit elo dee Changement vun enger Base juridique 77 op 70 als en Affront. Ech hu bis déi lescht Minutt gekämpft, fir effektiv ze verhënneren, dee Changement vun där Base juridique ze kréien. Mä Dir wësst allegueren, dass fir eng Proposition vun der Kommissioun ze änneren, een eng Unanimitéit am Conseil muss hunn. Elo kënt Der mer jo soen: „Majo, wann s du blockéiert häss...“, an Dieu sait, dass ech ugeruff gi sinn, fir dat ze maachen, „dann hätte mer dat jo kënne eleng blockéieren.“ An ech soen „eleng blockéieren“, well keen anere Stat, och d'Belsch net, mat deenen ech vill diskutéiert hunn, bereet war, esou wäit ze goen a kategoresch ze soen: „Mir blockéieren déi praktesch Unanimitéit am Conseil minus dann eent: Lëtzebuerg.“ D'Belsch, déi waren ee Moment e bëssen un wackelen. Et war also kee bereet, déi Unanimitéit dann ze empêcheieren, déi deen Transfert vun der Base juridique 77 op d'Base 70 dann empêcheiert hätt.

Mä wann Der déi Konklusioun vum Conseil liest, da sinn déi Konklusiounen net definitiv. Dat ass e Kompromëss am Kompromëss. Well dee Kompromëss seet, à ce stade - à ce stade! - si mer ons eens, fir emol ze soen, dass mer deen Transfert vu Base juridique maachen.

Dat heescht, mir hunn dat dann akzeptéiert, ënner der Konditioun, dass mer zrëck bei d'Parlament ginn a mam Parlament doriwwer diskutéieren, also nach eemol d'juristesche Argumenter diskutéieren, an déi gétt et nu leider fir den Artikel 70. Dat muss ech och unerkennen. Och wa meng Präferenz fir den Artikel 77 ass aus verschiddene Grënn, gétt et juristesche Argumenter, déi éischer fir den Artikel 70 plädéieren. De Jurisconsulte vum Conseil huet dat och ganz kloer duergeluecht. A bei deenen Argumenter ass och kloer ginn, dass effektiv et net esou einfach wäert si fir d'Kommissioun, déi eventuell annoncéiert huet, bei d'Cour op där Saach do ze goen, ob se do dee Recours op der Base juridique esou einfach géif gewannen.

Dat ass also de Punkt vum Europaparlament. Et ass also net, fir d'Europaparlament komplett erauszdrécken, och wann dat elo e bëssen esou presentéiert ginn ass. Et ass eng Saach: Huet d'Europaparlament hei d'Codécisioun oder huet et se net? Et ass eng komplizéiert Afär.

Fir d'Saach nach e bësse méi komplizéiert ze maachen, muss ee wëssen, dass d'Europaparlament am Endeffekt - am Endeffekt! - souwisou e Matsproocherecht huet, well mir kënne nämlech net déi Changementer, op déi ech dann nach ze schwätze kommen, wat d'Contrôles aux frontières intérieures ubelaangt, änneren ouni den Accord vum Europaparlament. Dat heescht, indépendamment vun där Base juridique iwwert d'Evaluatioun, ass de Fong - dat heescht: Wéini kann ech ënner wat fir enge Modalitéiten erëm Bausegrenzkontrollen aféieren? - nëmme méiglech, wa mer de Code frontières änneren, an dat kënne mer nëmme mam Europaparlament.

An duerfir: Déi Konklusioun vum 7. Juni sinn op, well jiddwereen ass sech däers natierlech bewosst. Wann d'Europaparlament „njet“ seet a seet: „Mir sinn net bereet, mat lech en Deal ze fannen, dat heescht, Are Changementer vum Code frontières zouzestëmme oder e Kompromëss eventuell op där Basis mat lech ze fannen“, da gétt et keng Changementer am Code frontières an da gétt et keng Ännerungen, wat d'Méiglechkeeten ubelaangt, fir erëm Kontrollen un de Bausegrenzen a gewëssenen Hypotheesen anzeféieren. Dat muss een also wëssen. Do ass also en „leverage“ vum Europaparlament, deen extrem héich ass.

Leschte Punkt ass deen: Wat ass elo um Dësch, wat d'Grenzkontrollen ubelaangt, déi eventuell solle méiglech sinn? Éischters, grosso modo dat, wat mer elo schonn hunn. Dat gétt licht ajustéiert, an ech géif souguer soen, éischer méi positiv ajustéiert, well d'Staten, déi elo praktesch unilatéralement dat konnte maachen, sinn elo obligéiert, déi aner Staten ze informéieren an och d'Kommissioun direkt ze informéieren. Et ass also e bësse méi ofgerennt.

Dat heescht d'Staten, déi elo decidéieren, muer maachen och d'Grenzen zou, an duerno eventuell eréischt déi aner informéieren, ginn u sech elo obligéiert, dass 40 Deeg virdrun ze annoncieren a mat der Kommissioun och do Diskussiounen ze féieren. Dat ass also eng licht Verbesserung, wat zumindest d'Mécanisme ubelaangt.

Dee Punkt, deen natierlech interessant ass, dass ass deen, deen nei derbäikomm ass. A wat seet deen? Dee seet, dass op Basis vun där Evaluatioun, vun där ech jo virdu geschwat hunn, déi wichtig ass, vun de Bausegrenzen, wann do wierklech ganz grousse Defiziter festgestallt ginn, wann also festgestallt gétt, dass e Land déi Bausegrenzen absolut net ënner Kontroll huet an dass dat Konsequenzen hätt fir de gudden Fonctionnement vum Espace Schengen an dass Konsequenzen hätt fir den Ordre public an d'Sécurité intérieure an deem Espace Schengen...

An dat ass eng Notion juridique, déi natierlech muss justifiéiert gi bei der Cour. Wann e Land dat eventuell bei d'Cour bréngt, da muss d'Cour kucken, ob dat e Cas d'ordre public ass oder net. Mir sinn hei och net an engem absoluten arbiträre System. Mir hunn e Rechtssystem, dee kontrolléiert gétt vun der Cour européenne de justice, also y compris och déi Froen iwwert den Ordre public: Ass eppes Ordre public oder net?

Wann also ënner deene Konditiounen den Ordre public an engem anere Land oder a verschiddene Länner menacéiert ass, da geet eng



Mécanique lass, déi et erlaabt, Grenzkontrollen anzeféieren. Déi Mécanique ass awer net, datt dee Stat eleng dat décidéiert. Nëmmen de Conseil kann d'Kommissioun opfuerderen, eng Proposition ze maachen, fir eventuell Grenzkontrollen anzeféieren, oder besser gesot, engem Land ze erlaben oder méi Länner eventuell ze erlaben, Grenzkontrollen anzeféieren. Dat ass also déi Mécanique, déi hei elo um Dësch läit an déi an der Diskussioun ass. Et ass also absolut net den Arbitraire total, deen ech heiansdo gemengt hunn hei gehéiert ze hunn.

Sécher - soen ech - ass dat hei net eppes, wat mir direkt gefrot hunn. Ech muss och soen, dat hei ass net eng Situatioun, déi Lëtzebuerg en tant que tel direkt concernéiert. Ech mengen, datt mir eng Menace op onser Aussegrenz hätten, well mir net capabel wieren, ons Aussegrenz uerdentlech ze kontrolléieren, oder well mir - ech weess net - all méiglech kriminell Organisatiounen hei zu Lëtzebuerg net enner Kontroll kriterien, an dat géif dann en anert Land derzou bréngen, fir d'Bannegrenz zu Lëtzebuerg zouzemaachen, ass jo eng total irrealistesche Hypothees. Dat ass jo net eng Hypothees, déi fir Lëtzebuerg jee kéint zoutreffen.

Hei geet et ëm ganz spezifesch Situatiounen op kriddeleche Punkte vun onsen europäesche Baussegrenzen. Et ass ganz kloer: Jiddwereen huet am Kapp déi Baussegrenz mat der Türkei,

précisément tëschent Griichenland an der Türkei, déi eng vun deene Grenzen ass, wou d'Griiche grouss Schwieeregkeeten hunn, fir déi ze kontrolléieren.

Derbäi kënnt awer nach - an dann halen ech op -, datt dat alles net esou automatesch nach ass, well och ier iwverhaupt déi do Phas antrett, muss all Stat, muss dee Stat, dee concernéiert ass, gehollef kréien. Et ass also net esou, datt vun haut op muer gesot gëtt: Ma du kontrolléiers déi Baussegrenz net gutt, elo maache mir emol ons Bannegrenzen zou! Neen!

Da muss also e ganze Programme d'action opgebaut ginn, fir deem Land ze hëllef, eventuell déi Situatioun enner Kontroll ze kréien. A wann et net méiglech ass, an engem gewëssenen Délai déi Situatioun enner Kontroll ze kréien, dann eréischt kënnt déi Hypothees vun eventuell der Réintroduction vun de Kontrollen op verschidde Bannegrenzen.

Mir sinn also an engem System, deen e bësse méi komplizéiert ass, deen net Schengen hei total ausser Kraaft setzt, wou déi Mechanismen, wou awer d'Kommissioun matspillt, assuréiert sinn, wou d'Parlament zwar an där Mise en place vun engem Evaluatiounssystem e bëssen écartéiert ginn ass, wat mir bedauern -absolut! -, a wou et mer och schwéiergefall ass, fir hei onse Go ze ginn, nodeem ech d'ailleurs och mam Statsminister doriwwer geschwat hunn,

mä et war natierlech och schwéier, fir dann déi praktesch Unanimitéit do net ze...

► **M. le Président.** - Här Minister, Dir misst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Voilà, dat ass also de Punkt, wou mer sinn.

Elo hunn ech hei eng Motioun, déi mer u sech a priori keng gréisser Problemer schaaft, nodeem hei och e Wuert nach geännert ginn ass. Ech mengen, mir sinn, an dat ass da mäi Schluss, mir si fir eng Approche communautaire esou wäit wéi méiglech, och an der Approche vun de Grenzen. Mir hunn e gemeinsamen Espace. An ons Grenze sinn natierlech ons Grenzen, ons national Grenzen. Dat ass och vun der Unioun net a Fro gestallt.

Mä d'Gestioun vun deene Grenzen, déi ass communautaire, déi ass zesummen, déi muss zesummen ausgefouert ginn. An duerfir brauche mer och Mechanismen, fir datt déi Kontrollen, wa se da musse stattfannen, zesummen décidéiert ginn, an net unilateral vun engem Stat.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Minister. Domadder wier dese Punkt ofgeschloss.

Motion 1

Mir hunn awer hei nach eng Motioun, iwwert déi mer missten ofstëmme. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Ech hu verstanen, datt de Minister kee Problem mat där Motioun hätt. Dat heescht, mir kënnen à main levée doriwwer ofstëmme.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun averstanen?

(Interruptions diverses)

Wat gelift? Main levée.

Wien ass net mat där Motioun averstanen?

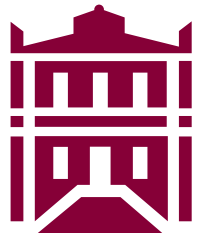
Ech mengen, dat schéngt mer ganz kloer ze sinn. Domadder wier déi Motioun dann och ugeholl.

(La motion 1 est adoptée à main levée contre les voix de la sensibilité politique ADR.)

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domadder um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass virgesi fir den nächsten 3. Juli.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.25 heures)



SÉANCE 36

MARDI,
3 JUILLET 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Communiqués

- M. le Président

2. Ordre du jour

- M. le Président

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°174 du 2 juillet 2012 de M. Marc Spautz relative à la problématique de la surfacturation de la maison de retraite «Am Schmëttbësch» à Schiffflange, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- M. Marc Spautz - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- Question n°175 du 2 juillet 2012 de M. André Bauler relative à la correction des épreuves d'examen des classes terminales de l'enseignement postfondamental par des chargés d'éducation, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- M. André Bauler - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- Question n°176 du 3 juillet 2012 de M. Roger Negri relative aux répercussions de la fusion entre la Milch Union Hocheifel eg (MÜH) et le groupe coopératif Arla Foods, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- M. Roger Negri - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- Question n°177 du 3 juillet 2012 de Mme Josée Lorsché relative à la médecine scolaire, adressée à M. le Ministre de la Santé

- Mme Josée Lorsché - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé

- Question n°178 du 3 juillet 2012 de M. Ali Kaes relative à la route N7, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Ali Kaes - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Question n°179 du 3 juillet 2012 de M. André Bauler relative au paiement de l'allocation de rentrée scolaire, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- M. André Bauler - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration

- Question n°180 du 3 juillet 2012 de M. Georges Engel relative au développement futur des zones industrielles P.E.D. et «Au Grand Bis» dans la commune de Pétange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Georges Engel - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et des Infrastructures

- Question n°181 du 3 juillet 2012 de M. Henri Kox relative à la pratique du jet-ski sur la Moselle, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Henri Kox - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Question n°182 du 3 juillet 2012 de M. Gilles Roth relative aux études SUP dans le cadre de la révision générale des PAC, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et des Infrastructures

- M. Gilles Roth - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et des Infrastructures

4. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, relative aux conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin 2012 suivie d'un débat

- M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

- Débat: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch (dépose la résolution 1), M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany

- M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (M. Fernand Kartheiser et M. Gast Gibéryen interviennent)

- Vote sur la résolution 1 (adoptée)

- M. Ben Fayot (intervient au sujet de la résolution), M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Gast Gibéryen

5. Ordre du jour (suite)

- M. le Président

6. 5978 - Projet de loi relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

- Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth

- Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Alex Bodry

- M. François Biltgen, Ministre de la Justice

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 6316 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

6317 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

- Rapports de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry

- Discussion générale: M. Félix Eischen, M. Paul Helminger, M. Henri Kox (M. Paul Helminger intervient), M. Jacques-Yves Henckes (M. Gast Gibéryen intervient), M. Serge Urbany

- M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (M. Henri Kox, M. Xavier Bettel et M. Gast Gibéryen interviennent), (M. Félix Braz et M. Henri Kox posent des questions)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi 6316 et dispense du second vote constitutionnel

- Vote sur l'ensemble du projet de loi 6317 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, MM. Marco Schank, Romain Schneider et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)



► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Neen, Här President.

1. Communiquations

► **M. le Président.**- Ech hu par contre folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

Folgende Projet gouf an der Administration parlementaire déposéiert: den 29. Juni vun der Erziehungsministesch de Projet de loi 6448, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Enseignement fondamental.

De 27. Juni 2012 ass d'Petitioun N°318 „Pas d'armes pour les atrocités“ vun Amnesty International eragereecht ginn.

Communications du Président - séance publique du 3 juillet 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé à l'Administration parlementaire:

6448 - Projet de loi modifiant

1) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2) la loi du 13 mai 2008 portant création d'une École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 29.06.2012

3) Le 27 juin 2012 la pétition n°318 «Pas d'armes pour les atrocités» a été introduite par Amnesty International.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz schléit fir haut de Mëtteg folgenden Ordre du jour vir: fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung, dann eng Deklaratioun vum Här Premierminister Jean-Claude Juncker iwwert den Europäesche Conseil vum 28. an 29. Juni 2012 mat uschléissender Debatte, de Projet de loi 6316 iwwert de Stroumarché an de Projet de loi 6317 iwwert de Gasmarché, déi mir zesummen an enger Diskussioun nom Modell 2 behandelen, dann de Projet de loi 5978 iwwert de Réckkaf an d'Zréckzéie vu Wäertpabeieren, déi op der Bourse gehandelt ginn, och nom Basismodell.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Haut de Mëtteg huet d'Chamber och eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Fro kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als Éischt hu mer d'Fro N°174 vum Här Marc Spautz un de Gesondheitsminister an de Minister vun der Sécurité sociale iwwert d'Iwwerfacturatioun am Altersheim „Am Schmëttbësch“ zu Schëffleng. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

3. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°174 du 2 juillet 2012 de M. Marc Spautz relative à la problématique de la surfacturation de la maison de retraite «Am Schmëttbësch» à Schifflange, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale**

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Merci, Här President. Déi Fro geet ëm - Dir hutt et schonn ugedeit - Noveliä. D'Fleegeheim vu Schëffleng war déi lescht Deeg am Mëttelpunkt, awer leider net positiv, mä negativ weinst finanziellen Dysfonctionnement.

Meng Fro un de Minister ass am Fong: Meng Frëndin, d'Nancy Arendt, huet schonn 2007 an

der Question parlementaire N°1551 drop higewisen...

(Brouhaha général)

...drop higewisen...

► **M. le Président.**- Här Spautz, loosst lech net duerjernebréngen! Dir hutt bestëmmt „Fraktionsfrëndin“ gemengt.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ech hunn „Fraktionsfrëndin“ gemengt. Si solle sech packen.

...schonn drop higewisen, dass et méiglech kéint sinn, dass Saache géife verrechent ginn u Patienten, wat awer net géife getätegt ginn. An dat war 2007. Elo hu mer da matkritt, dass zu Schëffleng festgestallt ginn ass, dass sollen zéng Milliounen Euro, dat ass dee Chiffer, dee genannt ginn ass, mä de Minister kann eis vläicht dee richtige soen, wou do Dysfonctionnement gewiescht wieren an deem Volet.

Do ass d'Fro: A) Wat fir eng Suiten huet de Minister wëlles, deem ganzen Dossier ze ginn? Kann et och méiglech sinn, dass ausser der Fleegeversécherung och do Patiente Saache bezuelt hunn aus hirer Täsche, déi ni getätegt gi sinn?

An dann och drëtens, wat mer kënnen ënnerhuelen, de Ministère respektiv och d'Chamber, doduerch, dass mer e Gesetz géifen änneren, fir dat méi strikt ze maache fir déi Kontrollen, fir dass esou Evenementer wéi déi do net méi virkommen.

An déi lescht Fro wier, ob dat iergendwéi Auswierkungen hätt op déi Leit, déi de Moment do an deem Haus sief et schaffen, sief et och do an der Fleg sinn.

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Spautz. D'Wuert kritt den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol dem Här Marc Spautz Merci fir déi Fro, déi mer erlaabt, eng Rei vun Elementer ze preziséieren. Dir wësst, dass d'Fleegeversécherung déi jéngste Branche vun eiser Sécurité sociale ass a se eng gutt Dose Joren um Bockel hat.

Déi Problemer, déi elo am Mëttelpunkt erëm eng Kéier vun der Öffentlechkeet waren, dat sinn déi Problemer, déi entstane sinn um Ufank, an der Ufalszäit vun der Fleegeversécherung, wou d'Haiser der Facilitéit halber gesot kritt hunn, si sollen ofrechne geméiss dem Plan de prise en charge. Dat ass och geschitt.

No der Ufalszäit, wou ee Méiglechkeeten dann och hat, fir Plausibilitäitskontrollen ze maachen, ass opgefall gewiescht bei enger Rei vun deene 50 Haiser, dass zwar engersäits de Plan de prise en charge bestanen huet, mä dass déi effektiv geleschten Aarbecht net honnert Prozent am Äklang mat dem Plan de prise en charge war. An et huet sech erausgestallt, dass och an enger Rei vun Haiser net dat noutwendegt Personal war, fir all dat kënnen ze exekutieren, wat am Plan de prise en charge virgesi war.

Opgrond vun deem Constat huet d'Fleegeversécherung respektiv d'CNS sech mat den Haiser zesummegeesat an do ass och mat den Haiser quasi alleguer eng Eenegung fonnt ginn. Déi Haiser hunn eng Rei vu Milliounen rembouréiert.

Ech wëll och insistieren an déi Nuance erabréngen zu deem, wat den honorabelen Här Marc Spautz gesot huet, dass een net vun Dysfonctionnement an deem Sënn ka schwätzen, wéi dat heiansdo am Volleksmond de Fall ass. Et ass net richtig regelkonform oder bis an déi lescht Detailler am Intérêt vun der Keess geschitt.

Mä, wéi dat festgestallt ginn ass, bei deene Meeschten ass dat net entstanen duerch schlechte Wëllen. Duerfir hu se sech och kënnen conformieren a relativ schnell kënnen conformieren, soudass bei deenen Haiser, déi sech conforméiert hunn, kee Schued fir d'CNS an och kee fir d'Fleegeversécherung an a fortiori och net fir d'Pensionnaren entstanen ass.

Dir hutt recht, dass dat Schëfflenger Haus sech net conforméiert huet bis elo. Do hunn déiselwecht Diskussiounen stattfonnt wéi mat deenen aneren Haiser, mä bis haut konnt keng Eenegung fonnt ginn. Dunn ass virun enger relativ laanger Zäit schonn d'Commission de surveillance befaasst ginn. Opgrond vun där Befassung ass gerode ginn, dass déi zwou Säite sech nach eng Kéier géifen zesummesetzen. Do ass keng Eenegung komm, an et ass och keng an Aussicht.

Duerfir ass de Procédere erëm relancéiert bei der Commission de surveillance. A weder d'CNS nach d'Fleegeversécherung wäerten do noginn, well et hei ëm öffentlech Cotisationsgelder geet, wou d'CNS an d'Fleegeversécherung derfir ze biergen hunn, dass déi gutt ugewannt ginn.

Deen heite Fall weist, dass déi meeschten Haiser gutt gestréckt sinn, a wann eppes bei Kontrollen festgestallt gëtt, si sech och direkt conformieren. Hei am Schëfflenger Fall stellen ech dee gudden Wëllen net fest. Ech selwer an och déi Responsabel vun der Fleegeversécherung sinn awer determinéiert, fir all Euro eranzekreien, dee geschëllt ass.

Wéi gesot, de Pensionnaren entsteet doduerch kee Schued, well et Ofrechnunge mat der Keess sinn, héchstens ze vill ofgerechent ginn ass, mä awer net op d'Käschte vun de Pensionnaren, mä op d'Käschte vun der Keess. Et ass e moeren Trouscht, mä et muss een awer de Leit dat esou soen.

Mir mengen, dass mer och an der Zwëschenzäit doduerch, dass déi Fleegeversécherung hire Rythme de croisière huet, Méiglechkeeten hunn, fir déi Plausibilitäitskontrollen ze maachen. Mir hunn eis och mat der Kostenträgerrechnung, déi mer elo opgestallt hunn, de Moyenn ginn, fir nach méi Transparenz an de Secteur eranzubréngen.

Mä ech mengen, dass awer e wichtige Message, fir no baussen ze ginn, ass, wann een dat net esou genee hëlt an, wann een drop higewise gëtt, sech net conforméiert, dass dann d'Fleegeversécherung an d'Kontroll vun der Fleegeversécherung spillen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gesondheitsminister.

Déi nächst Fro ass d'Fro N°175 vum Här André Bauler un d'Erziehungsministesch iwwert d'Verbessere vum Premiéresexamen duerch d'Chargés d'éducation. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°175 du 2 juillet 2012 de M. André Bauler relative à la correction des épreuves d'examen des classes terminales de l'enseignement postfondamental par des chargés d'éducation, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un d'Madame Éducatiounsministesch stellen. An den Exame ginn och Chargéen agesat, fir d'Épreuves ze verbesseren.

An deem Zesummenhang wollt ech d'Madame Minister Folgendes froen: Weess d'Madame Minister, ëm wat fir eng Kategorie vu Personal et sech do handelt? Chargés de cours, Chargés d'enseignement, Chargés d'éducation? Geet dat queesch duerch de Gaart?

A wat fir enge Lycéëen an a wat fir enge Formatiounen gëtt an deem Kontext op Chargéen zréckgegraff? Verbesseren och Chargéen d'Examen op Première an op den Treizièmesklasse vum Enseignement secondaire technique? Wa jo, ass dat éischer d'Ausnahme, oder hunn am Laf vun de leschte Jore kontinuéierlech méi Chargéen des Aufgab uvertraut kritt?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bauler. D'Wuert kritt d'Madame Erziehungsministesch Mady Delvaux-Stehres.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Merci, Här President. Vu dass ech net wosst, wat den Här Bauler géif genau froen, a wann e gären eng Opstellung hätt iwwert déi lescht Joren, da géif ech e bidden, déi Fro eng Kéier schrëftlech ze maachen, fir dass mer ganz genau no de Joren dat kënnen tasselien.

Ech kann lech just soen, dass mer de Moment am ganzen Enseignement secondaire, dat heescht also an de Klassen an an de sougenannten technesche Lycéëen, ronn 25% Chargéen hunn, déi Schoul halen. Am Exame waren d'Joer 1.266 Enseignanten engagéiert. Dat waren am Ganzen 203 Kommissiounen fir all d'Examen.

An ech hunn déi zwee lescht Joren nogekuckt. Do hate mer, fir den Examen ze verbesseren am ES, waren d'lescht Joer dräi Chargés de cours an de Kommissiounen an d'lescht Joer sech; am EST régime technique waren et d'lescht Joer an d'lescht Joer 90 Chargés de cours, an am Exame vum Techniker waren et der ongeféier 30 d'lescht Joer an d'lescht Joer.

Ech kann lech elo net genau soen, wéi d'Evolution iwwert d'Joren ass, an ech hunn och net festgehalen, wéi se an de Lycéë sinn. Mä wann Der dat wëllt nofroen, da géif ech lech dat gare liwweren.

Ech wëll just hei ënnersträichen, dass dat absolut konform ass zu den Texter, zu de Gesetzter, vu dass Leit, déi Schoul halen, och habiliteiert sinn, fir an den Examen ze sinn. Ech ginn awer net midd ze ënnersträichen, dass ech net frou sinn driwwer, dass mir, fir eis Lycéë funktionéieren ze loossen, 25% Chargéë brauchen, fir dass se iwwerhaupt funktionéieren.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Erziehungsministesch.

D'Fro N°3 ass d'Fro N°176 vum Här Roger Negri un de Landwirtschaftsminister iwwert d'Konsequenze vun der Fusioun tëschent der Milch Union Hocheifel an der Coopérative Arla Foods. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°176 du 3 juillet 2012 de M. Roger Negri relative aux répercussions de la fusion entre la Milch Union Hocheifel eg (MUH) et le groupe coopératif Arla Foods, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Här President, de leschte 26. Juni hunn d'Milch Union Hocheifel an den däitsch-skandinavesche Grupp Arla Foods décidéiert, zesummen ze fusionéieren. Enner Virbehalt vum Accord vun der EU soll dës Fusioun ab dem 1. September a Kraaft tredien. D'Milch Union Hocheifel huet de Moment 2.800 Memberen aus Däitschland, der Belsch a Lëtzebuerg.

D'Fro, déi ech un den Agrarminister Romain Schneider stelle wëll, ass, wat dës Fusioun fir eis Lëtzebuerg Mëllechbauere bedeit, an ob se virun allem an dësen och fir si schwéieren Zäiten, a wou jo ab 2015 d'Mëllechquoten ewechfale, nach weiderhin op e geséichert Akommes ziele kënnen.

Ech soen dem Här Minister Merci fir seng Äntwert.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Negri. Den Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider kritt d'Wuert.

► **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Roger Negri huet eng Fro hei gestallt, déi mer an deene leschte Wochen och konnt an der Press verfollegen, wou effektiv ugekënnegt gouf, dass et eng Fusioun tëschent deem grouse Konzern Arla an der MUH géif ginn. Dës, mengen ech, sinn Diskussiounen an Décisiounen, déi sech areien an déi ganz Diskussiounen, déi lafen, d'Organisatioun vun der Mëllechproduktioun a ganz Europa, op der ganzen Welt, awer och hei zu Lëtzebuerg, nom Auslafe vun de Mëllechquoten no 2015.

Ech mengen, et ass esou, dass opgrond vun där Décisioun, déi och steet an déi och net méi ze réckelen ass, a wou mer de Moment amgang sinn, och am Conseil an och zu Lëtzebuerg selwer ze kucken, fir eng gutt Iwwergangphas ze kréien. An Dir kennt déi ganz Diskussioun do ronderëm de Softlanding, dee mer virun amgang sinn unzestriewen, fir virun allem och d'Positioun vu Lëtzebuerg gutt ze preparéieren. Ech mengen, de Moment ass europawäit an och national jiddwereen amgang, sech ze preparéieren an där ganzer Ketten, souwuel wat d'Produktioun betrëfft wéi d'Veaarbechtung wéi och den Handel.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer selwer eis zesummegeesat un zwee Mëllechdëscher, déi ech organiséiert hat, an hunn den 23. Mee, dee leschten, dee mer gemaach hunn, wou mer effektiv all d'Acteure vun Lëtzebuerg Terrain zesummegehol hunn, d'Produzentevertriedungen, awer och déi enzel Veraarbechter, wou mer gekuckt hunn, dass jiddweree sech géif preparéieren an och positionéieren par rapport zur Situatioun no 2015.

Dir wosst vläicht an deem Kontext, dass déi Lëtzebuerg Mëllech jo op véier Molkereie viru geliwwert gëtt, engersäits bei d'Luxlait hei zu Lëtzebuerg, anerersäits bei d'MUH, anerersäits bei Ekabe an déi véiert op Thalfang vun Hochwald. Dat sinn déi véier Molkereie, déi eis Lëtzebuerg Mëllech entgéinhuelen.

Fir d'MUH elo speziell, déi genannt gouf, hu mer jo hei zu Lëtzebuerg ëm déi 800 Mëllechbaueren. Dovu sinn der 221 ganz genau, déi bei d'MUH liwweren an déi am Ganzen 115 Milliounen Kilo Mëllech ofliwweren dorënner. Dir musst awer wëssen, dass d'MUH 2.700 Memberen oder am Ganzen 1,4 Milliarden Kilo Mëllech eleng ofhëlt vun deenen eenzelne Baueren aus deenen eenzelne Länner, aus der Belsch, aus Däitschland selbstverständlech.

D'Fusioun Arla a MUH, mengen ech, gouf eestëmmege vun de Lëtzebuerg Baueren, déi och nach dohinner liwweren, vun der Procola akzeptéiert, a si gesi virun allem och d'Virdeeler a fënneg grouse Pisten.

Deen éischte Virdeel ass dee vun der Präisstabilitéit, an elo schonn direkt ab Oktober 2012, wou se dräi Cent um Kilo bäikreien, dat op der Moyenne vun deenen dräi leschte Joren, wat d'Produzente vun der Arla kritt hunn, déi dohinner geliwwert hunn.



Dann zweetens eng garantéiert Mëllech- ofnahm. Och dat ass wichteg, virun allem no 2015.

Drëttens, d'Produktionspalett wäert ausgebaut gi vun de Produkter, déi offréiert ginn.

Dann natierlech och, an dat ass virun allem d'grouss Chance vun engem grouss Konzern, déi nei international Mäert, déi kennen erreicht ginn, hei virun allem Asien, wat ganz kloer vi-siert ass.

An da fënneftens awer och, datt och virun allem vill investéiert gëtt an d'Zukunft an och nei Mäert opgi fir héichwäerteg Qualitätsprodukter an der Mëllech. An hei, mengen ech, si mer virun allem och als Lëtzebuerg ganz gutt opgestallt, well mer virun allem och eng ganz héichwäerteg Mëllech hei zu Lëtzebuerg produzieren.

De sechste Punkt, deen ee kann opzielen, deen, deen ëmmer e bëssen als negativ ugesinn ass, ass dat: Wat bleift dann als Matsproocherecht, och virun allem fir d'MUH selwer an deem neie grouss Konzern? An hei muss ee soen, datt virun allem awer och vun de Vertrieeder, Lëtzebuerg Vertrieeder ganz kloer akzeptéiert gouf, awer och virun allem gesi gouf, datt virun dat bestoe bleift, esou wéi et an der Vergaangenheet de Fall war, an och eng Representatioun am grouss Verwaltungrot ginn ass.

D'Fusioun, mengen ech, ass vun hinne selwer, vun der Procola begréisst ginn. A si gëtt och säitens vu mengem Ministère a vun deenen eenzelne Verwaltungsbereicher, well et eis och preparéiert op déi Défien, déi no 2015 wäerte kommen. Et muss een och soen, datt och déi aner Molkereien, déi ech virun zitéiert hunn, amgaang sinn, sech ze positionéieren par rapport zur Situatioun no 2015.

Generell, mengen ech, muss een awer soe fir d'Lëtzebuerg Landwirtschaft, datt mer exzellent opgestallt sinn. Éischtens wéinst dem Standpunkt vum Gréngland, dat mer hei hunn. Dat ass ee groussen Atout, dee keen eis ewechhëlt an dee mer och musse virun halen. Zweetens virun allem hu mer awer och an deene leschte Jore ganz vill an d'Infrastrukturen investéiert, souwuel wat d'Produzenten betrëfft, wat d'Bauern also selwer betrëfft, wéi dann eben och d'Veerarbeitungsindustrie selwer. Dora gouf ganz vill investéiert, soudatt mer ganz gutt opgebaut sinn.

Wat d'Situatioun betrëfft - an dat nach ganz kuerz séier, well ech um Enn vu menger Zäit ukomm sinn -, d'Situatioun um Mëllechmarkt, mengen ech, gesäit een, datt d'Präisser liicht zrëckginn, mä de Moment awer nach, mat TVA an alles derbäi, bei 35 Cent leien de Kilo, wou mer an der Mëllechkrise jo louche bei 21, 22 Cent. Et gesäit een also, datt d'Präisser op engem positiven, stabilen Niveau sinn. Allerdéngs ass d'Tendenz an Europa, datt se zrëckginn. Mä hei huet jo, mengen ech, d'Kommissioun och dee ganze Paquet laitier gestëmmt an der Diskussioun och virun eis, wou mer ëmmer erëm Méiglechkeeten hunn, fir esou eng Chuten unzepaken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Landwirtschaftsminister.

Déi véiert Fro ass d'N°177 vun der Madame Josée Lorsché un de Gesundheitsminister iwwert d'Schoulmedezin. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°177 du 3 juillet 2012 de Mme Josée Lorsché relative à la médecine scolaire, adressée à M. le Ministre de la Santé

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Här President, Här Minister, meng Fro bezitt sech op d'Gesetz iwwert d'Schoulmedezin aus dem Joer 1987, a méi speziell op den Agrément vun de Schouldokteren, deen am Règlement grand-ducal vum 24. Oktober 2011 definéiert ginn ass.

Den Artikel 14 vun deem Règlement gesäit vir, datt den Agrément tëschent dem zoustännege Minister an den Dokter d'Konklusioun vun engem Kontrakt zustane kënn, an deem d'Missiounen, d'Disponibilitéit, d'Modalitéite vun der Rémunératioun an d>Weiderbildung vun de Schouldoktere prezisiéiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech vun Iech wëssen, Här Minister, éischtens, ob an der Praxis effektiv esou e Kontrakt mat alle Schouldokteren ofgeschloss gëtt, deen déi véier Voleten vun der Schoulmedezin ëmfaasst.

Zweetens, ob d'Schouldokteren, déi zu engem groussen Deel net Pädiater sinn, mä Generalist, effektiv eng speziell Formatioun am Beräich vun der Schoulmedezin kréien.

An drëttens, aus wéi engen Inhalter déi Formatioun an deem Fall besteet, woubäi ech net nëmmen an déi physisch Gesondheet vun de Kanner, mä och an hir mental Gesondheet denken.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Lorsché. Den Här Gesundheitsminister Mars Di Bartolomeo kritt elo d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, der Madame Lorsché Merci fir d'Fro. Mir sinn am Moment effektiv amgaang, de Règlement an deem Sënn ëmzesetzen, dass mer e Comité vun der Schoulgesondheet, e Comité de Santé scolaire agesat hunn, deen d'Mise en pratique vun deenen neie Regele vun der Schoulmedezin soll steiere respektiv begleeden.

Effektiv ass et virgesinn, dass d'schoulmedezinesch Équipes, de Schouldokter, den Agrément soll kréien. Den Agrément, wou dee Kontrakt dra virgesinn ass. An effektiv ass et richteg, dass d'Formatioun vun deenen Équipes an insbeson-dere och de Schoulmedeziner e ganz wichteg Element an där Reglementatioun duerstellen. D'Formation continue souwuel wéi an enger adaptéierter Form eng Formatioun initiale si gewünscht. A mir wäerten dat begleeden a Form vu Journées de formation, Journées d'études, Séminairen, Konferenzen an, wéi gesot, en Ugebuet u Formations continues.

Déi éischt Journée vun der Médecine scolaire ass elo Enn des Joers geplangt, am Dezember, wou mer mat auslänneschen Experten, och Experte vun hei, zesummen déi nei Regeln, déi nei Optiounen duerchuelen, well et manner eng Optioun ass reng Médecine scolaire, mä éischer d'Optioun Santé scolaire mat alle Komponenten, déi domat verbonne sinn.

Mir schaffen am Moment an engem Guide fir d'Médecine scolaire oder fir d'Santé scolaire, wou genee opgeléicht soll ginn, wéi déi medezinesch Examen sollen oflafen, wat den Inhalt soll sinn, zu wat fir enge Schlüsselalere se solle gemaach ginn, op wat fir eng Opfälligkeiten ee soll besonnesch reagieren a wat fir eng Gesondheitsmessagë solle communiquéiert ginn.

Fir d'nächst Joer ass geplangt, zesumme mat der Société de pédiatrie a mat den Delegatiounen vun de Schoulmedeziner, déi och vun der MMD gedroe sinn, mat de Sociétés savantes, déi verschidde schoulmedezinesch Themen a Konferenzzyklen anzebauen.

Dir gesitt, „work in progress“. Mä dee Sujet, deen Dir ugeschwat hutt, ass e ganz essenziellen, well d'Schoulmedeziner falen net vum Himmel erof. Ech mengen, fir déi Missioun wierklech optimal kënnen ze maachen, muss een op de Sujet virbereet sinn. An dat wäerte mer zesumme maachen.

Merci. Merci och, Här President. Ech hunn domat erëm eng Minutt ageholl.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gesundheitsminister.

Mir kéimen elo zu der nächster Fro, der Fro N°178 vum Här Ali Kaes un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'N7. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

- Question n°178 du 3 juillet 2012 de M. Ali Kaes relative à la route N7, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Ali Kaes (CSV).**- Bon. Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister Wiseler, Dir hutt viru Kuerzem hei an der Chamber ganz engagéiert d'Wichtegkeet vum Tram fir d'Stad Lëtzebuerg ënnerstrach.

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **M. Ali Kaes (CSV).**- Mä gradesou wichteg wéi den Tram fir d'Stad Lëtzebuerg ass d'N7 fir den Norden.

Duerfir froen ech Iech, Här Minister:

Éischtens, wéini ass d'Étude de faisabilité iwwert de kompletten Ausbau op véier Spure vun der N7 fäerdeg?

Zweetens, gëtt och bis spéitstens 2014 mam véierspuregen Ausbau vun dem Stéck tëschent der A7 Colmer-Bierg an dem Rond-point Fridhaff ugefaang mat bauen?

Drëttens, wéini gëtt eng Décision de principe geholl fir déi véier Spure bis op d'Wämpërhaart vun der N7?

Véiertens, gëtt de véierspuregen Ausbau vun der N7 an de Plan sectoriel «Transports» ageschriwwen?

A fënneftens, Här Minister, mengt Der net och, wann een déi Streck ausbaut, ass dat net och e Virdeel fir d'Stad Lëtzebuerg?

(Interruption)

Ech géif emol wann ech gelift nolauschteren.

Well wann d'A7 hei um Kierchbierg ukënn, da wäert de Chaos virprogramméiert si ronderëm de Contournement vun der Stad Lëtzebuerg. A wann een déi N7 géif iwwert d'Wämpërhaart eraus viru Sankt Vith un d'Lécker Autobunn ubannen, da kéint een do e ganzen Deel... Och fir de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg kéint dat vu Virdeel sinn. Da kéint een e ganzen Deel vum Verkéier a sech direkt Richtung Lécker Autobunn déggéieren, an déi Leit aus dem Norde respektiv aus dem Zentrum brächten net ronderëm d'Stad Lëtzebuerg ufänken ze kommen, fir dann eng europäesch Autobunn ze fannen.

Här Minister, dat Ganzt géif natierlech dem Norden e ganz grouss Virdeel bréngen. An d'Bierger aus dem Norde sinn natierlech ganz interesséiert op Är Äntwerten.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kaes. Den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler kritt elo d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ali, geet déi op Bettel?

(Hilarité)

► **Une voix.**- De Contournement vu Bëtzel.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wéi ass et mam Contournement vu Bëtzel?

(Hilarité)

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Also, ech mengen, wa mer iwwert d'N7 schwätzen, da solle mer vläicht éischer elo iwwert d'Avantagë vun der N7 fir den Norde schwätze wéi fir d'Stad Lëtzebuerg, well do ass et direkt méi effikass. Dat schéngt mer kloer ze sinn.

Effektiv, wann een d'Entwécklung vum Norden an deene leschte Jore kuckt, tëschent 2001 an 2009, gesäit een, datt mer effektiv am Norde vun Awunner ganz uewe méi wéi 1,75% d'Joer bäikritt hunn an am Nordwesten tëschent 1,5 an 1,75%, contrairement zu de 70er, 80er Joren, wou d'Entwécklung am Norden zrëckgegaangen ass.

Mir hunn effektiv vun `80 bis elo an der Region d'aménagement Nord, dat heescht d'Kantone Veianen a Clierf, tëschent 13.400 Leit, déi mer 1980 haten, an elo 20.000 Leit, dat heescht ronn 50% un Awunner bäikritt. Also eng enorm Entwécklung, wat d'Awunnerzuelen ugeet. An déiselwecht Entwécklung kann ee feststellen, wat d'Aarbechtsplazen ugeet. D'Région d'aménagement Nord tëschent 2002 8.100 Arbechtsplazen, 2009 12.300, dat heescht plus 50%. De Kanton Dikrech plus 40% an där-selwechter Joreszuel vun Arbechtsplazen.

Dat ass d'Evolutioun, déi den Norden an deene leschte Jore kann huet. Dat ass eng Evolutioun, wéi am Fong a Prozentsätz - ech mengen net en valeur absolue, mä Prozentsätz - kaum en aneren Deel vun eisem Land se kann huet. An duerfir ass et effektiv richteg, datt mer eis och an de Mobilitéitsfroen eng Rei Äntwerte fir den Norden a spezifesche fir den Norde ginn.

Mä d'N7 ass awer net nëmmen déi eenzeg. Et sinn nach eng ganz Rei aner Projeten, déi a mengen Ae wesentlech sinn. Ech soen, de Contournement Nord vun Dikrech, de Contournement Sud vun Ettelbréck, den Tunnel an d'Gare zu Ettelbréck selwer, d'B7, d'Entrée Fridhaff, dann op den zweemol zwee, dat Stéck tëschent Colmer a Fridhaff, d'Transversale Clierf, déi grouss Investissementer, och déi, déi mer um Zuch maachen, op der Nordstreck maachen, souguer den Arrêt Pont Rouge hei, dee wesentlech fir d'Nordstreck ass, an all déi Park & Riden, déi mer tëschent Ettelbréck, Miersch, Colmer, Luerenzweiler, LuxExpo maachen, déi haaptsächlech déi ganz Stroosseféierung aus dem Norde bedéngen, fir de Leit den öffentlechen Transport opzemaachen.

Also, ganz vill Investissementer, déi gemaach ginn, fir där Entwécklung do gerecht ze ginn.

Zur N7, well ech awer net wëll, Här Kaes, laanscht d'N7 fueren, mä elo op d'N7 kommen. Et gëtt jo zwou Froen, déi sech stellen. Déi éischt Fro, dat ass, datt d'N7 effektiv eng Zentralachs fir de Verkéier an den Norden ass. Déi zweet Fro, dat ass déi, datt mer an deene leschte Joren op der N7 eng iwwerdurch-schnëttlech héich Zuel vun Accidenter haten an datt dat problematesch fir eis ass an datt mer duerfir hu misse reagieren.

E puer Saache si gemaach ginn a gi gemaach. Fir d'Éischt hu mer 2007 en Audit de sécurité gemaach an direkt hannendru reagiert mat der Ëmsetzung vun enger ganzer Rei Sécherheitsmoosnamen, déi fir mech emol op der N7 absolut prioritär waren: en neien Éclairage op enger ganzer Rei Plazen, Voie-d'accéléra-

tiounen op véier Plazen: Lëpscht, Dellt, Houschent, Duersch, op all deene Kräizungen, déi do sinn. Am Juli 2007 en neie Marquage, dee mer gemaach hunn, am Juli 2008 de Réaménagement vum Carrefour Schinker.

Limitation-de-vitesse, déi ganz vill contestéiert ginn, mä trotzdem fannen ech se immens wichteg. Op deene gefeierleche Plazen hu mer iwwerall d'Vitesse op 90 erofgesat, op deenen anere Plaze se op 110 geloos a just, wann et reent, op 90. A bei de Kräizungen hu mer se al-leguer op 70 erofgesat. De Giratoire Fridhaff, wou amgaang ass och dru geschaff ze ginn. An nach eng ganz Rei aner Moosnamen. Also, vill Engagement och op der N7, fir déi Sécherheitsprinzipie fäerdegzebréngen.

Dann ass et esou, datt den Tronçon vun der N7-B7 tëschent Fridhaff a Colmer-Bierg och eng Kéier muss iwwerkuckt ginn. Do ass mëttel-fristeg zweemol zwee, dat heescht véierspüreg eng Noutwendegkeet. Bis mer awer do sinn, musse mer och evidenterweis eng ganz Rei Sécherheitsmoosnamen nach maachen: nei Marquagen, nei Panneauen, och nei Vites-selimitatiounen, Dispositifen un de Leitplanke ginn do géinnert, fir elo déi provisoersch Sécherheet an de Grëff ze kréien. Dat fir ze soen, datt ganz vill scho muss gemaach ginn oder gemaach gëtt a gemaach ginn ass an deene leschte Joren.

Dann zu där allgemenger Verbreederung vun der Nordstroos. Do wëll ech awer och nach eng Kéier d'Zuelen nennen, fir se an de Prozentsätz eranzesetzen. Mir hunn haut um Fridhaff 11.000 Autoen den Dag. Dat sinn d'Comptagë vun deene leschte Méint. Zu Housen zéng, Fëschbech siwen, Wämpërhaart 7.400 an Huldang 4.600. Dat sinn d'Comptagë vun haut. Am Vergläich: N6 zu Mamer 14, N5 Helfent 14.000, all Kéiers. Dat heescht awer elo näischt, well ech soen, datt mer an enger grousser Entwécklung fir den Norde sinn.

A wat maache mer elo? Dat Éischt, dat sinn d'Sécherheitsmoosnamen, déi mussen ëmgesat ginn. Dat Zweet, dat sinn déi Kräizungen, wou Problemer sinn, do musse mer dru schaffen. An de Fridhaff, deen Tronçon muss mëttel-fristeg, dat heescht an deenen nächste Joren, ugefaange ginn. Gradesou wéi de Contournement Housen an Hengescht, déi an der Planificatioun och bei eis sinn.

Ech soen dann och ganz kloer hei: Wann den Norde sech esou entwéckelt, wéi mer alleguer hoffen a wéi en amgaangen ass, sech ze entwéckelen an deene leschte Joren, dann ass et ganz kloer, datt mer eng Verbreederung vun der N7 brauchen. Duerfir just hu mer déi Étude de faisabilité gemaach. Déi Étude de faisabilité wäert Der am Hierscht kréien, wou ech da bereet sinn, an d'Chamber ze kommen, fir déi an allem Detail mat Iech duerchzeschwätzen.

Do hu mer véier Varianten dra studéiert. D'Variant Null, dat ass näischt ze maachen.

► **M. le Président.**- Här Minister, Dir misst zwar lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ganz schnell. Een, zwee, dräi, dat ass dann d'Drëtt, dat ass fir op zweemol zwee, véier Spure ze kommen. An ech wëll och do ganz kloer soen, déi dräi Varianten, déi mer do maachen, déi sinn net déi eng oder déi aner, mä dat ass, fir vun enger Variant op déi aner ze kommen, bis mer schlussendlech op den zweemol zwee sinn. An haut ass et kloer, datt déi Faisabilitéit machbar ass, datt se awer e konsequente Renouvellement vun der Pist natierlech brauch, duerfir deier ass, duerfir och net fir haut a fir muer ass.

Mä ech wëll ganz kloer en résumé soen, datt eng Entwécklung momentan amgaangen ass am Norden ze geschéien, datt mer an Zukunft am Norden eng Collectrice brauche mat enger héijer Capacitéit, dat heescht zweemol zwou Spure, datt mer elo amgaange sinn, Sécuritésmoosnamen ze maachen, deelweis Verbesserungen am Ausbau, an alles haut esou, datt dee ganzen Ausbau an Zukunft méiglech ass, an datt déi Aarbechten, déi haut gemaach ginn, och kënnen an Zukunft fir esou en Ausbau gebraucht ginn.

A wéi gesot, ech komme ganz gär mat allen Detailler mat der Étude de faisabilité bei Iech an d'Chamber, fir déi ze erklären.

Merci.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Wësst Der, Här President, mir hunn an deene leschte Jore gutt Politik am Norde gemaach. Duerfir sinn esou vill Leit bei eis komm.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Gutt, mir kommen dann un d'Fro N°179 vum Här André Bauler un d'Familljeministesche iwwert d'Ausbeuele vun der Allocation de rentrée scolaire. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.



- Question n°179 du 3 juillet 2012 de M. André Bauler relative au paiement de l'allocation de rentrée scolaire, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Hâr President. Mir ass vun Enseignanten notamment zougedroeg ginn, datt souwuel an der Grondschoul wéi am Postprimär ëmmer méi Kanner kee Schoulmaterial oder Bicher mat an d'Klass bréngen. Obwuel de Famillje mat Kanner um Ufank vun all Schouljoer eng Allocation de rentrée scolaire ausbezuelt gëtt, schéngen ëmmer méi Schüler sech schwéierzedoen, fir déi erfuerdert Schoulsaachen an d'Klass matzibréngen.

An deem Zesammenhang wollt ech d'Madame Minister Folgendes froen: Huet d'Madame Minister eventuell driwwer nogeduecht, fir am plaz vun enger Allocation de rentrée scolaire, also enger Schoulufankzoulag, also vu Suen, ganz einfach Bongen oder Ticketen anzeféieren, fir datt wierklech all Kanner an de Genoss vu Schoulmaterial kommen an d'Allocatioun och fir deen Zweck genotzt gëtt, fir dee se geduecht ass?

Wa jo, kann d'Madame Minister eis soen, wéi se esou ee System ze organiséiere gedenkt?

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Hâr Bauler. D'Wuert kritt d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Merci, Hâr President. Ech wëll just soen, datt mer d'lescht Joer am August, well et ass ëmmer am August, wou d'Allocation de rentrée scolaire ausbezuelt gëtt - dat géif jo eigentlech bedeiten, datt d'Leit nach d'Sue missten hunn, wann de 15. September d'Schoul ugeet, oder se d'Sue géife gebrauchen, fir hire Kanner Schoulmaterial ze bezuelen -, mer 2011 34,5 Milliounen bezuelt hu fir 119.000 Kanner.

Dir wësst, datt d'Allocation de rentrée scolaire eng ass, déi alle Kanner bezuelt gëtt, wou d'Elteren zu Lëtzebuerg Kannergeld kréien. Wa mer also op de Wee géife goen, fir ze soen - wou ech perséinlech, muss ech éierlech soen, éischer der Meenung sinn, datt et besser wier, mer géifen a Sachleeschtinge goen -, méi a Sachleeschtingen ze goe wéi a Geldleeschtingen, gëtt et natierlech schwieereg, well ech net weess, wéi mer dat dann organiséiere mat Däitschland, mat Frankräich a besonnesch elo mat der Belsch.

(Interruption)

Natierlech, mir hunn héieren deser Deeg, datt 71% vun den Aarbechskräften zu Lëtzebuerg keng Lëtzebuergger sinn, datt besonnesch vill Fransousen derbäi sinn, soudatt ech do schwieereg gesinn, wéi mer dat organiséiert kréien, fir eben op dee System do iwwerzegoen ouni Diskriminatiounen ze maache weder zu där enger Säit nach zu där anerer Säit.

Mir wëssen och, datt ganz vill - an Dir wësst dat och als Buergermeeschter -, ganz vill Gemenge sinn, déi och de Kanner Schoulmaterial, besonnesch Bicher, zur Verfügung stellen, vläicht net ëmmer all dat anert Material.

Mä wéi gesot, wa mer eng Léisung géife fanen, fir ze soen, mer kréien dat uerdentlech organiséiert tëschent Lëtzebuergger Kanner a Kanner, déi net am Lëtzebuergger Land wunnen, da wier ech perséinlech absolut derzou bereet, fir ze soen, mir ginn éischer op de Wee wéi gesot vu Sachleeschtinge wéi vu Geldleeschtingen. Mä bis elo hunn ech net de Wee fonnt, wéi een dat kéint maachen. Mä wa mer dat vläicht zesumme géife fäerdegkréien, géif ech dat ganz gär maachen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Familljeministesch.

Da kéime mer zu der Fro N°180 vum Hâr Georges Engel un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Entwécklung vun den Industriezone P.E.D. an „Au Grand Bis“. Hâr Engel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°180 du 3 juillet 2012 de M. Georges Engel relative au développement futur des zones industrielles P.E.D. et «Au Grand Bis» dans la commune de Pétange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Georges Engel (LSAP).**- Hâr President, am ganze Land siche mer no Industrierterrainen, och am Süden. Am Südwesten huet sech do e Syndikat, de SIKOR, zesummedeog mat de Gemengen Déifferdeng, Käerjeng, Péiteng an neierdängs och Suessem, fir do hir Aktivitéiten an hir Efforten zesummenzeleeën an do och eng Partie Terrainen, déi dem Stat gehéieren a vum Ministère de l'Économie da géréiert ginn, matzegréieren.

Et sinn also Terrainen do. Fréier Industrierterrainen waarden nëmmer drop, fir enger neier Aktivitéit zougefuert ze ginn. D'Terraine gehéieren och dem Stat. An et sinn elo net al Bëscher oder wäertvoll Wisen, déi hei enger anerer industrieller Aktivitéit géifen zougefuert ginn. Neen, et sinn Terrainen, déi zum Deel scho manner oder méi staark belaauscht sinn an déi jo elo jorelaang broochlouchen a wou d'Natur sech een Deel vun desen Terrainen erëm zrëckgeholl huet.

Ech wollt duerfir de Minister froen, wéi eng Démarche elo hei am P.E.D., am Pôle Européen de Développement, a virun allem awer och am „Grand Bis“ géif geholl ginn, wëssend, dass d'Gemeng Péiteng hei scho säit 1998 amgaangen ass, un deem Dossier ze schaffe mat hire successive Buergermeeschteren, dass se schonn iwwer 500.000 Euroen hei an Etüden an esou weider investéiert hunn. Wëssend och, dass et sech hei ëm e fréieren Industrierterrain vu 16 ha handelt. Wëssend, dass een hei relativ séier also 50 Betriber eng Chance op Expansioun a Plus-value kéint ginn, an dat a wirtschaftlech schwierigen Zäiten. A wëssend och, dass et industriellen Terrain war a fir mech och nach ëmmer industriellen Terrain ass.

Hei soll et mengen Informatiounen no zwou Méiglechkeete ginn, fir desen Terrain ze sanéieren, déi eng fir eng Millioun an déi aner fir 26 Milliounen Euro.

Zousätzlech - an dat ass elo meng Fro - kommen awer elo Kompensatiounsmoosnamen derbäi, well op deem belaauchten Terrain elo Hecken a Beem gewuess sinn, déi sech op deem belaauchte Buedem awer zimlech wueffillen an déi elo misste kompenséiert ginn. Fir mech besteet hei e Widderproch, well et schwéier erklärbar ass, dass et op där enger Säit Terrain ass, dee belaaucht ass an dee misst also sanéiert ginn, an op där anerer Säit ee misst Kompensatiounsmoosname maache fir déi Beem an déi Hecken, déi elo misste fortkommen.

Ähnlech ass d'Situatioun dann um P.E.D., wou d'Baach Maragole duerchleef, déi sech herno an d'Chiers déverséiert, déi dat och misst an engem gudden Zoustand maachen, do si mer eis eens. Wann awer elo déi Maragole misst hiren urspréngleche Cours d'eau erëm zrëckhuelen, dann - fäerten ech - ass do deeselwechte Widderproch wéi dee beim „Grand Bis“.

Also, egal wéi sech d'Regierung elo positionéiert, soen déi concernéiert Gemengen op alle Fall emol Merci, well se sech dann no där Äntwert hei kënne riichten.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Hâr Engel. D'Wuert kritt den Hâr Nohaltegkeetsminister... Ah, den Hâr delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank huet d'Wuert.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Hâr President, fir d'Éischt wollt ech emol soen, datt fir de P.E.D. den Ekonomiesminister zoustänneg ass, entsprechend dem Kadergesetz. Ech hunn awer kee Problem, fir am Numm vun der Regierung zu deenen zwou, dräi Froe Stellung ze huelen.

Ech fänke mam „Grand Bis“ un. Et ass gesot ginn: 16 Hektar. De Projet ass am Laf vun de Joren ëmgewandelt gi vun enger kommunaler an eng regional Zone d'activités, a bis haut läit der Ëmweltverwaltung keng Demande am Kontext zur Kommodosgesetzgebung vir. Dat heescht awer net, datt net effektiv schonn eng Zäitche geplangt gëtt.

2006 huet d'Ëmweltverwaltung d'Décsioun geholl, fir de Projet enger EIE ze ënnerwerfen, also enger Évaluation des incidences sur l'environnement. An dann, op Demande vum Maître d'ouvrage, ass 2007 ee Cadrage préalable, „scoping“ fixéiert ginn, fir Informatiounen ze kréien, déi fir déi Ëmklasséierung gebraucht ginn. A vun deem Datum un ass och de Maître d'ouvrage amgaang, gewässermoossen eng Evaluatioun ze maachen.

Dat Lescht, wat ech héieren hunn, an dat hu mer positiv aviséiert: Am Februar 2012, also dëst Joer, hu mir gesot, huet de Minister gesot, datt e géif déi Konklusioenen deele vun den Experten am Kontext mat de Kompenséierungen. Dat heescht, do ass dann ëmmer nach de Büro, d'Experte si gefuerdert, fir dann déi EIE op den Dësch ze leeën. An ech mengen, datt dat déi nächst Etappe sinn, d'Finaliséieren, d'Presentéieren vun der EIE an den Dossier bei d'Ëmweltverwaltung erareeche.

Vläicht eppes zu der Pollution vum Buedem. Et ass virdu gesot ginn, dat ass ënnerschiddlech e Problem. Do hunn ech mer soe gelooss, datt et unhand oder opgrond vun enger Sécüriséierung soll geschéien. Dat heescht, et muss net de Buedem insgesamt ewechgeholl ginn an op eng Décharge an d'Ausland gefuert ginn, mä et géif duergoe mat enger Sécüriséierung.

D'Waasser, wat vum Hang kënnt, géif opgefaang ginn iwwer en Drainage, an d'Zone d'activités selwer géif ofgedicht ginn.

Dann zum P.E.D., do ass et esou, datt - ech mengen - hei virun allem een Terrain ugeschwat gëtt, dat ass deen, deen nach fräi ass. Fir de SIKOR ënner anerem ass e geduecht, wann ech richteg informéiert sinn. An do wollt ech drop hiweisen, datt op engem ganz spezifischen Deel vun deem Terrain, seet d'Ëmweltverwaltung mir, datt an de Schlämm, also am Dépôt vu Schlämm aus den Héichwien, déi zu der Agglomeratioun vun der Schmelz vu Rodange gehéiert hunn, ganz héich Konzentratiounen si vu Schwéiermetaller. Wann ech hei dat ofliesen - Bläi mat 1,3%, Zénk mat 3,6% a souguer Konzentratiounen vun 10 bis 20% an de Remblaien -, dann ass dat natierlech enorm héich. Derbäi komme polyzyklesch aromatesch Kuelewaasserstoffer, déi mussen eliminéiert ginn.

An der Vergaangenheet, an de leschte Méint sinn och Diskussiounen gelaf tëschent dem Ekonomiesminister, tëschent der Ëmweltverwaltung an de Büros, déi amgaang sinn, d'Zon ze plangen. Do si verschidden Alternative gekuckt ginn, ënner anerem d'komplett Eraushuele vun de Schlämm bis eventuell just een iwwerierdesche Remblayage vum Terrain ze maachen, wat dat Einfachst wier - „einfach“ tëschent Guillemeten -, mat engem Suivi, mat engem Monitoring am Kontext vun dem Waasser, wat ënnerdrënner ass, datt dat net polluéiert gëtt, wann, wéi gesot, vun uewen de Reen dat net soll ausschwemmen.

Entsprechend deenen Etüden, déi vum Ekonomiesminister amgaang sinn engagéiert ze sinn oder engagéiert ginn, soubal wéi mer do Informatiounen hunn, respektiv soubal wéi d'Ëmweltverwaltung Informatiounen huet, da kann een eng definitiv Décsioun huelen, wat een als Method hält fir d'Assainéiere vun dem Terrain an dem P.E.D.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Hâr delegéierten Nohaltegkeetsminister.

Mir kommen dann elo zu der Fro N°181 vum Hâr Henri Kox un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Jet-Ski-Fueren op der Musel. Hâr Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **Plusieurs voix.**- Ah!

- Question n°181 du 3 juillet 2012 de M. Henri Kox relative à la pratique du jet-ski sur la Moselle, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Hâr President, Merci. Dëst ass effektiv eng Fro un den Nohaltegkeetsminister, deen och fir den Transport op der Waasserstrooss - wéi d'Musel och nach genannt gëtt - zoustänneg ass. Et geet ëm d'Praxis vun dem Jet-Skien. An der leschter Zäit oder de leschte Joren huet do des Moud vun der Fräizäit extrem zougeholl, wat immens Implikatiounen op d'Sécüritéit huet, och Auswierkung mam Kaméidi, och Auswierkung op d'Vulwelt, insbesondere d'Waasservigel, déi do awer ganz vill präsent sinn.

Dir wësst, d'Musel ass e Kondominium, dat heescht souwuel Däitschland wéi Lëtzebuerg sinn op deem Stéck Musel gemeinsam zoustänneg. An deene leschte Joren ass versicht ginn, do ze légiféieren, wëssend awer, dass Däitschland - oder ech weess net - net onbedéngt op ass, fir do e Verbuert auszuschwätzen. Ech weess awer, dass souwuel am Saarland wéi och a Rheinland-Pfalz wéi och op der Lëtzebuerg Säit e ganz grouse Wonsch ausgedréckt gëtt, fir do endlech dat ze reglementéieren a souguer ganz ze verbidden.

Duerfir meng Fro un de Minister: Ass e gewëllt, zesumme mat senger Verwaltungen, entsprechend Démarchen unzegoen, och mat Berlin - well Berlin ass anscheinend och do zoustänneg fir Bundeswasserstraßen, wat d'Musel entsprechend och ass -, fir do eng Satisfaktioun ze kréien?

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Hâr Kox. D'Wuert kritt den Hâr Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Hâr President. Ech sinn effektiv zoustänneg fir de Jet-Ski op der Musel, an duerfir probéieren ech elo, esou gutt wéi méiglech op déi Fro hei ze äntwerten.

Dat Éischt, wat ze soen ass, dat ass, datt effektiv déi ganz Utilisatioun geregelt ass iwwer e Règlement grand-ducal vun 2009, deen u sech virgesäit, datt d'Utilisatiounen, also d'Zirkulatioun an den Exercice vu Sport-nautiquen op deene Waasserstroosse fräi sinn, ausser et wäre prezis Restrictiounen an Interdictiounen do, reglementarescher oder legaler, déi mer awer an deem Fall esou net hunn - momentan.

Et ass richteg, wat gesot ginn ass, datt eng Rei Präzisiounen an dem Règlement grand-ducal stinn. Sou zum Beispill seet den Artikel 602, datt „les motos aquatiques doivent suivre une route droite clairement reconnaissable“. An den Artikel 801, dee seet, „sauf si pas d'autres embarcations“ do sinn, also datt d'Vitesse maximum normalerweis 30 km ass, an, wa keng aner Embarcatiounen do sinn, bis zu 50 km an der Stonn ka gefuer ginn.

Dat sinn déi Reglementer, déi mer hunn. Méi hu mer momentan net, fir dat ze regelen. Et ass evident, datt dat op der Musel momentan natierlech Problemer stellt. Ob dat elo Kaméidisproblemer sinn oder ob dat Problemer mat der Faune heiansdo sinn, ass et evident, datt et net einfach ass.

Awer och kloer ass, datt d'Reglementatioun nëmme ka gemaach ginn am Kader vun engem Kondominium, dee mer mat Däitschland zesummen hunn. Mir kënnen net eleng do reglementéieren, an duerfir ass och net méi spéit ewéi den nächsten Donneschdeg eng Réunioun mat eisen däitsche Partner, fir ze kucken, wat fir eng Méiglechkeete mer hunn, fir eng Reglementatioun anzeféieren. Ech mengen, vu Lëtzebuergger Säit wäerten do och d'Demande - an dat ass jo dat, wat Der mech gefrot hutt -, d'Demande an d'Positioun ganz kloer sinn.

Mir kucken, mir probéiere fir ze erklären, datt mer mengen, datt e Verbuert vu Jet-Ski noutwendeg wär op der Musel aus deene Grënn, déi ech virdu genannt hunn, a méiglecherweis kënne mer och d'accord sinn, wann et esou ass, datt et e Verbuert ass, mä mat enger Rei Exceptioniounen op ganz prezis délimitéierte Punkten. Mä dat als alternativ Solutioun, just wann net deen éischte Punkt vun eis méiglech wär.

Ech mengen, dat wär d'Äntwert op Är Fro. Wat dann an deenen Diskussiounen erauskënnt, wou mer jo net eleng um Dësch setzen, dat soen ech Iech ganz gär an där nächster Question parlementaire oder an där nächster Froestonn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Hâr Nohaltegkeetsminister.

Mir kéimen dann zu der leschter Fro fir haut de Mëtteg, nämlech der Fro N°182 vum Hâr Gilles Roth un den delegéierten Nohaltegkeetsminister iwwert d'SUP-Studië bei der Revisioun vum PAG. Hâr Roth, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°182 du 3 juillet 2012 de M. Gilles Roth relative aux études SUP dans le cadre de la révision générale des PAG, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Merci, Hâr President. Dir Dammen an Dir Hären, d'administrativ Vereinfachung an d'Bekämpfung vun deiere Baulandpräisser sinn zwou grouss Erausforderunge fir d'Politik. Vill Gemenge sinn de Moment amgaang, hir Bebauungspläng ëmzeänneren. Wann d'Daachpräisser sollen erofgoen, da brauche mir méi erschlossent Bauland, an dat virun allem séier.

An deem Sënn gouf d'lescht Joer d'Prozedur vun der Revisioun vun de Bauperimetre gestrafft. Zum Beispill huet déi staatlech Commission d'aménagement nëmme méi en Délai vu maximal véier Méint, fir en Avis zum PAG ofzeginn. No deem Délai kënnen d'Gemengen och ouni Avis iwwert d'Ofännerung vun de Bebauungspläng, de PAG, ofstëmme.

E Revisiounsstau gëtt et awer zurzäit landeswäit, well, ier déi eigentlech Prozedur geméiss dem Gemengenaménagierungsgesetz kann an d'Wee geleet ginn, eng sougenannte SUP oder SUP-Etüd muss gemaach ginn. Hei soll - gaff gesot - den Afloss vun de PAGs-Ëmännerungen op d'Ëmwelt gepréift ginn. Den Ëmwelt- oder delegéierten Nohaltegkeetsminister gëtt op des Etüd en Avis. Des SUP-Etude si fir d'Gemengen enorm deier. Et huet een d'Impressioun, dass hei oft d'Ham an der Mëllech gekacht gëtt, bis dass dee leschte Päiperlek registréiert ass.

(Hilarité)

Derzou kënnt, dass eenzel - ech betounen: eenzel - Etüd-Büro sech do de Kuch ënnerenee schéngen opzedelen. Resultat ass, et dauert endlos laang, et kascht deier an et gëtt landeswäit e Stau, wat d'Schafe vun neiem Bauland betrëfft.

An deem Kontext meng Froen un d'Regierung: Éischts, wéi vill SUP-Etüden, déi a Relatioun sti mat allgemenge PAGs-Revisiounen, goufe bis elo vun der Regierung geméiss dem Gesetz vun 2008 positiv aviséiert?

Zweetens, wat ass déi duerchschnëttlech Dauer, fir dësen Avis ze erstellen an deem be-
traffene Ministère?

Drëttens, huet d'Regierung Kenntnis an Erfah-
rungswärter vum den duerchschnëttleche
Käschtepunkte vum esou SUP-Etuden?

Véiertens, ass d'Regierung gewëllt, d'Gesetz
vun 2008 dahingehend ze änneren, dass dee
ministériellen Avis fir d'SUP-Etud an engem
maximalen Délai vu véier Méint muss virleien?

Fënneftens a leschtens, ass d'Regierung der
Meenung, dass d'europäesch Direktiv esou de-
tailléiert SUP-Etude verlaangt, a gëtt dat mat
deemselweche Zèle och an anere Länner vun
der Europäescher Unioun gemaach?

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Roth.
D'Wuert kritt elo den Här delegierten Nohal-
tegteektsminister Marco Schank.

► **M. Marco Schank, Ministère délégué au Dé-
veloppement durable et aux Infrastructures.** - Här
Président, d'Gesetz vum 22. Mee 2008 iwwert
d'Strategesch Ëmweltprüfung vum öffentleche
Pläng a Programmer transposéiert bekanntlech
déi europäesch Direktiv 42 vum 2001.

Éischt Remarque: Bei engem équilibréierte Pro-
jet, engem PAG, dee sozial, ekonomesch, eko-
logesch Komponenten och gläichwäerteg
kuckt, am spezielle Kontext vum der jeeweileger
Gemeng natierlech, féiert oder dierft d'SUP net
automatesch zu méi laangen Délaié féieren,
well se parallel, an esou ass et konzipéiert, mat
der Étude préparatoire ka gemaach ginn. Ech
kommen nach gläich drop zréck, wou mer Pro-
blemer hunn.

Déi zweet Remarque: D'Gesetz, dat d'Chamber
2008 gestëmmt huet, gesäit bis zu dräi Avisen
iwwert deeselweche Pläng vir. Éischtens, Arti-
kel 2.3, en Avis, ob oder ob net eng Modifikati-
on vum PAG ënnert d'Prozedur fält; zwee-
tens, den Artikel 6.3, wou de Minister säin Avis
gëtt zu Ampleur et degré de précision vum
den Informatiounen, déi am Ëmweltrapport
musse virgesi ginn - a genau do hu mer laang
Délaié -, an dat Drëtt ass den Artikel 7.2, en
Avis iwwert dee provisoersch votéierte Projet de
PAG.

Ech wëll derbäisoen, dass déi Artikele 6.3 a 7.2
sech net nëmmen un den „Ëmweltminister“ -
tëschent Guillemeten - richtens, mä och un all
aner Autoritéite mat entsprecherende Kompe-
tenzen, wéi zum Beispill d'Waasser, d'Gewer-
beinspektioun, Sites et Monuments.

Dann zu den Zuelen, déi den honorabelen Här
Gilles Roth gefrot huet. Bei der Fro, wéi vill
SUP-Etude positiv aviséiert goufen, wëll ech di-
rekt soen, dass de Minister net seet, et ass posi-
tiv oder negativ. Den Avis vum Ëmweltminister
ass en Avis circonstancié, dat heescht, e
benennt d'Problemer an e gëtt Recommandati-
ounen. D'Responsabilitéit fir den Ëmweltrap-
port läit - dat wësst Der - genee wéi bei de
PAGe beim Schäfferot, an net a priori beim Mi-
nister.

Elo, wou si mer dru mat deene verschidde-
nen Demanden? Bis den 1. Mee 2012 koumen
ënner dem Artikel 2.3 45 Modifications de PAG
eran, déi sinn alleguerten aviséiert.

Dann Artikel 6.3, dat ass do, wou mer effektiv
Problemer hunn, wou ech virdu gesot hunn,
am Kontext Ampleur et degré de précision,
well mer och mat Avisé befaasst ginn, mat Rap-
porté befaasst ginn, déi ganz dacks net esou
komplett sinn, wéi mer eis dat géife wënschen.
Do sinn 42 Dossieren erakomm bis elo, 31 sinn
der aviséiert an eelef stinn der nach aus.

An Artikel 7.2 si sechs Dossieren erakomm bis
de Mee 2012, déi sinn och all aviséiert. Nom 1.
Mee krute mer nach zwee Dossieren Artikel 2.3
a fënnf Dossieren Artikel 6.3 a keen Dossier
Artikel 7.2.

Elo d'Fro zum Délai. Generell kann ee soen,
datt all Modifications ponctuelles, dat sinn déi
méi einfach Dossieren, innerhalb vun dräi
Méint aviséiert ginn. Dat gëllt fir déi dräi Arti-
klen, déi ech net nach eng Kéier muss ernim-
men. Bis elo sinn 21 Gesamt-PAGen erage-
recht ginn. Fënnf mol si mer befaasst gi mam
Avis Artikel 7.2, do konnten d'Délaié méi oder
manner respektéiert ginn, ausser wou juristes-
ch Problemer ware respektiv wou eng Non-con-
formitéit mat der EU-Direktiv virlooch. Also, dat
ass éischer positiv ze gesinn.

Dann, wat ech och selwer als negativ gesinn,
dat sinn 21 Demanden am Artikel 6.3, do sinn
der zwielef beäntwert. Den Délaié minimal war
do effektiv fënnf Méint. Dat ka goe bis ee Joer
oder méi. Allerdéngs muss een derbäisoen, dass
déi laang Délaié verschidde Ursachen hunn.
An éischer Linn ass et eng ongenügend Prise

en compte vum der natierlecher Ëmwelt, mä
awer och, wa Gemenge wierklech en démesu-
réierte Wuesstum an hire Projet draschreien.
Mir hate PAGen, Projets de PAG virleie mat Bau-
landreserven iwwer 50, iwwer 60 bis 70%.

Zum Schluss wëll ech soen, dass ech awer déi
Besuergnis deelen zënter dem leschte Joer, an
ech hu probéiert, um Niveau, duerch eng in-
tern Ëmorganisatioun, dat heescht, dass mer
Leit ewechgeholl hu bei anere Plazen, fir ver-
stärkt hei aktiv ze ginn. Mir sinn amgaangen,
de Leitfaden ze iwwerschaffen, fir och dat méi
einfach ze maache fir d'Gemengen.

Ech sinn der Meenung, wann, an och nëmmen
dann, wann d'Schäfferéit via hir Büroen och
qualitativ gutt Projets de PAG virleieën, dass mer
eng Chance hunn, dat ze maachen, ouni Dé-
laié ze fixéieren am Gesetz. Mir proposéieren
dat elo, mir probéieren dat kuerzfristeg. Wann
dat eis net geléngt, sinn ech d'accord, dass mer
d'Gesetz änneren an en Délai do draschreien.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här dele-
gierten Nohaltegteektsminister. Domadder
wiere mer um Enn vum der Froestonn.

Mir kommen elo zur Deklaratioun vum Här
Premierminister Jean-Claude Juncker iwwert
den Europäesche Conseil vum 28. an 29. Juni
2012 mat uschlëssender Debatt. Bei der De-
batt huet all Fraktioun zéng Minutten zegutt,
der ADR sti fënnf Minutten zou, deene Lénken
2,5, an d'Regierung huet nach zéng Minutten
no der Interventioun vum den Deputéierten.
Ech ginn elo dem Här Premierminister Jean-
Claude Juncker d'Wuert fir seng Deklaratioun.

4. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministère d'État, relative aux conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin 2012 suivie d'un débat

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre,
Ministère d'État.** - Här President, Dir Dammen
an Dir Hären, et ass nach keng Traditioun hei am
Haus, dass de Statsminister nom Conseil euro-
péen der Chamber Bericht erstatt iwwert dat,
wat bei där Geleeënheet stattfonnt huet.
D'Chamber hat sech drop verstäip, aus no-
vollzéibare Grënn, ëmmer den Ausseminister ze
héieren no de Conseils européens, zënter
laange Joren. Den Här Poos huet dat gemaach,
d'Madame Polfer huet dat gemaach, den Här
Asselborn huet dat gemaach.

Mä nom Lissabonner Vertrag huelen d'Ausse-
ministeren net méi un deene Sitzungen deel,
wat ech fir e Feeler halen, an dofir ka just ech
schwätzen, dee ganz eleng, mutterséieneleng
an deem Sall vum Conseil européen, ouni
Zeien, souz.

(Hilarité)

Deen Europäesche Conseil, iwwert dee mer
solle schwätzen am Plenum oder an de Kom-
missiounen viru sengem Zesummekommen, an
iwwert dee mer solle schwätzen am Plenum
oder an de Kommissiounen nodeem en ze-
summe war, war en extrem wichtege Euro-
päesche Conseil.

Ech hu gelies, mat där Zort vum Amusement,
déi laang Experienz engem inspiréiert, et wier
en historiesche Conseil an ee kruziale gewiescht.
Et geet duer, wann ee seet, et wier ee wichtege
gewiescht. Well munnech europäesch Gipfele si
soss näischt wéi europäesch Hiwwelen, iwwert
déi ee probéiert ewechzekommen. Mä deen
heiten hat awer eng Montée, déi et a sech hat.

Mir hu bei deem Europäesche Rot daitlech ge-
maach, dass d'Europäesch Wirtschafts- a
Währungsunioun eng Unioun fir Stabilitéit a fir
méi Wuesstum ass. Et gëtt, wéinst deenen In-
spiratiounen, déi hir sinn, déi, déi probéieren,
déi zwou Dimensione géintenee spillen ze
loossen. Et gëtt ee primitiven Zeenenentwurf,
dee wëllt, dass déi eng, déi Konservativ, fir So-
liditéit wieren, fir Stabilitéit wieren, an déi aner,
déi méi Progressiv, fir Wuesstum.

Gott sei Dank hunn déi, déi apodiktesch dem
konservative Lager zougeuerdnet ginn, fir méi
Wuesstum plädéiert, an dat zënter dem No-
vember 2011. Europäesch Conseilen, déi zënter
November 2011 stattfonnt hunn, hunn an hire
Konklusiounen 34-mol d'Noutwendegkeet vu
méi Wuesstum an Europa ënnerstrach. An déi,
déi dem progressive Lager gradesou apodik-
tesch zougeuerdnet ginn - wat bei mir eng ex-
zessiv Form vum Amusement provoziert -, hu
grousse Wäert drop geluecht, bei deem Conseil
daitlech ze maachen, dass d'Stabilitéit, d'Bud-
getskonsolidéierung an d'Budgetdisziplin ab-
solut noutwendeg wieren, fir dass een iwwer-
haapt kéint an d'Paradäis vum Wuesstum, wat
fir mech kee Paradäis ass, mä eng Noutwen-
degkeet, antrieden.

Dee Widdersproch tëschent Konsolidéierung
vun öffentleche Finanzen a Wuesstum gëtt et

net. Déi zwee ginn zesammen. Een, dee mengt,
et kéint ee Wuesstum opbauen op ëmmer méi
Scholden an op ëmmer méi Defizit; déi, déi
mengen, et kéint ee Scholden duerch d'Un-
häufe vu Scholde bekämpfen an Defiziter méi
kleng kréien doduerch, dass ee se méi breet
mécht, déi ire sech fundamental.

Déi, déi mengen, nëmme spueren, nëmme
konsolidéieren, nëmme Austeritéit, nëmme
exzessiv Rigueur géif Europa zréck op de Wee
vun enger mittelfristeg spierbarer Gesondung
bréngen, ire sech gradesou vill.

Wuesstum brauch ee selbstverständlech och, a
Wuesstumsgedanke waren an alle Konklusiounen
vun den Europäesche Réit zënter laange Joren,
well déi Strukturereformen, déi mer umahnen, si
Strukturereformen, déi a Richtung méi Wues-
stum tendéieren. Mir brauchen heibannen net
déi Debatten ze féieren, déi aner matenee féie-
ren, an déi sech dann opdeelen, wa se aus dem
Sall kommen, an deem ech och war, tëschent
Verléierer a Gewënner. C'est d'un ridicule par-
fait!

An dofir brauche mer hei net ze kucken, wie
gewonnen huet a wie verluer huet. Europa
gewënnt ëmmer, wa kee verléiert, an et ver-
léiert keen, wann Europa gewënnt a weider-
kéint. Den Europäesche Rot wéi all Sitzunge
vun de Ministeren, dat ass keen europäesche
Boxmatch, wou een an d'Kniee muss gezwonge
ginn, wou ee muss k.-o. geschloe ginn. Et geet
ëm d'Organiséierung vum enger gemeinsamer
Schnëttmeng, vum enger gemeinsamer Inter-
sektioun. Et geet drëm, de gemeinsamen Asaz
fir méi Stabilitéit, déi mer op Dauer brauchen,
a fir méi Wuesstum, dee mer op Dauer brau-
chen, ze organiséieren.

Ech wëll mat der Politik, déi a Richtung méi
Wuesstum tendéiert, ufänken, andeem ech
nach eng Kéier rappéléieren, dass mer eis mat
deem Thema zënter Méint intensiv beschäfte-
gen. Mä deen Thema huet eng méi pronon-
céiert Faarf kritt no elektorale Resultater am
Ausland, mä keen aneren Inhalt kritt. Well alles
dat, wat mer décidéiert hunn, war an der
Maach, war am Pipeline, war am Tube, an dat
ass elo zesummegefaasst ginn.

Mä richtig ass et, dass d'Akzentuéieren, d'Ak-
zentleëen op Wuesstum net am Géigesaz zu
konsolidéieren, mä en complément vum der
Konsolidéierung eng richtig rhetoresch, wann
och net inhaltlech Erweiderung vum der eigent-
lecher europäescher Ambitioun ass. Mä all déi,
déi um Europäesche Conseil waren, hunn dait-
lech gemaach, dass budgetär Rigueur, bud-
getär Konsolidéierung, budgetär a finanzpoli-
tesch Stabilitéit d'Viraussetzung sinn - ech zi-
téieren d'Konklusiounen vum Europäesche
Conseil -, fir dass een zu méi Wuesstum kéint.
Méi Wuesstum an Defizit geet net, an dat gesäit
jiddwereen esou.

Dofir hu mer ee Pakt fir Wuesstum a Beschäfte-
gung ugeholl. Ee Pakt. Mä dee Pakt fir Wues-
stum a Beschäftegung, deen huet eng juristes-
ch total anescht Bedeitung, wéi dee Fiskal-
pakt, deen een esou oder esou ka gesinn. Ech
hunn do eng nuancéiert Vue drop. Dee Pakt huet
keng juristesche verbindlech Charakterzich. Et
ass een Engagement vum de Stats- a Regie-
rungschefen, fir a Richtung méi Wuesstum,
besser organiséierte Wuesstum, mëttel- a laang-
fristeg gestreckte Wuesstum ze kommen.

Et sinn emol keng Konklusiounen, déi, déi de
Wuesstums- a Beschäftegungspakt concernéie-
ren, déi Konklusiounen vum Conseil européen
wieren. De Communiqué seet - Nunancé vum
der europäescher Diplomatie, déi Einzelner
heibanne gutt bekannt sinn -, dass d'Stats- a
Regierungschefen ee Pakt fir Wuesstum ugeholl
hunn. Net de Conseil européen eng Décisioun
geholl hätt, mä d'Stats- an d'Regierungschefen
hätten décidéiert, dass ee Pakt fir Wuesstum a
Beschäftegung op de Wee géif geschéckt ginn.

Dat mécht daitlech, dass dee juristesche ver-
bindleche Charakter vum Wuesstumspakt emol
net an d'Noperschaft kéint vum dem Fiskal-
pakt, mä d'moralesch an d'politesch Engage-
menter vum de Stats- a Regierungschefe mis-
ten, wann d'Welt normal wier, mä si ass et net,
deiselwech Kraaft hunn, wéi juristesche verbind-
lech Texter, déi mer am Kader vum Fiskal-
pakt ugeholl hunn.

D'Lëtzebuurger Regierung fillt sech jiddefalls
quasi juristesch, para legem un déi Objektiv-
vum Wuesstums- a Beschäftegungspakt gebon-
nen a wëllt en am eegene Land ëmsetzen a
wëllt en dozou bäidroen, dass en an Europa
ëmgesat ka ginn, wat eng Exigenz vum der Lët-
zebuurger Regierung ass, déi op e puer Joer
zréckgeet.

Dee Pakt, dee Wëllen, méi Wuesstum erbäi-
féieren, deen huet ee Volume, deen een net soll
klengschreien. Well dee Volume, deen e be-
gräift, entsprécht engem Prozent vum euro-
päesche Bruttosozialprodukt. Dat heescht en
fait engem Joresbudget vum der Europäescher
Unioun, well dee beleeft sech och - leider, mir
hätte gäre méi - op ee Prozent vum euro-
päesche Bruttoinlandsprodukt.

Et ass ee Pakt, ee Wëllen, ee kollektive Wëllen,
120 Milliarde Wuesstumsgeld, Beschäftegung-
geld ze mobiliséieren, an zwar esou séier wéi
méiglech. Zweck vum der séierer Mobiliséie-
rung, deen doduerch ënnerstrach gëtt, dass
mer mat dem Europäesche Parlament iwwer-
eens komm sinn, dass alleguer déi legislativ
Aspekter, déi dee Wuesstumspakt mat sech
bréngt, sollen an engem sougenannte Fast
Track Program, an engem séieren Duerchféie-
rungsprogramm tëschent dem Europäesche
Parlament an dem Conseil duerchgefouert sinn.
Dat heescht, mir hunn net dovun auszegoen,
dass d'Parlament eis géif - firwat soll et dat
och?, well et ass eng laangjäherg Fuerderung
vum Parlament - bei der Ëmsetzung blockéie-
ren oder ophalen.

Déi 120 Milliarden, déi kann een, wéi se am
Witz soen, esou oder esou gesinn. En fait sinn
et keng 120 Milliarden, déi mer méi als euro-
päesch Staten, als europäesch Steuerzueler mis-
sten an Opstellung bréngen. Eenzeg an eleng
ass relevant am nationale Finanzschlussfol-
gungsdeel deen, deen d'Kapitalerhéijung vum
der Europäescher Investitiounsbank betrëfft.

Mir wëllen d'Kapital vum der Europäescher In-
vestitiounsbank ëm zéng Milliarden erhéien.
Dat kléngt no näischt. Dat ass och net vill. Mä
wann een dat mat den Ambitiounen vum Ein-
zelne vergläicht, déi zéng Milliarde sinn zënter
véier Méint am Gespréich an déi zéng Milliarde
gi vum den Nationalstate bestridden doduerch,
dass se Kapitalaugmentatioun hierstellen. Dat
muss nach vun de Gouverneure vun der Euro-
päescher Investitiounsbank, dat am Regelfall
d'Finanzministere vun darselwechter sinn - mat
der Exceptioun vu Lëtzebuerg, wou et den Tré-
sorminister ass, deen dat ze maachen huet -,
virum Enn vum deem Joer erbäigefouert ginn.

Déi zéng Milliarde Kapitalerhéijung, déi fir de
Lëtzebuurger Budget eng Méidépense vun eelef
Milliounen Euro an net méi comportéiert, er-
laabt et, dass d'Europäesche Investitiounsbank
hir Verléincapacitéit, hir Capacité de prêt kann
ëm 60 Milliarden erhéien, an déi erhéite Ca-
pacité de prêt, déi erlaabt et, dass an der Real-
wirtschaft Investissementer vu ronn 180 Milliar-
den Euro queesch duerch Europa kenne be-
stridde ginn.

Déi Wuesstumsstrategie mécht et noutwendeg,
dass mer 55 Milliarde Reschtgeld, dat an den
Europäesche Strukturongen - Kohäsionsfong,
Sozialfong, Regionalfong - stécht, mobiliséie-
ren, haaptsächlech a Richtung vum deene Län-
ner, déi net normal seegele kënnen, well de
Wand an de Seegele feelt. Dee Wand an
d'Seegele wëlle mer partiell doduerch erbäi-
ufen, dass mer déi 55 Milliarden haaptsächlech
an déi Länner ginn, déi bis elo opgrond vum
administrativen Insuffisancen onfäeg waren, déi
Suen, déi fir si gearmarked waren, aus de
Strukturongen ofzezéien.

Mir bréngen 220 Milliounen Euro - dat si keng
öffentlech Suen - garantieméisseg an Opstel-
lung, fir sougenannten „project bonds“, pro-
jektliéiert Obligatiounen op de Wee ze sché-
cken, déi 4,6 Milliarden Investissementer an der
Realeconomie kënnen zur Folleg hunn an de
Beräicher Transport, Energie an Haut-débit. An,
well et jo e Wuesstumswëllen ass, déi och be-
schäftegungspolitesch Ziler hunn. Mir hu ge-
sinn, dass d'Aarbeitslosegkeet nach an
d'Luucht gaangen ass, souwuel an der Eurozon
wéi an der Europäescher Unioun, obschonn a
Spuenien éischt Tendenzen ze erkenne sinn, déi
a Richtung Besserung verlafen. Dee beschäftegt
sech och mam Thema Beschäftegung.

D'Lëtzebuurger Regierung huet derfir plädéiert,
wat mir hei am Land wëlle maachen, dass in-
nerhalb vu véier Méint no dem Verloosse vum
der Schoul déi jonk Leit eng Beschäftegung
kréien, e Stage kréien, eng Occupatioun kréien.
Aner Länner kënnen dat net, obschonn mer dat
schonn 1999 eng Kéier esou décidéiert hate
beim Europäesche Beschäftegungssommet, dee
jo méi konkret war wéi alles dat, wat duerno
geschitt ass.

'99 soen ech, well mer dat dunn an d'Gesetz
geschriwwen hunn. '97 war de Beschäfte-
gungssommet, deen Einzelnen zu Lëtzebuerg
deemools net konkret genuch geschéngt huet.
Mir hu fir véier Méint plädéiert, déi aner kënnen
dat net, vill anerer kënnen dat net. Dofir steet
elo „innerhalb vum e puer Méint“, ce qui est
d'un ridicule parfait, well wann een de staarke
Wëllen huet, da bréngt een et och fäerdeg, in-
nerhalb vu véier Méint dat ze maachen. Mir
wëllen dat zu Lëtzebuerg jiddefalls esou maa-
chen.

Am Kader vum dem Wuesstums-, vum der
Wuesstumsstrategie, vum kollektive Wues-
stumswëllen hate mer eis och mat der Fro vum
der Finanztransaktiounssteier ze beschäftegen.
Ech kann där keng Wuesstumsdynamik
zouerdnen, well déi Tax, gëtt se agefouert, déi
déclenchéiert keng Wuesstumselementer, jid-
defalls an eenzelne Länner éischer de Géigen-
deel, jee no deem, wéi se gemaach gëtt.



Ech wëll hei nach eng Kéier rappeléieren, well ech och mat Opmierksamkeet gelies hunn, wat eis gréng Kollege Bausch a Claude Turmes, wann ech mech richteg erënneren, zu deem Thema zum Ausdrock bruecht hunn, dass d'Lëtzebuurger Regierung prinzipiell fir eng Finanztransaktionssteuer ass, wa se op enger breet genuchener geographescher Basis opgesat gëtt.

Ech war laang, wahrscheinlech als Eenzegener a mengem Veräin, derfir, dass een dat sollt an der Eurozon probéieren. Et stellt sech awer eraus, dass déi 17 Länner vun der Eurozon net wëllen an déi Richtung goen, mä dass nëmme e puer vun deene Länner vun der Eurozon wëllen an déi Richtung goen. Insofern entfällt d'Begründungsmotiv, firwat dass Lëtzebuerg dat sollt maachen, wann d'Europäesch Unioun als Ganzes déi Transaktionssteuer net géif wëllen, ewech, well och déi 17 Länner vun der Eurozon dat net wëllen.

Ech muss éierlech soen, dass ech iwwerfrot sinn, wann et ëm d'Aschätze vun de Risike geet, déi domat zesummenhängen, wa Lëtzebuerg géif bei deem matmaachen, wat mer decidéiert hunn, nämlech bei enger verstärkter Zesummenaarbecht vun op d'mannst néng Länner an Europa. Net nëmme Eurolänner, mä iwwer d'Eurozon eraus. Ech gesinn net richteg, wéi dat sech op d'Industrie vun den Investissementsfongen zu Lëtzebuerg auswirkt; ech gesinn net am Detail, ob dat net zur Konsequenz muss hunn, dass mer d'Taxe d'abonnement ofschafen, ouni millimetergenau ze wëssen, wat mer dann do géifen amplaz kréien.

An dofir huet Lëtzebuerg decidéiert, souwuel am Conseil vun de Finanzministere wéi och där Deeg zu Brüssel, an där Coopération renforcée net matzemaachen. Wat mech, muss ech soen, prinzipiell Iwwerwonnung kascht, well ech ëmmer fonnt hunn, Lëtzebuerg misst iwwerall do derbäi sinn, wou méi Europa stattfënnt, iwwerall do derbäi sinn, wou Europa méi wäit geet. Mä de Risiko schéngt mer disproportionéiert ze sinn.

Mä ech schléissen net aus, wann déi néng sech bis fonnt hunn, déi dat wëlle maachen - déi hu sech, niewebäi bemierkt, bis haut nach net fonnt, well och eis hollännesch Frënn net matmaachen, well och anerer net matmaachen -, wann déi ee Konzept virschloen, wat eis zoustëmmungsfäeg erschéngt, well déi muss sech inhaltlech bereet erklären, datselwecht ze wëllen, dass mer, wann dat sech aus bannewirtschaftleche Grënn als eng méiglech Alternativ presentéiert, dass mer do matmaachen.

Déi Iddi, déi ech perséinlech och hat - et soll ee matmaachen, fir ze kucken, wat do géif geschéien, a fir ze influenzéieren, wat do kéint geschéien -, eng rasonabel Iddi, hunn ech abandonnéiert no Gespréicher mat villen an Europa an no Gespréicher mat munnechen heiheim. An ech sinn iwwereng ganz iwwerrascht, dass déi gréng Kollege soen, si hätten och Indikationen aus dem Finanzsektor zu Lëtzebuerg, dat soll ee maachen.

Dir misst mer soen, wien dat ass, aus Grënn vun der Transparenz, well déi, mat deenen ech schwätzen, dat sinn déi offiziell Vertrieeder vun der ABBL, déi soe mer de Géigendeel. Elo sinn ech net een, dee systematesch no Europa exportéiert, wat d'ABBL mer seet, mä ech hu mech awer do ëmfänglech reiseignéiert a sinn, beim aktuellen Dossierstand, zur Konkursioun komm, dass et verfréit wier, fir an déi Richtung ze goen, ënner Rappel vun der Noutwendegkeet, déi ech gesinn, dass den internationale Finanzsektor muss eng méi staark Kontributioun leeschten, fir d'Folge vun der Krisebewältigung op d'mannst ze kofinanzéieren.

Ech weess, dass d'Banquieren zu Lëtzebuerg dat net gärn héieren an och Interviewe ginn, wéi de Generalsekretär vun der ABBL, déi dem Statsminister Populismus virwerfen - ech kann domat liewen, mat der Flut vu Virwërf, déi engem de Moment, de Moment op een zouschwammen.

Et geet jo hei net ëm d'Lëtzebuergesch Banken. Et geet hei ëm d'Kontributioun vun internationaler Finanzsektor. An ech sinn duerchhaus der Meenung, mindestens där Meenung, dass een déi héich risikohafte Produkter muss enger gesonderter steierlecher oder abgabeméiglech orientierter Belaaschtung ënnerwerfen, well déi sinn en fait à l'origine vun all deem, wat mer erliewen.

Dat betrëfft net d'Lëtzebuurger Banquieren, déi, loosse mer éierlech sinn, an där Affär do kleng Helleger an enger Kierch sinn, vun där se heiansdo net wëssen, wéi grouss se ass. Mä wann een déi Responsabilitéiten huet, déi ech hunn, weess een, wéi grouss dass d'Kierch ass.

Et geet hei net ëm d'Lëtzebuurger Banken, et geet hei ëm d'Kontributioun, elementar Solidaritéitsleeschtunge vun internationaler Finanzka-

pital, dat natierlech kann duerch seng lëtzebuergesch Representanté soen, si wieren net schold un der Kris, mä mat Ausnahm vun hinne selwer gleeft selbsterständlech keen dat. De Finanzsektor, deen internationalen, ass ursächlech, niest der staatlecher Verschëldungskris, coresponsabel fir dee Misär, an deem mer eis haut befannen. An dofir mécht d'Lëtzebuurger Regierung net mat. Mir kucken, wat do geschitt a mir debattéiere mat.

Ech weess, aus de Gespréicher vun de Finanzministere, dass déi néng, déi se mengen ze wieren, ënnereneen absolut net darselwechter Opfaassung sinn, wéi breet dass déi Besteuerungsbasis soll sinn, wat fir Produkter - wat datselwecht ass - ënner déi Besteuerungsbasis fallen, wou déi Sue sollen higoen, nationalen oder europäesche Budget. An dofir reservéiere mer an där Fro eis Attitud.

Ech wëll hei nach eng Kéier soen, prinzipiell si mer fir eng Finanztransaktionssteuer, a wa mer se net matmaachen, muss mer eis iwwerleeën, zesumme mam Finanzsektor iwwereng, wat fir eng Belaaschtungsform mer zu Lëtzebuerg kënnen aféieren - andeem mer am Kapp hunn, dass mer duerch d'Taxe d'abonnement souwou schonn eng Belaaschtung vum Finanzsektor hunn.

Mir hunn eis da laang, wéi Der gelies hutt, iwwer d'Wirtschafts- a Währungsunioun ënnerhalen a mir hunn do decidéiert, well ech och zu deene gehéiert hunn, déi fonnt hunn, elo misst een ee Sprong méi wäit maachen, net ee Sprong an abenteuerlech Gewässer, mä ee Sprong a méi ee Resolut-an-d'Hänn-Huele vun der Bekämpfung vun der Kris, decidéiert, déi ganz Bandbreet vun de bestehende Finanzinstrumenter, Stützungsinstumenter, Rettungsschiermer, EFSF an ESM zur Uwendung gelaangen ze loosse.

Wat sinn eigentlech déi Instrumenter? Et gëtt der am Prinzip a graff résuméiert dräi. Et geet drëm, Hëllef ze leeschte fir d'finanziell Ënnerstützung, fir d'Rekapitaliséierung an d'Restrukturéierung vun nationale Banken, do, wou se keng Loft fir ze ootme méi hunn. Et geet zweetens drëm, fir sougenannte preventiv Kreditlinien, „precautionary programmes“, opzemaachen, an et geet drëttes drëm, Interventiounen um primären an um secondairé Marché vun de Statsobligatiounen duerch ESM, deelweis EFSF opzemaachen.

Et muss een déi dräi Kategorië vun Interventionsmechanisme gesondert betruechten, fir ee Gesamtbild, wann och nach ëmmer een onkomplett, well deelweis schonn erëm contestéiert Bild iwwer déi Ofmaachungen ze kréien.

Zu deem éischte Punkt, Restrukturéierung a Rekapitaliséierung vun nationale Banken, wéll ech soen, well ech weess, dass dat ëmmer eng Roll spillt an der öffentlecher Debatt, och, jo, an der Befindlechkeet vun all Einzelne doheem: Et geet hei net drëm, de Banke Cadeauen ze maachen. Ech wiere mech nodrécklech dergéint, dass gesot gëtt, hei ginn öffentlech Gelder an d'Hand geholl, fir Banken ze retten!

Jo! Mä dat hate mer jo och schonn heiheim! Am September '08, wa meng Erënnerung richteg ass, hu mer d'Banque Générale gerett, wéinst der Banque Générale, hu mer Garantie gi bei der Dexia, wéinst der Dexia, oder hu mer dat gemaach, well mer wëssen, dass d'Banken eng essenziell Funktioun an der Liwwerung vum Kreditflux an eiser Wirtschaft muss secherstellen? Et geet drëm, dass d'Banke kënnen virufueren, Investissemter, also Stärkung vun de Betriber, also Schafung vun neien Aarbechtsplazen an Erhale vun den Aarbechtsplaze kënnen ze finanzéieren.

Mir sinn, am Géigesaz zu der lénksradikaler Front an Europa, der Meenung, dass d'Banken net do si fir sech selwer - déi streide jo of, dass se déi Meenung hätten -, mä dass d'Banken do sinn, fir der allgemenger Wirtschaftspolitik ze déngen. A wa Banken...

(Interruption)

Jo, jo!

► **Une voix.** - Dräi Milliarden!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Wa mer gemaach hätten, wat Dir proposéiert, da géifen Zéngtausende Lëtzebuurger Steit haut op Wunnenge setzen, déi net ze bezuele wieren, dann hätten Dausende Leit hir Aarbecht zu Lëtzebuerg verluer. A fir esou ze mengen, mir géifen hei dem Grousskapital Suen, wéi Dir Iech ausdréckt an Ärer Versammlung, an d'Schnëss geheien, ass eng falsch Opfaassung.

Mir maachen dat, fir dass déi kleng an déi mëttelstänneg Entreprene, an déi grouss och, Sue genuch iwwer den normale Kreditfloss an der Ekonomik kréien, fir dass Wirtschaft iwwerhaapt nach ka stattfannen. Well mer mengen, Banken hunn dem allgemenge Wuol ze déngen, an net nëmme hiren Anteilseigner an hiren Aktionären ze déngen. An dofir maache mir d'Interventiounen an deem Beräich.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Jo, déi bekloe sech awer!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dofir maache mer déi Interventiounen am Beräich vun de Banken. Mir mécht dat iwwerhaapt keng Freed, verstitt Der, well ech hu weder Aktië bei deem engen nach bei deem aneren, iwwerhaapt keng. Ech hunn iwwerhaapt keng Aktien, well ech ëmmer fanne, wann ee Statsminister ass, soll ee sech wäit ewech hale vun deene Saachen. Dat ka jo jiddwereen heibanne fir sech selwer selbsterständlech och zu Protokoll ginn. Ech hu keng Aktien a kengem Betrib an a kenger Bank.

Mä ech weess awer, wéi wichteg dass d'Banke sinn, fir dass den normale Floss vun de Krediter, vun den Investissemter fir Privatleit a fir Betriber ka stattfannen. An dat, wat wouer ass heiheim, wou mer Zéngtausende Leit virun der sozialer a finanzieller Aarmut gerett hunn doduerch, dass mer, wéi gesot gëtt, d'Banke gerett hunn, dat zielt awer och fir déi aarm Leit a Spuenien. Déi hunn och ee Recht drop, dass se nach normal an hirer Realwirtschaft, an hirem Weiderkommen am Liewe kënnen duerch Banke finanziéiert ginn.

Et ass also eng grouss Solidaritéitsübung, déi mer maachen, mat dem spuenesche Vollek a virun allem mat deem méi aarmen an ëmmer méi veraarmenden Deel vun der spuenescher Bevölkerung. Well déi brauchen hir Banken, fir dass et an deem Land ka virugeen, an dofir hu mer decidéiert, dass...

(Interruptions diverses)

Den Här Wagner ass menger Meenung, well dat iwwerrascht mech manner.

► **Plusieurs voix.** - Jo, jo.

(Hilarité)

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mä ech sinn em awer dankbar derfir. Et kritt een esou selten d'Zoustëmmung vun der DP de Moment, dass een dankbar ass fir all Häppchen, deen een zougeworf kritt.

(Hilarité générale)

Mä dat charakteriséiert awer déi responsabel Positioun, déi déi Liberal an déi gréng an deem Haus ëmmer an deene Froen hüten.

Mir wëllen also eppes fäerdegbréngen, wat monsterhaft schwierig ass: Mir wëllen de Bankerisiko trenne virum Verschëldungsrisiko vun de Staten.

Wat erliewe mer de Moment, léif Kolleegen? Mir erliewen de Moment, dass déi spuenesch Banken - wann ech dat kann esou soen, ob schonn ech net gären hätt, wann d'Norrichtengencen dat géifen an där Terminologie rapportéieren - aus dem leschte Lach päifen. An dat huet eng direkt Répercussioun op d'Finanzéierung vun spuenesche Stat. Dat heescht, doduerch, dass d'Banke sech verannt hunn, gëtt de spuenesche Steierzueler, de spuenesche Chômeur, d'spuenesch Infrastrukturpolitik - datselwecht zielt fir Italien -, obschon déi zwee Länner all Efforté maachen, fir hire Budget ze konsolidéieren, radikal vun de Finanzmauert sanktionéiert.

Dofir muss een ausereerappen dat, wat mer de Bankerisiko nennen, an dat, wat mer de Statsrisiko nennen. An doduerch, dass mer intervenéieren, fir de Bankeproblem solidaresch ze behiewen, duerch Restrukturéierung an duerch Rekapitaliséierung, gi mer dovun aus, dass dat zur Konsequenz muss hunn, dass dann den Drock op de Statspabeieren, dat heescht op der Finanzéierung vun der nationaler Politik, ofhëlt.

An dofir muss een déi zwee Risike vuneneen trennen, an dofir muss een, méi intensiv wéi ech mer dat iwwerhaapt jeemools hätt kënnen virstellen, intervenéieren an der direkter Bankekapitaliséierung. A mir maachen elo den ESM, deen Der hei gestëmmt hutt, den Europäesche Stabilitéitsmechanismus, op fir Direkthëllef un d'Banken an deene Länner, Spuenien an Italien notament, mä de Moment Spuenien, ouni dass mer den Esmwee maachen iwwer eng Geldvergabe un d'Staten, well dat zur Konsequenz huet, dass d'Veschëldungsquot vun deene Staten zouhëlt.

Wa mer aus europäescher ESM-Quell direkt rekapitaliséieren, direkt un d'Banke léinen, dat, wat ech viru Méint heibannen, deemools huet dat nach, net heibannen, mä wier ech am Bundestag gewiescht, hätt dat jo zu kollektivem Selbstmord gefouert, eigentlech eng Bankelienz ginn, en direkt Instrument, fir an de Banken ze intervenéieren, verhënnere mer, dass d'Veschëldung vun de Staten zouhëlt, brieche mer de Lien tëschent der Bankeproblematik an der Statspabeiersproblematik an hëllef mer deene Länner op eng entscheidend Aart a Weis, well souwuel Spuenien wéi och Italien an Terme vu Budgetkonsolidéierung alles maachen, wat vun hinne verlaangt ginn ass, och

déi Strukturereformen duerchféieren, déi vun hinne verlaangt gi sinn.

Mä mir maachen dat ofhängeg vun enger europäescher Banken-, enger zentraliséierter europäescher Bankeniwwerwaachung, enger europäescher Bankesupervioun, wourun ech gleewen. Ech hunn dat och am Pabeier vun deene véier Presidenten - wéi e genant gëtt, véier Weisen, fir déi, déi déi véier net kennen - mat ënnerschriwwen. Mir brauchen eng europäesch Bankeniwwerwaachung.

Elong dat Beispill Spuenien weist, wou mer müssen 62 bis 100 Milliarden Euro Kapitaliséierungs-, Rekapitaliséierungshëllef an d'Hand huelen, weist, dass, wann een den nationalen Iwwerwaachungsbehörden d'Iwwerwaache vun hirem Sektor iwwerléisst, dat net noutwendegerweis zu deene beschte Resultater féiert. Mat systemesche Gesamtauswirkungen iwwer déi gesamten Eurozon.

An dofir sinn ech fir déi direkt europäesch organiséiert Bankesupervioun, andeem ech net verkennen, dass dat natierlech fir ee Land wéi Lëtzebuerg Problemer schafft, well ee muss ganz genau oppassen, dass een den Distingo am Endkanal tëschent den „home countries“, do wou d'Mammenhaier setzen, an den „house countries“, do wou d'Lëtzebuurger Banke sinn - mir hu jo nëmme Filialen hei, mat Ausnahm vun der Spuerkeess an der Raiffeisenkeess; et si jo Filialisten, déi hei zu Lëtzebuerg tätég sinn -, deen Distingo do genau mécht, fir dass net eng falsch organiséiert a falsch inspiréiert an enner falscher Motivatioun leidend europäesch Zentralinstanz kann, einseitig an ouni dass mer eis wiere kënnen, decidéieren, wat fir Banken dass zu Lëtzebuerg iwwerliewen a wat fir dass müssen zougemaach ginn.

Dat ass eng Geschicht, déi agekleet muss ginn an eng Propositioun vun der Europäescher Kommissioun, déi am September kënn an déi de Conseil vun de Finanzministere bis Enn Dezember 2012 soll verabschieden. Mä de Prozedere ass, fir d'Éischt eng europäesch Supervisioun an dann eng Direkthëllef vun Europäesche Stabilitéitsmechanismus, deen Dir votéiert hutt am Kader, fir eenzel, fir national Banken ze rekapitaliséieren.

Mir fänken u mat Spuenien. Mir hunn déi Instrumenter jo nach net. Dee Versuch, deen ech an anerer gestart hunn, an hirer Naivitéit, fir d'Europäesch Zentralbank direkt mat där Supervisioun ze beoptragen, ass schifgemaag, well den Här Draghi, President vun darselwechter, seet, en hätt weder d'Leit nach d'Wëssen nach d'Mechanismen, fir dat ze maachen. Mir müssen also waarden, bis d'Europäesch Zentralbank déi huet. A mir sinn der Meenung, als lëtzebuergesch Regierung, dass d'Europäesch Zentralbank des Supervisiounsinstanz soll sinn, well mer gären hätten, aus Grënn, déi ech hei net am Detail wëll ausféieren, dass de Prinzip vun der Europäescher Zentralbank, one country, one vote, och bei der Supervisioun, erënnert lech u meng Remarquë vu virudrun, géif zur Applikatioun kommen.

Elo lafen, falls se lafen, déi éischt Hëlfelefen iwwer deen éischte Rettungsschierm EFSF. A wann den ESM bis do ass - dat hënt vum däitsche Verfassungsgeriicht of, dat hënt, dat interesséiert keen, och vum estnesche Verfassungsgeriicht of, et ass jo net nëmme Däitschland, wat eng Verfassung huet, et gëtt jo och nach anerer, déi organiséiert Staten, Status hunn, plus aner Contrainten -, dee kréie mer net esou séier, mä wa mer e bis hunn, da lafen déi Bankenhëlfelefen, déi iwwer EFSF lafen, automatesch weider an den ESM.

A mir halen de juristesche Statut vun deenen Hëlfelefe bäi. Den EFSF, deen huet keen „preferred creditor status“. Dat heescht, den EFSF, géif eng Katastroph geschéien, kann net virun allen anere Créancier ze réckbezuelt ginn. Den ESM awer huet laut Vertrag „preferred creditor status“, eng Aart Superprivileg, wa mer esou wëllen, a misst virun allen anere Créancier ausbezuelt ginn.

Mir hu virgeschloen am Eurogroup, dat ass elo ugeholl ginn, dass mer de juristesche Statut mat eriwuerhuelen, dat heescht, dass déi Hëlfelefen, déi enner EFSF ulafen, hir juristesche Natur net changéieren, wa se am ESM landen. An dofir hunn déi och net de Superprivileg, deen ESM-Hëlfelefsmoosnamen eigentlech hunn.

Dat maache mer just fir Spuenien, well mer fäerten, an d'Marchésreaktioun war och, no der Telefonskonferenz vum Eurogroup vum 7. Juni, genau déi, dass, wann den ESM an eventuell seng virgeschaltene Etappen „preferred creditor status“ hunn, dann aner Investisseure sech iwwerhaapt net méi a Spuenien erabeginn, well se fäerten, wa si géifen a Spuenien investéieren,



a wann eppes géif geschéien, da géif fir d'Éischt den ESM zréckbezuelt ginn, a si géifen alleguer hir Suen hänke loosse. Dofir hu mer déi Léi-sung fonnt, fir d'Éischt EFSF, dann eng Bréck am ESM, mä net aweisen an de Superprivileg-Status.

Esou vill zur Bankerekapitalisatioun a -restrukturierung.

Deen zweeten Deel ass d'Opmaache vu sougenannte preventive Kreditlinnen, „precautionary programs“, wéi dat op Lëtzebuergesch heescht. Mir stellen haut fest, notamment a Spuenien, notamment an Italien, dass Staten, déi alles maachen, fir an der Rei ze sinn, déi all Reforme maachen, wa se un d'Finanzmäert ginn, entweder keng Sue geléint kréien oder awer Suen zu engem iwwerhéichten Zënssaz musse léinen. Bis zu 7%. A 7% Zënse géllt an der internationaler Finanzwissenschaft als en absolute Maximum, deen ee kann als Zënse bezuelen. Soss kippt een an eng Situatioun vu Préfalliteit.

Elo gesi mer vir, dass Staten, déi alles maachen, wat se musse maachen, all Strukturereformen, all Haushaltskonsolidierungsefforten, kenne Recours huelen zu deenen - wéi hunn ech dat op Lëtzebuergesch genannt? - preventiven, zu deene preventive Kreditlinnen. Dat geschitt zu minimalen Oplagen, mä net ouni Konditionalitéit. D'Konditionalitéit, déi virgeschriwwen ass, dass déi Länner virufueren, esou wéi dat ofgemaach ass am Kader vum Stabilitéitspakt, déi Haushaltskonsolidierungseffort virunzeféieren a gläichzäiteg déi Oplagen ze erfëllen, déi an de lännerspezifesch Recommendationen vum der Europäescher Kommissioun a vum Europäesche Conseil a Richtung vun deene Länner editéiert gi sinn. Déi mussen also virufueren, dat ze maachen, wat mer vun hinne verlaangt hunn, mä net méi.

Well mer einfach déi Angscht hunn - ech hu se jiddefalls, an dofir sinn ech fir esou ee Mechanismus -, dass, wa mer nach méi op d'Spuertube an deene Länner drécken, mer rezessiv Tendenze verstärken, Aarbechtslosigkeit erhéijen an déi endgültig Gesondung vun deene Gesellschaften, well et entsti lues a lues an Europa humanitär Problemer, net nëmmen a Griichenland, mä och an anere Länner, wa mer déi net wëlle verstärken, dofir nenne mer dat „soft conditionality“.

Dat stéiert Einzelner an Europa. Mä et ass net normal, dass ee Land wéi Spuenien, ee Land wéi Italien, déi alles maachen, wat vun hinne verlaangt gëtt, an am Fall vun Italien entgéint allen Erwaardunge finalement, an a Spuenien ënner extrem schwierege soziale Bedéngungen, ënnert deenen d'Spuenier, a besonnesch déi kleng Leit a Spuenien leiden, wann déi alles maachen, wat se musse maachen, fir erëm op d'Féiss ze kommen, dass dann d'Finanzmäert déi Länner ofstrofe ginn, wa se op d'Finanzmäert zréckkommen. An dofir brauch een hei selbstverständlech eng Politik, déi zu enger Ofsenkung vun de penaliséierenden Zënssätz fir déi Länner féiert, aus soziale Grënn, aus Gesellschaftskohäsionsgrënn an aus makroökonomesche mëttelfristeg orientéierte Wuesstumsgrënn.

Déi drëtt Linn ass ee méi flexibele Gebrauch vun den Instrumenter vun EFSF a vun ESM, dee Permanente Stabilitéitsmechanismus. Mir wëlle sécherstellen, bewierken, d'Dier opmaachen, fir dass déi zwee Fongen, déi zwee Instrumenter kenne gebraucht ginn, fir op de primären a fir op de sekundäre Mäert ze intervenéieren. Wann EFSF an ESM op de primären a sekundäre Mäert kenne intervenéieren - Dir dispenséiert mech dovun, dat elo am Millimeterdetail do ausermeenzestrecken -, da bréngen et d'Staten erëm fäerdeg, fir hir Statspabeieren ze verkaufen, an da bréngen déi, déi am zweete Maart d'Statspabeieren ënnereneen échangéieren, et och erëm fäerdeg, Verkeef fir déi Statspabeieren ze fannen.

Dat stellt sécher, wann dat alles opgeet, klappt mech net fest op der Performance-Obligatioun vun all deem, wat mer hei probéieren ze maachen, da bréngt mer et fäerdeg, d'Liquiditéiten an de Maart vun de Statspabeieren oprechtzerhalen. Da bréngt mer et fäerdeg, den Zougang vu Staten zu dem Statsobligatiounsmarkt hierzustellen. Mä alles dat geschitt selbstverständlech nëmmen ënner bestëmmten Oplagen, an déi Oplage si fir déi Länner do, dass mussen déi lännerspezifesch Recommendationen, et ass ähnlech wéi bei de preventive Kreditlinnen, observéiert ginn, déi vun der Kommissioun a vum Conseil européen editéiert gi sinn, an dass d'Strukturreforme selbstverständlech musse virgefouert ginn.

Drëtte Punkt op der Agenda vum Conseil war d'Ausenanersetzung mam Rapport vun de véier

Presidenten. Den éischten Deel behandelt an deem Rapport vun Draghi, Van Rompuy, Barroso a Juncker een integréierte Finanzkader. Do geet et ëm d'Bankenopsicht - ech muss dat vläicht elo net am Detail nach eng Kéier soen, ech hunn do indikatiounsméisseg gesot, wat dat ass. Mä wichteg fir eis ass, dass d'Euro-päesch Zentralbank dat mécht.

De lëtzebuergesch spezifesch Problem ass, 14 vu 17 Länner vun der Eurozon hunn d'Bankenopsicht bei der Zentralbank..., bei der nationaler Zentralbank. Lëtzebuerg net, well mir en Distingo maachen tëschent CSSF, Bankenopsicht an Zentralbank. Mir musse kucken, wéi mir dat an d'Fassung kréien.

Zweeten Deel vun deem integréierte Finanzkader ass, dass mer eng europäesch ausgewielten Einlagesecherung wëlle maachen, Garantie de dépôts. Déi Iddi vun deene véier Presidenten treëft net op d'Zoustëmmung vu jiddwengem, well och vill Leit soen, wat ech novollzéie kann: Firwat solle mir Däitscher bezuele fir déi Feeler vun der spuenescher Bank oder firwat solle mir Lëtzebuerg bezuele fir d'Feeler vun enger belscher Bank?

Mir hunn dat jo am Kader vum Kaupthing hei intensiv genoss, wéi wäit dass d'Solidaritéit vu villen hei zu Lëtzebuerg och bereet ass, ze goen. Mir si gäre Finanzplaz a suckele gären, mä mir sinn awer net gären eng Finanzplaz, déi och gëtt. Mä dat musse mer also am Detail kucken. Ech halen dat fir eng wichteg Saach, besonnesch fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg. Wann Der eemol kuckt d'Étendue vum Finanzsecteur zu Lëtzebuerg par rapport zu eisem PIB, da wëll ech iwwerhaupt net weiderschwätzen, wann ech mer virstellen, wat do alles ka geschéien. Mir mussen dat, wéi ech géif mengen, a Kommissioun mam Finanzminister am Detail besprechen.

Ech halen dat net fir eppes, wat ganz séier kënnt, mä wat awer muss lues a lues opgebaut ginn, grad wéi de Bankeresolutionssystem muss lues a lues opgebaut ginn. Wat geschitt, wann eng Bank restrukturiert gëtt? Wéi gëtt dat ofgewéckelt? Dat kascht schrecklech vill Geld.

Ech sinn der Meenung, dass prioritär d'Banke mussen déi Resolutionssystemer aus eegener Kraaft finanzéieren, well een décmment net dem Steierzueler déi Bürde do kann operleeren.

Den zweeten Deel vun dem Véier-Présidente-Rapport, dee betrëfft een integréierte Budgetskader. Dat hu mer zum Deel am Kader vum Sixpack a vum „two-pack“. Ech loosse och elo d'Explikatiounen do ewech, dat ass lech bekannt.

Wat déi véier Presidente virschloen, ass, dass pro Land ee Plaffong fixéiert gëtt all Joer, wéi wäit dass ee Land sech kann nei verschëlden, fir dass mer déi Verschëldungsproblematik am Zesummespill mat all deenen aneren Instrumenter, Sixpack, „two-pack“, Stabilitéitspakt an de Grëff kréien. An nëmmen, wann ee Land eestëmmeg autoriséiert gëtt, méi Emprunten opzehuelen, wéi et préalablement autoriséiert kritt huet vun deenen anere Staten, kann et méi wäit goen.

Dat ass also an de graffen Zich, an den Hauptdimensionen a Parametere eng quasi Vergemeinschaftung vun der Budgetpolitik, fir dass mer wëssen, wouriwwer mer hei schwätzen. Mä wann ze vill Länner sech maasslos verschëlden, ouni dass mer Duerchgräifméglechkeeten hunn, Korrektivméglechkeeten hunn, da leide mer alleguer dodrënner.

D'Solidaritéit wëllt, dass d'Soliditéit vun deenen, déi eng Tendenz hunn, sech ze iwwerverschëlden, organesch esou gefaast gëtt, dass déi, déi musse Solidaritéitsleeschtunge bréngen, och kenne matschwätzen, wann et ëm d'Organisatioun vun der Soliditéitsleeschtung an eenzelne Länner geet, ouni dass dat op d'Käschte vu Wuesstum, op d'Käschte vu Beschäftegung a vun anere sozietalen Ziler geet, déi ee selbstverständlech muss am A hunn.

An nëmmen, wann dat alles geschitt, kann een iwwer Eurobonds schwätzen. Ech mengen net. Ech mengen, et kéint ee schonn éischer doriwuer schwätzen. Mä ech muss zur Kenntnis huelen, dass net onwiesentlech Playeren an deem europäesche Concertsall do mengen, et misst ee fir d'Éischt dat an dat an dat an dat maachen, ier een iwwer Eurobonds ka schwätzen.

Ech wëll lech hei just nach eng Kéier meng Iwwerzeugung soen, dass se kommen. Well ech fannen, dass, wann een de Länner Oplage gëtt, wann een d'Länner ënner Zwang stellt, ouni dass een d'Länner wëllt quälen, well dat muss einfach sinn, well et bekämpft een d'Schold an den Defizit net duerch nei Defiziter, da muss een och iergendwann bereet sinn, wann d'Hftung organiséiert ass, d'Konsequenzen a Form vu Solidaritéitsleeschtung ze leeschten.

Drëtte Punkt vun de véier Presidenten: D'Signal ass, d'Stärkung vun der demokratescher Legitimitéit. Dat ass ee reelle Problem, dat ass ee ganz eeschten Demokratiesubstanzproblem. Déi nationaler Parlamentar, Dir och, hunn d'Gefill, do geschéie Saachen, a mir gesinn net richtig, wat do geschitt. Et gëtt keng europarlamentaresch Kontroll, well d'Zoustänngekeete sinn nach net do. Si missten do sinn, mä si sinn nach net do. Ech sinn der Meenung, dass à très moyen terme d'Europäesch Parlament muss eng Euroformatioun kréien, wou just déi Deputéierte setzen, déi an den Eurolänner sinn, well ech net wëll, dass d'Schweden an d'Engländer..., neen, dass d'Engländer an d'Schweden decidéieren, wat do ze geschéien huet.

Mä onofhängeg dovu wollt ech hei am Numm vun der Regierung soen, dass parlamentaresch Kontroll muss sinn. D'Regierungen dierfen an deem Beräich do net maachen, wat si wëllen, ouni dass déi Entscheedungen, déi se treffen, demokratesch legitiméiert sinn, dat heescht parlamentaresch ofgedeckt sinn.

Dat ass eng essentiell Festleung, déi mer an der Regierung getraff hunn, an dofir wäert de Finanzminister oder ech mech ëmmer hei presentéieren, an de Kommissiounen oder heibanen - ech sinn éischer fir Kommissiounen, well fir ëmmer esou am Plenum déi Saachen do ze hantéieren, dat kann eventuell maartschiedend sinn -, ier eng Décisioun am Kader vum ESM geholl gëtt. An och wann déi Décisioun bis geholl gouf, och erëm hei Rechenschaft am Parlament ofleeën, well déi éischt Kompetenz vum Parlament ass eng budgetär Kompetenz.

Ee Parlament huet an alle Fäll e Recht ze wëssen, a wat fir eng Richtung dass d'Statsfinanze sech entwéckelen. An dofir gëtt et natierlech eng iwwert den nationale parlamentaresche Wee ze organisierend Rechenschaftsflucht vun der Regierung a vun eiser Regierung. An dat wëlle mer och maachen, no Modalitéiten, déi mer ouni all Zweifel matenee wäerte kënne determinéieren.

Ech géif lech just bidden, lech net vun allen Einflüss dora vun där anerer Säit vun der Musel do allze vill a Bewegung bréngen ze loosse. Well mir hätte scho vill Décisiounen vill méi fréi kënne huelen, wa mer net parlamentaresch Bremsen an eenzelne Länner gehat hätten. D'Finanzmäert beschléissen an enger Zéngtelsekonn, a mir dréien drai Méint, an dofir lafe mer de Finanzmäert pausenlos no.

Mä ech trauen eis zou, als Lëtzebuerg, déi jo méi verstänneg si wéi déi aner - dat ass meng Meenung, ech soen dat net nëmmen esou, jo, dat ass meng Meenung, mir si méi verstänneg wéi déi aner, gleeft mer dat -, wa mir ënnereneen ee Modus Vivendi fannen, wéi déi Décisiounen kënne hei parlamentaresch ofgeséichert sinn, da wäerte mir net bei de Bremser sinn, mä bei deene sinn, déi derfir suergen, dass d'Saachen erëm, wéi et sech gehéiert, an d'Fassung kommen. Well si mussen an d'Fassung kommen, well eise Kontinent ass existenziell, vun der Zukunft hier betruucht, op d'Finanzstabilitéit an op d>Weiderféierung vum Euro ugewisen.

Well an enger Welt, déi ëmmer méi grouss gëtt an an där Europa ëmmer méi kleng gëtt, ass dat eenzeg Pond, mat deem mer kenne wucheren, dat ass iwwerhaupt kee lëtzebuergesch, eis gemeinsam Währung. Dat Eenzeg, wat Europa stark mécht an der Welt, ass eis gemeinsam Währung. Mir hu keng Arméi, mir hu keen demokratesch Gewicht. Mir hunn ee Wirtschaftsgewicht, wat ofhëlt. Dat Eenzeg, wat eis stark mécht, ass ee gemeinsam, kohärent monetär Optrieden an der Welt. Nëmme dat gëtt eis déi Force, déi mer mat anere Moyenen nach net kenne bestreiden.

All Gespréicher - ech hunn lech dat schonn eng Kéier gesot -, déi mer am Kader vum G-7, un deem ech deelhuele, féieren, sinn iwwerhaupt keng Gespréicher zu siwen, mä si Gespréicher zu drai, d'Amerikaner, d'Europäer an d'Japaner. Groussbritannien huet eng regional Monnaie, déi spillt am internationale Concert keng Roll.

Mä wa mir wëllen erëm manner gi wéi dat, wat mer an der belsch-lëtzebuergescher Association waren, da solle mer deene recht ginn, déi déi Währung hei wëlle futti maachen. Mir wëllen dat net, an ech maachen alles, fir dat ze verhënnern.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mir haten eis och ze beschäftege mat den nationale Recommendationen vun der Europäescher Kommissioun un déi eenzel Memberstater.

Ech ginn, Här President,... Also, ech weess iwwerhaupt net, wéi vill Riedezäit dass ech hei hunn. Dat muss Der mer ëmmer virdru soen.

► **M. le Président.** - Dir kënnt haut profitéieren. Si ass net limitéiert.

(**Brouhaha général**)

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dat hätt Der mer net dierfer soen, Här President.

(**Hilarité générale**)

Ech wëll am Telegrammstil...

(**Interruption**)

Jo, zesummen.

...am Telegrammstil soen, mir hu lännerspezifesch Recommendationen. Dir kennt de Mechanismus am Kader vum Europäesche Semester, wou d'Europäesch Kommissioun de Länner am Kader vun der gemeinsamer Wirtschaftspolitik - mir sinn net nëmmen eng Währungsunion, mir sinn och nach eng Wirtschaftsunion - virschreift, wat se ze maachen hunn an deem nächste Joer.

Déi Recommendationen kommen. Déi sinn unzehuelen, à moins, dass sech - an ech Geck hunn dat selwer proposéiert, muss ech soen! - eng renverséiert qualifizéiert Majoritéit dergéint mécht.

Dat heescht, dass eng renverséiert qualifizéiert Majoritéit vu Memberstate seet, d'Kommissioun huet onrecht. Dat hu mer proposéiert, den Här Frieden an ech, den Här Asselborn och op sengem Niveau, well mir wollten déi grouss Länner ausbremsen, well déi kréie ganz séier am normale Kader vun der Prozedur an Europa eng blockéierend Minoritéit zustanen. Mir wollten dat ëmdréien.

Tjo! Dat huet d'Kommissioun falsch verstanen, well si huet sech haaptsächlech mat Lëtzebuerg a mat anere Länner beschäftegt. Richtig ass déi Ausso net, well wann Der emol noliest, wat déi lännerspezifesch Recommendationen, un déi se sech mussen halen, fir déi Hëlfelefen ze kréien, déi ech virdru beschriwwen hunn - Italien a Spuenien mussen halen -, dat ass net aus Pakpabeier an et geet vill méi wäit wéi dat, wat eis proposéiert gëtt.

Mä bei eis huet d'Kommissioun sech capriciéiert op d'Renteproblematik an op d'Indexierungsproblematik. D'Ministeren hunn, virun allem de Finanzminister, am ECOFIN hefteg do dergéint gehalen. Dat hätt een dem Här Frieden jo guer net zougetraut, dass en esou mat Todesverachtung sech géif an d'Lanze vun deene geheien, déi den Index wëilten ofschaffen. Mä en huet dat awer gemaach. An en ass och zimlech zerstückt aus der Debatte erëmm. An ech hunn dat nogelies, wat en do gesot huet. An ech hu selten esou een iwwerzeugende Plädoyer fir d'Indexierung héiere wéi dem Här Frieden säin, wann en an europäesche Kreeser zu där Thematik do optrëtt. Ech hunn dat millimetergenau widderholl.

Bei de Pensionen seet d'Kommissioun, déi Reform, déi den Här Di Bartolomeo do virschléit - dat soe se net esou -, déi geet net wäit genuch. „An Dir musst déi Préretraiten ofschaffen.“ Ech sinn och der Meenung, dass mer Préretraites-Elementer hunn, déi ee muss ofbéien. Ech hunn awer just den Här Barroso gefrot, wat hie géif mat engem maachen, engem Aarbechter oder Beamten, dee mat 58 Joer zu Schëfflung oder zu Rodange schafft, wou en déi géif hischécken.

Ech schwätzen hei net iwwert d'Finanzierung vun der Préretraite. Do ass meng Meenung bekannt, wann och net gedeelt. Mä ech schwätzen dovun: Schécke mer deen op d'Bankeplaz? Schécke mer deen op d'Strooss déi Aarbechte maachen, déi en opgrond vun der Dignitéit, déi eng liewenslänglech Stolaarbechercarrière mat sech bréngt, net maache kann an net maache wëllt?

An dofir sinn ech der Meenung, dass een net pauschal ka soen, all Préretraite-Systemer mussen ofgeschaf ginn. Wann ee Betrib zoumécht, muss een d'Préretraite-Ajustement als eng Kompensatiounsbréck fir gebrache Carrièren oprechtzerhalen.

Bei déi Indexierung hu mer am leschte Joer mat enger breeder Zoustëmmung heibannen eng Modulierungsreform gemaach. Et kann een nun décmment net d'Lëtzebuergesche Politik ëmmer méi wäit driewen, andeem ee seet: „Schwätzt emol nach eng Kéier mat Äre Sozialpartner doriwuer, an da kuckt Der emol, wéi wäit dass Der kommt.“ Mir kommen net méi wäit de Moment an dofir wëlle mer net méi wäit goen.

An dofir hunn ech, andeem ech déi lännerspezifesch Recommendationen generell ugeholl hunn, eng Protokollerklärung gemaach, wou mer soen, dat do géife mer net esou gesinn a mir géifen eis zu Lëtzebuerg ledeglech derfir asetzen, dass mer, a Gespréicher mat de Sozialpartner an andeem mer national Praxisse respektéieren, a Richtung Lounmoderatioun eis wëlle bewegen.

Dat hunn ech do zu Protokoll ginn, an ech hunn d'Kommissioun opgefuerdert, fir d'nächst Joer eng aner Démarche ze adaptéieren, fir virdru mat mir, mam Wirtschaftsminister, mam Fi-



nanzminister, mam Aarbechtsminister iwwert déi Saach ze schwätzen, statt einfach do esou deen Iwwerwärmungshauruckmanöver do raubaukenhaft duerchzuführen.

An ech hu mat gréisster Satisfaktioun zur Kenntnis geholl, no deem Plädoyer, dass d'Kommissioun och zu Protokoll ginn huet, ébruléiert duerch d'Verve, mat där mer do argumentéiert hunn a verschiddenen Instanzen, dass si och der Meenung wier, dass d'Lounindexéierung ee System wier, deen net systematesch kéint ofgelehnt ginn. „The Commission makes clear, that it does not oppose wage indexation mechanisms as such.“

Mä, seet d'Kommissioun, wa se inflexibel wieren - wat eise jo net ass, well mer dat ëmmer hei arrangéiert kréien -, da kéint dat eng Gefor fir d'Wettbewerbsfähigkeit sinn. A vu dass mer jo ëmmer hei Arrangementen fannen an der Tripartite oder hei am Haus, hei am Haus oder an der Tripartite, misst d'Kommissioun fir d'nächst Joer déck zefridde si mat deem, wat mer gemaach hunn.

Mä ech hale fest, dass d'Kommissioun erstmalig de Réck dréit där ideologescher Virfestleung, dass d'Indexéierung vu Léin a Gehälter ee Mechanismus wier, deen ee prinzipiell misst oflehnen.

Jo, Här President, soll ech elo nach eppes soen iwwert dat, wat mer am Beräich vun der Énergie nucléaire festgehalten hunn?

Do war d'Lëtzebuurger Regierung bei deenen, déi d'Kommissioun vivement encouragéiert huet, de Prozess, den Evaluatiouns- a Studiëprozess net ofzeschléissen. Mir sinn der Meenung, dass nach weider Effortë musse gemaach ginn, während 15 Länner der Opfaassung waren, elo wier et Schluss an elo wéisste mer jo, wou mer dru wieren. Mir hunn d'Kommissioun encouragéiert, hir Tester an hir Evaluatiounen vuzuféieren.

An Dir hutt mat Satisfaktioun zur Kenntnis geholl, dass et eis gelongen ass, oboschonn inhaltlech op wacklege Féiss, eng Gesamtregelung fir d'europäesch Patent, fir den europäesche Brevet ze kréien. Dat war fir eis insofern wichteg, wéi mer zënter Joren drop drängen, dass d'Cour d'appel a Saache Patentrecht misst zu Lëtzebuerg installéiert ginn, wat dann och elo effektiv esou dee leschten Donneschdeg a Freideg, no enger Debatt vun 18 Stonnen, décidéiert ginn ass. 18 Stonnen, déi ech weder an hirem Faarwerhythmus nach an hirem Lautstärkt am Detail hei konnt schilderen.

Ech soen Iech Merci fir Är exzessiv Geduld.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Premierminister, deem ech Akt vu senger Deklaratioun ginn.

Mir kéimen dann elo zu der Debatt, wou bis elo ageschriwwen sinn: déi Häre Spautz, Meisch, Bodry, Bausch, Gibéryen an Urbany. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Debat

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, fir d'Alleréischtt wollt ech dem Premierminister Jean-Claude Juncker Merci soe fir seng Erklärungen a Prezisiounen bezüglech de Konklusiounen vum EU-Sommet vun der leschter Woch. Ech wollt och soen, dass ech geflüstert kritt hunn, dass, wat d'Recommandatiounen ubelaangt, déi de Staatsminister och elo hei ennerstrach huet, mer do d'nächst Woch wäerten an enger separater Diskussioun drop zrëckkommen.

De Premier huet och ennerstrach, dass dat hei keng Traditioun war, fir hei ze diskutéieren iwwert dat, wat op engem Sommet lass war. Ech mengen, et war keng Traditioun, mä et wier wichteg, dass mer et fäerdegbréchen, dass et eng Traditioun géif ginn, dass de Premier no deene Sommeten och hei an der Chamber esou eng Erklärung maache kéint.

No den exzellenten Ausféierung just e puer Wuert an e puer Iwwerleungen.

Um leschte Sommet ass enner anerem zrëckbehale ginn, dass d'Banken direkt iwwert den Europäesche Rettungsschiem kënnen rekapitaliséiert ginn. An anere Wieder: dass ugeschloene Banken zu bestëmmte Konditiounen sech direkt Sue beim ESM léine kënnen, ouni iwwert d'Länner ze fueren. Dës Annonce huet fir Entspannung op de Finanzmärter a fir positiv Entwicklungen op den europäesche Bourssé gesuergt. Déi direkt Rekapitalisatioun vun de Banken ass scho länger am Gespréich, mä konnt bis d'lescht Woch opgrond notamment vun der däitscher Zrëckhalung net zustane kommen.

D'Experten haten net domat gerechent, dass op esou enger kruzialer Fro Bewegung opkomme géif. Duerfir Félicitatiounen en eise Premier a seng Homologuen, dass se sech fir esou eppes konnte beegeschteren an duerchsetzen.

D'Banken hu weltwäit ënnert der Finanzkris 2007/2008 gelidden. Dorënner och systemrelevant Banken, déi gerett hu misse ginn.

D'europäesch Scholdekrise huet d'Situatioun fir verschidde Banken no enger kuerzer Verschnaufpaus nees verschäerft. Et si virun allem Banken aus dem südeuropäesche Raum, déi ugeschloen sinn, wat net weider verwonnerlech ass, wann ee weess, dass dës Banke massiv Stätpabeiere vun hirem eegene Land, dat och selwer an der Kris ass, halen. Dës Banken hu grouss Problemer, fir sech neit Geld zu räsonabelen Taxen op de Marché léinen ze goen a kënnen esou hire Bankmissiounen net méi kommen.

D'Staten a Banke sinn openeen ugewisen. Wann deen ee kränkt, da riskéiert och deen anere krank ze ginn. Dat ass engem spéitstens zënter der Scholdekrise kloer.

D'Décsiounen, ugeschloene Banken enner bestëmmte Konditiounen ze erlaben, sech direkt iwwert de Rettungsschiem, also iwwert d'europäesch Institutioun an net d'nationale Regierungen ze refinanzéieren, ass als Moosnam ze deiten, fir vun deser Ofhängegkeet ewechzekommen, fir der Ustiechung tëschent de Banken an der Scholdekrise en Enn ze setzen, wat u sech begréissenswäert ass. D'Moosnam erlaabt et jo, Banken ze hëlfe, ouni de Budget vun deenen eenzelne State weider ze belastschen.

Et ass evident, dass net all Bank, déi an Zukunft kapitaltechnesch Problemer huet, sech einfach esou ka Sue bei der zoustänneger europäescher Institutioun léine goen. Et mécht awer Sënn, wann e Land, wéi haut am Fall vu Spuenien, net méi à même ass, sengem ugeschloene systemrelevante Bankesektor ënnert d'Äerm ze gräifen, dass een dann eng schnell Äntwert fir déi betraffe Banke parat muss hunn. D'Direktasetze vun de Capacitéiten vum Rettungsschiem kann an deem Fall duerchaus eng adequat Äntwert sinn.

Mä fir dass dat Ganz net zu engem Faas ouni Buedem gëtt, ass et wichteg, dass d'Konditiounen, zu deenen eng direkt Rekapitalisatioun méiglech ass, kloer a prezis formuléiert ginn. Net all Detail ass hei um leschte Sommet gekläert ginn. Dat ass Bestanddeel vun der Feuille de route, déi vum europäesche Rotspräsident Van Rompuy, dem Kommissiounspräsident Barroso, dem President vun der EZB Draghi an dem Eurogroup-Chef Jean-Claude Juncker festgehale gi war an déi jo soll bis Enn des Joers am Detail ausgeschafft sinn. An iwwerhaapt, fir dass dese Mechanismus drobar ass a bleift, brauche mir en effizienten eenheetleche Bankenüwerrwachungssystem.

Här President, Kolleginnen a Kollegeen, d'Ofhängegkeet vun den nationale Wirtschaften vun de Banken ass och e Grond, firwat sech ëmmer méi Leit fir eng Bankenunioun enner Form vun enger Bankenopsicht mat der Bedeelegung vun der EZB ausgeschat hunn.

Et ass ganz kloer, dass eng gréisser Koordination, wat d'üwerrwachung vum Bankesektor ugeet, noutwendeg ass, wann ee wëllt an Zukunft nei Bankekrise verhënneren. Et kann een also roueg de Prinzip vun enger Bankenunioun guttheeschen.

Mä wat bedeit dës konkret? Gëllt dës Bankenunioun fir déi 27 EU-Länner? Oder just fir d'Eurozon? D'Zil soll et bleiwen, wa méiglech déi 27 Memberstate mat an datselwecht Boot ze kréien. Oder wéi wäert sech déi nei Struktur par rapport zu de bestehenden europäeschen üwerrwachungsinstanzen positionéieren? An um nationale Plang, wat geschitt zum Beispill mat der CSSF? Dat sinn all déi Froen, déi kloer beäntwert musse ginn.

Doriwwer eraus ass et mat enger Bankenunioun net gedoen. D'Bankenunioun ass keen Allheilmittel. Net all Kris wäert kënnen verhënner ginn. Des Weidere muss een oppassen, dass déi geplangte Moosnamen - sief dat déi gemeinschaftlech Ofsecherung vun den Dépöten oder den Ofbau (veuille lire: Opbau) vun engem Sécherheetsnetz - net zu enger Mutualisatioun vun all deene Risiken an Europa féieren.

Här President, dass nach ëmmer kee Konsens a Saache Finanztransaktionssteuer do ass, soll net wonneren. Och wann een de Prinzip vun enger Finanztransaktionssteuer aus engem moralesche Bléckwénkel ennerstëtze kann - et gëtt jo oft dobausse gesot, dass een domadder de Spekulant, déi fir d'Kris mat verantwortlech gemaach ginn, op d'Fanger géif klappen -, da mécht esou eng Steuer just Sënn, wa se op internationalem Plang agefouert gëtt. Et muss ee sech dann och europawäit fir eng eenheetlech Definitioun vun esou enger Steuer verstännege. An dovunner si mer de Moment wäit entfernt.

Wann eng Transaktionssteuer kënnt, a London an déi kleng Offshore-Inselen - fir nëmme vun deenen ze schwätzen - a fir d'Schwäiz net mam Numm ze nennen - se oflehnen, da wäert eis Finanzplaz déi Leidtragend sinn. Et kann een

net ausschléissen, dass d'Banken- a Finanzgeschäfter sech dann an d'Ausland verlageren. An da sollen déi, déi sech mordicus ëmmer an iwwerall fir dës Transaktionssteuer staarkmaachen, mir emol erklären, wouhier mir déi Milliarden Euroen huelen, déi de Banken- a Finanzsektor eis all déi lescht Joren an den nationale Budget erabruecht huet.

An dann, doriwwer eraus, d'Taxe d'abonnement - de Premier huet et scho gesot -, dat ass jo och eng Tax, déi et elo scho gëtt. Si mer domadder net schonn där Opfuerderung no-komm?

Léif Kolleginnen a Kollegeen, déi lescht Mesuren, déi ech kuerz wéilt uschneiden, sinn déi vum Wuesstum, vun deenen 120 Milliarden Euro, déi de Fiskalpak ergänze sollen, mat deem déi europäesch Konjunktur ugekuertelt an Aarbechtsplaz geschafe solle ginn. Dës Mesurë si luewenswäert. Mä dës Mesuren eleng ginn net duer. Fir Wuesstum laangfristeg ze sécheren, brauche mir zolidd öffentlech Finanzen, déi de Staten erlaben, déi néideg Rahmbedéngungen ze schafen, fir de Wuesstum unzedreihen. Doriwwer sinn och déif gräifend Strukturformen wichteg.

An dann ass ëmmer erëm déi Fro: Wa mer schwätze vum Euro, da si mer zu 17, wa mer schwätze vum europäesche Wirtschaftsraum si mer zu 27. An do musse mer och oppassen, dass et net d'Engländer an déi aner Länner sinn, déi net am Euro sinn, déi eis do wëlle soen, a wat fir eng Richtung et geet, mä dass et do och wichteg ass, dass do déi 17 Länner zesummestinn, well si sinn et, déi de Motor sinn.

Deen eenzege Wee, fir aus der Kris erauszekommen, besteet aus engem gesunde Mix tëschent Spueren a Konsolidéieren a selektiv zukunftsorientéierten Investitiounen, déi d'Wirtschaft relancéieren.

Ofschléissend wollt ech dem Finanzminister a virun allem eisem Premier eist vollt Vertrauen ausschwätzen, wat déi Detailverhandlungen do ubelaangt, dass souwuel de Finanzpak wéi och all déi aner Moosnamen, déi op europäeschem Niveau mussen a solle kommen, dass dat zum Gudder vum Land an zum Gudder vun Europa wäert geschéien.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Resultater vum leschte Conseil européen, déi mer hei vum Premierminister virgestallt kritt hunn, ginn eiser Meenung no an déi richteg Richtung. Si droen derzou bäi, d'Eurozon ze stabiliséieren, d'Situatioun vun deene momentan ganz kritesch betraffene Länner ze stabiliséieren - Spuenien, Italien. An ech wëll net nach eng kéier all déi Erklärungen hei widderhuelen, déi de Jean-Claude Juncker virdrun hei ganz kompetent duergeluecht huet.

Et mierkt een och, dass déi Décsiounen do vun der leschter Woch d'Confiance vun de Marché konnten zréckgewannen, wat - mengen ech - en Zeechen och ass, dass et hei wierklech an déi richteg Richtung geet. Eng Rei vu bestehe Mechanismen, déi vläicht net wäit genuch gesponne ware bei deenen éischten Décsiounen, ginn hei nach eng kéier iwwerholl. Opgrond och vun aktuellen, heiansdo och akute Besoinë gi se ugepasst, wéi zum Beispill den ESM, deen dann och elo soll esou fit gemaach ginn, dass en direkt och Geld u Banke ka léinen, ouni iwwert déi entsprechend Länner do musse ze fueren.

Et mierkt een och, dass eng Rei vu Grondprinzipien, déi vun Ufank an an där doter Diskussioun ëmmer héichgehale goufen, an och vun eis hei am Haus, mä ech mengen, wou vu Lëtzebuerg ëmmer Wäert drop geluecht ginn ass, respektéiert ginn, weider respektéiert ginn: dass Hëllef op där enger Säit och ëmmer mat konkrete Konditiounen op där anerer Säit verbonnen ass, dass Solidaritéit groussgeschriwwen gëtt do, wou ee fir deen anere muss astoen, awer gläichzäiteg, dass eben och Effortë fir Budgetsanéierung a strukturell Reforme mussen an deene betraffene Länner gemaach ginn.

An da gläichzäiteg - mengen ech - ass och nach ze ennersträchen, dass hei awer emol eng kéier ganz konkret och duergeluecht ginn ass, wat vun Effortë ka gemaach ginn, fir och zu enger Croissance ze kommen, fir zu enger Wuesstumsstrategie ze kommen a ganz Europa, a ganz besonnesch awer och an deene südeuropäesche Länner, fir kënnen d'Leit zu neier Confidence och an déi gesamteuropäesch Politik ze iwwerzeegen.

Natierlech stelle sech awer weiderhin eng ganz Rei vu Froen, vu fundamentale Froen. Eng dovunner ass déi, déi sech bei all Rettungsaktioun

bis ewell gestallt huet: Wéi grouss ass d'Halbwäertzeit vun deene Léisungen, déi elo fonnt ginn?

Mir hu selwer hei virun e puer Deeg am Parlament eréischt den ESM ugehall, wou mer dat entsprechend Gesetz gestëmmt hunn. Zweek Deeg drop gouf déiselwecht Struktur awer schonn erëm eng kéier reforméiert an nei ausgeriicht. An d'Fro muss erlaabt sinn, ob dat doten dann awer elo duergeet. An et kann een och der Meenung sinn, dass et eben nach net deen allerleschte Schratt war, deen hei noutwendeg ass. Awer mer wësse jo och, dass nach munches an der Pipeline ass.

An deem Pabeier vun deene véier Presidente vun der Kommissioun, vun der Zentralbank, vum Eurogroup a vum Conseil si jo nach eng Hällewull vu Piste virgezechent, déi nach musse méi am Detail ausgedäitscht ginn, fir dann och kënnen décidéiert an emgesat ze ginn.

Déi aner Zentralfro ass awer och: Wéi kréie mer déi Mesuren do emgesat? Et geet jo hei awer em net méi an em net manner wéi en dach zimlech staarken Transfert vu Kompetenze vun nationalen op den europäeschen Niveau, e Prozess, dee mer zum Deel mam Semestre européen ageleet hunn, dee mam ESM weidergaangen ass a wou mer awer elo nach eng kéier e gutt Stéck doriwwer erausginn.

D'Fro stellt sech eben och: Wéi kréie mer deen dote Prozess - an de Premierminister ass och dorobber agaangen -, wéi kréie mer do eng demokratesch Legitimitéit dran, fir dass déi Décsiounen, déi elo ze huele sinn, och an deenen eenzelne Länner demokratesch gedroe ginn?

An awer och duerno, wann déi Mechanismen en place sinn a wa se richtig schaffen, dass dann nach Décsiounen kënnen demokratesch legitiméiert sinn, wann et zum Beispill em eng Bankenunioun geet, wann et em en europäeschen Tresor geet, wann et eng kéier esou wäit geet, fir den europäesche Finanzminister ze kréien, deen dann och all Kontrollrecht huet, wat déi eenzel Nationalbudgeten ubelaangt, wann et em eng weider Mutualiséierung vun der Schold vun deenen eenzelne Länner geet?

Mir sinn no Maastricht an nom Verfassungsvertrag op engem ganz kruzialen Punkt vun der europäescher Entwécklung hei ukomm. E Punkt vun deem Europa, wou mer eis an Europa zënter Jorzéngten net richtig eens gi sinn, wou mer awer elo op - jo - Drock vun der Kris an eng nei Dynamik erakomm sinn. Et geet em den eventuellen Transfert vu wesentlechen nationalen Souveränitéitsrechter a Richtung Europa.

Et geet jo och - mengen ech - em en neie Wirtschaftsa- a Finanzmodell fir Europa, awer soumadder och fir Lëtzebuerg. Et geet also och hei em eis Zukunft. A mir mussen eis als Parlament an als Land eng ganz Rei vu fundamentale Froen an déi dote Richtung stellen. Mir dierfen eis net dreuwe loosse vu Krisensituatioun zu Krisensituatioun, vun Entscheidung zu Entscheidung.

Wéi musse mer eis als Parlament elo an deenen nächste Wochen an an deenen nächste Méint organiséieren, fir déi doten Dossieren ze begleeden, fir herno gudder Gewëssens kënnen entweder zouzestëmmen oder och net? Wéi diskutéiere mer hei zu Lëtzebuerg zesammen iwwert d'Auswirkunge vun deenen dote Mesuren? Wat heescht dat dote ganz konkret fir eis national Finanzpolitik?

Wou ech mengen, dass et net schlëmm an deem Fall wär, dass eng kéier och eis Nationalbudgeten zu Bréissel géife méi streng gekuckt ginn an och eventuell souguer kéinten, wa se dann net an der Rei wäeren, ofgelehnt ginn. Virun allem dann, wa mer zu Lëtzebuerg alles maachen, fir équilibréiert Budgeten nees ze kréien, da brauch dat eis eigentlech kee ganz grousst Kappzerbréiches ze maachen, wa mer also heiheem eis Hausaufgabe gemaach hunn.

Wat heescht dat doten awer och, wat elo hei am Tube ass, fir eis Finanzplaz, wann déi europäesch Bankenopsicht duerch d'EZB herno gemaach gëtt? Wat fir eng Virdeeler huet dat? Wat fir eng Nodeeler kann dat doten hunn?

Ech si mam Premierminister d'accord, dass et sécherlech net dee schlechtesten Szenario ass, wann et em eng nei gesamteuropäesch Léisung fir d'Bankenopsicht gaangen ass, déi hätt kënnen hei fonnt ginn. Mä trotzdem muss een awer nach kucken, wéi se konkret ausgestalt ass a wat dat dote fir Répercussiounen op d'Finanzplaz Lëtzebuerg huet.

Fir déi dote Froen ze beäntweren, mengen ech, do ginn déi puer Minutten net duer, déi mer haut de Mëttag eis hei Zäit huelen do der-

fir. Mir sollen awer och elo net waarden, bis eenzel Gesetzer dann hei an de Gesetzgebungsprozess kommen. Ech mengen, datt mer éischer mussen hei nach eng Kéier en aneren Débat féieren, méi e grouss ugeluechtenen Débat féieren, hei am Parlament an awer och do-baassen.

Duerfir wëll ech eigentlech hei d'Ufro déposieren, fir en Débat d'orientation ze maachen, wou mer iwwer all déi dote Problematiken, och hei am Haus, kënnen nach eng Kéier diskutieren, wou mer an deenen entspreche Chamberkommissionen deen Débat do kënnen preparieren, wou mer och vläicht e Rapport kënnen unhuelen, wou mer eng Rei vun Hearingen och kéinte maachen zesumme mat deene concernéierte Milieuen hei zu Lëtzebuerg.

An deem Sënn, Här President, hunn ech eng Resoloutioun, déi ech hei wëll zum Vote stellen. Meng Ennerschrëft ass bis ewell drop. Ech mengen awer, datt dat eppes wär, wat mer am grouss Konsens hei am Haus kéinte vläicht haut festhalen. Duerfir hunn ech bis ewell nach keng aner Ennerschrëften do gesammelt, an déi eenzel Fraktiounen kënnen also och nach där dooter Propos bäitrieden.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant les conclusions du Conseil européen du 28 et 29 juin 2012;

- considérant dans ce contexte le rapport intitulé «Vers une véritable Union économique et monétaire» présenté par le président du Conseil européen, en collaboration avec le président de la Commission, le président de l'Eurogroupe et le président de la Banque centrale européenne;

- considérant que ce rapport propose un cadre financier intégré, un cadre budgétaire intégré, un cadre de politique économique intégré et un renforcement de la légitimité démocratique et de l'obligation de rendre des comptes;

- considérant que les auteurs dudit rapport ont obtenu la mission d'élaborer une feuille de route spécifique et assortie d'échéances précises pour la réalisation d'une véritable union économique et monétaire;

- considérant que dans le cadre de ce rapport d'importants abandons de souveraineté des pays membres respectivement de leurs parlements vers l'Union européenne surtout en matière de politique budgétaire sont en discussion;

d'organiser avant décembre 2012 un débat d'orientation avec rapport écrit sur les limites et conséquences éventuelles de ce transfert de compétences dans les domaines de politique budgétaire, financière et économique vers l'Union européenne.

(s.) Claude Meisch.

(La motion n'ayant porté qu'une signature lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. François Bausch, Gast Gibéryen, Lucien Lux et Marc Spautz.)

Dat, wat elo festgehal gouf, an dat, wat nach am Raum steet, ass effektiv vu ganz, ganz grousser Bedeutung. Eng Bedeutung, déi - jo! - bal awer gläichzeitegen ass op d'mannst mat där vun engem Maastrichter Vertrag, mat där vun engem Verfassungsvertrag. Et ass e groussen, bedeutende Schratt no vir, deen Europa hei énnert deem aktuellen Drock, énnert deem mer awer och mussen handelen, wäert maachen.

Mir ginn hei grondleeënd Kompetenzen of. A vläicht ass et de Moment, fir och nach eng Kéier Loft ze huelen, fir ze kucken, wat mer hei wierklech maachen, an ze kucken, wéi mer eis national Hausaufgabe kënnen maachen an och musse maachen.

Et geet em grondleeënd Verfassungsrechter. Et geet hei em d'Kompetenz vun eiseem Parlament. Et geet em demokratiesch Grondprinzipien zu Lëtzebuerg an et geet dorëms, fir d'Lëtzebuurger mat op de Wee ze kréien, datt och jiddweree versteet, firwat mer dat dote maachen, firwat mer an en neie Fonctionnement vun der Europäescher Unioun, an dann awer och vun der Aart a Weis, wéi mer Finanz- a Budgetpolitik hei zu Lëtzebuerg maachen, sollen erakommen.

Ech sinn der Meinung, datt mer dat doten net mam TGV dierfen hei duerch d'Parlament joen, mä datt mer eis gutt Zäit sollen huelen, fir am Haus an dobausse mat de Leit a mat den Acteuren hei zu Lëtzebuerg doriwwer ze diskutieren. Mir solle gutt preparéiert an déi doten Diskussioun an Entscheidungen eragoen. Mir sollen dat am Dialog mam Bierger maachen, fir

datt d'Bierger déi dote Politik kënnen ennerstetzen a fir datt mer och aus deem demokratiesche Vakuum, deen awer hei nach ëmmer am Raum schwieft, wann et dorëms geet, fir do erauszekommen.

Esou ee Sommet, huet een ëmmer d'Impressioun, dat sinn Entscheidungen, wou e Grapp voll Leit an Europa wichtig Weichstellungen huelen. Dat geet wahrscheinlech och net aneschtens. Mir wëssen awer, datt mer Europa nëmme virukréien, wann et och d'Saach vun de Bierger ass. Duerfir, kommt, mer notzen déi Geleeënheet, des Entscheidungen zur Saach vun de Bierger ze maachen!

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir si frou, dass, wéi mer dat och gewünscht haten, déi Debatt haut ka stattfannen, an dass de Premierminister och kloergemaach huet, dass hien et selbstverständlech féint, dass virun esou wichtigen europäesche Conseilssitzungen, virun an och duerno, sief et am Plenum, sief et an deene spezifische Kommissionen, déi dote wichtig Rendez-vouséi preparéiert gi mat der Chamber zesumme respektiv och da gemeinsam Bilan gezu gëtt, wéi mer dat haut probieren ze maachen.

Ech mengen, et ginn engem vill Gedanken duerch de Kapp. Zéng Minutte ginn net duer, fir déi hei zesummenzefassen, well effektiv och de Premier an der ganzer Breet déi Debatte vun deem Conseil hei erëmginn huet. Mir komme jo d'nächst Woch nach eng Kéier op dee spezielle Volet zréck vun de Recommendationen, déi déi eenzel Länner kritt hunn am Kader vun Europäesche Semester. Ech wëll duerfir haut net dorobber agoen. Dat geschitt dann d'nächst Woch hei an der Chamber.

Mä ech mengen, op deen heite Sommet elo historesch war, dat gesäit een eréischt mat der Distanz. Et gesäit een an e puer Méint, ob d'Resultater wierklech gegräff hunn, ob se zu deem gefouert hunn, wat eigentlech beabsichtigt war, enger Berouegung, méi Stabilitéit eigentlech bruecht hunn op eenzelne Finanzmäert, fäerdegbruecht hunn, fir d'Lag esou wäit ze berouegen, dass eenzel Länner - Spuenien, och Italien - net ze wäit vum Strudel ertograppt ginn.

Mä op där anerer Säit mengen ech, sinn awer hei schonn éischt jaloné gesat gi fir eng weiderféierend Politik eigentlech, déi zum Deel jo och fousst op deem Reflexiounspabeier, deem Rapport vun deene véier Presidenten, deen eigentlech jo probéiert, no enger laanger Phas, vläicht ze laanger Phas vum Reagieren, vum Aus-der-Nout-eraus-Handelen, probéiert, emol eng Visioun ze ginn. Et ass e Wuert, wat ech net ganz gären hunn, mä e probéiert awer zumindest, e Kader ze setzen, e laangfristige Kader ze setzen, ze soen: Wou steiere mer hin? Wou kënnen mer histieren iwwert déi nächst Joren?

Dat schéngt mir immens wichtig ze sinn, dass mer also vun där dach gewëssenen Navigation à vue, an där mer dra sinn, awer méi wäit de Bléck werfen an och déi europäesch Landschaft eigentlech skizzieren, wéi mer mengen, dass se kéint an e puer Joer ausgesinn.

Dass déi Visiounen do net gedeelt ginn, dat schéngt mer kloer ze sinn, wann een d'Position vun den eenzelne Regierungen, vun den eenzelne Länner traditionell kennt, wéi ee sech och weider muss Gedanke maachen iwwert den Zesammenhalt an Europa. Déi Froe si jo net ewechgewëscht mat där Réunionen vun der leschter Woch, déi stelle sech vläicht souguer nach méi akut an deenen nächste Méint, wann een och d'Reaktiounen gesäit an deenen eenzelne Länner.

Fir eleng vu Groussbritannien ze schwätzen, do ass et am offensichtlechsten. Do si Reaktiounen an deenen eenzelne Länner, déi eigentlech sech an deem Europa, wéi et sech vläicht elo ofzeechent, net méi esou richtig zréckfannen.

Da stellt sech also d'Fro, ob mer nach weider dat Europa zu 27 behalen, ob mer net éischer en Europa vun der „Eurozon plus“ wäerte kréien an deenen nächste Joren. D'Iddi vum Käreuropa, vum peripheren Europa, dat kennt jo alles erëm erëm an den Diskussiounen. An och déi Décisioun, déi sech ofzeechent, dass eenzel Länner wëllen iwwert d'Coopération renforcée elo, wat d'Finanztransaktionssteuer betrëfft, zesummeschaffen, weist jo erëm eng Kéier och, dass do sech och kann erëm eng nei Form vun Ennergrupp bilden.

Alles dat - mengen ech - mécht, dass ee weider muss mat enger gesonder Portioun Optimismus an déi europäesch Froen eragoen. Besonnesch och, wann ee bedenkt, dass jo och eng

ganz Rëtsch vun deenen Décisiounen, déi elo scho geholl gi si respektiv déi ugedeit gi sinn, jo och net kënnen einfach esou geholl ginn, mä déi mussen nach ëmgesat ginn iwwer verbindlech Texter, iwwer Traitéén, wann ech richtig verstanen hunn.

Ech hunn op jidde Fall an deem Traité iwwert den ESM keng esou Dispositiounen fonnt. Do ass jo déi Fro vun der direkter Finanzierung vun de Banken iwwert de Stabilitéitsmechanismus, dat muss jo eng nei vertraglech Basis kréien. Dat ass elo zumindest an deem Kapitel, dat d'Banke betrëfft, esou net ausformuliert.

Do steet dran, dass d'State Sue kréien, fir de Banke weiderzeginn. Et sief, et géif een en aneren Artikel benotzen, notamment dee vläicht och iwwert d'Interventioun um secondaire Markt, fir kënnen iwwert deen dote Wee vläicht de Banke Suen ze ginn. Et ass alles méiglech, mä nach, wéi gesot, war dat u sech net d'Explikatioun, déi sengerzäit gi ginn ass, wéi et em d'Explikatioun vun deem doten Traité gaangen ass.

Bankenunioun, och dat, mengen ech, ass jo eng relativ rezent Iddi, déi elo virugedréckt gëtt, wou jo scho soll en Tëschebilan gezu ginn deemnächst, an dann am Dezemberconseil soll scho mat definitiven Texter hantéiert ginn. Dat sinn och Froen, déi mer hei zu Lëtzebuerg an dëser Chamber, an der Öffentlechkeet scho guer net ze schwätzen, eigentlech nach net diskutéiert hunn, emol nach net undiskutéiert hunn.

An et ass elo effektiv d'Zäit komm, dass sech och déi eenzel Fachcomitéén, Kommissionen hei am Parlament mat deenen dote Froen auseresetzen, déi jo kucken: Wat sinn déi méiglech Répercussiounen och op Lëtzebuerg? Wat bréngt dat fir Europa? Dat sinn awer ganz konkret déi Aarbechten, déi och d'Parlament muss an deenen nächste Méint maachen, wa mer net ëmmer wëllen als national Chamber och hannert den Entwécklungen hannendrunlafen.

Well mir si jo an enger Zäit, dat ass och eng charakteristesche vun där Kris hei, wou eigentlech elo eng Verlagerung och vun den Décisiounen total eigentlech vun der Legislativ hin op d'Exekutiv gaangen ass, well mer eis jo och hei an engem gewëssenen Deel bewegen an enger intergouvernementaler Zesummenaarbecht. Hei ass jo viles net méi am communautair Beräich dran. Dat meescht gëtt eigentlech op d'Kooperatioun tëschen den eenzelne Staaten opgebaut an dat féiert natierlech direkt dozou, dass eigentlech d'Exekutiven hei ganz staark u sech d'Décisiounen virundreiwen an déi national Parlamenten, vum Europaparlament guer net ze schwätzen, hannendrunhippen, an dat ass eppes, wat bedenklech ass.

Ech mengen, an deem Rapport gëtt jo och am leschte Kapitel d'Fro vun Demokratiedefizit ugeschnitten. Dat muss mer erkennen. An ech mengen net, dass et duergeet, dass mer hei Orientierungsdebatte féieren, dass mer eis Aarbechten an de Kommissionen maachen. Déi grouss Fro, déi sech stellt: Wéi kréie mer d'Leit mat? Wéi kréie mer d'Leit mat an dat Boot do eran, dat Europa, wat amgang ass sech ze bewegen, wat säi Gesicht verännert a wat wierklech ëmmer méi geet a Richtung méi staark Integratioun?

Do ass Erklärungsbedarf, do ass Iwwerzeugungsnotwendegkeet do. An et ass dat, wat mer musse maachen. Do geet et net duer, wa mir als Parlament eis domadder befaassen. Mir mussen et och fäerdegbréngen, déi Diskussioun no baussen ze bréngen. An d'Chamber muss sech Gedanke maachen, ob se net, wéi se dat scho gemaach huet am Kader vun der Debatt ronderëm d'europäesch Traitéén, am Kader vun Referendum, och misst eng ähnlech Explikatiounsoffensiv eigentlech féieren, wat d'europäesch Entwécklung ugeet.

Dat schéngt mir unabdingbar ze sinn, wa mer net wëllen e Gruef sech opdi loossen tëschen der politescher Welt an der reeller Welt dobaussen, wou d'Bierger ëmmer, mat Recht, well och e gudden Deal vun de Politiker eigentlech dee Rhythmus momentan, wéi sech d'europäesch Politik weiderentwéckelt, schwéier huet ze verfollegen, noutgedrongen also och Schwierigkeiten hunn, fir all Schrëtt, déi an Europa geholl ginn, ze verstoen an och matzedroen, wat wëschenswäert wär.

Mir sinn als LSAP-Fraktioun frou, dass des Kéier - et ass gutt, dass et keng nei Diskussioun ass -, mä des Kéier awer mat enger besonnescher Kloerheit d'Bekanntnis zur Noutwendegkeet och vu geziilte Wuesstumsmoosnamen geholl ginn ass. Ech mengen, de Fait, dass vun engem Pakt geschwat gëtt, obwuel dee juristesche natierlech net deeselwechte Wäert huet wéi en Traité, wat e Fiskalpakt ass, ass awer eng positiv Saach. Dat ass och déi Position, déi mir ëmmer haten, ass déi Position, déi d'Lëtzebuurger Regierung éischer hat wéi vill aner Regierungen. Dat muss een awer och soen.

Eng ganz Rëtsch vu Regierungen hunn awer an der Tëschenzäit, wéi iwwert de Fiskalpakt diskutéiert ginn ass, ass dat Wuert Croissance ganz weineg gefall. D'Lëtzebuurger Regierung huet ëmmer drop insistéiert, dass natierlech - selbstverständlech! - zu engem Fiskalpakt och d'Noutwendegkeet gehéiert, fir Suerg ze droen, dass de Wuesstum net ofbrécht an dass mer net an eng Rezessionsspiral hei an Europa erarutschen.

Dat gëtt elo och politesch méi kloer duerch dee politeschen Akt, dee gesat ginn ass, mat deenen Engagementer, déi politesch Engagementer, déi op deem Rot geholl si ginn, fir eben och eng ganz Rëtsch vu Gelder ze mobilisieren. Och wann et net alles zousätzlech Gelder sinn, mä awer ëmmerhin dach awer eng gebündelt Moosnam geholl gëtt, fir eigentlech och am Kader vun der „Strategie 2020“, iwwert déi ganz weineg diskutéiert gëtt, déi, mengen ech, eng Kéier nach mentionnéiert gëtt an de Konklusiounen vum Rot, fir also och kloerzemaachen, dass et wichtig ass, do als Europa an déiselwecht Richtung och eng Investitiounspolitik ze maachen an eben déi Felder, wou et noutwendeg ass, ob dat Recherche, Innovatioun ass, ob dat Schoul, ob dat d'Ausbildung ass oder ob dat gréng Technologie sinn.

Dat alles sinn, mengen ech, Zukunftsinvestissemter, déi do gemaach ginn. An ech mengen, déi lescht Zuelen iwwert de Chômage an Europa, 17,5 Milliounen Leit an den Euroländer, beweisen, dass do muss reagiert ginn.

Mir dierfen, mengen ech, an Europa op kengem A blann sinn. Mir dierfen net blann sinn um A vun dem noutwendeg budgetären Équilibre an enger Disziplin a budgetärer Reform. Mir dierfen awer och net blann sinn um A vun enger geziilte Wuesstumspolitik, déi mer musse féieren. An ech si frou, dass dee Rééquilibrage vun der europäescher Politik komm ass.

Dat huet sécherlech net eleng, mä och awer eppes mat dem politesche Wandel a Frankräich ze dinn, wou nei Impulser komm sinn. Wou och d'Noutwendegkeet erkannt ginn ass, ze reagieren op dee politesche Wandel a Frankräich. An dat, mengen ech, ass insgesamt awer fir Europa e positiv Signal, wat no baussen erausgaangen ass.

Ech wëll just hoffen, dass mat deene Wuesstumsmoosnamen, déi hei elo decidéiert gi sinn, dass et do net esou geet wéi oft emol de Qualificatif do gebraucht ginn ass bei der Aschätzung vun der allgemenger Krisestioun an Europa, dass mer eigentlech ze spéit an ze weineg reagieren. An dat ass e bësselchen déi Angscht, déi een och hei kann hunn, well jo dat ëmmer erëm Kompromisser sinn, déi beschloss ginn tëschen enger Rei vu Staaten, dass een do effektiv vläicht net esou schnell an net esou déif reagiert, wéi d'Situatioun dat eigentlech géif erforderen.

Positiv schéngt mer och ze sinn an där ganzer Diskussioun, dass, wann een déi Rapporte liest iwwert déi lescht Conseilssitzung, Lëtzebuerg net zu deenen Triple-A-Länner gehéiert huet, dat eenzeg eigentlech vun deenen, déi net opgefall sinn doduerjer, dass se déi Länner, déi solle gehollef kréien, harceléiert hunn an onheemlech penetrant eigentlech gehalen hunn op nach zousätzlech Konditionalitéit, déi sollt erreecht gi bei deenen Hëlfehen.

Lëtzebuerg huet do eng Mëttlerföncioun gehat an deenen Diskussiounen. Dat ass traditionell dat, mengen ech, wat och engem Land wéi Lëtzebuerg zousteet, och an deene schwierigen Diskussiounen, an deene mer dra sinn.

Interessant, mengen ech, en Nieweneffekt eigentlech vun der Diskussioun huet och erginn, dat huet ee gesinn och schonn an der Preparatioun vun deem heiten europäesche Rendez-vous, dass déi Achs Berlin-Paräis, deen Tandem „Merkozy“, dass dat schéngt awer éischer der Vergaangenheet zougegehieren an dass sech u sech nei politesch Konstellatiounen dach awer schéngen opzemaachen, wou och net méi zu zwee probéiert gëtt, Europa eleng ze dirigieren, mä awer méi breet dat ze gesinn an aner Länner mat an dat Boot do eranzehuelen.

Och dat schéngt mer awer eng interessant Entwécklung ze sinn, wéi se sech elo an deene leschte Wochen no dem politesche Wiessel a Frankräich ofgezechent huet. Nach muss garantéiert bleiwen, dass och déi doten nei Zesummenaarbecht net op dem Bockel vun de klengen State geschitt. Dat misst nach ze iwwerpräwe sinn an deenen Diskussiounen, déi mer sécherlech déi nächst Méint nach wäerte kréieren.

E Wuert vläicht och zur Transaktionssteuer.

► **M. le Président.** - Dir misst esou lues zum Schluss kommen, Här Bodry!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, dat maachen ech. Ech wollt e lescht Wuert vläicht soen zur Finanztransaktionssteuer.



Ech mengen, et ass kee Geheimnis, dass mer als LSAP-Fraktioun fir esou eng Steuer sinn. Mir gesinn awer och de Risiko, dee schwéier anzuschätzen ass, deen et haut gëtt, wou mer frou wärend allerdéngs och, wann d'Regierung eis géif mat hiren Experten och vläicht méi Donnéeën ginn, wat déi Interferenzen europäesch Finanztransaktionssteuer an eis national Taxe d'abonnement ugeet.

Do hunn ech eigentlech selwer nach keen Dokument gesinn, wat prezis eis géif déi Iwwerschneidung do kloermaachen a versichen erauszefannen, wat dann d'Repercussione wärend op eis national Steuerlandschaft, wa géif esou eng europäesch Steuer agefouert ginn.

Ech mengen, et wär awer wichteg, dass mer do als Parlament och méi Donnéeën géife kréien, fir eis en definitivt Bild iwwert déi dote Situatioun ze maachen. Dat géif eis sécherlech weiderhelfen, do och eng definitivt Décisioun ze huelen.

Wichtig bleift awer, dass d'Regierung als ganz sech awer, duerch och hei déi Aussoen, déi de Premier ganz kloer gemaach huet, weider prinzipiell fir esou eng Steuer ausschwätzt a prinzipiell och der Meenung ass, dass den internationale Finanzsektor muss e Bäitrag leeschten.

An do wëll ech zum Schluss nach eng allescht Fro stellen, déi nämlech ëmgeet mat där ganzer Fro ronderëm déi Dépôtsgarantie, déi elo hei an d'Diskussioun bruecht ginn ass, vun enger europäescher Dépôtsgarantie. Bis elo si jo och d'Virschléi vun der Kommissioun éischter gaangen, dass d'Nationalstate sollen eng Dépôtsgarantie aféieren.

Do gëtt et souguer en déckert Dokument vun eiser Zentralbank, déi eng Rei vu Virschléi gemaach huet, wéi kéint esou ee Fong ausgesinn hei zu Lëtzebuerg, wéi e sollt gespeist ginn. Dee sollt nämlech vun de Banke selwer gespeist ginn! Hei gëtt elo proposéiert, deelweis awer bestehend europäesch Gelder ze huelen aus deene Rettungsschiemer, fir deen dote Fong ze speisen. Wéi ass dat ze vereinbaren? A wéi ass dat eigentlech mam Prinzip ze vereinbaren, dass eigentlech de Bankesektor selwer och soll en eegene Bäitrag zu där Krisenbewältigung do leeschten?

Dat gesot, mengen ech, si mer als LSAP-Fraktioun eigentlech mat deem Rot do zefridden, och wa mer wëssen, dass et dann d'Nummer 25 ass an dass sécher eng Nummer 26 wäert gläich kommen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Merci, Här Präsident, fir d'Wuert. Mir sinn als gréng Fraktioun erfreet driwwer, dass op deem Sommet vun der leschter Woch déi ganz Thematik, wéi de Premierminister se elo just beschriwwen huet, dass d'Wuesstum a Konsolidéierung zesummegehieren, fir d'éischte Kéier eiser Meenung no méi seriö geholl ginn ass an och éischt konkret Resultater opzeweise sinn. An ech wëll och duerfir deen éischte Punkt, positive Punkt opweisen an awer eng Rei Froen opwerfen an awer eng Rei och Kritike maachen.

Mir menge schon, dass et wichteg ass, dee Pakt fir Wuesstum, dass deen do decidéiert ginn ass an dass och konkret festgehale ginn ass, wat fir eng oder wéi vill finanziell Moyenen doranner enthalte solle sinn.

Mir sinn allerdéngs der Iwwerzeegung, dass dat, wat elo geschitt ass, just en Ufank ka sinn a mat Sécherheet net alles ka sinn. Mir wëssen, dass hei, grosso modo gesinn, e gudden Deel vun de Gelder Gelder waren, déi schon zur Verfügung gestanen hunn an der Europäescher Unioun a verschidde Strukturfongen, déi hei elo mobiliséiert ginn, fir d'Wuesstumspolitik ze fördern. Een Deel geschitt dann iwwer eng Erhéijung vum Kapital vun der Europäescher Investitiounsbank. Dat ass, wéi gesot, e positiven Usaz; mir begrëssen dat.

Mir mengen, dass dat awer net duergeet, well, ganz kloer fir eis, an dat hu mer och vun Ufank u gesot, wéi gesot, well d'Konsolidéierung mat Wuesstum muss zesummegoen, een net kann einfach Länner futtispueren a mengen, domadder kréich een d'Konsolidéierung erreecht. Dat funktionnéiert net!

Mä mat Sécherheet, wat ee guer net erreicht, dat ass, dass déi Länner stabil ginn, dass se sozial ausgeglach ginn. Mä ech mengen, dass ass och virdu vum Premierminister zu Recht beschriwwen ginn, d'Situatioun an eenzelne Länner - an dat ass net nëmme fir Spuenien entretemps de Fall -, do fänkt wierklech un eng sozial Dramatik sech ze entwéckelen, déi ganz sécher extrem schiedlech ass fir d'Stabilitéit vun Europa.

Mir sinn duerfir, wéi gesot, frou, dass op deem dote Sommet dat en neie Moment war. An

deen huet - dat huet elo näischt domadder ze dinn, do sinn ech och domadder d'accord, mat Gewënner oder Verléierer -, deen huet awer ganz kloer och domadder ze dinn, dass d'politisch Situatiounen a Kräfteverhältnisse an Europa sech mindestens deelweis verännert hunn, och warscheinlech sech an de Käpp vu Leit eppes verännert huet.

Ech wëll dat emol guer net a politesch Kategorien - lénks oder riets oder progressiv oder net progressiv - astufen, mä och an de Käpp vu Länner (veuillez lire: Leit), duerch d'Dramatik vun deem, wat an hiren eegene Länner passéiert. Et huet och domadder ze dinn.

Ech denken do virun allem zum Beispill un Italien. Mä dat ass nëmme positiv. A wann déi Meenung, déi bis elo de Mainstream hat an der Diskussioun an der Europäescher Unioun, wéi ee soll zur Konsolidéierung kommen, éischter an d'Richtung ebe gaange war an dominiert war vu Länner, déi dann éischter aus dem nordsche Raum koumen an déi dann éischter gemengt hunn, mat ausschliesslech nëmme spuere kéint een dat errechen, mindestens ass dat ganz staark a Fro gestallt ginn, fir net ze soen opgeweecht ginn op deem heite Sommet an huet eng éischt positiv Entwécklung kritt.

Mir sinn och frou, dass an deem nämlechte Kontext duerfir fir Spuenien iwwert d'Konditiounen, ënnert deene Spuenien gehollef kritt an och eventuell Italien, wann Italien da misst gehollef kréien, dass déi Konditiounen gewässer-moosse gelockert ginn. Gelockert gi selbstverständlech ouni d'Konsolidéierung a Fro ze stellen! Dorëms geet et net. Mä et geet awer drëms, dass mer déi Länner net erwiengen, andeems se da bei all Kredit, dee se ufroen oder musse kréien, esou Konditiounen zousätzlech gesat kréien, dass et einfach net ze packen ass an dass se duerfir och keng Chance kréien, fir sech wirtschaftlech ze entwéckelen.

Mir stellen eis natierlech eng Rei Froen, wat dat heescht fir de Fiskalpakt, wann... Bon, et sinn eng Rei Erklärungen elo gi gi vum Premierminister. Ech muss och soen, dass duerfir eleng déi Debatt hei och nützlich ass, well sougutt wat d'Lëtzebuurger Regierung vertritt op europäescher Ebene wéi och, wat da wierklech op deem Sommet erauskomm ass, besser et huet een dat hei am Parlament an enger Diskussioun an da kann een och am Detail méi novollzéien, firwat déi eng Décisioun an déi aner Décisioun esou oder esou gefall ass respektiv wat wierklech d'Meenung ass vun der Regierung.

Well ech fannen, dass op alle Fall hei vill méi eng nuancéiert Approche erauskomm ass wéi dat, wat een an der Press konnt liesen, wou jo awer dann erëm duerch verschidde Brëller verschidde Saache gekuckt ginn an analyséiert ginn.

Virun allem ass et fir eis als Parlament och wichteg, dass mir kënnen, wa mer da sollte feststellen, dass d'Regierung par rapport zu där Positioun, déi si jo awer hei arretéiert par rapport zum Parlament, géif ofwächen an aner Décisiounen wéilt huelen, dass mer kënnen a charge kommen, fir dann deementspreechend och d'Regierung zréckzepäifen, fir et emol esou ze nennen, an ze soen, dass mer net als Parlament domadder averstane sinn.

Mä, wéi gesot, mir stellen eis awer d'Fro: Wat bedeit dat an der Ausféierung fir de Fiskalpakt herno, de Fait, wann dovu geschwat gëtt, dass d'Konditiounen opgelockert ginn? Ech wëll keng Bewäertung elo do eraleien, ob dat elo gutt oder schlecht ass, mä ech wëll einfach déi Fro emol stellen.

Ass de Fiskalpakt an där Form, wéi en am Ufank vum Joer an der Diskussioun war tëschent Merkozy... tëschent Merkozy, tëschent der Madame Merkel an dem Här Sarkozy - gesitt Der, wéi séier et geet, dass ee sech un déi Terminologie gewinnt huet, och wa se net méi do sinn -, ob dat dann an deem Mooss den Bestand huet oder ob dat deelweis awer elo vum Dësch kënn? Do wiere mer frou, wa mer e puer méi Detailer herno vläicht nach kéinte kréien.

Wat fir eis och ganz wichteg ass, dass sinn déi Saachen, déi festgehale gi sinn, déi an d'Richtung gi vun enger Union bancaire. Mir fannen, dass dat absolut e richtige Schratt ass a mir begrëssen total, dass eng europäesch Bankenopsicht soll kommen. Mir fannen et och eigentlech eng gutt Iddi, dass se bei der EZB soll ugelagert ginn.

Et stellt sech vläicht just eng kleng Fro, vu dass d'EZB just fir den Euroraum zoustänneg ass: Wat heescht dat da fir d'Kontroll ausserhalb vum Euroraum, dat heescht fir de Rescht vun deenen europäesche Länner, déi net am Euro sinn? Mä ech wëll awer domadder elo net d'Iddi a Fro stellen. Prinzipiell fanne mer et scho richtig, dass et op dee Wee soll goen, a mir fannen, dass dat relativ séier misst geschéien.

Ech wëll och soen, dass, wa mer déi europäesch... oder dass mer déi europäesch Kontrollopsicht brauchen, dat hu mer net nëmme gesinn u Beispill am Ausland, mä mir hunn och zu Lëtzebuerg Situatiounen, quokeleg Situatiounen erlieft. Eng, dat war, dass ass nach - déi ass nach ëmmer am Lafen -, dass ass déi vun der Dexia.

Ech sinn iwwerzeegt oder mir sinn iwwerzeegt, dass, wa mer eng europäesch Kontrollopsicht gehat hätten, da wier - ech wëll net soen, dass mer da vläicht de Fall Dexia verhënnert kritt hätten -, mä mindestens hätt ee méi fréi kënnen gesinn, wat sech do ofspillt an éischter kënnen d'Alarmluchten, d'Alarmanlage goe loosse, wéi dat de Fall war. An et hätt ee warscheinlech kënnen verschidde Dégâts collatéraux éischter évitéieren.

Bei der Fortis huet dat sech e bësselchen ähnlech gestallt viru Joren. An et ass och doriwwer eraus fir eis evident, dass nëmme - esou wéi haaptsächlech déi grouss Banken haut agéieren a fonctionnéieren -, dass eigentlech mat nationalen Opsichtsstrukturen, an dat hu mer jo gesinn an der Finanzkris, dass dat net duergeet, fir déi néideg Kontroll ze kréien. Duerfir fanne mer dat eng gutt Saach.

Mir si just der Meenung, dass eigentlech déi Union bancaire, esou wéi se elo proposéiert gëtt, fir eis nach e bësselchen ze vill onkomplett ass. Mir mengen zum Beispill och, dass d'Banke missten en eegene Rettungsfong opleeën, iwwert dee kéinten d'Banken zum Beispill sech selwer rekapitaliséieren, jee nodeem, wa se a Schwiergekeete sinn.

Mir sinn der Iwwerzeegung, dass déi och eng eege Responsabilitéit hunn. Natierlech wësse mer, grad als Lëtzebuerg, dass sech fir d'Lëtzebuurger Finanzplatz ronderëm déi ganz Unioun bancaire mat allen Detailer, déi do nach wäerte musse kommen, vill Froen stellen. Mä mir hunn awer och e verdammten Intérêt, fir dat ze maachen, well mir... an ech deelen do total, wat de Mëtteg hei gesot ginn ass.

Ech woen och net drun ze denken - mir sinn als Lëtzebuerg immens gutt ewechkomm an där Finanzkris -, ech woen net drun ze denken, jee nodeem, wat passéiert wier an der Finanzkris a wou dann déi Banken, déi zu Lëtzebuerg, op der Lëtzebuurger Finanzplatz sinn, méi getraff gi wieren - zum Beispill, wann ech de Fall vun Irland kucken -, wéi séier dat mir mat eisem Latäin um Enn gewiescht wieren! Mir hätten net kënnen dräi, véier, fënnf BGLen oder Dexiae retten. Da wiere mer séier an der iredscher Situatioun gewiescht!

Duerfir ass et extrem wichteg - et soll kee sech eppes virmaachen -, et geet duerfir hei net effektiv ëm d'Lëtzebuurger Banken, mä et geet drëm, dass mer Stabilitéit kréien. A virun allem e klengt Land wéi Lëtzebuerg, wou d'Finanzplatz esou eng Importenz huet wéi bei eis, do hu mer nach méi e groussen Intérêt dorunner. Duerfir si mir der Meenung, dass déi Union bancaire mat alle Kontrollmechanismen onbedéngt muss kommen.

Den ESM. Mir bedauern nach ëmmer, dass den ESM keng Banklizenz huet, well dat ass e grouse Feeler, well - ech hunn dat scho gesot bei der Debatt, déi mer hei haten, wéi mer den ESM gestëmmt hunn - wann den ESM déi Banklizenz hätt, kéint e sech bei der Zentralbank Geld beschafen a bräicht net op de fraie Marché ze goen. E géif donc och zu bessere Konditiounen kënnen Kreditorer ophuele goen, déi e kéint weiderginn u Länner, an dat hätt sécherlech en immensen Impakt, en erliichternden Impakt fir déi Länner, déi Sue solle kréien.

Mir kënnen net verstoen, firwat dass den ESM keng Banklizenz kritt, eleng aus deem Grund, a mir hoffen, dass déi Diskussioun weidergeet, fir dass dat nach nogeholl gëtt. Ech sinn och perséinlech iwwerzeegt, dass den Dag wäert kommen, wou dat wäert missen de Fall sinn, well soss wäert de System net esou fonctionnéieren, wéi en eiser Meenung no misst fonctionnéieren.

Dann zu där sougenannter Finanztransaktionssteuer, do huet de Premierminister viles gesot. Ech muss och soen, mir sinn och frou doriwwer, well och do ass dat haut vill méi nuancéiert gewiescht wéi dat, wat erauskomm ass, wat ee konnt liesen an der Press, wat da Lëtzebuerg sollt wierklech vertraueden hunn um europäeschen Niveau.

Ech sinn zwar net honnertprozenteg d'accord mat senger Aschätzung, wann en da seet, en hätt eis Iddi sympathesch fonnt, dass et méi intelligent wier, dobäi ze sinn, fir ze négociéieren, well een dann dat Ganz jo kann an engem gewëssene Sënn beaflossen. Mä hien hätt sech berode gelooss, dass dat awer... et sollt een d'Fanger elo emol dovun ewechloossen.

Ech mengen, wann ee sech op eppes aléist, fir ze diskutéieren, da wëllt ee jo nach net soen, dass een dat alles akzeptéiert, wat an där Diskussioun erauskënn, mä et sëtzt ee mindestens

mat um Dësch mat ze diskutéieren. Wann ee mat deenen néng Länner zesummen eng Diskussioun ugeet, dann huet een nach net gesot, et wier een d'accord, fir alles dat anzeféieren, wat ënnert deenen néng herno ofgemaach gëtt. Dat kann ee jo decidéieren zu deem Zäitpunkt, wou dann en Accord op den Dësch kënn. Mir fannen et einfach net gutt, dass Lëtzebuerg do net um Dësch sëtzt. Mir mengen, dass et eben aus deene Grënn, wou och beschriwwen ginn ass, absolut noutwendeg gewiescht wier.

Da mengen ech och, dass, wa mer eis net sécher sinn, wat fir eng Impakter eng Finanztransaktionssteuer da soll op d'Lëtzebuurger Finanzplatz hunn, mir hunn do - ech wëll net elo erëm eng Kéier déi ganz Diskussioun hei ufänken -, mir hunn do manner Bedenken, eben aus ganz konkrete Grënn, well mer och gewësse Virstellungen hunn, wéi een déi kéint ausgestalten, dass zum Beispill och net automatesch alles géif op London goen, wat dann ënnert d'Finanztransaktionssteuer géif falen, well een eben dann déi Produkter, wann ee se eben esou géif ausgestalten, dass déi Produkter, déi gehandelt ginn - och wa se zu London gehandelt ginn a se vu Lëtzebuerg aus bestallt ginn -, awer ënnert d'Steier falen.

Do géifen et Méiglechkeete ginn, do gëtt et jo och Iddien, déi um Dësch leien. Mä bon, ech wëll dat awer elo hei net am Detail diskutéieren. Mir empfangen, dass et absolut noutwendeg ass, dass mer déi Steuer kréien, a mir hätten et, wéi gesot, léiwer, dass d'Regierung sech hei géif awer engagéieren, fir mindestens do um Dësch ze sëtzen a mat ze diskutéieren.

Dann zu der zukünftiger Architektur vun der EU: Dat ass en ambitiöse Projet! A mir, muss ech soen, déi éischt Grondzich, déi mer do héieren hunn, déi fannen och eis Zoustëmmung. Mir fannen, dass do eppes nogeholl gëtt, wat wierklech sech absolut opdrängt, fir an déi Richtung ze goen.

Ech hoffe just, dass et bei där Debatt no net erëm geet, wéi zum Beispill bei der Diskussioun fir d'aféierung vum ESM, dass dat nëmme op intergouvernementalem Niveau diskutéiert gëtt, mä dass mer et och op dem parlamentareschen Niveau mussen diskutéieren. Zum Beispill, dass am Europaparlament, dass d'Europaparlament enk muss abezu ginn an iwwert d'Europaparlament natierlech och déi national Parlamentar, wéi déi Architektur soll am Detail ausgestalt ginn.

Mir sinn der Meenung, dass mer e verdéiftend Europa brauchen. Mir sinn och der Meenung, dass et eng absolut Illusioun ass, also dass een op alle Fall net deene soll nolafen, déi da mengen, et kéint ee besser eens ginn, wann een den Euro net hätt oder d'Europäesch Unioun net hätt. Mir hunn nëmme deen eenzege Projet an där globaliséierter Welt, wou mer de Moment liewen, mat deem mer eis kënnen verteidegen, dass ass dee Projet vun enger verdéiftener Europäescher Unioun a vun där Währungsunioun. Et hänkt just dovunner of, wéi se ausgestallt gëtt. A fir déi zukünftige Architektur dovunner, fir déi Verdeiwung, muss mer de politeschen, parlamentareschen Niveau...

► **M. le Président.** - Här Bausch, Dir misst elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Ech sinn och elo fäerdeg, Här Präsident. ...de parlamentareschen Niveau mat abezéien.

Ech wëll just um Schluss nach eng Iwwerleung mat abringen. De Premierminister huet virdu gesot an engem Saz - bon, hien huet et natierlech éischter e bësschen, loosse mer soen, iredesch gemengt -, dass, wann een hei op der Tribün eppes géif soen, ob dat net scho maarschiedegend wier. Mir sinn der Iwwerzeegung, dass dat viles, wat de Moment op de Mäert geschitt, demokratieschiedegend ass! An duerfir géif ech de Spiess wëllen ëmdreien an och domadder hei wëllen ofschléissen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. D'Wuert kritt elo den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här Präsident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch hu mer hei an der Chamber de Projet iwwert den ESM gestëmmt, wou mer als Lëtzebuerg enger direkter Kapitalbedeelegung vun 200 Milliounen zugestëmmt hunn an en ofruffbart Kapital vun 1,5 Milliarden. Haut huet den Här Premierminister eis eng ganz Rei vu Moossnamen hei erkläert, déi um Sommet vun der leschter Woch zu Brëssel vum 28. an 29. Juni envisagéiert oder decidéiert si ginn.



Den Här Statsminister huet eis hei, géif ech mengen, an enger Stonn an aller Rou am Detail erkläert, wat um Sommet diskutéiert ginn ass, an en huet am Fong kee Wuert och verluer iwwer seng Zukunft als President vum Eurogroup. Et schéngt eis awer wäert ze sinn, och an dësem Kontext eng Kéier d'Fonction vum President vum Eurogroup mat an déi politesch Diskussioun ze bréngen. Den Här Juncker huet selwer deklariert, datt e keen Duebelmandat méi do wëllt unhuelen, aus perséinleche Grënn, wat selbstverständlech och säi gutt Recht ass, a well och déi Fonctioun mat der Fonctioun als Statsminister zäitlech net kompatibel wier.

Elo schéngt et, wéi wann den Här Juncker géif weidermaachen. Kee ganz Mandat, sécherlech bis ee Joer virun de Chamberswahlen, fir dann erëm hei zu Lëtzebuerg kënnen „Juncker on tour“ ze goen. Dat gesot, géif ech awer wëllen déi prinzipiell Fro opwerfen, ob et gutt ass, wann eise Premier gläichzäitig President vum Eurogroup ass.

Et ass ëmmer gutt fir eist Land, wa Lëtzeburger Politiker oder Fonctionnaire wichteg Posten an Europa besetzen. D'Fro stellt sech awer, ob et och gutt ass, wann dës europäesch Fonctioun mat engem nationale Mandat, an dat an dësem Fall vum Statsminister, cumuliert gëtt.

Mir mengen als ADR, datt dat net gutt wier. D'Erfahrung an déi rezent Praxis hu bewisen, datt dat zum Schluss kann negativ fir eist Land ausgoen. Als President vum Eurogroup ass eng vun den Haaptmissiounen, de Konsens tëschent deene verschiddene Länner an hire Meenungsverschiedenheeten ze sichen. Do ginn noutgedrongen déi national Interessen an den Hannergrond gestallt.

De President vum Conseil européen huet d'lescht Woch de Rapport „Vers une véritable Union économique et monétaire“ virgestallt, dee vum Conseilspresident, dem Kommissionspräsident, dem President vum Europäescher Zentralbank an dem President vum Eurogroup, déi sougenannt véier Weisen, erstallt gouf, virgestallt. Weder de Conseils- nach de Kommissionspräsident nach de President vum Europäescher Zentralbank hunn en national Mandat, hunn also net national Interessen ze vertueden, mä kucken et reng aus der Siicht vun hirer Fonctioun.

Eise Premier huet awer en Dokument mat erstallt, wat elo tëschent deenen eenzelne Staten diskutéiert a verhandelt gëtt. Déi aner Stats- a Regierungschefe kënnen do knallhaart hir national Interesse vertueden. Eist Land ass awer vu vireran an der Diskussioun hypothekéiert doduerch, well dat Dokument vun eise Premier mat erstallt ginn ass.

Och muss mer feststellen, datt déi national Interessen am Kader vun der Sich no Kompromisser schonn oft am Virfeld vun der Diskussioun geaffert si ginn. Rezent Beispiller: Den Här Juncker proposéiert mat senger Kollegen zesummen a mam Conseil, datt d'Direktiv iwwert d'„Fiscalité des revenus de l'épargne“ schnellstens soll iwwerschafft ginn. Mir sinn der Meenung, datt, wann een eppes dorunner ännert, dat sécherlech wäert negativ Konsequenze fir Lëtzebuerg kréien.

Dir, Här Juncker, an Är Kollege Presidente proposéieren, datt d'Banken an Zukunft sollen enger eenheetlecher Bankenopsicht vun der Europäescher Zentralbank ënnerleien. Mir mengen, datt dat fir Lëtzebuerg kéint negativ Konsequenze kréien. An och net mir eleng, mä wann ech den Haaptleitartikel am „Lëtzeburger Wort“ vum 25. Juni kucken, schreift deen: „Grob fahrlässig ist dabei die Absicht, die Europäische Zentralbank (EZB) künftig mit der Aufsicht über Europas Banken zu betrauen. Finanzminister Luc Frieden hat nun wohl die undankbare Aufgabe, seine Amtskollegen, die das Projekt vorbereiten müssen, über die Vorbehalte der Luxemburger Regierung aufzuklären.“

Wéi gesot, eng Proposition, déi awer op där anerer Säit vun eise Statsminister matgedroe ginn ass. An den Här Luc Frieden ass gëschter Owend an den Norichte vun RTL zitéiert ginn: De Luc Frieden stellt sech d'Fro, ob ee sech bei den Décisiounen zu Bréssel den Implikatiounen all bewusst war.

Mir gesinn also, datt mer och do um Niveau vun der Regierung zwou Meenungen hunn, engersäits e Premier, deen a senger Fonctioun als Eurogroup-Chef eppes fuerdert oder zoustëmmt, wou awer e Lëtzeburger Regierungsmitglied, den Här Frieden, anerer Meenung ass!

Net nëmmen, datt Dir decidéiert hutt, datt an Zukunft zum Beispill marod spuenesch Banke kënnen direkt vum ESM, also och vu Lëtzeburger

ger Steiergelder ënnerstëtzt ginn, mä als Konterpartie muss eis Finanzplaz sech elo och der Kontroll vun der Europäescher Zentralbank ënnerwerfen.

En anere Punkt, deen ech nach kuerz wëll uschneiden, den Index. Et gëtt och verlaangt, datt den Index misst hei zu Lëtzebuerg moduliert ginn, am léifste stark reforméiert an am allerléifste misst ofgeschaaft ginn.

Den Här Juncker huet eis elo grad hei virgesot, datt hien an den Här Frieden an, ech mengen, och den Här Asselborn vehement zu Bréssel do géint déi Recommandatiounen vun der Kommissioun manifestéiert hunn. Ech ka just liesen, wat an de Konklusione vum Rapport vum Conseil vum 28. an 29. Juni vun der leschter Woch steet. Do steet ënner Punkt 2: «Le Conseil européen a, dans l'ensemble, approuvé les recommandations par pays.»

Dat heescht, eise Statsminister huet also och déi Recommandatiounen u Lëtzebuerg an hirer Integritéit mat ënnerstëtzt. Duerfir hunn ech mech elo éineschters gewonnert, wéi ech hei héieren hunn, datt do an deene Sitzunge soll esou vehement dergéint protestéiert si ginn. D'Realitéit ass, datt eis Regierung, wéi gesot, do aneschers decidéiert wéi dat, wat se hei am Parlament seet.

Datselwecht fanne mer bei de Renten. Et kann een also soen, datt déi Politik, déi an deene leschte Jore komm ass a vu Bréssel diktiert gëtt, a priori Sozialofbau fir Lëtzebuerg bedeiit. An och dee Sozialofbau ass a Griichenland gemaach ginn. An och do huet deemools eise Statsminister an enger däitscher Press gesot, datt, wa se et net géiffe maachen, hätte mer déi néideg Folterinstrumenter am Keller.

Här President, ech wollt nach just eng Fro stellen, well meng Riedezäit ass...

► **M. le Président.** - Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo. Ech hu gekuckt, meng Virriedner haten alleguer fënnf Minuten, dunn hunn ech mer geduecht, Dir sidd fair. Ech kréien der dann zwou an eng hallef. Dat ass da gutt.

Just eng Fro nach. Den Här Statsminister huet virdu gesot, wa mer déi Gelder, déi elo iwwert den EFSF géifen eriwergoen op den EMS, datt en déi fir d'spuenesch Banken net géifen ënnert de Privileg vun den Hypothéike falen. D'Fro ass just: Wéi ginn déi Suen dann awer garantéiert, wa mer net déi Garantien hunn, déi mer am EMS hunn?

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech wollt nach e puer Wuert vun der Finanztransaktionssteuer soen. Do deele mer d'Meenung, wéi mer se praktesch alleguer hei am Land hunn, datt ee ka fir esou eng Finanztransaktionssteuer sinn, selbstverständlech ënnert der Reserv, datt dat sech net op e puer Länner limitéiert, datt dat sech net op den Eurogroup limitéiert, mä datt dat sech muss op sämtlech europäesch Staten a wa méiglech och nach doriwver eraus befaassen (veuillez lire: bezéien).

Da gesot, Här President, soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Wéi d'lescht Woch hei den Europäesche Stabilitéitsmechanismus mat grousser Majoritéit gestëmmt ginn ass, hu Verschiddeener nach d'Hoffnung ausgedréckt, dass dee Wuesstumspakt, dee sollt um Sommet ugeholl ginn, géif e gewëssenen Ausgleich zu där Austeritéitspolitik bréngen, déi sech aus deem Budgetspakt an aus deem Europäesche Stabilitéitspakt a -mechanismus ergëtt.

Ech hunn den Europäesche Pacte pour la croissance et l'emploi opmierksam gelies, Här President, an ech fannen, dass en näischt wierklech un der aktueller Politik ännert, se souguer nach deelweis verstärkt.

Éischtens ass en net verbindlech, contrairement zum Budgetspakt. Dat ass hei scho gesot ginn.

Zweetens gëtt ausdrécklech an dem Pacte de croissance betount, dass de Budgetspakt muss ganz a mat leschter Häert emgesat ginn. Et stinn esou Saachen dran, wéi dass den Embau vum Rentensystem, natierlech op déi liberal Aart a Weis, eng wichteg Viraussetzung ass fir d'gesamteuropäesch Politik; et gëtt nach eng Kéier ausdrécklech betount.

Et gëtt vun engem weideren Opmaache vun de Mäert geschwat, och am Dëngschtleeschtungssektor. Et ginn nei Moossnamen ugekënnegt, zum Beispill fir de Marché unique duerch en zweeten Acte pour le marché unique nach ze verdeiwen. Gradesou wéi och verlaangt gëtt, dass all Traitéen, déi d'Propriété ënner anerem intellektuelle betreffen - an dorënner zielen ech

och den ACTA-Traité, vun deem mer hei scho vill geschwat hunn -, dass all déi Traitéen mussen ratifizéiert ginn; dat steet och an deem Pacte pour la croissance dran.

An drëtzens besteet déi Ënnerstëtzung vun der Economie, déi hei soll duerch dee Pacte de croissance geschéien, zu der Halschecht aus ale Budgetsmittelen, déi nach net verbraucht sinn, an zweetens aus neie Méttelen, déi vun der Banque d'investissement virun allem iwwert d'Finanzmäert sollen erschloss ginn; net iwwer Steieren, och net iwwer eng Finanztransaktionssteuer.

Profitéiere wäerte vun deenen Investitiounen an déi sougenannt Zukunftssecteure mat engem héije Potentiel de croissance, wéi et do heescht - ech iwwersetzen dat emol mat héije Profiterwaardungen -, wuel virun allem déi grouss Wirtschaftsgruppen, déi och Moyenen hunn, fir déi Investitiounen, deelweis déi grenziwwerscheidend Investitiounen, ze maachen. Profitéiere wäert wuel kaum déi regional Economie an deenen eenzelne Länner, wou et awer vläicht noutwendeg wier.

Meng Schlussfolgerung aus der Lecture vun dem Pacte de croissance ass déi, dass weder de franséische President Hollande nach d'SPD an Däitschland eppes Fundamentals an där aktueller Politik geännert hunn, déi jo eng Politik ass vun der Liberaliséierung, vun de Privatiséierungen an och vun der Austeritéit. An ech bleiwe bei menger Meenung, dass de facto just nëmmen d'Finanzmäert an déi grouss Wirtschaftsgruppen - an dat hänkt alles zesummen - heivu profitéieren.

Ech kann och net akzeptéieren, wa vun där essenzieller Roll vun Bankesektor geschwat gëtt. Mir hunn déi essenziell Roll vun Bankesektor an dramatesche Situatiounen erlieft. Mir hunn erlieft, wéi innerhalb vun engem Mount virun engem hallwe Joer d'EZB huet missen eng Billioun Euro - dat sinn dausend Milliarden Euro - un d'Banke verdeelen. Wat ass mat deene Sue geschitt? Zu wat fir Tauxe sinn déi Sue weiderverléint ginn? Do ass natierlech drop verdéngt ginn.

Déi Tauxen, déi Italien oder Spuenien mussen bezuelen, déi leie bei fënnf, sechs Prozent. Déi leien iwwert dem Wirtschaftswuesstum an deene Länner. A vill Betriber bekloe sech doriwver, dass se net méi zu anstännegen Zënsen och an private Secteur Sue vun de Banke geléint kréien. Ech mengen, dass een duerfir muss op d'mannst awer déi essenziell Roll vun de Banken hei relativéieren.

An et muss een awer och ganz kloer soen: Statsscholden, dat si virun allem Bankescholden. Well virun 2008 zum Beispill ass et zu Lëtzebuerg an och an anere Länner guer keng Scholdekriss ginn.

A wie bezilt derfir? Dat ass och kloer. Et ass vum Premier d'Beispill vu Spuenien genannt ginn. Et sinn natierlech déi spuenesch Aarbechter an déi spuenesch Rentner, déi schlussendlech derfir bezuele mussen.

► **M. le Président.** - Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Jo. Ech mengen also, dass amplaz wierklech Ännerungen ze maachen no 2008, wou awer all Mënsch dervu geschwat huet, dass et noutwendeg ass, hei eng nei Etapp vu Maastricht ageleet gëtt, dass hei déi al Politik, déi an eng falsch Richtung geet, bëtonéiert gëtt. Ech mengen och, dass et eng komplett ondemokratesch Aart a Weis ass, wéi virgaange gëtt.

Et ass virdu vum Här Meisch gesot ginn, mir dierften elo net mam Turbo virgoen. Ech wëll awer just drop hiweisen, et ass schonn hei gesot ginn, d'lescht Woch hu mer hei den Europäesche Stabilitéitsmechanismus ratifizéiert, ouni Ausstiegsméiglechkeet iwwregens doraus, dee virgesäit, dass ee Prëten u State kann iwwert dee Mechanismus ginn. Dräi Deeg méi spéit gëtt an der Dunkelkammer zu Bréssel beschloss, dass och direkt Prëten u Banke méiglech sinn, wat absolut contraire ass zu deem Text, deen hei d'Lëtzeburger Chamber an hirer Souveränitéit ratifizéiert huet.

► **M. le Président.** - Här Urbany, kommt elo wann ech gelift zum Schluss!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Dräi Deeg drop ass deen Traité scho Makulatur.

Ech wëll duerfir nach ee Wuert hei soen, wat d'Demokratie ugeet. Et gëtt hei vill geschwat, den Här Juncker wier eenzeg Zeie gewiescht, wat do gesot ginn ass. Da gëtt erëm vu Protokoller geschwat, wou Saachen drastinn, déi contraire zum Abschlussbericht sinn. Ech mengen, dass et noutwendeg wier, dass d'Protokoller an déi ganz Bericht iwwert déi Sitzunge zu Bréssel an der Dunkelkammer emol eng Kéier dem Parlament zur Verfügung gestallt ginn.

Wat déi Resolutioun do ugeet, well ech huele jo un, dass déi herno séier hei erëm eng Kéier ofgestëmmt gëtt, wëll ech soen, ech wäert mech dobäi enthalen. Well ech si wuel fir en Débat, ech fannen awer, dass dee Kader, deen hei fir deen Débat gesat gëtt, dee falschen ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. An elo krëtt nach eng Kéier den Här Premierminister Jean-Claude Juncker d'Wuert.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe Merci fir dës Debatt. An ech wollt nach just zum Ofschluss vun darselwechter e puer Froe beäntwerten oder op se agoen, déi am Laf vun hir gestallt gi sinn.

D'Fro ass opkomm - ech mengen, den Här Bodry huet se gestallt -, ob dat, wat elo ofgemaach ginn ass zu Bréssel, kéint sech a schieidenhafter Contradictioun zum Traitement fiscal belafen am Zesummenhang vun den eventuelle Lockerungen, déi d'Duerchféierung vun einzelnen Ajustementsprogrammer zum Inhalt kéinten hunn. Dat mengen ech effektiv net.

Ech hunn zesumme mat aneren an a puncto Griichenland fir eng Verlängerung vum Ajustementsprogramm plädiéiert, dee kascht. Eng Verlängerung kascht déi aner Staten an de Schierm méi Suen, mä dat bréngt u sech d'Dispositioun vum Fiskalpakt, souwäit ech dat gesinn, net a Gefor, mä betrëfft d'Instrumenter vun der Programmgestaltung a net d'Applikatioun vum Traité fiscal.

Déi Fro d'Bankeniounen betreffend wollt ech dahingehend an hirer Komplexitéit, wann ech dierf esou soen, ergänzen, dass mer net festgeluecht hunn, wéi mer dee Konflikt, falls et ee wier, tëschent deene 27 Europäesch-Unionen-Staten an de 17 Euro-Staten traitéieren. En fait wëllt de Vertrag, dass d'Europäesch Kommissioun, schléit se dat vir, dat fir déi 27 muss virschloen. Déi dierf jo keng Virschléi nëmme fir d'Eurozon maachen. An da muss mer kucken an der Debatt, déi mer solle bis Enn vun Joer ofgeschloss hunn - ambitiöisen Zäitprogramm! -, wéi mer déi Fro klären.

Mir si jo der Meenung, dass d'Europäesch Zentralbank dat soll maachen. „Mir“, dat ass d'Regierung, an dat huet large Zoustëmmung heibanne fonnt. Ob England sech enger Supervisioun vun der Europäescher Zentralbank ënnerwerft, ass zweifelhaft, obschonn d'Engländer och '95, '96 net eng Sekonn sech genéiert hunn, obscho se net am Euro wieren, de Sëtz vun der Europäescher Zentralbank fir sech ze reklaméieren. Mä ech mengen, domat di se sech schwéier. Mä da muss ee probéieren - doriwver schwätzen ech och vill mat den Engländer a sinn och deemnächst zu London, fir doriwver mat de Kollegen ze schwätzen -, wat fir eng Brécken dass ee ka bauen, fir déi 27 an déi 17 beieneen ze kréien.

Mir hunn och net definitiv festgeluecht, ob déi europäesch Bankesupervioun all Banke betrëfft - dat wieren der 2.600 eleng an der Eurozon - oder nëmmen déi systemesch Banken, déi europäesch systemesch Banken oder déi Banken, déi national systemesch sinn. Dat huet fir Lëtzebuerg, wéi all Mënsch mierkt, direkt wesentlech Implikatiounen. Dofir ass et och verfrëit, fir ze soen, d'Union bancaire géif sech géint Lëtzebuerg auswierken.

Déi, déi mengen, een europäesche Garantiesystem - extrem schwierig Fro - wier net gutt fir Lëtzebuerg, déi liesen d'Realitéit net richtig. A kengem anere Land vun Europa ass de Bankesektor esou wichteg wéi Lëtzebuerg. A kee Land ass vun haut op muer fir 100 Joer bankrott - fir 100 Joer bankrott! -, wann de Bankesektor zesummebrécht. Ech bedauere bal, heibanne soen ze mussen, dass mir aus nationale Grënn all Ursach hunn, an esou engem System matzemaachen, well gëtt dat am Ausland zitéiert, schwächt dat - d'demokratesch Transparenz wëllt dat - d'Verhandlungspositioun vun der Regierung op eng enorm Aart a Weis.

Et dierf een net - ech soen dem Alex Bodry dat, en huet dat och net gemaach - de System vu Garantie-Dépôt mam Restrukturierungsfong vun de Banken duerjerneegehen.

Elo muss ee kucken, wat mat der Direktiv geschitt, déi um Dësch läit. Do muss d'Kommissioun nach eng Kéier driwwerkucken, am Licht vun deem, wat elo decidéiert ginn ass. An de Restrukturierungsfong, do si mer der Meenung, dass dee prioritär vun de Banke selwer muss - an dat dauert zéng Joer, bis d'Kapital steet - lues a lues opfinanziert ginn, wann ech dat kann esou soen, well de Steierzueler ass en fait net zoustänneg fir d'Restrukturierung vun de Banken.

Dem Kolleg Bausch wëll ech soen, dee meng prinzipiell Meenung zur Transaktionssteuer kennt a se och deelt - oder ech seng, dat kéint jo op datselwecht eraus -, dass ee sech selbstverständlech laang mat der Fro beschäftege



soll: „Soll mer matmaachen oder net bei där Coopération renforcée, bei där verstärkter Zusammenarbeit?“

De Problem ass, dass d'Kommissioun, mécht se e Virschlag am Kader vun der Coopération renforcée, fir d'Éischt e Bréif brauch vun deenen, déi matmaachen, iwwert den Inhalt vun deem, wat am Kader vun der Coopération renforcée soll Bestanddeel gi vun der Direktiv, déi kënnt.

An déi hunn éischtens ënnerschiddlech Meinungen - dat observéiere mer -, zweetens, wa mir do soen zum Beispill - wat jo misst sinn -, d'Investissementsfonge kënnen net dorënnerfallen, an déi acht oder néng oder zéng aner sinn net där Meinung, da kënnt dat net an déi Direktiv, well mer eis müssen, als déi, déi d'Coopération renforcée géife froen, eens sinn - jiddefalls an de breeden Zich, mä dat hei ass e breeden Zuch - iwwert dat, wat do soll kommen. Well déi néng oder zéng müssen ee Socle commun vun Dispositiounen préalablement zu der Initiativ vun der Kommissioun, fir eng Direktiv ze proposéieren, ënner sech festleeën.

An dofir war ech éischer der Meinung, kommt, mir maache mat, an da kucke mer emol, wat do geschitt, a mir kënne matschwätzen! Ech hu meng Positioun, muss ech hei zu Protokoll ginn, licht revidéiert.

Dir hutt eis elo net gesot, wat fir Verrieder vum Bankesektor eigentlech der Meinung sinn, mir sollen eis Positioun do opginn, mä dat sot Dir eis bei Geleeënheet eng Kéier an enger Kommissioun. An de Kommissioun muss ee jo alles soen.

Ech sinn der Meinung, dass ze vill Debatte maartschiedegend sinn, an den Här Bausch huet mech do um richtege Fouss erwëscht. Natierlech sinn ech och der Meinung - wéi hien -, dass viles, wat op de Finanzmäert geschitt, demokratieschiedegend ass. An ech sinn der Meinung, d'Finanzmäert müssen demokratiekonform gemaach ginn an net d'Demokratie maarkonform gemaach ginn. Mä Dir wësst ganz genau, wann een an öffentlecher Debatt all Informatiounen muss op den Dësch leeën, déi een huet, dass déi profitéiert ginn a méssbraucht gi vun deenen, déi besser hätten, si wësst net alles, wat engem duerch de Kapp geet.

Den ESM, wann deen direkt Hëllef gëtt, ouni dass en den „preferred creditor status“ huet, dee kënnt an deeselwechte Rang, wann et ëm d'Zréckbezuue geet, wéi déi aner Créancierien och, esou wéi dat och beim EFSF de Fall ass. Mä déi Dispositioun limitéiert sech op Spuenien, an op Spuenien, well mer jo am EFSF müssen ufänken, dee kee Superprivileg huet, an dann an den ESM müssen eriwwefféieren, deen en huet, an da géif et eng juristescher aner Qualifikatioun vun den Engagementer vu Spuenien ginn, wann een iwwert déi Bréck do leeft, an dofir ass dat esou gemaach ginn.

Da wëll ech dem Här Gibéryen nach eng Kéier - ech hunn dat hei schon erkläert - soen, dass mir eng Deklaratioun am Procès-verbal gemaach hunn, an d'Kommissioun och, am Zusammenhang vun der Indexéierungsproblematik, wou mer ganz daitlech gemaach hunn, wat mer matmaachen a wat mer net matmaachen. Nach sinn déi Engagementer, déi ee misst huelen, géif ee se huelen, net mat Sanktiounen beluecht, wann ee se net hält. Insofern ass eng unilateral Deklaratioun vu Lëtzebuerg wichteg.

An et war eng hefteg Debatt! Wat ech dee leschte Freideg an der Nuecht zu Bréissel sot, dat hutt Dir op nach kenger Éischt-Mee-Feier mat där Verve fäerdegbruecht, wéi ech dat do virgeluecht hunn. Souguer den Här Hollande huet fonnt, dat wier awer e bëssen no der lénger Sait iwwerdrifwen,...

(Hilarité)

...wat ech do géif soen. E war awer integral domat d'accord. Insofern ass eng nei Faarf do,...

(Hilarité)

...an den Debatten, déi mer eigentlech passt.

Mir hunn déi Recommendatiounen „dans leur ensemble“ uegoll. Dat ass déi franséisch Iwwersetzung. Dat ass ëmmer e Misär mat den Iwwersetzungen, well mir schaffen op engem engleschen Text. Mir hu gesot am Engleschen „generally“. D'franséisch Iwwersetzung „dans son ensemble“, déi seet dat net alles. Mä onofhängeg vun deem Sproochemates sengem Betätigungsfeld, an dat ee kéint do erantrepelen, bleift et bei der Deklaratioun, déi d'Lëtzebuurger Regierung gemaach huet, a bleift et bei der Géigendeklaratioun, déi d'Kommissioun gemaach huet, wou se seet, si wier prinzipiell net géint eng Indexéierung vun de Léin a Gehälter, wann dann d'Kompetitivitéit, etc. respektéiert géif ginn.

Wéi ech vu Folterinstrumenter geschwat hunn, hunn ech iwwerhaupt net vu Griichenland geschwat. Ech hu virun zwee Joer - den Här Goebbels huet sech och schon driwwer lëscht

gemaach, well deen och esou ass wéi Dir: En hält dat, wat em passt, an dat, wat em net passt, dat léist en op der Sait...

(Interruption)

► **Une voix.** - Den Här Goebbels!

► **Une autre voix.** - En ass wéi Dir!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, en ass wéi Dir!

(Hilarité)

Awer net esou dacks wéi Dir.

(Hilarité)

Ech hunn de Finanzmäert mat Folterinstrumenter gedroht, an net de Griichen. An d'Folterinstrumenter fir d'Finanzmäert, déi hu mer erausgeholl doduerch, dass mer Griichenland ëmgescholt hunn an d'Finanzmäert op honnert Milliarde Griichenlandeschold hu misse verzichten. Dat waren déi Folterinstrumenter, op déi ech gewisen hunn an déi mer herno och erausgeholl hunn.

D'Finanzmäert hunn honnert Milliarde verluer u Verbindlechkeeten a Griichenland. Wann esou gesot gëtt: Wat mécht de Bankesektor? Déi hunn honnert Milliarden hänke gelooss!

Dat waren d'Folterinstrumenter. An nodeems ech wierklech deeg- an nuechtelaang mam Här Ackermann a mam Här Dallara - dat ass de Chef vun där Bankenassociatioun do - verhandelt hunn, kann ech lech soen, si waren net frou iwwert déi Folterinstrumenter, wéi mer déi bis zur Applikatioun bruecht hunn.

Fir de Rescht huet den Här Gibéryen, dee mech jo frëndschaflech begleet, zënter esou laange Jorzéngte schonn,...

(Hilarité)

...sech ganz vill Suergen iwwer mech gemaach. Ech hunn hei net vun der Présidence vum Eurogroup geschwat, well ech d'Debatt hei wollt op engem Niveau halen, dee mat der Saach...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...ze dinn hat an dee mat de Liewensëmstänn vun de Mënschen an Europa an och heimeem ze dinn hat, an net mat menger bescheidener Persoun.

(Interruption)

Jo, ech wëll dat...

Jo, ech hu mech ni als eng Persoun gesinn, där hiert Schicksal wiesensbestëmmend fir d'Schicksal vun der Natioun wier. Dofir géif ech net mengen, dass een déi Saachen ze vill...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass eppes anescht.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...ze vill sollt matenee vermengen. Mä ech ginn zou, dass déi Fro méi wichteg ass wéi aner Froen, déi sech stellen.

Ech wëll fir d'Éischt nach soen, dass, wat d'Union bancaire ubelaangt - well den Här Gibéryen och doriwwer geschwat huet; en huet jo awer trotzdem net nëmme iwwer mech geschwat, mä och nach iwwert d'Saach, awer nëmme e bëssen -,...

(Hilarité)

...dass d'Regierung do eng Positioun huet. Ech stelle fest, dass all Fraktioun heibanne mat der Union bancaire, „falls, falls, falls“ déi Saache richtig gemaach sinn, averstane sinn. Just d'ADR an d'„Lëtzebuurger Wort“ net. Dont acte. Mä dat hate mer schonn um Ufank vun der Entstehungsgeschicht vun der ADR, insofern iwwerrascht dat mech als en alen Hues net esou fundamental.

Zum Eurogroup wëll ech soen, ech hunn daitlech gemaach, dass ech dee Mandat net wëll viruféieren, wéinst der Duebelbelaaschtung. An net wéinst der Duebelbelaaschtung an deem Sënn, dass ech net genuch Zäit hätt, fir hei Premier zu Lëtzebuerg ze sinn, mä well ech net Zäit genuch fir mech selwer hätt.

Et ass ee rengen egoistesche Virgank, verstitt Der. Ech wëll dat nach eng Kéier hei soen. Ech hu keng Loscht méi, 18 Stonnen den Dag ze schaffen. Ech géif gär véier Stonne mander schaffen. An ech schaffen net eng Stonn méi fir dat eegent Land, wann ech net méi President vun Eurogroup sinn, mä ech schaffe mander fir deen Eurogroup, an déi Zäit hätt ech gär fir mech klunge Juncker eleng, egoistesche, well ech och gären eppes vun Liewen hätt, an ech hunn zënter aacht Joer näischt méi vun Liewen, verstitt Der?

► **Plusieurs voix.** - Très bien! Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat ass Äert gutt Recht!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dat ass mäi gutt Recht an dofir hätt ech gär, dass dat respektéiert gëtt.

Wann awer elo wéinst der akuter Kris, an déi ass akut, a mir sinn an engem dramateschen, kruziale Moment vun Europa, vill Leit fannen, nämlech all Regierungschefen, et wier vläicht gutt, wéinst där Problematik - fir et emol mam Numm ze nennen - Däitschland-Frankräich, wéinst där Problematik Spuenien, Griichenland an alles, wat mer hunn, an Italien, ech soll dat nach sechs Méint virumaachen, fir déi Saachen do hëllefen an d'Rei ze bréngen, da kann ech natierlech soen: „Okay, klibbert mech - fir net Lëtzebuergesch ze schwätzen -, ech stinn dofir net méi zur Verfügung.“

Ech ka mer awer och d'Fro stellen: Ass et elo wierklech gutt, nach ee Problem ze schafen doduerch, dass de einfach sees: „Klibbert mech!“? Ech hätt am léifsten, si géife mech klibberen, verstitt Der?!

(Hilarité)

Reng egoistesche hätt ech gär, ech géif a Rou gelooss gi mat där Saach. Mä wann awer déi Leit soen: „Maach dat virun!“, dann hunn ech mer eng Fro ze stellen. Et ass eng Fro am Gewësse bal, et huet eng moralesche Qualität: „Méchs de dat elo nach eng Zäit laang, fir dat doten an d'Rei ze bréngen...“ - ech bréngen et iwwerregens jo net eleng an d'Rei - „...oder gees de elo einfach denger Wee?“

Wann ech just no mir kucken an no menger Famill, da wier ech scho laang do fort,...

(Interruption)

...mä wa mer no der Saach kucken, kann een awer vläicht probéieren, déi nächst sechs Méint dat nach ze maachen.

Dunn hu se mer dat proposéiert, gentiment. Den Här Hollande huet gesot «Nous demandons un sacrifice qui pour toi est une charge.» An esou ass et och. Mä do wollte se just dat maachen, an net d'Nominatioun vum Member vun der Europäescher Zentralbank. An ech soen lech, et ass besser, mer hunn ee Lëtzebuurger, och wéinst der Union bancaire, déi kënnt, aacht Joer laang am Directoire vun der Europäescher Zentralbank, wéi dass mer elo de Lëtzebuurger Statsminister - deen dat net wëllt - nach sechs Méint do verlängeren, an da kënnt kee Lëtzebuurger an de Board vun der Zentralbank. An dofir hunn ech emol gemaach wéi déi aner. Ech hu gesot: „Elo soen ech emol, zu wat fir Konditiounen dass dat hei gemaach gëtt.“

D'Leit solle sech och net esou vill Froen doriwwer stellen. Ech hunn dat deser Deeg an enger Zeitung gelys, wou ee sech freet - e Chefredakter -, firwat dass ech mech do wéi geckeg fir den Här Mersch géif asetzen, vun deem ech dauernd géif heimeem kritiséiert ginn. Sou fonctionnéieren ech net!

Déi lëtzebuergesch Zentralbank ass onofhängeg. Dass déi mat der Regierung streit, geet an d'Rei. An ech maache Mäint. Wann et drëms geet, fir e Lëtzebuurger op eng international wichtigste Positioun ze bréngen, da kucken ech net: Ass dee fir mech? Ass dee géint mech? Huet dee mech scho kritiséiert? Huet dee mech net kritiséiert? Da kucken ech duerno, dass d'Interesse vun eisem Land - obschonn deen déi net eleng ze verrieden huet - adequat begéint ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - An da wëll ech lech nach soen: Wann ech am Conseil européen zu Bréissel setzen, do setzen ech net als President vum Eurogroup, mä als Lëtzebuurger Statsminister. Dass déi aner mech natierlech ëmmer froen, wéi dat dann ass am Eurogroup a wéi dat do geet, ass eng Saach. Mä dat ass esou en informative Bäitrag, deen ech do soen.

Ech verriede mä Land do. An et kann een d'Interesse vun eisem Land net adequat verrieden an net zukunftsorientéiert begräifen an net richen a spieren, wat op eis zoukënnt, wann een net probéiert - an dat ass d'Flicht vun all Lëtzebuurger, deen an Europa täteg ass -, wann een net probéiert, déi lëtzebuergesch Saachen an déi europäesch Saachen openeen ze bréngen.

Dee Konflikt droen ech gäre mat mir selwer aus, a sidd frou, dass Der en net hutt!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Premierminister. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss.

Résolution 1

Mir hunn hei nach eng Resolutioun, déi, ech mengen, vu datt se vun deenen allermeeschte Gruppen ënnerschriwwen ass,...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President!

► **M. le Président.** - Ja?

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech hunn dat vergiess.

(Toussotement)

...hëlt déi Motioun vum Här Meisch selbstverständlich un.

► **M. le Président.** - Et ass u sech eng Resolutioun. Déi kéinte mer dann à main levée ofstëmmen.

Vote sur la résolution 1

Wien ass mat där Resolutioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun... Neen, et ass eng Enthaltung vum Här Urbany.

Domadder wier dese Punkt dann ofgeschloss.

(Interruptions)

Den Här Fayot huet d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech wollt eppes zu där Resolutioun soen. Ech hunn déi selbstverständlich matgestëmmt, well ech fannen, all Kéiers, wou mer eng europäesch Debatt hunn an der Chamber, ass dat wichteg a richtege.

Ech wëllt awer soen, déi Debatt därerf net en Alibi sinn, fir eppes net ze maachen, wat mer eigentlech ëmmer a méi misse maachen, dat heescht, dagdeeglech, permanent all einzelnen Deputéierte sech fir europäesch Froen ze interesséieren, a besonnesch am Kader vun där Kontroll, déi mer duerch de Protokoll N°2 kréien, fir all déi europäesch Texter intensiv e Scrutin dovunner ze maachen (veuillez lire: intensiv ze scrutéieren) an ze kontrolléieren, ob dat mat onsen Interessen zesummenhängt.

Ech wollt dat nach eng Kéier soen. Ech weess, dass ech d'Leit domat nerven,...

(Hilarité)

...mä déi europäesch Dimensioun muss all Deputéierte kréien, soss kënne mer déi Demokratisatioun an déi Legitimitatioun, déi mer wëlle fir d'europäesch Politik, hei zu Lëtzebuerg net duerchsetzen.

Merci.

► **M. le Président.** - Här Fayot, ech wëll lech soen, datt Der ganz recht mat Ärer Ausso hutt.

Den Här Premier huet d'Wuert.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Parole après ministre, wann ech gelift.

Ech wollt, well ech mam Här Gibéryen am Gespräch war iwwert den Eurogroup, well dat ufänkt mech e bëssen ze nerven, emol soen, well jo och vill Leit dat soen, de Juncker soll heimeem sinn - ech sinn eemol d'Woch fort - a soll sech ëm eis beklëmmen anstatt ëm Europa.

Wann dat lech esou fundamental stéiert, Här Gibéryen, géif ech lech bieden, emol eng Motioun anzebréngen, dass ech dat Angebot net soll unhuelen, fir nach sechs Méint President vum Eurogroup ze bleiwen. Ech géif eigentlech gäre wëssen, wat d'Chamber dann doriwwer denkt, ob et gutt ass, wann ee Lëtzebuurger Premier déi Aufgaben an Europa wouerhëlt. An d'Konsensbildung wär anescht am Eurogroup, wann ech net President wier.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här Minister!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Oder sot mer emol als Parla... Dir sidd jo Meeschter iwwer mech. Ech gehéiere mir jo net selwer. Sot mir emol, wat ech do soll maachen!

► **M. le Président.** - Den Här Gibéryen freet Parole après ministre. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech mengen, ech hu ganz kloer drop higewisen, datt et fir eis als ADR net zum Virdeel ass, wann eng Schlësselpositioun an Europa och vun engem Schlësselpolitiker, vun engem Spëtzeolitiker vu Lëtzebuerg gläichzäitig vertruede gëtt an dat Konfliktsituatiounen ka mat sech bréngen.

Ech mengen, mir hunn an der leschter Zäit net nëmme eng Kéier gemierkt, datt zum Beispill de Finanzminister, den Här Frieden, anerer Meinung hei an der Chamber war, wéi déi Meinung, déi den Här Juncker als Eurogroup-Chef zu Bréissel vertritt huet.

Mir hunn op déi Situatioun higewisen an d'fir hunn ech och ganz kloer gesot, datt mir der Meinung sinn, datt et besser wier, et géif ee sech an där Positioun entscheiden, entweder integral d'Interessen als President vum Eurogroup oder als Premier vu Lëtzebuerg ze verrieden. Mir hunn net eng Demissioun..., a mir hunn net dat eent, mir hu just déi Bedenken hei an hu gesot, mir géifen dat net gutt fannen. A mir fannen dat och net gutt.

Et ass Är Responsabilitéit.

Mir hunn net hei eng Demissiou verlaangt, mir hu just drop higewisen, datt dat eiser Meenung no net gutt ass. Et ass Är Responsabilitéit, fir mat där Situatioun ze liewen.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President!

► **M. le Président**.- Här Premier, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech géif just gär wëssen, wéi dat ass, well, fir mech hei am Land eigentlech virféieren ze loossen, wéi een, dee quasi wéi e Landesverräter do zu Bréissel fir d'Eurogroup ënnerwee ass, a mer zu Bréissel ganz oft - dat war de Fall am Conseil européen - virwerfen ze loossen, ech géif haaptsächlech Lëtzebuurger Interesse verrieden, au détriment vun deem, wat aner Presidente géife soen, dat géif ech just gare wëssen.

Ech kréien all Dag Bréiwer vun de Leit, déi soen: „Haalt op domat!“ Ech kréien der zwar méi, déi mer schreiwen: „Fuert virun domat!“ Mä déi eng wëssen net, wat déi aner mengen, an déi aner wëssen net, wat déi eng gesot hunn.

Wann Der der Meenung sidd, et wier net gutt fir Lëtzebuerg, wann ech déi Aarbecht géif nach sechs Méint virumaachen, da bréngt eng Motioun a verlaangt als Parlament, dass ech dat net maachen. Dir kënnt mech net als Eurogroup-President demissionéieren (veuillez lire: demissionéiere loossen), mä Dir kënnt de Lëtzebuurger Premier awer opfuere, déi Aarbecht net virun ze maachen. Da maacht eng Motioun direkt, dat geet jo an engem Saz, an da stëmme mer doriwwer of.

► **M. le Président**.- Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Här President,...

(Interruption et hilarité)

...eis Positioun ass kloer. Ech hunn déi hei gesot. Ech hu keng Demissiou verlaangt.

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen, Dir hutt och keng verlaangt!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech hu just gesot, datt mer dat net gutt fannen, dee Cumul vun deenen zwee Mandater, well dat net am Intérêt vun der Saach ass. Dat ass eis Meenung. Déi aner Parteie kënnen hir Meenung och soen.

(Interruption)

► **M. le Président**.- Gutt, Merci. Domadder wier dese Punkt elo definitiv ofgeschloss, a mir këimen elo zu de Projets de loi.

5. Ordre du jour (suite)

No Ofsprooch mat deenen zwee concernéierte Ministere géif ech lech proposéieren, datt mer dee leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, nämlech de Projet de loi 5978, géife virzéien. Dat ass de Projet de loi iwwert de Réckkaf an d'Zréckzéie vu Wäertpabeieren, déi op der Bourse gehandelt ginn. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

6. 5978 - Projet de loi relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

Rapport de la Commission juridique

► **M. Gilles Roth** (CSV), *rapporteur*.- Merci, Här President. De Gesetzesprojet 5978, dee beweegt wuel net déi grouss Mass vu Leit, mä fir déi Leit, déi e betrëfft, fir déi geet et em massage Suen. Eleng duerch d'Annonce d'lescht Woch, dass dese Gesetzesprojet haut sollt gestëmmt ginn, sinn d'Aktië vun RTL Group em bal 8% an d'Luucht gaangen.

„Squeeze out“, sou gétt déi Prozedur genannt, déi mir an eis Lëtzebuurger Gesetzgebung elo

wëllen aféieren. Dat englescht Wuert, dat steet an deem Kontext fir Auspressen, engem den Aarm béien. An dat hu jo déi mannste gär, net an der Politik, mä och net an der Finanzwelt, virun allem net déi minoritär Aktionären. An der Politik wiert ee sech beim Aarmbéien am beschte selwer. Fir de Schutz vun de minoritären Aktionäre féiere mir elo gesetzlech Regelungen an. Dat gétt virun allem Rechtssécherheet, an dat an enger Zäit, wou weltwäit d'Firmenakäuf a -verkäuf op der Dagesuerdnung stinn.

Mir weisen awer virun allem als klengt Land, dass mir mat ugepasste Gesetze kënnen op nei Eerausforderungen a komplexen a sensibelen Aufgabebereicher reagéieren. Och dat zielt zu eise Standuertvirdeeler.

Här President, konkret geet et bei dem „squeeze out“ drëm, fir engem majoritären Aktionär - dat ass een, deen an enger Gesellschaft op d'mannst 95% vun de Parten a 95% vun de Stëmmrechter huet - d'Recht ze ginn, vun de minoritären Aktionären ze verlaangen, dass si him hir Partë verkafen. Émgedréit kréien d'minoritär Aktionären - dat sinn der, déi maximal 5% vum Kapital an de Stëmmrechter hunn - d'Recht, vum majoritären Aktionär ze verlaangen, dass hien hinnen hir Parten ofkeeft.

Et geet also drëm, dass e majoritären Aktionär kann de komplette Contrôle vun enger Gesellschaft kréien, ouni mussen op eng Minoritéit Rücksicht ze huelen. Aneersäits sollen déi minoritär Aktionären d'Méiglechkeet kréien, zu engem faire Präis aus der Gesellschaft erauszekommen. An et geet och schlussendlech drëm, ze garantéieren, dass, wann eng Émännerung am Actionariat stattfënnt, och deenen Aktionären, déi net direkt dovunner beträff sinn, et ze erméiglechen, zu engem anstännege Präis hir Parten ze verkafen.

Här President, all dat kléngt jo ganz fein an och logesch. Mä et stelle sech awer derbäi e puer fundamental, souguer verfassungsrechtlich Froen. Un éischer Stell déi vun der Enteeung. Jo, wann e majoritären Aktionär e minoritären Aktionär kann zwéngen, him seng Parten ofzekafen, dann ass dat mat enger Expropriatioun gläichstellen. Souwuel eis Verfassung wéi och eise Code civil gesinn, zu Recht iwwregens, Aschnëtter an Eigentumsrechter ganz strikt. Dat zielt net nëmme fir Immobilien, mä och fir all aner Gidder.

«Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi.», seet den Artikel 16 vun eiser Verfassung.

Ass deemno den „squeeze out“ mat enger Expropriatioun gläichstellen? Wa jo, ënner wat fir enge Voraussetzungen ass dat verfassungsrechtlich konform? Eng éischt Äntwert op déi Fro huet déi Europäesch Mënschrechtskommissioun, also d'Virgängerin vum Europäesche Geriichtshaff zu Stroossbuerg, am Kontext vun dem „squeeze out“ ginn.

An engem Arrêt „Bramelid et Malström“ géint Schweden aus dem Joer '82 seet Stroossbuerg kloer, dass eng Gesetzgebung iwwert den „squeeze out“, also den Zwangsverkauf vun Aktien u sech legal ass. Esou Regelunge wieren a priori onëmgänglech an enger fräier a liberaler Maartwirtschaft. Deeselwechte Prinzip gétt och, zënter 1995 iwwregens, an der franséischer Rechtspriechung festgehalten.

Nach mussen esou Regelunge kloer a prezis sinn. Et muss e Gläichgewicht téschent minoritären a majoritären Aktionäre bestoen. De minoritären Aktionär muss eng Entschiedegung kréien. Et muss och garantéiert ginn, dass en équitablë Präis duerch onofhängeg Arbitere ka fixéiert ginn, well bei enger Expropriatioun muss jo och eng gerecht Entschiedegung bezuelt ginn.

An der Contrepartie vun engem „squeeze out“ muss och d'Gesetz de minoritären Aktionären d'Recht ginn, fir aus enger Gesellschaft kënnen erauszugeen. Hie muss duerfir och de majoritären Aktionär kënnen zwéngen, him seng Aktien opzekafen. Dat ass, wat een an der Fachsprooch den „sell out“ oder op Franséisch de Rachat obligatoire nennt. „Squeeze out“ oder Retrait obligatoire an „sell out“ oder Rachat obligatoire mussen deemno unenee gesetzlech gekoppelt sinn. Dat sinn d'Virgaben, mir mussen des an deem Gesetzesprojet och ënner een Hutt kréien.

Här President, scho laang gétt hei zu Lëtzebuerg iwwert de Schutz vu minoritären Aktionären diskutéiert. Am Hannergrond ass do déi sougenannte Affär Audiolux géint de Groupe Bruxelles Lambert, Bertelsmann an den RTL Group.

Éischt Etapp doran: Am Joer 2001 huet deemools Bertelsmann mam Groupe Bruxelles Lambert en „memorandum of understanding“ ënnerschriwwen, wou de Groupe Bruxelles Lambert sech derzou engagéiert hat, eng Parti-

cipatioun vun 30% bei RTL géint eng Participatioun vu 25% bei Bertelsmann ze tauschen. Genau des Operatioun gouf vu minoritären Aktionäre vun RTL wéi der Audiolux contestéiert, well si net konnte vun deem Échange profitéieren. Eist Gesetz huet deemools keng explizit Bestëmmunge virgesinn, fir d'minoritär Aktionären an esou Fäll ze schützen.

2003 huet dunn de Stater Tribunal an der Affär Audiolux S.A. iwwert d'Fro missen entscheeden, ob et am Lëtzebuurger Recht e generelle Prinzip géif ginn, deen d'Gläichbehandlung vun Aktionäre virschreift oder net. Konkret ass et eigentlech drëm gaangen, ze wëssen, ob de majoritären Aktionär, also Bertelsmann, net och hätt missen de minoritären Aktionären, an deem Fall speziell Audiolux, hir Aktien opkafen, an dat zu deeneselwechte Konditiounen wéi am Deal mam Groupe Bruxelles Lambert ofgemach gouf.

Den Tribunal huet deemools des Fro mat Nee beäntwert an en huet sech ënner anerem op d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung referéiert, déi an enger Äntwert vum Statsminister Jean-Claude Juncker op zwou Questions parlementaires vun den Deputéierten Här Ben Fayot an eisem President, dem Här Laurent Mosar, enthalen ass.

(Interruption)

Jo!

Deemools huet d'Regierung drop higewisen, dass d'Positioun vu Lëtzebuerg ëmmer eng liberal Approche war, eng Approche, déi kee spezielle Schutz vun de minoritären Aktionäre virgesäit. D'Regierung war awer der Meenung, dass et un der Zäit war, en Équiliber téschent den Interesse vun de grouss Gesellschaften an dem Schutz vun den Interesse vun de minoritären Aktionären ze fannen.

Den Tribunal, deen huet aus deser politescher Äntwert geschloss, dass et e klore Choix vun der Lëtzebuurger Politik war, keng esou eng Protektioun virzugesinn, an dass een, well näischt am Gesetz derzou stoung, och net op e generelle Prinzip vun der Gläichbehandlung vun Aktionäre kéint schléissen. Dat war also 2003.

Zweet Etapp an där Affär: De 4. Mee 2006 huet des Chamber en marge vun der Iwwernahm vun Arcelor duerch Mittal eng Motioun gestëmmt, déi d'Regierung opgefuerdert huet, op de Wee vu méi Protektioun vu minoritären Aktionären ze goen.

Drëtt Etapp: D'Gesetz vum 19. Mee 2006 setzt d'Direktiv OPA em a gesäit fir d'Alleréischd de Retrait an de Rachat obligatoire vir, awer dat nëmme am Kader vun OPAen.

Véiert Etapp: D'Affär Audiolux mécht an der Zwëschenzäit hire Wee iwwert d'Gerichter. An Appel ass d'Décisioun vum Tribunal vun 2003 bestätegt ginn.

Fënneft Etapp: D'Kassationsgeriicht décidéiert an der Affär Audiolux, eng Question préjudicielle un den Europäesche Geriichtshaff hei um Kierchbiereg ze stellen. D'Hauptfro, déi war déi, ze wëssen, ob de Schutz vun de minoritären Aktionären aus engem generelle Prinzip vum Droit communautaire kéint ofgeleet ginn.

Sechst Etapp: De 15. Oktober 2009 huet och den Europäesche Geriichtshaff op des Fro mat Nee geäntwert an domadder d'Approche vun der Lëtzebuurger Gerichter bestätegt.

De Prinzip vun der Gläichberechtigung vun Aktionären existéiert dann, wann d'Législatioun dat express virgesäit. De Retrait an de Rachat obligatoire mussen, wa se da virgesi sinn, deemno och duerch kloer Regele preziséiert ginn. Et ass also um Gesetzgeber, d'Konditiounen vun der Stee ze fixéieren. Zentrale Punkt ass do d'Festleeë vum Präis fir d'Titren, déi solle kaaft ginn. Dese Präis muss fair, gerecht an équitabel sinn.

Här President, de Gesetzesprojet, dee mir haut sollen ofstëmmen, schreift sech also an e komplex juristescht, mä och wirtschaftspolitescht Umfeld an. Mä de Projet de loi ass och ee Beweis derfir, dass mat enger konstruktiver an net politesch klengkaréierter Approche téschent Regierung, Chamber a Statsrot an engem klenge Land gutt legislativ Aarbecht ka geleescht ginn.

De Gesetzesprojet gouf schonns am Januar 2009 déposiert. Den Text vun haut ass d'Resultat vun net manner wéi dräi Passagé beim Statsrot, mat all Kéiers Regierungs- a Parlamentsamendementer, déi den Observatiounen vun dem Statsrot jeeeweils Rechnung droen.

Här President, an der Commission juridique hu mir de Gesetzestext am Detail gekuckt. Et gétt ee prezise juristeschen, schréffleche Commentaire des articles, well et onweigerlech mat deser Législatioun an deenen Affären zu Geriichtsprözeser an deser Matière wäert kommen, mat jeeeweils héijem Sträitwäert. Ech ginn an deser Plenarsézung bewosst net an den Detail vun

deene Bestëmmunge méi an. Dofir ass mäi schréffleche Rapport do.

Zum Schluss sief et awer erlaabt, e puer konkret Froen erauszepicken.

Éischtens, gétt et Iwwerschneidungen téschent deem Gesetzesprojet an dem OPA-Gesetz aus dem Joer 2006?

Neen, d'OPAs-Gesetz applizéiert sech ausdrécklech nëmme an de Fäll, déi duerch d'OPAs-Gesetz aus dem Joer 2006 virgesi sinn an déi op enger europäescher Direktiv berouen.

De Gesetzesprojet 5978 applizéiert sech op all Gesellschaft, déi entweder op der Bourse cotéiert ass oder déi et bis viru manner wéi fënnf Joer war respektiv där hir Titren öffentlech zum Verkauf uegebuede ginn. Wann eng OPA virdrun op des Gesellschaft stattfonnt huet, dann ass dat zukünfteg Gesetz nëmme dann applicabel, wann d'Délaien, fir am Kader vun enger OPA ze agéieren, ofgelaf sinn. Domat ass also en Iwwerschneide vun OPA an „squeeze out“ gesetzlech ausgeschloss.

De Gesetzesprojet erlaabt et konkret awer, e Retrait oder e Rachat obligatoire ze froen, an dat och am Fall, wou et sech em eng Operatioun handelt, déi net iwwert d'Bourse gaangen ass. A genau dat war de Fall an der Affär Audiolux, wou déi ganz Operatioun téschent Bertelsmann an dem Groupe Bruxelles Lambert iwwer en Échange vun Aktien opgrond vun engem „memorandum of understanding“ gelaf ass.

Zweetens, wéi ginn d'Aktionären iwwert de Fall vun engem „squeeze out“ informéiert?

Et kann een nëmme e Rachat obligatoire froe respektiv e Retrait obligatoire verlaangen, wann d'Aktionären iwwert d'Existenz vun engem majoritären Aktionär informéiert sinn.

De Gesetzesprojet, dee gesäit duerfir vir, dass de majoritären Aktionär dräi Fäll muss der CSSF, also eiser Bankenopsicht, matdeelen: Dat ass éischtens, den Actionnaire majoritaire, wann en dat gétt, dat heescht méi wéi 95% vun de Parten an de Stëmmrechter vun der Gesellschaft kritt. Zweetens, wann en net méi Actionnaire majoritaire ass, dat heescht, entweder manner wéi 95% vum Kapital oder manner wéi 95% vun de Stëmmrechter huet. An en drëtten a leschte Fall, wann en als Actionnaire majoritaire nach zousätzlech Titre vun der beträffener Gesellschaft keeft. Wann esou eng Situatioun antrëfft, da muss den Actionnaire majoritaire der CSSF an der betreffender Gesellschaft notifizéieren.

Drëtters, wéi gétt konkret den Oflaf vun der Prozedur geregelt an d'Fixatioun vun engem gerechte Präis fir d'Titre garantéiert?

Eng zentral Roll kritt an deem Zesammenhang d'CSSF ze spillen. Si iwwerwaacht, dass d'Rechter vu kengem mat Féiss getréppelt ginn.

D'CSSF ass déi Éischt, déi informéiert gétt, wa sech eppes un Actionariat ännert. Si kontrolléiert déi Informatiounen, déi de majoritären Aktionär un d'Gesellschaft weidergëtt, a kann nach zousätzlech Informatiounen froen.

D'CSSF publizéiert des Informatiounen op hirem Internetsite, fir sécherzegen, dass all interesséierten Aktionär sech zumindest informéieren konnt. Wann et dann zum Retrait oder Rachat obligatoire kënnt, dann ass d'CSSF leschten Enns de Präisrichter, dat heescht och de Garant, fir de Schutz vun den Intérète vun den Aktionäre fir d'Ausbezuellung vun engem gerechte Präis ze garantéieren.

Dese Präis muss vun engem onofhängegen Expert an engem Evaluéierungsbericht festgeluecht ginn. Dese Rapport gétt vum Actionnaire majoritaire, deen en „squeeze out“ wëllt maachen, mat senger Offer un d'CSSF geschéckt, a si kann dann och nach eng zousätzlech Stellungnahm vun der concernéierter Gesellschaft froen.

De Präis ass gerecht, wa kee vun de minoritären Aktionäre géint de Präis eng Oppositioun mécht. Am Fall vun enger Oppositioun kann d'CSSF vun majoritären Aktionär verlaangen, hir eng Lëscht vu fënnf Experten ze proposéieren, vun deenen d'CSSF een erauswilt, deen en Evaluatiounsbericht soll maachen. Dese Rapport muss grad wéi den éischte vun majoritären Aktionär bezuelt ginn. An opgrond vun deem Rapport décidéiert da schlussendlech d'CSSF iwwert de Präis.

Zum Schluss nach: Wat ass de Referenzwäert, fir de Präis festzuleeën?

Mä bei cotéierte Gesellschaften ass een Unhaltspunkt sécherlech d'Valeur vun den Titren op der Bourse. Mä et ginn awer och d'Benefiser gekuckt, déi realiséiert ginn; d'Perspektiven, déi d'Gesellschaft an Zukunft huet. Et gétt och gekuckt, ob d'Gesellschaft eventuell nach Filialen am Ausland huet. De Präis gétt festgesat opgrond vun enger ganzer Rëtsch vun objektive Kritären, déi generell an deem betreffen-

den Aktivitätsbereich akzeptiert sinn an och praktizéiert ginn.

Fënneftens, wéi gëtt dann d'Anhale vum Gesetz garantéiert?

D'CSSF kann dofir Geldbousse sprächen am Fall, wou verschidde Bestëmmunge vum Gesetz net respektéiert ginn, besonnesch wann d'Notifikationsobligatiounen net agehale ginn oder wann d'CSSF net déi Informatiounen kritt, déi se gären hätt.

Här President, Dir gesitt, de Gesetzesprojekt 5978 leet vill Wäert drop, dass minoritär Aktionäre geschützt ginn, dass de Präis, dee se fir hir Titre kréien, fair a gerecht ass. D'Prozedur ass strikt am Gesetz geregelt a leeft ënnert der Opsicht vum der CSSF. Mir droen domadder den Ufuerderunge vum der europäescher an der nationaler Jurisprudenz Rechnung.

Merci zum Schluss alle Membere vum der Justizkommission fir déi konstruktiv Bäitrag bei der AUSAARBECHTUNG vum deemem Projet de loi. Merci och, eemol sief dat erlaabt, den Hären Daniel Ruppert aus dem Justizministère, dem Laurent Besch, Sekretär vum der Justizkommission, och dem Charel Hurt aus der CSV-Fraktioun, déi vill kompetent Aarbecht am Hannergrond geleescht hunn. Awer och e spezielle Merci un eise Justizminister fir déi gutt Zesummenaarbecht.

► **Plusieurs voix.** - Aaahhh!

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Jo. E kritt net ëmmer Streech.

(*Interruption*)

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech hunn dat och scho gemaach.

(*Hilarité*)

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Här Minister, an dass Dir dem Rapporteur eng grouss Marge gelooss hutt, fir an deemem Dossier zu engem Konsens ze fannen.

De schréftleche Rapport vum der Commission juridique gouf eestëmmeg ugeholl. De Gesetzesprojekt, dee schaaft zum Schluss Rechtssécherheet a misst eigentlech de legitimen Interesse vum dem Secteur Rechnung droen an den Uspréich vum eiser Finanz- a Wirtschaftsplatz gerecht ginn.

Ech ginn och duerfir den Accord vum eiser CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Entschëllegt mech, Här President, dass et bësse méi laang war wéi geschat, mä dat soll d'nächst Kéier net méi geschéien.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Elo kritt d'Wuert als éischt agedroen Riednerin d'Madame Lydie Polfer.

Discussion générale

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Här President, ech mengen, et kruten elo eng Rei Leit hei Merci gesot. An ech ka mech deene Mercien och nëmmen uschléissen. Et krut awer een nach net Merci gesot, an ech wéilt dat dann emol als Alleréisch maachen. Dat ass de President vum der Commission juridique an de Rapporteur vum deemem Gesetz, den Här Gilles Roth, deen déi Diskussiounen, déi laang an déi ganz ausféierlech Diskussiounen, déi mer an der Commission juridique iwwert dësen Text haten, wierklech op eng ganz kompetent Aart a Weis gefouert huet an ons erlaabt huet, de Rapport hei à l'unanimité unzehuelen.

Ech mengen, et ass hei elo net méi d'Plaz an et ass och guer net néideg, an den Detail vum deemem Gesetz hei anzegoen. Den Här Rapporteur huet dat op eng ganz ausféierlech Aart a Weis gesot.

Ech wéll nëmme just hei nach eng Kéier ënnersträchen, dass mer déi Diskussiounen, quitte datt mer haut elo net méi vill vläicht driwwer schwätzen, mä datt mer an der Kommissioun awer ganz ausféierlech driwwer geschwat hunn iwwert dat, wéi een de juste Prix, wéi deen definiert gëtt. An ech mengen, déi Léisung, déi mer fonnt hunn, ass eng equilibréiert Léisung, déi wierklech d'Rechtssécherheet gëtt. Well mir sinn hei an engem Fall, wou d'Rechtssécherheet eng vum deene ganz wichtege Konditiounen ass.

Dofir ginn ech hei mat rouegem Gewëssen och den Accord vum eiser Fraktioun zu deemem Gesetz.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - An nach eng Kéier, ech schléisse mech all deene Mercien un.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Polfer. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Ech wéll och just d'Zoustëmmung vum der grénger Fraktioun bréngen a mech och de Mercien un de Rapporteur uschléissen.

► **M. le Président.** - Merci. Den Här Henckes als leschten agedroene Riedner huet d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Ech wollt och dem President-Rapporteur, dem Gilles Roth, e grouss Merci soen, well et wor eng schwéier Aarbecht, déi en hei ze bewältegen hat.

Ech wéll och drop hiweisen, datt mer elo schonn zënter 2002 iwwer esou ee Gesetzesprojekt diskutieren. Dat heescht, et huet laang gedauert, mä et ass awer zu engem gudden Resultat komm.

Ech géif just d'Regierung bieten, wa se elo schonn op deemem gudden Wee ass, fir fir d'Actionnaires minoritaires eppes ze maachen, an dat maache mer jo elo mat deemem Gesetzesprojekt, datt mer awer och nach den Actionnaires minoritaires d'Recht solle ginn, fir Punkten op eng Assemblée générale ze bréngen, op den Ordre du jour, an datt se och kënnen un de Verwaltungsrot Froe stellen an déi beäntwert kréien. Da wiere mer mat der Législatioun a Frankräich, Däitschland an an der Belsch och op engem Niveau.

Dat gesot, wéll ech den Accord vum der ADR zu deemem Gesetzesprojekt bréngen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Den Här Bodry huet nach d'Wuert gefrot.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Här President, ech wollt och am Numm vum der LSAP-Fraktioun den Accord vum eise Reien zu deemem Text bréngen. Et ass en Text, dee sécherlech e bësse méi technesch Natur ass, deen dobausse bei der breeder Öffentlechkeet sécherlech net esou op Interessi stéisst, wéi dat bei aneren Texter de Fall ass. Mä et ass awer e wichtegen Text.

Ech mengen, et ass och gutt, dass Lëtzebuerg sech vum senger traditioneller ultraliberaler Positionen hei ewechbeweegt huet a bereet ass, och hei am Sënn vum enger gewëssener Protektioun vum engem Deel vum Aktionären ze légifirieren. Dat ass e positive Punkt.

An deem Sënn also och den Accord vum eiser Sait an e Merci och un de Rapporteur an un all déi, déi un dem Zustanekommen eigentlech vum deemem heiten Text mat implizéiert waren.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass ganz interessant, wéi wirtschaftlech a politesch schrecklech wichteg Dossierien hei ëmmer esou ganz séier duerchginn. Dat huet eppes domat ze dinn, dass ganz oft gesot gëtt, datt sinn technesch, juristesch Projeten an et stinn der nach vill méi hannendrun. Et huet awer och eppes mat där gudder Aart a Weis ze dinn, wéi dee Projet hei beschafft gouf.

Déi éischt Saach ass, wéi ech de Moien d'Virschau am „Lëtzebuurger Wort“ gelies hunn, do stoung emol net dran, dass dee Projet haut géif kommen. Gesichter stoung awer an deemselwechten „Lëtzebuurger Wort“ an de Wirtschaftssaiten, dass, well dee Projet elo haut kennt, RTL Group d'Aktien ëm 7,7% gestiege sinn. Et ass also schonn eppes, wat eng gewësse Bedeitung huet, an ech mengen, de Rapporteur huet de ganzen Historique gemaach, wéi dat Ganz vir sech gaang ass.

Ech wéll och dofir, an dat ass wierklech keng Floskel, lech all Merci soen an der Commission juridique, awer ganz besonnesch dem Rapporteur. En huet hei gesot, de Gilles Roth, de Justizminister hätt em eng gewësse Latituden gelooss, fir hei ze schaffen. An dat war och de Wonsch vum Justizminister.

Hei huet och missen de Rapporteur mat ville Leit schwätzen, fir ze kucken, dass mer hei eppes maachen, wat equilibréiert ass, wou net op eemol déi eng Interessen dobausse vu Lobbye géintenaner ausgespillt ginn. An ech weess, dass ganz, ganz, ganz vill Aarbecht vum Rapporteur hei hannendrustoung. An ech mengen, och dat ass en Element, dass mer et hei faerdegbruecht hunn, ganz séier iwwert de Projet ze fueren, obwuel eigentlech de Projet nach méi Diskussioun erwünscht hätt. Mä d'Haaptsaach ass, mir maachen hei e ganz gudden Projet.

An ech wéll dann och soen, dass et - an e puer Riedner hunn et schonn hei gesot - e wichtege Broch awer ass mat enger Vergaangenheet. Fréier hu mer ëmmer gesot, zu Lëtzebuerg maache mer esou mann wéi méiglech Gesetzer, esou liberal wéi méiglech. Nëmme vill Kapital a Gesellschaft op Lëtzebuerg, a mir halen eis eraus. Mir sinn zënter enger Partie Jore schonn amgaang, op e Wee ze goen, fir ze soen, mir hätte gären en uerdentlecht Kommerzialrecht.

Ech mengen, den Här Henckes huet nach e puer Froen opgeworf. Ech ginn elo net drop an. Ech wéll just soen, mir sinn amgaang, an do hutt Dir och eng Ennerkommissioun an der Chamber hei geschaf, fir eist ganzt Gesetz vum 1915, eist ganzt Kommerzialrecht vum dem Gesellschaftsrecht, fir dat ze iwwerdenken, fir do eng propper Linn anzubringen, fir net méi ëmmer téschent Belsch a Franséisch hin an hier ze goen, mä e kloert Lëtzebuurger Recht iwwert d'Gesellschaften ze maachen.

Hei ass een Element dovun, a mir fueren domadder weider. An zesumme wäerte mer dat doten och nach, géif ech mengen, an deem nächste Joer ouni Problem packen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Justizminister François Biltgen. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5978 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5978 ass ugeholl mat 59 Joestëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Lucien Clement), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Raymond Weydert), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Scheuer), Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(*Assentiment*)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6316 iwwert de Stroummarché an zum Projet de loi 6317 iwwert de Gasmarché, déi mer zesummen an enger Diskussioun behandelen. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Helminger, Kox, Henckes an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum deenen zwee Projeten, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

7. 6316 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

6317 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Rapports de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie sociale

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dese Gesetzesprojete 6316 an 6317 geet et haaptsächlech ëm d'Ëmsetzung vum zwou europäeschen Direktiven. Si stellen e weidere Bausteen duer an der Organisatioun vum dem nationalen an dem europäeschen Energiemaart fir Stroum a fir Gas.

Dës zwee Texter bedeuten och eng weider Etapp an der europäescher Energiepolitik, wéi se zënter der Métt vum den 90er Joren an d'Wee geleet ginn ass. Ech wéll drun erënneren, dass et eigentlech lassgaangen ass konkret 1996 mat der éischter EU-Direktiv iwwert d'Liberaliséierung vum Stroummaart. An zwee Joer méi spéit war et de Gasberäich, deen drukkomm

ass; eng éischt Direktiv '98 zur Liberaliséierung vum deem doten Energiesektor.

(*Mme Lydia Mutsch prend la présidence.*)

2003, also e puer Joer méi spéit, ass et zu enger éischter Revisioun eigentlech komm vum deene Maartregelen, wéi se an den éischten Texter festgeluecht si ginn. Déi 2003er Direktiv huet dann hiren Nidderschlag hei zu Lëtzebuerg fonnt an de Gesetzer vum 1. August 2007, déi also dee sougenannten zweeten Energiepak dann och an nationaalt Recht ëmgasat hunn.

Nach haut ass d'Gesetz vum 2007, dat mer elo iwwert déi heiten Texter..., déi Gesetzer vum 2007, eent fir de Stroum, eent fir de Gas, stellen haut nach ëmmer eigentlech d'Grundlag vum der Organisatioun vum deenen Energiemaert hei zu Lëtzebuerg duer a si bleiwen also och bestoen, quitte dass mer se haut an e puer wesentleche Punkten ëmännere respektiv kompléieren.

Déi Direktive respektiv déi national Texter, déi se ëmsetzen, regelen ënner anerem d'Organisatioun an de Fonctionnement vum Stroum- a vum Gasmaart, den Zougang op déi dote Mäert, d'Kritären an d'Prozedure bei Ausschreibungen, d'Capacitésgenehmegungen an d'Exploitatioun vum deene verschiddenen Netzer.

Interessant ass et nach eng Kéier duerstellen, dass eigentlech déi dräi Haaptschrëttler vum der europäescher Reguléierung, wéi mer se och hei a Lëtzebuerg ëmgasat hunn, wéi folgt ausgesinn: éischtens emol d'Regelung vum Netzzougang vum Drëtter, zweetens d'Reguléierung vum der Netznotzung an den Netzzuschlëss, an drëtzens d'Entflechtung vum den Netzbereitender, de sougenannte Prinzip vum Unbundling.

2009, also zwee Joer nodeem mer eigentlech déi Texter aus dem zweeten Energiepak hei zu Lëtzebuerg transposéiert haten, ass et da weidergaangen um Niveau vum der EU mat engem weideren, engem drëtten Energiepak, zu deem dann ënner anerem och déi Direktiven 2009/72 an 2009/73 gehéieren, déi mer haut haaptsächlech iwwert déi heiten Texter wellen an nationaalt Recht ëmsetzen.

Mir maachen dat - dat wéll ech awer och gläichzäitig soen - mat enger gewëssener Verspéidung op den offizielle Kalenner, wat och dann derzou gefouert huet, dass mer eis eigentlech geflass hunn, fir et nach ronnzubringen, fir déi heiten Texter mat Zäit, also viru Métt Juli, hei am Plenum vum der Chamber kënnen ze diskutieren an och ofzestëmmen.

Dës Gesetzesprojete si virun engem knappe Joer, den 3. August 2011, hei vum deemolege Wirtschaftsminister, dem Jeannot Krecké, déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Haaptavis den 31. Januar 2012 gemaach. An am Fong zënter dass deen Avis vum Statsrot virläit, huet sech d'Wirtschaftskommissioun an net manner wéi néng Sitzunge vum 8. Februar bis zum 29. Juni, wou de Rapport ugeholl ginn ass, mat deenen doten Texter befasst.

Texter, déi eng Rei vu juristesche Froen opgeworf hunn. Texter, déi natierlech awer och an deem heite Fall eng ganz Rëtsch vu politeschen Aspekter mat sech bréngen, sief et, wat d'europäesch Ausrichtung vum der Energiepolitik ueget, sief et awer och, wat déi national Prioritéiten ubelaangt.

Duerfir och en décke Merci fir déi awer Detailaarbecht, déi huet misse gemaach ginn, un u sech eise Sekretär vum der Kommissioun, mä awer och d'Mataarbechter vum Energieministère, déi eis fir all déi Aarbechten do zur Verfügung stoungen, respektiv och un de Minister, deen och deelweis deene Sitzunge bäigewunnt huet, fir haaptsächlech och op déi politesche Froe kënnen anzegoen, déi sech an deem Zesammenhang do gestallt hunn.

Dese Rapport, deen ech haut mëndlech virdroen, ass a senger schréftlecher Form den 29. Juni, also d'lescht Woch, bei enger Enthaltung fir déi zwee Projeten ugeholl ginn. Ech wéll hei net op den Detail vum eisen Aarbechten agoen. Dat fannt Der alles an deenen zwee schréftleche Rapporten. Ech wéll awer bei där mëndlecher Presentatioun, mengen ech, e bëssen déi wesentlech legislativ Ännerunge probieren duerstellen, an dat richtegt Liicht ze récken.

Dës zwee Gesetzer, si ähnele sech ganz an hirem Inhalt, duerfir schwätzen ech ëmmer global, quitte dass d'Stroumgesetz eenzel zousätzlech Elementer huet, déi een am Gastext net esou ermëfent. Mä et kann een dat awer fir de Gros also zesummen hei diskutieren an och duerstellen.

Dës Gesetzer definéieren och de Kader awer, nieft deenen zwou Haaptdirektiven, déi ech vir d'ru genannt hunn, vun enger Deelëmsetzung vun enger anerer Direktiv respektiv awer och eng Deelëmsetzung vun der nationaler Energiestrategie, déi och vun der Regierung festgeluecht ginn ass, besonnesch wat d'Aspekter Versuergungssecherheet, Stroum- a Gasproduktioune ugeet, awer och wat de Volet vun der nohalteger Energieversuergung hei zu Lëtzebuerg ubelaangt. All dës Aspekter vun der nationaler Energiepolitik ginn also duerch déi heiten Texter an iergendenger Form och mat beréiert.

A wesentleche Punkte ginn déi zwee Grondgesetzer vun 2003 ëmgeännert oder vervollständegt. An dat, géif ech mengen, ouni Ausnahm an engem positive Sënn. Dës Korrekturen, déi op europäeschem Plang an elo op nationalem Plang virgeholl ginn, fousse eigentlech op den Erfahrung vum Terrain, op deem, wat och vun Dysfonctionnementer festgestallt ginn ass mat deene bestehenden alen Texter, déi Schwächen, déi sech gewisen hunn an deenen Texter.

Et geet also drëm, fir hei u sech déi Mäert - Stroum a Gas - besser ze reglementéieren wéi dat bis elo de Fall war. Et geet drëm, dass d'Energjemäert méi transparent, méi konsumentefrëndlech an och méi op gi fir eng fair Konkurrenz. Dat sinn am Fong déi dräi Haaptobjektiver vun deenen europäeschen Texter, déi mer dann och wëllen hei korrekt an d'nationaalt Lëtzebuerger Recht ëmsetzen.

Hei geet et also ëm den Zougang zu den Netzer an hir Gestiou, fir esou den Transport an d'Veerdeelung vun erneierbarem Stroum a Gas och ze garantéieren. Mat deem doten Deelaspekt gëtt eng Direktiv 2009/28 iwwer d'Förderung vun der Nutzung vun erneierbaren Energien och zousätzlech hei an d'nationaalt Recht ëmgesat.

Hei elo a geraffter Form déi wesentlech Neierung vun deenen zwee Gesetzesprojeten, wéi se elo an hire Versioune hei zur Ofstëmmung virleien.

Éischtens, ech hu gesot, eng Hauptzielrichtung vun deenen heiten Texter ass, d'Rechter vun de Konsumenten, den Energiekonsumenten ze stäerken. Dat geschitt haaptsächlech iwwer zwee Weeër.

Éischtens emol ginn eng Rei vu Regele festgeluecht, déi d'Informatioun vum Konsument verbessere par rapport zu deem, wat haut virgeschriwwen ass.

An zweetens awer gëtt et nei Regeln, wat d'Modalitéite beim Wiessel vun engem Fournisseur op deen aneren ubelaangt. Dir wësst, dass zënter Joren d'Méiglechkeet besteet, fir eigentlech fräi säi Liwwerant un Energie, sief et Stroum, sief et Gas, erauszesechen. Do war et bis elo esou, dass do awer gewëssen Délaie waren, déi relativ laang waren. Dat konnt ee bis zwee Méint daueren, ier eigentlech e Wiessel vun engem Fournisseur op deen aneren effektiv ginn ass. Hei gesinn elo d'Gesetzestexter vir, dass eigentlech dräi Wochen no der Demande muss kënnen dee Wiessel vun engem Fournisseur op deen anere vustattgoen.

De Client, dee säi Fournisseur wiesselt, dierf doerch och keng speziell Fraise verrechent kréien. E muss also och fréizäiteg op seng Rechter higewise ginn. De Client résidentiel - ëm dee geet et, also den Otto Normalverbraucher - muss och en Zougang zu senger Verbrauchs-, senger Konsumdaten hunn an och stänneg iwwer Verbrauch a Käschtpunkt informéiert ginn.

Mir hunn och profitéiert als Kommissioun, iwwer en Amendement op eng aner Fro nach eng Kéier anzegoen. Dat war déi vun - loosse mer soen - dem Schutz vun dem Konsument, dee seng Rechnungen net bezilt. Ech mengen, nom allgemenge Vertrag ass et natierlech esou, wann een natierlech seng Obligatioune vum Vertrag net respektéiert, dat ass d'Bezuele vun enger Dénigschtleeschtung, déi ee kritt, dann ass déi aner Partei natierlech am Recht, fir déi Dénigschtleeschtung ze kappen.

Mir wëssen awer, dass mer et natierlech bei Energiefroer mat Gidder ze dinn hunn, déi aus dem normale Beräich erausginn, déi anescht muss behandelt ginn, well se zum Deel liewenswichtig sinn. An duerfir gëtt et jo eng Rei vu Schutzbestëmmungen an eisen aktuellen Texter, fir ze verhënnere, dass et vun haut op muer eigentlech zu engem Ofbroch vun der Fourniture vun Energie kënn.

Do hu mer, géif ech soen, eng Deelextensioune vun deem Schutz gemaach, deen déi Leit hunn, besonnesch wann et sech ëm Sozialfäll handelt. Do ass et esou, dass elo eigentlech deen Délai vun der leschter Consumatioun, bis et zum Ofbriechen vun der Stroum- a vun der Gasversuergung kënn, vu 14 Deeg haut op ee Mount

eropgesat gëtt, wéi dat och an aneren auslänneschen Texter de Fall war. Mir wollten also do och e Geste maache par rapport zu deene Leit, déi sech do an enger schwieriger Situatioun befannen.

Zweete Punkt, deen et derwärt ass, ervirzeesträichen, nieft also där Suerg ëm d'Veerbesserung vun der Situatioun vum Konsument, ass d'Afëierung zu Lëtzebuerg vum „smart metering“, also dem intelligenten Ofliese vum Energieverbrauch. Dat ass also och eng Iddi, déi op europäeschem Plang promovéiert gëtt a wou sech zënter geraumer Zäit och zu Lëtzebuerg Gedanke gemaach gëtt, wéi een dat intelligent Ziel, dat intelligent Ofliese vum Energiekonsum hei zu Lëtzebuerg kéint rationell organiséieren.

Ech mengen, et ass kloer, dass dat progressiv wärt derzou féieren, dass déi traditionell Zielapparater duerch digital Apparater wäerten ersat ginn. Si erméiglechen en automatiséiert Ofliese vun den Haushaltszähler.

D'Regierung huet zu deem doten Thema eng Etüd erstelle gelooss, déi zënter Enn Februar 2011 virläit. An déi Etüd kënn zur Schlussfolgerung, dass e generaliséierten Zielsystem fir Lëtzebuerg technesch méiglech ass. Och eng Käschten-Notzen-Analys ergëtt, dass esou en intelligent Zielsystem fir Stroum a Gas - et kann ee sech och denken, dass dat och fir aner Vecteuren, fir de Waasserberäich, kéint uwendbar sinn - laangfristeg och en ökonomeschen Notze fir eist Land bréngt.

Aus deem Grond ass och decidéiert ginn, fir an deem Text dëst Zil vun engem generaliséierten Zielsystem hei zu Lëtzebuerg gesetzlech ze verankeren. Eng gemeinsam an interoperabel national Infrastruktur ass als Iddi zréckbehale ginn. Et ass um Régulateur, dem ILR, ze preziséieren, wat d'Fonctionnalitét, wat d'Technik a wat d'Organisatioun vun deem „smart metering“-System do ugeet.

D'Netzbedreier gi selbstverständlech mat agebonnen a si sinn och un e kloeren Timing gebonnen, dee mer hei probéiert hunn am Gesetz festzehalen. Et ass esou, dass bis spéitstens den 1. Juli 2015 soll deen dote System ugefaang ginn installéiert ze ginn a bis Enn 2018 soll e spéitstens fäerdeg sinn. Dat si manner ambitiéis Ziler, wéi se am urspréngleche Regierungstext dra waren, awer och aus der Iwwerleeung eraus, dass hei nach momentan technesch Développementer völeg amgaang sinn, alles am Floss ass. A wann ee wëllt déi richteg Décisioun huelen, muss ee sech do e bëssen Zäit huelen, ier ee kann de richtegen technesche Choix och hei maachen.

Ech wëll awer soen, dass all déi Opérateure vun den Netzer schonn elo enk zesummeschaffen. An deenen Deeg ass et och esou wäit komm, dass eng Lettre d'intention do gemeinsam ënnerschriwwen ginn ass vun deenen eenzelnen Netzbedreier am Stroum- an am Gasberäich, wou se soen, dass se wëllen zesummeschaffen, dass se sech wëllen an engem GIE oder an enger anerer juristescher Struktur fannen, fir also do déi richteg Choixen ze treffen an eng gemeinsam Bedreiwung och vun deem nationale System do duerchzuféieren.

Drëtte Punkt, deen et derwärt ass, ervirzeesträichen an deenen heiten Texter, dat ass, dass hei elo kloergestallt gëtt, dass Stroum a Gas, déi op der Basis vun erneierbaren Energiequelle produzéiert gi sinn, e garantéierten Zougang kréien zu den Transport- an zu de Verdeeelungsnetzer. Et si Regeln agefouert ginn, fir eng Diskriminatioun vun deenen doten erneierbaren Energien ze verhënnere. An iwwert deen dote Wee, mengen ech, gëtt eigentlech och awer den Terrain besser preparéiert, fir e weideren Essor och vun den erneierbaren Energien hei zu Lëtzebuerg méiglech ze maachen.

D'erneierbar Energie gehéieren och ewell am Text zu de sogenannten Obligations de service public. Dat sinn also Obligatioune, déi à la rigueur kënnen den Acteuren och imposéiert ginn. A bei de Genehmigungen zu neie Produktionscapacitéite gëtt an Zukunft och dem Kritär vun der Errechnung vun den 20% un deem Zil bei den erneierbaren Energie Rechnung gedroen. Also gesäit een hei och, wéi déi drëtt Direktiv, déi ech genannt hunn, wéi déi hei probéiert ginn ass mat an déi heiten Texter ze integréieren.

Dee véierten Akzent, dee gesat gëtt duerch déi nei Gesetzesprojeten, an dat ass geschitt hei iwwert den Amendement, deen an der Kommissioun diskutéiert ginn ass an deen och favorabel aviséiert ginn ass herno vum Statsrot, iwwer Amendement also ass duerch dese Gesetzesprojekt och eng legal Basis geschafe gi fir d'Ëmsetzung vun engem nationale Konzept iwwer d'Elektromobilitéit, also e relativ rezent Thema.

En Thema awer, wat eis, mengen ech, och muss beschäftegen. An och an deem Punkt wëllt d'Regierung eigentlech agräfen. D'Regierung wëllt eigentlech net einfach nokucken, wat um Terrain geschitt. Si wëllt verhënnere,

dass och do sech Entwécklung maachen, déi herno kontradiktöresch ginn. An d'Suerg vun der Regierung ass an deem dote Punkt, fir en nationalen, geuerdnete System hei kënnen opzebauen.

Och zu deem Punkt, ähnlech wéi dat beim „smart metering“ de Fall ass, ass eng Etüd am Opdrag vun der Regierung rezenterweis erstallt ginn, den 19. Dezember 2011 ass den Datum, dee se dréit. An hire Konklusione kënn déi doten Etüd och zum Schluss, dass den Opbau vun enger nationaler, öffentlecher Infrastruktur a Partnerschaft, natierlech de Stat, d'Gemengen a privat Netzbedreier, eigentlech déi richteg Optioun ass.

Den Text, dee mer elo hei zur Ofstëmmung virleien hunn, preziséiert, dass déi öffentlech Bornen, déi öffentlech Opluedstatioune fir Elektrogefierer, dass déi zu den elektreschen Installatioune gehéieren, also Deel vun deem öffentleche Stroumnetz sinn. An des Käschte fanne sech dann och logescherweis erëm an den Netznotzungstariffer. D'Käschte vum Opbau vun deem Elektromobilitéitsnetz ginn am Endeffekt vun den Niddregspannungskliente gedroen, well si jo och eigentlech déi sinn, déi herno dat Netz wäerten notzen.

Allerdéngs gesäit den Text och vir - dat ass eng ganz flexibel Dispositioun, déi dran ass -, dass et och méiglech ass, dass de Stat sech un deem Opbau oder der Exploitatioun an um Ennerhalt vun deenen öffentlechen Infrastrukture wärt kënnen bedeelegen. Do bleift also nach Spillraum fir eng allgemeng politesch Diskussioun. Och deenen Text, wat also en neien Text ass, ass an den Ae vun der Kommissioun den Ausdruck vun awer engem däitleche Wëlle vun der politescher Säit, fir d'Elektromobilitéit hei zu Lëtzebuerg weider an deenen nächste Joren ze entwéckelen.

De fënnefte Punkt, dat ass d'Verstärkung vun der Onofhängegkeet vun der Regulatiounsautoritéit, dem ILR. Den ILR gëtt méi autonom a sengem Fonctionnement a völeg onofhängeg, wat seng Décisioune ugeet. Dës strikt Regeln, déi elo hei am Text verankert ginn, sollen eng politesch Aflossnahme op d'Décisioune vum Régulateur verhënnere.

D'Gesetz vun 2007 gesäit vir, dass am Fong sämtlech Décisioune vum ILR mussen vum zustännegen Minister nach approvéiert ginn. Deen neie System, dee gesäit just nach eng Méiglechkeet vun enger Reconsideratioun vir, eng Aart „recours gracieux“, déi de Minister kann alees bei dem ILR, wann d'Décisioune geholl sinn.

Opgrond vun der Opposition formelle vum Statsrot hu mer deen Text esou wäit och nach ëmgeschriwwen, dass elo déi Méiglechkeet, dass et zu enger Reconsideratioun kënn, nach ageschränkt gëtt eigentlech op d'Hypothesen, wou et sech ëm d'Festleeung vun den Tariffer handelt, a wann de Minister mengt, dass do duerjer géif verstouss gi géint d'Orientéierung vun der nationaler Energiepolitik an domadder och iwwer vläicht falsch Tariffer kéint d'Vesuergungssecherheet vum Lëtzebuerger Land an dem Energiesector a Fro gestallt ginn.

Sechste Punkt. De Régulateur kann an Zukunft och sougenannten initiativ Moosnamen huelen, fir d'Netzbedreier ze encouragéieren, fir d'Qualitéit an och d'Wirtschaftseffizienz vun hire Dénigschtleeschungen ze verbessern. Dat geschitt natierlech iwwer d'Tariffer vun der Netznotzung. Ech dierft hei am perséinlechen Numm d'Hoffnung ausdrécken, dass déi Incitatioune vum Régulateur net nënnen op de Beräich vun der Präisreduktioun ausgeriicht sinn, mä dass effektiv, wéi den Text et seet, och d'Suerg muss sinn, eng héich Qualitéit vun der Versuergung ze garantéieren. Ech mengen, déi zwee Aspekter mussen eigentlech vum Régulateur berücksichtegt ginn.

Siwente Punkt. Lëtzebuerg optéiert weider fir e Régime dérogatoire, wat d'Trennung vun dem Propriétaire vun den Transportnetzer an dem Bedreier vun deenen Netzer ugeet. Mat Malta an Zypern hu mer do als kleng EU-Staten eng Derogatioun kritt. Lëtzebuerg also géif do weider den Unbundling op deem dote prezise Punkt net duerchféieren, wéi dat an deene meeschten anere Länner obligatoresch ass.

Mä et ass awer och esou, dass den Text eng Rei vun Iwwerwaachungsméiglechkeete virgesäit, zemoos wann et esou ass, dass den Netzbedreier Deel vun engem vertikal integréierte Betrib ass. Et geet och drëm, an deem dote Fall eng Verfallschung vun der Konkurrenz ze verhënnere.

Aachten a leschte wesentleche Punkt, deen duerch déi heiten Texter an der Diskussioun zumindest dran ass, dat ass d'Fro vum Atomstrom. Dat ass och eng Diskussioun, zum Deel vun Ëmweltverbänn respektiv och déi gréng Fraktioun huet déi mat hei erabuecht. Mir hu politesch diskutéiert déi Fro: Ass et méiglech eigentlech an esou engem Text, an engem nationalen Text wéi deem heiten, e Verbuet vum Import vun Atomstrom festzeschreien?

D'Kommissioun ënnerstëtz selbsterständlech d'Regierung a fuerdert d'Regierung weider op, eng Politik hei ze féieren, déi eigentlech kritesch ass zum Atomstrom, déi och drop ausgeriicht ass, dass Cattenom net soll weider verlängert ginn.

Op där anerer Säit awer schéngt et eis aus evidente juristesche Grënn net méiglech ze sinn, fir hei unilateral an engem nationalen Text, am Kader vun der Europäescher Unioun, virzschreien, dass Atomstrom net méi dierft importéiert ginn. Mir hunn et hei mat engem europäeschen, integréierten Netz eigentlech ze dinn, wat d'Energieversuergung ugeet. De Prinzip vum Bannemaart ass d'fräi Zirkulatioun vun de Gidder a vun de Services, wou selbstverständlech d'Energie och dozougehéiert.

Lëtzebuerg ass Member vun Euratom. Euratom huet a sengem Objet stoen eigentlech och, dass d'Atomenergie soll weider kënnen bestoe bleiwen. All déi Iwwerleeunge féieren eis dozou, fir ze soen, dass et eis juristesch méi wéi fragwürdeg schéngt, fir op esou ee Wee ze goen.

Et muss een och soen, dass bis elo keen anert europäescht Land op deen dote Wee geet. An och Eisträich huet entre-temps kloergemaach duerch eng Regierungsdeklaratioun, dass Eisträich aus juristesche Grënn - deeneselwechten, déi mir hei och opweisen - net géif drun denken, fir national an e Verbuet vum Import vun Atomstrom zu goen, esou dass et hei also eng ganz Rëtsch vu rationalen Argumenter gëtt an engem Rechtsstat, fir ze soen, dass mer deen dote Schrëtt hei net kënnen maachen.

Madame Presidentin, ech géif kuerz nach op zwee Punkten agoen, déi eis nach méi laang beschäftegt hunn an der Kommissioun, an och dann den Accord vu menger Fraktioun zu deem heiten Text hei abréngen.

Mir haten et mat enger Opposition formelle vum Statsrot ze dinn. Mir si scho frou, mir si gewinnt, dass mer der e bësse méi hu bei eenzelnen Texter, a mir waren eigentlech scho ganz houfreg, dass mer eng Opposition formelle hei nënnen hate bei deem heiten Text. An dat begräift dee Punkt, deen ech schonn ugeschnidden hu vun de Relationen tëschent den Décisioune vum ILR an der Méiglechkeet vum Minister, déi Décisioune kënnen a Fro ze stellen.

Do hu mer der Opposition vum Statsrot Rechnung gedroen. Mir hunn eis ganz staark un deem fransésche Mechanismus orientéiert, wou elo also virgesinn ass, dass nënnen a ganz prezisen Hypothesen de Minister kann eng Reconsideratioun froe beim ILR vun enger Décisioun, déi geholl ginn ass.

Da bleift awer den ILR selbstverständlech fräi, seng éischt Décisioun ze confirméieren oder seng éischt Décisioun da ganz oder deelweis ëmzënnere. Et war also eigentlech och eis Suerg, dass een déi Onofhängegkeet vum ILR och net a Fro stellt duerch hei eng Bestëmmung, well dat och e wesentlech Merkmal vun deenen europäeschen Direktiven ass, déi mer hei ëmsetzen.

Den zweeten a leschte Punkt, dee mer opwerfen, betrëfft eigentlech kee vun den Inhalter vun deenen heiten zwee Gesetzestexter. E betrëfft awer de bestehenden Text vun de Gesetzer vun 2007, an zwar den Artikel 65, wou am Fong festgeluecht gëtt, dass bei Verstéiss géint dat heite Gesetz den ILR d'Méiglechkeet huet, fir eng ganz Rëtsch vun administrative Sanktioune festzeleeën.

Wat de Statsrot stéiert an eigentlech och eis Kommissioun stéiert, aus Iwwerleeunge vu Rechtsprinzipien, ass dat, dass net prezis gesot gëtt, wat fir eng Bestëmmung eigentlech vun deem heite Gesetz kënnen sanktionéiert ginn.

Et gëtt allgemeng gesot: Verstéiss géint dat Gesetz. Or, an deem Gesetz hei sinn Dispositiounen dran, déi méi oder manner zwéngend sinn. An duerfir wär et eigentlech am Sënn vu Rechtsecherheet, wär et gutt, wann d'Regierung sech kéint duerchrengen, fir eis bei enger nächster Geleeënheet vläicht mat engem Text ze befaassen, wou probéiert gëtt, op déi dote Schwaachpunkten eigentlech vun eise Gesetzer vun 2007 ze reagieren an ze probéieren, besser ze definéieren, bei wat fir enge Verstéiss wierklech déi administrativ Sanktioune vum ILR kënnen spillen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mat dese Gesetzesprojeten iwwer Gas a Stroum, déi, wéi gesot, zu engem ganz groussen Deel identesch sinn, iwwerhuele mer nei europäesche Regeln an eist nationaalt Recht, mä gläichzäiteg stelle mer awer och d'Weihe fir eng ambitiéis, eng eegen Energiepolitik, déi op Nohaltegkeet an op wirtschaftlech Effizienz setzt.

Mir sinn eis all bewosst, dass d'Energiefro eng zentral politesch Fro ass, am Schnëttstelleberäich eigentlech ass vun der Ëmweltpolitik, vun der Wirtschaftspolitik a vun der Sozialpolitik.



Dësen Text schéngt eis och konform ze sinn, net nëmmen zu der europäescher Strategie, mä och zu der nationaler Energiestrategie, wéi d'Regierung se definéiert huet. Duerfir bieden echlech, am Numm vun der Kommissioun, deen heiten Text ze stëmmen, an ech géif och da gläichzäitig den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deenen Texter hei abréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci dem Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honoreblen Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, et geet haut Rieds iwwer e Sujet, deen eis schonn an de leschte Jore vill beschäftegt huet an deen eis an den nächste Joren och nach vill beschäftege wäert. An et sollt een och ni midd ginn, ëmmer erëm drun ze erënneren, dass et keng Selbstverständlechkeet ass, dass, wann een op de Knäppchen dréckt, d'Luucht ugeet an dass de Gas einfach esou do ass. Gradesou wéineg wéi et selbstverständlech ass, dass mir weiderhin esou mat dem Energieverbrauch an dem Unzape vun den Energiequellen kënnen ëmgoen, wéi d'Mënscheit dat an de leschte Jorzéngte gemaach huet.

D'Ëmännerung vum Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Gas- an Elektrizitéitsmarché op Initiativ vum Europäesche Parlament a Conseil ass a ganz ville Beräicher an technesche Virgang. Mä et weist awer och op d'Noutwendegkeet hin, ëmmer erëm iwwert den delikate Marché vun der Energie ze schwätzen an en ze verbesseren am Sënn vun der Ëmwelt, der Nohaltegkeet an och dem Konsument. An et ass gutt, dass, wann an deem Beräich Ëmstänn erkannt ginn, déi net an der Rei sinn, dann och séier reagéiert gëtt, esou wéi mer dat haut maachen.

De Rapporteur Alex Bodry ass a sengen Ausféierungen - fir déi ech him well ausdrécklech félicitéieren, gradesou wéi fir seng remarquabel Detailaarbecht an der Kommissioun och - op d'Noutwendegkeet vun deenen Upassungen agaangen. Wat ass virewech d'Haapterkenntnis?

De Bannemaart vun der Elektrizitéit an dem Gas fonctionnéiert net esou wéi e soll. D'Transparenz vum Marché léisst einfach vill ze vill ze wënschen iwwereg. Déi fair Konkurrenz ass net genuch garantéiert an d'Protektioun vum Endkonsument gradesou wéineg.

Mir hunn am Joer 2007 zwou europäesch Direktiven iwwert d'Gas- an d'Stroumliberaliséierung ëmgesat, déi jo zum Zil haten, e regelrechte Bannemaart fir d'Energie ze schafen. Et sollt en effizienten, vernetzten an transparente Maart ginn, an deem de Verbraucher de fréie Choix sollt hunn tëschent de verschidene Stroum- a Gasliwweranten an deen och fir all Fournisseur sollt zougänglech sinn. Kuerz, et ass an deenen Direktiven drëms gaangen, d'Aktivitéit vun der Produktioun a vun der Fourniture ze liberaliséieren.

Et ass dann och an deem Kontext zu enger klorer Trennung komm tëschent dem Transport an dem Verdeeel vun Energie. Och wa mir dat hei zu Lëtzebuerg méi oder wéineger gutt hikruten, goufen et awer an Europa Problemer mat der Ëmsetzung vun der Liberaliséierung, esou dass d'Kommissioun der Meinung war, dës Direktiven nach eng kéier missen op de Leescht ze huelen an d'Kaderbedéngungen nei ze definéieren.

Dat, wat déi europäesch Richtlinnen hei virschreiw, si kloer Messagen: d'Verstärkung vum Konsumentrecht, d'Ofsicherung vun der Produktioun an der Liwwerung, mat allen Niewenoplage vu Sécherheet, an d'Drophischeffung vun den 20/20-Ziler, de garantéierten Accès un d'erneierbar Energien, d'Kreatioun vun enger legaler Basis fir d'Ëmsetzung vun der elektrescher Mobilitéit, d'Verstärkung vun der Onofhängegkeet vum Régulateur an ënnerstëtzend Moosnamen, fir de Gestionnaire vum Réseau zu méi Qualitéit an Effizienz ze encouragéieren.

Wat elo d'Verstärkung vun Konsument senge Rechter ugeet, ass dat sécher ëmmer ze begrëssen. U sech kann een et bal esou résuméieren, dass et hei drëms geet, dem Endverbraucher déi Informatiounen ze ginn, déi hie soll hunn, fir dann ze verstoen, wat a wéi vill hie brauch an zu wat fir engem Präis, fir dann och esou säin Energiekonsum ze optimiséieren, sensibel drop ze sinn, an dann och, wa méiglech, Konsequenzen aus sengem Verhalten ze zéien, spréich och eventuell den Ubidder séier kënnen ze wiesselen.

Hei geet vu maximal dräi Woche Rieds. Ze hoffe bleift bei dëser Fräiheet, dass et trotzdeem net ze vill Gehuddels am Marché gëtt. Et muss ee sech jo och e wéineg an d'Haut vum Ubidder eraversetzen, dee mat dese Bestëmmungen

en immense Va-et-vient vu Clientë kéint kréien, obschonn dëst zu Lëtzebuerg, bei deene puer Ubidder, e klenge Problem wäert sinn, wann dann iwwerhaapt.

Och d'Afféiere vun den intelligente Miesssystemer ass begrëssenswäert - de Rapporteur hat schonn driwwer geschwat -, well se de Grondstee solle si fir eng méi aktiv Participatioun vun eis Consommateuren am Energiemaart. De sougenannten „smart metering“ soll beim Stroum bis 2018 zu 95% ëmgesat sinn a beim Gas bis 2020. De Gestionnaire gesäit esou, wat säi Konsument verbraucht, an huet et net méi néideg, bei de Client schellen ze goen. Dat ass gutt. An de Client ka permanent säi Verbrauch iwwerpréieren an en esou optimiséieren. Dat Ganzt soll natierlech an der Rumm vum Lëtzebuerger Dateschutz geschéien.

Wat wichteg hei ass, dat ass, dass de Konsument an d'Responsabilitéit gesat gëtt. Wa mir elo ëmmer méi a Richtung Niddregenergie- a Passivhaiser dann och schaffen, da solle mir och, wéi et schonn an Däitschland plazeweis praktizéiert gëtt, dem Konsument d'Spärcheerung vu Stroum erméiglechen. Hie soll fir d'Éischt säin eegene Stroum eventuell produzéieren, verbrauchen an dann de Surplus aspeisen. Domadder géifen d'Netzer entlaascht ginn.

D'Stärkung vun de Kompetenzen an der Onparteilechkeet vum ILR si fir mech e weidere wesentleche Punkt an deenen zwee Gesetzestexten, well domadder gëtt dem ILR seng Onofhängegkeet vis-à-vis vun öffentlechen a privaten Interessi garantéiert.

Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Debatt vun haut de Mëtteg bitt eis awer och d'Geleeënheet, eng kéier méi generell iwwert d'Energie zu Lëtzebuerg ze schwätzen, well d'Energiepolitik ass och Wirtschaftspolitik ergo Standuertpolitik. D'Energiepolitik dierf eis Wirtschaft net iwwerbelaaschten. Si dierf net grouss Betriber dovunner ofhalen, sech bei eis ze implantéieren. Am Géigendeel, si muss dem Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg entgéintkommen, well eng gesond a kompetitiv Wirtschaft ass d'Viraussetzung vun eisem ganze Gerëpp a steet net zulescht och fir sécher Aarbechtsplazen.

Eng sécher, fiabel Energieversuergung ass e Kompetitivitéitskritär. Et ass an deem Kontext wesentlech, wesentlech fir eis klengt Land, dass mer eng national Netzgesellschaft hunn, déi d'Sécurité d'approvisionnement an d'Qualitéit vun der Infrastruktur och garantéiert. Mir brauche modern Infrastrukturen am Land, esou dass de Stroum ëmmer dohinner kënt, wou en dann och gebraucht gëtt an dat och wa méiglech zu all Zäit. Duerfir begrësse mir och, dass Enovos viru Kuerzem ugekënnegt huet, massiv iwwert déi nächste Joren ënner anerem och an d'Moderniséierung vun de Stroum- an de Gasnetzer ze investéieren. Dat ass begrëssenswäert, well et eng Investitioun an d'Zukunft ass, fir eben och de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg ofzesécheren.

Dat bréngt mech dann och zum Stroumapprovisionnement vun eisem Land. Mir si fir de Moment direkt mat dem belschen an däitsche Stroumréseau verbonden. Den drëtten direkten Accès a Frankräich feelt nach ëmmer. Mir kennen d'Problematik mat der Sotel-Leitung a begrëssen d'Entwécklung aus de leschte Wochen.

Dofir widderhuelen ech nach eng kéier, dass d'CSV-Fraktioun fir den direkten Uschloss un d'Stroumréseau vun eisen dräi Nopeschlänner ass. Dat huet fir eis net mat engem Glawenskrich fir oder géint Atomstroum ze dinn, mä mir si fir d'Erhalen an d'Ofsichere vun eisen Industriestanduerter. An dass mir de mëttel- a laangfristigen Ausstieg aus der Atomindustrie, aus dem Atomstroum op Basis vu kloerem Mënscheverstand ënnerstëtzen, dat ass net nei. Dat muss hei net nach eng kéier extra widderholl ginn.

Mir sinn, wéi gesot, fir d'Ofsicherung vun eisen Industriestanduerter, vun deenen der vill energieintensiv sinn an eng fiabel Versuergungssécherheet brauchen. Mir halen et do mat eisem Energieminister, deen eng kéier sot, hie géif wéinst dëser ideologescher Fro net zum Doudegriewer vun der Lëtzebuerger Stolindustrie ginn. Här Minister, mir gesinn dat och esou an ënnerstëtzen lech och an all Ären Démarchen an Efforten, fir dass den Uschloss un dat franséisch Stroumnetz séier an endlech Realitéit ka ginn.

Natierlech ass den Uschloss och wichteg, fir kompetitiv Präisser kënnen auszuhandelen. Well wéi mir wëssen, ass den Energiekäschtepunkt fir d'Betriber haut scho considéerabel a risquéiert an Zukunft, weider unzuwuessen. Dofir ass et och wichteg, dass mir en europäesche Bannemaart fir Stroum a Gas kréien, wou d'Betriber sech dee Fournisseur kënnen eraussuchen, deen hinnen déi bescht Präisser offréiert. An da muss natierlech derfir gesuergt ginn, dass dee Stroum dann och beim Client ukënt.

Den Uschloss a Frankräich bréngt awer och aner Opportunitéite mat sech. Et ass jo gewosst, dass eis Reserven a Pétrol, Aerdgas a Kuel begrenzt sinn a mir weltwäit an der Uelech- a Gasversuergung vu politesch a wirtschaftlech onstabile Förderregiounen ofhängeg sinn. D'Europäesch Unioun ass ee vun deene weltgréissten Importateure vun Uelech, Gas a Kuel. An eis Energieofhängegkeet klëmmt ganz geféierlech, dat brauche mer kengem méi ze soen.

Weltwäit verbräuche mir haut méi wéi duebel esou vill Energie wéi dat nach an de 70er Joren de Fall war, a bis 2030 soll op d'mannst nach eng kéier méi wéi d'Halschent derbäikommen, woubäi déi fossil Brennstoffe sécher nach ëmmer eng grouss Roll riskéieren ze spillen, wa mir net méi couragéiert op erneierbar Energie setzen. Do, wou Energiequellen endlech sinn, kann de Wuesstum net onendlech sinn. Mä do muss sech an eise Käpp nach munches maachen. Mä dat ass och zum Deel eng aner Diskussioun, déi een nach eng kéier ka féieren.

Bref, mir sollen a mussen op erneierbar Energie setzen! Mir hunn europäesch Ziler ze erfüllen, an dat ass och deen eenzege Wee, well ze mengen, dass mir enges Dags eis ganz Energiebesoin mat erneierbaren Energien aus eisem Land kéinten zefriddestellen, dat ass illusoresch. Mir müssen dofir am Ausland investéieren. Mir bedeelegen eis jo schonn u grouse Wandparke am Mier, dat ass sécher ee Wee.

Mir sollen an Europa och a Saachen Energie endlech eng gemeinsam Sprooch schwätzen. Och am Energiesektor ass net manner, mä méi Europa néideg! Dofir ass fir Lëtzebuerg den Uschloss a Frankräich och esou wichteg. Duerch deenen Uschloss kréie mir Zougang zu Solarstroum aus de Südlänner wéi Spuenien an driwwer eraus och aus Algerien an aus anere Maghreb-Staten. Dat ass e weidere Marché, wou de Stat sech zum Beispill u grouse Solarparke kéint bedeelegen.

An deem Kontext stellt sech iwwerhaapt d'Fro, firwat mir an der Europäescher Unioun a Saachen Energiefroen eis net méi a Richtung vun dese Mëttelmierstate bewegen, well wéi mir wëssen, kéint ee sech an Algerien och mat Gas approvisionnéieren. Dat wuel iwwer Pipelines, mä net forcéiert duerch de Bau vun neie Pipelines, mä och zum Beispill iwwert de Schëffswee a Richtung hollännesch a belsch Häfen, wou mir jo och do beliwwert ginn. Dat géif eis Ofhängegkeet op jidde Fall vu Russland an aneren osteuropäesche Länner erofsetzen.

Ech kommen dann awer nach eng kéier zrëck op déi erneierbar Energien. Hiren Undeel an eisem Stroummix ass nach ëmmer kleng. Fir déi europäesch Seulen ze errechen, läit nach vill Aarbecht virun eis, obschonn de Versteesdemech derfir mat Momenter esou ee Pic kritt. Ech erënneren drun, wéi jo no Fukushima quasi no grénger Energie haart geruff ginn ass.

Dee Ruff, mengen ech, ass jo vun der Regierung erhéiert ginn, andeems all Enovos-Client zum Beispill zënter engem gudden Joer mat gréngem Stroum aus erneierbaren Energie beliwwert gëtt. Deen eenzege Bémol an der Geschicht ass deen, dass dee gréng Stroum muss importéiert ginn, well mat eise lëtzebuergesche Capacitéite wier dat schlifft onméiglech, an dat wäert et och an Zukunft sinn.

Dat heescht awer net, dass mir eis hei zu Lëtzebuerg net sollte bewegen. Wat méi onofhängeg och heiraner, wat besser! Hei am Land ass do nach vill Loft no uewen.

Stéchwuert Loft: Wandernergie ass am Grand-Duché déi nohalteg Energiequell mat deem gréisste Potenzial, och wat d'Rentabilitéit ugeet. De fréiere Wirtschaftsminister, Dir Dammen an Dir Hären, hat emol eng kéier ugekënnegt, bis 2020 d'Unzuel vun de Wandrierer zu Lëtzebuerg ze verduebelen. Bis zu 90 Stéck kéinten der da fonctionnéieren. Mir géifen et begrëssen, wa säi Successeur sech där Saach méi intensiv kéint unhuelen.

D'CSV begrëisst et absolut, wat den Ament ganz rezenterweis zu Elwen geschitt mat deene fënnef neie Rieder. An awer, mir wieren och frou, wa vusaite vun de Gemengen a vun de Leit nach eng méi proaktiv Haltung géif kommen. Vill Gemengen, ganz vill Gemengen hatten d'lescht Joer eng Petitioun géint Kettenuewen ënnerschriwwen. Et wier dann och flott, wann e puer Gemenge géife schreiw: Mir wëlle Wandkraaft. Dofir, Här Minister, wier et sécher begrëssenswäert, déi Terrainen, déi vun der SEO ausgewise sinn, ze propagéieren an d'Acteure ronderëm ze sensibiliséieren.

A Saache Rentabilitéit wäert sech hei och de kloere Mënscheverstand duerchsetzen, zemoos wann ee sech virun Aen hält, wat eng Megawattstonn bei der Fotovoltaik kascht am Verglach zur Stonn aus den Eolien. An do sollt een dat a Kaf huelen, dass sech a Saachen Aspeisungstariffer bei der Fotovoltaik eppes muss änneren. Dass déi der Realitéit - déi haut déi ass, dass bëlle Anlagen aus Schwelälänner opgeriicht ginn, wou vill Geld laanscht eis Eko-

nomie geet - mussen ugepasst ginn, schéngt evident.

Den Duerchbroch zum Wëllen zu den erneierbaren Energie kann a soll net nëmme vu Subsidien ofhänken. An eise Käpp sollt sech d'Mentalitéit abrennen, dass mir net nëmme solle beim Energieverbrauch ëmdenken, well de Papa Stat eis et vir an hannen erastécht, mä well mir un eist Ëmfeld an un eis nächst Generatiounen denken.

A Saachen Energie, souwuel beim Elektresch wéi och beim Gas, kommen op eist Ländchen a seng Décideuren dann nach eng kéier e sëllesche Schantercher duer. An ech kommen net derlaanscht, awer och kuerz den Ist-Zoustand vun de Biogasen unzeschwätzen. Do gëtt et eng Rétsch Acteuren hei am Land, déi mat Energie a gudden Wëllen un déi Saach eruginn. An de Wonsch - dat ass jo och ze begrëssen - ass ausgeschwat ginn, dass der nach sollt den derbäikommen.

Et wier dann och ze begrëssen, wann am neie Reglement vun den Aspeisungstariffer déi al Biogasanlagen déiselwech Tariffer géife kréie wéi déi nei. U sech schéngt et engem awer komesch ze sinn, wann do mat zweeërlee Moos a Gewichter geschafft gëtt. Bei der Mëllech gëtt et jo och ee Präis, egal aus wat fir engem Stall dass se grad kënt.

D'CSV ass an deem Kontext och kloer Demandeur, fir zesumme mat de Bedreier vun de Biogasanlagen de Güllebonus ze froen. Mir wëlle jo ewech vun den Energieplanzen hin zu méi Gülle an den Anlagen. Den Opwand, fir hei e Resultat ze hunn, ass méi héich. Also sollt een de Modell vun dem gestaffelte Güllebonus net aus den Ae verléieren. Den Ament ginn 10% vun der ganzer Gülle hei zu Lëtzebuerg vergäert. Wann elo 100% géife vergäert ginn, géif dat en Aspuernis un Zoukafu vu 24 Milliounen Liter Mazout ausmaachen. Dat sollt ee sech dann awer eng kéier virun Ae féieren.

Dann heescht et och hei, d'Méiglechkeet ze präieren, fir vläicht méi Fernwärme ze notzen. Jee no Anlagestandard kéint eng deelweis Ëmwendung zu Fernwärme jo och hei a Fro kommen.

Zum Schluss, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech awer och nach ënnersträichen, dass mir et explizit begrëssen, dass mat deem Gesetz méi op d'Elektromobilitéit gesat gëtt. Bis zu 850 Borné solle bis 2020 opgeriicht ginn. Mam Elektroauto bäifueren, unzopen, eng Borne, ee System, de Client sicht sech wéi beim Bancomat säi Fournisseur eraus a luet bequeme op. Technesch ass dat haut schonn alles méiglech, a mir sollten eis deene Visiounen net verschléissen.

Här President, oder Madame Presidentin nach ëmmer, Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat mir haut hei ofstëmme, ass ee Puzzlestéck oder ee Pavestee vun deem Wee, dee mir anzuschloen hunn a Saache gescheiten Energieverbrauch. An och wann et nëmmen ee Stéck ass, sou ass et awer e wichteg!

Domadder ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deenen Texter.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Eischen. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Paul Helminger. Här Helminger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Paul Helminger (DP).** - Merci, Madame Presidentin. Och ech well dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréffleche Rapport, mä och fir déi Manéier, wéi en d'Sitzung vun där zoustänneger Kommissioun gefouert huet. Dat ware jo oft komplex technesch, mä och souguer politesch Diskussiounen, déi mer do gefouert hunn.

An et ass dobäi, mengen ech awer, e ganz flotte Rapport erauskomm, deem mer jo och zougestëmmt hunn, grad wéi d'demokratesch Fraktioun och wäert déi zwee Projete matstëmme, déi haut zur Diskussioun hei stinn. Net well déi Projeten elo all Problemer vun der Energiepolitik hei zu Lëtzebuerg definitiv léisen, mä well se awer e Schrëtt, a mir géife souguer mengen, e relativ grouse Schrëtt an déi richteg Direktioun sinn.

Et ass kloer, dass mer an deene kommende Joren a Jorzéngte mussen d'Energieeffizienz fördern, vun der Ofhängegkeet vun de fossile Brennstoffe ewechkommen an déi erneierbar Energie fördern. Dat ass déi Gesamtrum, an déi och dat hei Gesetz sech aschreift, well déi Objektiv nach eng kéier bejogt ginn, quitte datt d'Gesetz selwer stricto sensu jo drëm geet, fir eng europäesch Direktiv an d'Lëtzebuerger Recht ëmzesetzen.



Ech hu fir eng Kéier - als drët Riedner - hei den Avantage, datt ech ka mam gudden Beispill vum Energiespuere virgoen. Well all dat, wat meng Virriedner bis elo jiddefalls gesot hunn, kann ech deelen an deelt meng Fraktioun, esou datt ech dat net brauch nach eng Kéier ze widerhuelen. Just awer trotzdem e puer Umierkungen zu deene Projeten, déi hei virleien.

Et geet jo fir d'Éischt emol drëm, fir de Konsumente méi Informatiounen iwwer hiren eegenen Energiekonsum ze ginn an hinnen dorivwer eben ze erlaben, fir besser ze reagieren an Energie anzespieren. De Choix vum Konsument soll gestärkt ginn, zum Beispill andeem en d'Méiglechkeet kritt, fir innerhalb dräi bis respektiv sechs Wochen de Fournisseur ze wieselen.

Mir mussen eis awer och bewusst sinn, datt dat, déi Stärkung vun de Rechter vun de Konsumenten, op där anerer Säit dem Fournisseur eng ganz Rei Obligatiounen a praktesch Problemer wäert stellen. Well mir imposieren him jo hei eng Obligatioun, där en awer net eleng kann nokommen. Ech denken nëmmen un e Fournisseur, dee Schwierigkeiten huet, fir bei engem Compteur bäizekommen oder esou. Wien ass et dann, wann déi gesetzlech Délaien net kënnen agehale ginn, verstéisst dann de Fournisseur géint d'Gesetz? Wien ass do responsabel?

Do sinn also eng Rei Saachen, déi nach net an deem Gesetz geregelt sinn a wou mer sécherlech dann drop waarden, datt mer awer och Äntwerte kënnen kréien.

E weidere Problem ass bei Appartementshaiser, wat jo grad just fir den urbane Raum eng Problematik oder eng Realitéit duerstelt, wou d'Consommation oft mutualiséiert ass an de Konsument quer net direkt dem Fournisseur bezilt, mä eben dem Gestionnaire vum Immeuble. Och do gesi mer nach net kloer, wéi déi Prozedur hei géif kënnen ausgesinn.

Da besteet vläicht och e Risiko, datt de Konsument mat all där Hällewull Informatiounen, déi en elo ka kréien, wat en domadder ufänkt. Et schéngt eis also, datt eng ganz grouss Wichtigkeet hei och enger proaktiver Energieberodung bäizemoossen ass. Ech mengen, et geet net duer, fir de Leit Informatiounen ze ginn. Ech mengen, do mussen der ganz vill - ech géif mech zum Beispill dozou zielen - och gehöllef kréien, fir dann erauszefannen, wat mer da mat deenen Informatiounen kënnen ufänken.

Den Zweck ass jo, datt mer fir d'Zukunft eis Consommation da kéinte reduzieren. Dee Comptage intelligent, den „smart metering“, deen do agefouert gëtt, dee bréngt vun der Technologie sécherlech eng ganz Rei Méiglechkeeten. An ech hoffen, datt déi och alleguerten ausgeschöpft ginn, fir datt do den Netzbereidiwer an d'Energieberoder zesumme mam Konsument dann och kënnen op de Wee goe vu méi Energieeffizienz.

Hei hu jo eng Rei Länner, wéi Italien an Holland, scho Virarbecht geleescht. Déi wëlle jo bis 2013 wierklech voll funktionéierend Réseauen dostoehn hunn. Dat huet si awer och eng ganz Rétsch Jore kascht. Dat wäert also och bei eis net vun haut op muer realiséiert kënnen ginn.

An och do wäerte wuel eng Rei technesch Detailler nach sinn, déi nach ze kläre sinn, zum Beispill, iwwer wat fir eng Réseauen datt déi Compteur matene solle verbonne ginn. Ass dat WLAN, ass dat e GSMs-Réseau, den Telefon oder - fir déi, déi e glécklecherweis hunn - Hot-City zum Beispill? Soll dat e Réseau bidirectionnel ginn, dat heescht, wou net nëmme vum Konsument aus passiv Informatiounen un de Fournisseur geschéckt ginn, mä wou och de Fournisseur Zougrieff huet an eventuell souguer kéint am Réseau intervenieren, fir eben derfir ze suergen, datt, wat weess ech, Spëtze vum Energieverbrauch ausgeglach ginn an esou weider?

Dann d'Fro vum Piratage: Wéi schütze mer och d'Informatiounen iwwer de Konsument? Wéi vill Informatiounen ass de Konsument prett, fir erauszeginn? Op wéi vill huet de Fournisseur Accès? A geschitt dat och ëmmer transparent?

Eng aner Schwierigkeit gesi mer, well jo hei praktesch awer viles dorop erausleef, datt et ee Réseau soll ginn, wou dann net nëmme Gas a Strom, mä muer och Waasser a souguer Fernwärme kéinten an engem Réseau géréiert ginn. Do stelle mer awer fest, datt et am Land nach eng ganz Rei Plaze gëtt, wou eben net eng Gesellschaft de Bedreiwler ass vun deene verschidde Réseauen. Wéi soll dat an Zukunft ausgesinn?

Da wollt ech nach een oder zwee Wuert soen och iwwer d'Elektromobilitéit. Ech fannen dat ganz flott, datt do derfir gesuergt gëtt, datt

mer e Réseau vu Statiounen hunn, wou ee Batterie kann oplueden, an datt dat och en Deel vum öffentleche Réseau ass.

Ech fannen dat souguer relativ couragéiert, datt mer à ce moment, à ce stade dee Schrëtt wëlle maachen. Well grad just an der Elektromobilitéit si jo awer d'Technologien nach net definitiv fixéiert. Wat fir eng Standarden an Technologie sech also do wäerten en fin de compte duerchsetzen, dat ass nach net definitiv bestëmmt. Et ass emol net definitiv décidéiert, ob et dann elo den Elektromotor ass oder net eventuell de Waasserstoffmotor an esou weider, wat fir eng Zorte vu Batterien do agesat ginn.

Do gëtt et jo ganz interessant Iddien an Israel, wou se op de Wee schéngen ze goen, fir d'Batterien iwwerhaapt net méi op der Plaz opzelueden, mä einfach d'Batterien ze wiesselen zum Beispill, well dat laang Waardezäite kéint vermeiden. Oder wéi an Däitschland, wou mam Gedanke gespillt gëtt an och getest gëtt, fir iwwer Induktiounsschläifen an den Autobunnen d'Batterie praktesch während dem Fieren erëm opzelueden an esou weider.

Enfin bref, do sinn also eng ganz Rei technologesch Evolutiounen nach amgang, eng Dynamik, déi sécherlech nach net ofgeschloss ass. Mä wéi gesot, ech fannen et awer, mir fannen et awer couragéiert, datt d'Regierung awer op de Wee geet, fir dat do ze ënnerstetzen. Mir hoffe just, datt mer eis net esou staark engagieren, datt mer herno vläicht deen zweeten oder deen drëtten Zuch, wat dann dee richtige wär, géife verpassen.

Mir begréissen och, datt dem Régulateur do seng Autonomie hei gewahrt bleift, grad esou wéi - wéi gesot, ech hunn et schonn a menger Introductioun gesot - dat politesch Bekenntnis, an net nëmmen dat politesch Bekenntnis, mä och doduerch den Zougang, de garantéierten Zougang zu de Réseauen, zu der Förderung vun den erneierbaren Energien.

Enfin bref, Madame Presidentin, ech sinn, mir sinn zefridden, datt an deem Projet hei genuch Elementer sinn, déi an déi richteg Direktioun weiderféieren, esou datt och d'Demokratesch Partei déi zwee Projete wäert stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Helming. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Kox. Dir hutt d'Wuert, Här Kox.

► **M. Henri Kox (d'ei gréng).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech awer och dem Rapporteur vu menger Säit aus Merci soe fir dee schrëftlechen a mündleche Rapport. Mä wann ech elo meng Virriedner hei nogelasschert hunn, fäerten ech, dass ech awer elo e bëssen an d'Zopp muss späizen an dann awer net onbedéngt alles guttheesche wëll, wat meng Virriedner gesot hunn. Ech probieren, dat an enger konzentréierter Form dann och ze maachen, ouni ze vill an d'Detailler ze goen.

Fir d'Éischt wëll ech awer och trotz allen Divergenzen, mengen ech, Merci soe fir déi gutt Zesummenarbeit, déi mer awer ëmmer an der Kommissioun hunn, och mat de Mataarbechter, sief et aus dem Ministère oder aus der Chamber. Et sinn oft technesch komplex Reporten, déi do zesummegeallt ginn, déi net ëmmer ganz einfach sinn an och net ëmmer ganz kohärent fir d'Ëmsetzung.

Da kënn nach derbäi, an dat ass jo scho gesot ginn, dass mer oft esou Projeten, komplex Projete spéit an d'Chamber kréien. Wien..., ech wëll keng Schuldzuweisung elo sichen. Awer trotzdem si mir ëmmer geplot zum Schluss, e Rapport zesummenzekeréien. An des Kéier war dat och erëm de Fall: Dräi Deeg oder véier Deeg virun der Sitzung hei hu mer de Rapport missen unhuelen! Bon, et ass och eng Contrainte vum Minister. Mä trotzdem war et net ëmmer evident, dann och datt iwwer d'Bühn ze kréien. Ech mengen, 2007 hate mer dat och schonn. Du war et nach méi chaotesch erofgaangen. Mä trotzdem, wat de Rapport ubelaangt, ass deen awer net esou schlecht ginn.

Ech wëll mech och hei éischer op de Stromberäich achsieren, well, wéi virdu scho vum Rapporteur gesot ginn ass, e Parallelismus, e grouss Parallelismus hei besteet. Dofir sinn déi Haaptpunkten och éischer de Stromberäich, wou ech wëllt en Akzent drop setzen.

Ech wëll awer de Gas net verheemlechen. Gasnetzer hunn eng wichteg Roll. Ech denken, dass de Gas fir mech oder fir eis déi eenzeg Iwwergangstechnologie kann duerstellen a Richtung vun erneierbaren Energien. Mä ech kann awer mäi Virriedner vun der CSV op ville Punkten net guttheeschen. Ech wäert awer am Einzelne probieren, dorop ze kommen.

Ech iwwersprangen hei an ech kommen och direkt zu de Phase vun der Liberaliséierung. Ech mengen, den Här Body hat dat virdu ganz gutt erkläert, wat um europäesche Plang gelaf

ass. Ech wëll mech och nëmme ganz kuerz op déi Lëtzebuurger Konstellatioun da fokussieren.

An deem Ganzen hu mer jo och eng ganz Rei Emstrukturierungen gemaach un den Acteuren. Ech mengen, et ass eng grouss Gesellschaft entstanen, eng méi grouss Gesellschaft, déi jo zesummegeat gëtt aus Cegeled, Luxgaz a Saar Ferngas, also an der Groussregioun een dominierenden Acteur, wou och net méi spéit wéi elo - wéi ass et elo, zwee Joer? -, wou LEO vun der Stad Lëtzebuerg och derzougestouss ass, also méi e Player, deen an der Groussregioun aktiv ass.

D'Liberaliséierung gesäit awer vir, well d'Mutergesellschaft vun Enovos ja sech zwee Beräicher huet, nämlech engersäits Strom- oder Energieakaf a -verkauf, an op där anerer Säit och d'Netzer... An d'Netzer, wéist Der, an dat war vun Ufank un eis Positioun bei der Liberaliséierung, dass d'Netzer müssen an öffentlecher Hand bleiwen, a souguer gi mer an déi Richtung, dass se honnertprozenteg sollten an d'öffentlech Hand kommen.

De Minister seet ëmmer vum „Stroossennetz“ oder „Autobunn“, wéi esou e Stromnetz ausgesäit. Ech schwätzen éischer vu Stroossennetz, well e Stroossennetz, do fueren ënnerschiddlech Autoen a Camionen driwwer, an op verschidde Stroossennetze kéint een - kann ech mer jiddefalls virstellen -, oder zumindest um Stroossennetz ass et méiglech, deen een oder deen anere Camion net driwwerfueren ze loosser. A wann een dee Verglach mam Stromnetz kéint maachen, wär duerchaus eng Méiglechkeet och do, Beschänkungen ze maachen. Ech komme méi spéit dorop zrëck.

Wat awer wichteg ass fir mech oder fir eis Fraktioun: dass déi honnertprozenteg oder maximal Bedeelegung vum Stat garantéiert ass. Dofir ware mer e bëssen onglécklech, dass bei där Aktioun, wou ArcelorMittal Parté vun Enovos ofgestouss huet, net awer vum Lëtzebuurger Stat probéiert ginn ass, ze iwwerhuelen, an dat net nëmmen aus dem Grond, soe mer, vun enger Sécherheet, dass een an deem Stromnetz dann och méi Garantien hätt. Mir hunn éischer d'Angscht, an och eng berechtigt Angscht, dass esou e Konzern, deen éischer mat Fonge schafft, éischer eng Rendit siche geet wéi eng nohalte Energieversuergung.

Eng nohalte Energieversuergung seet fir mech, an do kommen ech méi spéit drop zrëck, dass och versicht gëtt, d'Netzer esou auszubauen, dass méiglechst vill Acteure kënnen ugeschloss ginn. E maximaalt Utschlosspotenzial muss iwwer d'Netz méiglech gemaach ginn. Dofir mengen ech, dass et e Feeler war vun der Lëtzebuurger Regierung, dat net ze maachen, well op där anerer Säit wësse mer, dass, insbesondere wat d'Netznotzung ubelaangt, et eng Garantie gëtt, eng Garantie vun enger Rendit, déi iwwer den ILR och garantéiert gëtt.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dat seet d'Gesetz souguer aus. Et ass besonnesch bei den Netzer gesot ginn no deenen Erfahrungen, déi jo an England waren, wéi ganz grouss Infrastrukturen, öffentlech Infrastrukturen privatiséiert goufen, dass de Privaten éischer higangen ass an do Profit erausgezunn huet an d'Netzer verwahrlose gelooss gi sinn, an duerno huet de Stat missen erëm asprangen. Mir hätten éischer..., oder mir wënschen eis, dass mer awer zrëck op dee Wee kommen, dee mer och deels ageschloen haten, fir d'Netz méiglechst maximal an öffentlecher Hand ze kucken.

Dofir fanne mir et schued, dass mer dat net gemaach hunn, a mir hunn net onbedéngt dat grouss Vertrauen, wéi de Minister dat och hei schonn an enger Question orale da geäntwert huet, op dat Vertraue vun AXA, ouni deem elo eppes ze ënnerstellen, dass en eist Netz wëllt hei ofbauen.

Et muss een awer och bei deem ganze Lëtzebuurger Marché gesinn, dass Enovos wuel e groussen Acteur ass, dee gréissten - ech hunn elo d'Prozentsätz net am Kapp -, dass dernewent awer och eng Rei klenger nach existieren. An ech géif et geféierlech fannen, oder mir géifen et geféierlech fannen, wa mer ze vill staark just op ee géife setzen.

Ech soen elo, eng Sudstrom, Electris oder och nach eida.green an nach anerer am Gasmarché hunn hire wichteg Rôle och an engem klengen Marché wéi Lëtzebuerg ze spillen, well oft kommen innovativ Projeten éischer vun deene méi Klengen, well se méi flexibel, méi no um Client kënnen funktionieren. Si hunn och eng ganz Rei Démarchen an där leschter Zäit, an de leschte Jore gemaach vis-à-vis vun de Gemengen, wat d'Hëllestellung an der Effizienztechnologie ubelaangt, an ech kéint nach eng ganz Rei vun anere Projeten opweisen.

Dofir ass d'Gefor - net, dass mer déi elo wëllen ze vill grouss maachen, mä trotzdem ass do esou ëmmer e Goût amer, sou e bëssen e battere Goût -, dass déi Verflechtung relativ no ass

tëscht Ministère an Enovos. Bon, den Här Minister war virdu Administrateur général oder Administrateur vun deenen zwee - delegéiert, ech weess, och an der Fonctioun vun deem Minister -, trotzdem wär ech, wäre mir méi frou, do méi kloer als Minister opzotrieden, wéi vläicht heiansdo am Tëschesaz nach als Manager vun Enovos.

Dat sinn e puer Iwwerleeungen zu der Struktur. Eier ech awer op déi eenzel Punkten nach wëll agoen, déi virdu ernimmt gi sinn, wollt ech nach zwou prinzipiell, oder e puer prinzipiell Iwwerleeungen zu der Energiewirtschaft am Allgemengen awer nach soen.

Bon, et ass och virdu scho gesot ginn, d'Ofhängegkeet vun eiser Wirtschaft vu fossilen Energieressourcen ass enorm, besonnesch wat den Uelech ubelaangt, net nëmmen aus ekologesche Gesichtspunkten, mä och aus ekonomesche Gesichtspunkten. Haut de Mëtteg hu mer vill iwwer Rettungspaqueten, Rettungsschiermer am Kader vum Euro héieren; ma eleng den Export oder den Import vun Uelech an d'Europäesch Kommissioun (veuillez lire: an d'Europäesch Unioun) mécht e Facteur aus, oder e Präis oder e monetäre Wäert vu 500 Milliarden Euro.

Dat si ganz vill Suen, déi mir all Joer iwwer d'Grenze vun der Europäescher Gemeinschaft a Länner wéi Russland, de Mëtteren Orient weiderginn. Dat si Suen, déi a sech eiser Wirtschaft feelen! Dat heescht, déi Sue misste mir hei probieren kënnen ëmzesetzen a mat deene Suen eng lokal Wirtschaft opzebauen. An et ass dat, wat mir e bëssen hei an deem neie Gesetz, wat mer hei hunn, vermessen, dass déi Philosophie och hei an dat Gesetz eragefloss wär.

Vun Atomstrom wëll ech de Moment net..., bon, ech kann en awer elo hei schonn an deem Punkt mat erwähnen. Ech mengen, d'Atomenergie - wësse mer alleguer - huet an därerfeng Zukunft hunn. Déi Geforen, déi domat verbonne sinn, brauch ech elo net nach eng Kéier duerzeleien. Mir hu se d'lescht Joer materlieft - fir d'Zwee! -, mat verheerende Konsequenzen fir dann d'ganz Émgingend, awer och fir d'Wirtschaft selwer a Japan.

A wat esou oft de Fall ass bei der Atomenergie, wou dann och d'Präisser da verglach gi mat erneierbaren Energien: dass déi Käschten, déi d'Atomenergie produziéiert, einfach net am Strompräis zrëckzefanne sinn. An den erneierbaren Energie probieren mer awer, all Käschten opzedreiwen! Ech wëll awer elo drun erënnen: A Japan all déi Käschten, déi ginn natierlech, wann eppes passéiert, sozialiséiert! Et ass d'Gesellschaft, déi muss hierhalen, fir déi extrem Schied kënnen opzehiewen, an dofir ass et ëmmer e falsche Verglach, dat ass Appel mat Bire vergläichen.

Ech wënsche mer endlech en offenen Dialog, en éierlechen Dialog, wa mer d'Käschte vun där enger Technologie mat de Käschte vun där anerer Technologie vergläichen, an datt mer och probieren, eis Gedanken driwwer ze maachen, wéi eng Schied zousätzlech generéiert ginn, déi mer eben net an dem private Geldwäert vun där Kilowattstonn direkt bezuelen, déi mer awer dauernd amgang sinn, aus der Täsche erauszeseien, an oft aus der Täsche vun den zukünfte Generatiounen.

Bon, wann ech nach eng Kéier Atomenergie wëll soen. Et ass och virdu gesot ginn, vu mengem Virriedner aus der CSV, dass sécherlech de Konsument eng ganz wichteg Roll ze spillen huet, wat e wëllt a wat en net wëllt. Dat heescht, duerch eist Konsumverhale kënnen mer ganz vill an d'Energiewirtschaft agräifen. An et ass och dat, wat mir vun der grénger Fraktioun ëmmer wëlle propagieren: Duerch de Jo oder Neen zum Verbrauch vun Atomenergie kënnen mer et fäerdegbréngen, d'Atomenergie ofzuschalten. Siehe de Wëllen, deen an eisem Land do ass, mä deen och effektiv a realer Politik an Däitschland nozevollzéien ass.

Dofir meng mer, dass mer endlech d'Energiewirtschaft müssen änneren, e Paradigmewiessel kréien. Mir brauchen eng Transition vun der Energiewirtschaft. An dofir sinn déi Eckpunkte fir eis ganz kloer net méi déi grouss, onflexibel, atomar a fossil Kraaftwierker, mä d'Eckpunkte vun esou enger Systemtransition am Energiesecteur sinn d'erneierbar Energien, wëssend, dass déi dezentral bei de Leit doheim sinn an och zu ënnerschiddlechen Zäitpunkte produziéiert ginn.

Et ass net méi d'Dominanz vun de Grousskraftwierker, déi mir wëlle propagieren, vun de groussen Energiekonzerner, mä iwwer d'Responsabiliséierung vum Konsument all eenzelne Konsument zum Produzent eriwirkerzéieren. All Konsument kann en Energieproduzent ginn. An et ass doriwwer, wou mer och méi eng Demokratisierung vun der Energiewirtschaft kréien.

Et ass déi Philosophie, déi mir hei an deem Gesetz feelt. Dofir hunn ech déi Iwwerleeung hei gefouert, fir d'Fro ze stellen, wa mer d'Adaptatioun vun deem Gesetz hei virhuelen, ob mer



eis Gedanken iwwert dat gemaach hunn, éier mer déi eenzel Positioun festgeluecht hunn, oder net. A mir mengen, dass mer déi Froen net esou gestallt hunn, wéi mer hätte solle se stellen.

Mir hunn nach ëmmer eng ganz Rei vu Barrièren agebaut, fir dee Wandel an d'erneierbar Energie ze kréien. Mir hu Klompféiss dohinner gemaach, mir hu Steng an d'Wee geluecht, mir hunn Hürden opgebaut an all dat, wat mer an der Atomenergie, bei de fossilen Energiequellen nach ëmmer net richtig maachen. Wa mer et awer real géifen zougestoen, mat all hire Schied, misste mer dat maachen.

Schued! - kënne mir jiddefalls nëmmen dozou soen.

An da muss ech awer trotzdeem op d'Philosophie oder och d'Ausso vum Minister agoen, ech mengen, de leschte Freideg am „Lëtzebuerger Land“ war dat do ze liesen. D'Iwwerschrëft war relativ fett gedréckt: „Et geet elo emol duer.“ Bon, et geet elo emol duer, fannen ech net ganz glécklech. Ech erkläre lech och, firwat ech dat net ganz glécklech fannen.

Sécher, iwwert d'Fotovoltaik kann een elo streiden, iwwert d'Héicht vun enger Subventioun, mä et muss een awer net verkennen, dass iwwert déi lescht Joren d'Käschtdégressioun enorm an der Fotovoltaik war. Et muss een net verkennen, dass zu Leipzig op der Elektrobourse, do, wou de Stroum gehandelt gëtt, an de Mëttesstonnen de Präis ëm 40% erofgeet. Dat ass eng Konsequenz, well d'Fotovoltaik an de Marché erandrëckt. Et ass eng Konsequenz fir déi grouss Partéi vun de groussen Energiekonzerner, dass déi Parts de marché verléieren, an dofir all déi Diskussiounen ëm de Präis.

An da wëll ech nach eng Kéier dat an Erënnung ruffe vun deem, wat ech virdu gesot hunn, vum Präis oder vun de verstoppten Käschte vun den atomaren an de fossilen Energieträger, da kann ee sech iwwert de Präis eng aner Gréisstenerdning maachen.

Ech fannen et schued, dass mer an där Diskussioun ëmmer op dee Punkt kommen, dass mer zu engem Zickzackkurs kommen oder Stop-and-go, an net eng kontinuierlech Weiderentwécklung vun enger Technologie, déi e ganz grouss Marché schonn hat an och erëm kritt, an awer eng ganz Rei vun Aarbechtsplaz géréiert huet. Siehe d'Beispill Däitschland - och wann d'Diskussiounen do nach net ofgeschloss sinn, sinn ech sécher, dass se do d'Kéier kréien an déi richteg Richtung, well et ass déi eenzeg Hoffnung. Wa mer den däitsche Marché net ënnerstëtzen an där Démarche, déi si elo ageschloen hunn, da weess ech net, wou d'Energiepolitik an Europa wëllt higoen.

Ech hat gëschter Owend d'Chance - oder ech weess net, ob et eng Chance war; am Nachhinein hunn ech gesot, et war keng esou Chance -, dem Här Oettinger nozelaschteren an der Investitiounsbank, wou en iwwer zukünftige Energieversuergung an Europa e Referat gehalen huet. Ech muss jiddefalls enttäuschend feststellen: Wann dat d'europäesch Energiepolitik soll sinn, muss ech zu deem Owend deeselwechte Saz leider soen, wéi den Här Minister gesot huet: „Es reicht jetzt!“, vis-à-vis vun der däitscher Visioun, dass et méiglech ass, eng aner Energieproduktioun, en Energiewandel fäerdegzebréngen; da muss ech soen, da gëtt et héich Zäit, dass mer dee Mann vun där Positioun erëm ewechkréien.

Dir hutt all de franséische Wahlkampf verfollegt, an insbesondere ass ee ganz markante Phänomeen awer do oder Beräich opgefall, nämlech vum Mëtzelstand, klenge Betriber, Aarbechtsplazen an deene lokale Regiounen, wou d'Fransousen net hunn. Wou d'Fransousen am Wahlkampf driwwer geschwat hunn, wou hu mer déi. Se hunn no Däitschland geschiilt, wou déi Aarbechtsmarchéen entstinn.

Frankräich huet de Marché definitiv vun den erneierbaren Energie verpast a si lafen deem hannendrun. Et ass e verkrampft Festhalten un enger Technologie, déi éischter, wéi de Camille Gira ëmmer seet bei de Gemengen, an d'Postkutschenzäitalter zrëckzeféieren ass, wéi dann domadder eng innovativ an zukunftsorientéierend Energieproduktioun entstoe kann.

Den Här Minister huet an deem Artikel gesot, dass d'Wandenergie e wichtege Bäitrag kéint hei a Lëtzebuerg maachen. Do huet en eis Ënnerstëtzung. Mä en huet d'Ënnerstëtzung net, wa mer et nëmmen nom klassische Wee erëm maachen, dass mer eng SEO huelen, déi erëm Enovos an RWE ass, déi dat ëmsetzt.

Wa mir d'Bierger, Här Eischen, wëll ech lech awer soen, net mat an d'Boot huelen, fir esou Wandkraaftwierker ze installéieren, da kréie mer Widderstand. Mir kréie se awer mat an d'Boot, wa mer se mathuelen.

(Interruption)

Wa mer se mathuelen, da muss mer se awer och mathuele mat neie Konzepter, wéi ech virdu gesot hunn, vun der Ausrichtung vun der

Energiepolitik, da muss mer d'Bierger och bedeelegen.

Mir mussen d'Bierger sensibiliséieren derfir. Mir mussen de Konsument sensibiliséieren an da muss mer e mathuelen. Da kënne mer net hikommen a mir stellen eng Wandmillen dohin: Hei kommen ech, do kriss iergendeen Betrag x fir dän Terrain an da loosse mer et lafen.

Do brauche mer nei Konzepter. Mir brauchen d'Gemengen derbäi. Mir mussen d'Gemenge mat an d'Boot huelen. Mir mussen Ouverture maache fir d'Gemengen, dass se sech kënne bedeelegen, an da kréie mer déi Richtung hin.

Wa mer Repowering maachen, dat heescht d'Ersetze vun de jëtzege 600-Kilowatt-Anlagen duerch nei, déi nei Generatioun, dat sinn Anlage vu 6,5 Megawatt. Do si mer an Héichte vun 130 bis 150 Meter, no uewen héich. Et ass do, wou de konstante Wand ass. Et ass do, wou eng gläichbleiwend Energieproduktioun méiglech ass. An et ass do, wou mer awer dann och d'Akzeptanz mussen hu vun enger anerer Visualitéit, déi mer vläicht esou scho virdu kann hunn.

Dës vläicht e bësse méi allgemeng Bemierkungen, déi awer wichteg sinn am Kontext zu deenen eenzelne Schwéierpunkten, déi jo hei am Gesetz dra sinn, déi och den Här Bodry scho virdu an senger Interventioun gesot huet. Ech wëll och déi soen, si si jo och am Rapport an den éischte puer Säiten nach eng Kéier virbruecht ginn, dat ass, dass eng Kéier de Konsument soll gestärkt ginn.

Et ass dat mat dem intelligente Comptage, et ass de garantierten Accès fir d'erneierbar Energien an et ass d'Base légale fir déi Mobilitéit électrique, fir déi emol ze nennen. An ech wëll och dozou eenzel Stellung huelen, an ech wëll och gläichzäiteg dann nach eng Kéier meng Amendementer dozou erkläre, déi ech während der Kommissiounssitzung do zu deenen eenzelne Punkten erabruecht hunn.

Den éischte Punkt, den Här Bodry hat et och erklärt, dat war d'Diskussioun ëm den Importstroum, Atomstroum, Importverbu, vum „Non au nucléaire“ hate mer et geschriwwen, ob dat méiglech ass. Ech mengen, mir missten dat endlech kënne och diskutéieren. Ech mengen, et misst wichteg sinn, dass e Land konsequent - wa se da konsequent wëlle sinn, dat ass eng aner Fro, ech kommen awer méi spéit drop zrëck -, wa mer konsequent an déi Richtung wëlle goen, da muss et erlaabt sinn, dass mer kënne an déi Richtung goen.

Gëschter huet och den Här Oettinger, wéi en déi Fro gestallt kritt huet, dorobber geäntwert: „Oh, dat ass den Euratom-Vertrag, dat ass de Lissabon-Vertrag, dat ass nach e weidere Vertrag, dat ass nach e véierte Vertrag, déi dat alles wëlle festneelen.“ Ech muss just drun erënnere, dass den Euratom-Vertrag an de 50er Joren entstanden ass, dat ass 60 Joer hier! Do ass drageschriwwen ginn, dass d'Atomenergie Frieden, Freude, Eierkuchen géif maachen, e bëssen am Sënn vun: Domadder ass all Energieproblematik vun der Zukunft geléist, kommt, mer gi massiv an déi Technologie eran!

Dat kann awer haut net méi wouer sinn! Dat kann haut net méi esou deen Text widderspiegelen, no all deene Katastrophen, déi mer mëttlerweile an der Atomenergie erlieft hunn. Dat kann net akzeptéiert ginn! Dat muss kënne diskutéiert ginn, dat muss dann och kënne eng Kéier opgeschnürt ginn.

Ech mengen, mir hunn de Mëtteg hei iwwer Rettungspaquete geschwat, mir hunn iwwer Defizitbegrenzung vum 3% an esou weider geschwat. Och déi gi verletzt, och déi si geännert ginn, och déi si mer stänneg amgang ze änneren. Firwat ass et net méiglech, an enger Energiepolitik datselwecht anzefuerderen, wat op anere Punkten och méiglech ass?

An ech wëll soen, dass mer vehement nach ëmmer géint déi Leitunge sinn. Ech weess net - wéi hei vun der CSV-Fraktioun behaupt gëtt -, dass déi Versuergungssécherheet esou ganz kloer wier. Si ass net öffentlech a si ass och guer net bis elo esou diskutéiert ginn, dass dat novollzéierbar wier. Ech kann et net novollzéieren! Ech si scho laang hei an dem Energieberäich derbäi, ech kann dat net novollzéieren, dass dat an der Rei wier.

2004 hate mer e Blackout an Däitschland, et sinn eng Rei Etüde gemaach ginn, ech hunn déi gëschter nach eng Kéier kuerz gekuckt, KEMA, mengen ech, Consentec an nach anerer. Ech hunn ni déi Etüd Cegedel 225, oder wéi se heescht, gesinn, déi do seet, dass mir dat onbedéngt bräichten.

An deenen Etüden hei gëtt gesot: Okay, Dir musst oppassen, da gi mer vläicht en Transitland, et gëtt nach aner Contrainten. Da kommt, mer diskutéieren dat offen a kommt, mer leeën net e Rouer - bei enger ganz schonns kritisabeler Leitung vun der Soteg -, nach e Rouer fir d'Creos derbäi, ouni dass mer déi Diskussioun offen an éierlech gefouert hunn iwwert den Netzuschloss!

Mir hunn eng ganz Rei vun Energieproduktionsanlagen hei am Land an déi Energieproduktioun, sief et do d'GuD, also d'Gas- an Dampfurbinn zu Esch/Belval, mir hunn e Veianen, mir hunn déi zwee Netzer, déi nach ëmmer net an där Struktur matenee verbonne sinn, wëssend, an dat gëtt ëmmer gesot an dat ass och an där Etüd gesot ginn, dass dee Flicker, deen entsteet beim Elektrohéichuewen, duerchawierkungen op e stabilt Netz kann hunn, Auswierkungen op e stabilt Netz vun enger Creos.

Mä, da kommt, mer diskutéieren dat! Kommt, mer diskutéieren dat emol ausgiebig an ausféierlech, an net esou en Uschäin vun „an der dunkelster Dunkelkammer“ - ass haut och schonn hei gesot ginn -, an dann zéit mer dat duerch an da soe mer och nach schlussendlech - an de Buergermeeschter vu Suessem ass hei, deen an där ganzer Geschicht keen einfache Match ze féieren hat -, féiere mer elo nach zousätzlech da mat an, duerch en anert Gesetz, dass mer einfach déi Stroumleitungen, wat et och ëmmer ass, net méi brauchen ze autoriséieren!

Wann dat d'Konsequenz soll si vun enger offener Energiepolitik, vun enger transparenter Aussenansetzung iwwert den Für und Wider, dat wëll ech net akzeptéieren an dat soll och net akzeptéiert ginn! Wann et zu deem kënnt, wat Dir musst maachen, dat ass, Dir hutt missen Är Responsabilitéit iwwerhuelen, Dir hutt se misse maachen am Sënn vun Äre Biergerinnen a Bierger - dat war och richtig esou, wann e Geriicht dat och seet, dann ass dat esou -, dann huet de Buergermeeschter och seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen an da soll en zu sengen Akte schreiten, fir déi en och déi néideg Kompetenz zougestane kritt huet. Also, mir bleiwe bei enger ganz kritischer Iwwerleeung, souguer bei engem vehementen Neen nach haut, wat den Uschloss a Frankräich uegt.

En zweete Punkt ass d'Précarité énergétique oder d'Energiearmut, wat och an aller Munde ass. Mir hu probéiert, an dat war net scho bei deem Gesetz, mä och 2007 hat ech Amendementer erabruecht, fir dat e bësse méi sozial an och net esou abrupt wëllen duerchezéien, nämlech einfach d'Ofspäre vun deene Leit. An et si jo meeschens déi Leit, déi och nach an enger schlechter Wunneng wunnen, déi och nach schlecht isoléiert ass, déi a ville Beräicher dann hir Problemer hunn. Et kann net sinn, dass mir einfach hign an deenen dann, oder den Energieversuerger deen einfach ofspäert.

Mir haten en Amendement eraginn, een Deel dovun ass iwwerholl ginn, nämlech vu 15 op 30 Deeg ass iwwerholl ginn. Dat ass ee Schrëtt. Mä mir mengen, esou wéi a Frankräich an och an anere Länner, dass d'Méiglechkeet vun enger Netofspärung iwwert de Wanter duerch aus berechtigt wier. Et sief, mir hätte Konzepter, fir do Hëllefstellung ze ginn! An do muss ech soen, dass vu Regierungssäit déi Konzepter eben och net do sinn.

Ech mengen, d'Gemenge si méi no do, d'Gemenge si scho méi laang mat deem beschäftigt. Et sinn och eenzel Gemengen, déi Konzepter schonn iwwerluecht hunn, andeems se hinnen Hëllefstellung gi bei der Renovéierung, se ginn hinnen e Prêt zu engem vergëschtegte Präis. All dat hätt e kënne sinn (veuillez lire: virgesinn), dofir si mer mat där Ausrichtung net esou ganz d'accord.

Dann de garantierten Zougank fir d'erneierbar Energien. Dat ass ee wesentleche Punkt och an deem Gesetz, wou mir en Amendement ginn hunn, an ech wëll deen am Zesammenhang mat der elektrescher Mobilitéit diskutéieren, well do maache mer et. Ech verstinn net, dass mer do elo op eemol esou innovativ kënne sinn an d'Bornen da sozialiséieren - och all Klengverbraucher soll dat matbezuelen -, wou grad dat anert an Zukunft d'Energiepolitik soll duerstellen, do verweigere mer et, do soe mer, maach emol eng Demande, do kriss eng Subventioun. Mir maachen Hürden, mir maache Barrièren, esou wéi ech et virdu erklärt hunn, fir d'erneierbar Energien!

Ech hat deeselwechte Gesetzestext geholl, déiselwecht Passagé fir d'Bornes électriques, och fir d'erneierbar Energien, mat dem Passus, dann huele mer einfach e Règlement grand-duc, esou wéi dat bei de Bornes électriques steet, deen, wann et éieren ze deier ass, oder deen, wann et net sollt e rentable Projet sinn, dann ass en ebe vum Dësch. Mä de Prinzip, de Prinzip ass dat Wichtigst, an dofir soe mer, dass déi Philosophie vun deem Gesetz net an déi richteg Richtung geet an dofir kënne mer dat net akzeptéieren!

A bei de Bornes électriques kënnt nach derbäi, dass... et hätt ee kënne aschreiwene, dass et nëmme mat erneierbaren Energie ka funktionéieren. Dann hätte mer et duebel kënne zielen an eiser 20/20/20-Strategie fir 2020, nämlech dann hätte mer et engersäits an deenen 11% vun erneierbaren Energie kënne arechnen a mir hätten et kënne bei deem ane-

ren Deel, nämlech déi 10%, déi mer an der Mobilitéit mussen erabréngen, do hätte mer et och kënne arechnen. Mir hätten et also zweemol kënne arechnen!

A wann ech dann drun denken, dass d'EDF zesumme mat Cattenom, zesumme mat der franséischer Automobilwirtschaft, oder do waren och nach déi international derbäi, den 23. Juni, op eise Nationalfeierdag, e grouss Fest vun der Elektromobilitéit zu Cattenom gemaach hunn, da wësst Der, a wéi eng Richtung Frankräich d'Elektromobilitéit wëllt pousséieren. Si wëllen natierlech pousséieren an eng Ofhängegkeet vum Stroum a vum Atomstroum!

An da kënnt de Projet nach derbäi vum Här Wiseler, deen ech elo emol héieren hunn, nämlech vun der drëtter Spur, eng Iwwerleeung, déi drëtt Spur vun der Diddelenger Autobunn maache mer op, maache mer fräi fir d'Elektromobilitéit. An dann huelen ech d'Leitunge vum Här Schneider, da gëtt dat e Gesamtkonzept, zwar net eist Konzept, awer vläicht der Regierung hiert Konzept: De Fransous, deen d'Elektromobilitéit benotzt op der drëtter Spur vun der Diddelenger Autobunn, luet säi franséischen Atomstroum a Frankräich a kritt säi franséischen Atomstroum och zu Lëtzebuerg. Mir baue jo déi zwou Leitungen direkt a Frankräich.

Ech mengen, et ass Ironie e bëssen, mä dat spigelt e bëssen d'Philosophie awer hei an deem Gesetz.

(Hilarité)

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*. - Bon.

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*). - Neen, firwat op där enger Säit dat eent verlaangen an dat anert maachen. Dir hutt et jo gemaach. Firwat maacht Der et net an den erneierbaren Energien? Maacht et do, weist Courage a gitt an déi richteg Richtung,...

► **Une voix**. - Très bien!

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*). - ...da si mir och mat lech averstanen,...

(Interruption)

...fir dee Paradigmewissel unzegoen.

► **Une voix**. - Très bien! Très bien!

(Interruptions)

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*). - Dann hunn ech nach e leschte Punkt an da kommen ech awer zum Schluss. E leschte Punkt...

(Hilarité)

► **M. le Président**. - Jo, Här Kox,...

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*). - Ech sinn elo direkt fäerdeg.

► **M. le Président**. - ...kommt lues awer sécher zum Schluss!

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*). - Ah, dat huet elo misse sinn. Et deet mer leed, Här Minister, et ass zu später Stunde, da muss een awer dat nach kënne.

Also ganz kuerz, mä ech mengen, den Här Helming er huet mer déi Bedenken, wat de Comptage...

► **M. Paul Helming** (*DP*). - Ech stellen lech déi Energie zur Verfügung.

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*). - Déi Energie hunn ech, déi huelen ech mer awer nach gär an deem Beräich. Trotzdeem, och den „smart metering“ weist jo awer a verschiddeenen, an den ënnerschiddleche Länner... An d'Belsch, déi reduzéieren e bëssen, déi wëssen nach net a wéi eng Richtung.

Ass et esou, dass wierklech Effizienz domadder gemaach gëtt an den Haushalter? Ass et esou, dass mer do Energie kënne aspueren? Ass et esou?

Neen, dofir wär ech e bësse méi virsiichteg beim Aschreiwene hei an deem Gesetz, well mir maachen et jo net bei den erneierbaren Energien. Dofir ass d'Kontradiktioun esou grouss, dass mer an deem enge Beräich et maachen an an deem anere refuséiere mer.

An alleguerten heibannen, wéi Der hei stitt, hutt Der d'Motioun géint Cattenom ënnerschriwwen; hutt Der gläichzäiteg all Sonn-desrieden hei fir d'erneierbar Energien an d'Reduktioun vun dem CO₂ gehalen, awer wann et effektiv an d'Gesetz muss drageschriwwen ginn, dann op eemol kënnt iergendeng kleng Contrainte: Hei geet et net, do kënnt Der net! An dat kënne mer net akzeptéieren.

Dofir, Här President - ech kommen zum Schluss -, ech mengen, Dir verstitt, dass ech oder mir mat deene puer Argumenter, déi ech hei geliwwert hunn, dëst Gesetz einfach net kënne stëmmen.

Et sinn eng ganz Rei verpasste Chancen. Et sinn Erneuerungen do. Déi Erneuerungen hätte mer och an deem Gesamtkonzept kënnen zréckfannen. Dofir, fir kënnen de Paradigmewissel ze packen an der Energiewirtschaft, brauche mer aner Gesetzer, an dat hu mer hei verpasst. Dofir en duebelen Nee fir déi zwee Gesetzer.

Merci.

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kox. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Merci, Här President. Ech wëll direkt soen, dass ech net wäert esou laang schwätzen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Une autre voix.**- Dat verst mer.

(Interruption)

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Ech wëll awer elo dem Rapporteur félicitéieren, well en hat keen einfachen Job, fir dee Gesetzesprojet hei, déi Gesetzesprojeten - well et sinn der jo zwee -, fir déi ze diskutéieren. Et wor ganz vill Technik do mat dran.

Wat ech och e bësselche bedauern, dass wollt ech awer och der Regierung soen, dass ass, dass mer hu missen nees eng Kéier ënner Zäitdruck schaffen. Dass ass heiansdo schlecht,...

(Interruption)

...mä dat kënt dohier, wann den Avis vum Conseil d'État heiansdo och méi schwéier kënt an esou weider. Bref, mer musse kucken, dass mer dat verhënnert kréien.

Woufir soen ech dat? Ma dass ass wéinst engem Punkt, deen ech wollt opwerfen, wat den Artikel 39 ugeet. Do huet de Rapporteur schonn drop higewisen, dass de Conseil d'État sech do e puermol gemellt hat, an dass ech da gesinn, dass mer am Text, dee mer finalement vum Conseil d'État zréckbehalen, dass mer do verweisen op e Règlement européen an dann deen zitieren. Mä de Misär ass, mir zitieren en net ganz. Et si Saachen, déi feelen dran.

Zum Beispill felt dran, wann een d'Reglement vum 8. Dezember 2011 hält, wat d'Sanktiounen ugeet: «Les sanctions prévues doivent être efficaces, proportionnées et dissuasives et tenir compte...» an da kënt eréischt deen Text, deen elo vum Conseil d'État zréckbehalde ginn ass.

An da gesinn ech och, dass Rieds geet vum enger Sanktioun, déi d'Beriber kënnen hunn, d'Entreprisen, do geet hei Rieds vun 10%. Ech gesi just, an enger Direktiv vum 2009 geet Rieds vun 1%. Hei setze mer eng Konditioun dran iwwert d'Verticalitéit, an dem Règlement européen steet dat net dran.

Bref, dat si lauter Saachen, wou mer hu misse reagieren op Basis vun dem Avis vum Statsrot, an ech mengen, wa mer Zäit gehat hätten, hätte mer ons iwwert deen Avis vum Statsrot do ewechgesat oder en neien Amendement proposéiert. Dat wier op jidde Fall méi richtig gewiescht, wéi elo an enger Situatioun ze sinn, wou dat, wat zielt, de Règlement européen ass, an dat, wat mer hei am Gesetz stoen hunn, domadder kann een alles maachen, souguer sech drop setzen, well et huet kee Wäert, et ass d'europäescht Règlement, wat Virrang huet.

Da géif ech och mengen, Här Minister -, an dat war eng Fro, déi ech lech wollt stellen -,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- ...ob et net gutt wier, fir en Texte coordonné ze publizéieren, dass heescht net nuren déi zwee Gesetzer, mä ze kucken, dass een e gesamten Text huet, well wann de Bierger an och d'Entreprisen dobausse sech sollen erëmfannen, dann, mengen ech, wier et gutt, wann e koordinéierten Text géif publizéiert ginn.

Dann ass eng Fro, déi ganz oft gestallt gëtt vum ganz ville Bierger, dass ass, wéi déi Raccorde-menter un dee bestehenden elektresche Réseau kënnen duerchgezu ginn, wann et ëm Verbindungen, ëm alternativ Energie geet. Et gesäit een, dass do Schwierigkeete sinn. Bis elo gesäit een zum Beispill e Bauer, dee fret, fir eng Connexion ze kréien, an dann ass de Gé-rant vum Réseau, dee seet neen, a färdig ass et. Do, mengen ech, misst een elo kucken, dass dat awer iergendwéi geregelt gëtt, dass ee sécher ass, dass deen, deen den Invest mécht, fir eng alternativ Energie ze hunn, dann och en Accès ka kréien un de Fournisseur de réseau. Dass heescht, dass mer dat Ganzt un d'Fonction-naire kréien,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- ...well soss wäert et verschidde Schwierigkeeten an der Praxis ginn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir hu laang driwwer diskutéiert.

► **Une voix.**- Neen.

(Interruption)

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Da schéngt et och wichteg ze sinn, dass mer am Prinzip kënnen den Energieliwwerant wiesselen. Mä ech mengen, dass dat awer éischer um Pa-beier steet, well hei zu Lëtzebuerg hu mer de facto nuren een. Et sinn der nach e puer méi klenger do, mä do gesäit awer alles duerno aus - ech denken do u Sudstrom -, dass et net laang wäert daueren, bis iergendwéi awer eng ganz enk Kollaboratioun, wann net och nees eng Fusioun mat Sudstrom wäert entstoen, well duerch dat neit Gesetz, wat mer elo hei stëmmen, schéngt et mer esou ze sinn, dass déi eenzel Informatiounen, déi Renseignement, déi ee muss kréien,...

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Dir kennt eis net...

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- ...an déi ee muss kréien, dass déi mussen hei och vu Sudstrom geliwwert ginn. Ech weess net - vläicht kann den Här Minister mech do renseignéieren oder d'Députée-maire hei vun Esch -, ob et méiglech ass, fir iwwerhaapt déi Informatiounen, déi duerch d'Gesetz hei virgesi sinn, kënnen ze liwweren.

Dass ass eng Fro, déi ech stellen, well et ass jo net esou, dass een e Gesetz stëmmt mat Sanction pénale an aner, an da kéint ee vun de Stroumliwveranten net deenen Obligatiounen, déi duerch d'Gesetz virgesi sinn, nokommen.

Duerfir, mengen ech, wier et och wichteg, dass mer vläicht e Bilan géifen zéien no engem Joer, wéi dat Gesetz hei praktesch sech duerchge-zunn huet, well et ass e wichteg Gesetz, wat an den Ae vu ville Leit zwar nach als en energie-technesch Gesetz ugesi gëtt, mä wat awer eng ganz grouss praktesch Portée kann hunn, wann et esou duerchgezu gëtt,...

► **Une voix.**- Da macht eng Motioun!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- ...wéi et geduecht ass.

Dann ass och an der Debatt gewiescht, fir d'Subsidië fir d'Fotovoltaik ofzeschaffen. Ech mengen, Här Minister, et wär gutt, wann Der dat, wat Der ons an der Kommissioun gesot hutt, och nach eng Kéier géift hei öffentlech soen, well et schéngt esou ze sinn, dass vum deene Subsidiën, déi de lëtzebuergesche Stat gëtt, et net d'lëtzebuergesch Entreprisen an d'Propriétaire vum den Häiser sinn, déi dovunner profitéieren, mä ganz vill Entreprisé wäit am Ausland. An ech mengen, dass ass de Sënn an den Zweck net vun der Übung, fir esou Saachen duerchzebréngen.

Ech wëll och drop hiweisen, dass ee gesinn huet, dass Frankräich notament, wat d'Fotovoltaik ugeet, ganz nei Weeër gaangen ass elo kierzlech, andeem se e Flughafen, dee vun der Arméi wor, integral ëmfonctionnéiert hu fir Fotovoltaik, soudatt se doduerjer bis zu 350.000 Leit kënnen mat Strom bliwweren. Do gesäit een also, dass et...

(Interruption)

...esou Weeër gëtt. An dat huet och eng etlech Aarbechtsplaz geschafen.

Ech mengen, et misst ee sech och iwwerleeën, ob een net och hei zu Lëtzebuerg déi eng oder déi aner Plaz fir esou Saache kéint gebrauchen, notament do, wou mer Industrieplazen hunn, wou am Prinzip et ganz schwéier ass, fir Häiser drop bauen ze loossen, also dat heescht op deenen Terrainen. Duerfir ass dat eng Iwwer-leeung, déi ech och vun onser Säit aus wollt hei an d'Debatt mat erabréngen.

Wat ons och wichteg schéngt an deem Kontext, fir ze soen, dass ass, dass mer vun der Regierung ons erwaarden, dass - au moins, dass dat geschitt ass, wat ech net weess -, mä dass ass, dass mer vläicht eng Analyse thermogra-phique géife maachen, esou wéi se am Ausland duerchgezu ginn ass. Dass heescht, dass iwwer Helikoptere gekuckt gëtt, wat fir eng gréisser Gebailechkeete ganz schwaach sinn, wat Energieisoliatioun ugeet, soudatt een also do misst deen Ablack e Rapport kréien an deenen een-zelen Entreprisé respektiv och dem Stat oder respektiv de Gemengen.

Well a Frankräich hu se gemierkt, dass 70% vun deene Gebaier, déi Energieverschwendung ha-ten, öffentlecher woren. Duerfir wier et also gutt, wann een do e puer Informatiounen kéint kréien, fir dass ee geziilt kéint och hei zu Lëtzebuerg den Energiekonsum reduzéieren.

Dass gesot, wollt ech soen, dass mir als ADR mat deenen zwee Gesetzer d'accord sinn an déi och duerfir wäerte stëmmen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Bon, Merci, Här President. Ech mengen, et ass jo schonn e puermol gesot ginn, den Zweck vun där Direktiv hei besteet dran, wat jo den drëtten Energiepaquet am Fong geholl duerstellt vun der Liberaliséierung vum Energiesecteur, déi Liberaliséierung nach weiderzedriewen.

An ech mengen, et gëtt awer grad an deem Secteur kloer, wou déi wëll Liberaliséierungs- a Privatisierungslogik vun der EU hiféiert. Nämlech d'Präisser am Energiesecteur sinn europawäit net gefall, wéi eis dat ëmmer versprach gouf. Am Géigendeel, si sinn zënter der Liberaliséierung vum Marché permanent geklommen. A si droen elo, matzen an der Kris, fir vill Leit wesentlech derzou bäi, dass se déi zwee Enner um Enn vum Mount net méi zesummekréien. Et gëtt scho vun Energiearmut geschwat.

Dat Eenzeg, zu deem am Fong geholl déi Liberaliséierung vun den Energiemäert gefouert huet, ass, dass sech e puer Oligopoler gebilt hunn. Dass heescht, zwee Gräppvöll multinatio-nal Konzern dominéieren d'Energieversuer-gung vun der europäescher Populatioun an im-poseieren hir Spillregelen.

Dat huet d'Energieversuergung an Europa awer net méi sécher an effikass gemaach. Am Géigendeel, souwuel déi ekologesche Fuerderung no enger neier Energieleistung wéi och d'Fuerde-rung no abordabele Präisser sinn am Kader, menger Meenung no, vun enger renger Kon-kurrenz net ze erfëllen.

Am Géigendzuch awer huet sech den öffentle-cher Secteur, hu sech also de Stat an d'Gemen-gen ëmmer méi aus hirer Verantwortung vun der öffentlecher „Daseinsvorsorge“, wéi se an Däitschland soen, zréckgezunn. An zu Lëtze-buerg huet just nach d'Stad Esch am Kader vun engem vertikal integrierte Betrib d'Souveräni-téit souwuel iwwert d'Netz wéi iwwert den Un-a Verkaf vun Energie.

Déi liberal Stoussrichtung spigelt sech och bei der Ëmsetzung vun dëser Direktiv an nationaal Recht erëm. Nieft punktuelle Verbesserungen, wat de Verbraucherschutz ugeet, stécht virun allem deen alles dominéierende Begrëff vun der Konkurrenz eraus, deen am schrëftleche Rap-port iwwer 30-mol virkënt.

Dat bedeit am Endeffekt, dass d'Politik an de Stat sech net méi sollen amëschen a bal all Pou-voiren un dee sougenannte Régulateur, den ILR, ofginn, deem seng Rechter a seng Autono-mie ausdrécklech ausgewéit ginn. A gradesou ausdrécklech ginn och d'Rechter vun der Re-gierung an iwwerhaapt vun de Pouvoirs publics a vun der Demokratie ageschränkt.

An anere Wieder: Mir sollen enger vun de Re-gierung onofhängeger Instanz ëmmer méi Pou-voire ginn, déi maassgeblech iwwert d'Präispoli-tik an iwwert d'Tariffer soll Entscheidungen huelen.

Déi liberal Stoussrichtung fanne mer och an engem anere Punkt erëm, deene sougenannten „smart metering“, dass heescht deene souge-nannten intelligente Compteur, wou mer ganz bedenklech fannen, wann an deem Ge-setz hei ugedeit gëtt, dass och de Waasser-verbrauch hei soll drop opgebaut ginn.

Grad - menge mer awer - bei der Waasser-ve-suergung, wat jo bis elo awer nach e Grondbe-soin war, deen nach konnt erfollegräich géint déi Logik vun de Marché verteidegt ginn, wa mer derzou iwwerginn, elo dat an déi Verwal-tung vun den Netzer an an déi Kontroll vun den Netzer mat eranzuhuelen, de Verbrauch vun Waasser, fäerte mir, dass och domadder Preparatiounen geschafte ginn, fir eng zukün-fteg Liberaliséierung och beim Waasser virzuehelen.

Här President, als Lénk si mer der Meenung, dass d'Grondbesoinen an d'Gronddengsch-t-leschtungen prinzipiell an öffentlecher Hand misse bliwen. Mir sinn och age-tratt derfir virun enger Zäit, dass de Stat déi Aktië vun der Enovos, déi libéiert gi sinn, soll iwwerhuelen, fir eng richtig Energiepolitik am öffentlechen Interesse kënnen mat ze beaflossen, wat all Aspekter vun der Energiepolitik ugeet, och déi Energiewend, wou hei zu Recht gesot ginn ass, dass se muss kommen, a wou et kloer gëtt, dass se mat där Gesetzgebung hei ganz vill Steng an de Wee geluecht kritt.

Mir mengen, dass nëmme d'öffentlech Hand déi demokratesch Legitimitioun a Fäegkeet huet, den ekologeschen a soziale Besoin vum der Populatioun nozekommen, an dëst an der Logik an am Esprit vun der internationaler Ko-operatioun, an net vun der Konkurrenz. A well dat Gesetz hei selbstverständlech all deenen Erwaarden an Uspréich net Rechnung dréit, wäerte mir och géint déi zwee Projeten hei stëmmen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Éco-nomie et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischte er-laabt mer, lech alleguerte Merci ze soen, dass Der bereet waart, déi Chamberssitzung hei an-zeberuffen, fir dass mer de Vote vun deenen zwou Direktiven do nach hikréie virun der Sum-merpous, well ech d'nächst Woch am Ausland sinn. Duerfir sinn ech lech ganz dankbar a soe Merci derfir.

Da soen ech dem Rapporteur Merci fir säi mëndleche Rapport. Dee schrëftlechen, muss ech zouginn, hunn ech net gelies. Mä dee mëndleche war ganz gutt.

(Hilarité)

An da géif ech soen, da géif ech op déi ver-schidde Riedner agoen, well ech lech de Ré-sumé vum Gesetz erspueren. Deen hutt Der jo alleguerte schonn héiere respektiv gelies.

Vläicht zum Här Eischen. Dir hutt ugereegt, dass mer solle kucken, an Nordafrika Gas hier-zekréien, dass mer do solle Weeër a Mëttel si-chen. Mir sinn amgaangen dat ze maachen do-duerjer, dass mer eben och just wëllen eise Gasréseau u Frankräich ubannen, fir ebe just aus dem nordafrikanesche Raum an Zukunft och kënnen Gas ze importéieren an domat net just ofhängeg ze si vu Gas, deen aus dem Oste kënt, spréich aus Russland kënt.

Dir hutt och ugereegt, dass den Ausbau vun Eolienné soll weidergedriwwen ginn. Do wäert Der deemnächst weider Annoncen héieren, wou weider Parke gebaut ginn. Et ass awer esou, dass een do meeschtens net un der Vo-lontéit, fir se ze bauen, scheitert, mä un de Pro-zeduren an un den Oplagen, déi awer ganz streng sinn, wat d'Saach net ëmmer vereinfacht.

Dann hutt Der gefrot, wat d'Biogasanlagen ugeet, dass de Güllebonus misst agefouert ginn. Do kann ech lech vun hei aus soen, dass mer dat wäerte maachen.

An Dir hutt och gefrot, fir déi al Anlagen no deenen neien Tariffer ze bezuelen. Do muss ech lech leider soen, dass dat net geet. Déi al Anla-gen hunn e Businessplang, deen ass och gere-chent op déi al Tariffer. An do gëtt et kee Sënn, dass de Steierzueler elo supplémentaire do be-zilt, fir dass do d'Rendit vun deene Propriétaire soll an d'Luucht goen.

Den Här Helminger hat eng Rei Ausféierung ge-maach iwwert den „smart metering“, iwwer tech-nesch Froen, déi nach misse gekläert ginn. Dass ass richtig. Do si mer och amgaang, do-runner ze schaffen.

Och wat d'Elektromobilitéit ugeet, sinn nach eng Rei Saachen ze diskutéieren. Mä ech mengen, fir déi béid géllt awer eent, dass mir awer elo dat, géif ech soen, éische Land an der Europäescher Unioun sinn, dat kloer Regeln elo festgeluecht huet, eenheetlech Regele fir d'ganz Land fir speziell och eben déi Elektro-mobilitéit. Mir hunn ee System, dat wäert eis et vereinfachen, well aner Länner di sech ganz schwéier domat, fir ee System op d'Been ze setzen.

Da kommen ech zum Schluss op d'Fro vum Här Kox nach eng Kéier zréck. Dass sinn ech och scho beim Här Kox. Den Här Kox huet mech hei esou viles gefrot respektiv kritiséiert, dass ech elo drai Säite Stéchwierder opgeschriwwen hunn, wat lech ugeet.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Dat fret mech.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Éco-nomie et du Commerce extérieur.**- Dir hutt, fir unzufänken, nach eng Kéier bedauert, dass mer net déi Parté kaaft hunn, déi ArcelorMittal ver-kaaft huet oder amgaang ass ze verkafen un AXA, well Der mengt, mir missten als öffentlech Hand awer d'Majoritéit an där Gesellschaft hunn.

Ech hunn lech dat déi leschte Kéier scho gesot, ech soen lech et elo nach eng Kéier: Mir hunn zu all Moment d'Méiglechkeet, dat Netz, d'Ma-joritéit an deem Netz ze kafen. An do gëtt et kee vun deenen aneren Aktionären, deen eis do kann eng Opposition maachen. Deen Dag, wou mir decidéieren, mir hätte gären d'Netzer an öffentlecher Hand a mir hätte gären de Contrôle doriwuer, dann hu se guer keen anere Choix, wéi dat ze maachen. Si hunn dat och al-leguerte mat ënnerschriwwen.

Dann hutt Der lech opgereegt iwwer AXA, well déi jo just un enger Rendit interesséiert sinn an net onbedéngt un der Versuergungssécherheet. Do muss ech lech soen, dass d'Rendit, déi eng Gesellschaft wéi Enovos a speziell Creos mécht, fir speziell d'Creos just eben doriwuer erreecht gëtt, dass investéiert gëtt an d'Reseauen. Well Dir wësst, dass eng Netzgesellschaft e regu-léierte Beräich ass, an dee kritt en Taux d'inté-rêt, en Taux de rendement op d'Investitiounen,



déi en an d'Réseue mécht. Wann e keng mécht, huet en och kee Rendement!

Also ass déi Angscht, dass do net sollt investéiert ginn, déi ass net ginn. De Contraire ass de Fall. Dovun ofgesinn, ass et jo nach ëmmer esou, dass AXA net decidéiert, wat an där Firma geschitt. Si hunn 23% an net méi. Dat heescht, si hunn nach net emol eng Minorité de blocage, fir iergendee Projet, deen déi Gesellschaft wëllt maachen, ze blockéieren.

Dir hutt dann des Weidere gesot - ah, dat war u meng Adress, jo -, Dir géift bedauern, dass ech héiansdo méi nach als Manager vun Enovos géif optriede wéi als Energieminister. Ech muss lech soen, dass d'Situatioun eigentlech elo vill méi schlëmm ginn ass zënter ech Minister sinn. Virdu war ech just Manager bei Enovos, elo sinn ech souzesoen de Vertrieber vum Propriétaire. Dat heescht, ech sinn nach eng Stuf geklommen a wäert duerfir och mat vill Intérêt den Développement vun där Gesellschaft...

(Interruption)

Jo, elo kréien ech allerdéngs näischt méi derfir, dat ass wouer.

...den Développement vun där Gesellschaft do verfollegen.

Mä ech wëll lech awer hei och Folgendes soen: Dir sot op där enger Säit, de Stat muss méi staark an der Gesellschaft sinn, an op där anerer Säit bedauert Der, dass de Stat esou vill Afloss an der Gesellschaft hëlt. Duerfir soen ech lech: Firwat soll ech dann eng Majoritéit kafen, wann Der op där anerer Säit gären hätt, dass ech mech zrëckhalen aus allem?

(Interruption)

Wëllt Der eppes soen? Jo.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Neen, ech kéint elo, ech waarde bis zum Schluss.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Dir waart bis zum Schluss. Dat ass...

► **M. le Président.**- Fuert elo emol virun, Här Minister!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Loosst lech net provozéieren!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Oh, esou schnell net, Här Bettel.

Dann hutt Der eppes zum Atomstrom gesot, dass den Atomstrom, de Präis vum Atomstrom net d'Käschte refléiert, déi en a Wirklechkeet generéiert. Do sinn ech 100%eg mat lech averstan. Ech muss lech allerdéngs drop hiweisen, dass mir jo net den Atomstrom fördern. Mir bauen och keen hei a mir hunn och ni wëlles gehat, dat ze maachen.

Mir sinn awer an engem Marché commun - an och deen hutt Der iergendwann eng Kéier matgestëmmt -, deen eben erlaabt, dass d'fräi Zirkulatioun vu Gidder hei an Europa ass, esou dass och all Client fräi ass ze kafe wéi ee Stroum e wëllt, an dass et eben och - an ech mengen, de Rapporteur huet et virdu gesot - juristeschen net méiglech ass, fir ze verbidden, dass Atomstrom zu Lëtzebuerg vun engem Client kann importéiert ginn. Dovun ofgesinn ass et och relativ schwéier ebe just - dat war en anert Argument vun lech -, fir eis Autobunn, also eis Netzer ze späere fir den Atomstrom. Dir wësst, wéi d'Netzer funktionéieren oder Dir wësst et och net, mä dat mëscht sech alles an dat kritt een net getrennt.

Da kommen ech zu Ärem Dauerbrenner, wat ech natierlech verstinn an Ärer Positioun, d'Fotovoltaik. Dir reegt lech op, dass mer do wëlle Limitatiounen maachen. Et ass ganz kloer, dass Der recht hutt an der Degressioun vun de Präisser fir d'Fotovoltaik. Mä se sinn awer, somme toute, nach ëmmer vill ze vill deier. Ech hunn lech d'Rechebeispill gesot an ech kann lech et nach 100-mol soen, ech erspueren lech et, d'Fotovoltaik ass 14-mol méi deier wéi eng Wandmillen. Eng Megawattstonn Stroum aus Fotovoltaik ass 14-mol méi deier wéi eng aus enger Wandmillen.

Duerfir sot ech, nom Prinzip - mir sinn an enger, denkt nach eng Kéier drun, budgetär schwieriger Situatioun -, nom Prinzip „méi fir manner“, also méi erneierbar Energie fir manner Suen, soen ech lech, mir huelen déi Suen a mir probéiere se elo an enger éischer Phas méi intelligent anzusetzen, fir all aner Forme vun erneierbaren Energie méi massiv ze ënnerstëtzen, en attendant, dass déi Präisser, wou Der richtig sot, déi elo degressiv sinn, dass déi nach weider falen. Well déi wäerten nach weider falen. Elo maache mer emol all déi...

(Interruption)

Elo maache mer - ee Moment, da kënt Der gären soen, wat Der wëllt - emol all déi aner Energieformen, erneierbar Energieformen. Déi wëlle mer elo massiv fördern. A wa mer do bis esou gutt wéi zum Schluss komm sinn, mat deem, wat méiglech ass, bis dohinner ass d'Fotovoltaik esou bëlleg, dass mer da mat rouegem

Gewëssen och erëm voll op d'Schinn vun der Fotovoltaik wäerten eriwverschwenken.

Ech wëll lech just nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass mer jo d'Fotovoltaik fir Privatkonsumenten, fir een, dee sech dat wëllt op den Daach bauen, do maache mer et jo net, do loosse mer se jo gewäerden. Dat loosse mer jo zou, aus pädagogesche Grënn, dass jiddwer Privatbierger ka säin Engagement do och weisen. Do hu mer jo och kee Problem. Mir limitéiere just Anlagen iwwer 30 Kilowatt, déi limitéiere mer, well mer déi net méi wäerte subventionéieren elo emol einstweilen, wéi ech lech virdu gesot hunn.

Just dass Der de Rapport gesitt: Op engem Privathaas sinn normalerweis véier Kilowatt. Dat heescht, mir erlabe bis 30 Kilowatt an duerno ass et awer Schluss. An da waarde mer bis déi Degressioun och esou wäit komm ass, wéi se an deenen nächste Joren ze erwaarden ass.

An dann, fir dem Här Henckes op seng Fro ze äntwerten an och op Är falsch Ausso, well Dir sot et nach ëmmer, dass massiv Aarbechtsplazen an der Fotovoltaik geschaf ginn. Dir wësst et selwer, Dir wësst et jo selwer, Här Kox, dass dat am Ufank vun deem Boom richtig war, well ganz vill Produktiounsanlagen fir Fotovoltaikzellen an Europa opkomm sinn, dass do immens vill Jobe geschaf gi sinn. Mä entre-temps sinn d'Asiaten, sinn d'Chineesen esou vill méi bëlleg, dass se de komplette Marché an Europa futti maachen. Dat heescht, mir bezuelen dat 15-facht, 14-facht, pardon, fir eng Technologie, déi...

(Interruption)

Jo, Här Kox, ech weess, dass et lech net gefällt, et ass awer esou! Fir déi Suen och nach ze exportéieren, mir schafe keng Aarbechtsplaze méi hei domat. Just nach fir d'Installatioun op den Diech.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- 500 Milliarde fir Uelech gi mer nach ëmmer akafen. 500 Milliarden!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Lauschtert, Här Kox, ech hu jo elo net gesot, dass mer och keen Uelech méi sollen akafen. Ech hu jo och net gesot, dass dat gutt ass. Ech soe just, ech ginn awer net meng Honnerte Milliounen Euro aus, fir se an Asien ze schécken, fir dass déi hir Konkurrenz déelopéieren, fir eis hei nach méi futti ze maachen, wann ech déiselwecht Sue kann huelen, fir aner Energieformen zu Lëtzebuerg ze fördern, déi och de Lëtzebuerg zeguttommen, der Lëtzebuerg Industrie a virun allem dem Lëtzebuerg Handwierk. Do mengen ech einfach, dass d'Logik dat verbitt, fir dat an Zukunft esou ze maachen, wéi Dir dat fuerdert.

(Interruption)

Ech probéieren, mä et hëlleft net ëmmer.

(Hilarité et interruptions diverses)

Mä et ass gutt, den Här Kartheiser ass en ale Frënd vu mir - dat ass guer keen Thema -, net eréischt zënter dësem Gesetz, wëll ech soen.

Da wëll ech lech nach eng Kéier...

(Interruption)

Merci. Da wëll ech lech nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass ech gesot hunn a menger Untrëttsried, dass ech den Undeel un erneierbaren Energie wëll bis un d'Enn vu menger Mandatsperiod, an déi ka jo elo ganz schnell sinn, verduebelen.

(Hilarité)

An dann hutt Der kritiséiert, dass mer all déi Éolienné géife maache mat der SEO. Mir maache se net. D'SEO ass e private Betrib, dee Gott sei Dank dem Lëtzebuerg Stat och nach zu 40% gehéiert. Mä d'SEO mécht Projeten esou wéi all anere Mënsch an all aner Firmaen, déi Éoliennen dorëmmer opriichten. Mä, wa mer déi SEO net hätten, dann hätte mer jo iwwerhaapt näischt am Beräich vun den erneierbaren Energien.

An da wëll ech lech och soen, Är Ausso ass falsch, dass mer de Bierger net mat abannen. Well déi SEO, wou Der jo sot, dass déi ze vill mécht, déi ass op - ech weess et, well ech laang President do war -, déi ass op fir all Form vu Coinvestissement vun de Gemengen a vun de Bierger an déi Anlag.

Dann hutt Der och plädéiert derfir, dass mer déi 600 Kilowatt Éolienné sollen upgraden. Mä där sinn der bal keng méi do. An déi ginn all „upgegraded“. D'SEO baut iwwerhaapt keen esou ee Klimpi méi. Dat sinn alles déi risen Anlagen, déi Dir fuerdert. Eppes anescht gëtt iwwerhaapt net méi gebaut.

An déi puer 600-Kilowatt-Anlagen, déi et gëtt, sinn a Privatbesëtz, esou dass mer zwar ëmmer erëm regelméisseg mat deene Propriétaire verhandelen, fir hinne se kënnen ofzekafen an dann en Upgrading ze maachen. Mä och dat ass net esou einfach, vu dass mer se net kënnen enteegnen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et ass alles falsch, wat Der gesot hutt.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Et ass alles falsch. Bal alles, bal alles.

(Hilarité)

Ech mengen, ech hunn iergendwou eppes, wat richtig ass.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- A wien hätt dat geduecht? Dir sidd dach elo laang genuch hei. Dir misst dach elo bal wëssen, wéi et geet.

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Sou! Hei, elo lauschtert Der emol alleguerent dem Här Wirtschaftsminister no!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Merci, Här Président.

(Interruptions)

Da wëll ech soen, dass Der behaupt, mir géifen net wëllen diskutéieren mat lech iwwert den Netzuschloss u Frankräich. Ech schwätzen elo vum Elektreschnetzschloss. De Misär ass, dass ech scho ganz vill mat lech diskutéiert hunn, mä dass Dir näischt gleeft, wat ech lech soen. An dann ass de Problem natierlech immens schwéier, eng Diskussioun ze féieren, wann Der näischt gleeft.

(Hilarité)

Ech sinn awer ganz gär bereet, nach eng Kéier mat lech ze diskutéieren, wann Der mer da verspricht, mer och eng Kéier nozelauschteeren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech ginn d'Hoffnung op.

(Hilarité)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- D'Hoffnung stierft fir d'Lescht. Ech wäert lech och haut verschounen, fir weider dorobber anzegoen.

Dann hutt Der vun der Précarité énergétique geschwat, wou Der sot, dass mer iwwert de Wanter keen dierfen ofspären, dass d'Leit also iwwert de Wanter, wa se keng Suen hunn, einfach net brauchen ze bezuelen.

Mä da froen ech mech wierklech, ob mer elo net hei Sozialpolitik mat Energiepolitik vermëschen. A sot mir wann ech gelift: Wou zéie mer d'Grenz? Wiem erlabe mer dann einfach net ze bezuelen? Wann Dir da muer keng Loscht hutt, iwwert de Wanter ze bezuelen, loosst Dir et sinn. Wou zéie mer do eng Grenz? Dat ass dat Éischt.

An zweetens géif dat jo par analogie...

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Et war jo bis elo och e bëssen unterhaltsam. Kee Problem domadder. Et huet awer keen dovunner geschwat, iergendengem eppes ze schenken. Mir hunn net gesot...

► **M. le Président.**- Här Braz, stellt Dir elo eng Fro?

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Ech stellen eng Fro.

► **Une voix.**- An op!

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Da stellt se och!

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Dir musst awer och den Ennerscheid maachen. Den Här Kox huet net dovunner geschwat, dass kee soll bezuelen. Et geet drëms, zu wéi engen Zäite vum Joer dass ee soll bei „mauvais payeurs“ dierfen ofspären. Vermëscht dat dann och net! Dat ass dann och net ganz fair. Et ass emol net méi witzeg.

► **M. le Président.**- Dat do war keng Fro, Här Braz. Här Minister, fuert virun!

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Entschëllegt! Meng Fro war, ob den Här Minister dat net och esou gesäit.

(Hilarité)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Neen, ech gesinn dat net esou, well ech gesinn dat...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här Braz, ass dat zu Esch och esou? Dat ass och eng Fro.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech gesinn dat net esou, well et geet...

(Hilarité)

Also, Här Braz, den Ausléiser...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech kann lech awer Fäll bréinge vun Esch, déi hunn ofgespaart krit.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här Braz, den Ausléiser vum Ofspären ass jo de Fait, dass d'Leit net bezuelen. An doduerch, dass mer also dann net géifen ofspären, géife mer soen: „Majo, Dir sidd invitéiert, net ze bezuelen.“ Dat

ass, wéi wann Der an de Cactus gitt, da braucht Der do och iwwert de Wanter net ze bezuelen.

(Hilarité)

Neen, dat geet net. An et léist deene Leit hire Problem net. Et léist deene Leit hire Problem net, well Dir mengt jo net, wann d'Leit iwwert de Wanter net bezuelen...

(Interruption)

Dir mengt jo net, dass, wann d'Leit iwwert de Wanter net géife bezuelen, dann hätte se am Fréijoer op eemol riseg Geld, fir dat alles nozebezuelen. Ech mengen, do sinn d'Gemenge gefuerdert. An Dir maacht dat jo gutt zu Esch.

Et ass jo och esou, dass d'Energiegesellschaften d'Gemengen iwwert déi Leit informéieren, déi net bezuelen an déi e Problem hunn, esou dass Dir d'Heft an der Hand hutt, fir da Sozialpolitik ze maachen an deene Leit ze hëlfe. Dir kënt awer net vun enger privater Gesellschaft verlaangen, dass déi elo erlaben, dass jiddwereen, dee Loscht huet oder keng Loscht huet, ze bezuelen, dat da ka si loosse.

(Interruption)

Dann hutt Der... Ah jo, mat dem Raccordement vun den „renewables“, also vun den Installatiounen am Beräich erneierbar Energien, hutt Der lech opgereggt driwwer, dass mer net higinn an den Uschloss un de Bedreier vum Réseau ginn. Dat heescht, dass de Réseausbedreier muss den Uschloss bezuelen un eng erneierbar Energieform. An deem heite Fall, wann ech vun Elektresch schwätzen, zum Beispill un eng Fotovoltaiksanlag.

Par analogie sot Der zu de Bornen, Bornes électriques... Do gëtt et ee groussen Ennerscheid: Déi Borné fir d'Elektromobilitéit, do decidéiert de Stat zesumme mat de Gemengen, wou déi hikommen, wou déi Sënn maachen hinzekommen. An duerfir ass et dann och ee System, dee wäert funktionéieren. An d'Gestionnaires de réseau, déi wäerten déi Investitioun maachen, leeën dat em op den Netznutzungstarif an der Basse tension.

Ech soen lech direkt, dass dat absolut net wäert an d'Gewicht falen. Doduerch nämlech, dass herno méi Autoe mat Elektresch fueren, gëtt jo och méi konsuméiert. Also ginn déi Méikäschten iwwer méi Consommatioun verdeelt, esou dass mer dervun ausginn, dass dat en Null-Zomme-Spill gëtt, wa mer vill Succès hu mat der Elektromobilitéit, doduerch souguer d'Netzkäschten erof wäerte goun.

Wat ech wëll soen, ass, dass mir ganz kloer d'Heft an der Hand hunn, wou déi Bornen higestallt ginn. Wann Dir awer elo gären hätt, dass jiddwereen, deen iergendwou eng Fotovoltaiksanlag op e Schapp hannen am Éislek baut, dass deen...

(Interruptions diverses et hilarité)

Pardon, dat huet... Näischt géint d'Éislek. Just well...

(Brouhaha et hilarité)

Den Här Kaes ass och e gudder Frënd vu mir. Allez!

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

► **Une voix.**- Feigling!

(Hilarité)

► **Une autre voix.**- Wann den Här Minister recht huet, huet e recht.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Wann hie mech ausschwätze léisst, dann...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Op déi véiert Spur an der N7 kënt Der e bauen.

(Hilarité)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Wann hie mech ausschwätze léisst, an dat mécht hie ganz bestëmmt, da verstee en, wat ech wëll soen. Vu dass déi Éisleker Koppe wonnerschéi sinn a meeschens ganz weínege bebaut sinn, a wann dann de Bauer x op enger Éisleker Kopp, wou wäit a breet näischt anescht ass wéi säi Schapp, do decidéiert, eng kleng Fotovoltaiksanlag op säin Daach wëllen ze bauen, an den Netzbedreier muss deen op seng Käschtchen uschlëssen, dann hu mir Honnerttausenden Euro Käschtchen, fir dee Kabel dohin ze leeën, fir eng Anlag, déi ënner Érmstänn vläicht nëmme 10.000 Euro wäert ass. Dat bréngt stricteement näischt. Dat dreift d'Netzkäschtchen an d'Luucht.

► **M. le Président.**- Här Minister...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- An duerfir soe mer, well mer do keen Afloss drop hunn, fir dat ze diskutéieren, maache mer dat eben net iwwert dee Wee, mä mir maachen et iwwert d'Subventioun vum Projet an iwwert den Aspei-

setarif. Allerdéngs awer an deem Mooss, wat sënnavoll ass. A wann et sech da fir deejéinegen Investor net rechent...

► **M. le Président.**- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Kox lech eng Fro stellt?

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Selbstverständlich, awer eréischt, wann ech mä Saz fäerdeg hunn.

► **M. le Président.**- Da maacht Äre Saz fäerdeg

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech sinn amgaangen. Wann Der mech net ëmmer géift ënnerbriechen, Här President,...

(Hilarité)

...wäer ech scho fäerdeg.

Wann mir also der Meinung sinn, dass dee Projet sënnavoll ass, da gi mir eng Subventioun, déi awer net duergeet, fir dass e sech dréit, well mir eben net méi ginn, an da gëtt de Projet net realiséiert. Mä dat, wat... Jo, mä et ass an der Rei. Mä et ass einfach vollekswirtschaftlech onsënneg dann.

Mä, Här Kox, Dir dierft awer Är Fro stellen.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Ma ech wollt froen, ob Der dann och déi Amendementer gelies hutt. Wann Der de Rapport jo och schon net gelies hutt, dann ass dat net dat, wat ech do geschriwwen hunn a wat ech proposéiert hunn. Nämlech all Kritären, wat Der elo scho gesot hutt, stinn an deem Text dran. Et ass e Règlement grand-ducal, dat alles mell. Mä ech ginn dervun aus, dass Der et net gelies hutt.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech brauch et net ze liesen.

(Interruption)

Ech brauch dat net ze liesen. Ech sinn nach ëmmer richteg mat deem, wat ech soen. Mir...

(Interruption)

Den Invest vum Kabel, deen déi Anlag uschléisst, gëtt ofgedeckt iwwert d'Investitionsbäihëllef an iwwert den Aspeisetarif. A wann dee Kabel esou laang ass, dass doduerch d'Käschten onproportional, disproportional deier ginn, da rechent de Projet sech eben net.

(Interruption)

Jo, mä et ass egal. Et ännert... Et ass egal, wien et war, et ass net gutt. Et ass egal, wien et war, et ass net gutt.

(Interruption)

Voilà! Alles, wat... Jo.

Da wëll ech ofschléisse mam Här Kox a kommen zum Här Henckes, dee frou wier, wa mer een Text coordonné géife maache vun all deenen Energietexter. Do muss ech lech soen, dat wär „nice to have“, mä ech hu keng Zäit a keng Leit, fir dat ze maachen. Dat deet mer leed, mä ech hu vill aner méi sënnavoll Projeten am Energieberäich, wéi dass ech elo Leit wäert op Texte-coordonnée setzen. An ech mengen, duerfir hu mer jo gutt Affekoten an deem Land, déi sech dann do duerch dee Bësch wäerte schloen, wann et néideg ass.

Dann hat Der eng Remarque gemaach zum Wiessel vum Energiefournisseur. Do wëll ech lech just drop opmierksam maachen, de Lëtzebuerger Client huet jo net nëmme de Choix tëschent Lëtzebuerger Ubidders. E ka jo och an d'Ausland goen. Et gëtt jo eng Rei Ubidders. Ech soen lech awer direkt: Wann Der d'Präiscalculatioun eng Kéier maacht, dann ass d'Differenz, fir ze wiesselen, esou kleng, dass eigentlech kee Client Interessi weider huet, fir dat do ze maachen.

Ech mengen, den Taux de changement vum Fournisseur ass esou minim, dass en eigentlech iwwerhaupt net an d'Gewicht fällt. Mä et ass awer esou, dass zwielf auslännesch Firmen hei zu Lëtzebuerg um Marché ageschriwwen sinn. Déi sinn awer net all operativ. Déi sinn net all aktiv ginn, mä si kënnen et awer maachen. De Marché ass komplett op. Dat dozou.

Dann den Här Urbany zu gudder Lescht. Dem Här Urbany muss ech soen, wann e seet, dass d'Liberaliséierung net dat bruecht huet, wat se versprach huet, ginn ech em vollkomme recht.

D'Präisser sinn duerch d'Liberaliséierung net erofgaangen, si sinn eropgaangen. Den Här Urbany huet och recht, dass sech duerch d'Liberaliséierung eng Rei Oligopoler gebilt hunn, déi den Energiemarché dominéieren, wat net gutt ass, wat awer och derzou gefouert huet, dass d'Lëtzebuerger Regierung 2005 decidéiert huet: „Majo, géint déi Oligopoler, déi all déi Kleng plattmaachen, mussen mer eis iergendwéi besser opstellen, wa mer nach wëllen en Afloss op eis Energieversuergung hunn.“

Duerfir hu mer jo déi Fusioun gemaach vun all deenen Energiegesellschaften, och an Zesummenaarbecht mat der Stad Lëtzebuerg ënner anerem, fir eben ee groussen Acteur, ee regionalen Acteur hei kënnen ze schafen, deen och deene kann d'Stir bidden. An ech wëll net op den Detail agoen, mä ech sinn awer der Meinung, dass en dat ganz gutt mécht. Do hätt ech och eng ganz Rei Beispiller derzou.

Dann, dann, dann. Wat hunn ech hei nach vun lech?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dir sidd ganz komplett.

(Interruption)

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Jo. Hei, dat hunn ech gesot. Jo, reguléierten...

► **M. le Président.**- Är Zäit ass och esou lues...

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ah, meng Zäit ass eriwwer. An ech fannen net méi, wat Der nach gesot hutt.

► **M. le Président.**- ...ofgelaf, Här Minister.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech ginn net méi a mengen Noten eens.

(Hilarité)

Duerfir soen ech deenen Deputéierten, déi elo hei mat diskutéiert hunn, villmools Merci fir déi Diskussioun. Och wa mer net ëmmer enger Meinung sinn, ass et awer ëmmer erëm schéin, mat lech ze diskutéieren.

Merci!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Minister fir déi lieweg Diskussioun.

Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kéimen elo zur Ofstëmmung. Fir d'Éischt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6316.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6316 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6316 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, géint 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval (par M. Lucien Clement), Nancy Arendt (par M. Raymond Weydert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Christine Doerner), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Serge Wilmes), MM. Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes (par Mme Diane Adehm), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux (par M. Ben Scheuer), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), Félix Braz, Henri Kox et Mme Josée Lorsché (par M. Félix Braz);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert den zweete Projet de loi, den 6317.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6317 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6317 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, géint 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Raymond Weydert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies,

Sommaire des séances publiques n^{os} 35 et 36

Heure d'actualité du groupe LSAP sur les négociations en vue d'un Traité sur le commerce des armes p. 457-460

Motion de M. Félix Braz relative à la condamnation de la répression incessante menée par les autorités chinoises au Tibet p. 460-461

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la réforme du droit d'auteur dans l'époque digitale (vote) p. 461

Question élargie n°27 de M. Claude Meisch sur les éventuels abus dans le cadre du système des chèques-services p. 461-462

Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur la stratégie nationale d'aide aux sans-abri p. 462-469

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le projet de réforme de l'espace Schengen p. 469-472

Communications p. 473

Ordre du jour p. 473

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°174 du 2 juillet 2012 de M. Marc Spautz relative à la problématique de la surfacturation de la maison de retraite «Am Schmëttbësch» à Schifflange, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale p. 473

- Question n°175 du 2 juillet 2012 de M. André Bauler relative à la correction des épreuves d'examen des classes terminales de l'enseignement postfondamental par des chargés d'éducation, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 473

- Question n°176 du 3 juillet 2012 de M. Roger Negri relative aux répercussions de la fusion entre la Milch Union Hocheifel eg (MUH) et le groupe coopératif Arla Foods, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural p. 473-474

- Question n°177 du 3 juillet 2012 de Mme Josée Lorsché relative à la médecine scolaire, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 474

- Question n°178 du 3 juillet 2012 de M. Ali Kaes relative à la route N7, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 474

- Question n°179 du 3 juillet 2012 de M. André Bauler relative au paiement de l'allocation de rentrée scolaire, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 475

- Question n°180 du 3 juillet 2012 de M. Georges Engel relative au développement futur des zones industrielles P.E.D. et «Au Grand Bis» dans la commune de Pétange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 475

- Question n°181 du 3 juillet 2012 de M. Henri Kox relative à la pratique du jet-ski sur la Moselle, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 475

- Question n°182 du 3 juillet 2012 de M. Gilles Roth relative aux études SUP dans le cadre de la révision générale des PAG, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 475-476

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, relative aux conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin 2012 suivie d'un débat p. 476-484

Ordre du jour (suite) p. 484

5978 - Projet de loi relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier p. 484-485

6316 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

6317 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel p. 485-492

Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes (par M. Marc Spautz), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Serge Wilmes), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Scheuer), Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), Félix Braz, Henri Kox et Mme Josée Lorsché (par M. Félix Braz);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn dann och elo um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 10., 11. an 12. Juli.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 20.24 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés

Service des relations publiques de la Chambre des Députés

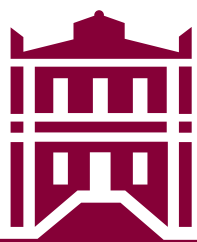
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1997	Fernand Kartheiser	Chômage
2050	Fernand Kartheiser	Conséquences de la prise de participation de Qatar Airways dans Cargolux
2114	Claude Adam	Introduction d'une obligation de dépôt légal des manuels scolaires dans une bibliothèque du pays
2115	Fernand Etgen	Centrales de dépôt pour les chasseurs
2116	Fernand Etgen	Agrandissement de l'école nationale des sapeurs-pompier à Feulen
2117	Marcel Oberweis	Lien entre pesticides et la maladie de Parkinson dans l'agriculture
2118	Josée Lorsché	Possibilités des maisons relais d'organiser des colonies de vacances au Luxembourg et à l'étranger
2119	Ali Kaes	Subventions octroyées par l'Union européenne
2120	Eugène Berger	Prise en charge des soins dentaires
2121	Marc Angel	Rapports sur les conseils en investissements financiers
2124	André Bauler et Eugène Berger	Collecte de données dans les lycées
2125	Jean Colombera	Identité transsexuelle
2126	Jean Colombera	Identité transsexuelle dans le cadre du pacte pour la jeunesse 2012-2014
2127	Jean Colombera	«Consultants» pour le Gouvernement
2128	Camille Gira	Réforme des services de secours
2129	Marie-Josée Frank, Marcel Oberweis et Serge Wilmes	Cures médicales offertes au Domaine Thermal de Mondorf
2130	Camille Gira	Prix de l'eau et les communes qui ne sont pas encore conformes à la loi de 2008 relative à l'eau
2131	Marc Spautz	Réseau électrique luxembourgeois
2132	Marcel Oberweis	Capacité de charge des camions
2134	Jean Colombera	Divorce forcé
2135	Fernand Etgen	Budget du Fonds pour la gestion de l'eau
2136	Anne Brasseur	Représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme
2137	Josée Lorsché	Label non-fumeur pour les cafés et bistros
2138	Camille Gira	Paiement par la commune de Mondorf d'une amende suite à une décision judiciaire
2140	Jean Colombera	Transport sanitaire
2143	Henri Kox	«myenergy» infopoint
2146	Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser	Projet «Tram léger»
2150	Jean Colombera	Plaintes de patients envers des prestataires de services dans le domaine de la santé
2151	Claudia Dall'Agnol	Carte d'invalidité
2152	Xavier Bettel	Ouverture du don du sang à la communauté homosexuelle
cf. 2157	Henri Kox	Tests de résistance des réacteurs nucléaires
2155	Claudia Dall'Agnol	Ouverture du don du sang à la communauté homosexuelle
2157	Georges Engel	Méthodes d'attribution d'un marché public
2158	Jean-Paul Schaaf	Utilisation des infrastructures sportives étatiques des lycées par les associations sportives
2159	Marie-Josée Frank	Réseau des pharmacies
2160	Fernand Etgen	Permis d'armes à feu
2161	Marc Angel et Lydia Mutsch	Lutte contre la violence à l'égard des femmes
2162	Fernand Kartheiser	Te Deum lors de la Fête nationale
2164	Fernand Kartheiser	Protocole militaire
2165	Josée Lorsché et Félix Braz	Mise en place du Conseil national pour étrangers
2166	François Bausch et Félix Braz	Sanctions contre le régime syrien
2167	Josée Lorsché	Jeux de tir infrarouges ou au laser
2168	André Bauler	Formations de l'agriculture biologique
2169	Fernand Kartheiser	Accès des citoyens turcs dans l'espace Schengen
2170	Nancy Arendt	Circoncision
2171	Gast Gibéryen	Plan «lean» d'ArcelorMittal
2175	Marc Angel	Réforme des associations sans but lucratif
urgente	Eugène Berger	Non-assistance par la Police grand-ducale
2179	Anne Brasseur	Mission d'expertise relative aux relations entre l'État et les communautés religieuses
2180	Marc Spautz	Direction de l'aviation civile
2189	Fernand Etgen	Permis de chasse
2195		
2202		
urgente		

Question 1997 (7.3.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le chômage:

Compte tenu de l'accroissement du chômage et des défis qui se posent à notre société à cet égard, il y a lieu d'identifier et d'analyser en détail les besoins des différentes catégories de

personnes qui sont touchées particulièrement par ce fléau. Une des catégories de personnes les plus touchées sont les personnes âgées de 45 ans et plus.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail:

1) Combien de personnes âgées de plus de 45 ans sont actuellement au chômage et comment évolue le chômage touchant spécifiquement cette tranche d'âge?

2) Le Gouvernement dispose-t-il de statistiques ventilées par profession et niveau de formation pour ces personnes?

3) Quels sont les cours de formation que le Gouvernement organise au profit de ces personnes, notamment aussi au profit de celles disposant d'une bonne formation scolaire ou académique et d'une expérience professionnelle particulièrement valorisante?

4) Monsieur le Ministre veille-t-il à une interprétation uniforme des bases légales et des modalités d'application exactes des dispositions régissant les mesures dites de «réemploi» en tenant compte de l'intérêt des concernés, et quelle est cette interprétation uniforme?

Réponse (2.8.2012) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

En date du 31 janvier 2012, 5.366 personnes âgées de plus de 45 ans étaient inscrites à l'Agence pour le développement de l'emploi comme demandeurs d'emploi (DE) disponibles, soit 34,4% du total des DE disponibles. Ces premiers se répartissent comme suit:

Niveau de formation:

- niveau inférieur (scolarité obligatoire)	:	3.002 (56,0% des DE âgés de plus de 45)
- niveau moyen inférieur (10 ^e à 11 ^e et 4 ^e à 3 ^e)	:	487 (9,1% des DE âgés de plus de 45)
- niveau moyen supérieur (12 ^e à 14 ^e et 2 ^e à 1 ^{re})	:	1.012 (18,8% des DE âgés de plus de 45)
- niveau supérieur (enseignement postsecondaire)	:	567 (10,6% des DE âgés de plus de 45)

Profession:

- Professions libérales, techniciens et assimilés	:	423
- Directeurs et cadres administratifs supérieurs	:	126
- Employés de bureau	:	654
- Vendeurs	:	441
- Travailleurs des transports	:	281
- Artisans, ouvriers (précision, horlogerie, mécanique, électricité, bois et bâtiment)	:	1.092
- Artisans, ouvriers (alimentaire, chimie, production, machinistes)	:	903
- Hôtellerie, restauration	:	486
- Autres services	:	869

L'évolution récente - 2010 à 2012 - des DE disponibles de plus de 45 ans est la suivante (données au 31 janvier de chaque année):

année	DE disponibles 45+	part dans total des DE disponibles	DE disponibles 45+ en reclassement	part des 45+ en reclassement dans DE disponibles 45+	part des 45+ en reclassement dans total DE disponibles
2010	4.375	30,5%	1.127	25,8%	7,9%
2011	4.802	33,4%	1.307	27,2%	9,1%
2012	5.366	34,4%	1.483	27,6%	9,5%

Afin de soutenir les DE âgés d'au moins 45 ans dans leur réinsertion professionnelle, l'ADEM est en charge d'un projet qui cible les DE en question. Celui-ci est cofinancé par le Fonds social européen pour les années 2012 et 2013. Il a comme objectif d'accompagner ces premiers jusqu'à leur réinsertion dans le monde du travail et consiste dans l'élaboration d'un bilan de compétences, la participation à des ateliers visant la relance de la carrière ainsi que dans un suivi individuel spécifique. Dans le cadre de ce projet, il est prévu de soutenir au moins 300 DE dans leur réinsertion professionnelle.

L'ADEM organise des ateliers spécifiques pour les DE âgés d'au moins 40 ans qui sont inscrits depuis au moins six mois et ayant leur premier dossier (première inscription à l'ADEM). Ces ateliers visent à soutenir ces DE à travers des échanges au sein de groupes encadrés. Ceux-ci portent sur les expériences d'autres DE, le projet professionnel de chaque DE, des formations à suivre, etc.

Outre ces deux mesures spécifiques, le service d'Orientation professionnelle de l'ADEM offre des conseils et mesures d'orientation à tous les DE, donc également à ceux âgés de plus de 45 ans.

De même, un groupe de travail informel entre l'ADEM et le service Formation professionnelle du Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle organise des mesures de formation en vue d'une reconversion ou adaptation professionnelle. Ces formations sont classées en trois catégories:

- les formations «qualifiantes» exclusivement mises au point pour les besoins spécifiques des entreprises et conjointement avec elles, ayant pour but l'insertion ou la réinsertion professionnelle des DE;

- les formations «pool» organisées à l'intention d'un secteur suivant leur demande, mais sans qu'il y ait une liste d'employeurs concrets (p. ex.: agent de fabrication);

- les formations destinées à augmenter l'employabilité générale des demandeurs d'emploi (informatique, test d'embauche...).

L'aide au réemploi s'applique sans distinction à tous les chômeurs inscrits sans prendre en compte leur âge.

L'État propose également des aides à l'embauche de chômeurs âgés de longue durée au profit des employeurs.

- Chômeurs âgés de 30 ans au moins:

- le chômeur doit être inscrit comme demandeur d'emploi pendant une durée de douze mois au moins;

- le remboursement des cotisations de sécurité sociale porte sur deux ans.

- Chômeurs âgés de 40 ans au moins:

- le chômeur doit être inscrit comme demandeur d'emploi pendant une durée de trois mois au moins;

- le remboursement des cotisations de sécurité sociale porte sur trois ans.

- Chômeurs âgés de 45 ans accomplis:

- le chômeur doit être inscrit comme demandeur d'emploi pendant une durée d'un mois au moins;

- le remboursement des cotisations de sécurité sociale portera jusqu'à l'âge de la mise en retraite.

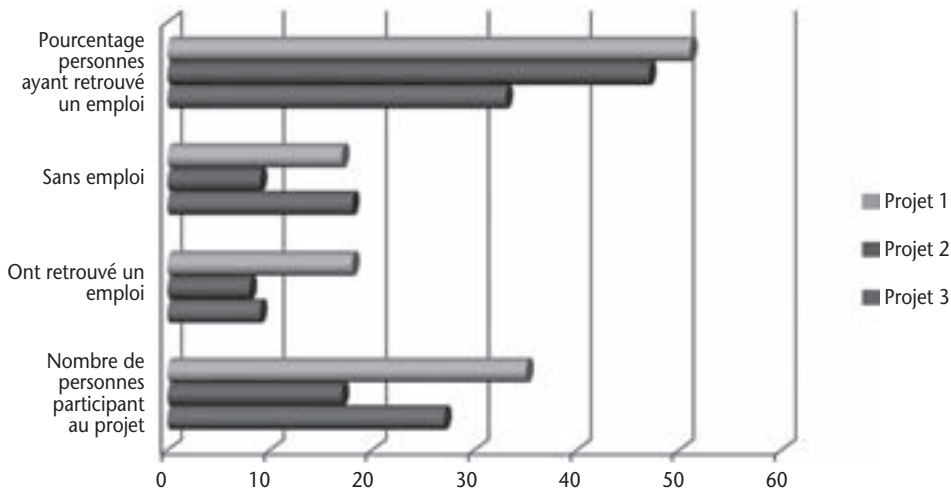
Le Ministère du Travail et de l'Emploi a lancé des mesures spécifiques en faveur des 45+ dans le cadre du programme Fit4Job-«Relancer ma Carrière». Il s'agit notamment d'élaborer avec les personnes concernées de nouvelles perspectives de vie personnelle et professionnelle. En outre, le coaching se concentre sur la faculté des personnes concernées à apprendre à croire en ses capacités et à mieux mobiliser ses ressources personnelles. Développer une stratégie de «Plan de Vie» qui correspond à ses valeurs propres et en adéquation avec ses compétences et ses besoins.

Statistiques du Projet «Relancer ma Carrière»

Suite au projet «Relancer ma Carrière» mis en place par le Ministère du Travail et l'ADEM en collaboration avec l'Institut, permettant aux demandeurs d'emploi âgés de 45 ans et plus de faire le point sur leurs compétences et de les accompagner dans leur recherche d'un emploi, quatre projets ont été mis en place depuis 2010. Le projet 4 étant actuellement en cours, voici les résultats représentatifs des projets précédents:

	Projet 1	Projet 2	Projet 3
Nombre de personnes participant au projet	35	17	27
Ont retrouvé un emploi	18	8	9
Sans emploi	17	9	18
Pourcentage personnes ayant retrouvé un emploi	51%	47%	33%

Graphique représentatif



Question 2050 (5.4.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **conséquences de la prise de participation de Qatar Airways dans Cargolux:**

An enger Pressematdeeling vun der Cargolux vum 28. Mäerz 2012 ass ze liesen:

«The complementary character of the business models of Cargolux and Qatar Airways has enhanced the reach and scale of both partners. Specifically, the Company can offer its customers an improved product range through interlining and block space agreements on Qatar Airways' extensive belly and freighter network. Likewise, Qatar Airways benefits from the Company's all-cargo capacity to destinations outside their route network.

With the partnership taking shape, both airlines saw cargo traffic increase at their hubs as Cargolux moved freight through Doha and Qatar Airways fed the Company's Luxembourg base with regular Boeing 777 freighter flights in 2011. Cargolux also used blocked space on Qatar Airways' service to Canada, while Qatar Airways did the same on Cargolux flights between Doha and Sharjah.»

Dëse Communiqué an déi rezent Entwécklung bei der Cargolux mat der Bedeelegung vu Qatar Airways u 35% vum Kapital un der Cargolux, déi déif Amëschung vum neien Aktionär an dat deeglecht Geschäft an d'Afrostelle vum gesamte Geschäftsmodell gëtt Ulass zu der Suerg, dass den Interessi vu Qatar net doranner läit d'Cargolux als Firma méi rentabel ze maachen, mä selwer vun hire Streckerechter (Traffic-rights) ze profitéieren a méi Frachtvolumen vun der Cargolux ewechzehuelen a selwer aus Lëtzebuerg erauszefléien. War beim Agoe vun der «Partnerschaft» dovunner ausgaang ginn, dass Qatar Fracht op Lëtzebuerg bréngt (als sougenannten «Feeder») an d'Cargolux dës Fracht vun hei aus weiderflitt, sou stellt sech dach eraus, dass d'Qatar Airways ëmmer méi Fracht selwer aus Lëtzebuerg erausflitt an dat och nach op direkte Konkurrenzstrecken zur Cargolux. Och de Fligertyp (B747), dee vun der Cargolux ausschliesslech geflu gëtt, war bis viru Kuerzem als Hauptgarant fir den Erfolleg vun der Firma duergestallt ginn a soll elo a Fro gestallt ginn.

Duerch folgend Punkte gouf de Choix vu Qatar als Partner ënner anerem verdeedegt an erkläert:

- Wuesstem an Nohaltegkeet fir d'Cargolux.
- Attraktivitéit vun engem erweiderten Netzwerk.
- Méi héich Frachtvolumen a Revenuen.
- Béd Standuerte Lëtzebuerg an Doha solle gefestegt ginn a Qatar soll weider Fracht op Lëtzebuerg bréngen.
- Eng héier Effizienz duerch den Accès op Capacitéite vu Qatar a Bäibehale vun der «Single Fleet» vu Boeing 747-Modeller fir d'Cargolux.

Am Moment geet allerdéngs Rieds vun enger Flotteverklengerung mat manner Frachtvolumen, engem reduziéierten Netzwerk an d'Uschafe vun anere Fligertypen.

men, engem reduziéierten Netzwerk an d'Uschafe vun anere Fligertypen.

Aus dëse Fakten eraus géif ech dem Minister gären dës Fro stellen:

1) Wéi ee Frachtvolumen huet d'Qatar Cargo virum an nom Akraafttriede vun der Partnerschaft mat der Cargolux op Lëtzebuerg erageflunn?

2) Wéi ee Frachtvolumen huet d'Qatar Cargo virum an nom Akraafttriede vun der Partnerschaft mat der Cargolux aus Lëtzebuerg erausgeflunn?

3) Wéi eng Streckerechter (Traffic-rights) huet Qatar Airways aus Lëtzebuerg eraus an op wéi enge vun dëse Strecke flitt si an direkter Konkurrenz zur Cargolux?

4) Besteet d'Méiglechkeet fir Qatar, duerch Abléck an d'Geschäftsennerlagen d'Cargolux präislech systematesch ze ënnerbidden?

5) Huet Qatar Cargo eng fest Capacitéit am Luxair-Cargocenter gebucht an, wa jo, wéi vill?

6) Ass et e laangfristeg Zil d'Fliegerflott vun der Cargolux där vu Qatar Airways unzegläichen a se spéider eventuell ganz an hir Flott ze integrieren?

7) Wat mécht d'Regierung, fir de Standuert Lëtzebuerg ze erhalen an der Cargolux dee versprochene Wuesstem ze erméiglechen?

Réponse commune (18.7.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Als Äntwert op d'Froen vum Här Deputéierte Fernand Kartheiser, muss fir d'Éischt prezisiéiert ginn, datt déi Froen eng Aktivitéit vun zwou Privatgesellschaften betreffen an där de Stat keng direkt Bedeelegung huet. Et ass also net un der Regierung, vertraulech Informatiounen vu kommerzielle Gesellschaften ze veröffentlechen.

Op d'Froen vum honorablen Deputéierte kann een äntwerten, datt ee bilateraal Ofkommen iwwer «open skies» zwësche Qatar a Lëtzebuerg ofgeschloss gouf. Dëst Ofkommen erlaabt de Cargogesellschaft vum Lëtzebuerg a Qatar all Frequenzen ze notzen, dozou gehéiert och déi 5. Fräiheet am Loftverkéier, mat där een d'Recht huet Passagéier, Cargo a Post no a vun Drëttstater aus ze beförderen. Et ginn am ganze siwe Fräiheeten am Loftverkéier. Dat geet vun engem einfache Recht ee Stat ze iwwerfléien (1. Fräiheet) bis zu engem Recht Verkéier zwëschen Drëttstater ouni Verbindung zum Heemechtsland ze bedreiwen (7. Fräiheet).

Des Weidere muss all Member vun engem Verwaltungsrot vun enger Lëtzeburger Gesellschaft Zougang zu den Dokumenter vun der Gesellschaft kréien, déi hie brauch, fir säi Mandat auszuféieren. Wann déi Informatiounen awer zu friemen Zwecker genotzt ginn, kann dee Member vum Verwaltungsrot zur Verantwortung gezu ginn. Et ass awer net auszuschléissen, datt am Kader vun enger gemeinsamer kommerzieller Politik, sous réserve, datt déi natirlech am legale Kader bleift, d'Direktiounen vun zwou Gesellschaften fräiwëlleg Informatiounen austauschen.

Wat d'Fro Nummer 7 betrëfft, kann een, ausser deenen zuelräiche Prospektiounsvisitéit vun der Regierung, och nach d'Aarbechten am Zesummenhang mat der Entwécklung vun der Logistikplattform ernimmen. D'Administration de la

navigation aérienne huet ausserdeem ee Regime opgesat, fir finanziell Ennerstëtzung fir all Cargogesellschaft am Fall vun der Aféierung vun enger neier Streck oder bei der Erhéijung vun de Frequenzen vun «all cargo» Flich. Desselwechte Regime gesäit een zousätzleche Rabatt op Flughafenredevancé vir, dee sech op de Gesamtvolumen vum transportéierte Cargo baséiert. Schlussendlech kann een ervirhiewen, datt kierzlech d'«Société de promotion de l'aéroport» reorganiséiert ginn ass, fir datt d'Regierung an all déi concernéiert Acteuren en Instrument hunn, fir onse Flughafen weltwäit ze vermaarten.

Question 2114 (23.5.2012) de **M. Claude Adam** (déi gréng) concernant l'**introduction d'une obligation de dépôt légal des manuels scolaires dans une bibliothèque du pays:**

Si on prend la liste des manuels scolaires actuels et que l'on vérifie à travers Bibnet la disponibilité de ces livres dans les bibliothèques luxembourgeoises, force est de constater que de nombreux manuels n'y figurent pas. Si un chercheur souhaiterait par exemple faire une analyse sur le contenu des manuels scolaires luxembourgeois actuels ou anciens, il est dans l'impossibilité de retrouver l'intégralité de ces titres dans les bibliothèques du pays. Un test avec les manuels actuels de biologie de l'enseignement secondaire classique démontre par exemple que les livres pour les classes de 7^e, 6^e et 5^e et 1^{re}C sont disponibles, tandis que le manuel pour les classes de 4^e et de 3^eC reste introuvable. En cherchant les manuels de géographie, on découvre que le manuel de 5^e est disponible à sept endroits, tandis que les livres pour les classes de 7^e, 6^e, 2^e, 1^{re}C ne le sont dans aucune des bibliothèques. La situation est donc très diverse et insatisfaisante.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants:

1) Est-ce que Madame la Ministre ne juge pas opportun d'introduire une obligation légale de déposer trois exemplaires de chaque manuel scolaire utilisé dans une école publique fondamentale et/ou secondaire luxembourgeoise dans une des bibliothèques (universitaires) du pays, voire à la Bibliothèque nationale?

2) Dans l'affirmative, est-ce que Madame la Ministre entend contacter rapidement Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle afin de réaliser dans les meilleurs délais le dépôt des manuels scolaires?

Réponse (26.6.2012) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*, et de **Mme Mady Delvaux-Stehes**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Dans sa question parlementaire du 23 mai 2012, Monsieur le Député Claude Adam demande si «Madame la Ministre de la Culture ne juge pas opportun d'introduire une obligation légale de déposer trois exemplaires de chaque manuel scolaire utilisé dans une école publique fondamentale et/ou secondaire luxembourgeoise dans une des bibliothèques (universitaires) du pays, voire à la Bibliothèque nationale» et si «dans l'affirmative» elle «entend contacter rapidement Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle afin de réaliser dans les meilleurs délais le dépôt des manuels scolaires?».

Nous avons l'honneur de soumettre à Monsieur le Député Claude Adam les informations suivantes:

Conformément à l'article 9 de la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État, la Bibliothèque nationale de Luxembourg (BnL) collectionne, conserve et met à disposition toutes les publications éditées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. En vertu de l'article 10 de la même loi et des articles 1^{er}, 3, 4 et 5 du règlement grand-ducal du 6 novembre 2009 relatif au dépôt légal, ces ouvrages sont soumis à l'obligation du dépôt légal en faveur de la Bibliothèque nationale. Le dépôt légal des monographies doit être effectué en quatre exemplaires par l'éditeur ou toute autre personne qui en tient lieu, ou à leur défaut, tout imprimeur, producteur ou auteur d'une des publications concernées.

Il en découle que les éditeurs du Grand-Duché, ou toute autre personne qui en tient lieu, doivent déposer les manuels scolaires qu'ils éditent à la Bibliothèque nationale. Le service du dépôt légal de la Bibliothèque nationale veille à la bonne application des dispositions du dépôt légal. Aussi la BnL détient-elle une collection de livres scolaires luxembourgeois comptant 7.240 exemplaires physiques représentant 2.246 titres. Ces titres sont recensés sous la cote LS (livres scolaires luxembourgeois) dans le catalogue collectif national «catalog.bibnet.lu». Aujourd'hui les livres scolaires qui entrent

au service du dépôt légal sont principalement ceux édités par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, par le Syndicat national des enseignants (SNE) et encore par la Fédération générale des instituteurs luxembourgeois (FGIL).

La législation luxembourgeoise ne peut s'appliquer qu'au territoire national. Il en résulte que l'obligation du dépôt légal d'ouvrages scolaires ne peut pas s'appliquer à des éditeurs établis à l'extérieur du Grand-Duché de Luxembourg.

Toutefois, la collection des imprimés de la Bibliothèque nationale comprend aussi des livres scolaires utilisés dans les différents ordres d'enseignement luxembourgeois qui n'ont pas été édités au Luxembourg. Ils ont été acquis par la BnL par achats ou par dons en exécution de l'article 9 de la loi du 25 juin 2004 qui dispose que la Bibliothèque nationale «complète» les collections entrées par le moyen du dépôt légal par l'achat «des publications, imprimées ou produites par un autre procédé que l'imprimerie, parues à l'étranger et se rapportant au Grand-Duché de Luxembourg, à ses ressortissants ou à ses habitants, ou créées par des auteurs luxembourgeois ou liés au Grand-Duché». Les livres scolaires édités à l'étranger détenus par la Bibliothèque nationale sont principalement ceux traitant un sujet en rapport avec le Luxembourg ou dont l'auteur ou l'un des auteurs est luxembourgeois. Les ouvrages sont recensés soit dans le catalogue collectif «catalog.bibnet.lu», soit dans le catalogue des acquisitions du fonds non luxembourgeois antérieures à 1985 (en voie d'intégration dans le catalogue collectif).

L'école étant au cœur de notre société et de son devenir, aussi bien la Ministre de la Culture que la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle partagent l'avis de l'honorable Député que la collecte et la conservation de l'ensemble des manuels scolaires utilisés dans les différents ordres d'enseignement luxembourgeois, quel que soit leur lieu d'édition, présentent un intérêt certain, que ce soit pour la recherche historique, pédagogique ou sociologique.

Il convient de noter cependant qu'une collecte plus exhaustive en la matière ne peut pas être réalisée en un tour de main. L'enseignement luxembourgeois s'étant diversifié au cours des dernières années et la réforme des différents ordres d'enseignement ayant conféré aux enseignants une plus grande autonomie dans le choix du matériel pédagogique utilisé en classe, le nombre des titres en usage a considérablement augmenté, s'élevant aujourd'hui à plus de 1.550 titres différents pour l'année scolaire 2012/2013 rien que pour l'enseignement secondaire classique et l'enseignement secondaire technique. La plus grande autonomie conférée aux enseignants rend plus difficile pour la Bibliothèque nationale de se procurer les informations nécessaires afin de procéder aux acquisitions.

Nos services se concerteront en vue d'améliorer le flux d'information entre la Bibliothèque nationale et les services compétents du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, afin de donner à la Bibliothèque nationale les moyens d'assurer dans les meilleurs délais une collecte plus exhaustive des livres scolaires utilisés au Luxembourg.

Question 2115 (23.5.2012) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant les **centrales de dépôt pour les chasseurs:**

Depuis des années, il existe des centrales de dépôt pour les chasseurs afin de se débarrasser tant des cadavres de gibier accidentés que des parties du gibier abattu. Or, il me revient qu'il est envisagé de réduire le nombre de centrales de dépôt.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Combien de centrales de dépôt ont été mises au service des chasseurs pendant les dernières années?
- Est-il exact que Monsieur le Ministre envisage de supprimer des centrales de dépôt?
- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?
- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une décentralisation au sens de la dispersion de centrales dans toutes les régions du pays est importante?
- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un réseau large en éventail répond à la volonté de la proximité voulue?

Réponse (25.6.2012) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:



Historique:

Les premiers cas de peste porcine sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ont été constatés en octobre 2001. À partir du 14 juin 2002 tout le territoire du Grand-Duché a été déclaré zone de surveillance.

En vue de la collecte des sangliers tirés et la prise d'échantillons pour l'analyse au laboratoire vétérinaire de l'État, un réseau de 15 centres de collecte était créé par l'Administration de la Nature et des Forêts et l'Administration des Services vétérinaires, les deux administrations ayant des attributions en matière de lutte contre les épizooties. Onze des centres étaient gérés par l'Administration des Eaux et Forêts, plus spécialement par les préposés forestiers régionalement compétents, et quatre par des personnes privées, sous contrat avec l'Administration des Services vétérinaires de l'État. Les centres de collecte gérés par l'administration étaient situés à Beaufort, Berbourg, Brandebourg, Contern, Esch-sur-Alzette, Koetschette, Mamer, Marienthal, Marnach, Niederfeulen et Wiltz-Weidingen. Les centres étaient ouverts aux chasseurs, sur rendez-vous, sept jours sur sept, durant toute l'année.

La collecte des échantillons d'analyse (prises de sang et d'organes) dans les centres de collecte et leur transport vers le laboratoire de médecine vétérinaire étaient assurées par l'Administration des Eaux et Forêts. Ainsi, pendant l'année 2003, environ 50.000 km ont été parcourus en vue de l'acheminement des échantillons d'analyse vers le laboratoire vétérinaire.

Nombre de sangliers échantillonnés et indemnisés entre 1999 et 2007:

Année budgétaire	1999-2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Total
Nombre de sangliers indemnisés	630	2.050	3.800	3.100	2.400	2.025	1.350	15.355

Situation actuelle:

Actuellement, les deux administrations sont en contact pour discuter sur le maintien d'un réseau de centres de collecte répartis régulièrement sur le territoire du pays afin de garantir la collecte des sous-produits générés lors de l'activité de la chasse ainsi que l'élimination des cadavres trouvés morts suite à un accident de la route. Ces centres devront être strictement limités aux sous-produits provenant de la faune sauvage. Ces centres de collecte seront gérés sur le terrain par les préposés et les ouvriers de l'Administration de la Nature et des Forêts. Il est évident que ces centres nécessiteront un certain budget pour pouvoir fonctionner dans des conditions d'hygiène normale. Ce réseau de centres de collecte devrait être constitué au moins d'une demi-douzaine de sites.

La proposition de maintenir un réseau national de centres de collecte a été avisée favorablement par le Conseil supérieur de la chasse, suite à une demande des représentants de la Fédération St. Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg.

Question 2116 (24.5.2012) de M. Fernand Etgen (DP) concernant l'agrandissement de l'école nationale des sapeurs-pompiers à Feulen:

Depuis plus de 20 ans on parle de l'agrandissement de l'école nationale des sapeurs-pompiers à Feulen. En 2008 le programme de construction a été finalisé. Par la suite, le projet semble être tombé sous les mesures d'économies du Gouvernement. Toutefois, une autorisation à bâtir a été demandée et délivrée en mars 2010. Toutes les autres procédures d'autorisation sont également finalisées. Lors de la dernière assemblée générale de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers, Monsieur le Ministre a annoncé que les travaux débuteront en avril 2012.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire pour quelles raisons les travaux n'ont toujours pas été entamés?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer quand le projet sera réalisé?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le programme de construction sera réalisé tel que prévu?

Réponse commune (28.6.2012) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, et de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

En réponse à la question parlementaire n°2101 (veuillez lire: 2116) concernant le projet de l'agrandissement de l'école nationale des sapeurs-pompiers à Feulen, il y a lieu de préciser que les travaux n'ont pas pu être entamés plus rapidement vu la complexité des différentes études liées au projet. Après finalisation des études d'avant-projet sommaire en automne 2009, les études d'avant-projet détaillé ont été achevées en printemps 2011. Les études d'exécution et les procédures d'autorisation afférentes ont abouti fin 2011. D'ailleurs, il échet de préciser que le site présente une topographie difficile (fort dénivellement du terrain) de sorte qu'il fallait éviter de démarrer les travaux de terrassement en période hivernale 2011-2012.

Faisant suite à l'ouverture de la soumission des travaux de gros-œuvre en février 2012, la commande définitive à l'adjudicataire a été délivrée le 2 mai 2012.

Une première réunion de concertation avec les différents responsables de mes services, les bureaux d'architecte et d'études et l'entreprise a eu lieu le 30 mai 2012. À noter que les travaux ont débuté mi-juin 2012.

En outre, je tiens à préciser que les différents lots techniques ont également fait l'objet d'une soumission publique alors que les dossiers de soumission des lots concernant les travaux de parachèvement sont en élaboration. En conclusion, le chantier précité devrait être achevé pour fin 2014.

En ce qui concerne une éventuelle modification du programme de construction, l'on précise que durant les études d'exécution, le projet n'a

pas fait l'objet de modifications majeures par rapport aux plans annexés à l'autorisation de bâtir basés sur les études d'avant-projet sommaire. Enfin, aucune demande de changement de la part de l'utilisateur n'a dû être intégrée au programme de construction.

Question 2117 (24.5.2012) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant le lien entre pesticides et la maladie de Parkinson dans l'agriculture:

Dès les années 80, des liens entre pesticides et la maladie de Parkinson ont été suspectés. À la fin des années 90, des études ont démontré que les agriculteurs exposés aux pesticides avaient un risque doublé de développer la maladie par rapport à ceux qui n'en utilisaient pas et que le risque augmente avec le nombre d'années d'exposition aux insecticides.

En mai 2006, pour la première fois, le Tribunal des affaires de sécurité sociale de Bourges reconnaissait comme maladie professionnelle la maladie de Parkinson dont souffrait un ancien salarié agricole exposé à des pesticides. Finalement en France, un décret entré en vigueur le 7 mai 2012 reconnaît la maladie de Parkinson comme maladie professionnelle qui vient ainsi d'entrer dans le tableau des maladies professionnelles du régime agricole.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des différentes études?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de tels cas de maladie au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles sont les premières conclusions à tirer en vue de protéger au mieux les agriculteurs des effets si nuisibles des pesticides?

Réponse (4.7.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

1. Mes services suivent avec le plus grand intérêt l'évolution des connaissances quant aux éventuels effets indésirables des pesticides.

La maladie de Parkinson est une maladie neurodégénérative dont la prévalence est d'environ 1,5% après 65 ans. Elle est d'origine multifactorielle, impliquant des facteurs de risque environnementaux et génétiques. Le rôle de l'exposition professionnelle aux pesticides a été évoqué quand des études épidémiologiques avaient montré que le risque de maladie de Parkinson était multiplié par 1,5 à 2 en cas d'exposition professionnelle aux pesticides.

L'étude qui fait actuellement référence en la matière est une publication de «Elbaz A, et al.

Ann Neurol 2009, 66: 494-504 en 2009». Cette étude, dont les auteurs font partie de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm-France), peut être considérée comme étant à l'origine, en France, de l'inscription de la maladie de Parkinson au tableau des maladies professionnelles (décret français n°2012-665 du 4 mai 2012).

Cette publication tend à démontrer que le risque augmente avec le nombre d'années d'exposition aux insecticides et qu'il est principalement lié à l'usage de certains insecticides, dits de type «organochlorés».

D'autres études mettent en évidence l'association entre le Parkinson et d'autres polluants comme par exemple le trichloréthylène, un solvant, comme le démontre une étude de novembre 2011 (Parkinsons Institute in Sunnyvale, California).

2. Au Luxembourg, toute déclaration de maladie professionnelle est faite auprès de l'Association d'Assurance Accident. Le tableau des maladies professionnelles en vigueur depuis le 1^{er} septembre 1998 énumère, sous le numéro 1307, les «maladies provoquées par les composés organiques du phosphore». Cette rubrique donne la possibilité de déclaration d'une maladie en rapport avec les pesticides.

Force est de constater que depuis 1998 aucun cas de maladie de Parkinson en rapport avec les pesticides n'a été déclaré au Luxembourg.

3. Les pouvoirs publics misent essentiellement sur des mesures d'information et de formation afin de protéger toute personne qui utilise des pesticides. Il s'agit notamment des mesures suivantes:

- Chaque salarié qui manipule des pesticides est soumis à une visite périodique préventive auprès du service de santé au travail correspondant et ceci conformément au règlement grand-ducal du 17 juin 1997 concernant la périodicité des examens médicaux en matière de médecine du travail. Les travailleurs indépendants (agriculteurs, viticulteurs, jardiniers,...) ne sont pas soumis aux exigences du Code du Travail et sont eux-mêmes responsables de leur santé et sécurité, mais une visite médicale sur base volontaire est proposée par les services de santé au travail.

- La Chambre d'Agriculture et l'ASTA (Administration des Services techniques de l'agriculture) disposent d'une large gamme d'informations concernant une utilisation optimale des pesticides ainsi que les règles élémentaires de sécurité lors de la manipulation de ces produits. Rappelons que tous les produits phytopharmaceutiques sont mis sur le marché, conformément au règlement grand-ducal modifié du 4 décembre 1994 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et reçoivent un agrément par une commission spéciale composée de membres du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, du Ministère de la Santé et du Ministère du Travail.

- L'Inspection du Travail et des Mines met à disposition, via leur site Internet, une prescription générale de sécurité et de santé: «type ITM-ET 81.2: Dépôts de produits phytopharmaceutiques et d'engrais» réglementant par cette prescription le stockage et l'utilisation de ces produits.

- Le Lycée technique Agricole d'Ettelbruck dispense à ses élèves (sections agricole, jardinage et travaux forestiers) une formation de base très pointue pour l'utilisation des pesticides. Cette formation est validée par la délivrance d'un certificat émis par l'ASTA pour l'utilisation de pesticides.

Question 2118 (24.5.2012) de Mme Josée Lorsché (déi gréng) concernant les possibilités des maisons relais d'organiser des colonies de vacances au Luxembourg et à l'étranger:

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°1989 du 7 mars 2012 relative à un sujet connexe (cf. compte rendu n°8/2011-2012), Madame la Ministre avait évoqué un changement de régime quant aux activités de vacances non résidentielles organisées par des structures d'éducation et d'accueil bénéficiant d'une convention financière avec l'État.

L'avant-projet de règlement grand-ducal concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants prévoit que le gestionnaire d'une telle structure ne pourra offrir que des séjours avec hébergement se limitant à deux nuitées par an tandis qu'actuellement il peut définir «15 journées à saisie exceptionnelle» par an, y compris des séjours à l'étranger facturés à un tarif réduit au niveau de l'accueil.

Dans sa réponse, Madame la Ministre fait savoir que: «Cette disposition a pour objectif d'éviter les confusions avec les services agréés par l'État ayant pour mission d'organiser des colonies de vacances pour enfants».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Est-ce que la réduction du temps de séjour avec hébergement s'applique à la facturation du séjour au tarif réduit des chèques-services ou est-ce que l'organisation de colonies de vacances à l'étranger dépassant deux journées sera formellement interdite au gestionnaire d'une maison relais?

2) En cas d'interdiction, comment Madame la Ministre peut-elle justifier le fait qu'une maison relais assurant un encadrement journalier de haute qualité pédagogique et relationnelle aux enfants, se verrait pénalisée par rapport aux «services agréés par l'État ayant pour mission d'organiser des colonies de vacances pour enfants», comme par exemple la Croix-Rouge, la Caritas ou le SNJ?

3) Madame la Ministre est-elle d'avis que les maisons relais sont moins aptes ou moins outillées à organiser des activités de vacances non résidentielles de plus de deux jours par an que les services agréés en question et si oui, pour quelles raisons?

Réponse (19.6.2012) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Me référant à la question parlementaire n°2118 du 24 mai 2012 de l'honorable Députée Madame Lorsché Josée et à ma réponse à la question parlementaire n°1989 du 7 mars 2012 de Madame la Députée Josée Lorsché (cf. compte rendu n°8/2011-2012), je tiens à préciser qu'il y a lieu de faire la distinction entre

a) les activités de vacances résidentielles (colonies de vacances, camps, séjours de loisir et de formation) d'une part et

b) les activités de vacances non résidentielles d'autre part.

a) Quant aux activités de vacances résidentielles, il y a lieu de préciser qu'il s'agit d'activités organisées par des services de vacances agréés sur base du règlement grand-ducal modifié du 10 novembre 2006 portant exécution des articles 1^{er} et 2 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique pour ce qui concerne l'agrément à accorder aux personnes physiques ou aux personnes morales entreprenant ou exerçant une activité de consultation, de formation, de conseil, de médiation, d'accueil et d'animation pour familles.

b) Quant aux activités de vacances non résidentielles, il y a lieu de préciser qu'il s'agit d'activités organisées par des services d'éducation et d'accueil pour enfants (crèches, foyers de jours et maisons relais) agréés à l'heure actuelle soit sur base du règlement grand-ducal du 20 novembre 2001 (gestionnaires de structures d'accueil sans hébergement) soit sur base du règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 (gestionnaires de maison relais pour enfants) et bénéficiant d'une participation financière de l'État. Il s'agit d'une prestation spécifique offerte dans le cadre d'un accueil de jour pour enfants, dénommée «activité de vacances». Ces activités de vacances ont lieu pour la plupart pendant une période de deux à trois semaines pendant les vacances d'été et s'adressent à tous les enfants de la commune. Afin de permettre aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil de faciliter la gestion du nombre très élevé d'inscriptions aux activités précitées, les «15 journées à saisie exceptionnelle» ont été définies et intégrées dans le texte de la convention réglant la collaboration entre l'État et le service d'éducation et d'accueil pour enfants conventionné.

Quant aux questions posées, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit:

1. L'organisation de colonies de vacances à l'étranger ou autre par le gestionnaire d'un service d'éducation et d'accueil (maison relais ou autre) dépassant deux journées est possible sous réserve que le gestionnaire dispose d'un agrément au sens du règlement grand-ducal modifié du 10 novembre 2006 tel que stipulé sous a). Étant donné qu'une colonie de vacances est une activité de vacances à caractère résidentiel qui a sa propre base réglementaire, elle est offerte en dehors de l'accueil de jour pour enfants aux conditions stipulées par le texte réglementaire dont question.

2. Sans objet vu qu'il n'y a pas d'interdiction.

3. Afin d'éviter toute confusion en la matière et pour des raisons de cohérence, il y a lieu de distinguer entre ces deux types d'activités de vacances. Vu la nature spécifique de chacune de ces activités, les modalités d'exécution régissant la prestation offerte doivent être identiques sans aucun égard au profil du gestionnaire.

Question 2119 (24.5.2012) de **M. Ali Kaes** (CSV) concernant les **subventions octroyées par l'Union européenne**:

La Commission européenne apporte une contribution financière directe, sous forme de subventions, à des projets ou à des organisations qui soutiennent les intérêts de l'Union européenne ou qui participent à la mise en œuvre d'un programme ou d'une politique de l'Union européenne.

Le village espagnol El Port de la Selva a ainsi reçu en 2011 une aide financière d'environ 1,23 millions d'euros pour la réhabilitation urbaine du centre historique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture au Gouvernement:

- Quel est le nombre de projets déposés ces dernières années par le Luxembourg pour bénéficier des subventions européennes?

- Quelles sont les conditions pour bénéficier de ces aides?

- Est-ce que le Château de Vianden et ses alentours, respectivement d'autres sites au Luxembourg pourraient bénéficier de telles aides?

Réponse (29.6.2012) de **Mme Octavie Mordert**, *Ministre de la Culture*:

- Les financements qu'accorde l'Union européenne - à côté des aides attribuées dans le cadre des fonds structurels et agricoles - sous forme de subventions afin de mettre en œuvre des projets ou des activités en rapport avec des politiques de l'UE, couvrent des domaines très divers, tels que la recherche, l'éducation, la santé, la protection des consommateurs, la protection de notre environnement, l'aide humanitaire, etc.

Pour ce qui est des subventions qui relèvent du domaine de compétences du Ministère de la Culture: le programme exclusivement consacré au domaine culturel est le Programme Culture (2007-2013). Celui-ci est doté d'un budget de 400 millions d'euros et identifie trois objectifs principaux: favoriser la mobilité transfrontalière des personnes travaillant dans le domaine de la culture; encourager la circulation transnationale des productions culturelles et artistiques et promouvoir le dialogue interculturel. Le Programme Culture est un des programmes les moins dotés par l'UE et ne s'applique pas aux projets d'infrastructures. Les projets déposés à Luxembourg dans le cadre de ce programme, c'est-à-dire où une structure luxembourgeoise a été porteur de projet principal, sont peu nombreux pour la raison citée et notamment au regard des conditions exposées ci-dessous, plus difficiles à remplir pour des pays de taille plus réduite.

- Étant donné que les subventions couvrent des domaines politiques très différents, les conditions spécifiques à remplir varient d'un domaine à l'autre, chaque programme ayant établi ses propres règles d'éligibilité dans le cadre d'un règlement financier commun régissant les subventions de l'UE. En général, les parties intéressées peuvent participer en répondant aux appels à propositions.

Pour ce qui est du domaine exclusivement culturel, le Programme Culture, soutient trois volets d'activités: les actions culturelles (actions de coopération, actions spéciales et projets de coopération pluriannuelle), les organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la culture, et les activités d'analyse et de diffusion.

Les critères d'éligibilité des projets diffèrent selon le volet:

1) Pour le 1^{er} volet, trois sous-catégories déterminent les critères à remplir:

- projets pluriannuels de coopération: ils doivent viser à établir des liens culturels internationaux pluriannuels en encourageant au moins six opérateurs culturels provenant d'un minimum de six pays éligibles à coopérer et à travailler dans plusieurs secteurs pour créer des

activités culturelles communes sur une période de trois à cinq ans;

- mesures de coopération: elles doivent comprendre un minimum de trois opérateurs culturels travaillant dans plusieurs secteurs, provenant d'au moins trois pays éligibles pendant une période maximale de deux ans. Les actions visant à développer la coopération à long terme sont particulièrement ciblées.

- mesures spéciales: il doit s'agir d'actions emblématiques de large envergure et de grande portée; elles doivent avoir un impact sur les citoyens européens et contribuer à promouvoir un sentiment d'identité européenne; ces actions sont conçues pour sensibiliser les citoyens à la richesse de la diversité culturelle de l'Europe, favoriser sa reconnaissance et contribuer au dialogue interculturel (p. ex. festivals culturels européens, capitales européennes de la culture etc.).

2) Au titre du 2^e volet, afin d'être éligibles, les organisations candidates doivent faire preuve d'une dimension véritablement européenne, que ce soit individuellement ou au sein d'un réseau, d'une association ou d'une fédération. Leur influence doit au moins se faire sentir dans sept pays européens et préférentiellement dans l'ensemble de l'UE.

3) Le 3^e volet s'adresse à des organismes publics ou privés impliqués dans l'analyse des politiques culturelles, qui possèdent une expérience directe et pratique en matière d'analyse, d'estimation ou d'évaluation de l'impact des politiques culturelles au niveau local, régional, national et/ou européen en relation avec une ou plusieurs des trois objectifs de l'Agenda européen de la culture.

Le «Guide du Programme Culture 2007-2013» publié en mai 2010 et disponible sur le site Internet de la Commission présente le programme, les spécifications de chaque volet et action, un calendrier fixe des appels pour chaque action de 2008 à 2013. Il importe par conséquent de se référer dans chaque cas au Guide du programme et au formulaire relatif à chacune de ces actions.

À noter encore qu'au regard de la répartition des compétences au niveau communautaire, la gestion du programme est assurée par la Commission européenne, elle-même assistée par l'Agence exécutive éducation, audiovisuel, culture qui organise notamment les appels à propositions annuels ainsi que le processus de sélection.

- Au regard de la pluralité d'instruments de subventions qui existent au niveau européen, il conviendrait de déterminer tout d'abord dans quel(s) domaine(s) les candidats intéressés souhaiteraient pouvoir bénéficier d'aides, afin de pouvoir identifier par la suite l'instrument le plus indiqué - aussi bien quant au contenu que par rapport aux critères de sélection - auprès duquel déposer le projet et le dossier de candidature. Divers services au Luxembourg servent alors d'interlocuteur, en fonction du programme de subventionnement identifié.

Le village espagnol El Port de la Selva ayant bénéficié, respectivement bénéficiant d'un soutien financier au titre du fonds structurel FEDER/Fonds européen de développement régional, les opportunités et possibilités à ce titre pour le Château de Vianden et ses alentours, respectivement tout autre intéressé seraient à examiner par les services compétents au Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur/Direction de la politique régionale, au Ministère de l'Intérieur et de la Grande Région/Direction de la Grande Région ou au Ministère du Développement durable et des Infrastructures/département de l'Aménagement du territoire (DATer). En effet, ces fonds ne dépendent pas du Ministère de la Culture.

En ce qui concerne le domaine culturel, c'est le Relais Culture Europe auprès de l'Agence luxembourgeoise d'action culturelle qui - en tant que point de contact officiel pour le Programme Culture - remplit les fonctions d'information, d'accompagnement et d'assistance technique.

Question 2120 (24.5.2012) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant la **prise en charge des soins dentaires**:

Il ressort d'un article de presse que Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale envisage un transfert des coûts de la prise en charge des soins dentaires du budget de la Caisse Nationale de Santé vers le budget de l'État ou un fonds public spécial.

Compte tenu de la situation budgétaire actuellement difficile, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la position du Gouvernement face à la proposition de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale? Cette proposition a-t-elle déjà été discutée au Conseil des Ministres?

- Quelle serait l'envergure des charges supplémentaires pour le budget de l'État au cas où la prise en charge des soins dentaires serait désormais financée par des moyens de ce budget?

Réponse (13.7.2012) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Le Gouvernement souhaite améliorer la prise en charge de certains soins dentaires actuellement non couverts par la Caisse Nationale de Santé (CNS). À cette fin, le Ministre de la Santé a émis quelques suggestions intéressantes qui n'ont toutefois pas encore été arrêtées au niveau du Conseil de Gouvernement. Le Gouvernement veillera à ce que ce débat soit mené en tenant également compte de la situation déficitaire des finances publiques.

Question 2121 (25.5.2012) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant les **rapports sur les conseils en investissements financiers**:

Afin de rétablir la confiance dans les établissements financiers et de renforcer les droits des investisseurs, certains pays européens, notamment l'Allemagne, ont décidé d'introduire une obligation pour les établissements financiers de rédiger des rapports sur les conseils en investissements financiers donnés aux investisseurs («Beratungsprotokolle»). Ces rapports explicitant le contenu des conseils donnés permettent de protéger à la fois l'investisseur et son interlocuteur auprès de l'établissement financier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la rédaction de tels rapports permettrait de renforcer les droits des investisseurs ainsi que leur confiance dans la place financière luxembourgeoise?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre envisage de légiférer en ce sens?

Réponse (27.7.2012) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Il y a tout d'abord lieu de rappeler que le Gouvernement considère que la protection des investisseurs est un paramètre essentiel de la place financière luxembourgeoise. Ainsi, la législation telle qu'en vigueur tout comme la surveillance des établissements financiers par la Commission de Surveillance du Secteur Financier visent à garantir la protection des intérêts des investisseurs.

Ainsi, l'article 41, paragraphe (2), du règlement grand-ducal du 13 juillet 2007 relatif aux exigences organisationnelles et aux règles de conduite du secteur financier dispose que les établissements de crédit et les entreprises d'investissement doivent obtenir de leurs clients existants et potentiels les informations nécessaires pour considérer, compte tenu de la nature et de l'importance du service fourni, que la transaction qu'ils entendent recommander ou engager dans le cadre du service de gestion de portefeuille est adéquate pour le client concerné. Ainsi, l'établissement financier doit s'assurer:

a) que la transaction répond aux objectifs d'investissement du client en question,

b) que la transaction est telle que le client est financièrement en mesure de faire face aux risques liés à l'investissement proposé, et

c) que la transaction est telle que le client possède l'expérience et les connaissances nécessaires pour appréhender les risques inhérents à la transaction ou à la gestion de son portefeuille.

Par ailleurs, le paragraphe (6) de ce même article oblige les établissements de crédit et les entreprises d'investissement de s'abstenir de recommander au client existant ou potentiel concerné des services d'investissement ou des instruments financiers lorsque les établissements financiers n'étaient pas en mesure d'obtenir les informations mentionnées ci-dessus.

Dans la pratique, la Commission de Surveillance du Secteur Financier vérifie l'observation de ces règles de conduite, notamment au moyen de contrôles sur place menés auprès des

établissements de crédit et des entreprises d'investissement établis au Luxembourg.

De surcroît, au niveau européen la révision de la directive 2004/39/CE concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID) prévoyant un renforcement de la protection des investisseurs est actuellement en cours, et d'autres initiatives suivront sous peu.

Le Gouvernement partage le souci que le cadre assurant la protection des investisseurs doit être régulièrement revu. La transposition des règles adoptées au niveau communautaire en est un garant. Le recours à un type de «Beratungsprotokoll» n'a toutefois pas été jugé nécessaire pour répondre au souci de protection.

Question 2124 (25.5.2012) de **M. André Bauler** (DP) et **M. Eugène Berger** (DP) concernant la **collecte de données dans les lycées**:

Selon nos informations, des élèves se seraient vus remettre une offre d'un éditeur leur promettant un dictionnaire gratuit. Afin de pouvoir profiter de l'offre, les élèves auraient à remplir un formulaire avec entre autres leur adresse privée. Si, à première vue, une telle action paraît méritoire, l'objectif réel de cette action consisterait cependant, selon d'aucuns, dans la collecte de données à des fins purement commerciales (p. ex. envoi ultérieur d'offres de promotion).

Devant la toile de fond du débat actuel autour de la sécurisation et du stockage des données privées des élèves, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Est-il exact que le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) a émis une recommandation aux directions des lycées de ne pas faire distribuer l'offre de l'éditeur en question?

- Madame la Ministre est-elle au courant d'actions pareilles dans nos écoles et lycées? Si oui, lesquelles?

- Par quels moyens le Ministère entend-il éviter de telles actions de collecte de données à l'avenir?

Réponse (25.6.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Il est vrai que l'éditeur allemand Duden a entrepris une démarche promotionnelle auprès de lycées luxembourgeois au cours de cette année scolaire. Mon département en a été avisé par les lycées concernés.

Dans ce contexte, le message suivant a été transmis aux responsables des bibliothèques scolaires par la documentaliste du SCRIPT, coordinatrice des bibliothécaires scolaires:

«Certains d'entre vous sinon vous tous avez été de nouveau contactés par l'éditeur allemand 'Duden' pour une action de don de livres 'Geschenkaktion'. L'action a d'ailleurs déjà eu lieu il y a plusieurs années. L'éditeur vous propose de faire parvenir gratuitement à vos élèves quelques ouvrages didactiques. Pour ce faire, les élèves doivent inscrire leurs coordonnées et celles de leurs parents sur une fiche.

L'éditeur veut que le lycée, en l'occurrence ou bien le CDI ou bien le secrétariat, rassemble les fiches et les lui transmette et fasse par après la diffusion des ouvrages aux élèves.

Tout cela semble bien positif. On trouve d'ailleurs sur Internet des récits d'expériences de lycées allemands qui participent à l'action.

Il faut cependant noter que le but de l'action est non pas un but altruiste de diffusion d'ouvrages mais celui de collecter des adresses de parents d'élèves. Ceux-là seront alors contactés à des fins commerciales (promotion de produits Duden, Brockhaus etc,...) par Duden.

L'école luxembourgeoise n'ayant pas une vocation de marketing de produits commerciaux, le ministère vous déconseille de participer à l'action.»

Étant donné que ces démarches promotionnelles visant une collecte de données ont tendance à se répéter, comme mentionné dans le courriel ci-dessus, mes services informeront de manière analogue les écoles au cas où ils seraient informés des situations similaires.

De manière préventive, il s'agira aussi de sensibiliser les responsables des écoles à la thématique de la protection des données personnelles.



Question 2125 (29.5.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'**identité transsexuelle**:

Um in Harmonie mit der bevorzugten Geschlechtsidentität zu leben, ist für Transgender-Menschen der Zugang zu Verfahren für die Vornamens- und Geschlechtseintragsänderung entscheidend. Dokumente wie zum Beispiel Krankenversicherungskarte, Führerschein oder Ausbildungszeugnis für eine Stellenbewerbung sind die Vorbedingungen zur Möglichkeit, im Wunschgeschlecht leben zu können, und auch für die rechtliche Anerkennung. Wo immer Geburtsurkunden erforderlich sind oder das Geschlecht auf Personalausweisen angegeben ist, kann dies die Teilhabe von Transgender-Menschen am Sozialleben einschränken. Auch soll hervorgehoben werden, dass die Eignungsbedingungen für die Änderung des Geschlechtseintrags in Ausweisdokumenten europaweit äußerst uneinheitlich sind.

Fragen:

- 1) Was sind die Vorgaben in Luxemburg für die offizielle Anerkennung von Transgender-Menschen?
- 2) Ist die Zwangsoperation eine Voraussetzung für den Geschlechts- und Namenswechsel?
- 3) Wie lange dauern die Prozeduren?
- 4) Gibt es eine Unterscheidung zwischen dem Verfahren zur Vornamensänderung und dem Verfahren zur Änderung des Geschlechtseintrags?
- 5) Was will der Justizminister tun, um eine Diskriminierung der Bürger angesichts ihrer sexuellen Differenzen zu verhindern?

Réponse (25.6.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Der Justizminister verweist darauf, dass die parlamentarische Anfrage verschiedene Aspekte zum Thema Transgender, Transsexualität oder Intersexualität vermischt oder sogar verwechselt. Es ist daher notwendig, die Bedeutung dieser verschiedenen Begriffe zu erläutern.

Transgender sind Menschen, die sich mit ihrem zugewiesenen Geschlecht falsch oder unzureichend beschreiben fühlen oder auch jede Form der Geschlechtszuweisung bzw. -kategorisierung grundsätzlich ablehnen. Manche intersexuelle Menschen sind Transgender. Während in einigen Organisationen und Bündnissen Transgender und intersexuelle Menschen zusammenarbeiten, da viele Gemeinsamkeiten gesehen werden, ist das nicht immer der Fall. Transgender werden in mancher Literatur auch angesehen als transsexuelle Menschen, die keine Operation durchführen wollen.

Die Medizin spricht von Intersexualität oder Sexualdifferenzierungsstörungen, wenn ein Mensch genetisch (aufgrund seiner Geschlechtschromosomen) und/oder anatomisch (aufgrund seiner Geschlechtsorgane) und hormonell (aufgrund des Mengenverhältnisses der Geschlechtshormone) nicht eindeutig dem weiblichen oder dem männlichen Geschlecht zugeordnet werden kann.

Transsexuelle Menschen sind biologisch eindeutig einem Geschlecht zugeordnet, empfinden sich selbst aber als dem anderen Geschlecht zugehörig. Für die medizinische Diagnose „Transsexualität“ ist Intersexualität daher formal ein Ausschlusskriterium. Die Diagnose „Intersexualität“ kann nur durch diverse Untersuchungen, unter anderem eine Chromosomenanalyse, erfolgen. Dennoch kommt es immer wieder vor, dass intersexuelle Menschen, welche die Geschlechtsrolle wechseln, gar nicht erfahren, dass sie eigentlich intersexuell sind, und daher medizinisch und auch juristisch wie transsexuelle Menschen behandelt werden.

Betreffend die Anfrage in Bezug auf die Thematik „Transsexualität“ bleibt zu erwähnen, dass, insofern als die Geschlechtszuordnung mit der Namensangabe im rechtlichen Bereich übereinstimmen soll, im Prinzip die Änderungen dieser Angaben durch gerichtliche Beschlüsse - wenn möglich - zeitgleich erfolgen können.

Gerichtliche Beschlüsse vom Zivilgericht Luxemburg aus den letzten Jahren heben hervor, dass von der Annahme ausgegangen wird, dass es sich um „wirkliche Fälle von Transsexualität“ handelt („le tribunal se base sur le fait qu'il s'agit d'un cas de transsexualité véritable"). In diesem Fall wird dann einer Änderung der Geschlechtszuordnung und einer Namensänderung vom Gericht stattgegeben. Letztere wird als „demande accessoire“ betrachtet.

Auch wenn es in Bezug auf die Geschlechter keinen verfassungsrechtlichen noch auf einer gesetzlichen Ebene zwingenden Handlungsbedarf gibt, wird der Justizminister die Ethikkommission mit einem Gutachten über diese Gesamtthematik befassen.

Question 2126 (29.5.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'**identité transsexuelle dans le cadre du pacte pour la jeunesse 2012-2014**:

Kürzlich hat die Familienministerin einen Maßnahmenkatalog in Form eines Jugendpaktes für die Jahre 2012-2014 vorgestellt. Der Jugendpakt umfasst 76 Maßnahmen und 5 Themenfelder, unter anderem das Wohlbefinden der jungen Leute. Nun stellt sich heraus, dass intersexuelle Menschen und auch Transpersonen sehr viel unter Identitätsstörungen zu leiden haben, falls sie in einer unwissenden Gesellschaft heranwachsen, die nur nach binärem Denken funktioniert und nur zwei geschlechtliche Normen kennt, nämlich die weibliche oder die männliche.

Fragen:

- 1) Inwiefern können die 76 Maßnahmen dazu beitragen, dass diese atypischen Genderformen im edukativen Prozess an Jugendliche weitervermittelt werden und somit Barrieren abgebaut werden?
- 2) Welche Maßnahmen sind zuständig für das Wohlbefinden dieser Inter- oder dieser Transpersonen und wie soll dies konkret umgesetzt werden?
- 3) Von welchen Hilfsmitteln könnte eine eventuelle A.s.b.l. profitieren, falls sie im Bereich dieser Inter- und Transpersonen aktiv werden könnten, um Informationen weiterzuleiten?
- 4) Was ist der Rat, den Frau Minister zur Förderung der Enttabuisierung dieses Themas geben kann?

Réponse (21.6.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Ad 1)

Viele der 76 Maßnahmen, die sich unmittelbar an Jugendliche richten, beinhalten einen edukativen Prozess und streben verbesserte Übergänge in Berufswelt und Erwachsenenleben, erhöhtes Wohlbefinden und vermehrte Partizipation an. Die verschiedenen Maßnahmen beinhalten ihre eigenen Ziele und verfügen über eigene Inhalte, die in edukativen Prozessen vermittelt werden. Jene Maßnahmen, die sich mit dem Thema Sexualität auseinandersetzen, werden unter 2) geschildert.

Ad 2)

Mehrere Ziele des Jugendpaktes befassen sich mit der Sexualität der Jugendlichen, unter anderem das Ziel 3 des Aktionsfeldes „Wohlbefinden“. Hier geht es darum, die affektive und sexuelle Gesundheit der Jugendlichen zu fördern. Eine interministerielle Gruppe (Ministerien für Familie, Gesundheit, Chancengleichheit und Bildung) arbeitet zurzeit eine Strategie und einen Aktionsplan aus, in dem die verschiedenen Aspekte der sexuellen Gesundheit und der Sexualerziehung zur Sprache kommen.

Im Kapitel „Die Jugendlichen als Akteure“ sieht das Ziel 1 vor, alle Barrieren im Bezug auf Gender abzubauen. Hier geht es um geschlechtssensible Jugendarbeit, atypische Berufsauswahl und genderspezifische Stereotypen.

Im Kapitel „Wissenschaftliche Begleitung“ spricht das Ziel 1 „Jugendliche in Luxemburg besser kennen“ von einer gemeinsamen Erforschung der HBSC-Daten, die unter anderem die Sexualität von Jugendlichen ansprechen.

Ad 3)

Die Beratungsstelle „Cigale“ wird über eine staatliche Konvention vom Integrations- und Familienministerium finanziell unterstützt. Gemäß dem Aktionskonzept richtet diese Beratungsstelle sich an homo-, bi- und transsexuelle Menschen und an jene, die während eines bestimmten Lebensabschnitts Unterstützung oder Information brauchen in allen Fragen der sexuellen Orientierung oder sexuellen Identität.

Gemäß dem ASFT-Gesetz ist jede Rechtsperson, die eine Beratung oder Information anbietet, dazu verpflichtet, eine Zulassung beim zuständigen Ministerium anzufragen. Diese Betriebsgenehmigung stellt der Beratungsstelle eine offizielle staatliche Anerkennung aus und gibt dieser das Recht, ihre Aktivität auszuüben.

Ad 4)

Die Umsetzung des Jugendpaktes wird sich mit der Thematisierung der Sexualität, mit allen damit verbundenen Themen und ihrer Enttabuisierung im Rahmen von mehreren Zielsetzungen auseinandersetzen. Dazu werden unter anderem das Gesundheitsministerium, das Chancengleichheitsministerium und das Bildungsministerium sowie diverse Professionelle, die mit Kindern und Jugendlichen arbeiten, eingebunden, damit die Ziele auch in der Praxis umgesetzt werden können und eine Enttabuisierung stattfinden kann.

Question 2127 (29.5.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les «**consultants**» pour le Gouvernement:

Il s'avère que des fonctionnaires retraités font office de «consultants» pour le Gouvernement. Certains ont déjà plus de 70 ans. En temps de crise et de chômage excessif on aurait pu opter pour des personnes plus jeunes pouvant exercer cette fonction.

Questions:

- 1) Comment se fait-il que le Gouvernement doit recourir à des fonctionnaires retraités exerçant la fonction de «consultant»?
- 2) Combien y en a-t-il d'anciens fonctionnaires qui exercent cette fonction et dans quel domaine travaillent-ils?
- 3) De quelle façon sont-ils rémunérés?
- 4) Qui décide au sujet des recrutements?
- 5) Y a-t-il des alternatives concernant le recrutement afin d'éviter des collusions d'intérêt?

Réponse (25.6.2012) de **Mme Octavie Mordert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*:

L'honorable Monsieur le Député Jean Colombera semble vouloir établir dans sa question parlementaire un amalgame entre le consultant qui travaille pour l'État et le fonctionnaire retraité qui exercerait seul des fonctions de consultant.

En réponse permettez-moi de vous rappeler d'abord que, selon la définition admise par tous les dictionnaires, un consultant est un spécialiste extérieur à une organisation à qui l'on fait appel afin d'obtenir un avis au sujet d'une question ou de l'aide pour résoudre un problème précis.

Le consultant est en règle générale un salarié d'un cabinet de conseil ou encore un travailleur indépendant, dont le travail est de remplir des missions, dans le cadre d'un projet, pour le compte d'entreprises extérieures à la sienne. Il intervient sur des projets où l'entreprise ne possède pas de ressources internes soit en qualité (personnels ayant les compétences ou les spécialités utiles) soit en quantité (effectifs internes insuffisants pour faire face à une surcharge temporaire de travail).

Le contenu de ses missions varie, et le consultant peut être amené à remplir un rôle commercial, de conseil, d'évaluation du besoin, de recherche des possibilités (pour un candidat comme pour une entreprise, un progiciel ou autres), et d'évaluation de ces dernières, d'application de la solution choisie, de gestion de projet et suivi, de conduite de changement, etc.

À préciser d'ailleurs que ces missions sont de durées très différentes en fonction des besoins, en général de un mois à deux ans.

Je voudrais ajouter ensuite à l'attention de l'honorable Député que, ce qui est vrai pour l'entreprise ne l'est pas moins pour l'État qui fait souvent appel aussi à des consultants afin d'obtenir un point de vue externe permettant en particulier:

- d'avoir une vision externe de la situation d'un service ou d'une administration
- de bénéficier d'expériences diversifiées (nouvelles approches...)
- de contourner la difficulté à traiter des sujets jugés «sensibles» (réorganisations, fusions, etc.)
- d'apporter des compétences et des expériences techniques non maîtrisées en interne.

Un profil pareil s'applique en règle générale à des sociétés d'experts, de consultance, d'informatique qui, dans le domaine d'expertise requis, ont développé des connaissances et compétences auxquelles les services et administrations de l'État aiment bien avoir recours de temps en temps, dans la limite des crédits budgétaires mis à leur disposition, pour des études de toutes sortes permettant par après au pouvoir politique de prendre en toute connaissance de cause les décisions nécessaires.

Ce profil exclut par conséquent dans leur très grande majorité les fonctionnaires retraités à qui s'appliquent par contre - au cas où ils souhaitent continuer leur travail souhaité au-delà de leur fin d'activité proprement dite - deux dispositions légales qui, toutes les deux, au sens strict du mot, ne sauraient cependant être qualifiées de permettre un travail de consultance.

Il s'agit d'abord du statut particulier du fonctionnaire retraité réintégré inscrit à l'article 1^{er}, paragraphe 6 du statut général et permettant à tout intéressé parti à la retraite avant 65 ans d'introduire une demande de réintégration dans le secteur public à temps plein ou à temps partiel.

Ensuite le Gouvernement peut avoir recours, sur la base de l'article 44 de la législation sur les pensions, à des fonctionnaires retraités dont les compétences et l'expérience professionnelle sont jugées particulières, et dont une réintégration est possible en tant qu'employé de l'État, sous contrat à durée déterminée, pour une activité très spécifique (par exemple pendant la période de la présidence de l'UE etc.).

Mes services ont compté 69 fonctionnaires retraités travaillant encore, tous dans le secteur de l'enseignement, et dont 67 se retrouvent dans la première catégorie visée ci-dessus des fonctionnaires retraités réintégré.

Question 2128 (29.5.2012) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant la **réforme des services de secours**:

Suivant des articles de presse la réforme des services de secours a été discutée lors de l'assemblée récente des corps de pompiers à Consdorf. Lors de cette assemblée les différentes mesures en faveur du volontariat dans les services de secours mentionnées dans la circulaire aux administrations communales du 19 décembre 2011 ont été analysées: indemnisation des heures de permanence (1 €/h) et des heures de garde (4 €/h), indemnisation pour les chefs de corps (200 €/mois) et chefs de corps adjoints (160 €/mois), dispense de travail pour commandants et sous-commandants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que l'indemnisation des heures de permanence et des heures de garde et indemnisation pour les chefs de corps et chefs de corps adjoints est à considérer comme revenu et ainsi imposable? Si oui, est-ce qu'un forfait non imposable est prévu?
2. Combien d'heures de dispense de travail sont prévues pour les commandants et sous-commandants?
3. Est-il également prévu d'indemniser les frais de route pour les volontaires des services de secours?

Réponse commune (25.6.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

1. En date du 11 juin 2012, le directeur de l'Administration des Contributions directes (AcD) a émis une circulaire administrative (L.I.R.: n°91/2 dont copie en annexe) ayant pour objet l'imposition des revenus touchés dans le cadre des activités rentrant dans le domaine du bénévolat. Le champ d'application de la circulaire englobe, entre autres, sous la rubrique «domaine social» les activités exercées à titre accessoire par les agents volontaires des unités de secours.

Le mode d'imposition des revenus provenant des activités accessoires exercées à titre indépendant est fait par comparaison des recettes et des dépenses d'exploitation ou des frais d'obtention.

En vue de simplifier la tâche fiscale tant des contribuables que des bureaux d'imposition, il est possible d'évaluer forfaitairement les dépenses d'exploitation ou les frais d'obtention. Les recettes sont exemptées d'impôt jusqu'à un montant brut annuel de 5.000 euros, pour des recettes brutes annuelles dépassant 5.000 euros, le montant forfaitaire des dépenses ou des frais s'élève à 5.000 euros.

Il est à préciser que les recettes sont à déclarer avec leur montant brut, d'éventuels remboursements de frais (comme p. ex. une indemnisation pour frais de route, cf. point 3.) sont à inclure aux recettes.

Pour des raisons d'équité, le forfait prévu dans la circulaire en question s'applique, en principe, également à l'encontre des activités accessoires rentrant dans le domaine du bénévolat des salariés qui sont - en ce qui concerne leur activité principale - au service de l'État ou d'une commune.

Il reste à relever que la déduction forfaitaire est facultative. Si le contribuable peut justifier des dépenses d'exploitation ou frais d'obtention effectifs dépassant le forfait, ceux-ci sont à mettre en compte.

2. Dans le cadre de la modification de la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours, il est prévu d'accorder aux chefs de centre et chefs de centre adjoints, aux chefs de groupe et chefs de groupe adjoints, aux chefs de corps et chefs



de corps adjoints, à l'inspecteur général, aux inspecteurs régionaux et aux inspecteurs régionaux adjoints de la division d'incendie et de sauvetage un congé spécial de sept jours par ans pour l'exercice de leurs attributions telles que prévues dans les règlements d'exécution de la loi de 2004 et pour autant qu'ils exercent cette fonction à titre volontaire. Peuvent également bénéficier d'un congé spécial de sept jours par an et dans les mêmes conditions, les membres du comité exécutif et les membres du bureau de la commission des jeunes sapeurs-pompiers de la Fédération nationale des corps de sapeurs-pompiers.

3. À l'heure actuelle déjà, certaines catégories de volontaires (notamment cadres des unités de la protection civile, instructeurs) peuvent faire valoir leurs frais de route. Il n'est pas prévu d'indemniser les frais de route pour les allers et retours du domicile au centre de secours en cas d'intervention. Ces frais sont compensés par l'indemnité pour heures de permanences prescrites prévue par le règlement grand-ducal du 21 mars 2012 déterminant les modalités de permanence et de garde et d'indemnisation des volontaires des unités de secours de la division de la protection civile de l'Administration des Services de Secours. L'indemnisation des frais de route des membres des corps de sapeurs-pompiers relève de la compétence des communes.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2129 (29.5.2012) de **Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Oberweis et Serge Wilmes** (CSV) concernant les **cures médicales offertes au Domaine thermal de Mondorf-les-Bains:**

Le Domaine thermal de Mondorf-les-Bains offre de nombreuses activités, entre autres des cours de fitness, un hôtel, des restaurants et un spa. Ils existent par contre aussi des cures médicales. La prescription d'une cure se fait sur base d'un dossier médical établi par le médecin traitant. Le patient peut également s'adresser directement à l'un des médecins agréés exerçant à Mondorf-les-Bains.

Il appartient à ce médecin (généraliste ou spécialiste) de décider de l'admission à la cure pour indication médicale et d'indiquer les traitements et soins à suivre pendant la cure. Le dossier médical et le certificat du médecin du Domaine thermal seront à transmettre à la caisse de santé.

Seuls les médecins agréés au Domaine sont habilités à prescrire des cures de trois semaines. Le contrôle médical de la sécurité sociale décide de la prise en charge du traitement thermal par l'assurance maladie.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Existence-ils des statistiques sur la fréquence des visites des patients?

- Pourriez-vous exclure des abus opérés par les médecins du domaine qui pourront travailler au bénéfice de celui-ci?

Réponse (3.7.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le nombre des cures thermales effectuées au Domaine thermal de Mondorf-les-Bains et prises en charge par l'assurance maladie est stable:

Année	Nombre de cures autorisées
2008	4.747
2009	4.844
2010	4.900
2011	4.733

L'article 77 des statuts de la Caisse Nationale de Santé (CNS) dispose que:

«Cures thermales et hydrothérapiques

Art. 77. Les cures thermales et hydrothérapiques au Centre thermal et de santé à Mondorf-les-Bains prévues par la nomenclature afférente sont à charge de l'assurance maladie sur autorisation préalable du Contrôle médical à la suite d'une recommandation du médecin traitant et sur ordonnance dressée par un des médecins exerçant au centre thermal, visés à l'ar-

ticle 9bis de la loi modifiée du 18 décembre 1987 organisant le Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains.

La cure prévue à la section 8 du chapitre 1 du règlement grand-ducal du 19 mars 1999 concernant la nomenclature des actes et services prestés dans le centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains est prise en charge par l'assurance maladie sur autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale à la suite d'une prescription par le médecin traitant.

Toute demande d'autorisation adressée au Contrôle médical doit être accompagnée d'un dossier médical complet, établi suivant ses directives par un des médecins exerçant au centre thermal.»

La procédure en vue de l'autorisation d'une cure thermique prévoit donc que le médecin traitant transfère son patient à un médecin agréé du Domaine thermal qui doit confirmer l'opportunité de la cure thermique. Sur ordonnance de celui-ci, le Contrôle médical de la sécurité sociale émet une autorisation préalable à la cure. Ce n'est que si ces conditions sont remplies que la cure thermique est prise en charge par la CNS.

Les médecins agréés par le Domaine qui suivent les patients pendant le séjour sont rémunérés pour ces services au moyen des forfaits médicaux pour surveillance des cures thermales prévus par la nomenclature des actes et services médicaux (G1 à G10). Le nombre de forfaits facturés est en concordance avec le nombre de cures.

En ce qui concerne d'éventuels abus par les médecins agréés du Domaine thermal, la CNS instruirait et, le cas échéant, poursuivrait tout cas concret d'abus ou de fraude qui lui serait soumis.

Question 2130 (29.5.2012) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant le **prix de l'eau et les communes qui ne sont pas encore conformes à la loi de 2008 relative à l'eau:**

Concernant la tarification de l'eau Monsieur le Ministre insiste dans sa circulaire n°2981 du 8 février 2012 que les communes appliquent les dispositions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau pour déterminer sur base de la méthode harmonisée les coûts de leurs services liés à l'eau. Sur base de cette méthode, les communes sont obligées à déterminer le prix de l'eau à facturer aux trois groupes de clients: ménages, industrie, agriculture.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. En relation avec le prix de l'eau à facturer aux clients, actuellement combien de communes se sont conformées aux dispositions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau?

2. En relation avec la tarification de l'eau, quelles communes ne sont pas encore conformes à ladite loi?

Réponse (26.6.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire de l'honorable Député Camille Gira a pour objet la tarification de l'eau.

Les communes sont tenues d'appliquer les dispositions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau pour fixer les redevances liées aux services liés à l'utilisation en appliquant les principes de récupération des coûts, du pollueur-payeur et de l'utilisateur payeur en distinguant trois secteurs: ménages, industrie et agriculture.

À cette fin, un schéma a été élaboré et mis à disposition des communes afin qu'elles puissent déterminer de façon harmonisée les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau. À partir de mars 2011, les communes ayant introduit leur schéma de calcul du coût des services liés à l'utilisation de l'eau sur base des tableurs émis par les services du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région, ont reçu de la part de l'Administration de la Gestion de l'Eau une proposition élaborée suivant une méthode harmonisée de tarification sur base d'un schéma de calcul rééquilibré en tenant compte des conséquences économiques des coûts, de la spécificité des trois secteurs ainsi que des conditions géographiques de la région concernée en application des dispositions de l'article 12(4) de la loi du 19 décembre 2008 précitée.

Dans ma circulaire n°2981 (8 février 2012), il a été indiqué que seulement une trentaine de communes ont délibéré leur règlements de tarification des services liés à l'utilisation de l'eau

en appliquant la méthode harmonisée présentée le 7 mars 2011.

Le tableau suivant reprend la situation telle qu'elle se présente en date du 15 juin 2012.

	eau potable	assainissement
proposition de rééquilibrage communiquée et délibération conforme	31	26
proposition de rééquilibrage communiquée, sans nouvelle délibération conforme	60	67
données insuffisantes pour rééquilibrage	11	11
dossier en cours	4	2

Ce tableau relève en outre qu'il n'existe pas nécessairement une approche commune pour la fixation des redevances relatives à l'eau destinée à la consommation humaine, d'une part, et pour l'assainissement, d'autre part. Il se peut ainsi qu'une commune ait adaptée les propositions de rééquilibrage ou pour l'eau potable, ou pour l'assainissement, sans être conforme dans les deux volets, ou qu'une commune ait introduit seulement une partie des tableurs requis pour le rééquilibrage.

Il en ressort que pour:

la redevance eau destinée à la consommation humaine

- 31 communes ont délibéré de façon à appliquer la méthode harmonisée précitée alors que les 75 communes restantes n'ont pas encore pris une délibération conforme, ou n'ont pas pris de délibération du tout.

Les communes ayant délibéré favorablement sont les suivantes: Beaufort, Bech, Berdorf, Betzdorf, Biwer, Bous, Dalheim, Ell, Erpeldange, Fischbach, Flaxweiler, Frisange, Garnich, Heffingen, Hesperange, Larochette, Lorentzweiler, Mertzig, Putscheid, Rambrouch, Redange-sur-Attert, Remich, Roeser, Sandweiler, Schieren, Schuttrange, Tuntange, Waldbillig, Waldbredimus, Weiler-la-Tour et Weiswampach.

Les communes n'ayant toujours pas remis un schéma de calcul complet des coûts liés à l'utilisation de l'eau sont les suivantes: Bascharage, Colmar-Berg, Dippach, Echternach, Esch-sur-Sûre, Hobscheid, Kayl, Reisdorf, Saeul, Vallée de l'Ernz et Wahl.

Les communes restantes ont reçu des propositions de la part du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région en vue d'une nouvelle délibération.

la redevance assainissement

- 26 communes ont délibéré de façon à appliquer la méthode harmonisée précitée alors que les 80 communes restantes n'ont pas encore pris une délibération conforme, ou n'ont pas pris de délibération du tout.

Les communes ayant délibéré favorablement sont les suivantes: Bech, Berdorf, Betzdorf, Biwer, Bous, Dalheim, Erpeldange, Fischbach, Flaxweiler, Frisange, Heffingen, Hesperange, Koerich, Larochette, Leudelage, Lintgen, Lorentzweiler, Mertzig, Mompach, Mondorf-les-Bains, Roeser, Schieren, Schuttrange, Waldbillig, Weiler-la-Tour et Weiswampach.

Les communes n'ayant toujours pas remis un schéma de calcul complet des coûts liés à l'utilisation de l'eau sont les suivantes: Colmar-Berg, Dippach, Echternach, Esch-sur-Alzette, Heiderscheid, Hobscheid, Vallée de l'Ernz, Reisdorf, Saeul, Sandweiler et Wahl.

Les communes restantes ont reçu des propositions de la part du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région en vue d'une nouvelle délibération.

Question 2131 (30.5.2012) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **réseau électrique luxembourgeois:**

Au monde entier la distribution d'électricité se fait par courant alternatif, qui, contrairement au courant continu, peut voir ses caractéristiques (tension/courant) modifiées par un transformateur à enroulements. Ainsi les avantages apportés par le transport et la distribution de l'énergie électrique par courant alternatif ont longtemps été indéniables.

En Allemagne des experts ont récemment découvert une nouvelle méthode de transport par courant continu, permettant d'accélérer le tournant électrique (Energiewende) et de réduire les coûts pour les énergies renouvelables. Cette technique s'appelle «Hochspannungs-Gleichstrom-Übertragung», des transformateurs convertissent le courant alternatif au dé-

part en courant continu de haute tension pour le retransformer en courant alternatif à son lieu d'arrivée. Ainsi il est possible de réduire les pertes d'énergie de 9,4% pour le courant alter-

natif à 2,6%-6% pour le courant continu. Ce système est plus économique que l'ancien à partir des distances de 600 km.

Un autre avantage est celui qu'il est possible de construire un tel réseau à partir des pylônes électriques existants, réduisant ainsi les dépenses matérielles et financières pour un réseau de courant électrique continu.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des progrès techniques susmentionnés?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de réaliser un tel projet au Luxembourg en coopération avec un de nos pays voisins et quels en seraient les coûts?

Réponse (22.6.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz concernant le réseau électrique luxembourgeois, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Je peux effectivement vous confirmer que j'ai connaissance de la technologie pour la transmission de l'électricité en courant continu haute tension (en anglais «High Voltage Direct Current» ou «HVDC») utilisée surtout pour acheminer sur de longues distances des puissances importantes de courant électrique. L'avantage indéniable qu'apporte la technologie HVDC joue surtout quand il s'agit de réaliser des liaisons de longues distances (50 à 100 km environ pour des liaisons souterraines ou sous-marines, 500 à 1.000 km pour des lignes aériennes), sachant que les chutes de tension le long d'une longue ligne alimentée en courant alternatif sont nettement plus importantes que celles pour les liaisons HVDC.

Les premières liaisons HVDC ont déjà fait preuve depuis quelques décennies. Un câble d'une puissance d'environ 2.000 MW relie par exemple la France avec la Grande-Bretagne depuis 1986. D'autres projets importants, surtout sous-marins, ont été réalisés plus récemment. Le réseau européen des gestionnaires de réseau de transport pour l'électricité (le REGRT pour l'électricité, en anglais «ENTSO-E») présente tous les deux ans son plan décennal non contraignant de développement du réseau dans l'ensemble de la communauté européenne. Dans son dernier plan décennal, l'ENTSO-E a effectivement prévu plusieurs projets HVDC de dernières technologies VSC (Voltage Source Converter). Alors que la grande majorité des projets (environ 39.000 km), comptent encore sur la technique bien établie du courant alternatif pour la transmission de l'électricité, environ 13.000 km de liaisons HVDC sont toutefois déjà prévues dans le plan de développement de l'ENTSO-E, dont la plupart portent sur des interconnexions sous-marines.

La totalité des coûts d'investissement en relation avec une liaison HVDC ne sont économiquement envisageables que pour des distances plus importantes, dimensions qui sortent du cadre luxembourgeois pour ce qui est des technologies actuellement sur le marché.

CREOS Luxembourg S.A. en tant que gestionnaire de réseau de transport et membre de l'ENTSO-E n'a pas prévu de projets HVDC dans son propre plan de développement du réseau, la transmission en courant continu n'étant économiquement pas raisonnable pour les courtes distances au Luxembourg, mais participe activement dans les groupes de travail européens au sein de l'ENTSO-E pour établir le plan des projets européens. Si jamais un projet d'envergure européenne devait passer par le Luxembourg, le gestionnaire de réseau de transport luxembourgeois serait automatiquement impliqué et devrait se prononcer sur un tel projet. À l'heure actuelle, aucun projet d'une telle envergure n'est envisagé dans le réseau européen.

Question 2132 (30.5.2012) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **capacité de charge des camions**:

Depuis des années le nombre de poids lourds sur les routes augmente. Selon le Ministère de l'Environnement allemand, les émissions de CO₂ en provenance du trafic des poids lourds atteignaient en 2005 les 36,7 millions de tonnes. Pour l'année 2020 on estime ces émissions autour de 44,4 millions de tonnes. Dans ce contexte, il a été constaté que beaucoup de camions n'étaient chargés qu'à moitié et qu'en les chargeant à plein, chaque cinquième poids lourd serait inutile. Ainsi on pourrait réduire les émissions de CO₂ de huit millions de tonnes. A la source de ce problème se trouve souvent le suremballage des produits suscitant un gaspillage d'énergie, d'espace et une pollution environnementale non négligeable. Chaque européen produit en moyenne deux fois plus de déchets ménagers qu'il y a 40 ans et les emballages en représentent la plus grande partie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette problématique?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre envisage-t-il remédier à cette situation?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que ce sujet devrait être discuté au niveau européen?

Réponse (10.7.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Marcel Oberweis, j'ai l'honneur de vous communiquer les informations reprises ci-après:

Les émissions de gaz à effet de serre en provenance des poids lourds représentent environ un quart des émissions du secteur des transports routiers et quelque 6% du total des émissions de l'Union européenne, tendance croissante. Alors que certaines améliorations en matière de réduction de la consommation de carburant des camions par kilomètre parcouru ont pu être réalisées ces dernières années, leur impact a en effet été contrecarré par une augmentation du trafic de poids lourds.

Dans sa «feuille de route vers une économie compétitive à faible intensité de carbone à l'horizon 2050» présentée en mars 2011, la Commission européenne met en avant les principaux éléments qui devraient guider l'action de l'Union européenne en matière de lutte contre le changement climatique au-delà du cadre actuel en place. Ainsi, à l'horizon 2050, la transition vers une économie compétitive à faible intensité de carbone signifie que l'Union européenne doit se préparer à réduire ses émissions internes de 80% par rapport à 1990, avec une contribution de tous les secteurs. Pour les secteurs des transports pris dans leur ensemble (transports routiers et aviation), cela signifie que les émissions devront être réduites d'ici 2050 de quelque 60% par rapport à 1990. L'ampleur de ce défi est illustrée par le fait qu'en 2005 les émissions du secteur des transports dépassaient déjà de 30% les niveaux de 1990.

Il est évident qu'une approche communautaire est de mise. Dans son livre blanc intitulé «feuille de route pour un espace européen unique des transports - vers un système de transport compétitif et économe en ressources» datant également de mars 2011, la Commission européenne a déjà mis en évidence un certain nombre de pistes pour assurer cette transition. Ce livre blanc propose ainsi une série d'objectifs concrets comme points de repère pour atteindre l'objectif de réduction de 60% des émissions de gaz à effet de serre, et comporte une liste d'initiatives couvrant plus de 40 domaines d'activité des transports routier, ferroviaire, aérien, maritime et fluvial. Pour ce qui concerne plus particulièrement les émissions en provenance des poids lourds, la Commission européenne mène actuellement un processus de consultation des différents acteurs concernés en vue de préparer une stratégie spécifique à ce secteur. Il s'agira ainsi de viser notamment une amélioration de l'efficacité énergétique des véhicules (nouveaux moteurs, matériaux et design innovants), un recours renforcé à des carburants alternatifs ou encore une utilisation plus efficace des transports et des infrastructures en recourant entre autres à des systèmes améliorés d'information et de gestion du trafic.

Question 2134 (4.6.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **divorce forcé**:

In einigen Ländern gibt es die rechtlich verpflichtende Bestimmung, dass eine Transgender-Person, die mit einem gegengeschlechtlichen Partner verheiratet ist, sich scheiden lassen muss, ehe ihr neues Geschlecht anerkannt werden kann. Dies ist in den Staaten, die keine gleichgeschlechtlichen Ehen anerkennen, besonders problematisch, weil der Geschlechtswechsel de facto zu einer gleichgeschlechtlichen Ehe führen würde. In zahlreichen Fällen findet die Scheidung gegen den ausdrücklichen Willen des verheirateten Paares statt, das eine gesetzlich anerkannte Familieneinheit bleiben will, insbesondere wenn es für Kinder verantwortlich ist. Die aufgezwungene Scheidung kann in der Tat einen nachteiligen Einfluss auf die Kinder in der Ehe haben. Auch wird in einigen Ländern dem Elternteil, der sich dem Geschlechtswechsel unterzogen hat, das Sorgerecht für die Kinder entzogen. Das kann zu Härtefällen führen.

Fragen:

1) Wie steht die Ministerin zu diesem Problem?

2) Was will sie tun, um Härtefälle zu vermeiden und die obengenannten Familien nicht ins Abseits geraten zu lassen und so den Kindern Schaden zuzufügen?

Réponse (25.6.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Zur Beantwortung dieser parlamentarischen Anfrage, welche an die Familienministerin gerichtet war, verweist der Justizminister auf seine Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.2125 vom 27. Mai 2012 (*cf. ci-dessus*). Der ehrenwerte Abgeordnete Jean Colombera hatte bereits zu derselben Thematik eine diesbezügliche Anfrage an den Justizminister gerichtet.

Die Gesetzesvorlage Nr.6172 über gleichgeschlechtliche Ehen, welche der Justizminister in der Abgeordnetenversammlung bereits im Sommer 2010 eingereicht hat, bietet eine gesetzliche Lösung für den Fall einer transsexuell-neuen Geschlechtszuordnung für verheiratete Paare.

Question 2135 (4.6.2012) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant le **budget du Fonds pour la gestion de l'eau**:

La comparaison des dépenses projetées et des dépenses effectives du Fonds pour la gestion de l'eau montre pour la deuxième année consécutive une évolution moins rapide que prévue. Ainsi, pour l'exercice 2010 un montant de 75.330.000 euros a été prévu au budget de l'État. Or, le compte arrête une dépense effective s'élevant seulement à 56.497.097 euros. 25% du montant prévu n'auront donc pas été affectés. Pour l'exercice 2011, un montant de 86.584.000 euros a été prévu au budget de l'État. Pour cet exercice le compte arrête une dépense effective de 50.417.967 euros. 41,77% du montant initial n'auront donc pas été investis. Pour le projet de construction de la station d'épuration Wasserbillig-Mertert-Grevenmacher retenu par la loi du 16 décembre 2009 le budget de l'État a prévu pour les exercices 2010 et 2011 une dépense de 5.000.000 euros respectivement de 4.000.000 euros. La dépense effective ne se chiffre cependant qu'à 233.348 euros respectivement à 905.126 euros. Cette situation donne toutefois à penser si l'on considère que la Commission européenne a assigné le Luxembourg devant la Cour de justice de l'Union européenne pour traitement insatisfaisant des eaux urbaines résiduaires et a demandé une sanction financière d'un montant forfaitaire de 2.200.000 euros minimum et une astreinte journalière de 11.340 euros, ce qui revient à une amende annuelle totale de 6.339.100 euros.

Voilà pourquoi, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer pour quelles raisons les montants prévus dans le Fonds pour la gestion de l'eau n'ont pas été entièrement affectés?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'avec le rythme d'investissement des derniers exercices, le Luxembourg sera à même de respecter les obligations prévues par la directive en ce qui concerne le traitement et l'élimination des eaux urbaines résiduaires?

- Monsieur le Ministre peut-il me rassurer que le délai de réalisation de la station d'épuration régionale de Grevenmacher envisagé sur une période de quatre ans (2010-2014) peut être maintenu?

- Quelles autres stations d'épuration prévues par le Gouvernement accusent des retards de finalisation?

- Au regard des montants souvent très importants investis et tenant compte de la situation

économique et financière tendue, Monsieur le Ministre peut-il me confirmer, dans un souci d'efficacité maximale, que le subventionnement par le Fonds pour la gestion de l'eau porte sur les techniques visant à épurer les eaux résiduaires et non sur des activités connexes? Est ce que l'État s'est doté de moyens de contrôle efficaces pour le suivi financier pour des projets d'envergure afin d'éviter des coûts excessifs?

Réponse (1.8.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La question parlementaire de l'honorable Député Fernand Etgen a pour objet le subventionnement des projets relatifs à la gestion de l'eau par le Fonds pour la gestion de l'eau (FGE).

Pour l'exercice 2010, un montant de 75.330.000 euros a été prévu au budget de l'État au niveau du Fonds pour la gestion de l'eau, alors que la dépense effective ne s'élève qu'à 56.497.097 euros, ce qui implique que 25% du montant prévu n'avaient pas été engagés. L'exercice 2011 se clôture avec une dépense effective de 50.417.967 euros vis-à-vis d'un montant prévu de 86.584.000 euros.

Il faut noter que les prévisions pour les dépenses étaient basées sur l'exécution simultanée de plusieurs chantiers de grande envergure. Au cours des deux années sous référence, il s'est toutefois avéré que certains de ces projets ont dû noter des retards importants, voire même subir des arrêts de chantier.

Il s'agit notamment des projets suivants:

- Fonçage Beggen-Bonnevoie (commune de Luxembourg)

- Extension et modernisation de la station d'épuration de Beggen (commune de Luxembourg)

- Assainissement de la vallée de l'Attert (communes de Beckerich, Boevange/Attert, Préizerdau, Redange, Saël, Useldange et Vichten)

- Assainissement de la Moselle inférieure (communes de Mertert/Wasserbillig, Grevenmacher, Wormeldange, Stadtbredimus et Lenningen)

- Station d'épuration Bleesbrück (SIDEN)

- Rallonge de la loi de financement SIVIC (communes de Esch-sur-Alzette, Sanem, Mondercange et Schifflange)

- Assainissement de la Moselle supérieure (communes de Remich, Schengen et Wellenstein)

Les dossiers «Vallée de l'Attert» et «SIVIC» sont sujets à des lois de financement, lois qui sont actuellement en vue d'être révisées, suite à une réunion avec la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.

En ce qui concerne l'extension de la station d'épuration (STEP) Beggen, il y a lieu de préciser que les liquidations des investissements relatifs à ce projet ont été sollicitées dans un rythme plus lent qu'initialement prévu. Le fonçage reliant la STEP de Bonnevoie à Beggen a été arrêté suite à un recours au tribunal administratif relatif au dossier de soumission publique et il a fallu attendre la décision judiciaire permettant le déblocage. Partant le début du chantier s'est fait attendre et n'a pu débuter qu'à partir de janvier 2012 avec une durée alors estimée à environ cinq ans.

Pour le dossier de la Moselle inférieure, des retards sont survenus lors de la procédure d'études des incidences sur l'environnement (EIE) et commodo/incommodo, ce qui a entraîné le report de la date prévue pour le début du chantier de l'année 2010 à probablement 2012. Ainsi, la mise en service prévisionnelle de la STEP Grevenmacher est fixée à 2016. Pour ce projet, des subventions pour un montant estimé d'environ 2,7 millions d'euros devraient être liquidées pour l'exercice 2012. À noter que ce projet n'est pas visé par la procédure d'infraction à laquelle l'honorable Député a fait référence.

En ce qui concerne l'assainissement de la Moselle supérieure, certains retards sont apparus à cause de problèmes d'obtention des droits de passage nécessaires pour la pose de certains collecteurs.

Finalement, l'élaboration et l'exécution du projet relatif à la station d'épuration Bleesbrück ont connu un certain retard au niveau de la planification. En effet, le projet définitif fait encore défaut. De plus, le projet devra également être soumis à une procédure EIE.

Dans tous les cas de figure, l'État luxembourgeois n'est pas maître d'ouvrage comme c'est le cas dans d'autres projets d'infrastructure de grande envergure, comme par exemple la construction de routes (Administration des Ponts et Chaussées) ou de bâtiments publics comme des lycées (Administration des Bâtiments publics). La construction, la gestion et le traitement des eaux résiduaires urbaines sont

sous compétence communale, l'État intervenant principalement au niveau du subventionnement. Par conséquent, l'État est souvent tributaire dans ses liquidations des priorités fixées au niveau communal ou du syndicat afférent, ainsi que du rythme avec lequel les communes et syndicats sollicitent le remboursement des montants préfinancés.

Nonobstant, l'Administration de la Gestion de l'Eau (AGE) s'engage pleinement avec les moyens et les ressources dont elle dispose, notamment celles qui lui sont confiées par sa loi organique, de coordonner au mieux la planification des travaux de collecte et de dépollution des eaux résiduaires et ainsi de faire avancer au mieux les travaux sur les sites précités.

Le comité de gestion du FGE poursuit cet effort de manière similaire, tout en défendant le principe d'investissements efficaces visant à épurer les eaux urbaines résiduaires, en essayant de ne pas dilapider les deniers publics dans des temps de crise pour des activités accessoires, non corréliées au rayon d'action couvert par la loi y relative (loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau).

Ainsi, pour l'exercice 2011, le comité de gestion du FGE a traité 198 demandes de subsides. Sur la même période, 231 demandes de liquidations ont été traitées par les services du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région et de l'AGE.

Les investissements pluriannuels dans les stations d'épuration se retrouvent explicitement repris dans les lois budgétaires annuelles et les documents parlementaires y afférents. Il est important de noter que non seulement la construction de stations d'épuration est cruciale dans l'obtention du bon état écologique des masses d'eau, mais également l'achèvement des bassins d'orages et la mise en place d'un réseau séparatif visant à désagréger les eaux résiduaires des eaux pluviales sont d'importance primordiale.

En ce qui concerne le dernier point soulevé par la question de l'honorable Député, il est important de noter que le comité de gestion du FGE est particulièrement sensible à cette thématique.

L'introduction du modèle de la forfaitisation des ouvrages visant à épurer des eaux résiduaires permet non seulement une simplification administrative mais également un subventionnement équitable des ouvrages visés et un investissement judicieux des deniers du Fonds pour la gestion de l'eau, du fait que ce forfait ne tient pas compte des activités connexes des ouvrages en question.

Parallèlement, le suivi des chantiers de grande envergure est dorénavant assuré par un gestionnaire de projets, de sorte que les étapes et progrès sont suivis de près par une personne indépendante.

Question 2136 (4.6.2012) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant le **représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme**:

Le 25 mai 2012 la Commission des affaires étrangères du Parlement européen a appelé le Conseil à désigner un envoyé de haut niveau qui jouit d'une réputation sur la scène internationale et qui sera chargé de renforcer la visibilité des droits de l'Homme de l'Union européenne dans le monde, au nouveau poste de représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme, créé en accord avec les demandes répétées du Parlement européen.

Cette recommandation me semble en opposition avec les idées du rapport du 11 avril 2006 de Monsieur Jean-Claude Juncker à l'attention des chefs d'État et de gouvernement des États membres du Conseil de l'Europe «Conseil de l'Europe - Union européenne: Une même ambition pour le continent européen». L'auteur souligne entre autres qu'il faudra éviter les doubles emplois, reconnaître le Conseil de l'Europe comme référence continentale en matière de droits de l'Homme et reconnaître la primauté du Commissaire européen aux droits de l'Homme.

Dans ce contexte, je voudrais savoir si Monsieur le Premier Ministre et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères soutiennent la démarche de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen où s'ils ne jugent pas indispensable de défendre la position du rapport Juncker surtout en temps de crise des finances pu-



bliques où il s'agit plus que jamais d'éviter de dupliquer les fonctions.

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que la référence en matière de droits de l'Homme est et doit rester le Conseil de l'Europe?

Réponse (2.7.2012) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État:

Comme le rappelle Madame le Député Brasseur, le rapport Juncker du 11 avril 2006, intitulé «Conseil de l'Europe - Union européenne: Une même ambition pour le continent européen», préconise en matière de droits de l'Homme le recours aux mécanismes de suivi et en particulier au Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. Le Conseil de l'Europe est et reste la référence continentale en matière de droits de l'Homme et il s'agit d'exploiter son expertise afin de compléter utilement les efforts de l'Union européenne qui, elle, couvre un champ d'action global dans le cadre de sa politique étrangère.

L'appui de longue date par le Gouvernement luxembourgeois d'une adhésion de l'Union européenne à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales du Conseil de l'Europe (CEDH) témoigne tant de l'importance attachée par ce Gouvernement à l'action du Conseil de l'Europe en matière de protection des droits de l'Homme que du souci de cohérence dans le fonctionnement des organisations respectives.

Le Gouvernement partage ainsi les préoccupations sur les éventuelles duplications de tâches et de mandats au niveau du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne. C'est pour cette raison qu'il y a lieu de souligner les spécificités et complémentarités entre le mandat existant du Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe et celui du futur Représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme.

Le Commissaire aux droits de l'Homme est une institution indépendante et impartiale. Le Commissaire est chargé de promouvoir les droits de l'Homme au sein des 47 États membres du Conseil de l'Europe, entre autres par l'éducation, la sensibilisation, par la coopération et les conseils aux structures chargées des droits de l'Homme. Des visites régulières dans les États membres lui permettent d'identifier d'éventuelles insuffisances et d'attirer l'attention des autorités sur celles-ci. Il adresse également des avis et des recommandations aux autorités afin d'améliorer la situation des droits de l'Homme. Le Commissaire collabore aussi avec le Comité des Ministres et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe auxquels il fournit des rapports. Il coopère avec d'autres institutions internationales pour promouvoir et protéger les droits de l'Homme en évitant le double emploi d'activités.

De son côté, le Représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme agira en soutien et sous l'autorité du Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-président de la Commission européenne, conformément aux dispositions du Traité de Lisbonne (voir notamment l'article 18, alinéas 2 et 4, et l'article 33 du Traité sur l'Union européenne), à l'instar des onze autres Représentants spéciaux en fonction à ce jour. Le mandat du Représentant spécial pour les droits de l'Homme est fondé sur les objectifs en matière de droits de l'Homme tels qu'ils découlent du Traité de Lisbonne et de la Charte des droits fondamentaux. Ce mandat est également fondé sur le cadre stratégique sur les droits de l'Homme et la démocratie et le plan d'action que l'Union européenne a adopté lors du Conseil des Affaires étrangères du 25 juin 2012. Le Représentant spécial contribuera à donner davantage d'efficacité, de cohérence et de visibilité à la politique en matière de droits de l'Homme de l'Union européenne et à sa mise en œuvre dans tous les domaines de la politique étrangère de l'Union dans ses relations avec les pays tiers, qu'il s'agisse de la politique de sécurité ou de défense, du commerce, du développement ou encore de l'élargissement. Le Représentant spécial n'assumera aucune fonction nouvelle et n'aura aucune compétence en ce qui concerne la situation domestique des droits de l'Homme sur le territoire des 27 États membres de l'Union européenne puisque son action sera exclusivement tournée vers les pays tiers.

Rappelons aussi que la fonction de Représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme n'a pas été créée ex nihilo. Avant l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, le Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune s'était en effet doté

d'un Représentant personnel pour les droits de l'Homme que l'on peut considérer à de nombreux égards comme une première incarnation de la fonction actuelle du Représentant spécial pour les droits de l'Homme.

À la lumière de cette comparaison succincte, il apparaît que les mandats du Commissaire aux droits de l'Homme et du Représentant spécial comportent des missions et des objectifs distincts mais complémentaires et que le Représentant spécial ne remet aucunement en question ni la primauté du Commissaire aux droits de l'Homme, ni la position du Conseil de l'Europe comme référence continentale en matière de droits de l'Homme.

Les relations et interactions entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe n'ont jamais été aussi fructueuses et productives. Aussi, la mise en place d'un Représentant spécial contribuera à veiller à la cohérence de l'action de l'Union européenne avec celle du Conseil de l'Europe en matière de protection de droits de l'Homme. Dans ce contexte, le Représentant spécial se concentrera tout naturellement avec le Commissaire aux droits de l'Homme. Le Représentant spécial sera un interlocuteur de choix non seulement pour le Conseil de l'Europe, mais également pour les autres organisations internationales ou régionales. L'Union européenne suit ainsi l'exemple de nombre de pays qui ont désigné un ambassadeur des droits de l'Homme, des représentants spéciaux ou des personnes de rang similaire, ou de l'ONU qui compte également plusieurs officiels de haut rang disposant de mandats dans le domaine de la protection des droits de l'Homme, comme notamment le Haut commissaire aux droits de l'Homme.

Étant donné que le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, le Commissaire aux droits de l'Homme et d'autres représentants de l'organisation strasbourgeoise rencontrent régulièrement les membres de la Commission européenne et du Conseil de l'Union européenne ayant des compétences en matière de défense des droits de l'Homme, une collaboration étroite avec le Représentant spécial s'impose et contribuera certainement à créer des synergies dans l'esprit du Rapport Juncker. Comme le note ce dernier, les rapports, conclusions et recommandations du Commissaire aux droits de l'Homme «sont autant d'instruments et de vecteurs d'expertise auxquels les institutions et groupe de travail de l'Union européenne se réfèrent quant il est question d'États membres du Conseil de l'Europe, qu'ils soient membres ou pas de l'Union européenne».

Il en découle aussi qu'en ce qui concerne les États membres du Conseil de l'Europe mais non membres de l'Union européenne avec lesquels cette dernière entretient des relations bilatérales dont fait partie un dialogue sur les droits de l'Homme, le besoin de concertation entre les institutions du Conseil de l'Europe, en particulier le Commissaire aux droits de l'Homme et le Représentant spécial est d'autant plus évident. Le Gouvernement luxembourgeois s'engage à veiller à cette préoccupation de cohérence tant au sein du Conseil de l'Europe qu'au sein de l'Union européenne.

Question 2137 (7.6.2012) de Mme Joséé Lorsché (déi gréng) concernant le label non-fumeur pour les cafés et bistrotis:

Lors de la journée internationale contre le tabagisme, Monsieur le Ministre de la Santé a annoncé la création d'un label spécifique permettant de distinguer les cafés et bistrotis libres de toute consommation de tabac alors que le projet de loi en élaboration a initialement prévu l'interdiction formelle de fumer dans tous les cafés et bistrotis du Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- 1) Monsieur le Ministre compte-t-il toujours déposer le projet de loi portant sur l'interdiction du tabac dans les cafés et bistrotis dans sa version initiale?
- 2) Au cas où le Ministre maintient son projet de loi, dans quel délai sera-t-il déposé?
- 3) Quelle serait, le cas échéant, la plus-value d'un label permettant de distinguer les cafés et bistrotis où aucune consommation de tabac n'a lieu si de toute façon elle était interdite par la loi?

Réponse (4.7.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Le label non-fumeur, auquel se réfère l'honorable Députée, et qui permet de signaler les débits de boissons qui sont déjà, à l'heure actuelle, exploités en tant que local non-fumeur, ne remet pas en cause le principe d'un renforcement, par voie législative, des mesures anti-tabagisme actuellement en vigueur.

Dès que je disposerai de l'ensemble des avis des organismes consultés, j'entends en effet reproduire devant le Conseil de Gouvernement dans les plus brefs délais le texte de l'avant-projet de loi modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac.

Je constate par ailleurs que les avis recueillis se prononcent, dans leur grande majorité, en faveur d'une extension de l'interdiction de fumer dans le sens préconisé par l'avant-projet de loi précité.

Question 2138 (24.5.2012) de M. Camille Gira (déi gréng) concernant le paiement par la commune de Mondorf d'une amende suite à une décision judiciaire:

En relation avec le paiement d'une contravention de dédommagement suite à une décision judiciaire concernant la commune de Mondorf-les-Bains, il y a eu une différence d'interprétation de la loi communale (notamment les articles 119 et 132) au sein du Ministère de l'Intérieur.

Le montant de l'amende en question n'était pas prévu au budget initial 2011 de ladite commune et le service de contrôle de la comptabilité des communes du Ministère de l'Intérieur a proposé à la commune de suivre les dispositions de l'article 119 et de déclarer cette dépense comme obligatoire («décision judiciaire coulée en force de chose jugée») et d'inscrire cette dépense au budget rectifié 2011 de la commune à voter par le conseil communal. Le budget rectifié en question fut en outre validé par le Ministère de l'Intérieur.

Or, cette procédure vient d'être mise en cause par Monsieur le Ministre de l'Intérieur qui, contrairement à la façon de procéder jusqu'à présent, estime que le conseil communal aurait dû statuer séparément sur cette dépense suivant l'article 132 de la loi communale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- 1) Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons de ce changement d'interprétation de la loi communale dans le contexte de la procédure à suivre lors du paiement d'une amende suite à une décision judiciaire?
- 2) En admettant que l'article 132 de la loi communale serait applicable, quelles seraient les conséquences d'un vote négatif de la part du conseil communal en relation avec le paiement de cette amende?
- 3) Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il y a lieu de légiférer dans ce contexte?

Réponse (10.7.2012) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

La question de l'honorable Député porte sur une motion adoptée par le conseil communal de Mondorf-les-Bains en relation avec l'application de l'article 132 de la loi communale.

Étant donné que l'auteur de la question parlementaire se réfère à un cas concret, je suis amené à traiter dans la présente également de l'affaire en question.

I. Quant aux faits cités dans la question parlementaire

Il faut préciser d'abord qu'il s'agissait en l'occurrence non pas d'une «contravention» ou «amende» comme il est indiqué dans la question et qui serait de nature pénale, mais d'une simple affaire civile de dommages et intérêts auxquels la commune de Mondorf-les-Bains a été condamnée dans une affaire l'opposant à un promoteur immobilier.

Sans entrer dans le fond du dossier, notons simplement que l'affaire remonte au milieu des années 1990 et qu'un jugement du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg du 31 mars 1999, confirmé par un arrêt de la Cour d'appel du 11 juillet 2001, a constaté la responsabilité de la commune qui a finalement été condamnée à verser à la société lésée des dommages et intérêts du fait de perte d'une chance et a ordonné une expertise pour en déterminer le montant.

La dépense en question n'avait donc rien d'imprévisible pour la commune. Pourtant les autorités communales n'ont pas jugé utile d'inscrire un crédit dans le budget alors qu'elles ne pouvaient pas ignorer que les intérêts s'accumulaient à partir du jour de l'assignation devant le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg.

En date du 23 mars 2011, la Cour d'appel, confirmant un jugement du 26 avril 2005 du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg déterminant la hauteur des dommages et intérêts par le biais d'une expertise judiciaire, condamne l'administration communale de Mondorf-les-

Bains à payer à la société lésée le montant de 568.188,85 euros avec les intérêts au taux légal à partir du jour de l'assignation jusqu'à solde, soit un total de 1.092.567,80 euros que le collège des bourgmestre et échevins se décide à verser le 15 juillet 2011 suite à un rappel de la partie adverse.

Par la suite, cette dépense a été inscrite au budget ordinaire rectifié de l'exercice 2011 tel qu'il a été approuvé par le conseil communal en sa séance du 9 janvier 2012.

Toutefois, avant de procéder à l'ordonnancement de la dépense précitée en juillet 2011, les autorités communales de Mondorf-les-Bains auraient préalablement consulté les responsables du service de contrôle de la comptabilité des communes qui, d'après les dires de la commune, auraient constaté que la condamnation judiciaire en question constitue une dépense obligatoire qui tombe dans le champ d'application des articles 119 et 120 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

La commune soutient encore que d'après l'avis du service de contrôle l'article 132 de la même loi ne jouerait pas pour les dépenses obligatoires, étant donné que celles-ci permettent le dépassement des crédits sans l'observation des formalités prescrites pour les modifications budgétaires.

Or, selon les informations dont je dispose, la commune a sollicité l'avis du service de contrôle de la comptabilité des communes quant au paiement des dommages et intérêts et il a été conseillé à la commune de procéder directement au paiement des dommages et intérêts vu qu'il s'agissait d'une dépense obligatoire et de la régulariser dans les meilleurs délais. En revanche, il n'y a jamais eu de discussion sur l'applicabilité de l'article 132 de la loi communale en juillet 2011, cette question ayant seulement été soulevée suite à la séance du conseil communal de Mondorf-les-Bains du 9 janvier 2012.

II. Quant à l'application de l'article 132 de la loi communale

La loi communale prévoit une série de dispositions concernant l'acquittement d'une dépense résultant d'une condamnation judiciaire d'une commune, notamment les articles 119, 120 et 132.

Selon l'article 119 précité «les dépenses se composent de dépenses obligatoires et de dépenses non obligatoires. Seules les dépenses résultant d'obligations légales, d'engagements contractuels et de décision judiciaires coulées en force de chose jugée sont considérées comme obligatoires».

Et d'après l'article 120 «les crédits des articles de dépenses sont limitatifs à l'exception de ceux pour dépenses obligatoires».

Suivant l'article 132 de la même loi, «si le moindre retard est de nature à causer un préjudice à la commune, le collège des bourgmestre et échevins peut, sous sa responsabilité, ordonner une dépense pour laquelle aucun crédit n'est prévu au budget, sous condition d'en donner sans délai connaissance au conseil communal qui y statue».

Il résulte des dispositions légales susmentionnées que la condamnation judiciaire à payer des dommages et intérêts est à considérer comme dépense obligatoire et que les crédits des articles de dépenses ne sont pas limitatifs.

Dès lors, la loi prévoit expressément qu'une commune peut ordonner une dépense résultant d'une condamnation judiciaire sans qu'un article précis relatif à cette condamnation ne doive figurer dans son budget.

À noter toutefois que les articles 119 et 120 ne font qu'énoncer un principe budgétaire sans préciser son exécution, vu qu'ils se trouvent inscrits au chapitre 1^{er} «- Du budget» de la loi communale.

Il est encore évident que le moindre retard dans l'ordonnancement d'une dépense suite à une condamnation judiciaire est de nature à causer un préjudice pécuniaire à la commune vu que les intérêts légaux continuent à courir jusqu'au jour du paiement effectif des dommages et intérêts.

On se trouve dès lors dans un cas de figure où les dispositions de l'article 132 de la loi communale du chapitre 2 «- De l'exécution du budget» deviennent pleinement applicables. Si le collège des bourgmestre et échevins ordonne, sous sa responsabilité, une dépense, qui peut également avoir la qualité d'une dépense obligatoire, pour laquelle aucun crédit n'est prévu au budget afin d'éviter tout préjudice pécuniaire au détriment de la commune suite à une condamnation judiciaire, il est obligé d'informer le conseil communal dans les meilleurs délais qui donnera sa décharge au collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance. Autre élément important: l'article 132

dispose encore que cette délibération est soumise à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

La simple lecture permet de constater que l'article 132 ne fait aucune distinction selon qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ou non obligatoire. Il s'agit en l'occurrence d'un garde-fou dont le but est de garantir à la fois une exécution rapide pour ne pas mettre en péril les intérêts de la commune tout en respectant le pouvoir budgétaire dévolu au seul conseil communal. Il s'agit d'une règle élémentaire du fonctionnement de la démocratie représentative.

Ainsi, les articles 119, 120 et 132 de la loi communale sont complémentaires en cas d'ordonnement d'une dépense résultant d'une condamnation à des dommages et intérêts, pour laquelle aucun article n'est prévu au budget.

Toutefois, dans l'affaire visée ci-avant, l'obligation de «donner sans délai connaissance au conseil communal» prévue à l'article 132 n'a pas été respectée par les autorités communales de Mondorf-les-Bains, vu que six mois se sont écoulés entre le paiement des dommages et intérêts et la régularisation de cette dépense lors du vote du budget rectifié de l'exercice 2011 en janvier 2012.

Il y a encore lieu de souligner dans ce contexte que le conseil communal de la commune de Mondorf-les-Bains a siégé à deux reprises pendant cette période de six mois, une séance ayant entres autre à l'ordre du jour une modification budgétaire.

De plus, comme mentionné plus haut, la commune de Mondorf-les-Bains a été condamnée au fond par la Cour d'appel en date du 11 juillet 2001 et le pourvoi en cassation a été rejeté en juin 2002.

Dès lors les autorités communales étaient depuis 2002 au courant qu'elles devraient inévitablement payer dans le futur un montant à titre de dommages et intérêts qui restait à être fixé dans le cadre de l'expertise ordonnée par le tribunal. Toutefois, il y a lieu de constater que d'après les informations en ma possession, aucun budget entre 2002 et 2011 n'a prévu un article en relation avec cette dépense certaine, ce qui est manifestement contraire à une gestion budgétaire en bon père de famille.

III. Quant aux trois questions posées par l'honorable Député

1. Il ne peut être question de changement d'interprétation alors que l'avis du Ministre n'a pas été demandé par l'autorité communale qui, si elle avait sollicité une prise de position du Ministre de tutelle, aurait été invitée à observer l'article 132 précité qui garantit à la fois les prérogatives tant du conseil communal que de l'autorité de tutelle en matière financière et budgétaire.

Or, il appert qu'en l'occurrence l'on se soit basé sur un support de cours distribué à l'INAP tout en consultant, après coup et de manière officieuse, des fonctionnaires du service de contrôle de la comptabilité des communes sans en référer au Ministre compétent. Je rappelle pour mémoire l'article 147 de la loi communale qui dispose que «sans préjudice des attributions des commissaires de district, le contrôle des budgets, des comptes, de la comptabilité et des caisses des communes se fait par un service spécial dénommé 'service de contrôle de la comptabilité des communes'. Ce service est placé sous l'autorité directe du Ministre de l'Intérieur. La mission du service de contrôle de la comptabilité des communes consiste, en cours d'exercice, à procéder à des vérifications périodiques et approfondies des caisses de la comptabilité des communes. Il en est dressé procès-verbal qui est communiqué au collège des bourgmestre et échevins concerné».

2. Un refus de vote par le conseil communal, face à un jugement exécutoire, constituerait en soi non seulement une absurdité mais également une violation de la loi communale à laquelle l'autorité de tutelle ne manquerait pas de remédier.

Ainsi, l'alinéa 2 de l'article 125 de la loi communale dispose que: «Dans tous les cas où le conseil communal chercherait à éluder le paiement des dépenses obligatoires que la loi met à sa charge, en refusant leur allocation en tout ou en partie, le ministre de l'Intérieur, après avoir entendu le conseil communal, portera d'office la dépense au budget, dans la proportion du besoin, sans préjudice du recours prévu à l'article 107.»

3. L'article 132 semblait parfaitement clair il n'y a pas lieu de légiférer. La ratio legis de ce texte consiste à mettre en mesure le collège des bourgmestre et échevins d'ordonner une dépense pour laquelle aucun crédit n'est prévu au budget, à condition que le moindre retard risque de causer un préjudice à la commune, tout en sauvegardant le pouvoir budgétaire dévolu au conseil communal.

En revanche il semble utile de clarifier un certain nombre de choses tant par instruction interne que par circulaire aux communes et syndicats de communes, ce qui sera fait très prochainement.

Pour conclure, il y a lieu de souligner que cet état des choses ne change rien au fait que les autorités communales de Mondorf-les-Bains ont fait preuve d'un laxisme singulier dans le dossier qui a suscité la question ayant donné lieu à la présente réponse.

Question 2140 (11.6.2012) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant le **transport sanitaire**:

Betreffend die Ambulanzen, die für den Patiententransport zuständig sind, sieht man oft, dass der Preis von einem Unternehmen zum anderen verschieden ist, und der Unterschied kann zu bis 30% betragen. Hier soll anscheinend auch die Qualifikation des Personals eine Rolle spielen. Falls das Personal eine adäquate Ausbildung hat, gibt es einen Mehrpreis. Die Preise sind reglementarisch nicht festgelegt. Auch hat die Gesundheitskasse seit zwölf Jahren ihren Anteil zur Rückerstattung eines Teils der Gebühren nicht angepasst.

Fragen:

1) Warum gibt es keine Reglementierung für die Ausbildung des Personals, das für den Krankentransport zuständig ist?

2) Warum hat die Gesundheitskasse ihren Rückerstattungstarif seit zwölf Jahren nicht mehr angepasst?

3) Gibt es eine Stelle, wo man die Tarife der einzelnen Ambulanzunternehmen einsehen kann?

4) Warum werden nicht einheitliche Preise in diesem Bereich des Gesundheitswesens eingeführt?

Réponse commune (26.7.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Zu Frage 1):

Das Gesetz vom 12. Juni 2004 betreffend die Schaffung einer Verwaltung der Rettungsdienste sieht in seinem Artikel 34 vor, dass eine großherzogliche Verordnung die Auflagen für Krankentransporte regeln kann. Eine entsprechende Vorlage wurde seitens des Innenministeriums nach Gesprächen mit den entsprechenden Stellen überarbeitet und wird dem Regierungsrat nach den Sommerferien vorgelegt.

Zu Fragen 2) und 4):

Die Diskussion über eine eventuelle Anpassung der Krankenversicherungstarife bei Krankentransporten war von den zuständigen Organen der vormaligen «Union des Caisses de Maladie» geführt worden. Da es allerdings weder Qualitätsnormen im Bereich des benutzten Materials noch des ausführenden Personals gibt, wurde eine Anpassung der Tarife nicht zurückbehalten. Die Gesundheitskasse hat jedoch beschlossen, im September 2012 eine fundamentale Analyse dieser Thematik durchzuführen.

Zu Frage 3):

Die beiden Ministerien haben keine Informationen über eine etwaige Liste der von den verschiedenen Krankentransportunternehmen angewandten Tarife.

Question 2143 (12.6.2012) de **M. Henri Kox** (déi gréng) concernant le «**myenergy**» infopoint:

«myenergy» est un groupement d'intérêt économique soutenu par le Ministère de l'Économie et le Ministère du Développement durable qui agit dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Dans le cadre de leurs actions d'informations et de conseils énergétiques, «myenergy» entretient des «infopoints» au niveau des communes. Quant aux activités au niveau local, des sessions d'information sont organisées où des personnes privées sont accueillies pour se renseigner individuellement dans les domaines susmentionnés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien d'infopoints de «myenergy» au niveau local étaient opérationnels au 31 décembre 2011?

- En 2011 et par «infopoint»: combien de sessions d'information individuelles pour personnes privées ont été organisées?

- En 2011, combien de ménages ont par «infopoint» profité de ces sessions d'information pour se renseigner individuellement?

Réponse (17.7.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox concernant les «infopoints» de «myenergy», je puis vous communiquer les informations ci-après:

Dans le cadre de ses activités de sensibilisation et de conseil de base, «myenergy» a lancé en 2009 un projet visant la mise en place et la gestion d'un réseau de bureaux de conseil de base régionale, appelés «myenergy-infopoints», en collaboration avec les communes respectivement syndicats de communes. Les infopoints constituent un des instruments mis en œuvre par «myenergy» pour inciter les particuliers à réaliser des mesures concrètes en vue d'une amélioration de l'efficacité énergétique et de recourir aux énergies renouvelables et pour suivre les deux buts suivants:

1. proposer un conseil de base individuel aux citoyens;

2. organiser des actions de sensibilisation et d'information.

Les conseils de base sont fournis gratuitement sur rendez-vous individuel par le conseiller de «myenergy» dans un local mis à disposition par les communes partenaires et s'étendent sur une durée d'environ une heure par conseil. Les actions de sensibilisation (expositions, exposés thématiques, visites, actions), organisées en commun avec les responsables des communes, informent les citoyens et les encouragent à prendre recours au conseil de base.

Lors du lancement du projet, la priorité principale était de garantir une offre avec une couverture aussi large que possible au niveau national en créant des accords de coopération avec les communes concernées. Depuis 2011, «myenergy» a développé sa communication au niveau des infopoints en mettant à la disposition des communes des produits de communication thématiques et en lançant une nouvelle identité visuelle pour les infopoints. Soucieux d'augmenter constamment le nombre de conseils individuels, «myenergy» élabore à partir de 2012 de nouveaux concepts de produits de sensibilisation pour citoyens, qui sont proposés aux communes afin de faire évoluer l'offre des infopoints. En outre, un projet-pilote de conseil de base à domicile est actuellement en cours dans un infopoint à l'est du pays. Ce projet vise à analyser l'intérêt d'un conseil de base encore plus personnalisé et plus proche du citoyen et sera, en cas de succès, également appliqué à d'autres infopoints.

Au 31 décembre 2011, douze infopoints de «myenergy» étaient opérationnels, desservant au total 67 communes avec environ 319.000 habitants.

En 2011 la situation des conseils individuels (ou pour ménages) par infopoint se présentait comme suit:

- STEP (Bettembourg, Dudelange, Kayl, Roeser, Rumelange): 27 conseils

- Parc naturel de l'Our (Clervaux, Parc Hosinger, Kiischpelt, Putscheid, Tandel, Troisvierges, Vianden): 21 conseils

- Osten (Junglinster, Manternach, Biwer, Mertert, Grevenmacher, Wormeldange, Betzdorf, Flaxweiler): 47 conseils

- Ardennes (Eschweiler, Goesdorf, Wiltz, Wintrange): 21 conseils

- Mëllerdall (Beaufort, Bech, Berdorf, Consdorf, Echternach, Fischbach, Heffingen, Larochette, vallée de l'Ernz, Mompach, Nommern, Reisdorf, Rosport, Waldbillig), opérationnel depuis mars 2011: 24 conseils

- Réidener Kanton (Beckerich, Ell, Grosbous, Préizerdaul, Rambrouch, Redange, Saeul, Useldange, Vichten, Wahl), opérationnel depuis avril 2011: 36 conseils

- Westen (Garnich, Kehlen, Septfontaines, Steinfort), opérationnel depuis mai 2011: 21 conseils

- Ville de Luxembourg, opérationnel depuis mai 2011: 48 conseils

- Alzette (Lintgen, Lorentzweiler, Mersch, Steinzel, Walferdange), opérationnel depuis septembre 2011: 24 conseils

- Differdange, opérationnel depuis septembre 2011: 12 conseils

- Nordstad (Bettendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Ettelbruck, Erpeldange, Schieren), opérationnel depuis novembre 2011: 5 conseils

- Esch-sur-Alzette (Esch-sur-Alzette, Schifflange), opérationnel depuis fin 2011: pas de conseils.

En 2011 le nombre total de conseils individuels (ou pour ménages) prestés dans les bureaux des infopoints a été de 287 conseils. En plus, «myenergy» a réalisé 188 conseils de base supplémentaires dans les locaux de «myenergy» à Luxembourg.

Sur base des statistiques provisoires du premier semestre 2012, «myenergy» table actuellement sur un doublement des conseils prestés dans les infopoints pour l'année 2012 par rapport à l'année 2011.

Au-delà du projet des infopoints, d'autres instruments de «myenergy» ont permis d'adresser un grand nombre de particuliers au cours de l'année 2011, dont notamment:

- Hotline «myenergy» (8002-1190): 3.400 appels;

- Sites Internet de «myenergy»: 55.000 visites;

- Conseil de base sur cinq foires nationales: 1.533 contacts;

- Organisation des «myenergy» days, le salon sur l'assainissement énergétique: 4.500 visiteurs.

Question 2146 (14.6.2012) de **MM. Gast Gibéryen** et **Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **projet «Tram léger»**:

D'Regierung huet e virleefeg Käschtel fir de Projet „Tram léger“ virgeluecht, deen am Verglach mat villen anere Projete vum Stat ganz niddereg ugesat ass. Dowéinst géife mir dem Minister gären dës Froe stellen:

1) Fir d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°0149 ze ergänzen (cf. *compte rendu n°7/2009-2010*), wéi héich ass am Ablack de Gesamtkäschtel fir d'Etüden an d'Kommunikatioun fir den Tram? Ass dëse Betrag an de Käschten, déi genannt gi fir den Tram ze bauen, abegraff?

2) Wéi héich ass den totale Käschtel fir den zousätzlechen CFL-Arrêt ënnert der Rouder Bréck an der Seelbunn tëschent dësem Arrêt an dem Kierchbierg?

3) Wat fir zousätzlech Käschte komme fir de Stat respektiv de Fonds du Kirchberg derbäi fir Stroosseninfrastrukturen, déi dem Stat gehéieren, unzepassen an d'Signalisation un déi nei Situatioun ze adaptéieren?

4) Wat fir Käschte kommen op de Stat duer fir de Pont Grande-Duchesse Charlotte (Rout Bréck) un den Tram unzepassen?

5) Wat fir zousätzlech Käschte kommen op de Stat duer fir de Pont Grand-Duc Adolphe (Nei Bréck) un den Tram unzepassen?

6) Wéi héich sinn d'Käschte fir nei Stroossen, déi mussen gebaut ginn, fir de Verkéier, deen aktuell duerch d'Stad geet, ëmzeleeden?

7) Wat fir Käschte wëllt de Stat iwwerhuelen fir, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, d'Geschäftsleit ze entschiedegen, déi duerch de Chantier Verloschter mussen droen?

8) Wat fir zousätzlech Käschten, déi op d'Stad Lëtzebuerg wëinst dem Tram zoukommen (z. B. Verleëe vun ënnerierdeschen Infrastrukturen, Stroosseninfrastrukturen, Upasse vu Vélospisten...), wëllt de Stat iwwerhuelen an a wéi engem Verhältnis?

9) Ass de Stat domadder averstanen, datt deen Deel vun de Käschten, deen vun der Stad Lëtzebuerg iwwerholl gëtt (1/3 no de leschte Verhandlungen) am Montant no uewe gedeckelt gëtt?

Réponse (27.7.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum 14. Juni 2012 vun den honorabelen Deputéierten Hâr Gast Gibéryen an Hâr Fernand Kartheiser kann ech folgend Renseignementer ginn:

1) D'Gesamtausgaben, déi de GIE LUXTRAM, deen zënter 2007 mat der Planung vum Projet beoptragt ass, bis zum 31. Dezember 2011 ausginn huet, belaf sech op 7.890.439 €. Dës Käschte beinhalten d'Käschte fir d'Etüden, d'Fonctionnement vum GIE an d'Kommunikatioun. D'Ausgabe fir de Lëtzebuerg Stat, deen eng Part vu 50% um GIE LUXTRAM hält, belaf sech op d'Halschent, also 3.945.219 €.

Den Undeel vun der Kommunikatioun, deen am genannte Montant integréiert ass, beleef sech dobäi op 201.246,38 €.

2) De Käschtel fir de Pôle d'Échange Pont Rouge ass op ronn 100 Milliounen Euro geschätzt, wéi et och am Dokument zum Débat de consultation an der Chamber steet.

3) All d'Fraisë betreffend d'Stroosseninfrastrukturen an d'Signalisatioun, déi duerch de Bau vum Tram musse geännert ginn, wéi och déi spéider Aarbechten ab 2014 um Kierchberg, sinn am Käschtepunkt vum Tramsprojet integréiert.

4) D'Rout Bréck (Pont Grande-Duchesse Charlotte) muss souwisou, onofhängeg vum Tram renovéiert ginn a gëtt dobäi och méi breet gemaach, fir dem öffentlechen Transport an der doucer Mobilitéit (Foussgänger a Vélo) mei Raum ze ginn. Dësen Émbau vum der Roudier Bréck ass, wei gesot, och ouni den Tram noutwendeg, soudatt déi betreffend Käschten dem Tram net ugerechent ginn. D'Käschte fir déi eigentlech Tramsinfrastrukturen op der Bréck sinn am Käschtepunkt vum Tramsprojet integréiert.

5) De baulechen Zoustand vum Pont Adolphe mécht eng Sanéierung vum dësem Ouvrage noutwendeg. D'Assise fir d'Autoen op der Bréck bleift dobäi quasi identesch zu der aktueller Situatioun. Deen eenzeggen Ennerscheid ass, datt amplaz vun haut deemnächst zwou Spure fir den öffentlechen Transport reservéiert ginn, déi dann zukünfteg vum Tram genotzt ginn. D'Käschte fir déi eigentlech Tramsinfrastrukturen op der Bréck sinn am Käschtepunkt vum Tramsprojet integréiert.

6) Am Kader vum Tramsprojet ass ennersicht ginn, wéi een Impakt d'Realisatioun enner anem op de Stroosseréseau am Émfeld vum Tram an domadder den Autosverkéier hätt. D'Resultater weisen, datt den Tram ouni Verspéidung ka circuléieren an datt keen negativen Impakt op den Autosverkéier am Stadzentrum ze erwaarden ass. Dëst ass dorop zréckzeféieren, datt den Tram déi heiteg Bussen, déi an de Spëtzestonne quasi eng ganz Spur an all Richtung anhuelen (iwwe 270 Bussen tëschent der Gare an der Uewerstad), géif ersetzen. Sou ginn zwar duerch den Tramstracé am Stadzentrum op dese Plazen niewent de Busspuren och vereenzelt Autospure suppriméiert, mä duerch déi gewonne Plaz wéinst dem Ewechfale vun deene Busse stellt dat kee Problem duer. Deementsprechend ass den Tramsprojet onofhängeg vu gréisseren neie Stroosseninfrastrukturen an der Stad selwer.

D'Stroosbebauprojeten „Boulevard de Merl“ (20,3 Mio €), „Contournement de Cessange“ (22,61 Mio €) an d'Verbreederung op 2x3 Spure vum Autobunn A3-A6 (Abschnitt Aire de Berchem - Croix de Gasperich: 57,4 mio €; Abschnitt Croix de Bettembourg - Aire de Berchem: 57,4 mio €; Autobunn A6: 97,39 mio €) droen derzou bäi, déi bestehend Wunnquartieren zu Märel, Hollerech an Zeisseng vum Transitverkéier ze entlaaschten, an awer och nei Gebidder am Südweste vun der Stad fir den öffentlechen Transport an den Autosverkéier adequat ze erschléissen an domadder op dese Plazen eng urbanistesche Entwécklung ze erméiglechen. E weidere Benefiss ass, datt et géif erméiglechen, fir e gewëssenen Deel vum Transitverkéier, deen haut duerch d'Stad geet, op des Stroossen émezeleeden. Soumat droen des Projeten onofhängeg vum Tramsprojet wesentlich dozou bäi fir d'Stad Lëtzebuerg adequat op déi zukünfteg Entwécklung virzebereeden.

7) Zesumme mat de Geschäftsleit ass de GIE amgaange Modellen ze analyséieren an duerno ze diskutéieren, déi bei aneren Tramsprojeten am Ausland gemaach goufen. Eng definitiv Entschcheidung ass nach net geholl.

8) All déi Fraisë betreffend d'Infrastrukturen an d'Reseauen an der Stad, déi duerch de Bau vum Tram ufalen, si Bestanddeel vum Tramsprojet a ginn nom Schlüssel 2/3 fir de Lëtzebuerger Stat an 1/3 fir d'Stad Lëtzebuerg opgedeelt.

9) Wéi bei all gréisseren Infrastrukturprojete gëtt och beim Tram per Gesetz de finanzielle Käschtepunkt no uewe gedeckelt. Sollen zousätzlech Käschten ufalen, muss, wéi bei allen aneren Bauprojeten, en neit Gesetz an der Chamber déposéiert ginn an d'nämlecht mussen, fir d'Stad, déi zousätzlech Käschten den zoustännegen Instanze vun der Gemeng virgeluecht ginn, déi dann eng Décisioun dorivwer huelen.

Question 2150 (18.6.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **plaintes de patients envers des prestataires de services dans le domaine de la santé:**

Es gibt nach Aussagen der Patientenvertretung eine stetig wachsende Anzahl von Patienten,

die sich über eine inadäquate Betreuung innerhalb eines Krankenhauses oder anderer Pflegeanstalten auf organisatorischem Niveau beklagen. Teilweise handelt es sich um gravierende Angelegenheiten, sodass in diesen Fällen die Gesundheitsbehörde eingeschaltet werden muss.

Fragen:

1) Wie sehen die Prozeduren aus die innerhalb einer Untersuchung angewandt werden?

2) Innerhalb wie vieler Zeit werden die Anfragen behandelt?

3) Welche Maßnahmen sind im Falle unvorschriftsmäßigen Vorgehens vorgesehen?

4) Werden die Resultate der Untersuchungen kontradiktorisch mit allen Betroffenen diskutiert?

5) Gibt es eine Statistik der behandelten Fälle?

Réponse (27.7.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Die Fragen des ehrenwerten Abgeordneten befassen sich mit den Beschwerden von Patienten betreffend einer „inadäquaten Betreuung auf organisatorischem Niveau“ im Krankenhaus oder einer anderen Pflegeanstalt.

Artikel 46 des Krankenhausgesetzes vom 28. August 1998 sieht vor, dass in jedem Krankenhaus Prozeduren zur Bearbeitung von Patientenbeschwerden aufgestellt werden müssen.

Demzufolge kann sich ein Patient, der eine Beschwerde einreichen will, vorerst an die Direktion des Krankenhauses wenden, um seinen Fall zu schildern und eine Stellungnahme bezüglich seiner Betreuung anzufordern.

Bezieht sich die Beschwerde eines Patienten jedoch auf eine nicht gerechte Betreuung die auf gravierende organisatorische Probleme in einer medizinischen Abteilung zurückzuführen ist, so kann der Patient laut erwähntem Artikel 46 eine Beschwerde beim Direktor der Gesundheitsbehörde einreichen.

Dieser untersucht selbst diese Beschwerde oder gibt eine Untersuchung durch einen befugten Beamten (officier de police judiciaire) in Auftrag und hat Zugang zur Patientenakte des Beschwerdeführers.

Nach Abschluss dieser Untersuchung teilt der Direktor der Gesundheitsbehörde sowohl dem Beschwerdeführer als auch dem Direktor des betroffenen Krankenhauses seine Schlussfolgerungen betreffend die Beschwerde mit. Diese Schlussfolgerungen werden den Parteien immer schriftlich mitgeteilt, können aber auch gegebenenfalls durch zusätzliche mündliche Erklärungen vervollständigt werden.

Patientenbeschwerden über „ein gravierendes organisatorisches Problem in einem Krankenhaus“ sind jedoch äußerst selten.

Ich möchte den ehrenwerten Abgeordneten auch darüber in Kenntnis setzen, dass der Regierungsrat am 20. Juli 2012 den Gesetzesentwurf über die Rechte und Pflichten der Patienten angenommen hat. Dieser Gesetzesentwurf sieht neben den bestehenden Strukturen, die nicht in Frage gestellt werden, die Schaffung einer neutralen Vermittlungsstelle (service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé) im Gesundheitswesen vor, die die Beschwerden und Konflikte zwischen Patienten und Leistungserbringern im Dialog regeln soll. Diese Vermittlungsstelle soll jedoch ebenfalls eine Informationsstelle werden, die den Patienten sowie den Leistungserbringer über seine Rechte und Pflichten im Gesundheitswesen informieren soll.

Question 2151 (18.6.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant la **carte d'invalidité:**

Pour les titulaires d'une carte d'invalidité, les transports publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg sont gratuits. Or, selon mes informations, certains opérateurs de bus transfrontaliers n'acceptent pas la carte d'invalidité comme titre de transport, même si le titulaire de la carte veut se déplacer uniquement à l'intérieur du pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les opérateurs de bus transfrontaliers ont le droit de refuser la carte d'invalidité comme titre de transport?

- Dans l'affirmative, quelles sont les lignes de bus concernées?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que les détenteurs d'une carte d'invalidité sont correctement renseignés sur les services auxquels la carte d'invalidité leur donne droit?

Réponse (11.7.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Députée souhaite avoir des informations sur la carte d'invalidité comme titre de transport.

La tarification des transports est fixée par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures par, d'une part, le règlement ministériel du 12 juin 2007 pour les transports nationaux ainsi que, d'autre part, par les autorisations établies en accord avec les autorités compétentes des pays limitrophes pour le transport au-delà des frontières.

Sur les lignes d'autobus transfrontalières, les billets et abonnements dénommés «RegioZone» sont applicables au prix de 4 euros (courte durée/deux heures) respectivement 7 euros (billet journalier) et 75 euros (abonnement mensuel).

Conformément aux règles précitées, aucun billet ou abonnement national à tarif réduit ou gratuit (p. ex. Jumbo- ou Seniorekaart, Invalidenkaart, Schülerkaart etc.) n'est admis sur les lignes transfrontalières ou «RegioZone».

En effet, ces lignes «RegioZone» sont des lignes transfrontalières du type «express» sans desserte locale.

Les lignes concernées sont:

- 116 Schweich-Luxembourg

- 118 Trier-Luxembourg

- 117 Trier-Luxembourg

- 134 Konz-Luxembourg

- 155 Saarlouis-Merzig-Luxembourg

- 157 Saarburg-Luxembourg

- 158 Orscholz-Luxembourg

- 159 Losheim-Luxembourg

- 401 Bitburg-Echternach-Luxembourg

- 407 Prüm-Dasburg-Ettelbruck

- 300 Hayange-Thionville-Luxembourg

À savoir que quatre autres lignes transfrontalières exploitées par des sociétés privées appliquent la tarification «RegioZone» («Meuse Express»: Piennes-Luxembourg, 302 Hettange-Cloche d'Or, 323 Hayange-Esch-sur-Alzette et le Saarbrücken-Express).

En ce qui concerne le réseau RGTR, 16 autres lignes de transport public transfrontalières, mais qui ne sont pas considérées comme des lignes du type «express», desservent des localités limitrophes selon les conditions de tarification RGTR nationales, y inclus les titres de transport à gratuité partielle ou intégrale.

En ce qui concerne l'information du public en l'occurrence, il échet de préciser qu'un avis officiel (communiqué) destiné à tous les opérateurs, exploitants et le Verkéiersverbond, a été édité en temps utile par la direction des transports publics. Ce communiqué est affiché dans les autobus mis en service et est publié sur le site www.mobiliteit.lu.

Question 2152 (18.6.2012) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'**ouverture du don du sang à la communauté homosexuelle:**

La nouvelle Ministre des Affaires sociales et de la Santé française vient d'annoncer qu'elle envisage de permettre aux personnes aux relations homosexuelles de participer au programme de donation de sang français.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'à l'heure actuelle les candidats ayant une relation homosexuelle sont exclus du programme de donation de sang?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à demander aux organisations luxembourgeoises responsables de la prise de sang une adaptation de ces critères tout en respectant tant la sécurité des produits sanguins que le principe de non-discrimination des donneurs?

Question 2157 (21.6.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant l'**ouverture du don du sang à la communauté homosexuelle:**

La directive européenne 2004/33/CE de la Commission du 22 mars 2004 portant application de la directive 2002/98/CE du Parlement européen et du Conseil concernant certaines exigences techniques relatives au sang et aux composants sanguins prévoit dans son annexe

III des critères d'exclusion pour les donneurs de sang. Parmi ces critères, l'on retrouve le critère du «comportement sexuel» concernant plus précisément les «sujets dont le comportement sexuel les expose au risque de contracter des maladies infectieuses graves transmissibles par le sang».

Ceci a amené bon nombre de pays européens, dont entre autres la France et le Luxembourg, à exclure de façon permanente du don du sang les hommes ayant eu des rapports sexuels avec un homme, du fait d'un risque d'exposition accru au VIH. Diverses associations de lutte pour l'égalité des droits critiquent que, partant d'un «comportement à risque», évoqué par la directive, les pays désignent toute une «population à risque» sur base de l'orientation sexuelle.

Lors de la journée mondiale des donneurs de sang, le 14 juin 2012, la Ministre française de la Santé, Marisol Touraine, a annoncé vouloir lever l'interdit qui empêche les hommes homosexuels de donner du sang en France sans pour autant prendre le moindre risque quant à la sécurité des produits de transfusion sanguine. Au cours de la remise des diplômes aux donneurs de sang luxembourgeois, Monsieur le Ministre de la Santé a fait des réflexions allant dans le même sens et annoncé une concertation au niveau européen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Quelles démarches Monsieur le Ministre entend-il prendre en la matière?

- Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de se concerter avec sa collègue française en vue d'une appréciation plus nuancée et individualisée des facteurs de risque potentiels pour exclure certaines personnes du don du sang?

Réponse (30.7.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Étant donné que les questions parlementaires n°2152 et n°2157 concernent la même problématique, je me permets d'y répondre dans une réponse commune.

À l'instar de la pratique observée dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne, le Luxembourg applique des critères médicaux et biologiques complémentaires d'acceptation au don de sang. Ces critères d'acceptation tendent à garantir la sécurité des donneurs de sang et des receveurs de produits sanguins. Dans le cas visé par les honorables parlementaires, à savoir l'exclusion du don des homosexuels de sexe masculin, il s'agit d'un principe de précaution qui est d'application dans la très grande majorité des États membres. Ce principe vise à diminuer le risque de transmission de maladies infectieuses, transmissibles par le sang, principalement l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH).

En considérant le rapport du Comité de surveillance du SIDA de 2011, on peut constater qu'au Luxembourg le nombre de nouveaux cas d'infection par VIH est à peu près identique pour les hétérosexuels que pour les homosexuels. En pratique, il est démontré que pour les homosexuels mâles ayant des partenaires sexuels multiples, le risque de transmission est élevé par rapport aux hétérosexuels. Par contre, auprès des hommes homosexuels ayant un seul partenaire, ce risque de transmission est moindre. Je tiens à préciser que les hétérosexuels ayant des rapports sexuels multiples sont également exclus de la donation de sang.

Confrontée à une pénurie importante de dons de sang, l'Angleterre a décidé de réviser ses critères d'exclusion et d'accepter notamment des donneurs homosexuels ayant un seul partenaire. La France, qui se trouve dans une situation identique, est en train d'engager également une réflexion sur un éventuel changement des critères.

Une adaptation des critères selon le modèle anglais constitue une légère diminution de la sécurité des produits sanguins, qu'il y a lieu de mettre en balance avec l'augmentation du volume de sang récolté. À l'avenir, les données de cette étude bénéfique/risque vont nous permettre, sans nul doute, comme à la plupart de nos voisins, d'opérer un choix éclairé au vu des vies épargnées.

Je me dois toutefois de constater que le Luxembourg ne se trouve actuellement pas dans une situation de pénurie de sang, mais dans une situation d'autosuffisance.

Cela étant, j'entends, en suivant en cela la position défendue tant par mes services que par les responsables du Centre de transfusion sanguine, à la lumière des résultats du changement des critères en Angleterre, me concerter avec ma collègue française et mes collègues au sein du Conseil européen, avant de décider des suites à réserver au problème soulevé par les honorables députés.



Question 2155 (20.6.2012) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant les **tests de résistance des réacteurs nucléaires**:

Lors de l'heure de questions au Gouvernement du 12 juin à la Chambre des Députés, Monsieur le Ministre n'a pas su répondre à une partie de ma question relative aux affirmations présumées du Commissaire européen Oettinger quant à la poursuite des tests de résistance des réacteurs nucléaires et à une possible visite supplémentaire de la centrale de Cattenom.

Il s'avère maintenant qu'en date du 8 mai Monsieur Oettinger avait indiqué à la fois devant la Commission de l'Industrie, de la Recherche et de l'Énergie du Parlement européen et - avec moins de détails - devant les participants de la seconde réunion publique de l'ENSREG à l'occasion de la présentation du rapport final des «stresstests», que la Commission estimait - contrairement à l'ENSREG - que les tests de résistance ne soient pas encore terminés. Il y aurait par exemple des visites supplémentaires de réacteurs, dont notamment à Temelin en République tchèque et à Fessenheim et Cattenom en France.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part du Gouvernement:

- 1) Quel est l'objectif de cette prolongation de la procédure des «stresstests»? Est-ce que l'envergure des tests ou le nombre des installations concernées seront élargis?
- 2) Quel est le but des visites supplémentaires?
- 3) D'après quels critères est-ce que la Commission a choisi les trois ou quatre centrales à visiter? Est-ce qu'il existe déjà un calendrier pour ces visites?

Réponse (11.7.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Lors de la 19^e réunion de l'ENSREG (European Nuclear Safety Regulators' Group) le 3 juillet à Bruxelles, les régulateurs nationaux et la Commission ont partagé l'avis que le processus d'examen par les pairs, dernière étape des «stresstests», est terminé et que le suivi se ferait par l'intermédiaire d'un plan d'action ENSREG. Un accord a été atteint sur tous les sujets importants dans le plan d'action, qui sera finalisé avant la fin de juillet 2012. Il doit préciser la nécessité de plans d'action nationaux et des ateliers d'examen pour partager le retour d'expérience sur la mise en œuvre des améliorations de sécurité post-Fukushima.

Le plan d'action devra également préciser des visites de réacteurs afin de vérifier des faits et de mieux préparer les ateliers d'examen. Les régulateurs nationaux devront proposer des sites candidats à être visités. Ces sites seront acceptés par la Task Force du Plan d'action ENSREG.

Question 2158 (21.6.2012) de **M. Georges Engel** (*LSAP*) concernant les **méthodes d'attribution d'un marché public**:

Selon l'article 11 de la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics, le pouvoir adjudicateur a le choix en ce qui concerne le mode d'attribution d'un marché public. Il peut soit choisir l'offre au prix le plus bas, soit l'offre économiquement la plus avantageuse sur base de critères techniques, financiers, économiques, environnementaux et sociaux.

Or, il s'avère que les modes d'attribution d'un marché public actuellement en vigueur amènent beaucoup d'entreprises à s'engager dans une spirale de réduction des coûts et des marges afin de remporter le marché public en question. Cette spirale à la baisse entrave non seulement la recherche du mieux-disant, qui est celui à offrir le meilleur rapport qualité-prix, mais augmente également le risque de faillite pour bon nombre d'entreprises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les modes d'attribution d'un marché public actuellement en vigueur empêchent, d'une part, le pouvoir adjudicateur de choisir aussi souvent que possible le mieux-disant et augmentent, d'autre part, le risque de faillite pour les entreprises?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre entend réformer les modes d'attribution d'un marché public afin de faciliter la recherche du mieux-disant et d'atténuer le risque de faillite pour les entreprises?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un mode d'attribution d'un marché public basé sur le prix moyen en écartant d'office les offres

aux extrêmes (prix le plus bas et le plus haut) constituerait une alternative intéressante?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de légiférer en ce sens?

Réponse (11.7.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Tout d'abord, il échet de préciser que les modes d'attribution actuellement applicables aux marchés publics sont prévus par les directives européennes en matière de marchés publics, qui ont pour vocation de garantir des procédures transparentes dans tous les États membres de l'Union européenne.

Vu que les seuils d'application de ces directives sont relativement bas, les règles établies par ces directives s'appliquent à la majorité des marchés publics.

Ces directives européennes ont été transposées par la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics et le règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics.

Ainsi, comme le décrit l'honorable Député, les modes d'attribution des marchés publics prévus par l'article 11 de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics sont l'offre au prix le plus bas ou l'offre économiquement la plus avantageuse. Aucun autre mode de mise en adjudication n'est autorisé par lesdites directives.

Le mode d'adjudication suivant «l'offre économiquement la plus avantageuse» permet déjà maintenant de faire dans une certaine mesure abstraction du prix en ce sens que les critères d'adjudication à prendre en considération sont la qualité, le prix, la valeur technique, le caractère esthétique et fonctionnel, les caractéristiques environnementales, l'aspect social, le coût d'utilisation, la rentabilité, le service après-vente et l'assistance technique, la date de livraison et le délai de livraison ou d'exécution. Il appartient alors au pouvoir adjudicateur de fixer la pondération en fonction de ses attentes.

Enfin, il convient de rappeler encore que le règlement grand-ducal contient des dispositions qui imposent la demande d'analyses des prix lorsque des offres présentent des prix anormalement bas. Dans ce cas, lorsqu'il s'avère que les soumissionnaires n'arrivent pas à prouver le bien-fondé de leurs prix, leurs offres peuvent être écartées. De cette manière des offres qui ne permettent plus au soumissionnaire de faire un quelconque bénéfice peuvent être écartées, ce qui réduit le risque que des entreprises tombent en faillite en raison d'offres dérisoires remises pour des marchés publics.

Question 2159 (21.6.2012) de **M. Jean-Paul Schaaf** (*CSV*) concernant l'**utilisation des infrastructures sportives étatiques des lycées par les associations sportives**:

À côté des communes et syndicats intercommunaux, c'est l'État qui accueille dans ses infrastructures sportives de nombreux clubs sportifs permettant aux membres de ces clubs de s'y entraîner respectivement d'y organiser des manifestations sportives diverses.

L'usage des infrastructures scolaires est fixé par le «règlement ministériel du 21 janvier 1976 concernant les modalités de la mise à disposition de tiers des locaux scolaires». Aux termes des articles 2 et 9 de ce règlement, la mise à disposition s'opère, sauf exceptions, sans frais pour les usagers.

Depuis que les directions des lycées se sont vues attribuer une gestion financière autonome, la question des frais de fonctionnement, de matériel, de nettoyage et de main d'œuvre se pose en de nouveaux termes. Les lycées, qui accueillent dans leur enceinte des clubs sportifs sont confrontés à des frais qu'ils doivent supporter dans le cadre de leur budget annuel. Or, il semblerait que pour pallier à ces frais, les directions de lycées demanderaient à être remboursées de ceux-ci.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- 1) Les Ministres ont-ils connaissance de la pratique des lycées de faire porter les frais aux différents clubs?
- 2) Les frais occasionnés par les clubs sportifs respectivement lors des manifestations sportives ou autres sont-ils intégralement à charge du budget des lycées, notamment en ce qui concerne la consommation d'eau chaude et d'eau froide et des frais de nettoyage?
- 3) Les manifestations sportives exceptionnelles ayant lieu les weekends (tournois et compéti-

tions) et ne faisant pas partie des périodes d'entraînements réguliers des clubs sportifs, rentrent-elles dans le cadre de l'article 2 du règlement ministériel susmentionné sous condition qu'elles ne requièrent pas de droit d'entrée?

4) Les demandes de recourir aux infrastructures sportives des lycées pour des entraînements peuvent-elles être refusées s'il s'agit de périodes de vacances scolaires?

5) Comment les directions des lycées doivent-elles agir lorsqu'elles ne disposent pas suffisamment d'heures de conciergerie pour couvrir les plages extrascolaires requises dans le contexte de la présente problématique?

6) L'État peut-il rembourser les lycées respectivement leur fournir une rallonge budgétaire de fonctionnement pour couvrir les frais occasionnés par la mise à disposition gratuite aux associations sportives, voire culturelles?

Réponse commune (16.7.2012) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*, et de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Il est à noter que le règlement ministériel du 21 janvier 1976 auquel fait référence l'honorable Député a été abrogé par l'article 2 du règlement ministériel du 13 juillet 2007 portant fixation des conditions et modalités de perception de recettes par les services de l'État à gestion séparée dépendant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Le point 6 de l'article 1^{er} dudit nouveau règlement définit de façon détaillée les modalités de la mise à disposition d'infrastructures étatiques.

Dès lors, les questions posées par l'honorable Député donnent lieu aux réponses suivantes:

Ad 1)

Les lycées ont la possibilité de refacturer les différents frais occasionnés, mais peu de lycées en font usage.

Ad 2)

Les frais pour la consommation d'eau ainsi que les frais de nettoyage sont à charge du budget du lycée.

Ad 3)

La mise à disposition des locaux est gratuite si le club ne perçoit pas de droit d'entrée.

Ad 4)

Pour éviter que les infrastructures sportives des bâtiments scolaires restent fermées pendant les vacances scolaires, des arrangements ponctuels sont à encourager entre les clubs sportifs et les directions des lycées concernés, étant entendu que la surveillance devra être garantie par un agent de surveillance (concierge ou autre).

Sous la responsabilité du département ministériel des Sports, un projet de pool d'agents de surveillance à constituer par des chômeurs sous forme d'occupation temporaire indemnisée (OTI) est actuellement à l'essai.

Ad 5)

En application de l'article 1^{er} du règlement ministériel susmentionné, les directions des lycées peuvent recourir à des prestataires externes pour assurer la surveillance en dehors des plages scolaires et refacturer ces frais aux clubs.

Le projet-pilote précité d'un pool d'agents de surveillance fonctionne à l'heure actuelle sous la responsabilité du département ministériel des Sports en collaboration avec le Lycée du Nord. Les résultats sont excellents et l'expérience est prometteuse. Des projets analogues seront entamés pour d'autres régions scolaires du pays.

Ad 6)

Pendant l'année budgétaire en cours, l'État ne peut pas rembourser les frais encourus par un établissement scolaire, mais il serait possible de réviser à la hausse la dotation globale pour les exercices subséquents, si la situation financière le permet.

Question 2160 (21.6.2012) de **Mme Marie-Josée Frank** (*CSV*) concernant le **réseau des pharmacies**:

Selon le programme gouvernemental de 2009: «Le réseau des pharmacies sera renforcé et la procédure d'attribution de concessions pour pharmacies est à réviser en vue d'assurer une couverture appropriée dans l'intérêt de la santé publique.»

La création de nouvelles pharmacies tient compte de l'accroissement démographique des unités urbaines et périurbaines, des activités économiques, des mobilités quotidienne et résidentielle ainsi que des dispositions géographiques.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- La révision de la procédure d'attribution de concessions est-elle déjà achevée?

- De combien de pharmacies le réseau a-t-il été renforcé depuis 2009?

- Sachant que la commune de Betzdorf touche actuellement à une population de 4.000 habitants et que les pharmacies les plus proches sont celles de Niederanven ou de Munsbach, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une création d'une officine s'y imposerait?

Réponse (25.7.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Je voudrais d'emblée rappeler à l'honorable Députée ma réponse à la question parlementaire n°2060 dans laquelle j'avais présenté en grandes lignes les créations de nouvelles pharmacies à envisager dans le futur (*cf. compte rendu n°11/2011-2012*).

Depuis 2009 deux pharmacies ont été créées notamment au niveau des communes de Schifflange respectivement de Mertert. La deuxième pharmacie établie au niveau de la localité de Schifflange a ouvert ses portes en automne 2011, tandis que celle de la commune de Mertert ouvrira dans un futur proche. La création des concessions de pharmacies étant subordonnée à une procédure légale, force est de constater que l'installation physique des pharmacies est susceptible de connaître des contretemps pouvant retarder leur mise en service.

D'après les résultats du recensement de la population 2011 qui ont été récemment mis en ligne par le Statec (www.statistiques.public.lu/fr/actualites/population/population/2012/07/20120711/index.html), la commune de Betzdorf, bien que présentant une croissance démographique de 36% pendant l'intervalle des deux recensements, compte une population totale de 3.236 habitants répartis au niveau des cinq villages Berg, Betzdorf, Mensdorf, Olingen et Roodt/Syre. La densité démographique au niveau de cette commune se chiffre à 121 habitants par km², largement en dessous de la moyenne nationale.

Près de la moitié de la population de la commune de Betzdorf se concentre au niveau de la localité de Roodt/Syre constituant ainsi la localité la plus importante de cette commune. Sa situation géographique sur l'axe routier important (N1) permet de joindre aisément la pharmacie établie au niveau de la localité de Niederanven située à une distance de 4,5 km. Tenant compte de la population peu élevée mais présentant cependant une croissance soutenue, de la proximité de la pharmacie à Niederanven facilement accessible par voie routière, la création d'une pharmacie au niveau de la commune de Betzdorf ne serait envisageable qu'à moyen ou long terme.

Question 2161 (22.6.2012) de **M. Fernand Etgen** (*DP*) concernant le **permis d'armes à feu**:

Dans la dernière édition datant du mois en cours du «Fëscher, Jeeër an Hondsrënn» l'on critique le fait que l'on doit attendre plus de trois mois pour se voir renouveler le permis d'armes à feu. On parle bien de ce cas spécifique et non pas d'une première délivrance d'armes à feu ou encore d'un permis pour une nouvelle arme à feu.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus? Dans l'affirmative, peut-il m'expliquer pourquoi le renouvellement du permis d'armes nécessite un délai de trois mois? S'il n'est pas possible de réduire ce délai, Monsieur le Ministre peut-il s'imaginer que les personnes attendant le renouvellement de leur permis se voient délivrer un reçu attestant la validité de leur ancien permis qui est en général encore valable un certain temps au moment où une demande de renouvellement est introduite?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer pour quelles raisons le permis d'armes à feu européen et le permis d'armes à feu luxembourgeois sont toujours deux documents distincts?

Réponse (18.7.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:



Les questions posées par l'honorable Député relatives à la délivrance des permis de port d'armes de chasse appellent les réponses suivantes:

1) L'affirmation d'un délai d'attente de trois mois pour le renouvellement d'un port d'armes de chasse ne peut pas être confirmée, surtout en raison de sa généralité. La durée de traitement d'une telle demande varie en règle générale entre trois à cinq semaines à partir du moment où la demande est complète, sans préjudice bien sûr de cas exceptionnels qui peuvent toujours survenir pour une raison ou pour une autre. Par ailleurs, il y a lieu de prendre en considération les éléments suivants:

- Au mois de mars de cette année-ci, le changement du mode de paiement des taxes en matière d'armes - à savoir l'abandon des timbres fiscaux au profit d'un paiement par virement bancaire - a causé évidemment un surplus de travail à charge des agents du service des armes, mais les retards engendrés par cette mesure sont cependant sur le point d'être résorbés. Je tiens à souligner qu'il s'agit-là d'une mesure de simplification administrative dont ont bénéficié également les chasseurs.

- Dans un nombre très élevé de dossiers, le service des armes est régulièrement confronté, notamment, aux faits suivants:

- Les formulaires de renouvellement des ports d'armes sont envoyés par le service des armes aux personnes concernées environ trois à quatre semaines avant l'expiration du port d'armes en cause; or beaucoup de personnes attendent les derniers jours de validité du port d'armes pour introduire la demande en renouvellement.

Beaucoup de demandes entrantes sont incomplètes (copie du permis de chasse expiré et/ou photos non jointes, taxe non payée, etc.) ce qui nécessite des courriers de rappel afin de compléter le dossier, parfois plusieurs courriers pour compléter une seule demande.

- Beaucoup de demandeurs ne répondent qu'après plusieurs semaines à une demande du service des armes de compléter la demande.

- Le Service des armes n'a aucune influence sur les délais de réponse des autres autorités, notamment le parquet et la police, saisies le cas échéant de demandes d'information de la part du service des armes dans le cadre de la procédure de renouvellement du port d'armes.

- Les ports d'armes sont établis en coopération avec le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) pour ce qui est de la gestion informatique de la saisie des données et de l'impression des ports d'armes. Pour des raisons techniques, la saisie des données doit être clôturée les mardis à midi et les ports d'armes imprimés sont remis au service des armes dans la matinée du mercredi. Toute demande remise au service des armes à partir de mardi après-midi est donc d'office soumise à un délai d'attente inévitable d'au moins une semaine.

- La durée de validité d'un port d'armes de chasse est de cinq ans. Il ne paraît pas exagéré d'attendre d'un demandeur qu'il s'organise, une fois tous les cinq ans, de façon à ce qu'il puisse se passer d'un port d'armes de chasse pendant trois à cinq semaines.

2) La question relative à l'émission d'un reçu attestant de la validité de l'ancien permis repose sur une fausse prémisse: le renouvellement d'un port d'armes n'est pas une simple formalité relative à un droit acquis de porter des armes alors que lors de chaque renouvellement, le demandeur doit remplir les mêmes conditions que lors de la première délivrance du port d'armes. Il en découle qu'un port d'armes n'est pas simplement un document attestant du droit dont disposeraient par ailleurs d'office les chasseurs de porter des armes; le port d'armes est le droit de porter des armes et un chasseur qui n'est pas en possession d'un port d'armes n'est pas autorisé à aller à la chasse. Partant, un port d'armes ne peut pas être remplacé par un simple «reçu».

Par ailleurs, il importe de relever que la délivrance d'un tel «reçu» prolongerait de façon considérable les délais de traitement des environ 300 dossiers que le service des armes doit évacuer chaque semaine. S'y ajoute que cela ne serait pas possible dans les cas où le port d'armes à renouveler est expiré alors que, juridiquement, un simple «reçu» ne peut pas prolonger un droit qui est expiré.

3) La question de la «fusion» du port d'armes de chasse national prévu par la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions avec la carte européenne d'armes à feu (CEAF) intro-

duite par la directive européenne n°91/477 du 18 juin 1991 a été analysée en détail lors de la préparation du projet de loi n°6209 étant devenu par la suite la loi du 3 août 2011 ayant modifiée la loi précitée du 15 mars 1983; elle appelle une réponse soit négative, soit théoriquement positive, suivant l'approche qu'on adopte.

La réponse est négative en ce sens que le port d'armes national ne saurait bien entendu pas être utilisé en tant que CEAF, en raison des règles européennes définissant de façon uniforme les modalités de la CEAF pour tous les États membres.

La réponse pourrait, le cas échéant, être positive en ce sens que l'on pourrait en effet prévoir que la CEAF vaut permis de port d'armes national. Toutefois, dans ce cas, le nombre d'armes à feu de chasse autorisables devrait être limité à dix, alors que la CEAF ne comporte que dix positions. Or, cela entraînerait que tous les chasseurs ayant actuellement plus de dix armes sur leur port d'armes de chasse national - qui comporte 22 positions - devraient se décider de vendre les armes supplémentaires ou de les faire transcrire sur une autorisation de détention, etc.

Le service des armes devrait donc, au cas par cas, sonder les intentions des environ 2.000 personnes titulaires d'un port d'armes de chasse quant au sort à réserver à chaque arme de chasse individuellement, dont le total peut être estimé à 12.000, et cela pendant les cinq ans à venir, c'est-à-dire la durée de validité des ports d'armes de chasse. Il va sans dire que le surplus de travail administratif généré par cette mesure serait sans aucun rapport avec le soi-disant avantage espéré.

Par ailleurs, le service des armes est déjà, à l'heure actuelle, confronté à un grand nombre de demandes récurrentes portant sur des demandes de transcription d'armes de chasse entre une autorisation de détention et le port d'armes de chasse, alors que les demandeurs souhaitent pratiquer la chasse tantôt avec telle arme, tantôt avec une autre. L'adoption de la CEAF en tant que port d'armes de chasse national réduirait ainsi inévitablement le nombre d'armes avec lesquelles la chasse peut être pratiquée de 22 à dix. La conséquence en serait, aussi inévitablement, une augmentation de ces demandes de transcription et donc également du délai de traitement de toutes les demandes en obtention d'une autorisation d'armes.

Question 2162 (22.6.2012) de Mme Lydia Mutsch et M. Marc Angel (LSAP) concernant la lutte contre la violence à l'égard des femmes:

Le 7 avril 2011, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Il s'agit d'un instrument juridiquement contraignant créant un cadre juridique complet pour prévenir la violence domestique, protéger les victimes ainsi que les enfants témoins et mettre fin à l'impunité des auteurs de violences. Elle définit et érige en infractions pénales différentes formes de violence contre les femmes (dont le mariage forcé, les mutilations génitales féminines, le harcèlement, les violences physiques et psychologiques et les violences sexuelles).

La Convention d'Istanbul a été ouverte à la signature le 11 mai 2011 et signée entre-temps par 20 pays, dont le Luxembourg. Jusqu'à présent la Suède est le seul pays à l'avoir ratifiée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser à Madame la Ministre et à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils nous informer à quel stade se trouve la procédure de ratification?

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils nous renseigner sur les implications et éventuels problèmes se posant lors de la ratification de ladite convention?

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils nous faire savoir dans quels délais la convention pourra être ratifiée?

Réponse commune (31.7.2012) de Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances, et de M. François Biltgen, Ministre de la Justice:

La Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, élaborée par le Conseil de l'Europe, représente un compromis délicat dans une matière aussi importante que sensible et cela entre pays qui appréhendent ce sujet souvent de façon très différente les uns par rap-

port aux autres, en raison de considérations sociales et de législations nationales qui ne peuvent être comparées.

Le Luxembourg a signé cette Convention, comme beaucoup d'autres pays membres de l'Union européenne. Seule la Turquie l'a, à ce jour, ratifiée.

Comme les auteurs de la question parlementaire le soulignent à juste titre, la Convention en question couvre une multitude de formes de violence dont la très grande majorité sont a priori couvertes par les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de droit et procédures pénaux respectivement civils.

Une éventuelle ratification de la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique présuppose donc une analyse approfondie du cadre national existant y compris certains projets de réforme en cours de procédure législative comme par exemple le projet de loi n°5908 ayant pour objet de lutter contre les mariages forcés ou de complaisance.

Dans ce contexte, il n'est pas inutile de rappeler que, même si les victimes de certaines formes de violence sont majoritairement sinon exclusivement de sexe féminin, la transposition en droit luxembourgeois de normes internationales sera toujours guidée par un souci de neutralité par rapport au sexe des victimes, ceci notamment sur un arrière-fond de droits de l'Homme et d'égalité entre hommes et femmes.

S'y ajoute le lien direct existant entre la Convention du Conseil de l'Europe et une proposition de directive actuellement en cours d'élaboration au niveau de l'Union européenne.

En effet, le Parlement européen et le Conseil ont fini leurs négociations portant intégration de certains éléments de la Convention du Conseil de l'Europe dans la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant les normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité.

Cette proposition de directive n'a cependant pas encore été adoptée.

Au vu de tout ce qui précède, le Gouvernement ne considère pas, à ce stade, comme prioritaire une éventuelle ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Question 2164 (25.6.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le Te Deum lors de la Fête nationale:

Lors du Te Deum du 23 juin 2012 qui a eu lieu dans le cadre de la célébration officielle de l'anniversaire de S.A.R. le Grand-Duc, quelques changements protocolaires ont été apportés par rapport au déroulement traditionnel de cet événement solennel.

Il a été remarqué que les drapeaux des associations patriotiques n'ont plus été admis à leur place habituelle en face de la Famille grand-ducale, mais ont été déplacés du chœur vers les travées latérales du côté gauche (vu de l'autel) de la nef principale à hauteur du transept. D'encombrantes caméras de télévision ont été installées à l'endroit réservé d'habitude aux drapeaux patriotiques.

Le corps de la magistrature, troisième pouvoir constitutionnel du Grand-Duché, n'a pas non plus eu droit à son emplacement traditionnel, mais a été relégué vers un autre endroit. Par contre, les magistrats de la Cour de Justice européenne ont eu droit à l'emplacement traditionnel de la magistrature luxembourgeoise.

La cérémonie s'est clôturée par l'«Hymne au soleil» tiré de la 2^e suite «24 pièces de fantaisie», Opus 53 du compositeur français Louis Vierne. A priori, il ne semble pas s'agir d'une œuvre religieuse, tout au moins au sens chrétien du terme.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1) Pourquoi Monsieur le Premier Ministre a-t-il fait procéder à ces changements protocolaires lors de la cérémonie du Te Deum?

2) Monsieur le Premier Ministre ne pense-t-il pas que les drapeaux et les associations patriotiques méritent plus d'égards protocolaires que des caméras de télévision? Pourquoi n'a-t-il pas préféré choisir un autre endroit pour les caméras, ce qui aurait permis de mieux respecter les drapeaux et associations patriotiques?

3) Pourquoi la Cour européenne de Justice reçoit-elle un traitement de faveur par rapport à la magistrature luxembourgeoise lors de la Fête nationale luxembourgeoise?

4) Pourquoi Monsieur le Premier Ministre n'a-t-il pas tenu compte des observations et protestations de la magistrature luxembourgeoise au sujet de ces modifications protocolaires? Ne pense-t-il pas qu'il serait opportun de s'excuser publiquement auprès du troisième pouvoir?

5) Pourquoi des œuvres musicales à la fois non religieuses et non patriotiques sont-elles incluses au programme du Te Deum?

6) Monsieur le Premier Ministre veillera-t-il à retourner au protocole traditionnel du Te Deum lors de la Fête nationale de 2013?

Réponse (6.7.2012) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État:

Monsieur le Député aimerait avoir un certain nombre de renseignements au sujet du déroulement du Te Deum lors de la Fête nationale:

1) Suite à un changement dans l'aménagement de la cathédrale décidé par Monsieur l'Archevêque, les services du Protocole du Ministère d'État et du Ministère des Affaires étrangères ont été contraints de revoir le plan de placement pour le Te Deum.

Dans ce contexte, il faut rappeler que l'aménagement de la cathédrale d'avant le Te Deum de l'année en cours date de l'année culturelle 1995 et ne constituait en fait qu'un aménagement provisoire. L'aménagement actuel correspond de nouveau à l'aménagement traditionnel de la cathédrale.

Le Conseil d'État et les suites de la Cour grand-ducale étaient également concernés par ces changements et ont occupé des places différentes de celles des années précédentes.

2) Depuis la première retransmission du Te Deum, les caméras de télévision ont toujours eu la même position. Il s'agit de deux caméras, de deux cameramen et d'un porteur de câble opérant à partir du chœur. Ce positionnement est le seul qui permette de retransmettre en image le déroulement du Te Deum devant l'autel. Ces caméras captent en outre l'image du chef de l'État et des autres membres de la famille grand-ducale.

Cette année, la statue de Marie Consolatrice a été déplacée dans cette partie du chœur, ce qui réduisait le périmètre opérationnel des caméras. Cette disposition sera maintenue tout au long des travaux effectués actuellement dans la cathédrale, donc au moins encore pendant deux ans, sans préjudice d'une décision quant à l'emplacement définitif futur de la statue de Marie Consolatrice.

Au vu de ce réaménagement du chœur et compte tenu du respect qui est dû aux portedrapeaux des associations patriotiques, il a été décidé de les déplacer afin qu'ils ne soient plus perturbés par les caméras qui opéraient devant eux lors du déroulement du Te Deum.

3) Les membres de la Cour de Justice de l'Union européenne n'ont pas bénéficié d'un traitement de faveur.

Il convient de noter que les institutions européennes occupent le même emplacement depuis des dizaines d'années. Leur emplacement n'a pas changé et dès lors, l'affirmation selon laquelle les magistrats luxembourgeois ont dû céder leur place aux magistrats européens ne correspond pas à la vérité.

4) Si une première proposition de placement attribuait aux membres de la magistrature des places qui pouvaient être considérées comme rompant le parallélisme avec le placement des membres du Conseil d'État des dernières années, le service du protocole du Ministère d'État a réagi aux protestations des magistrats et a présenté deux autres propositions.

La première prévoyait de placer les magistrats derrière le Conseil d'État, place que les magistrats occupent conformément à l'arrêté grand-ducal du 14 novembre 1977 déterminant l'ordre des préséances des autorités et fonctionnaires dans les cérémonies officielles. Cet emplacement avait trouvé l'accord des magistrats lors de la Commémoration nationale en date du 2 octobre 2011.

Une deuxième proposition plaçait la magistrature sur le côté droit devant les institutions européennes, parallèlement et sur un pied d'égalité avec le Conseil d'État (placement sur le côté gauche). Cette configuration respectait dès lors complètement la philosophie qui se trouve à la base de la disposition des corps institutionnels depuis des années.

Ces propositions ont été soumises à Monsieur le Président de la Cour supérieure de Justice. La magistrature n'en a cependant accepté aucune et a lancé un appel à ses membres de ne pas participer au Te Deum. Compte tenu notamment du caractère équilibré de la proposi-

tion finale des services du protocole, une excuse publique auprès du troisième pouvoir n'est pas de mise.

5) Quant aux œuvres musicales au programme, toutes ont été en relation liturgique étroite avec le sujet du Te Deum. L'«Hymne au soleil» de Louis Vierne - œuvre originale pour orgue - a été choisi comme pièce de sortie par l'organiste titulaire de la cathédrale en guise d'hymne au Christ, «Soleil de justice» (sol iustitiæ), et en prolongation naturelle de l'idée du «Soleil de liberté» (Fräiheitssonn) évoquée dans la dernière strophe de notre hymne national. De plus, la pièce citée se voulait un hommage à Louis Vierne, organiste titulaire et de ce fait serviteur de la liturgie à Notre-Dame de Paris de 1900 jusqu'à sa mort en 1937, et dont le monde musical commémore en 2012 le 75^e anniversaire de la disparition.

6) Étant donné que l'aménagement actuel de la cathédrale correspond à l'aménagement traditionnel, un réaménagement n'est pas prévu. Il ne sera donc pas possible de retourner au protocole traditionnel dans les années à venir.

Question 2165 (25.6.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le protocole militaire:

Depuis environ deux ans, les militaires luxembourgeois ne disposent plus d'une tenue d'été complète. En été, ils portent les chemises habituelles de la tenue d'été avec le pantalon de la tenue de sortie d'hiver.

Lors de la Fête nationale du 23 juin 2012, les sous-officiers et hommes de troupe du détachement à pied n'ont plus dû exécuter le commandement «Tête à gauche», ce mouvement étant réservé dorénavant - d'après les commentaires à la télévision - aux seuls chefs de détachement ou d'unité. Or, ce mouvement collectif des troupes à pied est une tradition bien ancrée à l'Armée luxembourgeoise et - contrairement aux affirmations faites à la télévision - de pratique courante dans presque toutes les armées du monde. Il s'agit en effet d'une marque de respect due aux autorités honorées et qui est l'équivalent du «Présentez Armes» des troupes au repos.

Toujours au défilé militaire du 23 juin 2012, une partie du charroi n'a probablement pas fait l'objet d'un entretien mécanique bien suivi depuis quelques années, du moins à en juger d'après les grincements et autres plaintes sonores dégagés par certains des véhicules participant au défilé motorisé.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

1) À partir de quelle date les militaires luxembourgeois disposeront-ils à nouveau d'une tenue d'été complète?

2) Pourquoi Monsieur le Ministre a-t-il fait changer le protocole lors du défilé des troupes à pied? Est-ce que les soldats apprennent toujours l'exécution du mouvement «tête à gauche» lors de l'enseignement de l'école du soldat? Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que le changement protocolaire effectué peut être interprété comme un manque de respect à l'égard des autorités honorées?

3) Monsieur le Ministre veillera-t-il à faire exécuter de nouveau le mouvement «tête à gauche» par l'ensemble des militaires lors des futures cérémonies militaires?

4) Quelle place est réservée à l'école du soldat («Drill») dans le cadre de l'instruction de base? Est-ce que le nombre d'heures d'enseignement de cet art militaire a baissé au cours des cinq dernières années?

5) Monsieur le Ministre fait-il veiller à un entretien mécanique suivi des véhicules militaires, y compris de ceux qui sont utilisés lors de cérémonies militaires?

Réponse (27.7.2012) de M. Jean-Marie Haldorf, Ministre de la Défense:

L'honorable Député Fernand Kartheiser soulève plusieurs points liés à la Fête nationale 2012, que ce soit la tenue des militaires, le drill ou l'état d'entretien des véhicules.

Depuis le 27 mai 2011, les tenues de service en étoffe tergal et polyester ne sont plus portées au sein de l'armée. Cette décision a été prise dans le but principal de rationaliser le nombre de tenues de service et de cérémonie que chaque militaire est tenu de détenir, de même que de réaliser des économies au niveau de l'acquisition d'effets d'habillement du militaire. Il n'est donc plus fait aujourd'hui de distinction entre la tenue d'été et la tenue d'hiver. Cependant, pour tenir compte de l'aspect météorologique, un tissu plus léger a été introduit.

Avec la création des UDO et l'introduction des nouveaux véhicules et systèmes d'armes très

sophistiqués, le temps imparti à l'enseignement traditionnel du type «école du soldat» a dû être adapté pour les unités combattantes durant la phase militaire, afin d'être en mesure d'agencer un programme d'entraînement approprié permettant de préparer les militaires aux diverses opérations de maintien de la paix et de les familiariser avec le nouveau matériel.

La disponibilité des soldats volontaires pour les activités militaires, telles que les festivités, cérémonies et autres prestations, a également été revue suite à la nouvelle phase de reconversion définie par la loi de 2007. En effet, jusqu'en 2011, l'ancienne compagnie B («École de l'Armée») constituait le noyau de la compagnie d'honneur durant les festivités à l'occasion de la Fête nationale. Dorénavant, cette unité, au regard du programme scolaire chargé, ne fournit plus d'unité constituée qui soit suffisamment entraînée pour ce type de manifestation. Le commandement du centre militaire sollicite donc également le concours des unités combattantes en sus de leur programme d'entraînement opérationnel bien rempli. La disponibilité des militaires dans ces unités fluctuant fortement, en fonction des contraintes opérationnelles, la coordination est devenue plus difficile. Par conséquent, les détachements spécifiques pour les cérémonies ne peuvent être mis sur pied au mieux quinze jours avant l'activité en question.

Aussi, afin de garantir une prestation honorable, fut-il décidé de simplifier le drill dans la mesure où le mouvement du «tête droite/gauche» ne serait plus exécuté par les hommes de troupe, mais uniquement par les chefs défilant à la tête du détachement et des pelotons. Vu que l'ordre du «tête gauche» a bien été donné et le mouvement exécuté par le cadre défilant devant la troupe, le protocole traditionnel a donc bien été respecté bien que sous une forme simplifiée. Ce drill s'observe d'ailleurs de plus en plus au sein d'armées étrangères.

L'honorable Député s'est enfin inquiété de l'état des véhicules blindés de type HMMWV. Il s'agit de véhicules blindés à haute mobilité d'un poids de quatre tonnes, équipés de disques de freins renforcés pour pouvoir supporter des forces de freinage élevées dans des conditions sévères. Le phénomène bien connu et coutumier du bruit de grincement trouve son origine dans le réchauffement du système de freinage qui est provoqué par l'actionnement continu des freins lors du défilé du détachement motorisé à l'occasion de la Fête nationale. En effet, les véhicules doivent rouler sans arrêt au pas et en formation alignée, dès leur départ de la place de Metz.

Il est évident que les véhicules sont ainsi soumis à une contrainte exceptionnelle ne rentrant pas directement dans le contexte opérationnel pour lequel les véhicules ont été développés.

Quant à l'entretien général des véhicules, il reste à souligner que les ateliers des services logistiques de l'armée effectuent la maintenance préventive selon les prescriptions du constructeur, ce qui explique notamment que ces véhicules, âgés de 15 ans, déployés dans multiples exercices et opérations sont toujours opérationnels et en excellent état d'usage. Par ailleurs, le charroi qui participe au défilé de la Fête nationale est en plus soumis à un contrôle qui s'effectue en dehors des échéances minimales fixées par les carnets d'entretien à six mois.

Question 2166 (26.6.2012) de Mme Josée Lorsché et M. Félix Braz (déi gréng) concernant la mise en place du Conseil national pour étrangers:

Le mandat du Conseil national pour étrangers sortant s'est achevé en juillet 2010. Le règlement grand-ducal du 11 novembre 2011, pris en exécution de la loi d'intégration du 16 décembre 2008, devrait permettre la mise en place du nouveau CNE. Ceci mettra fin à une période de deux ans sans organe consultatif et permettra de se conformer, enfin, avec le cadre légal.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille Marie-Josée Jacobs:

1. Quelles sont les raisons qui ont retardé à ce point les élections pour le nouveau CNE, alors que la nouvelle loi d'intégration était en vigueur bien avant la fin du mandat du CNE sortant?

2. Des élections complémentaires ont été lancées début juin pour les sièges non pourvus en mars. Quand le CNE sera-t-il complet et opérationnel, sachant qu'aux 22 élus vont se joindre:

- un représentant des réfugiés au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés;

- un représentant du syndicat intercommunal à vocation multiple des villes et communes luxembourgeoises pour la promotion et la sauvegarde d'intérêts communaux généraux et communs (Syvicol);

- quatre représentants des organisations patronales;

- quatre représentants des organisations syndicales les plus représentatives;

- deux représentants de la société civile?

3. Quelles organisations ont été sollicitées et pour quand devront-elles soumettre leurs propositions?

Réponse (27.7.2012) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Dans un premier temps, l'OLAI a cherché le dialogue avec la société civile - notamment lors d'une réunion de réflexion sur les modalités de vote qui s'est tenue le 13 septembre 2010 - en vue de la mise en place d'un système électoral équitable tenant compte des multiples communautés étrangères présentes sur le territoire national. Ce dialogue n'a pas abouti à une solution consensuelle. Par la suite, un avant-projet de règlement grand-ducal a été élaboré sur la base du règlement régissant les modalités de désignation des représentants sous l'ancienne loi. Cet avant-projet de règlement a été adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 22 avril 2011; le Conseil d'État a avisé le projet de règlement le 11 octobre 2011. Après la publication du règlement grand-ducal au Mémorial le 22 novembre 2011, l'OLAI a commencé l'organisation des élections qui a requis un travail préalable de mobilisation.

Pendant cette période et jusqu'aux élections de mars 2012, l'ancien CNE a continué à fonctionner ad interim et à exécuter les missions lui attribuées.

2. Suite à l'appel à candidatures lancé par l'OLAI le 15 février 2012, les élections des représentants des étrangers au CNE ont eu lieu le 28 mars 2012. Faute de candidats, le membre suppléant néerlandais, ainsi qu'un membre effectif et cinq membres suppléants pour les pays de l'Union européenne dont les ressortissants ne figurent pas parmi les sept nationalités les plus représentatives au Luxembourg, n'ont pas pu être proposés à la suite de ces élections.

Le candidat effectif manquant et deux membres suppléants ont été désignés moyennant vote par correspondance dont le dépouillement a eu lieu le 24 mai 2012. Pour ce qui est des autres sièges à pourvoir par des représentants des étrangers, il reste vacants quatre sièges de membres suppléants à désigner au courant du mandat suite à d'éventuelles candidatures.

Finalement, les représentants des autres membres du CNE ont été nommés (représentants des réfugiés, des organisations patronales, des organisations syndicales les plus représentatives) ou seront nommés dans les meilleurs délais (représentants du Syvicol et de la société civile). Le 5 juin 2012, un appel à candidatures pour la désignation de deux représentants de la société civile à siéger au sein du CNE a été lancé sur le site internet de l'OLAI.

Le nouveau CNE pourra débiter ses travaux en automne 2012.

3. Les organisations suivantes ont été contactées en vue de la désignation des futurs membres du CNE:

- Pour les représentants des réfugiés au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés:

- Collectif Réfugiés Luxembourg

- Pour les représentants du syndicat intercommunal à vocation multiple des villes et communes luxembourgeoises pour la promotion et la sauvegarde d'intérêts communaux généraux et communs:

- Syvicol

- Pour les représentants des organisations patronales:

- Confédération luxembourgeoise du commerce

- Fédération des Artisans

- Horesca

- Fedil-Business Federation Luxembourg

- Association des Banques et Banquiers, Luxembourg

- Pour les représentants des organisations syndicales les plus représentatives:

- Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg

- Lëtzebuurger Chrëschtliche Gewerkschaftsbond

- Confédération Générale de la Fonction Publique

- Pour les représentants de la société civile, un appel à candidatures a été lancé sur le site de l'OLAI le 5 juin 2012.

Question 2167 (27.6.2012) de MM. François Bausch et Félix Braz (déi gréng) concernant les sanctions contre le régime syrien:

Depuis le 15 mars 2011, la vague des protestations populaires a atteint la Syrie. Sur un fonds d'inégalités économiques croissantes et de non-respect des libertés individuelles, des personnes descendent dans les rues pour réclamer plus de liberté et plus de justice. Le régime de Bachar al-Assad a réagi en ayant recours d'abord à l'intimidation massive des leaders de la révolte et ensuite par une répression généralisée des quartiers et villes entières. D'après les observateurs indépendants, la répression a déjà fait plus de 14.000 morts depuis mars 2011, dont plus de 1.200 enfants, et tout indique aujourd'hui une aggravation de la situation.

En mai 2012, l'UE a décidé une série de sanctions économiques et politiques à l'égard du régime syrien.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes:

1. Comment les sanctions décidées par l'UE ont-elles été transposées au Luxembourg? Quelles activités économiques et/ou financières d'acteurs publics ou privés syriens ont subi les conséquences des sanctions? Comment l'application des sanctions est-elle contrôlée?

2. Quelle est l'appréciation que le Gouvernement fait de l'utilité de ces sanctions?

3. Est-ce que le Gouvernement pense à mettre en place ou à soutenir dans le contexte européen des sanctions plus poussées à l'égard du régime syrien?

Réponse commune (30.7.2012) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, et de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

1. Au Luxembourg, les sanctions à l'égard de la Syrie décidées par l'UE s'appliquent actuellement en vertu du «règlement (UE) n°36/2012 du Conseil du 18 janvier 2012 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Syrie et abrogeant le règlement (UE) n°442/201». Ce règlement, directement applicable au Luxembourg, a été complété et modifié à plusieurs reprises:

- par le règlement d'exécution (UE) n°55/2012 du Conseil du 23 janvier 2012;

- par le règlement (UE) n°168/2012 du Conseil du 27 février 2012;

- par le règlement d'exécution (UE) n°266/2012 du Conseil du 23 mars 2012;

- par le règlement d'exécution (UE) n°410/2012 du Conseil du 14 mai 2012;

- par le règlement (UE) n°509/2012 du Conseil du 15 juin 2012;

- par le règlement d'exécution 2012/544/PESC du Conseil du 25 juin 2012;

- par le règlement (UE) n°545/2012 du Conseil du 25 juin 2012.

L'application de ces sanctions au Luxembourg a concerné jusqu'à présent le gel d'avoirs. Cependant, le nombre d'acteurs visés au Luxembourg par des mesures de gel d'avoirs auprès des professionnels du secteur financier est insignifiant.

L'application des mesures de gel des avoirs par les professionnels du secteur financier est surveillée au Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).

2. Le Gouvernement condamne vivement les atrocités commises en Syrie, les massacres de civils, y compris d'un grand nombre d'enfants. Les hostilités créent des souffrances énormes et la répression de revendications légitimes continue au jour le jour depuis mars 2011.

Dans ce contexte, le Luxembourg a mis en place, ensemble avec ses partenaires européens, un éventail de mesures restrictives ciblant des personnes et entités associées au régime du président Bashar al-Assad et contribuant à la répression interne.

Ces mesures ont un triple sens: (1) la dénonciation des atrocités commises et de leurs acteurs; (2) l'isolation internationale du régime; (3) la protection de la population civile via la privation du régime de ressources matérielles qui pourraient être employées, directement ou indirectement, dans des actes de répression.

C'est ainsi que les sanctions jouent un rôle clé dans la réponse de la communauté internationale aux violences étatiques commises en Syrie.

Cela dit, il faudra s'assurer que les mesures en question ne ciblent pas la population civile et ne tendent pas à ajouter à sa souffrance déjà tellement lourde.

3. Ces derniers mois ont montré qu'en dépit d'une activation maximale de la communauté internationale, et en dépit de la présence d'une mission d'observateurs militaires onusiens (MISNUJ), les violences s'intensifient en Syrie. Les massacres de Houla, Treimsa, et tant d'autres, en ont été les tristes exemples.

Dans un contexte où la répression interne continue voire s'aggrave, la communauté internationale aura tendance à intensifier la pression politique et diplomatique sur le régime Assad. Des mesures restrictives à l'égard de personnes et entités associées à la répression font partie intégrante de cette forme de pression.

Le Gouvernement continuera à soutenir les actions de la communauté internationale, et en particulier celle des partenaires européens, dans le contexte syrien.

Question 2168 (27.6.2012) de Mme Josée Lorsché (déli gréng) concernant les jeux de tir infrarouges ou au laser:

Depuis un certain temps, le Luxembourg dispose d'une offre en jeux de tir infrarouges ou au laser permettant aux joueurs de s'affronter réciproquement en touchant le plus souvent possible l'adversaire par un pistolet laser ou infrarouge. Les terrains de jeux se situent soit à l'intérieur soit à l'extérieur de grands hangars, l'objectif étant de créer des scénarios simulant des combats réels.

Actuellement, les sociétés offrant ce genre de jeux autorisent les personnes âgées entre 7 et 77 ans à y accéder.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre et Monsieur le Ministre:

1) L'établissement et l'exploitation des terrains offrant ce genre de jeux sont-ils soumis à une autorisation préalable?

2) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre jugent-ils opportun de permettre l'accès à des jeux simulant des situations réelles de guerre ou de conflit armé à des enfants en bas âge?

3) Est-ce qu'une réglementation comparable à celle des salles pour jeunes est envisagée le cas échéant afin de protéger les mineurs devant les effets souvent néfastes de ces jeux sur leur santé psychique et leur comportement?

Réponse (19.7.2012) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Dans les cas où ces jeux constituent une activité commerciale, ils sont soumis à l'obligation de disposer d'une autorisation d'établissement telle que définie dans la loi du 2 septembre 2011 sur le droit d'établissement.

Pour ce qui est des enfants en bas âge et considérant qu'on désigne par enfants en bas âge des nourrissons et des enfants n'ayant pas atteint l'âge de la scolarité, il est à penser que des enfants en bas âge ne seront pas exposés aux jeux visés par la question parlementaire. Pour ce qui est de jeunes et d'enfants plus âgés, les recherches pédagogiques et psychologiques ne sont pas unanimes pour constater des effets négatifs liés à ces jeux. Ceux-ci font en effet plutôt l'objet d'un débat sur leurs effets que d'un constat définitif. Une réglementation dans ce domaine n'est pas en discussion à l'heure actuelle, ce qui cependant ne présage pas d'une éventuelle réglementation future.

Question 2169 (27.6.2012) de M. André Bauler (DP) concernant les formations de l'agriculture biologique:

Il va sans dire que le développement et le soutien de l'agriculture biologique doivent figurer parmi les priorités d'une politique qui se veut innovante et soutenable. Dans ce contexte, une responsabilité particulière revient aux enseignements relatifs à cette forme d'agriculture.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle informer dans quelle mesure les thèmes relatifs à l'agriculture biologique sont traités actuellement au niveau

des différentes voies de formation offertes par le Lycée technique Agricole (LTA)?

- Est-il envisagé de réviser - si besoin en était - les enseignements du LTA pour sensibiliser les élèves davantage aux opportunités de l'agriculture biologique?

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions sur les échanges entre le LTA et les milieux professionnels engagés dans la promotion de l'agriculture biologique, notamment en vue d'organiser des formations continues bénéficiant aux enseignants concernés?

Réponse (27.7.2012) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Concernant la question parlementaire sous rubrique portant sur l'agriculture biologique et l'enseignement y relatif, j'ai l'honneur de fournir les précisions suivantes aux différentes questions:

Les méthodes dites biologiques de la production agricole et horticole sont intégrées aux différentes formations offertes dans le cadre de la formation professionnelle initiale qui préparent aux métiers des agriculteurs, horticulteurs et maraîchers au Lycée technique Agricole (LTA).

L'équipe curriculaire en charge des programmes des formations s'est concertée avec les deux associations luxembourgeoises, BIOG (Bio Bauere Genossenschaft) et Demeter Bond Lëtzebuerg.

Les futurs agriculteurs suivent deux modules spécifiques en la matière, intitulés «exploiter durablement une entreprise» et «Umstellung auf biologische Landwirtschaft».

Dans le cadre du projet Interreg, le LTA collabore avec une ferme biologique. Les serres et certains des champs du LTA cultivés par les élèves dans le cadre de leur formation le sont d'après les principes de l'agriculture biologique.

Le LTA collabore avec l'Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Luxemburg et l'International Federation for Sustainable Agriculture training pour finaliser un projet visant à sensibiliser davantage encore les élèves à cette matière.

Le LTA est présent tous les ans à la Foire agricole avec un stand qui, cette année, était dédié principalement à la culture biologique. Je joins en annexe une version imprimée et réduite des posters qui encadraient le stand du LTA à la Foire agricole en juillet 2012.

Le LTA participe à la task-force «Agriculture biologique» de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2170 (27.6.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'accès des citoyens turcs dans l'espace Schengen:

Lors d'une récente visite à Bruxelles, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de la République de Turquie s'est montré confiant que, dans un avenir proche, ses concitoyens pourront se rendre en Europe - il s'agit probablement de l'espace Schengen - sans appliquer au préalable pour un visa.

Cela m'amène à poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1) Quelle est la position du Grand-Duché dans le cadre des négociations visant à libéraliser l'accès des citoyens turcs dans l'espace Schengen?

2) Fort de l'expérience de libéralisation en matière de visas avec certains pays des Balkans, ayant conduit à un afflux massif de demandeurs de protection internationale, le Luxembourg exigera-t-il des garanties afin que pareille situation ne puisse se reproduire?

3) Les éventuels accords avec la République de Turquie contiendront-ils des clauses pour les minorités, tel le peuple Kurde, assurant que tous les droits de ces minorités sont effectivement garantis par le Gouvernement d'Ankara?

4) Monsieur le Ministre des Affaires étrangères n'est-il pas d'avis, en général, que l'abrogation de l'obligation de visa doit aller de pair avec le fait que les pays concernés respectent en tous points les conventions internationales en matière de droits de l'Homme, ce qui impliquerait que les ressortissants de ces pays ne puissent déposer une demande de protection internationale?

Réponse (20.7.2012) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères:

1) L'Union européenne et la Turquie ont finalisé un accord de réadmission par lequel la Turquie

s'engage à reprendre, outre ses propres citoyens, les ressortissants de pays tiers ayant transité sur son sol avant de rejoindre l'Union européenne pour s'y retrouver en séjour irrégulier. Par la suite, le Luxembourg, comme la majorité des États membres, s'est exprimé en faveur de l'ouverture d'un dialogue de libéralisation du régime des visas avec la Turquie sous condition qu'il s'agisse d'un objectif à long terme nécessitant plusieurs étapes.

2) Dans le cadre des négociations au sein de l'Union européenne pour l'amendement du règlement 539/2001, le Luxembourg soutient l'inclusion d'une clause de sauvegarde qui permettra la réimposition temporaire de l'obligation visa face à un pays tiers dans le cas d'un afflux d'immigrants illégaux ou de demandeurs d'asile en provenance dudit pays.

3) Tous les citoyens turcs, dont font partie toutes les minorités de nationalité turque, jouiront de toutes les garanties explicitées dans les accords entre la Turquie et l'Union européenne.

4) Non. Le cadre juridique au Luxembourg stipule qu'indépendamment du pays de provenance du ressortissant, toute demande de protection internationale se doit d'être soumise à un examen individuel par les autorités compétentes.

Question 2171 (27.6.2012) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant la circoncision:

In einem rezenten Urteil hat das Landgericht Köln die Beschneidung eines Jungen aus religiösen Gründen als strafbare Körperverletzung bewertet. In dem am Dienstag, den 26. Juni 2012, veröffentlichten Urteil verwies die Richter unter anderem darauf, dass „der Körper des Kindes durch die Beschneidung dauerhaft und irreparabel verändert» werde.

In diesem Kontext möchte ich gerne folgende Fragen an die Herren Minister stellen:

- Wie stehen die Minister zu diesem Gerichtsurteil?

- Wie viele Beschneidungen von Jungen werden in Luxemburg aus religiösen Gründen durchgeführt?

- Unterscheidet die Statistik ob eine Beschneidung aus medizinischen oder religiösen Gründen durchgeführt wurde?

Da Beschneidungen bei Frauen zu dramatischen Konsequenzen führen können, möchte ich in diesem Kontext wissen:

- Ist die Regierung in Kenntnis von solch religiös motivierten Beschneidungen bei Frauen in Luxemburg?

- Falls nicht, geht die Regierung davon aus, dass solche Beschneidungen in Luxemburg im Geheimen praktiziert werden?

Réponse commune (30.7.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, et de M. François Biltgen, Ministre de la Justice:

Die Fragen der ehrenwerten Abgeordneten befassen sich mit der Thematik der Beschneidung.

Es obliegt nicht der Luxemburger Regierung das Urteil eines nationalen oder ausländischen Gerichts zu kommentieren.

Laut den Satzungen der Gesundheitskasse trägt diese nur die Kosten der Beschneidungen der Jungen, die aus medizinischen Gründen erfolgen.

Im Jahr 2010 wurden die Kosten von 915 Beschneidungen von der Gesundheitskasse bezahlt, davon 499 bei Jungen von null bis neun Jahren, 138 in der Altersgruppe zehn bis 19 Jahre.

Es gibt für die Gesundheitskasse keine Möglichkeit, die Zahl der Beschneidungen aus religiösen Gründen zu ermitteln.

Die Regierung hat darüber hinaus keine Kenntnis von Beschneidungen, die in Luxemburg an Frauen durchgeführt worden wären.

Question urgente 2175 (4.7.2012) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant le plan «lean» d'ArcelorMittal:

Laut Informationen aus de Medien huet de Grupp ArcelorMittal de „plan lean» ausgeschafft, deen en drastesch Ofbau vun Aarbechtsplaze virgesäit. Ganz besonnesch betraff wärenden Aarbechtsplazen an de Verwaltungen, d'ärenner och Personal un Haaptsätz zu Lëtzebuerg.

Dofir géif ech dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1) Ass d'Regierung iwwert de „plan lean» vum Grupp ArcelorMittal informéiert?

2) Wéi war d'Haltung vum Lëtzebuerg Vertrieeder am Verwaltungsrot vun ArcelorMittal zu dësem Plang?

3) Wéi vill Aarbechtsplaze sinn zu Lëtzebuerg a Gefor?

4) Si schonns Moosname geplangt, fir dës Leit opzefänken (maintien dans l'emploi, cellule de reclassement, préretraite...)?

5) Ass d'Erhale vun Aarbechtsplaze Géigestand an de Verhandlung mat ArcelorMittal, wann et em de Support vum Lëtzebuerg Stat geet, zum Beispill am Dossier elektresch Leitung a Frankräich, CO₂-Zertifikater, Zukunft vun de Sitë Schëffleng a Rodange?

Réponse (11.7.2012) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

D'Regierung hat am Vierfeld vun de Berichter vu Belsche Medie keng Informationen iwwert de Plang „lean» vum ArcelorMittal fir Käschten, ze reduzéieren an Aarbechtsplätzen ofzebauen am Verwaltungsdeel vum Beräich Flachstol.

Och de Lëtzebuerg Vertrieeder am Verwaltungsrot vun ArcelorMittal huet keng Informationen zu dëse Berichter.

Ob a wa jo, a wat fir engem Ëmfank och Lëtzebuerg Stolbetriber respektiv den Haaptsätz vun ArcelorMittal concernéiert wäerte sinn, ass nach net gewosst. Allerdéngs ass de Wirtschaftsaussenhandelsminister zouversichtlech, well direkt no där Annonce eng Entrevue mat ArcelorMittal stattfonnt huet a wou zougesécher gouf, dass Lëtzebuerg kaum wäert vun de Restrukturatioune betraff sinn.

ArcelorMittal huet ugekënnegt den 11. Juli 2012 d'Gewerkschaften an d'Personalvertrieeder am Kader vum europäeschen Aarbechtsnehmerrot („European Work Council») ze gesinn, de i ass éischt vun eventuellen Aarbechtsplazreduzéierung mussen informéiert ginn. Et ass unzweifelhaft, dass an deem Ablack och méi genee Informatione wäerte kënne vun ArcelorMittal matgedeelt ginn.

Och wat en zweete Plang ugeet am Beräich Laangstolprodukter, deen an de Medien „OMEGA» genannt ginn ass, leie keng prezis Informatione vir. D'Regierung ass awer a Kontakt mat ArcelorMittal, fir méi Detailler gewuer ze ginn.

D'Négociatioune vun der Stoltripartite, déi den 28. März 2012 ofgeschloss gi sinn, hunn als Zil och weiderhin de Standuert Lëtzebuerg fir d'Stolindustrie ofzesécheren. Den Accord „Luxplan 2016» gëtt nei négociéiert, sollt sech erausstellen, dass ArcelorMittal net deen an Aussicht gestallten Investissement um Walzwierk „Train 2» zu Esch/Beval realiséiert. An deem Kader ass et och kloer, dass d'Ubanne vun de Wierker vun ArcelorMittal un dat franséisch Elektreschnetz e ganz wichteg Element ass, fir zukünfteg Investissementer ofzesécheren.

Question 2179 (4.7.2012) de M. Marc Angel (LSAP) concernant la réforme des associations sans but lucratif:

Le 10 juin 2009, Monsieur le Ministre de la Justice avait déposé à la Chambre des Députés le projet de loi n°6054 visant à réformer la législation sur les associations sans but lucratif et les fondations datant pour l'essentiel de 1928.

Par la suite un groupement très large d'associations et de fondations (Agence du Bénévolat, ALOS-LDH, APL, ASTI, ASTM, CCPL, Cercle de Coopération des ONG, FAAL, FAEL, FNCTTFEL, LGS, Haus vun der Natur, Mouvement écologique, Natura, LNVL, OGB-L, SeSoPI-CI, SYPROLUX, UGDA) avait fait part publiquement de ses réserves et proposé sa collaboration pour une refonte de cette législation.

En mars 2010, Monsieur le Ministre avait annoncé vouloir scinder le projet de loi existant et poursuivre les travaux sur deux nouveaux textes distincts, dont l'un porterait sur les seules a.s.b.l. et l'autre sur les fondations. Or, le projet semble avoir été mis en veilleuse depuis lors.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Qu'en est-il de l'état de cette réforme?

- Monsieur le Ministre entend-il consulter le groupement des associations en amont du dépôt de ces nouveaux textes de loi fortement amendés?



Réponse (18.7.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Les réflexions sur une réforme fondamentale de la législation sur les associations sans but lucratif ainsi que les fondations continuent. Monsieur le Ministre de la Justice souhaite attendre, d'une part, l'avant-projet de loi sur les fondations privées - patrimoniales annoncé par Monsieur le Ministre des Finances et, d'autre part, les réflexions et travaux préparatoires sur une nouvelle forme juridique servant de support dans le contexte de l'économie solidaire annoncés par Monsieur le Ministre de l'Économie solidaire.

Une concertation générale pourra se faire à partir de ces textes, ainsi que des propres propositions ultérieures du Ministre de la Justice.

Question 2180 (5.7.2012) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant la **non-assistance par la Police grand-ducale**:

Il me revient par voie de presse que le weekend dernier un chien abandonné par ses propriétaires dans un véhicule a trouvé la mort. Une femme voulant aider le chien souffrant de la chaleur et s'adressant à cette fin à la Police grand-ducale s'est vue refuser toute aide de la part de l'agent en service.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, la non-assistance constitue-t-elle un manquement aux devoirs d'un agent de police? Est-ce que, le cas échéant, cet incident aura des suites disciplinaires pour l'agent impliqué?

- Si une telle intervention ne relevait pas des compétences de la Police grand-ducale, quelles seraient alors les autorités compétentes à intervenir lors de tels incidents?

Réponse (24.7.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Il est un fait que l'opérateur du numéro d'appel d'urgence 113 n'a pas donné la suite nécessaire à l'appel.

Tant la direction générale de la Police grand-ducale que l'Inspection générale de la Police ont ouvert une enquête administrative. Par ailleurs, le Parquet de Luxembourg a demandé rapport à la police.

Il importe également de souligner qu'après vérification de la police allemande, il a pu être confirmé que le chien victime a été retrouvé sain et sauf auprès de son propriétaire.

Question 2189 (11.7.2012) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant la **mission d'expertise relative aux relations entre l'État et les communautés religieuses**:

Le 28 mars 2012 un groupe chargé de la mission d'expertise relative aux relations entre l'État et les communautés religieuses voire philosophiques au Luxembourg a été présenté à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle. À cette occasion il a été décidé que le groupe d'experts devait rencontrer les communautés religieuses conventionnées, les communautés religieuses ayant exprimé le souhait d'être conventionnées, les associations humanistes et laïques ainsi que des représentants de partis politiques. Lors de l'entrevue avec les différents partis politiques les représentants du Ministère des Cultes ainsi que le groupe d'experts ont affirmé vouloir soumettre à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle de la Chambre des Députés une proposition de rapport provisoire avant les vacances d'été.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes:

- Monsieur le Ministre peut-il informer la Chambre des Députés pourquoi le rapport a pris du retard?

- Au vu du retard pris dans l'élaboration de ce rapport, Monsieur le Ministre peut-il me dire dans quels délais il estime que le groupe d'experts pourra finaliser ses travaux?

- Compte tenu du fait que certaines communautés religieuses ne sont pas conventionnées, ce qui est contraire au principe d'équité, et au vu du retard que les travaux relatifs au rapport du groupe d'experts ont pris, Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas d'élaborer une solution transitoire pour ces communautés en attendant les conclusions qui pourront se dégager du rapport des experts?

Réponse (30.7.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Cultes*:

La rédaction initiale du rapport sur l'avenir des relations entre l'État et les communautés religieuses ainsi que les communautés philosophiques non confessionnelles est quasiment terminée. La finalisation nécessite encore des séances de concertation entre les experts qui auront lieu durant le mois d'août.

Au vu de la complexité du sujet et du temps demandé par l'approche préparatoire choisie comprenant des entrevues avec toutes les parties intéressées, et voulant soumettre aux autorités compétentes un rapport complet et réfléchi, j'ai préféré laisser aux experts les semaines des vacances universitaires et parlementaires pour peaufiner le rapport. Ceci d'autant plus que cette décision n'hypothèque pas la finalité de pouvoir tirer les conclusions législatives voire constitutionnelles s'imposant le cas échéant avant la fin de l'année, date que j'ai toujours présentée comme souhaitable.

Je ne considère pas comme opportune une solution transitoire pour les communautés en voie de conventionnement, alors, d'une part, qu'un tel acte constituerait, notamment à l'égard du pouvoir législatif, un fait accompli basant sur le système actuel et, d'autre part, qu'il serait difficile d'expliquer aux communautés concernées que tout le système leur accordé pourrait être, en fonction des conclusions que les autorités compétentes tireront des conclusions du rapport, frappé d'annulation quelques mois seulement après son entrée en vigueur, les obligeant à revoir encore une fois leur organisation interne. Pour des raisons d'égalité de traitement ce système ne pourrait d'ailleurs qu'être un système conventionnel selon le schéma actuel, de manière que la durée de mise en œuvre se couvrirait à peu près avec la durée des travaux sur le rapport d'experts.

J'ai d'ailleurs toujours fourni ces explications aux communautés concernées en les informant de la continuation du travail interne sur le projet de convention de manière à pouvoir agir très vite après les conclusions tirées du rapport. Je reste par ailleurs en contact régulier avec notamment la communauté musulmane du Luxembourg.

Question 2195 (16.7.2012) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **Direction de l'Aviation civile**:

Le «Lëtzebuurger Land» a fait paraître en date du 27 avril 2012 un article intitulé «Électrons libres» portant sur un audit de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) sur la Direction de l'Aviation civile et suggérant une réorganisation de la sécurité aérienne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Quelles sont les observations de l'OACI concernant l'organisation de la DAC? La capacité de la DAC à garantir la sécurité à l'aéroport est-elle remise en cause par le dernier rapport de l'OACI?

2. Il a été fait état d'une structure «singulière» en matière de supervision de la sécurité aérienne avec la création d'une société de droit privé chargée d'assister la DAC dans cette mission. Cette possibilité étant permise par la législation en la matière, il échet cependant de se demander quels sont les avantages et inconvénients d'une telle structure? Ne faudrait-il pas réfléchir à une autre structure?

3. L'article pose un certain nombre de questions quant à la gestion du personnel. Ces faits sont-ils correctement relatés? Dans l'affirmative, quelles sont les réactions du Gouvernement?

Réponse (30.7.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député Monsieur Marc Spautz souhaite s'informer sur le fonctionnement de la Direction de l'Aviation civile (ci-après «DAC») suite à un article intitulé «Électrons libres» paru dans l'hebdomadaire «Lëtzebuurger Land» du 27 avril 2012.

1. Le dernier rapport de l'OACI de 2011 n'a pas considéré l'organisation de la DAC comme un obstacle à la sécurité de l'aéroport. Il est d'ailleurs fort regrettable que l'article paru au «Lëtzebuurger Land» du 27 avril 2012 mentionne des défaillances relevées par le rapport de 2006 comme des défaillances relevées par le rapport 2011. Du chemin a été fait depuis 2006 et aujourd'hui la DAC est considérée à la hauteur de ses responsabilités par l'OACI.

2. Il est vrai que l'organisation de la DAC se base sur une structure particulière.

Après l'audit OACI de 2006, le Luxembourg s'est retrouvé sur une «watch list» car l'OACI avait constaté que la DAC ne disposait pas du personnel nécessaire pour assumer ses missions et qu'elle n'avait aucune emprise directe, ni aucun contrôle sur l'activité du Bureau Veritas S.A. effectuant à l'époque l'essentiel du travail technique au nom de la DAC. Venait s'y ajouter que l'Agence Européenne de la Sécurité Aérienne (AESA) mettait en route son programme d'audits de standardisation. Une solution rapide devait être trouvée, de sorte que l'État a procédé à la création d'une société anonyme, l'Agence Luxembourgeoise pour la Sécurité Aérienne (ci-après «ALSA») en 2009, solution autorisée par le législateur dans la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet (...) c) d'instituer la DAC. La création de l'ALSA a permis à la DAC de recruter rapidement des experts en aéronautique qu'il n'aurait pas été possible de recruter dans le cadre de la fonction publique luxembourgeoise. Il convient de souligner que ce genre de structure existe bel et bien dans nos pays voisins et que l'OACI considère cette façon de s'organiser comme appropriée.

Les services du Ministère sont en train d'analyser ensemble avec la DAC, quelles pourraient être les alternatives possibles à la structure d'organisation actuelle.

3. L'article litigieux suggère une gestion douteuse de l'ALSA sans toutefois avancer des preuves fondées à l'appui de ces accusations. Il y a plutôt lieu de souligner que, selon les informations reçues par l'ALSA, les modifications des contrats de travail ont eu lieu d'un commun accord avec les salariés et que l'organisation de l'ALSA n'a absolument pas souffert de la démission d'un de ces deux administrateurs délégués.

Concernant les modifications de contrats, il y a lieu de préciser qu'à l'époque de la création de l'ALSA, les contrats des salariés du Bureau Veritas S.A. avaient été repris tels quels par l'ALSA, mais certaines des dispositions contractuelles se sont avérées peu usuelles. Dès lors, une renégociation des contrats avait été décidée par le conseil d'administration. Les négociations ont abouti sur une réévaluation du salaire de base et l'attribution de chèques repas en contrepartie de la suppression d'un droit de gratification automatique et de jours de congé supplémentaires. Ces modifications ont donc bel et bien été entérinées d'un commun accord entre les parties.

Concernant le départ de l'administrateur délégué en charge de la coordination technique, il

y a lieu de relever que ce dernier a démissionné en janvier 2011. Il n'a pas été remplacé puisque la fonction de coordinateur technique, suite à la stabilisation des effectifs disponibles dans les différents départements techniques, s'est transformée en une fonction plutôt calquée sur le suivi administratif de dossiers de sorte que la fonction pouvait être facilement reprise par l'administrateur délégué en charge du volet administratif et financier, c'est-à-dire du président du conseil d'administration de l'ALSA. Il ne saurait donc être question d'un organigramme de l'ALSA «laissé en friche» pendant plusieurs mois, l'ALSA fonctionne maintenant avec un seul administrateur délégué et l'OACI n'a pas remis en question cette décision du conseil d'administration.

Reste à préciser que le travail de l'ALSA a été fait dans le respect des principes d'autorisation et de respect préalable de l'actionnaire, que la comptabilité a été révisée par un réviseur d'entreprises agréé et que les dispositions légales en matière de publication de bilans ont été respectées, rendant ainsi toutes les informations pertinentes accessibles.

Question urgente 2202 (10.7.2012) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant le **permis de chasse**:

L'année cynégétique 2012/2013 commence le 1^{er} août 2012. Selon mes informations, le règlement grand-ducal afférent ferait toutefois encore défaut de sorte que l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines refuse de délivrer des quittances pour l'obtention du permis de chasse pour l'année cynégétique 2012/2013.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, dans quels délais pourra-t-on s'attendre à la publication du règlement grand-ducal en question?

- Monsieur le Ministre ne craint-il pas qu'il y aurait des difficultés concernant la délivrance ponctuelle des permis de chasse par le ministère?

- Monsieur le Ministre peut-il garantir que toute demande pourra être traitée jusqu'au 1^{er} août 2012?

Réponse (27.7.2012) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

La loi du 25 mai 2011 relative à la chasse prévoit en son article 9 qu'un règlement grand-ducal fixe pour une période déterminée, pour l'ensemble ou une partie du territoire, les dates de l'ouverture et de la fermeture de la chasse selon l'espèce, le type ou le sexe du gibier chassable et selon chaque mode et procédé de chasse. Ce règlement, déterminant l'ouverture et la fermeture de la chasse, est publié au Memorial au moins huit jours avant le début de la période concernée.

Néanmoins, vu que l'année cynégétique 2012/2013 ne dure que huit mois, à savoir du 1^{er} août 2012 au 31 mars 2013, il a été décidé d'intégrer cette année, dans le règlement grand-ducal, un article fixant le montant du permis de chasser à 155€.

Le règlement grand-ducal a été publié le 20 juillet 2012. Étant donné qu'il n'entre en vigueur que le 1^{er} août 2012, le département de l'Environnement a convenu avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines que les paiements pour les montants du droit d'enregistrement respectivement du droit supplémentaire sont acceptés avant cette date et que les permis de chasser pour la saison 2012/2013 sont envoyés aux requérants par la suite.

Ainsi, toute demande complète qui entrera au département de l'Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures avant le 1^{er} août, sera traitée avant la mise en vigueur du règlement grand-ducal.

